ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

DES JEUNES FILLES

A. AMMANN ET E.-C. COUTANT

HISTOIRE DE FRANCE

ET

NOTIONS SOMMAIRES D'HISTOIRE GÉNÉRALE

de 1789 à nos Jours

LES GRANDES PUISSANCES EUROPÉENNES DEPUIS 1815

TROISIÈME ANNÉE



Librairie Fernand Nathan

PARIS


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

No 358

COURS D'HISTOIRE

DE

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

DES JEUNES FILLES

TROISIÈME ANNÉE

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DES JEUNES FILLES

Programme du 27 juillet 1897

HISTOIRE DE FRANCE

ET

NOTIONS SOMMAIRES D'HISTOIRE GÉNÉRALE

de 1789 à nos jours

LES GRANDES PUISSANCES EUROPÉENNES DEPUIS 1815

PAR

A. AMMANN & **E.-C. COUTANT**

Anciens élèves de l'École normale supérieure, Agrégés d'histoire.

Professeur au lycée Louis-le-Grand. | Inspecteur général de l'Instruction publique.

TROISIÈME ANNÉE



LIBRAIRIE CLASSIQUE FERNAND NATHAN

18, RUE DE CONDÉ, PARIS (6e)

1902

Tout exemplaire de cet ouvrage non revêtu de ma griffe sera réputé contrefait.

Fernand Nathan

PRÉFACE

Le présent Cours a été composé spécialement pour répondre aux programmes de l'Enseignement secondaire des Jeunes Filles, établis par arrêté du 27 juillet 1897.

La structure intérieure des volumes est celle que nous avons adoptée avec succès pour plusieurs de nos publications antérieures.

Conformément aux instructions qui accompagnent le programme du 27 juillet 1897, nous nous sommes proposé de fournir aux élèves, sous la forme la plus accessible, toutes les notions qui leur sont nécessaires, mais celles-là seulement.

En rejetant ainsi, de parti pris, tout ce qui n'est pas de première nécessité, nous avons pu donner à notre cours, nous l'espérons du moins, **toute la netteté** et **toute la clarté** désirables. Chaque chapitre est consacré à une période nettement définie ; il est précédé de *Notions générales*, exposé et explication des idées nécessaires à l'intelligence des questions contenues dans le chapitre ; il est divisé en *Leçons*, dont chacune comprend un *Résumé* très court destiné à être appris par cœur, et un *Récit* qui est le développement exact du Résumé. Résumé et Récit sont partagés en paragraphes qui sont désignés par **les mêmes numéros**.

Nous avons introduit dans ces volumes une disposition typographique particulière : en **caractères ordinaires**, nous exposons les idées historiques, les divisions naturelles des questions, les causes des événements, leurs résultats ; c'est pour ainsi dire la trame de l'histoire. Puis, dans les mailles de ce vaste tissu, **en caractères un peu plus fins**, nous racontons les détails des faits. Cette disposition permet aux élèves de proportionner leurs études à la force de leurs connaissances, et facilite beaucoup les revisions : en effet, le texte en caractères ordinaires forme un tout continu qui peut se lire seul, et qui présente un récit suivi,

même si on laisse de côté les portions de texte imprimées en caractères plus fins.

Les revisions sont facilitées aussi par des *Tableaux récapitulatifs*, qui, à la fin de chaque période historique, donnent l'ensemble logique et chronologique de tous les faits importants. Nous avons multiplié les *Tableaux généalogiques*, les *Cartes*, les *Gravures;* aucune de nos gravures n'est une œuvre de fantaisie ou d'imagination; elles ont donc toutes une valeur historique réelle.

Enfin, chaque chapitre est terminé par l'indication de LECTURES, sur lesquelles nous nous permettons d'attirer l'attention. Nous n'avons assurément pas eu l'ambition de transformer les élèves en érudits; mais nous avons pensé qu'il était bon de leur faire connaître le nom, le caractère, la valeur des grandes œuvres historiques des temps passés, dont personne ne doit ignorer l'existence. Nous leur indiquons aussi les ouvrages contemporains de valeur, facilement accessibles, et assez courts pour qu'elles puissent les consulter avec fruit; nous leur signalons d'ailleurs les *chapitres* et *même les pages* qui peuvent leur offrir un intérêt spécial.

INTRODUCTION

GRANDES DIVISIONS DU COURS DE TROISIÈME ANNÉE

Le programme du Cours de Troisième année comprend l'histoire de la France et des principaux pays civilisés pendant le dernier siècle, depuis le moment où a éclaté la Révolution française jusqu'à l'époque où s'est consolidé en France le gouvernement républicain, qui venait d'y être établi pour la troisième fois. Il commence avec la catastrophe violente qui, en 1789, a détruit de fond en comble l'*ancien régime;* il se termine avec le vote de la Constitution républicaine de 1875 qui, après quatre-vingt-six années écoulées, a donné au *régime nouveau* sa forme durable. En un mot, le Cours de troisième année peut s'appeler « l'histoire de l'établissement du nouveau régime » ; ou encore, d'une façon générale, il n'est pas autre chose que l'histoire de la Révolution française et de ses conséquences, en France et dans le reste du monde.

En effet, dans tout le XIXe siècle, l'histoire de l'humanité a été dominée par les grandes idées que nos pères ont répandues dans le monde pendant les dernières années du XVIIIe siècle. La Révolution de 1789 est une aussi grande date dans l'histoire générale des peuples européens que dans l'histoire particulière de notre pays.

Il est incontestable que, depuis cent ans, l'humanité a accompli un considérable progrès; la société européenne dans laquelle nous vivons aujourd'hui forme un contraste absolu avec celle du XVIIIe siècle : les peuples civilisés ont, de nos jours, repris possession de leurs droits naturels; presque tous, ils jouissent de la liberté politique ; à l'exception de la Russie et de l'empire ottoman, ils pos-

sèdent, tous, les institutions parlementaires qui sont la garantie et la sauvegarde de l'homme libre; ils ont su développer leurs ressources économiques, en même temps que leur situation morale s'améliorait, et l'Europe a vu, en cent ans, doubler le nombre de ses habitants.

Or, quand on remonte à l'origine de cette transformation universelle, on trouve que c'est à l'exemple de la France qu'elle est due. La France a donc été de notre temps la grande bienfaitrice des nations; c'est elle qui, depuis un siècle, les dirige dans la voie du progrès.

Mais une transformation si complète n'a pas pu s'opérer d'un seul coup : elle a été le résultat d'une série de progrès partiels; les différentes étapes de cette marche en avant constituent les grandes divisions du Cours de Troisième année.

La première période du Cours est la *Révolution française* proprement dite, de 1789 à 1804. Quand les idées nouvelles se produisirent au jour, elles rencontrèrent naturellement de très vives résistances : elles eurent à combattre, en France, les ordres privilégiés, défenseurs naturels de l'ancien régime; au delà des frontières, les rois étrangers qui craignaient de voir pénétrer parmi leurs sujets la contagion des principes révolutionnaires. Aussi, cette première période est-elle toute remplie par des luttes intérieures et par des guerres étrangères, qui se terminèrent au traité d'Amiens (1802) par le triomphe de l'ordre nouveau. La France, victorieuse dans ces longues hostilités où elle s'est faite le soldat du droit des peuples, obtient alors la prépondérance en Europe : prépondérance légitime, car elle était le résultat des services rendus.

Malheureusement, dans une seconde période, celle de l'*Empire*, qui dure de 1804 à 1814, la France, représentée par Napoléon Ier, change de maximes : elle oublie les principes qui viennent de faire sa grandeur, elle renonce à ses libertés intérieures et foule aux pieds l'indépendance des autres peuples. Mais alors elle voit se retourner contre elle-même les généreux principes de la Révolution que les guerres impériales viennent de propager à travers l'Europe. Les rois coalisés, pour lutter contre la France, imaginent de reprendre le rôle qu'elle abandonne; ils surexcitent eux-mêmes chez leurs sujets l'enthousiasme de la liberté et de l'indépendance nationale et, par ces nobles idées dont la France était naguère le champion, ils finissent par triompher de l'Empire. Dans leur aveuglement, ils croient alors qu'en abattant l'Empire français ils ont aussi, du même coup abattu la Révolution.

Et, en effet, la troisième période, l'histoire de l'*Europe au temps*

de la Restauration et de Louis-Philippe, de 1815 à 1848, débute par une réaction universelle; en France comme dans les autres États européens, on croit assister à une restauration de l'ancien régime. Mais tous les peuples de l'Europe sont maintenant pénétrés jusqu'aux moelles par les idées de la Révolution; ils réclament l'exécution des promesses que leurs princes leur ont faites à l'heure où ils avaient besoin de leur dévouement. Et alors, au lendemain même de la victoire des rois en 1815, une lutte générale éclate d'un bout à l'autre du continent entre les souverains qui veulent garder ou rétablir leur autorité despotique, et les peuples qui réclament des libertés publiques. Cette grande lutte remplit en entier la troisième période du Cours. En France, l'ancien régime tente de se maintenir, partiellement au moins, en faisant des concessions : il confère des droits politiques, le droit électoral, non pas à la totalité des citoyens, mais à un petit nombre de privilégiés : c'est l'époque du « suffrage restreint ». Mais aucun moyen terme ne peut prévaloir, et les Révolutions nouvelles de 1830 et de 1848 achèvent en France la déroute de l'**ancien régime.**

Nous entrons alors dans l'époque contemporaine proprement dite; le **nouveau régime** est définitivement le maître; par l'établissement du « suffrage universel », il assure l'exercice de la souveraineté du peuple. Mais le peuple, appelé tout d'un coup à se gouverner lui-même, hésite d'abord sur l'emploi qu'il doit faire de cette autorité si nouvelle, pour laquelle son éducation n'a pas été faite. Aussi, que d'agitations encore, avant l'établissement d'un gouvernement républicain stable, et sa consolidation! que de discordes intérieures! que de guerres étrangères! Elles remplissent la quatrième partie du Cours, l'histoire de la *France contemporaine*, de 1848 à 1875.

Enfin, tandis que la Révolution française produisait ainsi en France ses dernières conséquences, elle n'avait pas cessé de faire sentir son influence dans les autres États européens. Les souverains étrangers, après avoir fait, depuis 1815, les plus énergiques efforts pour ruiner les idées nouvelles et pour conserver intacte dans leurs royaumes l'organisation de l'ancien régime, ont fini par reconnaître qu'ils se consacraient à une tâche irréalisable : leurs plus éclatantes victoires restaient stériles, et dès le lendemain tout était à recommencer. Alors, les plus intelligents d'entre eux, comprenant que c'était folie de chercher à comprimer les aspirations nationales, se sont résolus à une volte-face complète : au lieu de combattre le Nouveau régime, ils se sont appliqués à le servir, avec l'espoir, il est vrai, de se servir de lui. Et alors, dans la seconde moitié du XIXᵉ siècle, on les a vus, avec plus ou moins de bonne grâce et de rapidité, faire effort pour se

mettre en harmonie avec les sentiments nationaux des peuples qu'ils étaient chargés de conduire : et les succès qu'ils ont alors remportés, comme aussi les échecs qu'ils ont subis, ont été le plus souvent en proportion avec leur habileté ou leur maladresse dans la direction de cette politique nouvelle. Tel est le spectacle qu'offre la cinquième et dernière partie du Cours, l'histoire des *Grandes puissances européennes depuis* 1815.

D'ailleurs, la conclusion générale qui se dégage de ce Cours d'histoire de Troisième année est la même que celle qui nous a été suggérée par les deux Cours précédents : pendant tout le XIX[e] siècle comme depuis le XVI[e] jusqu'au XVIII[e], c'est la France qui a constamment exercé l'influence décisive sur les destinées du monde civilisé. Nous devons donc puiser dans les enseignements de l'histoire une fierté légitime : elle nous apprend quelle place notre patrie a tenue dans le monde, quels services elle a rendus à l'humanité. « Effacez, disait en 1876 un étranger, un homme d'État anglais, lord Dufferin, effacez de l'histoire du monde les grandes actions accomplies par la France, retranchez de la civilisation humaine ce que la France y a fourni, et vous verrez quel vide immense en résulterait. »

PREMIER TRIMESTRE

1° LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

LA CONSTITUANTE

NOTIONS GÉNÉRALES

L'année 1789 a ouvert dans l'histoire de notre pays une période nouvelle; elle a transformé de fond en comble les institutions et le gouvernement de la France; elle a détruit l'ancienne royauté traditionnelle qui, depuis tant de siècles, présidait aux destinées nationales, et elle a préparé l'établissement de la République.

Comment et pourquoi une transformation si complète a-t-elle pu s'accomplir?

Sous l'ancien régime, le peuple français avait à sa tête la noblesse et la royauté.

Les nobles avaient rendu assurément des services, tout au début de l'époque féodale : ils avaient introduit dans le pays un peu d'ordre après le chaos des invasions. Mais, au dix-huitième siècle, il y avait infiniment de temps qu'ils n'en rendaient plus, et, par contre, ils avaient gardé des privilèges financiers et des droits féodaux qui n'avaient plus de raison d'être, et qui les rendaient odieux au peuple.

Quant à la royauté, il est incontestable qu'elle avait fait la France en constituant l'unité territoriale du royaume, et qu'elle avait délivré le peuple de l'oppression des seigneurs féodaux. Mais, depuis Louis XIV, elle opprimait la nation sous un despotisme coûteux, et sous Louis XV, par une politique malhabile et honteuse, elle venait de compromettre les intérêts essentiels du pays. La royauté était donc tombée dans un discrédit profond.

Par suite, on comprend que la royauté absolue et la noblesse

ne pouvaient plus conserver la situation qu'elles avaient eue aux siècles antérieurs. Dans ses demandes de changement, le peuple se montrait d'abord très modéré; ses exigences étaient raisonnables et légitimes. Que voulait-il, en effet?

Il demandait que le roi fût dorénavant obligé de gouverner sous le contrôle des représentants de la nation, qui voteraient les lois, autoriseraient la levée des impôts et en régleraient l'emploi. Il demandait, d'autre part, que les nobles perdissent leurs privilèges injustifiables, que la naissance ne fût plus un titre aux dignités, et que chaque citoyen reçût dans l'État la place convenable à son mérite.

Ces demandes étaient si justes, que lorsqu'elles furent présentées par les États généraux, transformés en Assemblée constituante, elles furent accueillies avec un enthousiasme universel; les privilégiés eux-mêmes n'osèrent pas au premier moment défendre leurs privilèges, tant ceux-ci semblaient injustes. Il y eut donc, dans l'histoire de la Révolution, une première période de joie universelle et de réorganisation intérieure, à laquelle présida l'Assemblée nationale constituante.

Mais ensuite les privilégiés se ravisèrent; quand ils virent que la révolution ne se passait pas en paroles, mais qu'il s'agissait de détruire réellement les avantages abusifs dont ils avaient joui jusqu'alors, ils essayèrent de les défendre. Le roi et les nobles s'entendirent pour tâcher de sauver l'ancien régime. Mais cette résistance fut fatale à la royauté. Le peuple avait espéré d'abord que le roi se ferait *le restaurateur de la liberté*, et il avait continué à l'aimer. Mais quand il comprit que le roi soutenait la cause des nobles, il changea de sentiment à son égard, et l'idée lui vint pour la première fois qu'on pourrait peut-être se passer de la royauté. Cette transformation des sentiments populaires était déjà en train de s'accomplir au moment où la Constituante se sépara.

Leçon I. — **Les préliminaires de la Révolution. Journée du 14 Juillet.**

Résumé. — 1. La convocation des États généraux de 1789 a été le point de départ de la Révolution; elle répandit l'allégresse dans toute la France.

2. Beaucoup de causes rendaient alors cette convocation nécessaire. L'influence des philosophes du XVIIIe siècle avait rendu intolérables au peuple les abus de l'ancien régime, les inégalités sociales, le despotisme royal.

3. Des causes particulières rendaient plus difficile la tâche du Gouvernement : le Trésor royal avait été vidé par les pro-

digalités des derniers ministres de Louis XVI; le terrible hiver de 1789 avait mis le comble aux souffrances du peuple.

4. Aussi les États généraux, réunis à Versailles, le 5 mai 1789, se résolurent à porter remède à la situation. Ils se transformèrent en Assemblée nationale constituante.

5. La Constituante avait d'abord à renverser l'absolutisme royal. Après le serment du Jeu de Paume (20 juin), la prise de la Bastille (14 juillet) ruina la puissance matérielle de la royauté, et rendit possible la Révolution.

RÉCIT. — (1°) **Convocation des États généraux.** — « La convocation des États généraux de 1789, a dit Michelet, est l'ère véritable de la naissance du peuple. » On peut dire qu'elle était à elle seule une **révolution gouvernementale**. En effet, quand le roi Louis XVI se résolut à appeler auprès de lui les représentants des trois ordres, *clergé*, *noblesse* et *tiers état*, pour leur demander leurs conseils, il y avait près de deux siècles que la royauté avait cessé de consulter la nation, et gouvernait par sa seule volonté, sans se soumettre à aucun contrôle. Les États généraux n'avaient pas été convoqués depuis 1614.

Il est important de remarquer que ces États de 1789 allaient être composés tout autrement que l'avaient été ceux de 1614. Au début du XVIIe siècle, le peuple ne comptait pas encore pour beaucoup; aussi les deux ordres privilégiés, le clergé et la noblesse, avaient-ils dans l'assemblée une *grosse majorité*, deux voix contre une; car sur trois députés, il y avait un seigneur, un prêtre, et seulement un bourgeois. Au contraire, en 1789, Louis XVI, sur la proposition de son ministre populaire, Necker, doubla le nombre des députés élus par le tiers état: il décida que celui-ci aurait *autant de représentants* que le clergé et la noblesse réunis. C'est ce qu'on appelait alors le **Doublement du tiers**. Cette décision rendait les réformes possibles.

Cette convocation des États généraux était ardemment souhaitée par la France entière, mais on osait à peine l'espérer. Aussi, quand on afficha sur les murs de Paris la *proclamation du roi*, il y eut une explosion de joie; partout on illumina. L'enthousiasme des provinces répondit à celui de la capitale.

Le jour même, on expédia en toute hâte des courriers pour porter la bonne nouvelle dans les provinces; les voyageurs des diligences, en traversant les villes et les villages, jetaient au passage ces mots magiques : « Doublement du tiers! » et les multitudes improvisaient des fêtes populaires. A Rennes, par une nuit glacée, les habitants

ouvrent leurs fenêtres, crient : « Vive le roi ! » allument des fusées, et descendent dans la rue pour former des danses. De l'Orléanais, on envoie à Louis XVI des bénédictions et des protestations d'amour. A Grenoble, on pleure d'émotion, etc.

L'année 1789 s'ouvrait ainsi, avec des perspectives de bonheur, au milieu des témoignages unanimes d'allégresse. Il semblait que toutes les souffrances passées allaient s'évanouir, du moment que la nation pourrait *nommer ses représentants*, et obtenir par eux les réformes qu'elle réclamait.

(2°) **Causes générales de la Révolution**. — Ces **réformes** devaient être nombreuses et profondes, car les maux à guérir étaient graves et multiples; ils provenaient tous de deux grandes causes générales : l'*inégalité sociale* qui donnait à un certain nombre de Français des privilèges injustifiables, et le *despotisme gouvernemental* qui remettait à la volonté du monarque la direction complète des destinées du pays.

Avant 1789, de quelque côté que l'homme du peuple considérât l'édifice social, il n'y voyait que l'**organisation de l'inégalité**. Sur vingt-cinq millions d'habitants que comptait alors la France, *trois cent mille privilégiés* environ se partageaient les dignités, les grades, les traitements, les honneurs lucratifs, les pensions, les sinécures ; tout le reste de la nation n'avait qu'à *payer les impôts*, avec le sentiment amer de sa dépendance. Un ouvrier ne pouvait que bien rarement devenir maître ou patron; un simple soldat sorti du peuple ne pouvait jamais devenir capitaine.

La société ainsi organisée était soumise à un **gouvernement despotique**. Le roi gouvernait comme il l'entendait, aidé par des *ministres* qu'il choisissait et renvoyait à son gré; il ne respectait ni la *liberté de conscience*, ni la *liberté d'écrire*, ni même la *liberté des personnes* : tout citoyen pouvait être enfermé sans jugement, aussi longtemps qu'il plaisait au roi, dans la Bastille à Paris, ou dans une autre prison d'État.

Cette situation avait été patiemment supportée pendant longtemps. Mais elle était devenue intolérable, parce que le peuple était *plus éclairé* qu'autrefois. Les **philosophes** du XVIII[e] siècle, dont les écrits s'étaient répandus partout, avaient fait comprendre à tous les Français combien l'inégalité sociale était *injuste*, et combien le despotisme royal était *dangereux*.

Parmi ces philosophes, il y en a trois surtout, **Voltaire, Montesquieu** et **Rousseau**, dont l'influence a été prépondérante sur le mouvement de la Révolution française.

Voltaire a attaqué avec un zèle infatigable tous les abus de l'ancien régime, les *lettres de cachet*, l'inique répartition des *impôts*, les *erreurs* judiciaires, la *vénalité* des charges, etc.

Montesquieu a montré les avantages d'un gouvernement libre, et il a prouvé que la liberté existe dans les pays seuls où le *pouvoir législatif* qui fait les lois, le *pouvoir exécutif* qui les exécute, et le *pouvoir judiciaire* qui veille à leur application sont confiés à des magistrats différents. C'est ce qu'on appelle la *séparation des pouvoirs*.

Enfin Jean-Jacques **Rousseau** a démontré l'*égalité naturelle* de tous les hommes, avec une passion qui a eu un retentissement profond dans l'âme de ses contemporains.

La nation française, travaillée ainsi par les écrits des philosophes, était excitée encore par le spectacle de la *liberté américaine*, qu'elle avait elle-même contribué à fonder au temps de La Fayette.

(3°) **Causes particulières de la Révolution.** — Dans l'état où se trouvait l'opinion publique de la France à la veille de 1789, il aurait été *peut-être possible* à un gouvernement intelligent et habile de prévenir la catastrophe qui menaçait la vieille monarchie : il n'avait qu'à corriger lui-même les abus qui la faisaient chanceler. Mais, bien loin de comprendre cette nécessité, Louis XVI commit fautes sur fautes, et son mauvais gouvernement eut vite fait de rendre inévitable le *renversement de l'ancien système*.

Louis XVI, monté sur le trône en 1774, avait d'abord appelé auprès de lui des *ministres sages*, **Turgot** et **Necker** ; avec leur aide, il avait essayé de réparer les abus. Mais ensuite, rebuté par les difficultés de l'entreprise, il les avait renvoyés, et avait confié la direction des affaires à des *ministres malhonnêtes* ou incapables, **de Calonne**, **de Brienne**. Ceux-ci, pour plaire aux courtisans, pour leur donner des pensions, pour célébrer des fêtes splendides dans le château de Versailles, avaient emprunté des sommes énormes et surchargé le peuple d'impôts. Et cependant *le Trésor restait vide*, et en 1788 il fallut décréter que l'État ne paierait en numéraire que les trois cinquièmes de ce qu'il devait. C'était une **banqueroute** partielle.

Aux *causes morales* du mécontentement public s'ajoutaient des *causes matérielles*. La misère du peuple était effrayante pendant les dernières années du règne de Louis XVI, dans les villes, et plus encore dans les campagnes. Les paysans habitaient des chaumières dont les fenêtres n'avaient pas même de vitres ; seuls, les plus riches remplaçaient les carreaux par du papier

huilé. Les terres étaient le plus souvent en mauvais état, faute de bétail, et beaucoup de terrains demeuraient en friche. Enfin, pour mettre le comble à toutes ces calamités, l'*hiver de* 1789 fut un des plus rigoureux que le monde moderne ait connus.

Cette année-là le *froid* fut si vif, que tous les fleuves, la Seine, la Loire, le Rhône, la Garonne, furent gelés; la mer même se prit le long des côtes sur une largeur de deux lieues, et les glaces bloquant le port de Marseille *interceptèrent tout le commerce*. Le roi fit allumer de grands feux sur les places publiques, ce qui n'empêcha pas des milliers de personnes de mourir de froid, non seulement sur les routes et dans les villages, mais dans les villes et même à Paris.

Au froid s'ajouta la *famine*. Les moulins s'arrêtèrent. Les approvisionnements n'arrivèrent plus. Bientôt la panique se répandit dans tout le royaume : les particuliers qui avaient quelques ressources, prenant peur et craignant d'être exposés à manquer de blé, accaparèrent tous les grains qu'ils purent acheter. Par là, ils affamèrent à leur tour leurs voisins moins riches ou moins prévoyants. Dès le mois de mars, la disette commença; sur beaucoup de points, les populations se soulevèrent en demandant du pain.

C'est au milieu de ces souffrances matérielles que la nation française se prépara à nommer ses représentants aux États généraux.

(4°) **Réunion des États généraux.** — Les *élections* se firent dans la France entière au milieu d'une agitation fiévreuse; commencées le 7 février, elles durèrent jusqu'aux premiers jours de mai, à Paris même elles ne se terminèrent qu'au commencement de juin. Quand elles furent à peu près achevées, les **États généraux** s'ouvrirent à Versailles, **le 5 mai 1789**.

Cette journée est une date solennelle dans notre histoire, elle marque *la naissance de la France moderne*. Tous les Français eurent alors le sentiment « qu'en ce jour et en ce lieu commençait une époque nouvelle dans l'histoire du monde ».

Ce sentiment se manifesta le 4 mai, dans une cérémonie solennelle qui inaugura les travaux des États généraux : tous les membres de l'Assemblée se rendirent *en procession* à l'église Notre-Dame, pour y entendre la messe d'inauguration; les députés des ordres privilégiés étaient revêtus de magnifiques costumes aux couleurs éclatantes, tandis que les membres du tiers état portaient modestement un habit noir avec le petit manteau court. Pendant que le cortège, à travers les rues de Versailles, se déroulait avec une majestueuse lenteur devant un public pénétré d'émotion, « on croyait voir, a dit un témoin oculaire, *la fête de la réconciliation* et de la concorde universelle. »

Mais *la concorde n'était malheureusement qu'apparente.* Le roi et la plupart des privilégiés espéraient que les représentants de la nation allaient faire un grand sacrifice pour remplir le Trésor; après quoi toutes choses continueraient à aller comme auparavant, et tous les privilèges seraient maintenus. Au contraire, les députés du tiers état, et même un certain nombre de députés de la noblesse et du clergé, avaient la ferme volonté *de réformer profondément toute l'ancienne organisation politique et sociale.*

Leur volonté était celle de l'immense majorité du peuple français : c'est ce que prouve la lecture des **cahiers de doléances** ; on appelait ainsi la liste des réclamations rédigée par les électeurs eux-mêmes dans toutes les circonscriptions électorales, et que leurs députés devaient soutenir. Ces cahiers demandaient tous que la *royauté absolue*, où le roi peut tout faire, fût remplacée par une *royauté constitutionnelle* où les députés contrôlent les actes du gouvernement, votent les impôts et font les lois, où tous les citoyens sont égaux et paient également l'impôt, où la liberté individuelle et la propriété de chacun sont garanties.

(5°) **Ruine de l'absolutisme royal.** — Les États généraux avaient à opérer deux révolutions : une **politique**, la destruction du despotisme royal, et une **sociale**, la destruction des privilèges des trois ordres. — C'est par la révolution politique qu'ils commencèrent.

Dès le premier jour, une querelle très grave éclata entre les députés : comment voterait-on, **par ordre**, ou **par tête ?**

Si l'on *votait par tête*, le tiers état aurait la majorité, car à lui seul il comptait 584 députés, et le clergé et la noblesse réunis n'en avaient que 561 ; les réformes seraient donc possibles. Si au contraire on *votait par ordre*, il y aurait trois petites Assemblées séparées, celle du tiers état, celle de la noblesse, et celle du clergé : le vote du tiers état serait alors toujours annulé par les deux votes contraires des deux Assemblées de privilégiés, et les réformes deviendraient impossibles. Le tiers état ne pouvait donc transiger sur cette question capitale.

La question se posa dès le soir du 5 mai. Après la séance solennelle d'ouverture, les députés du tiers se refusèrent à aller délibérer *dans une salle particulière*, et ils invitèrent les députés de la noblesse et du clergé à venir se joindre à eux *dans la salle commune* pour commencer les délibérations. Mais ceux-ci, soutenus par la cour, s'y refusèrent.

Pendant six semaines, cette situation étrange se prolongea : le tiers état siégeait, mais ne discutait rien. L'opinion publique, énervée, commençait à s'irriter. Enfin, quelques nobles et quelques membres du bas clergé vinrent rejoindre les députés du tiers, et alors, sur la proposition de l'un d'entre eux, *Siéyès*, ils déclarèrent *qu'ils formaient l'Assemblée nationale.* Mais Louis XVI, poussé par les privilégiés, fit fermer la grande salle où ils délibéraient.



Le serment du Jeu de paume, d'après le tableau célèbre de *David*, le grand peintre de cette époque, qui a été lui-même membre de la Convention.

Les députés ne se laissèrent pas intimider : ils se réunirent dans une salle voisine, *qui servait à un jeu de paume*, et là, ils jurèrent tous de ne pas se séparer *avant d'avoir donné une Constitution* à la France : c'est pour ce motif qu'ils s'appelèrent eux-mêmes, quelques jours plus tard, l'**Assemblée nationale constituante**, et ce nom remplaça désormais celui d'États généraux.

Ce **serment du Jeu de paume** eut une importance capitale : pour la première fois, on vit en opposition manifeste la volonté du roi et celle des représentants de la nation, et on aperçut clairement le but vers lequel tendait la Révolution. Louis XVI parut se résigner à la *réunion des trois ordres* qu'il n'avait pu empêcher. Mais, secrètement, il se décida à employer *la force armée* pour se débarrasser de l'Assemblée constituante ; comme il n'avait pas confiance dans les soldats français, il réunit

entre Paris et Versailles plusieurs des *régiments étrangers* qui faisaient alors partie de l'armée royale.

Quand tout fut prêt, *il renvoya Necker :* ce renvoi devait être le signal de la contre-révolution. Mais le peuple de Paris, par son intervention décisive, ruina les projets de la cour, et sauva la Constituante.

Quand on apprit à Paris le renvoi de Necker, le 12 juillet, l'émotion fut vive. Un jeune homme encore inconnu, **Camille Desmoulins**, souleva le peuple dans le *jardin du Palais-Royal*, qui était alors l'endroit le plus fréquenté par la foule parisienne. « Citoyens, s'écria-t-il, le départ de Necker est le tocsin d'une *Saint-Barthélemy de patriotes ;* les bataillons suisses et allemands vont sortir du Champ-de-Mars pour nous égorger ; il ne nous reste plus qu'une ressource, courir aux armes », et, arrachant une feuille d'un marronnier du jardin, il s'en fit une cocarde. La foule adopta ce signe de ralliement, promena dans les rues *le buste de Necker*, s'arma de tout ce qui lui tombait sous la main. Alors le prince de Lambesc, qui commandait le régiment de **Royal-Allemand**, chargea la foule dans le jardin des Tuileries : il porta à son comble l'exaspération populaire. Un régiment français qui se recrutait à Paris, celui des *gardes françaises*, se rangea du côté du peuple, et repoussa le Royal-Allemand jusque sur la place Louis XV (aujourd'hui place de la Concorde).

La *journée du 12 juillet* rendit l'insurrection maîtresse de l'intérieur de Paris. Le lendemain, elle s'arma : on pilla les boutiques des armuriers, on força les Invalides où on s'empara de fusils et de canons ; on saccagea le Garde-Meuble ; on fabriqua 50,000 piques ; on improvisa une milice nationale ; les électeurs parisiens se portèrent sur l'Hôtel de ville d'où ils chassèrent la *municipalité royale*, qu'ils remplacèrent par une *municipalité élue* par eux-mêmes. Alors, le 14 au matin, au son du tocsin de l'Hôtel de ville auquel répondaient toutes les cloches de toutes les églises de la capitale, la foule se rua sur *la Bastille* pour s'en emparer.

La vieille forteresse royale, construite au XIV[e] siècle, sous Charles V, par le prévôt Hugues Aubriot, à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, éveillait dans le peuple, par son nom seul, le souvenir d'une foule d'actes arbitraires et odieux. Par elle-même, avec ses huit grosses tours munies d'artillerie, avec ses murs en énormes pierres de taille, hauts de quarante pieds et épais de trente, avec ses fossés pleins d'eau, elle présentait un aspect formidable ; mais elle n'avait qu'une *garnison insuffisante* de 114 Suisses ou invalides, démoralisée d'ailleurs par le spectacle de l'immense multitude qui entourait de toutes parts la

forteresse. Aussi, après cinq heures de résistance, força-t-elle le gouverneur *de Launay* à capituler. Les assaillants avaient subi des pertes sensibles : 83 morts et 98 blessés; c'est ce qui explique leur exaspération après la victoire : plusieurs officiers et soldats furent égorgés, malgré les efforts que firent pour les sauver plusieurs citoyens courageux; de Launay, conduit à l'Hôtel de ville, y fut massacré; le prévôt des marchands, M. de Flesselles, accusé de trahison envers le peuple, subit le même sort.

Cette *prise de la Bastille* eut d'immenses conséquences, matérielles et morales. Ce n'était pas seulement une vieille forte-



La prise de la Bastille.

resse, une vieille prison d'État qui était tombée sous les coups d'une révolte : c'était le symbole et comme le *signe visible du despotisme royal* qui venaient de disparaître devant la *Révolution* triomphante.

Les Parisiens, maîtres de Paris, élurent un maire, des conseillers municipaux, c'est-à-dire une **administration municipale** qui n'émanait plus du roi; ils se donnèrent une cocarde, la **cocarde tricolore**, formée par la réunion du *bleu* et du *rouge*, couleurs de la ville de Paris, et du *blanc*, couleur de la royauté; ils créèrent une armée parisienne, la **garde nationale**, sous les ordres de *La Fayette*, pour défendre au besoin l'Assemblée contre le roi.

Louis XVI dut venir à Paris, où il approuva tout ce qui s'était fait.

Ces événements consommaient la révolution politique : le serment du Jeu de paume avait détruit *la force morale* de la vieille monarchie; la prise de la Bastille ruinait *sa force matérielle*. Le despotisme royal n'existait plus, on pouvait fonder **la liberté**.

QUESTIONNAIRE. — 1. Comment était organisée la nation avant 1789. — 2. Pourquoi les nobles ne devaient-ils plus garder leurs privilèges? — 3. Pourquoi le despotisme royal ne pouvait-il

plus durer? — 4. Le peuple était-il hostile au roi en 1789? — (1) 5. Comment furent composés les États généraux de 1789? — 6. Qu'est-ce que le Doublement du tiers? — 7. Quel effet produisit la convocation des États!? — (2) 8. Quelles furent les causes générales de la Révolution? — 9. Quelle fut l'influence de Voltaire? — 10. de Montesquieu? — 11. de Rousseau? — (3) 12. Quelles fautes de Louis XVI hâtèrent la Révolution? — 13. Quelle était la misère du peuple? — 14. Racontez l'hiver de 1789. — (4) 15. Quand se firent les élections? — 16. Quand se réunirent les États? — 17. Racontez la procession du 4 mai. — 18. Les Cahiers de doléances. — (5) 19. Quelle était la tâche des États? — 20. Quel nom prirent-ils? — 21. Importance du vote par ordre ou par tête. — 22. Racontez le Serment du Jeu de Paume. — 23. Pourquoi y eut-il une émeute à Paris le 12 juillet? — 24. Racontez cette émeute. — 25. Quelles furent ses suites? — 26. La prise de la Bastille. — 27. Quelles furent ses suites?

LEÇON II. — **Histoire de la Constituante depuis le 14 Juillet. — La nuit du 4 Août. — Mirabeau.**

Résumé. — 1. Pendant les premières journées qui transformèrent les États généraux en Assemblée constituante, le principal rôle avait été rempli par un noble, Mirabeau, qui s'était fait l'interprète éloquent des revendications populaires.

2. Après la journée du 14 juillet, la Constituante continua paisiblement ses travaux; elle établit l'égalité sociale dans la nuit du 4 août. Mais alors commença l'*émigration* des nobles, qui allaient solliciter l'intervention des rois étrangers en leur faveur.

3. Cette conduite provoqua l'indignation du peuple; elle contribua à faire naître les troubles sanglants des 5 et 6 octobre, qui se terminèrent par le retour du roi et de l'Assemblée à Paris.

4. Après le vote des premières réformes, la belle fête de la Fédération, le 14 juillet 1790, célébra l'avènement du nouveau régime. Mais Louis XVI n'accepta pas franchement la royauté constitutionnelle que la Constituante voulait établir, et la mort de Mirabeau (2 avril 1791) lui enleva son meilleur défenseur.

5. Le roi s'enfuit alors de Paris pour commencer la lutte contre la représentation nationale. Mais il fut arrêté à Varennes. Ramené à Paris, il dut accepter la Constitution de 1791, et la Constituante se sépara ensuite (30 septembre 1791).

RÉCIT. — (1°) **Mirabeau.** — Au moment où la Bastille fut prise par le peuple parisien, il y avait soixante et dix jours seulement que les États généraux étaient réunis; et, pendant cet espace de temps si court, la Révolution avait fait *le pas décisif :* il était certain maintenant qu'elle réussirait à renverser

l'organisation plusieurs fois séculaire de l'ancien régime. Pendant cette **période de crise**, la plus importante assurément que nous rencontrions dans toute notre histoire nationale, c'était un noble, **Mirabeau**, qui avait été le principal inspirateur du mouvement révolutionnaire; c'est grâce à son éloquence et à son intelligence politique que la cause populaire était dorénavant assurée du triomphe final.

Gabriel-Honoré de Riquetti, *comte de Mirabeau*, appartenait à une famille aristocratique d'origine italienne, et fixée depuis plusieurs siècles en Provence; mais, oubliant les intérêts et les préjugés de la caste dans laquelle il était né, il s'était donné de tout cœur à la cause des réformes. Dans une lettre qu'il écrivait en 1788 se trouve une formule qui fut la devise de sa vie entière : *Guerre aux privilégiés et aux privilèges!*

Les études très sérieuses auxquelles il s'était livré, et même les traverses dont sa vie avait été accidentée, l'avaient merveilleusement préparé au rôle qu'il allait jouer. Sa jeunesse avait été une lutte continuelle contre la fortune, contre l'arbitraire royal, et surtout contre le despotisme de son propre père, qui, pour le punir de ses dissipations, l'avait fait mettre en prison et l'y avait longtemps retenu. La hardiesse de ses opinions lui avait valu aussi des persécutions : *dix-sept lettres de cachet* avaient été obtenues contre lui! Pendant les longs loisirs de ses emprisonnements, il avait beaucoup lu, et composé beaucoup d'extraits ; il avait étudié aussi les affaires de la diplomatie; tous ces travaux avaient fortifié et perfectionné en lui le don de l'**éloquence** qui lui était naturel, et avaient aussi fortement trempé son **esprit** : ce n'était pas seulement un *orateur* à la voix fougueuse et entraînante, c'était aussi un *homme d'État*.



Mirabeau à la tribune.

Mirabeau se trouvait donc tout préparé en 1789 à son rôle de tribun. Lors des élections aux États généraux, il fut *repoussé par l'assemblée des nobles* de Provence qui détestaient en lui un ennemi des privilèges; mais adopté et presque aussitôt *élu par le tiers état* de la ville d'Aix, il lança éloquemment l'anathème contre ces grands « qui dans tous les temps, dans tous les pays, ont poursuivi d'une haine implacable, jusqu'à la mort, les défenseurs du peuple qui étaient nés dans leurs rangs ».

Cependant, pour bien comprendre le rôle de Mirabeau à la Constituante, il faut indiquer avec précision quelles étaient ses idées politiques. Après avoir été le plus ardent *excitateur* de la Révolution, il s'est efforcé d'en être le *modérateur*, au point qu'on l'a parfois accusé de s'être vendu à la cour. En fait, Mirabeau a toujours été un *royaliste*, il n'est jamais devenu un *républicain;* son idéal, c'était l'établissement d'une monarchie parlementaire, et non d'une république. Il est donc facile de s'expliquer pourquoi, au début, il a attaqué la royauté, quand il s'agissait de détruire le despotisme royal, — et pourquoi il l'a ensuite défendue, quand, après la chute du despotisme, elle a été menacée par ceux qui voulaient supprimer le roi lui-même.

De tous les événements qui ont transformé les États généraux en Assemblée constituante, le plus grave a été déterminé par l'initiative de Mirabeau. C'était le 23 juin, à la première séance tenue après le serment du Jeu de paume; Louis XVI s'était rendu dans le sein de l'Assemblée, il y avait parlé en maître irrité, il avait ordonné aux trois ordres de *se séparer immédiatement* et de délibérer isolément : ce qui, comme on l'a vu, aurait rendu la réforme impossible; puis, il s'était retiré. Après son départ, la noblesse et le clergé, obéissant à l'ordre royal, avaient quitté la salle ; mais les députés du tiers ne les avaient pas suivis, et dans un silence respectueux, mais sombre, avaient gardé leurs places. Alors, le grand-maître des cérémonies, *M. de Brézé*, vint leur rappeler « les ordres du roi » ; Mirabeau lui répliqua par une foudroyante apostrophe : « Vous, Monsieur, qui ne sauriez être l'organe du roi auprès de l'Assemblée nationale, vous qui n'avez ici ni place, ni voix, ni droit de parler, allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple, et qu'on ne nous en arrachera que par la puissance des baïonnettes. »

Louis XVI se déclara vaincu par cette énergie. La *désobéissance des députés* à ses injonctions était flagrante ; cependant, il céda : « S'ils ne veulent pas quitter la salle, finit-il par dire comme importuné, eh bien ! qu'on les y laisse. » — Dans cette mémorable circons-

tance, le despotisme royal avait été moralement détruit. Dès lors, les événements se précipitèrent, et quelques jours plus tard, la prise de la Bastille consomma le renversement de l'*ancien ordre politique*.

(2°) **La nuit du 4 août. L'émigration.** — Restait à renverser l'*ancien ordre social :* ce fut l'œuvre d'une des plus grandes séances de la Constituante, qui se tint le 4 août au soir, se prolongea fort avant dans la nuit, jusqu'à deux heures du matin, et est restée fameuse sous le nom de « Nuit du 4 août ».

La prise de la Bastille avait eu de l'écho dans les provinces; dans les campagnes surtout, où la féodalité avait été si oppressive, des représailles commençaient, des bandes se formaient, détruisant les titres féodaux, brûlant quelquefois les châteaux, maltraitant les châtelains et en tuant même quelques-uns. On pouvait craindre les violences d'une nouvelle **Jacquerie.** Le désir de *rétablir l'ordre public* inspira alors à l'Assemblée une grande résolution, celle de supprimer elle-même tout ce qui subsistait encore du **régime féodal** : la paix renaîtrait sans doute dans les campagnes, quand on aurait fait disparaître toutes les causes de la colère des paysans.

Ce furent des nobles eux-mêmes qui *prirent l'initiative* de cette généreuse proposition : « Le peuple souffre, s'écria le vicomte de Noailles, et c'est la raison de ses excès. Abolissons les abus qui sont la cause de ses maux, et, redevenant heureux, il redeviendra sage. » Le duc d'Aiguillon, en termes enflammés, fit le procès de la féodalité, rappelant énergiquement les tyrannies dont les campagnes avaient si longtemps souffert : « Qu'on nous apporte ces titres qui humilient l'espèce humaine, en exigeant que des hommes soient attelés à une charrette comme des animaux de labourage, et que d'autres passent les nuits à battre les étangs pour empêcher les grenouilles de troubler par leurs coassements le sommeil de leurs voluptueux seigneurs !...»

Ces paroles furent vivement applaudies, un patriotique enthousiasme saisit toutes les âmes. On eut alors un spectacle extraordinaire et touchant: entraînés par une généreuse émulation, *les représentants des classes privilégiées* vinrent eux-mêmes, successivement, proposer l'*abolition des privilèges ;* on demanda la suppression des **droits féodaux**, de la **corvée**, des justices seigneuriales, de toutes les servitudes personnelles, l'égale répartition des impôts, l'admissibilité de tous les citoyens à toutes les charges ; les privilèges des **corporations**, ceux des villes, des provinces, disparurent à leur tour.

« Depuis cette merveilleuse nuit, dit Michelet, il n'y eut plus

de classes, mais des Français; plus de provinces, mais une France. » Le renversement total de l'ancien régime était maintenant un fait accompli : la Constituante avait exécuté *la première partie de sa tâche*, elle n'avait plus qu'à poser les règles du régime nouveau.

Mais le lendemain même commença l'**émigration**. Beaucoup de nobles regrettèrent amèrement ce qui s'était fait dans la nuit du 4 août, et jugèrent qu'il serait intolérable de vivre dans un pays où tous les citoyens seraient égaux entre eux; ils quittèrent donc la France, le plus jeune frère du roi, *le comte d'Artois*, leur donnant l'exemple. Ces premiers émigrés ne partaient pas pour sauver leur vie, que personne ne menaçait encore; ils allaient solliciter **l'intervention étrangère** en France: ils demandaient, en effet, aux rois étrangers de venir dans leur patrie avec leurs armées pour détruire les réformes de la Constituante. Par cette conduite, *ils exaspérèrent les sentiments de la foule*, ce qui contribua beaucoup aux violences qui se commirent plus tard.

(**3°**) **Journées des 5 et 6 octobre.** — Le roi lui-même, par malheur, ne montrait pas plus de sagesse que les nobles. Après la nuit du 4 août, il avait accepté d'être proclamé le *restaurateur de la liberté française;* mais il n'acceptait pas franchement la situation qui lui était faite, et ne songeait qu'à défaire ce que faisait la Constituante; de nouveau, *il faisait venir des troupes* à Versailles pour agir contre l'Assemblée. Mais le peuple se défiait de lui maintenant, et dans les **journées du 5 et du 6 octobre 1789** il déjoua cette seconde tentative de Louis XVI, comme il avait déjoué la première, trois mois plus tôt, par la prise de la Bastille.

Les préparatifs militaires du roi étant fort avancés, le 2 octobre, les gardes du corps, dans la salle de spectacle du château de Versailles, offrirent un *banquet* aux officiers du régiment de Flandre; au dessert, le roi, la reine et le petit dauphin parurent dans la salle, tandis que l'orchestre jouait un air alors célèbre de Grétry : « O Richard, ô mon roi ! l'univers t'abandonne ! » A ce spectacle, les officiers, saisis d'un délire royaliste, arrachèrent et foulèrent aux pieds leurs cocardes tricolores, et arborèrent des cocardes blanches.

Quand la nouvelle de cette manifestation se répandit à Paris, qui depuis six mois souffrait de la *famine*, elle y souleva la plus violente

indignation. Le 4 octobre, une femme inconnue parcourut le Palais-Royal, criant: « Nous n'avons plus de pain, il faut aller à Versailles! » D'autres la suivirent, crièrent comme elle ; et le 5 au matin, une *multitude de femmes du peuple*, de marchandes de la Halle, envahirent l'Hôtel de ville, y prirent des armes, des canons, marchèrent enfin sur Versailles, conduites par l'huissier Maillard, un des « vainqueurs de la Bastille ». Des milliers d'hommes, armés de piques et de faux, les suivirent, et ce cortège, « moitié grotesque et moitié menaçant », arriva devant le château du roi à trois heures de l'après-midi. Une députation de femmes fut introduite auprès de Louis XVI, qui embrassa l'une d'elles, et promit de veiller à l'approvisionnement de Paris. On cria « Vive le roi! », et la nuit se passa paisiblement.

Mais vers six heures du matin, *le 6 octobre*, des hommes armés se saisirent d'une porte mal gardée, pénétrèrent dans le château, massacrèrent quelques gardes qui voulaient les repousser, et gagnèrent les appartements de la reine ; Marie-Antoinette n'eut que le temps de s'enfuir auprès de Louis XVI. En un instant, une multitude immense de femmes, d'hommes du peuple en armes, remplit la cour du château ; pour finir, le roi, la reine et la famille royale furent obligés de revenir **s'installer à Paris**. Leur voiture, le long de la route, était précédée d'une foule en délire, qui chantait : « Nous avons le boulanger, la boulangère, et le petit mitron, nous ne mourrons plus de faim. » Le roi *fixa sa résidence aux Tuileries.*

L'Assemblée nationale suivit le roi, et vint aussi à Paris; elle siégea dorénavant dans une des dépendances des Tuileries, dans la *salle du Manège*.

(4°) **Hésitations du roi.** — Pendant ces agitations, l'Assemblée constituante poursuivait ses travaux; après la destruction de l'ancien régime, elle avait abordé la seconde partie de sa tâche, l'*organisation du régime nouveau*. Il lui suffit de quelques mois pour arrêter les grandes lignes de la Constitution qu'elle voulait donner à la France. On trouvera, dans la leçon suivante, l'exposé détaillé de ces réformes.

L'œuvre de la Constituante fut accueillie d'abord par un *enthousiasme universel;* il éclata le 14 juillet 1790 dans la belle fête de la **Fédération**.

Dans la France entière, le *mouvement spontané des populations* avait soutenu l'œuvre de l'Assemblée nationale; partout, pour attester la fraternité nouvelle, les habitants des communes s'étaient associés, *s'étaient fédérés* entre eux, comme on disait alors; puis les communes voisines s'étaient fédérées entre elles à leur tour, et, le mouvement gagnant de proche en proche, les fédérations locales et provinciales

aboutirent à une grande *Fédération nationale*, qui eut lieu à Paris le 14 juillet 1790, pour célébrer l'anniversaire de la prise de la Bastille.

Les délégués de toutes les fédérations particulières se réunirent à Paris, dans une cérémonie grandiose qui eut lieu au *Champ-de-Mars;* une messe solennelle fut célébrée sur l'*autel de la Patrie* dressé au milieu de l'immense plaine. Plus de 400 000 personnes y assistèrent; Louis XVI lui-même jura devant le peuple assemblé de respecter la Constitution.

Mais, en dépit de l'attendrissement général qui s'empara ce jour-là de la France entière, *il était sans doute trop tard* maintenant pour que la révolution s'achevât pacifiquement. D'une part, des journaux violents, comme l'*Ami du peuple* rédigé par le sanguinaire Marat, et les discussions des réunions politiques ou **Clubs**, le club des *Cordeliers*, le club des *Jacobins*, surexcitaient les inquiétudes du peuple. D'autre part, les hésitations de Louis XVI, l'hostilité imprudente des nobles, les menaces des émigrés, ne donnaient que trop lieu aux défiances des *patriotes*.

Mirabeau seul voulait *réconcilier sincèrement la Royauté et la Révolution*.

Mirabeau avait toujours voulu l'établissement d'une *monarchie constitutionnelle;* il avait combattu Louis XVI tant que le despotisme avait été debout; il se rapprocha de lui quand la liberté fut une fois fondée. Il eut même avec lui des *entrevues secrètes* dans lesquelles il lui donnait les meilleurs conseils; Louis XVI hésitait, ne sachant qui il devait écouter, sa femme qui l'excitait à faire une contre-révolution, ou Mirabeau qui le poussait dans la voie contraire. Par ses incertitudes et son *manque de franchise*, il laissait échapper sa dernière chance.

Mirabeau ne tarda pas à s'apercevoir de l'incapacité et de la perfidie de ses nouveaux alliés de la cour : au moment même où le roi semblait travailler avec lui à l'affermissement du nouveau régime, il envoyait un agent, M. de Breteuil, auprès des souverains étrangers, pour les presser d'intervenir en France, n'attendant que d'eux son salut. *Entre la royauté*, qui ne voulait ni comprendre ni faire ce qui était nécessaire à sa conservation, et le *parti avancé*, chaque jour plus nombreux, qui maintenant voulait décidément la renverser, le rôle de Mirabeau devenait impossible à tenir; il usa ses dernières forces dans cette lutte sans espoir. Sa mort, le 2 avril 1791, lui épargna sans doute une désillusion suprême.

L'excès du travail et des plaisirs, les fatigues des luttes oratoires, les attaques chaque jour plus vives de ses ennemis, qui faisaient crier dans les rues « *la grande trahison du comte de Mirabeau* », avaient ruiné la santé du puissant tribun. Il tomba malade, et en quelques jours son état fut désespéré. Le peuple se pressait dans l'anxiété autour de sa demeure, tandis qu'il sentait sans trembler la mort s'approcher de lui. Quelques heures avant d'expirer, il entendit un coup de canon : « Ne sont-ce pas, demanda-t-il, les *funérailles d'Achille* qui commencent ? » On lui fit de magnifiques obsèques ; on transporta son corps à l'église Sainte-Geneviève, récemment reconstruite par Louis XV en l'honneur de la patronne de Paris, et qui fut alors, en cette circonstance, érigée en *Panthéon des grands hommes de la Patrie*. Mais personne ne reprit ses idées.

Mirabeau lui-même ne se faisait aucune illusion sur les conséquences politiques que devait avoir sa disparition : « *J'emporte avec moi le deuil de la monarchie* », disait-il à son lit de mort ; l'événement ne tarda pas à prouver qu'il avait prévu juste.

(**5°**) **Fin de la Constituante.** — Privé des conseils de Mirabeau, Louis XVI tomba tout à fait sous l'influence de Marie-Antoinette; il se décida alors à faire *une troisième tentative* pour rétablir par la force son pouvoir absolu. Mais comme il ne pouvait plus cette fois réunir des troupes près de lui, il résolut de s'échapper lui-même de Paris pour aller rejoindre une armée réunie à Metz par ses ordres. Il comptait d'ailleurs que l'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse interviendraient en sa faveur; ces deux souverains venaient de signer la *Déclaration de Pillnitz*, en Saxe, qui le confirmait dans son espérance.

C'est *dans la nuit du* 20 *juin* 1791 que Louis XVI s'enfuit des Tuileries pour aller se mettre à la tête de ses troupes et commencer la guerre contre la Constituante. Mais cette tentative nouvelle tourna plus mal que les précédentes.

En effet, au moment même où il allait atteindre son but, le 21 juin, il fut reconnu par le maître de poste *Drouet*, arrêté à **Varennes**, et ramené prisonnier à Paris.

Le *parti républicain*, qui s'était formé à Paris pendant ces agitations, se crut alors assez fort pour demander la *déchéance du roi*, et il déposa une pétition sur l'autel de la Patrie, au Champ-de-Mars. Mais la Constituante était sincèrement monarchique : elle fit disperser, par le maire *Bailly* et *La Fayette*, les pétitionnaires à coups de fusil.

Peu après, la Constituante acheva la **Constitution de 1791** ; elle rétablit le roi dans ses fonctions quand il eut juré de respecter la Constitution. Puis elle termina ses séances, le 30 septembre 1791.

Avant de se séparer, elle avait décidé qu'aucun de ses membres ne pourrait entrer dans la nouvelle assemblée, *l'Assemblée législative*, qui allait se réunir.

QUESTIONNAIRE. — **(1)** 1. Quel a été le rôle de Mirabeau dans la Révolution? — 2. Quelles étaient ses origines? — 3. Comment s'est-il formé? — 4. Comment fut-il élu? — 5. Quelles étaient ses opinions? — 6. Quel a été son rôle le 23 juin? — **(2)** 7. Quand s'est accomplie la révolution sociale? — 8. Quelle a été la cause de la séance de nuit du 4 août? — 9. Qui a proposé la suppression des privilèges? — 10. Comment s'est-elle accomplie? — 11. Comment a commencé l'émigration? — **(3)** 12. A quel parti s'est alors arrêté Louis XVI? — 13. Racontez le festin des gardes du corps. — 14. Quel effet a-t-il produit à Paris? — 15. Qu'a-t-on fait le 5 octobre? — 16. Le 6 octobre? — 17. Comment s'est terminée la journée? — **(4)** 18. Qu'est-ce que la Fédération? — 19. Influence des clubs et des journaux. — 20. Que se proposait Mirabeau? — 21. Sa tâche était-elle facile? — 22. Comment mourut-il? — 23. Quelles conséquences sa mort eut-elle? — **(5)** 24. Pourquoi Louis XVI s'enfuit-il? — 25. Comment se termina sa fuite? — 26. Quelles en furent les conséquences? — 27. Comment se termina la Constituante?

LEÇON III. — **Principales réformes de la Constituante. — Traits essentiels de la Constitution de 1791.**

Résumé. — 1. L'œuvre de la Constituante est extrêmement multiple. Au milieu des luttes des partis qui se sont formés dans son sein, elle a dû d'abord poser les principes de l'ordre nouveau. Ce fut l'objet de la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen.*

2. L'œuvre politique de la Constituante est contenue dans la Constitution de 1791, qui repose sur le principe de la souveraineté nationale et de la séparation des pouvoirs : le pouvoir exécutif confié à un roi, le pouvoir législatif exercé par une Assemblée législative, le pouvoir judiciaire remis à des juges élus.

3. Par son œuvre civile, dont la plus grande partie subsiste encore aujourd'hui, la Constituante a établi partout le principe d'égalité, dans l'État et dans la famille. Elle a renouvelé toute l'organisation administrative, judiciaire, ecclésiastique et financière de la France. Elle a inauguré le *nouveau régime.*

Récit. — (1°) Les partis dans la Constituante. — Sous l'ancien régime, il n'y avait pas de **partis politiques** en France, parce que le roi réglait tout à son gré, et que ses sujets n'avaient pas à se préoccuper des affaires publiques. Ces partis se sont formés pour la première fois *dans le sein de l'Assemblée constituante*, quand, après le serment du Jeu de paume et la prise de la Bastille, les députés ont commencé à discuter la Constitution qu'ils voulaient donner à la France.

Dès les premières délibérations, au mois d'août et de septembre 1789, quatre groupes ou partis opposés se sont peu à peu dessinés.

Le parti de la cour comprenait le haut clergé et la plus grande partie de la noblesse; il aurait désiré conserver intact tout l'ancien régime. L'abbé *Maury* et *Cazalès* étaient ses principaux orateurs.

Le *parti monarchien* voulait établir une monarchie parlementaire, dans laquelle l'aristocratie aurait gardé une grande autorité; il demandait qu'il y eût dans le Parlement une *Chambre haute* et une *Chambre basse*. Ses chefs étaient *Lally-Tollendal*, *Mounier* et *Clermont-Tonnerre*.

Le *parti populaire* demandait, au contraire, qu'il n'y eût qu'*une seule Chambre* représentant la Nation. *Siéyès* et *Bailly* défendaient ses idées; *Mirabeau* était son grand orateur.

Enfin, le *parti avancé*, avec *Barnave* et *Pétion*, hâta en France l'éclosion des idées républicaines.

D'une façon générale, on rangea bientôt ces quatre partis en deux grands groupes, la **droite** qui comprenait les adversaires des réformes, et la **gauche** dont les membres étaient partisans de la liberté.

Avant de commencer l'organisation de la France nouvelle, la Constituante arrêta les principes rationnels sur lesquels elle comptait s'appuyer, et qu'on appelle les *Principes* de 1789. Ils sont contenus dans la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen**, votée le 26 août 1789.

Cette Déclaration célèbre affirme que « les hommes naissent libres et égaux en droits ». Ces droits sont : la *liberté* (ou pouvoir de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui); la *propriété*, qui est inviolable et sacrée; la *sûreté* (nul ne peut être arrêté que dans les cas prévus par la loi); la *résistance à l'oppression*, en employant les moyens légaux.

De plus, il est déclaré que toute souveraineté réside dans la Nation, — que la loi est la volonté générale des citoyens et qu'elle doit être

la même pour tous, — que les contributions doivent être également payées par tous les citoyens selon leurs facultés, — que tous les citoyens peuvent arriver à toutes les fonctions publiques, — qu'ils peuvent librement exprimer leurs opinions, sans troubler l'ordre public.

L'esprit de cette Déclaration des droits est parfaitement résumé dans la belle devise de la France nouvelle : **Liberté, Égalité, Fraternité.**

Il est intéressant de savoir quelle a été exactement l'origine de cette devise célèbre. Elle n'a été trouvée, sous cette forme particulière, qu'en 1791, par un certain Momoro, un imprimeur parisien qui, dès 1789, s'était déclaré un partisan ardent des idées nouvelles. Quand la royauté eut été renversée, au 10 août 1792, Momoro devint membre de la Commission administrative de Paris ; chargé en cette qualité de l'organisation des fêtes publiques, il fit figurer partout cette devise; et, par suite, elle est restée comme la légende du blason national.

(2°) **La Constitution de 1791.** — La Constituante avait à refaire l'organisation politique et l'organisation civile de la France. Son œuvre politique est contenue dans la **Constitution** proprement dite qu'elle a redigée; elle est connue sous le nom de *Constitution de* 1791, parce que c'est en 1791 qu'elle a été achevée.

Cette Constitution repose sur deux principes fondamentaux, la *souveraineté du peuple* et la *séparation des pouvoirs;* elle met en pratique la théorie que Montesquieu a exposée dans l'*Esprit des lois :* c'est-à-dire qu'il y a dans tout État trois grands pouvoirs publics (le *législatif* qui fait les lois, l'*exécutif* qui les exécute, et le *judiciaire* qui veille à leur exécution), et que, pour que la liberté existe, *ces trois pouvoirs doivent être séparés*, confiés à des fonctionnaires différents.

La Constitution déclare que *le souverain* n'est plus le roi : c'est la *Nation elle-même*, et le roi n'est plus que le premier de ses magistrats.

Le **pouvoir législatif** est confié à une assemblée unique, l'*Assemblée législative*, librement élue par les citoyens, et siégeant en permanence pendant deux ans; elle ne peut être dissoute par le roi. Elle fait les lois auxquelles tous doivent obéir.

Le **pouvoir exécutif** est exercé par *le roi*, devenu un simple magistrat héréditaire, portant le titre de *roi des Français;* il est chargé simplement d'exécuter les décisions de l'Assemblée : il ne

peut annuler celles de ces décisions qui lui déplaisent, mais peut seulement *mettre son veto* qui les suspend pendant deux législatures. Il est *irresponsable*, mais ne peut rien faire sans être aidé par des *ministres responsables*.

Le **pouvoir judiciaire** est remis à des *juges* qui ne sont pas, comme auparavant, *nommés* par le roi pour leur vie entière, mais sont *élus* par le peuple pour dix ans.

(**3°**) **Réformes générales.** — Les *réformes civiles* de la Constituante sont contenues dans les innombrables décrets, près de 4000 au total, qu'elle a rendus de 1789 à 1791. De ces mesures réformatrices, les unes, les plus nombreuses, ont renouvelé de fond en comble toute l'*organisation administrative* de la France, au point de vue politique, judiciaire, ecclésiastique et financier.

Pour l'**administration politique**, on supprima les anciennes provinces, qui étaient fort inégales et rappelaient d'ailleurs le morcellement féodal ; la France entière fut divisée en 83 *départements*, subdivisés en *districts* (ou arrondissements), en *cantons* et en *communes*. Les fonctionnaires chargés de régir ces circonscriptions ne furent plus nommés par le roi ; ils furent élus par les habitants. A la tête de chaque commune, il y eut un *maire* et des *conseillers municipaux*.

Pour l'**administration judiciaire**, on supprima les tribunaux de l'ancien régime et on institua à leur place : dans chaque canton, un *juge de paix* chargé de prévenir autant que possible les procès en conciliant les plaideurs ; dans chaque district un *tribunal civil* pour juger les contestations entre particuliers ; dans chaque département un *tribunal criminel* où des *juges*, assistés de 12 *jurés* (ou citoyens tirés au sort), punissent les crimes ; pour la France entière un *tribunal de cassation* chargé de maintenir l'unité de jurisprudence.

Pour l'**administration ecclésiastique**, la Constituante déclara que le clergé cesserait de former un ordre politique et que, n'existant plus comme ordre, il ne posséderait plus de biens, mais que l'État paierait un traitement aux ecclésiastiques. De plus, par la *Constitution civile* du clergé, elle décida qu'il y aurait un évêque par département, que les évêques et les curés seraient élus par les électeurs, et que les évêques ne recevraient plus du pape l'*investiture religieuse*. Beaucoup de prêtres refusèrent de prêter serment à cette Constitution civile qui blessait leur conscience : on les appela les *prêtres non-assermentés*.

Pour l'**administration financière**, on supprima tous les impôts iniques de l'ancien régime ; on les remplaça par des *contributions directes*, pesant *également et proportionnellement* sur tous les citoyens ; on garda les *douanes* aux frontières. Pour payer les dettes de l'ancien régime, on recourut aux biens du clergé, devenus *biens*

nationaux : on *assigna*, ou hypothéqua, sur ces biens des billets que l'État donna à ses créanciers. C'est l'origine des **assignats**.

Les autres réformes de la Constituante ont introduit *les principes de justice et d'égalité* dans l'organisation de la société et de la famille, et ont permis à chacun d'employer librement ses facultés.

Tous les Français furent *admis à toutes les fonctions publiques.* — L'agriculture fut affranchie des *corvées* et des servitudes féodales. — Le *mariage civil* fut créé, et dans la famille tous les enfants furent déclarés égaux ; le *droit d'aînesse* disparut. — Les *corporations de métiers* furent supprimées, et chaque Français put travailler librement.

La *Constitution de* 1791 n'a guère survécu à la Constituante, elle a duré moins d'un an. Mais les *institutions civiles* créées par la Constituante subsistent pour la plupart, et nous régissent encore aujourd'hui.

Après avoir exposé, comme nous venons de le faire, l'*œuvre de la Constituante*, nous pouvons nous demander si cette assemblée est restée jusqu'au bout fidèle aux *principes* qu'elle s'était assignés à elle-même dans la Déclaration des droits. Dans quelle mesure a-t-elle assuré aux Français ces biens précieux qui sont la **Liberté**, l'**Égalité** et la **Fraternité ?**

De tout temps, il y a eu des hommes libres ; mais avant 1789, la **liberté** était le privilège d'un petit nombre de Français, et l'autorité publique enlevait à tous les autres une partie plus ou moins grande de leurs droits individuels. Aujourd'hui, tous les Français sont libres d'influer par leur vote sur la direction des affaires publiques ; ils sont libres dans la pratique de leur religion, dans l'expression de leurs opinions, libres de travailler et de vendre, d'élever leurs enfants comme ils l'entendent.

L'**égalité** n'existait pas non plus avant 1789. Aujourd'hui, tous les Français possèdent l'**égalité civile :** ils sont tous admissibles aux fonctions publiques, ils sont tous également soumis aux mêmes lois, ils paient tous proportionnellement les mêmes impôts. Ils possèdent de même l'**égalité politique**, grâce au suffrage universel. — Remarquons d'ailleurs que cette égalité civile et politique ne suppose pas l'*égalité des fortunes :* celui qui travaille plus, qui se conduit bien, qui épargne davantage, doit avoir la possibilité d'accroître son aisance plus que l'imprévoyant et le paresseux.

La **fraternité** enfin doit nous amener de plus en plus à considérer la patrie comme une famille agrandie, à nous donner entre conci-

toyens des secours mutuels, comme font des frères dans une même famille, à nous unir le plus possible dans nos sentiments et dans nos opinions. C'est le plus sûr moyen d'assurer notre prospérité. Ne savons-nous pas en effet que « l'union fait la force ? » Il y a longtemps que cette grande parole a retenti : « Toute nation divisée contre elle-même périra. »

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Quand naquirent les partis en France ? — 2. Quels furent les partis à la Constituante ? — 3. Leurs principaux orateurs ? — 4. Analysez la Déclaration des droits. — (**2**) 5. Quels sont les principes de la Constitution de 1791 ? — 6. Comment fut réglé le pouvoir législatif ? — 7. Le pouvoir exécutif ? — 8. Le pouvoir judiciaire ? — (**3**) 9. L'administration politique ? — 10. Judiciaire ? — 11. Ecclésiastique ? — 12. Financière ? — 13. Quelles furent les autres réformes dans la société ? — 14. Dans la famille ? — 15. La Constituante est-elle restée fidèle à ses principes ? — 16. Comment a-t-elle établi la liberté ? — 17. Comment a-t-elle établi l'égalité ? — 18. Comment a-t-elle établi la fraternité ?

Devoirs. — **1.** *La fin de l'ancien régime.* — **2.** *La vie de Mirabeau ; son rôle aux États généraux et à l'Assemblée constituante.* — **3.** *Racontez les grandes journées de la Révolution.* — **4.** *Le rôle de Marie-Antoinette de* 1789 *à* 1791. — **5.** *Exposez les grandes lignes de la Constitution de* 1791. — **6.** *Racontez la nuit du* 4 *août ; ses causes et ses conséquences.* — **7.** *Dans quel état la Constituante, en se séparant, a-t-elle laissé la France ?*

Lectures. — Beaucoup de personnages qui ont été acteurs ou spectateurs de l'époque révolutionnaire ont laissé des *Mémoires ;* les plus curieux sont ceux de BAILLY, de BRISSOT, de BARÈRE, qui étaient partisans de la Révolution, ceux du baron de BEZENVAL, de BOUILLÉ, de MALLET DU PAN, qui étaient partisans de la cour ; on pourrait en citer encore beaucoup d'autres. Il serait utile d'en parcourir quelques-uns. — *Causeries du Lundi*, par SAINTE-BEUVE, t. II, Barnave ; t. IV, Mirabeau, Marie-Antoinette ; t. V, Siéyès. — *Les origines de la France contemporaine*, par TAINE, t. Ier, la Révolution ; c'est un des ouvrages les plus considérables de la littérature française contemporaine. — *Histoire de la Révolution*, par MIGNET, t. Ier ; cet ouvrage est un des chefs-d'œuvre de la littérature historique de la France. — *Histoire de la Révolution*, par MICHELET, t. Ier ; lire en particulier les récits extrêmement vivants de la prise de la Bastille et de la nuit du 4 août. — *Histoire de la Civilisation contemporaine en France,* par RAMBAUD.

CHAPITRE II

LA LÉGISLATIVE

NOTIONS GÉNÉRALES

L'Assemblée législative a été une transition entre la monarchie parlementaire, que la Constituante venait d'établir sur une base fragile, et la République, qu'une troisième assemblée, la Convention, allait bientôt fonder.

Son histoire si brève (la Législative n'a pas même siégé un an entier) présente deux faces.

A l'intérieur, son existence a été entièrement remplie par la lutte suprême entre la royauté et la représentation nationale. Cette lutte a commencé le lendemain même du jour où s'était réunie l'Assemblée nouvelle; elle se divise en trois phases:

Au début, Louis XVI a semblé gouverner en appliquant les principes de la Constituante; il a donc formé un *ministère constitutionnel*. Mais cette tentative ne pouvait réussir, parce qu'il n'y avait ni sincérité de la part du roi, ni confiance de la part de l'Assemblée; aussi le ministère constitutionnel s'est écroulé en mars 1792.

Dans une seconde période, Louis XVI fut obligé d'accepter des ministres républicains; mais il y avait un antagonisme fondamental entre un tel ministère et la royauté, et l'hostilité entre ces deux parties du gouvernement arriva bientôt à l'état aigu. Les ministres républicains quittèrent le pouvoir.

Alors éclata la lutte décisive : c'est la troisième période, du 20 juin au 20 septembre 1792. L'Assemblée accusait le roi de conspirer contre elle : elle laissa le peuple de Paris insulter d'abord les Tuileries, puis dans la journée du 10 août renverser la royauté elle-même.

Au dehors, l'Assemblée législative a vu éclater la lutte armée de la France nouvelle, de la France révolutionnaire, contre l'Europe monarchique.

Dès les premiers moments où les représentants de la nation française, siégeant dans les États généraux de Versailles, attaquèrent le despotisme de la royauté et les iniquités sociales de l'ancien régime, les peuples étrangers comprirent qu'ils travaillaient aussi pour eux, et ils manifestèrent leur sympa-

thie à la France. Par contre, les gouvernements européens se tinrent sur la réserve, et peu à peu leur froideur se changea en hostilité : au bout de trois ans, les rois, inquiets pour leur propre puissance, se décidèrent à essayer d'étouffer par la force des armes les idées nouvelles qui se faisaient jour en France. C'est la Législative qui eut à faire face à cette nouvelle situation extérieure ; elle dut résister à la première attaque du despotisme monarchique, et eut le bonheur de repousser la première tentative d'invasion.

On peut donc résumer toute l'histoire de l'Assemblée législative dans cette double constatation : dans la politique intérieure, elle a conduit la France révolutionnaire à la République; dans la politique extérieure, elle l'a conduite à la guerre contre l'Europe.

LEÇON I. — La France sous l'Assemblée législative. — Le 10 Août.

Résumé. — 1. L'Assemblée législative, dirigée par les Girondins, prépara l'établissement de la République. Elle eut à combattre les ennemis du régime nouveau, les Vendéens à l'intérieur, les rois coalisés au dehors.

2. Après l'installation d'un ministère girondin, la guerre fut déclarée à l'Autriche, le 20 avril 1792; elle débuta par un échec des Français, qui échouèrent dans une tentative d'invasion en Belgique.

3. Cet insuccès, et la résistance du roi aux volontés de l'Assemblée, soulevèrent les passions du peuple de Paris : le 20 juin 1792, il envahit une première fois les Tuileries.

4. Six semaines plus tard, le 10 août, une Commune révolutionnaire s'installa à l'Hôtel de ville; sous sa direction, le peuple pénétra une seconde fois dans les Tuileries et renversa la royauté.

5. Les massacres de septembre ensanglantèrent alors la capitale; la Commune de Paris domina, jusqu'au jour où la Législative se retira pour faire place à une Assemblée nouvelle, la Convention nationale (20 septembre 1792).

RÉCIT. — (1°) **Les débuts de la Législative.** — L'Assemblée constituante avait essayé de fonder en France une *monarchie constitutionnelle;* l'Assemblée, qui la remplaça le 1er octobre 1791 pour faire fonctionner ce nouveau gouvernement royal, a préparé au contraire l'avènement du *gouvernement républicain.* Comment un changement si considérable a-t-il pu s'opérer si rapidement ?

C'est que la Constitution de 1791, rédigée par des hommes encore inexpérimentés, était d'une application difficile. De plus, Louis XVI n'était nullement résigné à sa nouvelle situation ; au contraire, la nation s'était passionnément attachée aux droits qu'elle avait conquis, et résolue à les défendre contre tous les ennemis possibles, même contre le roi. Voilà pourquoi la courte existence de l'Assemblée législative, du 1er octobre 1791 au 21 septembre 1792, a été remplie par *la lutte suprême entre la royauté et la révolution.*

Quand on compare la composition de la Constituante avec celle de la Législative, on s'aperçoit du changement qui s'était opéré en trois ans dans l'esprit des électeurs, c'est-à-dire de la nation.

Dans l'Assemblée nouvelle, l'*ancienne droite de la Constituante*, favorable aux privilèges, avait entièrement disparu. La *gauche de la Constituante*, composée des partisans de la royauté parlementaire, était devenue la *droite de la Législative;* on appelait ses membres les **Feuillants**, parce qu'ils s'appuyaient sur le *club des Feuillants*, en dehors de l'Assemblée. Enfin, la *gauche de la Législative* était occupée par un parti nouveau, le parti des **Girondins**, appelés ainsi parce que leurs chefs avaient été élus dans la Gironde; les principaux étaient Vergniaud, Guadet, Brissot, Condorcet, etc. Les Girondins étaient des *républicains modérés*, ils tendaient à renverser la royauté; c'est avec eux que le parti de la République a fait son apparition dans la représentation nationale.

Entre les Feuillants et les Girondins, les députés du *Centre*, encore indécis, se donnaient eux-mêmes le nom d'*Indépendants.*

Les Feuillants eurent d'abord la majorité; ils furent peu à peu débordés et supplantés par les Girondins, à mesure que les esprits s'exaltèrent, au milieu des dangers chaque jour croissants qui menaçaient le nouveau régime.

A l'intérieur, les partisans de la contre-révolution commençaient à s'agiter, surtout en **Bretagne** et en **Vendée**, où ils étaient nombreux et encouragés par des prêtres non-assermentés. Au dehors, sur les frontières mêmes de la France, les **émigrés**, au nombre de plusieurs milliers, s'organisaient et formaient l'*armée de Condé ;* ils prétendaient servir d'avant-garde aux armées que l'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse préparaient pour intervenir en France.

(2°) Le ministère girondin. Débuts de la guerre. — La Législative se hâta de prendre des mesures contre les ennemis de la révolution. Elle n'avait aucune confiance dans la sincérité du roi, qu'elle voyait dominé par

la reine, par les ennemis jurés du nouveau régime; elle était exaspérée par les folles provocations de beaucoup de nobles, qui faisaient publiquement des vœux pour une intervention étrangère. Pour les réduire à l'impuissance, elle décida que les prêtres non-assermentés, ou *réfractaires*, seraient rendus responsables des troubles qui éclateraient dans les communes habitées par eux, et elle somma les *émigrés* de se disperser dans un délai de deux mois. D'autre part, elle voulut prendre les devants contre la coalition monarchique, et elle obligea le roi à *déclarer la guerre à l'Autriche*, le 20 avril 1792.

A ce moment, les Girondins avaient conquis la majorité dans la Législative; Louis XVI avait donc été obligé de prendre un *ministère girondin;* c'est ce ministère qui eut à diriger la guerre.

Les principaux ministres girondins étaient *Roland*, dont la femme, belle, ardente, enthousiaste pour les idées républicaines, était l'inspiratrice du parti, et *Dumouriez*, habile homme de guerre, mais ambitieux sans scrupules. Ce fut Dumouriez qui traça le plan des opérations : il décida *qu'on prendrait l'offensive* contre l'Autriche, et il lança trois corps d'armée sur la Belgique, possession autrichienne qu'il espérait conquérir.

Mais cette triple attaque échoua : les **volontaires,** qui composaient en grande partie les régiments français, avaient un grand enthousiasme patriotique, mais n'étaient ni exercés ni disciplinés; et la reine Marie-Antoinette révélait elle-même aux ennemis les plans militaires de Dumouriez. L'armée française, à peine entrée en Belgique, fut prise d'une *terreur panique* et repassa en désordre la frontière; les Autrichiens la suivirent : l'**invasion** commença. Paris fut menacé.

(3°) La journée du 20 juin.— Sous le coup de ces revers, la Législative rendit de nouveaux décrets *contre les prêtres réfractaires* et vota la *formation d'un camp* de 20000 hommes sous Paris. Mais Louis XVI refusa de sanctionner ces décrets; puis, choqué par le ton d'une lettre de remontrances que lui écrivit le ministre Roland, il *renvoya le ministère girondin*, et essaya de constituer un nouveau ministère feuillant. Mais ces événements furent le signal d'une nouvelle **journée populaire,** qui fut exécutée par les meneurs révolutionnaires, avec l'assentiment d'une partie de l'Assemblée, et sans doute aussi avec la connivence du maire de Paris, Pétion; au lieu de

contenir la multitude ameutée, le maire la poussait probablement lui-même.

Le **20 juin**, jour anniversaire du serment du Jeu de paume, huit à dix mille hommes des faubourgs, armés de piques, et conduits par le brasseur *Santerre*, le boucher *Legendre* et le chaudronnier *Rossignol*, se rendirent au jardin des Tuileries, pour planter un arbre de la liberté sur une des terrasses; de là ils se firent admettre à présenter des pétitions à l'Assemblée législative, et le long cortège populaire défila devant elle. Mais, en sortant de la salle des séances, la foule tout d'un coup se jeta sur la porte du palais des Tuileries, l'enfonça et se répandit dans les appartements, cherchant le roi à qui elle voulait imposer ses ordres.

Elle trouva Louis XVI dans le salon de l'*Œil-de-Bœuf*. Aussitôt, la foule hurlante, brandissant ses armes, se précipita vers lui. « Monsieur, lui cria le boucher Legendre, vous êtes un perfide, vous nous avez toujours trompés; mais prenez garde, le peuple est las de se voir votre jouet. » Un autre expliqua plus clairement ce qu'exigeaient les envahisseurs : « Sire, les cent mille âmes qui m'entourent vous demandent le rappel des ministres patriotes; elles demandent la sanction des décrets sur les prêtres et sur les 20000 hommes. *La sanction, ou vous périrez !* »

Le roi, acculé sur une banquette, dans l'embrasure d'une fenêtre, résista pendant plus de trois heures à la foule qui le pressait de toutes parts. Il se laissa coiffer du *bonnet rouge*, adopté par les républicains comme un emblème de liberté; il but *à la santé de la nation* un verre de vin qu'un homme du peuple lui présenta. Mais il n'accorda rien à toutes les clameurs, à toutes les sommations qu'on lui adressait pour obtenir sa signature sur les décrets : « Je ne me suis jamais écarté de la Constitution, répondait-il sans s'émouvoir à toutes les sommations; je ferai ce qu'elle m'ordonne de faire. C'est vous qui vous écartez de la loi. » Enfin, vers le soir, Pétion, voyant le coup manqué, se décida à venir avec la garde nationale mettre un terme à cette dangereuse situation; il harangua la foule, et obtint qu'elle se retirât.

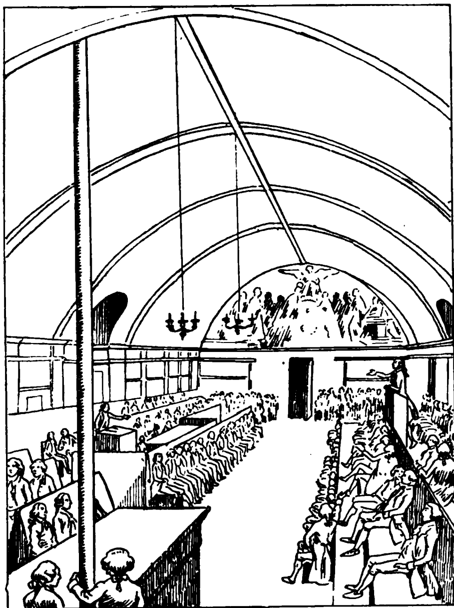
Grâce à l'antique habitude de respect pour le trône et au sang-froid de Louis XVI, le sang n'avait pas été versé; mais cette première violation de la demeure royale indiquait que l'heure de la crise suprême était arrivée.

(4°) **La journée du 10 août.** — Une des conséquences de la journée du 20 juin, ce fut l'*anéantissement du parti modéré*. Tous ceux qui avaient encore le respect de la légalité avaient été consternés de ces excès. La Fayette n'hésita pas à quitter l'armée de la Moselle qu'il commandait, pour accourir à Paris : il se compromettait pour tâcher de sauver la Consti-

tution et le roi. Mais son projet échoua devant l'aversion de la reine qui, même en ces circonstances tragiques, ne pouvait se décider à voir où étaient ses véritables amis; elle détestait plus encore les *Constitutionnels* qui désiraient le salut de la royauté, que les *Républicains* qui travaillaient à sa perte.

La Fayette dut regagner son armée, n'ayant rien obtenu, et ayant inutilement ruiné sa popularité.

Tout le terrain perdu par les modérés était gagné par les exaltés. C'est vers cette époque qu'une Société, qui tendait ouvertement à fonder la République, la **Société des Jacobins**, commença à exercer une influence prépondérante dans le pays.



Le club des Jacobins, d'après une gravure de l'époque.
Séance de la *Société des Jacobins* dans l'ancienne église des moines jacobins à Paris. C'était le siège central de cette Société célèbre, qui avait des affiliations dans toute la France.

Elle tirait son origine du *Club des Jacobins*, établi en 1789 dans un ancien couvent de moines Jacobins de la rue Saint-Honoré, à Paris. Ce club célèbre formait comme une assemblée à côté de l'Assemblée nationale. Il avait son bureau, son président, sa tribune, ses galeries. Ce qui faisait son originalité et sa force, c'est que des *sociétés affiliées*, à l'image de la *société-mère* de Paris, se constituèrent dans tous les départements : la France entière fut ainsi couverte d'un réseau d'associations fortement unies entre elles, recevant le mot d'ordre de la capitale, et travaillant partout l'opi-

nion publique, grâce à leur activité et à leur discipline. Au milieu de l'anarchie universelle, les Jacobins seuls étaient organisés; **Pétion** maire de Paris, **Danton**, **Robespierre**, etc., étaient à leur tête.

A partir du 20 juin, ce furent réellement les Jacobins qui prirent la direction de la Révolution : ils employèrent tous leurs efforts à renverser la royauté. Les circonstances les aidèrent.

Quelques semaines après l'échec de l'invasion française en Belgique, les Prussiens avaient à leur tour envahi la France et pénétré en Lorraine. En mettant le pied sur le sol français, le duc de Brunswick, qui les commandait, lança un **manifeste** insensé, par lequel il menaçait Paris d'une *destruction totale*, si les Parisiens insultaient le roi ou la famille royale; les Français qui résisteraient aux Allemands seraient punis comme *rebelles*, suivant la rigueur du droit de la guerre, leurs maisons démolies et brûlées. — Les patriotes, indignés, déclarèrent qu'il n'y avait qu'une seule réponse à faire à une pareille menace : il fallait envahir les Tuileries, immédiatement, et *supprimer la royauté*.

En ce moment, une colonne de volontaires marseillais, gagnant l'armée du Nord, arrivait à Paris. Elle chantait l'hymne célèbre, composé à Strasbourg, dans une nuit d'enthousiasme, par un jeune officier, Rouget de L'Isle, et auquel elle fit donner le nom de **Marseillaise**. C'étaient des patriotes exaltés. Les meneurs parisiens virent en eux de précieux auxiliaires, et profitèrent de leur présence pour exécuter leur coup de main contre la demeure du roi.

Dans la nuit du 10 août, le tocsin sonne dans tous les quartiers de Paris, la générale bat partout, les faubourgs s'arment et avec les Marseillais se préparent à marcher sur les Tuileries. A l'Hôtel de ville, on institue une nouvelle **Commune révolutionnaire**; elle commence par appeler devant elle le commandant de la garde nationale, l'énergique Mandat, qui était résolu à réprimer l'insurrection : comme il gravissait les degrés de l'Hôtel de ville, on lui casse la tête d'un coup de pistolet; *cet assassinat désorganise toute la résistance :* dès lors, les colonnes d'attaque, dirigées par *Santerre*, peuvent sans obstacle se diriger vers le palais.

Aux Tuileries, le roi avait sous la main 950 Suisses, excellents soldats, et 200 gentilshommes, qui avaient passé la nuit autour de lui; abritée derrière les murs épais du château, cette petite garnison était suffisante pour rendre au moins douteuse l'issue de la bataille. Marie-Antoinette était pleine d'ardeur; quand on signala l'approche des insurgés, elle tendit un pistolet à Louis XVI : « Voilà, dit-elle,

l'instant de se montrer. » Mais le roi, à l'étonnement général, se décida tout d'un coup à *abandonner ses défenseurs*, et, avec sa famille, il chercha un asile dans la salle des séances de l'Assemblée législative. Pendant qu'il s'installait avec les siens dans une loge étroite, derrière le fauteuil de Vergniaud qui, ce jour-là, présidait l'Assemblée, le combat s'engageait aux Tuileries; les Suisses, habitués à la guerre, avaient l'avantage, lorsque le roi leur envoya l'ordre de cesser le feu : la foule aussitôt, se ruant dans le château, se précipita sur les Suisses et les gentilshommes qui battaient en retraite, et en massacra un grand nombre. A midi tout était fini.

(5°) **La nouvelle Commune de Paris.** — L'insurrection, maîtresse des Tuileries, tenait à sa merci l'Assemblée législative. Celle-ci s'effaça devant les vainqueurs du 10 août: elle *suspendit le roi*, qui fut, avec sa famille, emprisonné au Temple; elle convoqua une assemblée nouvelle, la **Convention**, qui aurait à statuer sur la constitution de la France; elle remit en fonctions les ministres girondins, auxquels Danton fut adjoint.

Mais ce n'étaient plus en réalité ces ministres ni la Législative qui possédaient le gouvernement de la France. La **Commune révolutionnaire**, qui s'était emparée de l'Hôtel de ville de Paris dans la nuit du 9 au 10 août pour préparer l'insurrection, ne se sépara pas après la victoire; bien au contraire, elle s'organisa ouvertement, voulut faire reconnaître son autorité par la Législative, et prétendit *exercer seule le pouvoir* à Paris et sur toute la France, jusqu'au jour où se réunirait la Convention.

La *Commune du* 10 *août* comptait parmi ses membres Billaud-Varenne, Hébert (*le Père Duchesne*), Robespierre, Danton, etc. Elle donna à Santerre le commandement de la force armée parisienne. A côté du *Conseil général de la Commune*, qui en comprenait tous les membres, un *Comité de surveillance*, qui s'adjoignit Marat, concentra entre ses mains tout le pouvoir exécutif; il devait le garder plus d'un mois.

L'usurpation de la Commune fut achevée à la suite des terribles **massacres de septembre**, qui frappèrent de terreur le *parti républicain modéré*, déjà fort affaibli depuis la journée du 10 août. Il abandonna désormais toute l'influence aux *républicains exaltés*.

Ces massacres furent en grande partie causés par l'affolement du peuple parisien, apprenant coup sur coup de *terribles revers* subis à la frontière : les Prussiens pénétraient déjà dans la vallée de la Meuse (voir la leçon suivante), et beaucoup de royalistes ne cachaient pas la joie que leur causaient ces mauvaises nouvelles. Alors la colère du peuple se tourna contre les prisonniers politiques qui, depuis le 10 août, encombraient les prisons de Paris. Le 2 septembre, vers quatre heures, des bandes d'égorgeurs, payées par les autorités communales, envahirent l'ancienne **Abbaye** de Saint-Germain-des-Prés, transformée en lieu de détention. Elles établirent dans une cour un simulacre de tribunal : le clerc d'huissier Maillard, qui présidait, se tenait avec quelques acolytes derrière une table chargée de papiers, de pipes et de bouteilles ; les prisonniers, appelés un à un, comparaissaient devant lui, et, sur cet ordre : « Élargissez! », ils étaient saisis et aussitôt égorgés ou assommés. Les jours suivants, les égorgeurs continuèrent leur sanglante besogne à la Force, à la Conciergerie, aux Carmes, à Bicêtre, etc. Jusqu'au 6 septembre, le sang coula. Parmi les victimes, on compta une amie de la reine, la princesse de Lamballe, trois évêques, deux cent cinquante prêtres, des officiers, des magistrats, des Suisses prisonniers, etc. Les massacres s'étendirent en province, à Versailles, à Meaux, à Châlons, etc.

C'est pendant ces tristes journées que se firent les élections à la Convention. La Législative était presque dissoute en fait, la plupart de ses membres ayant quitté Paris pour aller dans les départements préparer leur réélection ; mais elle ne se sépara officiellement qu'au moment même où se réunit la nouvelle Assemblée nationale, le 21 septembre 1792. — La veille de ce jour mémorable, la belle **victoire de Valmy** avait arrêté l'*invasion prussienne* et sauvé la patrie.

QUESTIONNAIRE. — 1. Comment se divise l'histoire de l'Assemblée législative? — 2. Quelles ont été alors les relations de la France et de l'Europe? — 3. Comment se résume l'histoire de la Législative? — (**1**) 4. Pourquoi la Législative a-t-elle préparé la République? — 5. Quels partis comprenait-elle? — 6. Quels dangers a-t-elle rencontrés? — (**2**) 7. Quelles mesures a-t-elle prises contre les ennemis du dehors? — 8. Quels furent les ministres girondins? — 9. Quel fut le plan de guerre de Dumouriez? — 10. Pourquoi échoua-t-il? — (**3**) 11. Quelles furent les conséquences des premiers revers? — 12. Comment fut préparé le 20 juin? — 13. Racontez la journée du 20 juin. — 14. Comment finit-elle? — (**4**) 15. Quelles furent les conséquences du 20 juin? — 16. Quelle influence exerça le club des Jacobins? — 17. Quelle fut la cause directe du 10 août? — 18. Racontez la journée du 10 août. — (**5**) 19. Quels en furent les résultats? — 20. Qu'est-ce que la Commune révolutionnaire? — 21. Racontez les massacres de septembre. — 22. Comment se sépara la Législative?

LEÇON II. — **La Révolution et l'Europe. Valmy.**

Résumé. — 1. La Législative, qui en France a détruit la royauté, a commencé au dehors la lutte de la Révolution contre les rois de l'Europe. Dès le début, les peuples européens avaient été saisis d'enthousiasme pour les principes nouveaux que la France proclamait.

2. Mais les rois avaient été remplis de défiance, et ils prêtèrent l'oreille aux demandes des émigrés et de Louis XVI lui-même, qui, dès 1791, sollicitait secrètement leur intervention en sa faveur.

3. La guerre n'éclata cependant qu'en avril 1792. L'Autriche et la Prusse prirent seules à ce moment les armes contre la France révolutionnaire.

4. Elles se préparèrent à l'invasion comme à une partie de plaisir; elles pensaient que leurs armées régulières triompheraient facilement des armées improvisées de la France; les émigrés en armes devaient leur servir d'avant-garde.

5. Mais la France avait pour elle l'enthousiasme de la liberté. Aussi la première invasion échoua complètement après la défaite des Prussiens à Valmy, le 20 septembre 1792.

RÉCIT. — **La France révolutionnaire et l'Europe.** — La Révolution française de 1789 n'a pas comme celle de l'Angleterre au XVII° siècle, comme celle des États-Unis au XVIII°, fait sentir son action uniquement dans le pays où elle avait éclaté : elle a au contraire *changé la face du monde*, et bouleversé profondément toutes les nations civilisées.

Cette différence tient à deux causes. D'abord, au rôle que la France jouait alors dans le monde : elle avait été réellement au XVIII° siècle l'**institutrice de l'Europe**. « Quand un Moscovite sauvage, un Allemand balourd, un Anglais empêtré quittait sa patrie, c'est dans nos salons qu'il venait apprendre l'art de saluer, de sourire ou de causer » (Taine). C'est dans nos livres aussi qu'il apprenait à penser : les *écrits des philosophes français* étaient lus et étudiés des rives du Tage aux rives de la Néva, et ils répandaient partout les idées françaises.

En second lieu, quand la Constituante rédigea la **Déclaration des Droits**, qui contenait les principes de la société nouvelle, elle s'appuya, non sur les chartes ou sur les anciennes institutions de la France, mais sur la nature même de l'homme, à quelque nationalité qu'il appartienne : elle rechercha les *droits naturels* qui sont la propriété de tout être humain, non pas parce qu'il est Français, ou Allemand, ou Anglais, etc., mais uniquement parce qu'il est homme et qu'il ne peut pas être dépouillé de sa nature. Les Anglais, les

Américains, lorsqu'ils avaient eu à lutter contre l'oppression, avaient revendiqué uniquement les privilèges particuliers qui leur avaient été conférés par leurs chartes : ils ne songeaient qu'à eux-mêmes. Les Constituants, au contraire, « travaillaient pour l'humanité. » Voilà pourquoi les révolutions d'Angleterre et d'Amérique ont été seulement des *révolutions locales*, tandis que la Révolution française a été une *révolution universelle*.

La prise de la Bastille exprimait si bien une pensée d'affranchissement général, que partout les peuples en reçurent la nouvelle avec enthousiasme. M. de Ségur, qui était alors ambassadeur de France en Russie, raconte que, le jour où on connut cet événement à Saint-Pétersbourg, des démonstrations d'allégresse éclatèrent publiquement : on voyait des personnes qui ne se connaissaient pas s'embrasser dans les rues pour se témoigner leur joie. A Londres, l'impression fut la même ; on vit même des clubs populaires, en Angleterre, se mettre en correspondance avec les premiers clubs français ; dans plusieurs villes anglaises on cria comme à Paris : « Liberté ! Fraternité ! » Un des plus éloquents orateurs de l'Angleterre, Fox, passionné pour la liberté, manifestait en plein Parlement ses sympathies pour la France ; il déclara que « jamais on n'avait fait un si grand pas *pour l'affranchissement de l'humanité* ».

(2°) **Défiances des rois.** — Mais, si les peuples témoignaient leur joie et leurs espérances à la vue des événements qui se déroulaient en France, les rois ne tardèrent pas à ressentir et à manifester de vives inquiétudes. A l'origine, ils avaient pensé que les troubles de la France n'auraient pas d'influence en dehors de ses frontières, et ils ne s'en étaient pas préoccupés. Mais ils changèrent de sentiment, quand ils virent, pendant les années 1790 et 1791, que la **propagande démocratique** faisait dans leurs États de grands progrès.

Ces progrès étaient manifestes surtout dans l'Europe centrale. Le *paysan allemand* de la rive gauche du Rhin enviait le sort du paysan français, débarrassé des *corvées*, des *droits seigneuriaux*, n'ayant plus de *dîmes* à payer, affranchi désormais comme le champ sur lequel il vivait.

Aussi la France apparaissait aux autres peuples comme la terre de la justice, du droit, de la liberté. C'est à Paris que des *patriotes hollandais*, chassés de leur patrie, vinrent chercher asile. On vit même

un Prussien, Anacharsis Clootz, venir à Paris pour présenter à l'Assemblée française une *députation du genre humain.*

Bientôt les alarmes des rois furent portées à leur comble par les récits et les plaintes des **émigrés français.** L'émigration avait commencé aussitôt après la prise de la Bastille : les comtes d'Artois et de Provence, frères de Louis XVI, le duc de Bourbon, le prince de Condé, le duc d'Enghien, ses cousins, et une foule d'autres nobles avaient quitté la France pour aller ouvertement provoquer une *coalition européenne* contre leur patrie : ils suppliaient sans cesse les rois étrangers d'envahir la France pour y rétablir à main armée leurs privilèges. Louis XVI avait blâmé leur imprudence, parce que, en ne dissimulant pas leurs démarches, ils augmentaient l'animosité du peuple français contre la royauté; mais, lui-même, *il suivait la même politique;* seulement il agissait avec plus de dissimulation. Dès 1790, il envoya un agent secret, M. de Breteuil, auprès des cours étrangères, pour solliciter leur intervention.

La tentative d'évasion de Louis XVI, qui aboutit à son *arrestation à Varennes*, en juin 1791, diminua les chances du maintien de la paix; les émigrés en général se montrèrent enchantés que la tentative du roi n'eût pas réussi, parce que cet incident allait, pensaient-ils, aboutir à une rupture ouverte. Déjà l'empereur d'Allemagne, le roi de Prusse et le roi de Suède avaient entamé des pourparlers au sujet des affaires de France; la tzarine Catherine II promettait aussi son concours, mais sans aucune sincérité : elle voulait seulement pousser la Prusse et l'Autriche à s'engager à fond dans une guerre contre la France, à l'occident de l'Europe, pour se réserver à elle-même ses coudées franches en Orient et démembrer à son aise la Pologne et la Turquie. Cependant, après l'échec de la fuite de Louis XVI, l'Empereur se décida à demander la réunion d'un congrès.

C'est dans le *château de Pillnitz*, en Saxe (août 1791) que l'empereur Léopold II et le roi de Prusse se réunirent, et rédigèrent la fameuse **déclaration de Pillnitz** d'où est sortie la grande guerre des monarchies européennes contre la France révolutionnaire. En la publiant, les deux souverains espéraient encore prévenir l'ouverture des hostilités; mais ils allaient être bientôt entraînés par les événements.

(3°) Déclaration de guerre (avril 1792). — A ce moment précisément, en France et en Allemagne, la direction

du gouvernement passa en d'autres mains : en France, *la Constituante* fut remplacée par l'**Assemblée législative** le 30 septembre 1791 ; et en Autriche, *Léopold II* étant mort prématurément eut pour successeur **François II**, en mars 1792.

Ce double changement hâta l'*explosion des hostilités*. Les Girondins, qui dominaient dans la Législative, étaient des hommes jeunes et fougueux; républicains dans l'âme, ils étaient prêts à tout pour faire triompher leur idéal. La guerre ne les effrayait pas, car elle leur paraissait le moyen le plus sûr pour renverser la royauté en France. Ils commencèrent par exiger de Louis XVI qu'il posât un véritable ultimatum aux princes étrangers, en les sommant de dissoudre les rassemblements armés qui se formaient à Coblentz, à Mayence, etc.

Quant à François II, il était aussi imprudent, « *militaire dans l'âme* », que Léopold était sage et pacifique; il voulait défendre comme un dogme la théorie du despotisme monarchique; il répondit donc à la sommation de Louis XVI en demandant qu'on rétablît en France la monarchie telle qu'elle était avant 1789. Un revirement se produisait aussi à la cour de Prusse, où le roi, dans une réception solennelle, tournait publiquement le dos à l'ambassadeur de France, pour s'entretenir en plaisantant avec l'envoyé des émigrés.

Une pareille attitude rendait la guerre inévitable. Elle fut déclarée par la France à la Prusse et à l'Autriche, le **20 avril 1792**. C'est une date mémorable dans l'histoire du monde ; car la grande et terrible guerre qui alors commença a été *le plus puissant instrument de diffusion des idées nouvelles*.

(4°) **Préparatifs des coalisés**. — Les rois croyaient au début qu'ils auraient bon marché de l'armée française, *désorganisée* par l'émigration d'un très grand nombre d'officiers, et *inexpérimentée*, car elle était formée en partie de volontaires qui ignoraient le métier des armes. **Deux armées ennemies** se concentrèrent sur les frontières de la France : l'une, **autrichienne**, dans les Pays-Bas belges; l'autre, **prussienne**, à Mayence.

Les préparatifs, à Mayence surtout, furent conduits avec une **légèreté** et une **présomption** incroyables. La plupart des soldats n'étaient habitués qu'à la parade; les canons sortaient de la fonderie, et le général mayençais Gymnich trouvait inutile de les faire essayer par ses artilleurs, déclarant qu'on n'aurait pas besoin de s'en servir : « Rien qu'à les voir, disait-il, les Français se sauveraient à tous les diables. » Chaque soir, le général en chef réunissait à sa table les officiers allemands, les émigrés, les grandes dames, et là, on décidait

sérieusement que tous les « Jacobins » seraient pendus; comme assurément on n'aurait pas de cordes en quantité suffisante, les marquises offraient gracieusement leurs beaux cheveux. Un officier montrait aux dames un grand sac qu'il promettait de leur rapporter plein de têtes de « Jacobins »; la comtesse de Gymnich ne réclamait qu'un doigt du maire de Paris, Pétion.

L'armée allemande devait être précédée, dans l'invasion de la France, par l'**armée des émigrés**, réunie sous le commandement du *prince de Condé*. Ces nobles qui avaient quitté la France, non pour sauver leur vie que personne ne menaçait encore en 1790 ou en 1791, mais pour sauvegarder leurs privilèges, étaient frivoles et entêtés, et ne voulaient voir dans l'armée révolutionnaire qu'un « ramassis de canailles »; ils ne formaient eux-mêmes qu'un rassemblement nombreux, mais sans aucune valeur militaire. Par incapacité ou par égoïsme, ils ne rendirent aucun service aux coalisés.

(5°) **Bataille de Valmy**. — Les hostilités commencèrent au printemps de 1792; *elles furent d'abord malheureuses* pour la France, qui fut envahie sur deux points : l'armée prussienne du duc de Brunswick s'empara de Longwy et de Verdun, et s'avança vers la Champagne, tandis que l'armée autrichienne pénétrait en Flandre et marchait vers Lille. **Dumouriez**, pendant les dernières semaines de la Législative, délivra la patrie de l'invasion étrangère. L'enthousiasme patriotique lui avait fourni une armée; au moment le plus critique, en juillet 1792, la Législative *avait proclamé la patrie en danger:* aussitôt d'innombrables **volontaires** s'étaient enrôlés, et avaient été renforcer l'armée aux frontières. Tandis que Brunswick s'étendait dans la vallée de la Moselle, Dumouriez s'installa fortement sur les hauteurs boisées de l'Argonne, le long de la Meuse. « *Voilà*, disait-il, *les Thermopyles de la France* ».

Les Prussiens cependant réussirent à forcer un défilé insuffisamment défendu, et par cette porte pénétrèrent dans la vallée de la Marne, *en route vers Paris*. Mais Dumouriez ne se déconcerta pas. Par une audacieuse combinaison, il s'installa sur les derrières des ennemis, sur le *plateau de Valmy*, adossé aux hauteurs de l'Argonne: position excellente, d'où il menaçait de couper les communications des Prussiens avec l'Allemagne. Aussi le duc de Brunswick, intimidé, se retourna pour attaquer les Français (20 sept. 1792).

L'artillerie prussienne commença par couvrir de ses feux la position de Valmy; puis quand les Prussiens crurent que leurs boulets avaient jeté la confusion et la démoralisation dans les rangs de leurs adversaires, ils escaladèrent les pentes du plateau. A leur profonde stupé-

faction, ils aperçurent les Français dans un ordre admirable, faisant fière contenance, courant à leur rencontre sur une seule ligne, baïonnette en avant, au cri de « Vive la Nation! » A ce spectacle les Prussiens redescendirent plus vite qu'ils n'étaient montés et rentrèrent dans leurs lignes. La journée se termina sans qu'ils eussent osé renouveler leur attaque.

La « *canonnade de Valmy* » ne fut pas une vraie bataille; mais elle produisit tout l'effet de la plus brillante victoire. Les Prussiens se démoralisèrent; la pluie ne cessait de tomber; ils manquaient de vivres. Ils se jetèrent alors sur les riches vignobles de la Champagne; mais le raisin n'était pas encore mûr, et bientôt la dysenterie les décima. Après quelques jours d'hésitation, Brunswick se décida à battre en retraite, et la Lorraine fut débarrassée de l'invasion prussienne.

Le lendemain même de cette glorieuse journée, le 21 septembre 1792, l'*Assemblée législative* se retira, et la **Convention nationale** commença ses séances.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Quelle a été l'influence de la Révolution française? — 2. Pourquoi la Révolution française a-t-elle agi sur le monde entier? — 3. Quel effet a-t-elle produit sur les peuples? — 4. Comment Fox la jugeait-il? — (**2**) 5. Comment les rois la jugèrent-ils d'abord? — 6. Pourquoi changèrent-ils d'opinion? — 7. Que leur demandèrent les émigrés? — 8. Quelle fut la conduite de Louis XVI? — 9. Que résulta-t-il de son arrestation à Varennes? — 10. Qu'est-ce que la Déclaration de Pillnitz? — (**3**) 11. Pourquoi la guerre fut-elle déclarée en avril 1792? — 12. Pourquoi les Girondins voulaient-ils la guerre? — 13. Quel était le caractère de François II? — 14. Comment se conduisait le roi de Prusse? — (**4**) 15. Quelles armées devaient envahir la France? — 16. Comment se préparait-on à Mayence? — 17. Qu'était-ce que l'armée de Condé? — (**5**) 18. Comment débutèrent les hostilités? — 19. Quelle fut la tâche de Dumouriez? — 20. Où s'établit-il? — 21. Quels avantages remportèrent d'abord les Prussiens? — 22. Racontez la bataille de Valmy. — 23. Quels en furent les résultats?

Devoirs. — **1**. *Racontez la chute de la royauté en France.* — **2**. *Histoire générale de la Législative.* — **3**. *Les journées du* 20 *juin et du* 10 *août; leurs causes et leurs résultats.* — **4**. *Histoire des Girondins pendant la durée de la Législative.* — **5**. *Montrez l'impression produite par la Révolution française sur les peuples et sur les rois de l'Europe.* — **6**. *L'invasion en* 1792 *et la bataille de Valmy.* — **7**. *La lutte contre les ennemis intérieurs et contre les ennemis extérieurs du nouveau régime.*

La Constituante et la Législative.

I. Préliminaires de la Révolution.

- 1° Causes de la Révolution. .
  - 1° Générales : Despotisme et inégalité sociale. Désaccord entre les idées et les institutions. Influence de Voltaire, de Montesquieu, de Rousseau.
  - 2° Particulières : Le déficit financier. L'hiver de 1789.
- 2° Convocation des États généraux.
  - 1° La question du « Doublement du tiers ». Allégresse du peuple. Les assemblées électorales.
  - 2° Les cahiers de doléances. Unanimité des demandes de réformes. Désirs d'émancipation politique et sociale.
- 3° Les principes de 1789. (Déclaration des Droits)......
  - 1° Origine de la devise républicaine.
  - 2° Explication de cette devise : *Liberté* (émancipation politique des citoyens) ; *Égalité* (suppression des privilèges de classe) ; *Fraternité* (nécessité de l'assistance mutuelle).

II. Histoire de la Constituante.

- 1° Révolution politique : Les États généraux (5 mai 1789). Serment du Jeu de paume (20 juin) ; prise de la Bastille (14 juillet). Destruction du despotisme.
- 2° Révolution sociale : Désordres dans les campagnes. Séance de nuit du 4 août. Destruction de la féodalité civile.
- 3° Naissance de la France nouvelle. Les fédérations.
- 4° Lutte entre l'ancien et le nouveau régime........
  - 1° Résistance des privilégiés. L'émigration ; les clubs.
  - 2° Tentatives de conciliation. Mirabeau ; sa mort (avril 1791).
  - 3° Rupture du roi et de la Révolution. La fuite à Varennes. L'affaire du Champ-de-Mars.

III. Travaux de la Constituante.

- 1° Les partis dans l'Assemblée : les monarchiens, le parti populaire, le parti avancé.
- 2° Les principes de l'organisation nouvelle. Discussion sur l'unité de l'Assemblée et sur le droit de veto.
- 3° Les réformes de la Constituante.......
  - 1° Politique (la constitution de 1791). La souveraineté de la nation et la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire).
  - 2° Administrative (les départements, administrateurs élus — les juges élus et le jury, le juge de paix — constitution civile du clergé — nouveau système d'impôts).
  - 3° Sociale (abolition du droit d'aînesse ; liberté du travail agricole, industriel, commercial, intellectuel).

IV. La Législative.

- 1° Composition de la Législative : Feuillants, Girondins, centre. Les émigrés et les prêtres réfractaires. Dangers extérieurs.
- 2° Chute de la royauté : le ministère girondin. Guerre déclarée à l'Autriche. Le 20 juin. Manifeste de Brunswick : le 10 août.
- 3° Domination de la Commune de Paris. Massacres de Septembre. Valmy.

Lectures. — *Histoire générale*, par Lavisse et Rambaud, t. VIII, chap. v et vi. — *Histoire de la Civilisation contemporaine en France*, par Rambaud, p. 107-108 (les décrets de la Législative sur le clergé catholique); p. 144-146 (les enrôlements volontaires); p. 275-276 (lois agraires de la Législative). — *Histoire contemporaine*, par Gaffarel; cet ouvrage est moins un récit suivi des événements qu'un recueil de documents et de textes originaux de l'époque révolutionnaire; à ce titre, il est très intéressant à consulter. — *La Campagne de France*, par Gœthe; ce petit ouvrage d'un des plus illustres écrivains allemands a été plusieurs fois traduit en français, et est d'une lecture facile. Il est d'autant plus intéressant à lire, que Gœthe se trouvait dans les rangs de l'armée prussienne qui a envahi la France : il raconte donc ce qu'il a vu, et nous montre les idées qui dominaient dans le camp des coalisés. Il a compris d'ailleurs la grandeur des événements qui s'accomplissaient sous ses yeux : « En ce jour et en ce lieu, a-t-il dit le soir de la bataille de Valmy, a commencé une époque nouvelle pour l'histoire du monde. »

CHAPITRE III

LA CONVENTION NATIONALE (1792-1795)

NOTIONS GÉNÉRALES

La Convention nationale, qui a siégé du 21 septembre 1792 au 26 octobre 1795, a présidé en quelque sorte à une seconde révolution. La Constituante avait détruit l'ancien despotisme royal et fondé une royauté parlementaire ; mais ensuite, ce nouveau gouvernement s'était rapidement usé et effondré sous la Législative. La Convention avait donc à constituer en France une nouvelle forme gouvernementale.

Après la chute irrémédiable de l'ancienne royauté despotique, après l'insuccès d'une royauté nouvelle entourée d'institutions modernes, il n'y avait plus évidemment qu'un seul gouvernement qui fût possible, celui où les citoyens s'administrent eux-mêmes par des magistrats qu'ils ont élus, le gouvernement républicain. Il fallait donc essayer, pour la première fois en France, de fonder une République.

Pour arriver à ce résultat, la Convention a eu une triple tâche à remplir : sur les frontières, elle a dû combattre l'Europe monarchique qui se ruait contre la France révolutionnaire; elle a repoussé les armées étrangères envahissant le sol national où les partisans de l'ancien régime leur ouvraient les chemins; elle a triomphé de la guerre étrangère et de la guerre civile.

Au dedans, il lui a fallu gouverner la France pendant les trois années de son existence et vaincre les résistances qu'elle rencontrait ; exaspérée par les dangers inouïs que courait le pays, elle a déployé une farouche énergie et se laissa aller à des mesures sanglantes.

Enfin, elle eut à remplir d'autres devoirs pacifiques, moins retentissants, mais non moins importants pour l'avenir du pays : elle organisa le premier gouvernement républicain, lui donna une Constitution et continua à refondre la législation française pour la mettre en harmonie avec les principes du nouveau régime.

Leçon I. — **Les Girondins et les Montagnards. La Terreur. — Le 9 Thermidor.**

Résumé. — 1. La Convention nationale, où deux partis bientôt ennemis, les Girondins et les Montagnards, se disputèrent l'influence, proclama d'abord la République. Pendant ce temps, Dumouriez, après une nouvelle victoire à Jemmapes (novembre 1792), conquit la Belgique.

2. Mais les Girondins, qui dominaient au début dans la Convention, ne surent pas tirer parti de ces beaux succès. Le jugement et la mort de Louis XVI, le 21 janvier 1793, consommèrent la rupture avec le passé.

3. La mort du roi doubla le nombre des coalisés ; les frontières furent envahies ; des insurrections éclatèrent en Vendée, à Lyon, à Toulon. Sous l'influence des dangers publics, la Convention redoubla d'énergie ; au 2 juin 1793, elle laissa renverser les Girondins, trop faibles et trop indécis.

4. Les Montagnards, maîtres de la Convention pendant une seconde période, du 2 juin 1793 au 27 juillet 1794, organisèrent fortement le gouvernement révolutionnaire, ou gouvernement de la Terreur, dirigé par le Comité de Salut public.

5. En 1794, ils se divisèrent : les « enragés » ou Hébertistes, les « indulgents » ou Dantonistes furent successivement envoyés à l'échafaud. Robespierre tomba à son tour dans la journée du 9 thermidor, qui marqua la fin de la Terreur.

6. Depuis ce moment, la Plaine domina la Convention : ce fut l'époque de la réaction thermidorienne, qui vainquit tour à tour les Jacobins et les royalistes. La Convention se sépara le 26 octobre 1795.

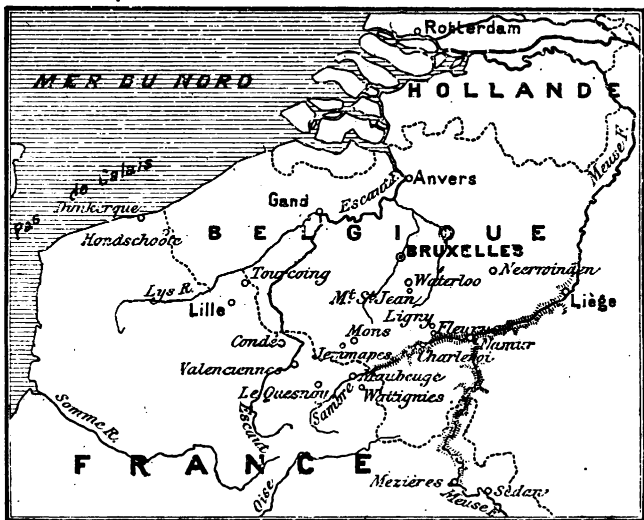
Récit. — (1°) **Les premiers mois de la Convention.** — La Convention nationale se réunit le 21 septembre 1792, dans les Tuileries, l'antique palais de la royauté. Dès sa première séance, elle rendit à l'unanimité ce décret : « *La royauté est abolie en France.* » Tous les Conventionnels étaient républicains ; ils se divisèrent cependant en trois partis.

Les *Girondins*, qui formaient la gauche de la Législative, étaient devenus la droite de la Convention. Républicains modérés, instruits, éloquents, mais pleins de défiance contre la multitude, ils voulaient gouverner exclusivement avec la classe moyenne.

A gauche étaient les *Montagnards*, ainsi nommés parce qu'ils siégeaient sur les bancs les plus élevés. Plus passionnés, plus audacieux que les Girondins, ils s'appuyaient sur la multitude ; Danton, Camille Desmoulins, Robespierre, Marat, étaient leurs principaux chefs.

Enfin la *Plaine*, au centre de la Convention, était composée d'hommes modérés, mais faibles. Siéyès, Cambacérès y siégeaient.

Tandis que la nouvelle Assemblée s'installait, Dumouriez continuait ses succès et achevait la délivrance du territoire national. La victoire de Valmy avait rejeté à l'est les Prussiens hors de la Lorraine, mais les Autrichiens continuaient à envahir le nord; ils *assiégeaient Lille*, qu'ils bombardèrent



La frontière du Nord pour les guerres de 1792 à 1795.

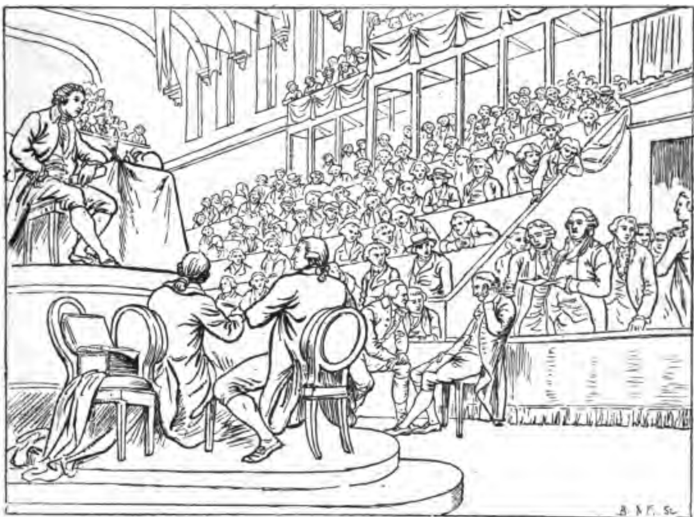
pendant douze jours avec une barbarie inouïe, brûlant sept cents maisons; mais les Lillois se défendirent avec un entrain patriotique qui est resté célèbre. Dumouriez eut le temps d'accourir; il obligea les Autrichiens à lever le siège, les rejeta en Belgique où il les suivit, et remporta sur eux la grande victoire de **Jemmapes** (nov. 1792).

Les Autrichiens occupaient une position formidable, des pentes rapides, fortifiées de quatorze redoutes, et armées de batteries disposées en trois étages. Néanmoins, Dumouriez ordonna l'attaque de front; elle réussit, grâce à l'ardeur de ses « enragés », de ses

volontaires encore indisciplinés, mais audacieux, enthousiastes, qui dansaient sous le feu des canons la sauvage danse de la *Carmagnole*, en répétant le couplet final : Vive le son du canon ! Les Autrichiens se sauvèrent en désordre.

La conséquence matérielle de la victoire de Jemmapes, ce fut la **conquête de la Belgique** jusqu'à la Meuse. Mais ses conséquences morales furent plus importantes encore : elle donna aux jeunes troupes de la République une singulière confiance en elles-mêmes, et causa dans l'Europe monarchique une stupéfaction profonde.

A toutes les autres frontières, la France était également victorieuse : *sur le Rhin*, Custine s'était avancé jusqu'à Mayence ; *dans les Alpes*, la Savoie et le comté de Nice avaient été occupés.



Louis XVI à la barre de la Convention.

Reproduction d'une gravure contemporaine. Vergniaud, président de l'Assemblée, est assis sur l'estrade ; Louis XVI, debout, lit un papier.

(2°) **Procès et mort de Louis XVI.** — Mais, tandis que les Conventionnels triomphaient au dehors, ils ne savaient pas à l'intérieur rester unis. La première période de l'histoire de la Convention, depuis le jour où elle s'est assemblée jusqu'au printemps de 1793, a été entièrement remplie par la lutte des Montagnards et des Girondins.

Ce furent d'abord les Girondins qui eurent la majorité dans l'Assemblée ; mais ils compromirent et usèrent par de *stériles provocations* l'ascendant qu'ils exerçaient sur les hommes de la Plaine. Ils commencèrent par accuser avec horreur leurs collègues Marat, Danton, Robespierre, d'avoir préparé les massacres de septembre ; mais ensuite ils ne soutinrent pas l'accusation et parurent ainsi avoir le dessous dans cette première escarmouche. Les Montagnards leur rendirent attaque pour attaque ; ils les accusèrent de vouloir ruiner **l'unité de la République** et transformer la France en une *confédération de départements*. Ce reproche de **fédéralisme** devait être fatal aux Girondins.

Le procès de Louis XVI fut un épisode de cette lutte. Depuis le 10 août, le roi vivait étroitement renfermé avec sa famille dans la prison du Temple. Les Girondins auraient volontiers épargné sa personne; ce fut pour les Montagnards une raison de lui faire son procès : si, en effet, les Girondins persistaient à le sauver, *ils se discréditeraient* dans l'opinion publique fort montée contre le roi; s'ils se résignaient à le condamner, *ils perdraient toute autorité morale*, car il serait visible qu'ils se mettraient alors à la remorque des Montagnards.

De plus, en exécutant Louis XVI, les Montagnards voulaient *braver l'Europe monarchique :* « Jetons-lui en défi, disait Danton, une tête de roi. » Le procès commença le 11 décembre.

On reprochait au roi son entente avec les émigrés et avec la coalition ; on en avait trouvé des preuves manifestes dans une *armoire de fer* dissimulée dans un mur des Tuileries. Néanmoins, la Convention n'aurait pas dû juger Louis XVI, puisque la Constitution le déclarait inviolable, et même irresponsable; c'est ce que firent valoir ses défenseurs, l'ancien ministre *Malesherbes*, le jurisconsulte *Tronchet*, et l'avocat *Desèze*. Mais les Montagnards voulaient la condamnation du roi, jugeant qu'elle était imposée par la raison d'État. Leur avis prévalut.

Louis XVI fut condamné à mort, et exécuté le 21 janvier 1793 ; il mourut avec beaucoup de courage et de dignité.

(3°) La première coalition et la chute des Girondins.— La mort de Louis XVI eut de funestes conséquences. Au dehors, tous les rois de l'Europe se levèrent contre la France : à l'Autriche et à la Prusse, qui déjà avaient commencé les hostilités, se joignirent l'Angleterre, l'Allemagne, la Sardaigne, Naples, l'Espagne, la Hollande. Ce fut **la première coalition**. — Dans l'intérieur même de la France, le supplice du roi

exaspéra les passions des royalistes, nombreux encore dans certaines provinces, et **la guerre civile** éclata dans un grand nombre de départements.

La coalition remporta d'abord de grands succès. *Aux Pays-Bas*, Dumouriez fut vaincu à *Neerwinden* (mars 1793), et la Belgique fut perdue pour la France. Puis ce général, qui était un très habile homme de guerre, mais un ambitieux sans scrupules, conçut la pensée criminelle de tourner son armée contre la Convention pour se rendre maître de la France ; mais ses soldats refusèrent de le suivre, et il fut réduit à se sauver dans le camp autrichien. — A la suite de ces événements, l'*armée autrichienne* envahit la France, prit *Valenciennes*, et s'ouvrit la route de Paris. Une armée d'*Anglais* et de *Hollandais* vint assiéger *Dunkerque*. Au nord-est, les *Prussiens* et une seconde armée autrichienne envahirent l'Alsace et la Lorraine. Au sud-est, une troisième armée autrichienne et une *armée piémontaise* attaquèrent la frontière des Alpes. Au sud enfin, les *Espagnols* pénétrèrent dans le Roussillon.

Dans l'intérieur de la France, *la guerre civile* éclata sur un grand nombre de points : les régions restées fidèles à la royauté et à la religion catholique se soulevèrent *au nom de Louis XVII*, le jeune fils de Louis XVI, qui était retenu prisonnier au Temple. Le soulèvement le plus grave fut celui de la **Vendée**, en mars 1793 ; les chefs vendéens, le voiturier Cathelineau, Stofflet, Charette, d'Elbée, Bonchamp, Larochejaquelein, etc., réunirent en quelques semaines 100,000 insurgés, *mal armés*, avec de mauvais fusils, parfois même avec des faux et des bâtons ; mais ces paysans avaient pour eux la *nature de leur pays*, qui se prêtait admirablement à la guerre de partisans, et surtout leur *bravoure héroïque*, la sincérité et la force de leurs convictions. En avril 1793, ils étaient maîtres de toute la **rive gauche de la Loire**, de Saumur à la mer.

A l'insurrection vendéenne allaient bientôt répondre d'autres insurrections royalistes dans les Cévennes, à Lyon, à Toulon, tandis que les armées coalisées s'apprêtaient à forcer les frontières du nord, des Alpes, des Pyrénées ; et dans la Convention, Montagnards et Girondins se déchiraient mutuellement. Il était temps qu'une direction plus ferme se fît sentir dans le gouvernement.

Les Girondins, dont l'influence était alors prépondérante dans la Convention, portèrent naturellement la peine de tous ces revers. Leur faiblesse s'était manifestée déjà à l'époque du procès de Louis XVI ; elle se révéla encore, pendant les semaines qui suivirent, par l'incohérence des mesures qu'ils proposèrent. Au contraire, leurs terribles adversaires, les Montagnards, voyaient croître chaque jour leur autorité. En dehors de la Convention, ils s'appuyaient sur le **club des**

Jacobins, tout-puissant dans la France entière par ses nombreuses *sociétés affiliées*, répandues dans tous les départements.

Les Girondins eurent le tort, d'abord, de diriger des attaques impuissantes contre leurs adversaires. *Marat*, qu'ils firent décréter d'accusation, fut acquitté par les juges et ramené en triomphe à l'Assemblée sur les épaules de la foule. — Puis, en mars 1793, ils consentirent, sur la demande de Danton, à la création du *Tribunal révolutionnaire*, armé de pouvoirs extraordinaires pour frapper « les traîtres et les rebelles ». — En avril, ils ne surent pas empêcher les Montagnards d'organiser une dictature gouvernementale, le *Comité de Salut public*, composé d'abord de neuf membres qui concentraient entre leurs mains tous les pouvoirs.

Aussi, en quelques mois, les Girondins perdirent toute leur ancienne popularité; l'opinion publique *les rendit responsables* des malheurs qu'ils n'avaient su ni prévenir, ni réparer. Pour en finir, la foule parisienne, le Club des Jacobins, la Commune de Paris *intervinrent dans les débats de la Convention*, et donnèrent la victoire aux Montagnards, par le **coup d'État du 31 mai et du 2 juin.**

Le 31 mai 1793, le peuple des faubourgs de Paris se souleva, marcha sur les Tuileries, et assiégea littéralement la Convention avec 160 pièces de canon. Le 2 juin, il obligea les Conventionnels à voter l'arrestation de trente-quatre Girondins, parmi lesquels Vergniaud, Pétion, Barbaroux, etc. Dès lors, *les Montagnards* dominèrent l'Assemblée.

(**4°**) **Le gouvernement de la Terreur.** — En tombant, les Girondins laissaient le pays dans une situation réellement effrayante : c'est le moment où toutes les frontières étaient envahies par les armées victorieuses de la coalition, tandis qu'à l'intérieur des soulèvements éclataient dans soixante départements. Dans ces *extrêmes périls*, la Convention prit sans hésiter des *mesures extrêmes ;* pour triompher de ses adversaires, elle organisa un gouvernement dictatorial et révolutionnaire, connu sous le nom de *gouvernement de la Terreur*, et frappa de la hache tout ce qui lui résistait.

A la tête de ce gouvernement était le *Comité de Salut public;* ses principaux membres, Robespierre, Couthon, Saint-Just, qu'on appelait « les hommes d'État », avaient la haute direction des affaires,

tandis que Carnot, Lindet, Cambon, etc., dirigeaient les principaux services publics, la guerre, les finances, etc.

Dans les départements, le tout-puissant *Comité* était représenté par des *Conventionnels en mission* qui faisaient exécuter ses ordres partout, et à l'instant. Dans les armées, il nommait les généraux, et plaçait à côté d'eux pour les soutenir et les surveiller d'autres *Représentants en mission*. L'autorité de Louis XIV lui-même n'avait jamais été mieux obéie.

Des lois terribles comme la *loi des suspects*, votée en sept. 1793, permirent d'emprisonner, de traduire devant le *Tribunal révolutionnaire* et d'envoyer à l'échafaud tous les opposants, les royalistes, les tièdes; 200000 personnes furent arrêtées en six mois.

Marie-Antoinette fut guillotinée le 16 octobre 1793; puis ce fut le tour de 21 Girondins, Vergniaud, Brissot, etc., du vénérable *Bailly* qui avait présidé la Constituante au serment du Jeu de paume, de *Barnave*, de *Mme Roland*, du chimiste *Lavoisier*, du poète *André Chénier*, etc. — Dans les départements, le sang coula comme à Paris; les Conventionnels Tallien à Bordeaux, Lebon à Arras, Fouché à Lyon, Carrier à Nantes, se rendirent célèbres par leurs cruautés.

La Terreur redoubla quand une jeune fille enthousiaste, *Charlotte Corday*, eut assassiné Marat, le principal instigateur de ces mesures sanguinaires.

(5°) **Chute des Montagnards.** — Ce qui peut consoler de toutes ces horreurs, c'est que l'année 1793 a vu *le salut de la patrie :* l'ennemi fut rejeté au delà des frontières, et la révolte partout vaincue à l'intérieur.

Mais aussi, quand les grandes difficultés eurent été surmontées, les Montagnards ne surent pas rester unis, et ils se déchirèrent de leurs propres mains; ils s'étaient divisés en trois fractions : les *Hébertistes*, les *Dantonistes*, et les *Robespierristes ;* elles montèrent toutes trois sur l'échafaud.

Les Hébertistes, ainsi appelés du nom d'*Hébert* leur chef, étaient surnommés « les enragés » ; ils voulaient faire de la Terreur le gouvernement régulier de la France, et remplacer le christianisme par le culte de la *déesse Raison*. Robespierre les fit décapiter en mars 1794.

Alors *Danton* et *Camille Desmoulins* conseillèrent *la modération* et *l'indulgence*. Ils avaient naguère poussé aux mesures les plus violentes; mais ils pensaient que les supplices devaient cesser avec le péril. Robespierre les accusa de *modérantisme*, et les fit envoyer à l'échafaud en avril 1794.

Après l'exécution des Hébertistes et des Dantonistes, *Robespierre* resta tout-puissant. Pendant trois mois, jusqu'à la journée du 9 *thermidor*, il domina la Convention et la France.

La *fête de l'Être suprême*, célébrée le 8 juin 1794, rendit en quelque sorte visible la toute-puissance de Robespierre; c'est lui qui avait fait voter cette fête, et ce jour-là, il traversa solennellement Paris, marchant seul à la tête de la Convention dont il était le président.

La Terreur devint plus sanglante que jamais, l'*atroce loi de prairial* supprima les dernières garanties des accusés politiques. Alors commencèrent les *grandes fournées:* 150 victimes périrent par jour.

Enfin, les chefs modérés de la Plaine et un certain nombre de Montagnards que Robespierre n'aimait pas, et qui craignaient pour leur propre vie, *se coalisèrent contre lui :* dans la séance du 9 thermidor (27 juillet 1794), ils firent voter sa *mise hors la loi;* Robespierre monta sur l'échafaud avec ses principaux partisans, Saint-Just, Couthon, etc.

(6°) **La domination de la Plaine.** — La chute de Robespierre fut *la chute même de la Montagne:* les principaux chefs de ce groupe avaient tous péri. Aussi, pendant la troisième et dernière période de l'histoire de la Convention, la prépondérance, que les Montagnards avaient ravie aux Girondins, passa de la Montagne à la Plaine. C'était l'*opinion républicaine modérée qui triomphait.*

Une réaction complète se produisit contre le système de la Terreur : elle est connue sous le nom de *réaction thermidorienne.* On ouvrit les prisons politiques ; la loi de prairial fut abolie, le club des Jacobins privé de l'autorité que lui donnaient ses affiliations départementales ; on finit par envoyer à l'échafaud les Terroristes les plus compromis.

Pendant les derniers mois de la Convention, la Plaine eut une double lutte à soutenir: d'une part *contre les Montagnards* qui voulaient se relever de leur défaite du 9 thermidor; d'autre part *contre les royalistes* qui essayaient de faire tourner à leur profit la victoire des modérés.

Pour revenir au pouvoir, les Jacobins provoquèrent *à trois reprises une insurrection* des faubourgs parisiens contre la Convention. Les deux premières insurrections n'eurent pas de gravité; la troisième, celle du 1er *prairial* (20 mai 1795), fut plus sérieuse, le député Féraud fut massacré par les émeutiers.

Mais elle fut enfin réprimée et les « *derniers Montagnards* » périrent sur l'échafaud.

Quant aux royalistes, ils tentèrent au 13 *vendémiaire* (5 oct. 1795) un coup de force contre la Convention; mais un jeune général d'artillerie, Bonaparte, les mitrailla à bout portant sur les degrés de l'église Saint-Roch.

La Plaine réussit donc à maintenir le régime républicain modéré. C'est quelques jours après le 13 vendémiaire que la Convention se sépara.

QUESTIONNAIRE. — 1. Pourquoi a-t-on été amené à fonder la République en 1792? — 2. Quelles ont été les tâches de la Convention? — (**1**) 3. Quel a été son premier décret? — 4. Quels partis la composaient? — 5. Que faisaient les Prussiens quand elle se réunit? — 6. Que faisaient les Autrichiens? — 7. Quelle victoire remporta Dumouriez? — 8. Quels furent les résultats de la bataille de Jemmapes? — (**2**) 9. Quelles luttes remplirent les premières séances de la Convention? — 10. Que firent les Girondins contre les Montagnards? — 11. Que firent les Montagnards? — 12. Pourquoi jugea-t-on Louis XVI? — 13. Racontez son procès. — (**3**) 14. Quelles furent les conséquences de sa mort? — 15. Comment se forma la première coalition? — 16. Quels succès remporta-t-elle? — 17. Quelles guerres civiles éclatèrent en France? — 18. Quels furent les premiers succès des Vendéens? — 19. Quelles maladresses commirent les Girondins? — 20. Comment et quand les Montagnards devinrent-ils les maîtres? — (**4**) 21. Que firent-ils alors? — 22. Comment gouverna le Comité de Salut public? — 23. Quelles lois la Terreur établit-elle? — 24. Quelles furent ses victimes? — (**5**) 25. Pourquoi tombèrent les Montagnards? — 26. Chute des Hébertistes. — 27. des Dantonistes. — 28. des Robespierristes. — (**6**) 29. Que résulta-t-il du 9 thermidor? — 30. Défaite des Jacobins. — 31. Défaite des royalistes.

LEÇON II. — **La grande coalition. — Les généraux de la République. — Traités de Bâle.**

Résumé. — 1. Quand les Montagnards s'emparèrent du pouvoir, le 2 juin 1793, la France semblait dans une situation désespérée. L'armée de la République fut d'abord considérablement augmentée par la loi de réquisition et par la levée en masse.

2. Un organisateur de génie, Carnot, *amalgama* ces troupes d'origines diverses et leur enseigna une nouvelle tactique. D'habiles généraux furent tirés des derniers rangs de cette armée improvisée pour la conduire à la victoire.

3. Ils réussirent dans cette tâche patriotique. L'année 1793, marquée par les victoires d'Hondschoote et de Wattignies,

délivra le sol national de l'invasion. Les insurrections furent comprimées.

4. Avec l'année 1794 commencèrent les conquêtes. La victoire de Fleurus donna une seconde fois la Belgique à la France; la Hollande et la rive gauche du Rhin furent ensuite successivement occupées. Une nouvelle tentative royaliste échoua à Quiberon (1795).

5. Après cette série de désastres, la coalition se disloqua : la Prusse et l'Espagne se résignèrent à signer les traités de Bâle (1795). La France acquérait pour la première fois ses limites naturelles.

RÉCIT. — (1°) **La tâche militaire de la Convention.** — Pendant que, dans le sein de la Convention, les Montagnards se déchiraient de leurs propres mains, et qu'ils ensanglantaient tout le pays, aux frontières leur farouche énergie a eu le bonheur de *délivrer le sol sacré de la patrie.*

Jamais pays ne s'était trouvé dans une situation aussi désespérée que celle où était la France au mois de juin 1793, lorsqu'ils arrachèrent le pouvoir aux Girondins.

A ce moment, la *défaite de Neerwinden* et la *trahison de Dumouriez* venaient de découvrir la frontière du nord; une armée anglaise, une armée hollandaise, une armée prussienne, trois armées autrichiennes, une armée sarde, une armée espagnole envahissaient de tous les côtés le territoire français. Dans l'intérieur même du pays, les partisans des Girondins, les *fédéralistes*, les *royalistes*, prenaient les armes contre la Convention. Nous avons vu qu'à un moment, des insurrections avaient éclaté dans *plus de soixante départements.*

Pour faire face à tant de dangers, quelle était l'armée que la Convention pouvait mettre en ligne? De quels éléments se composait-elle? De quel esprit était-elle animée?

L'armée républicaine comprenait d'abord les débris des anciens **régiments de ligne** qui avaient constitué avant 1789 l'armée royale. L'émigration leur avait porté un coup fatal : beaucoup d'officiers avaient abandonné leurs troupes, et l'indiscipline s'était glissée dans les rangs. — Puis, sous la Législative, après les premiers insuccès, après la proclamation de *la patrie en danger*, des **bataillons de volontaires** avaient pris les armes dans toute la France.

Partout, sur des estrades en plein air, on avait ouvert des bureaux d'enrôlement. Ces volontaires étaient animés d'un esprit tout nouveau :

ce n'étaient pas des *mercenaires*, comme les soldats de la coalition qu'ils allaient combattre, mais bien des enthousiastes de la liberté, et au besoin des *martyrs*. Un officier d'un bataillon de Maine-et-Loire, **Beaurepaire**, ne pouvant en 1792 défendre Verdun contre les Prussiens, s'était tué pour échapper à la honte d'une capitulation ; un de ses grenadiers avait imité son dévouement : refusant à lui seul de reconnaître la capitulation, il avait tiré sur les Prussiens à leur entrée dans la ville, et s'était ensuite jeté dans la Meuse. Tel était l'enthousiasme qui animait ces volontaires : ils préféraient la mort à la honte. — Malheureusement, ils étaient indisciplinés et inexpérimentés.

Les forces militaires de la France étaient insuffisantes quand, après la mort de Louis XVI, il fallut résister à la *première coalition*. Aussi, en février 1793, la Convention, par la **loi de réquisition**, leva 300 000 soldats ; plus tard enfin, en août 1793; elle proclama la **levée en masse** : tous les Français étaient « mis en réquisition permanente pour le service de la patrie » ; mais on n'appelait immédiatement sous les drapeaux que les hommes de 18 à 25 ans. Par ces énergiques mesures, la Convention put mettre en ligne 1 200 000 hommes.

(2°) **Organisation nouvelle de l'armée.** — A cette armée, le nombre et le patriotisme ne manquaient pas ; ce qui faisait encore défaut, c'étaient les *ressources matérielles*, la *cohésion*, les *généraux*.

Les **ressources matérielles** étaient aussi minimes que possible : les arsenaux étaient vides, les provisions de poudre épuisées. L'argent manquait à tel point, que l'État ne pouvait donner aux généraux que 8 francs par mois en argent; quant aux soldats, ils n'avaient ni vivres, ni vêtements, ni chaussures. Pour satisfaire à tant de besoins, l'élan du *patriotisme* offrit un merveilleux spectacle. Barère, dans un rapport célèbre, appela le pays entier à défendre la liberté. La science s'anima et fit d'étonnantes découvertes pour venir en aide au patriotisme : *Fourcroy* apprit à fondre les cloches pour en faire des canons, *Berthollet* fabriqua la poudre en tirant le salpêtre des vieux murs; on apprit à tanner le cuir en peu de jours; des ballons captifs observèrent les mouvements de l'ennemi. La France ne fut qu'un vaste camp où la *Marseillaise* enflammait tous les courages.

Carnot, que la reconnaissance nationale a surnommé « l'organisateur de la victoire », réussit pendant l'année 1793 à donner aux *quatorze armées* de la République la cohésion qui leur manquait ; il fondit ensemble, il *amalgama* les vieux régiments de ligne, les volontaires de 1792, les soldats

de la levée en masse; il en forma des *demi-brigades*. Ainsi fut constituée l'unité de l'armée de la République, « cette épée enchantée que la Révolution remit aux mains de Napoléon. »

Carnot ne créa pas seulement cette armée, il lui enseigna encore la **tactique** nouvelle qui devait lui donner la victoire : renoncer aux marches savantes et compliquées, se concentrer sur les points décisifs, y agir par *grandes masses*. Les soldats adoptaient d'instinct cette méthode; leur impétuosité devenait irrésistible. « En Alsace, en décembre 1793, comme les soldats hésitaient devant les batteries prussiennes, Hoche, qui les commandait, imagina de mettre les canons ennemis à l'enchère : « Camarades, s'écria-t-il, à 400, à 500 francs pièce, les canons! — Adjugé! » répondent les soldats, et ils enlèvent les canons à la baïonnette. »

A ces héroïques soldats, la Convention sut donner des chefs dignes d'eux; elle tira des rangs les plus obscurs et fit paraître pour la première fois, à la tête des armées, les hommes dont les noms allaient retentir pendant vingt-cinq ans sur tous les champs de bataille de l'Europe : Masséna, Augereau, Davoust, Murat, Bernadotte, Desaix, etc. Quelques-uns de ces généraux, *Hoche*, *Jourdan*, *Kléber*, *Marceau*, ont conquis, à l'époque même de la Convention, la meilleure partie de leur gloire.

Hoche, fils de soldat, avait été élevé parmi les maraîchers de Versailles; dans son enfance, palefrenier des écuries du roi, puis engagé dans les gardes françaises, il s'acharnait dans ses heures de liberté à travailler de ses mains, pour s'acheter des livres qu'il dévorait la nuit. Il était arrivé au grade de sergent, qu'il n'aurait jamais pu dépasser sans la Révolution. La nature lui avait donné tous les talents d'un général.

Jourdan, ancien soldat de la guerre d'Amérique, mercier à Limoges, s'engagea comme volontaire en 1792; en 1793, il était chef de bataillon quand il fut nommé d'emblée général de division. Il est mort en 1833, maréchal de France et gouverneur des Invalides.

Kléber, né à Strasbourg, fils de maçon, avait étudié pour être architecte. La levée de 1792 l'appela sous les drapeaux; sa bravoure et ses rares talents l'élevèrent rapidement aux plus hauts grades. Il s'illustra d'abord par son héroïque résistance à Mayence, d'avril à juillet 1793 : après avoir épuisé munitions et vivres, il sortit avec armes et bagages, frappant d'admiration l'armée prussienne qui assiégeait la ville.

Marceau, clerc de procureur, engagé à 16 ans, puis libéré du service avec le grade de sergent, avait été en 1789 un des combattants de

la Bastille. Volontaire en 1792, il fut nommé en 1793, à 24 ans, général de division. Son activité, son audace, son intelligence, et la générosité de ses sentiments le destinaient à la plus haute fortune, mais il fut tué prématurément en 1797.



Pays-Bas et rive gauche du Rhin pour les guerres de 1792 à 1815.

(3°) **La guerre en 1793.** — Pendant les premières semaines qui suivirent l'arrivée des Montagnards au pouvoir, le 2 juin 1793, les dangers grandirent terriblement, sur les frontières comme au dedans. Tandis que les armées de l'Autriche, de la Hollande, de l'Angleterre, de la Prusse envahis-

saient tous les bassins français du nord, depuis Dunkerque jusqu'au Rhin, la moitié de la France s'insurgeait contre la Convention ; le salut de la patrie pouvait sembler désespéré. Dans ces effroyables conjonctures, les Montagnards n'eurent pas un instant de défaillance. Ils employèrent le reste de l'année 1793 à réparer ces désastres, à délivrer le sol national.

Au nord, *Dunkerque*, vaillamment défendue par Hoche contre les Anglais, fut délivrée par la victoire de *Hondschoote*. — Dans la vallée de la Sambre, où les Autrichiens assiégaient *Maubeuge*, la clef de la route de Paris, Jourdan les battit à *Wattignies* (oct. 1793), et les rejeta au delà de la frontière. Le général autrichien, avant la bataille, avait occupé des positions formidables : « Si les Français parviennent à me déloger d'ici, disait-il en plaisantant à son état-major, je me fais sans-culotte moi-même. » Il n'en fut pas moins vaincu après une grande bataille de deux jours.

Plus à l'est, en *Lorraine* et en *Alsace*, Hoche battit en décembre une seconde armée autrichienne et une armée prussienne, et les chassa du territoire français qu'elles avaient envahi. — Au sud, *Dugommier* expulsa les Espagnols des Pyrénées-Orientales. — Au sud-est enfin, les *Anglais* éprouvèrent une grande défaite. Les royalistes de Toulon n'avaient pas craint de leur livrer la flotte et le grand arsenal français de la Méditerranée, en même temps que Paoli les appelait en *Corse*. Une armée française alla reprendre Toulon ; le siège, avec un acharnement inouï, dura jusqu'en décembre. Un jeune officier d'artillerie, *Napoléon Bonaparte*, s'y distingua pour la première fois. Quand les Anglais se virent impuissants à défendre Toulon, ils se retirèrent après avoir incendié la flotte et l'arsenal, et abandonnèrent les malheureux habitants aux vengeances de la Convention.

Les ennemis de l'intérieur furent en même temps vaincus. La *Normandie* et *Bordeaux* se soumirent facilement. *Lyon* résista 63 jours, et fut ruinée. Les *Vendéens* eux-mêmes, et les *chouans* de Bretagne qui soutenaient les Vendéens, finirent par être défaits.

En Vendée, les insurgés déployaient un courage qui mériterait l'admiration, *s'il n'avait été employé contre la patrie*. Mais ils furent repoussés de *Nantes* (juin 1793), et vaincus dans leur pays par Kléber et Marceau. Les victoires *du Mans* et de *Savenay* (déc. 1793) terminèrent la grande guerre de Vendée. Hoche acheva plus tard la pacification du pays.

En résumé, pendant les six derniers mois de 1793, la Convention avait rétabli l'unité nationale et repoussé partout l'invasion.

(4°) **La conquête des frontières naturelles.** — Avec l'année 1794 *les conquêtes recommencèrent.* Les plus grands succès furent remportés au nord par Jourdan, qui commandait l'héroïque armée de Sambre-et-Meuse ; il conquit *la Belgique* et toute *la rive gauche du Rhin.*

Pour pénétrer en Belgique, il fallait franchir la Sambre. Six fois les troupes républicaines se jetèrent dans la rivière pour la traverser sous le feu épouvantable de l'ennemi ; six fois elles furent repoussées. Enfin, une septième tentative réussit, la Sambre fut franchie, et Jourdan culbuta toute l'armée autrichienne dans la grande *bataille de Fleurus* (juin 1794). Cette belle victoire entraîna la conquête de toute la Belgique. Durant les derniers mois de 1794, Jourdan occupa encore tout le pays *entre la Meuse et le Rhin*, après avoir vaincu de nouveau l'armée autrichienne dans deux autres batailles, sur l'*Ourthe* et sur la *Roër.*

Pendant ce temps, son collègue **Pichegru** entrait en *Hollande.* Le rigoureux hiver de 1794 n'arrêta pas ses progrès : il passa sur la glace les rivières et les canaux de la Hollande, et avec ses soldats à demi nus, les uniformes en lambeaux, sans souliers, les pieds enveloppés dans des tresses de paille, il entra le 20 janvier dans Amsterdam. Ses hussards, lancés sur les glaces du Zuyderzée, allèrent prendre à l'abordage la flotte hollandaise dans la rade du Texel.

La France était aussi heureuse aux frontières des Alpes et des Pyrénées. L'Espagne fut envahie. La France, à son tour, attaquait sur tous les points.

Sur mer seulement les opérations étaient moins favorables. Les Anglais, profitant de ce que la France était obligée de tourner tous ses efforts sur le continent, étendaient tranquillement leur empire sur les mers : ils s'emparèrent des Antilles françaises, de Pondichéry, et interceptaient les convois qui apportaient à la France affamée les blés d'Amérique.

Le 1er juin 1794, l'amiral Villaret de Joyeuse livra bataille aux Anglais en vue de Brest pour protéger l'arrivée d'un immense convoi de blés. Le convoi passa, mais la flotte fut battue après une glorieuse résistance. Un vaisseau, *le Vengeur*, qui avait combattu jusqu'à la dernière extrémité, s'engloutit dans les flots pendant que son équipage chantait la *Marseillaise.*

En 1795, l'Angleterre essaya de rallumer la guerre civile dans l'ouest : elle débarqua dans la presqu'île de *Quiberon* une véritable armée d'émigrés. Mais Hoche, envoyé contre eux, les battit et en prit un grand nombre. C'étaient des Français, pris les armes à la

main et combattant leur patrie : la Convention en fit fusiller 711 (juill. 1795). Hoche aurait voulu les sauver.

A ce moment mourait au Temple, dans une captivité rigoureuse, le fils de Louis XVI, le malheureux *Louis XVII*.

(5°) **Les traités de Bâle.** — Les diverses campagnes de 1794, « campagnes sans exemple dans l'histoire du monde, » comme l'avait déclaré le grand orateur anglais, Fox, en plein Parlement britannique, avaient déconcerté la coalition et ruiné ses espérances. La plupart des puissances l'abandonnèrent en 1795. Le *grand-duc de Toscane* se déclara neutre le premier : la *Hollande* conclut ensuite la paix ; puis la *Prusse* et l'*Espagne* signèrent les **traités de Bâle** (avril et juillet 1795) : ces diverses puissances reconnaissaient à la France la possession de la Belgique et de toute la rive gauche du Rhin.

Ainsi se terminait cette éphémère « *croisade des vieilles monarchies* » contre la France révolutionnaire. La première de nos Assemblées républicaines avait la gloire de réaliser le rêve poursuivi vainement pendant tant de siècles par l'ancienne royauté ; en donnant à la France ses **frontières naturelles** du Rhin et des Alpes, elle achevait les projets politiques de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV.

Il convient seulement de bien montrer dans quel esprit nouveau avaient été opérées ces réunions de territoires.

La Convention avait solennellement déclaré que la France n'envahissait pas pour conquérir, mais pour délivrer : « Tout peuple, disait Carnot, est absolument maître chez lui, quelque exigu que soit son territoire; nul autre, quelque puissant qu'il soit, ne peut légitimement attenter à son indépendance. » Aussi la Convention ne chercha-t-elle jamais à imposer par la force la domination de la France.

Mais les sympathies populaires se déclaraient en sa faveur avec une énergie irrésistible partout où elle déployait son drapeau, où sa présence ruinait l'ancien régime, où elle proclamait la souveraineté du peuple. A Chambéry, en Belgique, dans le Palatinat, les habitants eux-mêmes arboraient le drapeau tricolore, plantaient des arbres de la liberté et demandaient leur **réunion à la France.** Ces demandes n'étaient pas accueillies à la légère : le *Comité diplomatique,* puis l'Assemblée elle-même les examinaient avec une scrupuleuse attention. Ce qui préoccupait la Convention, ce n'était pas le désir de donner une province de plus à la France, c'était la crainte de violer à son insu ses propres principes. Les vœux de réunion n'étaient définitive-

ment agréés que s'ils avaient été librement et régulièrement exprimés par la grande majorité des habitants du pays.

Quand la Convention se sépara, elle laissait la France plus grande qu'elle ne l'avait jamais été. Et cette grandeur n'était pas faite du déchirement et du démembrement des nations voisines; elle reposait sur l'assentiment de tous.

QUESTIONNAIRE.—(**1**) 1. Quelle était la situation de la France en juin 1793? — 2. Qui attaquait les frontières? — 3. Où éclataient des insurrections? — 4. Comment était composée l'armée? — 5. Comment la Convention l'augmenta-t-elle? — (**2**) 6. Quelles étaient les ressources matérielles? — 7. Que fit Carnot? — 8. Quelle tactique créa-t-il? — 9. Quels généraux choisit-on? — 10. Que savez-vous sur Hoche? — 11. Sur Jourdan? — 12. Sur Kléber? — 13. Sur Marceau? — (**3**) 14. Que fit la Convention en 1793? — 15. Victoires de Hoche en 1793. — 16. Victoires de Jourdan. — 17. Siège de Toulon. — 18. La guerre de Vendée en 1793. — (**4**) 19. Que firent les armées en 1794? — 20. Racontez la conquête de la Belgique. — 21. La conquête de la Hollande. — 22. La guerre sur mer. — 23. L'affaire de Quiberon. — (**5**) 24. Quels traités furent signés en 1795? — 25. Quelles puissances posèrent les armes? — 26. Qu'est-ce que la France gagna? — 27. Comment furent opérées les réunions à la France?

LEÇON III. — **Créations de la Convention.**

Résumé. — 1. En même temps que la Convention tenait tête à l'Europe et réprimait la guerre civile, elle avait à donner à la France une Constitution républicaine. Elle vint à bout de sa tâche, grâce à un travail acharné. La première Constitution, qu'elle vota en 1793, ne fut jamais appliquée.

2. Après la chute des Montagnards, elle vota une nouvelle Constitution qui est connue sous le nom de Constitution directoriale, ou de l'An III, et qui a régi la France à partir de 1795.

3. En outre, la Convention a accompli une œuvre législative considérable; elle a continué la refonte des lois d'après les principes de la Révolution.

4. Enfin, elle a unifié la dette publique, créé un système national d'instruction, le système métrique décimal, etc.; bref, elle a doté la France des grandes créations sur lesquelles repose sa civilisation contemporaine.

RÉCIT. — (**1°**) **Les travaux de la Convention. La Constitution de 1793.** — Quand la Convention se réunit, au mois de septembre 1792, elle avait une triple tâche à remplir. Il lui fallait : 1° gouverner la France et exercer les fonc-

tions qui appartiennent au pouvoir exécutif; 2° rédiger une Constitution nouvelle; 3° enfin voter les lois et exercer les attributions du pouvoir législatif.

Les leçons précédentes exposent l'histoire de la Convention, considérée comme le gouvernement de la France de 1792 à 1795. Il nous reste à examiner ce qu'elle a fait dans le domaine constitutionnel et législatif.

Quand on étudie de près l'œuvre de la Convention, il est curieux de voir tout d'abord que cette Assemblée, la plus passionnée et la plus tourmentée peut-être qui ait jamais existé, a été aussi une des plus laborieuses.

On peut dire que pendant les trois années de son existence (1792-1795), elle a réellement siégé presque en permanence: elle a eu séance à peu près chaque jour, et souvent même deux fois dans la même journée. Les séances s'ouvraient ordinairement à 10 heures du matin, et se prolongeaient sans interruption jusqu'à 5 heures de l'après-midi; très fréquemment, elles étaient suivies le soir d'une séance extraordinaire, qui en général se prolongeait fort avant dans la nuit. Alors, par un contraste vraiment saisissant, ces législateurs souverains qui faisaient trembler les monarques de l'Europe, qui venaient d'agiter entre eux les destinées du monde, quittaient les Tuileries dans l'obscurité des nuits d'hiver, et par les rues désertes, fouettés par le vent, la neige ou la pluie, ils regagnaient à pied leur humble demeure. Pour eux, il n'y avait ni dimanches, ni fêtes.

Comment étaient remplies ces longues séances? Au début, de 10 heures à midi, on lisait le procès-verbal de la séance de la veille, puis les lettres et les rapports envoyés par les représentants en mission, par les commissaires aux armées, par les généraux, et on votait les décrets nécessités par les circonstances. — Puis, on entamait la discussion des affaires que l'on avait mises la veille à l'ordre du jour.

Les séances de la Convention étaient d'ailleurs publiques : des *tribunes* étaient ouvertes indistinctement à tous les citoyens. Ils devaient y rester silencieux; mais, en dépit du règlement, ils manifestaient parfois bruyamment leurs impressions. Jusqu'au 9 thermidor, ce furent les Jacobins qui occupèrent presque seuls les tribunes publiques; après la chute de Robespierre, elles furent envahies par la jeunesse dorée et les royalistes.

Pour mettre de l'ordre dans ses travaux, la Convention avait organisé dans son sein dès le mois d'octobre 1792 *vingt et un*

comités, chargés d'étudier chacun un groupe spécial de questions, et entre lesquels les Conventionnels s'étaient répartis selon leur compétence particulière. Le plus important de tous était le **Comité de Constitution**, qui devait préparer l'œuvre constitutionnelle de la Convention.

Pendant les premiers mois de la session, la lutte incessante entre les Girondins et les Montagnards empêcha la Convention d'accomplir son *œuvre constituante.* Mais dès que les Montagnards furent devenus les maîtres, après le coup d'État du 2 juin 1793, ils se mirent à l'œuvre, et en quelques jours rédigèrent la **Constitution de l'An I**.

Cette Constitution décidait, non seulement que le peuple est souverain, mais qu'*il doit exercer lui-même sa souveraineté.* En conséquence, l'Assemblée législative, élue par les électeurs, ne devait rédiger que des *projets de loi ;* ces projets devaient être ensuite discutés, acceptés ou rejetés par les citoyens eux-mêmes, réunis dans les *assemblées primaires*, à chaque commune. Les Montagnards comprirent eux-mêmes qu'un pareil système était inapplicable ; ils décidèrent donc que la Constitution de l'An I ne serait pas mise en vigueur pour le moment, et ils organisèrent le gouvernement de la Terreur.

(2°) **La Constitution de l'An III**. — Après le 9 thermidor, quand les dernières insurrections jacobines eurent été vaincues, la Convention abolit solennellement la Constitution de l'An I. Pour la remplacer, elle rédigea alors une constitution définitive, destinée à être appliquée : elle est connue sous le nom de **Constitution directoriale**, ou **de l'An III**.

C'est, en réalité, *la première Constitution républicaine* qui ait été mise en vigueur en France ; elle est l'expression des *idées modérées* qui dominaient dans la Convention à l'époque où elle a été rédigée. Comme la Constitution de 1791, elle reposait sur le principe de *la séparation des pouvoirs*.

Le **pouvoir législatif** fut, pour la première fois, partagé entre deux Chambres, le *Conseil des Anciens* composé de 250 membres âgés de 40 ans au moins, et le *Conseil des Cinq-Cents* composé de 500 membres ayant au moins 30 ans. Les Cinq-Cents votaient les projets de loi, qui étaient ensuite soumis aux Anciens, et ne devenaient exécutoires que s'ils avaient été adoptés par eux. Les Anciens avaient aussi le droit de *changer à leur gré la résidence des deux Conseils*, pour empêcher qu'ils ne fussent opprimés par une émeute populaire.

Le pouvoir exécutif fut confié, non à un président qui aurait pu, croyait-on, aspirer à la royauté, mais à un Conseil de cinq membres, appelé le *Directoire exécutif.* Le Directoire nommait les ministres et les généraux, et devait assurer l'exécution des lois.

Les Conseils *étaient renouvelés par tiers*, et le Directoire *était renouvelé par cinquième* tous les ans, c'est-à-dire que chaque année un tiers des membres de chaque Conseil sortait de charge et était soumis à la réélection; de même, chaque année, un Directeur était remplacé par un nouveau membre. Les Directeurs étaient nommés par les Conseils.

(3°) Œuvre législative de la Convention. — Avant de rédiger la Constitution de l'An III, la Convention avait voté un grand nombre de lois sur les matières les plus diverses. Beaucoup de ces lois ont survécu, et ont exercé une influence durable sur la vie intérieure et sur le développement de la civilisation de la nation française depuis un siècle. Par ces *lois civiles*, la Convention a continué l'application des principes posés par la Constituante.

La Convention a achevé d'émanciper la terre de toutes les servitudes féodales: tous les *titres féodaux durent être brûlés* solennellement dans chaque commune en présence de tous les habitants. — Elle a *protégé l'industrie* et le travail national en empêchant par de sévères prohibitions les denrées étrangères de venir sur les marchés français faire concurrence aux produits de la France. — Elle a préparé la rédaction d'un *Code civil;* mais elle ne put achever ce travail, qui n'a été terminé que sous le Consulat.

Elle a voulu créer un *calendrier républicain :* elle décida que dorénavant on compterait les années à partir de la fondation de la République, c'est-à-dire à partir du 22 septembre 1792; les mois, divisés en trois *décades* de 10 jours, devaient s'appeler *vendémiaire*, *brumaire*, *frimaire* pour l'automne, *nivôse*, *pluviôse*, *ventôse* pour l'hiver; *germinal*, *floréal*, *prairial*, pour le printemps; *messidor*, *thermidor*, *fructidor* pour l'été. Ce calendrier républicain n'a été appliqué que jusqu'au 1er janvier 1806.

La Convention a dû voter aussi un grand nombre de *lois financières*, car pour faire face aux frais énormes d'une guerre générale, elle n'avait pas d'argent: en effet, dans cette crise épouvantable du pays, les impôts n'étaient pas payés, ou n'étaient payés qu'avec une monnaie dépréciée, les *assignats*.

C'est précisément *en multipliant la fabrication des assignats* que la Convention se tira d'affaire : en 1794, on en émettait 100 millions

par jour pour la dépense quotidienne. Seulement, ce papier-monnaie s'avilissait chaque jour davantage ; quand la Convention se sépara, un louis d'or valait en assignats 7 200 francs : c'est-à-dire qu'un objet valant 1 franc en monnaie-métal se vendait 300 francs si on le payait en assignats. Évidemment, cet expédient financier n'était pas irréprochable ; mais la Convention n'avait pas l'embarras du choix : par-dessus tout, il fallait vivre et sauver la France avant de penser à l'enrichir.

(4°) Les grandes créations de la Convention. — La Convention a eu enfin la gloire de fonder les *grandes institutions* et les *grandes Écoles* qui depuis un siècle ont largement contribué au développement économique et intellectuel de la France.

Sur la proposition de Cambon, elle a créé en août 1793 le *Grand-Livre de la Dette publique*, sur lequel on inscrivit toutes les dettes de l'État en leur donnant à toutes une garantie commune ; cette mesure a fondé le crédit de la France nouvelle. Les dettes de l'ancienne monarchie comme celles de la Révolution figurèrent au même titre sur ce Grand-Livre ; elles rapportèrent uniformément un intérêt de 5 pour 100.

L'**instruction publique**, par laquelle est façonné l'esprit des jeunes générations, a été l'objet des plus vives préoccupations de la Convention. Elle aurait voulu rendre l'enseignement *laïque*, *gratuit* et *obligatoire* : cette idée est exposée dans un rapport célèbre d'un de ses membres, **Lakanal**. Mais, gênée par les circonstances, elle se borna à pourvoir au plus pressé.

Elle établit trois degrés d'enseignement : dans les communes, des *écoles primaires* ; dans chaque département, une *école centrale* pour donner l'enseignement secondaire (les écoles centrales sont devenues les lycées et collèges de nos jours) ; enfin, à Paris et dans quelques grandes villes, de grandes écoles pour l'enseignement supérieur : l'*École normale* forma des professeurs ; l'*École de Mars* (aujourd'hui École de Saint-Cyr) prépara les futurs officiers ; l'*École des Travaux publics* (devenue bientôt la grande École polytechnique) donna à la France un corps incomparable d'ingénieurs ; les Écoles de médecine, de droit, le Conservatoire de musique, etc., furent établis.

Les sciences proprement dites reçurent de puissants encouragements. Le *Muséum d'histoire naturelle*, ou Jardin des Plantes, fut organisé en 1793 ; le *Bureau des Longitudes* dirigea les observations d'astronomie ; le *Conservatoire* des arts et métiers

réunit tous les outils et les machines récemment inventés ou perfectionnés.

Dans le palais des anciens rois, on établit le musée du **Louvre**, collection des plus riches trésors de la peinture et de la sculpture, pour l'éducation artistique du peuple. L'ancienne Bibliothèque du roi devint la Bibliothèque de la Nation (*Bibliothèque nationale*), et fut prodigieusement accrue ; dorénavant, elle dut recevoir un exemplaire de tous les livres publiés en France.

Les anciennes académies furent réorganisées sur un plan nouveau : elles formèrent l'**Institut de France**, divisé en trois classes : sciences physiques et mathématiques, sciences morales et politiques, littérature et beaux-arts.

Elles renfermaient tous les hommes distingués de cette époque, dont quelques-uns font honneur à l'esprit humain.

Une des plus utiles créations de la Convention fut l'institution du **Système décimal** métrique, qui établit en France l'unité des poids et mesures, et que la plupart des nations civilisées ont aujourd'hui introduit chez elles.

En résumé, l'existence de la Convention a été une lutte continuelle, au dehors et au dedans. Ces trois années terribles ont vu couler des flots de sang sur les champs de bataille et sur l'échafaud; elles ont été témoins d'héroïques dévouements et de crimes éternellement regrettables; elles ont provoqué des malédictions comme des admirations enthousiastes. Si l'on veut les apprécier dans leur ensemble, on peut répéter ces paroles, prononcées plus tard par un illustre orateur royaliste, Berryer, que ses principes ne devaient pas rendre indulgent pour la Révolution : « *Je n'oublierai jamais*, dit-il un jour, *que la Convention a sauvé mon pays.* »

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Quelles tâches la Convention avait-elle à remplir ? — 2. Quand siégeait-elle ? — 3. Comment étaient remplies ses séances ? — 4. Comment fut votée la Constitution de l'An I ? — 5. Comment organisait-elle le gouvernement ? — (**2**) 6. Quand fut votée la Constitution de l'An III ? — 7. Comment fut organisé le pouvoir législatif ? — 8. Le pouvoir exécutif ? — 9. Comment étaient renouvelés les Conseils ? — (**3**) 10. Que fit la Convention pour les campagnes ? — 11. Pour l'industrie ? — 12. Qu'est-ce que le calendrier républicain ? — 13. Quelles mesures financières prit-on ? — (**4**) 14. Que fit la Convention pour la Dette publique ? — 15. Pour l'instruction ? — 16. Pour les poids et mesures ? — 17. Quelles sont ses autres créations ?

Devoirs. — 1. *Histoire des Girondins sous la Convention.* — 2. *Histoire des Montagnards.* — 3. *La défense nationale en* 1793. — 4. *Les conquêtes en* 1794. — 5. *Les Constitutions votées par la Convention.* — 6. *L'œuvre législative et les grandes créations de la Convention.*

Lectures. — *Histoire de la Civilisation contemporaine en France*, par Rambaud, p. 24-33 (les Constitutions républicaines), p. 162-168 (l'instruction publique sous la Convention). — *Histoire contemporaine*, par Gaffarel, chap. vi; ce livre contient surtout de très importants extraits de *Mémoires* contemporains et de documents officiels. — *Histoire générale*, par Lavisse et Rambaud, t. VIII, chap. iv et v. — Deux petits volumes, *le Journal de marche du sergent Fricasse* et *le Journal du canonnier Bricard*, publiés par Lorédan Larchey, sont de très curieux récits de soldats, racontant eux-mêmes les guerres auxquelles ils ont pris part.

Tableau des partis politiques dans les grandes assemblées de la Révolution.

La Constituante. (1789-1791).	**La droite.**	Les défenseurs de l'ancien régime et des privilèges, Cazalès, l'abbé Maury.
	La gauche.	1° Le partie monarchien (veut une Chambre haute et une Chambre basse), Mounier, Lally-Tollendal, Clermont-Tonnerre. 2° Le parti populaire (ne veut qu'une seule Chambre), Siéyès, Bailly, Mirabeau.
La Législative. (1791-1792).	**La droite.**	Les Feuillants, représentant les idées de la gauche de la Constituante, partisans d'une monarchie constitutionnelle.
	Le centre.	400 députés qui s'appellent les Indépendants, et prétendent n'appartenir à aucun parti.
	La gauche.	Les Girondins, partisans d'une république modérée, Vergniaud, Guadet, Gensonné, Roland, Condorcet, Brissot, etc.
La Convention. (1792-1795).	**La droite.**	Les Girondins, représentant les idées de la gauche de la Législative, veulent gouverner exclusivement avec la classe moyenne.
	Le centre.	500 députés qu'on appelle la Plaine, hommes modérés, mais faibles (Siéyès).
	La gauche.	Les Montagnards, républicains ardents, s'appuient sur la démocratie. Ils comprennent, outre Marat : 1° Les Hébertistes ou enragés (Hébert, Chaumette, etc.). 2° Les Dantonistes, qui deviendront les Indulgents (Danton, Camille Desmoulins, etc.). 3° Les Robespierristes (Robespierre, Couthon, Saint-Just, etc.).

- **I. Lutte entre la Gironde et la Montagne.**
  - **A l'intérieur....** Attaques des Girondins contre les chefs de la Montagne, Robespierre, Danton et Marat. — Mort de Louis XVI, 21 janvier 1793. — Proscription des Girondins après le 2 juin.
  - **Au dehors......**
    - **1° Succès.** Victoire de Jemmapes (2 novembre 92). Conquête de la Belgique.
    - **2° Revers.** Première coalition après la mort de Louis XVI. Défaite de Neerwinden, trahison de Dumouriez (mars). — Révolte en Vendée (mars).
- **II. Domination de la Montagne (2 juin 1793-27 juillet 1794).**
  - **1° Dangers croissants........**
    - 1° Défaites aux frontières du Nord et des Pyrénées. — Soulèvements girondins (Normandie, Bordeaux) et royalistes (Vendée, Lyon, Toulon).
    - 2° Les Montagnards organisent leur pouvoir. La Terreur.
  - **2° La France se relève........**
    - Organisation militaire (Carnot). — L'amalgame et la levée en masse. — Tactique nouvelle. — Les nouveaux généraux.
    - 1° En 1793, délivrance du sol national (Hondschoote, Wattignies. — Défaite des Vendéens au Mans. — Reprise de Lyon et de Toulon).
    - 2° En 1794-95, conquêtes (Fleurus), occupation de la Belgique, de la Hollande, de la rive gauche du Rhin.
  - **3° Chute des Montagnards.....**
    - 1° Les Montagnards se divisent contre eux-mêmes. — Supplice des Hébertistes (mars 1793) et des Dantonistes (avril).
    - 2° Domination de Robespierre. Sa chute au 9 thermidor (juillet).
- **III. Domination de la Plaine.**
  - **1° Au dedans...**
    - 1° Lutte contre les Jacobins ; insurrection du 1er prairial.
    - 2° Lutte contre les Royalistes ; le 13 vendémiaire.
  - **2° Au dehors...** Traités de Bâle (avril-juillet 1795). Acquisition des limites naturelles. — Pacification de la Vendée (Hoche). Quiberon.
- **IV. L'œuvre de la Convention.**
  - **1° Permanence de la Convention. Physionomie de ses séances.**
  - **2° Œuvre constitutionnelle...**
    - 1° Constitution de l'An I, abrogée sans avoir été appliquée (1793).
    - 2° Constitution de l'An III (1795). Les conseils des Anciens et des Cinq-Cents. Le Directoire. — Dangers de coups d'État.
  - **3° Œuvre législative..........**
    - 1° Lois civiles. — Lois financières (les assignats). — Le calendrier républicain.
    - 2° Grandes créations : système d'instruction nationale. Les grandes écoles. L'Institut. Le système métrique.

CHAPITRE IV

LE DIRECTOIRE (1795-1799)

NOTIONS GÉNÉRALES

L'histoire du Directoire pourrait s'appeler l'histoire de l'installation et de la chute de la première République.

Le gouvernement républicain ne commença en réalité à fonctionner régulièrement en France que le jour où la Constitution de l'an III fut mise en vigueur, le 27 octobre 1795; on peut dire qu'il succomba en même temps que cette Constitution fut détruite, par le coup d'État du 18 brumaire, le 9 novembre 1799. En effet, le régime qui fut établi en France à la suite de ce coup d'État n'était qu'un gouvernement monarchique déguisé.

Au mois de septembre 1792, les Français avaient salué de leurs acclamations enthousiastes l'avènement de la République; au mois de novembre 1799, ils la laissèrent tomber au milieu d'une indifférence générale, et ne témoignèrent d'enthousiasme que pour ceux qui la renversaient. Comment expliquer un si brusque revirement ?

Beaucoup de causes particulières concoururent à ce résultat. Il y en a une qui domine toutes les autres : c'est que, si le gouvernement directorial reste encore triomphant au dehors, il laisse au dedans tous les ressorts de l'administration se détendre, et l'anarchie se produire. Or, dans les dernières années du XVIIIe siècle, après les efforts gigantesques que la Convention avait exigés, la nation française ne demandait plus qu'à vivre paisiblement; elle réclamait la sécurité intérieure qui lui permettrait de travailler en paix, de réparer ses pertes, de reconstituer normalement toutes ses ressources.

C'est cette tranquillité intérieure que le Directoire ne sut pas lui assurer.

Alors, par une erreur trop commune chez les nations, le peuple français fit retomber sur le régime républicain lui-même les fautes commises par les hommes qui étaient chargés de le diriger; il rendit la liberté responsable de fautes dans lesquelles elle n'était pour rien. Depuis dix ans que l'ancienne monarchie avait disparu, on avait oublié quels incon-

vénients le despotisme peut entraîner; on crut tout naturellement qu'un sauveur était nécessaire pour rétablir en France l'ordre public, et on se sentit tout disposé à sacrifier à ce sauveur providentiel les libertés nationales. Voilà pourquoi la première République a eu une existence si éphémère.

LEÇON I. — Le Directoire (1re partie). Bonaparte. — Campagnes d'Italie (grands épisodes). — Traité de Campo-Formio.

Résumé. — 1. Le Directoire commença à gouverner la France le 27 octobre 1795. Ses débuts furent heureux : à l'intérieur, il remit quelque ordre dans les finances, pacifia la Vendée, déjoua les complots des royalistes et des Jacobins.

2. Mais en 1797, pour prévenir une restauration royaliste, il ne craignit pas de faire le coup d'État militaire du 18 Fructidor. Il ouvrait ainsi la voie à d'autres violences, et surtout laissait prendre aux généraux une influence nouvelle sur le gouvernement.

3. Au dehors, le Directoire attaqua l'Autriche, notre seul ennemi continental. L'armée d'Allemagne ne fut pas heureuse en 1796 avec Jourdan et Moreau; mais elle répara cet échec en 1797 avec Hoche.

4. Pendant ce temps, Bonaparte faisait en Italie une glorieuse campagne. Après avoir conquis toute la vallée du Pô, il pénétra par les Alpes en Autriche et menaça Vienne.

5. L'Autriche, épouvantée, signa les préliminaires de Léoben et la paix de Campo-Formio (1797). La grandeur de la France recevait une nouvelle consécration.

RÉCIT. — (1°) **Les débuts du Directoire.** — Le gouvernement directorial, établi par la Constitution de l'An III, commença à fonctionner le 27 octobre 1795. Les cinq Directeurs s'installèrent au palais du Luxembourg; c'étaient La Réveillère-Lepeaux, Rewbell, Letourneur, Barras et Carnot. — Dès le premier jour, le nouveau gouvernement se trouva en présence de graves embarras, qui provenaient, les uns, *des défauts mêmes de la Constitution* nouvelle, les autres, *de la situation générale* du pays.

D'un côté, la Constitution de l'An III présentait deux graves défauts: d'abord, *elle morcelait le pouvoir exécutif;* or, quand il s'agit d'exécuter, il faut qu'il n'y ait qu'une seule volonté, qu'un seul homme, responsable d'ailleurs de ses actes. Ensuite, *elle isolait*

absolument le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif: si ces deux pouvoirs se trouvaient en désaccord, il n'y avait aucun moyen légal de rétablir entre eux l'harmonie; un acte de violence, un coup d'État, devenait donc inévitable.

D'un autre côté, la situation était difficile: les *royalistes* dans la Vendée, les *Jacobins* dans les clubs relevaient la tête. Les *embarras financiers* étaient immenses: en effet, la Convention avait émis 29 milliards d'assignats, tandis que les biens nationaux qu'ils étaient censés représenter valaient à peine trois milliards. Aussi étaient-ils arrivés à l'extrême limite de la dépréciation : au début de 1796, 1 franc en numéraire-métal valut 550 francs en assignats! Ce papier discrédité entravait toutes les transactions commerciales : une tasse de café coûtait 150 francs ; en même temps il ruinait le Trésor : car, lorsque les citoyens payaient leurs impôts, l'État était bien forcé de recevoir pour sa valeur nominale ce papier-monnaie qu'il avait émis lui-même. Les caisses publiques restaient donc en réalité vides.

Cette détresse de l'État augmentait les chances des **royalistes**, qui depuis le 9 thermidor relevaient la tête. Deux de leurs chefs, *Charette* et *Stofflet*, recommençaient la guerre en Vendée, et les émigrés intriguaient avec un général républicain, *Pichegru*, qui ne craignait pas de prêter l'oreille à leurs propositions.

Quant aux **Jacobins**, à leurs idées de *liberté politique* ils ajoutaient maintenant des rêves d'*égalité matérielle*, de partage des fortunes ; leur principal meneur était **Gracchus Babeuf**, qui prêchait la mise en commun de tous les biens. Il s'efforçait de faire entrer dans un vaste complot les ouvriers de Paris et les soldats campés dans la plaine de Grenelle.

Enfin, le pays était en proie au **désordre moral**. Dans les salons, rouverts après la Terreur, la corruption s'étalait au grand jour : il semblait qu'après de si longues angoisses tous les ressorts se fussent détendus. Les bals, les festins, les dissipations licencieuses se multipliaient : les *Merveilleuses* et les *Incroyables* affectaient des mœurs bizarres. En même temps, l'agiotage sur les denrées, la spéculation la plus honteuse sur les fournitures aux armées prenaient des proportions prodigieuses. Cet affaiblissement des mœurs était un grave danger pour le nouveau régime.

Cependant, le pays était si affamé d'ordre, que le Directoire surmonta assez heureusement ces difficultés, pendant les premiers mois de son existence.

Les *Jacobins* furent assez facilement réduits à l'impuissance. Quand on eut fermé le club des Jacobins qui était leur quartier-général, Babeuf forma un véritable complot, où il entraîna, dit-on, 17 000 conjurés. Il s'agissait, pour commencer, d'enlever, la nuit, par un coup de main, le camp de Grenelle. Mais la police avait été prévenue; quand les conspirateurs se pré-

sentèrent, ils furent reçus à coups de sabre par les dragons qui gardaient le camp, et Babeuf périt sur l'échafaud avec beaucoup de ses partisans. A partir de ce moment, les Jacobins furent réduits à l'impuissance (mai-sept. 1796).

En Vendée, *Hoche* vainquit une fois encore les royalistes, et réprima les brigandages des chouans de Bretagne. Par sa loyauté, sa modération, autant que par l'habileté de ses mesures militaires, il sut terminer à jamais cette guerre vendéenne, qui depuis trois ans recommençait sans cesse. Cette *pacification de l'Ouest royaliste* suffirait à elle seule à immortaliser le nom de Hoche.

C'est dans la *question financière* que le succès du Directoire fut le moins complet.

Cependant, par un expédient, il put parer aux besoins les plus pressants : il supprima les assignats, les remboursa au trentième de leur valeur, brisa la planche qui servait à leur fabrication pour qu'on ne fût plus tenté d'en émettre de nouveaux, et il les remplaça par 2 milliards 400 millions de **mandats territoriaux**. Ces mandats étaient échangeables directement contre des biens nationaux. On les accueillit avec faveur pendant les premiers temps ; puis, le nouveau papier-monnaie tomba dans le même discrédit que l'ancien. Mais, dans l'intervalle, le Directoire avait pu vivre et se débarrasser de ses ennemis les plus gênants.

(2°) **Le coup d'État du 18 fructidor.** — Mais bientôt le Directoire ruina lui-même son autorité morale en laissant reparaître le *désordre intérieur*, et en portant atteinte de ses propres mains à la Constitution : sous prétexte de défendre la République, menacée par les succès électoraux des royalistes, il osa violer lui-même la loi constitutionnelle par le coup d'État de fructidor.

Les élections de 1797 donnèrent aux royalistes la majorité dans les deux Conseils. Aussitôt ils préparèrent ouvertement la **restauration de la monarchie** : ils nommèrent président des Anciens Barbé-Marbois, un royaliste avéré, et président des Cinq-Cents Pichegru, qui continuait ses trahisons. Ils ne dissimulaient pas leurs projets : « Nous voulons, disaient-ils, faire *mourir de faim* le gouvernement directorial, en lui refusant systématiquement toutes les ressources dont il a besoin ».

Pour conjurer le danger, trois Directeurs, *Barras*, *La Réveillère* et *Rewbell*, se décidèrent à faire appel à la force militaire ; en vain

Carnot, leur collègue, essaya de les faire changer d'avis, en leur montrant les conséquences graves que pourrait entraîner cette **violation de la loi** ; ils ne l'écoutèrent pas. Barras s'entendit avec Bonaparte, qui commandait alors l'armée d'Italie : celui-ci envoya à Paris un de ses lieutenants, ***Augereau***, chargé d'exécuter le coup de force contre les royalistes.

Les préparatifs terminés, le 18 fructidor an V (4 septembre 1797), Augereau s'introduisit pendant la nuit à Paris avec ses soldats, et cerna les Tuileries. A 6 heures du matin, le succès était assuré. Une partie des députés royalistes fut ***déportée à Cayenne;*** Carnot dut s'enfuir pour échapper à un sort pareil.

Pour le moment, ce coup d'État sembla assurer les destinées de la République; le parti royaliste, profondément atteint, proscrit dans toute la France, ne devait plus se relever de sa défaite jusqu'à l'invasion de 1814. La tentative de réaction royaliste avait donc abouti à un avortement complet.

Mais, pour l'avenir, le danger royaliste était remplacé par un autre danger, plus redoutable encore à la liberté : c'est celui qui résultait de l'*intervention des chefs militaires dans les affaires intérieures* de l'État.

(3°) **Guerre contre l'Autriche.** — La première période de l'histoire du Directoire ne se terminait pas moins, à l'intérieur, par un triomphe apparent. Au dehors, ses succès avaient été plus brillants encore, et surtout plus réels.

Quand il s'était installé en 1795, la paix générale n'était pas rétablie. La Convention, avant de se séparer, avait signé les glorieux *traités de Bâle*, par lesquels la Prusse, l'Espagne, et d'autres membres de la première coalition avaient posé les armes; mais le Directoire avait encore à combattre l'*Angleterre* sur mer, l'*Autriche* et la *Sardaigne* sur le continent.

Laissant de côté l'Angleterre qu'il ne pouvait atteindre, le Directoire tourna toutes ses forces contre l'Autriche et le Piémont, qui appartenait au roi de Sardaigne. Pour en finir avec ces puissances, Carnot dirigea *contre Vienne* deux grandes armées, l'une en Allemagne *par la vallée du Danube*, l'autre en Italie *par la vallée du Pô*.

L'attaque en Allemagne ne réussit pas en 1796 : l'armée française avait été divisée en deux parties, placées sous les ordres de *Jourdan* et de ***Moreau;*** mais elles furent l'une et l'autre contraintes à la

retraite par l'*archiduc Charles*, le très habile général qui leur avait été opposé. — C'est dans la retraite de Jourdan que périt **Marceau**, un des plus nobles et des plus généreux soldats de la Révolution, général déjà célèbre à l'âge de 27 ans ; l'archiduc Charles, entouré de son état-major, vint saluer ses glorieux restes, et leur fit rendre les plus grands honneurs.

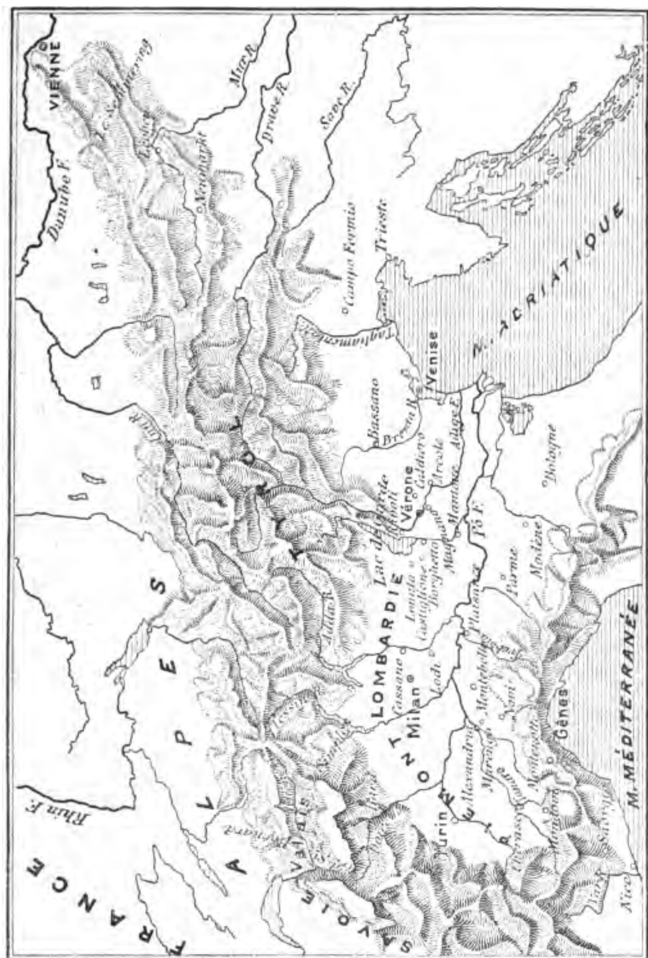
L'année suivante, en 1797, **Hoche** remplaça Jourdan. Il repassa le Rhin ; en quatre jours il fit 150 kilomètres et gagna trois batailles. Mais le général de l'armée d'Italie, Bonaparte, signa à ce moment un armistice qui rendit stérile ce magnifique début de campagne.

(4°) **L'armée d'Italie.** — Bonaparte avait de son côté accompli en Italie de véritables prodiges. Les campagnes qu'il y dirigea en 1796 et en 1797 sont restées les modèles achevés de l'art de la guerre.

L'armée d'Italie était peu nombreuse, elle ne comptait que 35000 hommes. Son *dénûment* était extrême : elle n'avait ni vivres assurés, ni vêtements, ni chaussures, ni caissons, ni chevaux : les Piémontais appelaient ses soldats « les héros en guenilles ». Mais elle était *aguerrie* par trois années de guerre de montagne dans les âpres vallées de la Ligurie ; elle avait à sa tête des généraux de talent, *Masséna, Augereau, Joubert*, etc., enfin, elle allait être placée sous les ordres d'un des plus grands génies militaires qui aient paru dans l'histoire, Bonaparte.

Napoléon Bonaparte avait vingt-sept ans quand il fut nommé général en chef de l'armée d'Italie. Né en Corse, à Ajaccio, le 15 août 1769, second fils d'un avocat, Charles Bonaparte, qui s'était montré grand partisan de la réunion de cette île à la France, il reçut une bourse à l'école militaire de *Brienne* et y fit sa première éducation, de 1779 à 1784. Il passa ensuite à l'École militaire de Paris et en sortit en 1785 sous-lieutenant d'artillerie dans le régiment de La Fère. La Révolution, à laquelle il se rallia, lui ouvrit des perspectives d'avenir. Chef de bataillon au siège de Toulon, en 1793, il attira l'attention de Barras et de Robespierre, et par leur protection fut nommé général de brigade. Mais le 9 thermidor faillit lui devenir fatal : destitué, emprisonné un instant, sans argent, sans ressources, il songeait à s'expatrier et à aller prendre du service en Turquie, quand son rôle au 13 *vendémiaire* rétablit sa situation. Il épousa à ce moment Joséphine de Beauharnais, veuve d'un général décapité en 1793, et qui avait de grandes relations dans le gouvernement. C'est alors qu'il fut appelé à la tête de cette armée d'Italie, avec laquelle il allait commencer « sa carrière de merveilles et le roman de sa vie ».

C'est en mars 1796 qu'il prit possession de son commande-



Haute-Italie pour les guerres de 1793 à 1800.

ment; il adressa alors à ses soldats une proclamation qui est restée fameuse : « Le gouvernement vous doit beaucoup, leur

disait-il, et il ne peut rien pour vous; vous êtes mal nourris et presque nus. Votre patience, votre courage vous honorent, mais ne vous procurent ni avantages, ni gloire. Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde; vous y trouverez honneur, gloire et richesse. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage? » Les troupes des Alpes étaient naguère démoralisées; cette proclamation les remplit d'enthousiasme. Il faut noter cependant combien elle diffère du langage que jusqu'alors les généraux républicains avaient tenu à leurs soldats. C'était la première fois qu'on leur parlait, non de délivrer les peuples du despotisme, mais de vivre et de s'enrichir à leurs dépens.

Pour commencer, Bonaparte avait à *forcer la barrière des Alpes* et à s'ouvrir la plaine italienne, la vallée du Pô.

La route lui était barrée par une armée d'Autrichiens et une armée de Piémontais qui occupaient les Alpes et l'Apennin à l'est de Nice. Bonaparte les sépara les uns des autres à *Montenotte*, sa première victoire, en 1796; il battit ensuite les Piémontais à *Mondovi* et les obligea à signer la paix. Enfin, se retournant contre les Autrichiens, il envahit la Lombardie, remporta une belle victoire au pont de *Lodi*, sur l'Adda, rejeta ses adversaires dans le Tyrol, et resta ainsi maître de la plaine du Pô, sauf le territoire de la République de Venise.

Établi dans la riche Lombardie, il s'y arrêta pour refaire son armée épuisée par les privations. Au moyen de contributions qu'il préleva sur les pays italiens, il nourrit, équipa, paya ses soldats; il nourrit même son gouvernement, envoyant au Directoire plusieurs millions, et en outre des statues, des tableaux, des œuvres d'art. Il conclut des traités avec les ducs de Parme et de Modène, avec le grand-duc de Toscane, avec le pape.

Mais l'Autriche possédait encore en Italie l'imprenable forteresse de **Mantoue**; il fallait que Bonaparte emportât cette citadelle et assurât ainsi ses derrières, avant de continuer sa marche et de se diriger vers Vienne. Pendant neuf mois, il l'assiégea, de juin 1796 à février 1797; l'Autriche fit pour la sauver des efforts désespérés, et envoya successivement contre Bonaparte **quatre armées**, commandées d'abord par *Wurmser*, ensuite par *Alvinzi;* mais elles furent toutes les quatre détruites dans les grandes batailles de *Castiglione*, de *Bassano*, d'**Arcole**, enfin sur le plateau de **Rivoli**.

A Arcole, Bonaparte dut payer de sa personne. Avant cette bataille,

sa situation était devenue critique : « Je suis au désespoir, écrivait-il au Directoire, et ce qui me reste de braves voit la mort infaillible. » En effet, Alvinzi avec une forte armée était venu occuper une position formidable en face de Vérone, sur le rocher de *Caldiero;* et Bonaparte l'attaquant de front pour le déloger, avait été repoussé. Mais alors, il trouva une combinaison de génie pour réparer cet échec : feignant de battre en retraite, puis faisant sur le bas Adige un rapide détour, il tourna l'armée autrichienne, et la força à quitter sa citadelle de rochers pour venir lui barrer la route dans une *plaine de rizières et de marais*, où l'on ne pouvait combattre que sur d'étroites chaussées, et où par conséquent la supériorité numérique n'avait plus d'importance. La bataille dura 72 heures. Le premier jour, comme les Français devaient emporter près du village d'**Arcole** le *pont de l'Alpon*, balayé par la mitraille, Bonaparte s'y élança le premier un drapeau à la main, et décida le recul de l'ennemi (nov. 1796).

La bataille de **Rivoli** (janv. 1797) fut décisive. Alvinzi, revenant à l'improviste, en plein hiver, avec une nouvelle armée, s'était jeté sur le plateau de Rivoli, position très importante à l'est du lac de Garde, et que défendait une seule division française ; il croyait Bonaparte très loin. Mais celui-ci, marchant toute une nuit, apparut le matin sur le plateau ; sa rapidité déconcerta tous les plans des ennemis, « il remporta la victoire au pas de course. »

Enfin, Mantoue capitula (février 1797), laissant entre les mains du vainqueur 13 000 prisonniers et 350 canons.

Alors, maître incontesté de l'Italie, Bonaparte put marcher sur Vienne. Il franchit les Alpes autrichiennes, battit en plusieurs rencontres l'archiduc Charles, dont l'armée ne se composait plus que de recrues, et poussa son avant-garde jusqu'à 25 lieues de la capitale de l'Autriche.

(5°) **Traité de Campo-Formio.** — Malheureusement, il oublia alors qu'un général n'a qu'à combattre et n'a pas le droit de négocier : il signa avec l'archiduc Charles des *préliminaires de paix* à Léoben (18 avril). Il faisait perdre ainsi le fruit des belles victoires de Hoche dans la vallée du Rhin. La paix définitive fut signée à Campo-Formio, en Vénétie, le 17 octobre 1797.

L'Autriche reconnaissait à la France la possession de la Belgique et de la rive gauche du Rhin, et consentait à ce que la Lombardie, qui lui appartenait avant la guerre, fût érigée en une **République cisalpine** indépendante.

Mais l'Autriche recevait une précieuse *compensation*. Bonaparte tenait à se venger de l'aristocratique république de **Venise**, qui avait laissé la populace massacrer des blessés et des malades français dans

les *Pâques véronaises*, en avril 1797. Malgré l'opposition formelle du Directoire, il abandonna à l'Autriche le territoire vénitien.

Le traité de Campo-Formio termina la *première coalition.* C'est matériellement le plus beau traité que la France ait jamais signé : l'Europe entière, sauf l'Angleterre, lui reconnaissait la possession de ses limites naturelles.

QUESTIONNAIRE. — 1. Comment l'histoire du Directoire pourrait-elle s'appeler ? — 2. Comment s'explique la chute de la République ? — (**1**) 3. Quels étaient les Directeurs ? — 4. Quels étaient les défauts de la Constitution de l'An III ? — 5. Les dangers de la situation ? — 6. Quel était le désordre moral ? — 7. Racontez la ruine des Jacobins. — 8. La pacification de la Vendée. — 9. La création des Mandats territoriaux. — (**2**) 10. Quelles sont les causes du coup d'État de Fructidor ? — 11. Quels Directeurs le décidèrent ? — 12. Comment se fit-il ? — 13. Quels furent ses résultats ? — (**3**) 14. Quel fut le plan de guerre de Carnot ? — 15. Racontez l'échec en Allemagne en 1796. — 16. Les succès de Hoche. — (**4**) 17. Quel était l'état de l'armée d'Italie ? — 18. Les débuts de Bonaparte. — 19. Quelle proclamation adressa-t-il à ses soldats ? — 20. Énumérez les principaux épisodes de la campagne d'Italie. — 21. Racontez la défaite des Piémontais. — 22. La conquête de la Lombardie. — 23. Le siège de Mantoue. — 24. La bataille d'Arcole. — 25. La bataille de Rivoli. — (**5**) 26. Comment furent signés les préliminaires de Léoben ? — 27. La paix de Campo-Formio.

LEÇON II. — **Le Directoire (2e partie). Expédition d'Égypte. — Deuxième coalition Masséna.**

Résumé. — 1. Après Campo-Formio commença la décadence du Directoire. Bonaparte partit pour l'Égypte, où il allait attaquer indirectement les Anglais, et en même temps mettre le comble à sa gloire et à sa popularité.

2. Il réussit d'abord à occuper la vallée du Nil, après la victoire des Pyramides; mais il échoua ensuite en Syrie, au siège de Saint-Jean-d'Acre, après le désastre naval d'Aboukir (1798-1799).

3. Cependant le Directoire inquiétait l'Europe par sa politique envahissante ; il occupa Turin, Rome, Naples, la Suisse, où il créa, par la force, des gouvernements républicains semblables à celui de la France.

4. Il provoqua ainsi contre lui, en 1799, la seconde coalition, qui remporta d'abord de grands avantages. Mais Masséna et Brune, par les victoires de Zurich et de Bergen, sauvèrent la France d'une invasion.

5. Au dedans, le gouvernement directorial se déconsidéra par ses divisions, sa faiblesse, ses violences, ses coups d'État répétés.

RÉCIT. — (1°) **Seconde partie de l'histoire du Directoire.** — La seconde partie de l'histoire du Directoire, de 1797 à 1799, n'a pas ressemblé à la première; peu à peu, les défauts de la Constitution, l'incapacité des directeurs, la faiblesse réelle du nouveau régime apparurent à tous les yeux. Comme il arrive souvent, chez les gouvernements de même que chez les individus, le Directoire, pour pallier sa faiblesse, se laissa aller à commettre des violences : *au dehors*, il provoqua par ses empiétements les légitimes susceptibilités des puissances étrangères qui formèrent la seconde coalition; *à l'intérieur*, il transgressa les lois dont il devait assurer le respect, et alla de coup d'État en coup d'État. Il prépara ainsi la catastrophe finale qui devait l'emporter.

Après la paix de Campo-Formio, les directeurs et Bonaparte se retrouvèrent en présence, dans une situation délicate et difficile : d'un côté, un *gouvernement décrié*, sans autorité morale, sans puissance sur l'opinion publique; de l'autre, un *général triomphant*, dont la popularité était sans bornes, dont l'ambition devenait inquiétante.

Plus d'une fois déjà, notamment dans les négociations de Campo-Formio, Bonaparte *avait désobéi* aux instructions de son gouvernement; le Directoire n'avait pas même essayé de faire respecter son autorité, tant il se sentait impuissant contre le vainqueur d'Arcole et de Rivoli.

Un seul général, **Hoche**, avait une popularité et un génie propres à faire contre-poids à ceux de Bonaparte. Par malheur, Hoche venait de disparaître. Il était à Wetzlar, où il exerçait le commandement en chef de l'armée d'Allemagne, quand tout à coup il fut attaqué d'un mal implacable et mystérieux; après quelques jours de souffrances, il expira le 19 septembre 1797, « laissant à 29 ans une des plus grandes et la plus pure renommée de la Révolution ». Sur le piédestal de la statue qu'on lui a élevée à Versailles, on a gravé ces mots : « *Héros citoyen, s'il eût vécu, sa gloire toujours croissante n'eût jamais rien coûté à la liberté de sa patrie.* »

La mort de Hoche fut un malheur pour le Directoire autant que pour sa patrie. Bonaparte, qui n'avait pas son désintéressement patriotique, restait désormais sans rival.

A ce moment, la paix était entièrement rétablie sur le continent; la France n'avait plus d'autre ennemie que l'Angleterre. Le Directoire voulut en finir avec elle, et chargea Bonaparte de faire une descente dans la Grande-Bretagne. Mais celui-ci se montra *peu soucieux de risquer sa gloire* dans une entreprise pour laquelle rien n'était prêt : il proposa d'aller *conquérir l'Égypte*. Les Directeurs acceptèrent avec empressement cette proposition imprévue : ils songèrent sans doute qu'en tout cas ils seraient débarrassés d'un général dont la présence seule les éclipsait.

Quels motifs avaient suggéré à Bonaparte un pareil projet ?

Il y avait d'abord un *motif politique*, digne d'un homme d'État véritable. Bonaparte pensait que, s'il allait directement attaquer l'Angleterre, le débarquement ne réussirait pas, faute de préparatifs suffisants. Il estimait que l'Angleterre était *bien moins vulnérable en Europe que dans l'Hindoustan*, la grande colonie britannique, celle d'où elle tirait la plus grande partie de sa richesse. La **perte de l'Inde** serait certainement la **ruine de la puissance anglaise. Or**, la conquête de l'Égypte ouvrirait à la France la route de l'Hindoustan.

Mais il était inspiré aussi par des *motifs d'intérêt personnel :* « Les grands noms, disait-il à ses intimes, ne se font qu'en Orient... La petite Europe n'était qu'une taupinière et ne donnait pas assez de gloire : il irait en demander à l'Orient, à cette terre de miracles, qui seule avait vu former de grands empires. »

L'Égypte était une dépendance nominale de la Turquie. En réalité, elle appartenait aux **Mameluks**, cavaliers redoutables qui opprimaient et exploitaient les indigènes de la vallée du Nil.

L'expédition une fois résolue, les préparatifs en furent poussés avec ardeur et dans le plus grand mystère : il fallait cacher aux Anglais le but que l'on se proposait, de peur que leur grand amiral **Nelson**, qui croisait dans la Méditerranée, n'interceptât la route à la flotte française. L'armée de débarquement comprenait environ 40 000 hommes d'élite, les meilleurs soldats de l'armée d'Italie; elle était accompagnée de savants et d'artistes qui devaient étudier la mystérieuse vallée du Nil, d'artisans et d'agriculteurs qui devaient la mettre en valeur. L'Égypte conquise, Bonaparte voulait la coloniser.

La flotte mit à la voile de Toulon le 19 mai 1798.

(2°) Expédition d'Égypte et de Syrie. — Bonaparte s'empara, en passant, de l'îlot imprenable de *Malte*, où les chevaliers de Saint-Jean capitulèrent ; le 1er juillet, on débarqua près d'Alexandrie, qui fut prise le lendemain. Puis Bonaparte marcha sur le Caire en ligne droite, à travers le désert, pour éviter les innombrables canaux du Delta qui avaient opposé à l'armée de saint Louis un obstacle infranchissable.

Quand on eut atteint la vallée du Nil, une bataille décisive s'engagea au pied des **Pyramides,** « *du haut desquelles quarante siècles*



Les pestiférés de Jaffa.
Épisode de l'expédition de Syrie. Ce tableau est un des chefs-d'œuvre de Gros, le peintre de l'épopée napoléonienne.

contemplaient l'armée française », comme dit Bonaparte dans une proclamation à ses soldats. L'admirable cavalerie des Mameluks s'élança au galop sur l'infanterie française, qu'elle comptait submerger ; mais nos régiments se formèrent en carrés, sur lesquels toute la fougue des assaillants vint se briser. La prise du Caire et la soumission de toute l'Égypte fut le prix de cette belle victoire.

Dans l'organisation de sa conquête, Bonaparte révéla un vrai talent d'administrateur : il respecta les mœurs et la religion des habitants, leur assura une exacte justice, améliora



L'Orient de 1789 à nos jours.

le système des digues et des canaux qui font toute la fertilité de cette région, etc. Il fonda l'*Institut d'Égypte*.

C'est ainsi qu'il voulait mettre l'Égypte en état de devenir une base d'opérations pour une expédition contre l'empire britannique de l'Inde.

Malheureusement Nelson détruisit la flotte française dans

la bataille navale d'**Aboukir**, et rompit ainsi les communications entre l'armée d'Égypte et la France.

Enfermé dans sa conquête, Bonaparte voulut en sortir en s'emparant de la Syrie, c'est-à-dire en s'ouvrant la route de l'Inde (févr. 1799); mais, cette fois, il ne réussit malheureusement pas.

Il remporta d'abord quelques succès, prit *Gaza*, *Jaffa*, et battit au *Mont-Thabor* les Turcs que l'Angleterre avait poussés à combattre les Français. Mais il fut ensuite arrêté par la *peste* qui se mit dans son armée, et par la forteresse de *Saint-Jean-d'Acre* qu'un émigré français défendit victorieusement contre lui. Obligé de revenir sur les bords du Nil, il y écrasa dans la seconde bataille d'*Aboukir*, livrée sur terre, une armée turque qui voulait l'en chasser.

Bonaparte, désormais, n'avait plus rien à craindre en Égypte, mais aussi plus rien à y espérer. Il avait donc hâte de la quitter. Apprenant en ce moment qu'une seconde coalition venait de se former, il se hâta d'abandonner son armée, qu'il laissa sous les ordres de **Kléber**, et de se rembarquer pour la France (octobre 1799).

(3°) **Politique violente du Directoire.** — La seconde coalition était la conséquence des fautes commises par le Directoire. Depuis 1797, ce gouvernement avait en effet compromis par une *politique violente et agressive* les heureux résultats des traités de Bâle et de Campo-Formio. Au lieu de ne s'occuper que des affaires de la France et de laisser ses voisins se gouverner à leur guise, « il avait transformé la paix en une paix rongeante et envahissante »; il était intervenu en dehors de ses frontières, et avait cherché à imposer des **institutions républicaines** calquées sur celles de la France aux peuples voisins, à la Suisse, aux États romains, au royaume de Naples.

La **Suisse** était, avant 1789, une *République aristocratique*, où *Berne* faisait la loi aux autres cantons : une armée française entra dans le pays, occupa Berne, enleva le trésor bernois, et après quelques combats supprima l'antique confédération, qui fut remplacée par une république unitaire et démocratique. *Genève* fut réunie à la France.

A Rome, l'intervention française eut lieu à la suite d'un incident malheureux, l'assassinat d'un diplomate français, le général Duphot,

tué dans une émeute populaire. Le pouvoir temporel du Pape fut renversé, la République romaine proclamée (1798), et le vieux pape, **Pie VI**, transporté prisonnier à Valence, en France, où il mourut l'année suivante.

Au sud de Rome, le roi de **Naples**, Ferdinand IV, attira lui-même sur ses États l'intervention française, en essayant de chasser les



La France au traité de Campo-Formio.

Français de Rome. *Championnet*, qui les commandait, s'empara lui-même de Naples. Il y établit la République parthénopéenne, gouvernée comme la France par un *Directoire*, tandis que le roi de Naples se sauvait en Sicile avec sa famille (janvier 1799).

Dans le nord de l'Italie, le **Piémont** était réuni directement à la France, et la création d'une *République ligurienne* établissait à **Gênes** l'influence française.

(4°) **La seconde coalition.** — Cette propagande républicaine et cette extension indéfinie du *protectorat* de la France

sur les pays qui l'avoisinaient finirent par inquiéter et par effrayer les rois de l'Europe. L'Angleterre attisait habilement leurs craintes. L'occasion paraissait d'ailleurs favorable pour attaquer la France, privée, par l'expédition d'Égypte, de son meilleur général et de sa meilleure armée. Aussi, dès la fin de 1798, se forma la seconde coalition. Elle réunissait contre la France l'Angleterre, l'Empire, l'Autriche, le Portugal, Naples, la Russie, la Turquie.

Les coalisés commencèrent leur action par une odieuse violation du droit des gens. Le *congrès de Rastadt* était alors réuni en Allemagne pour établir une pacification générale : il fut dissous, et on ordonna aux ambassadeurs français de quitter la ville. Mais à peine s'étaient-ils mis en route vers Strasbourg, qu'on lança à leur poursuite des hussards autrichiens. Ils furent indignement massacrés.

La guerre continentale recommença donc au printemps de 1799.

Dans le cours de cette année, les Français essuyèrent d'abord de graves échecs, qui furent ensuite brillamment réparés, avant même le retour de Bonaparte.

Les armées françaises s'étendaient sur une ligne immense à travers toute l'Europe, depuis la mer du Nord jusqu'à Naples : aussi ne purent-elles d'abord résister, et elles furent *enfoncées sur deux points :* en Allemagne, où Jourdan fut vaincu par les Autrichiens au nord du lac de Constance, et en Italie, où les Autrichiens et les Russes s'emparèrent de la Lombardie, et tuèrent, à *Novi*, Joubert qui voulait la leur reprendre (août 1799).



Bassin supérieur du Rhin (1799).

Les Russes se rabattirent alors sur **Masséna**, qui commandait en Suisse l'armée française du centre.

La Suisse était une position unique, s'enfonçant comme un énorme coin montagneux entre les coalisés d'Allemagne et ceux d'Italie; tout était sauvé si les Français la conservaient. Aussi, la coalition dirigea contre Masséna deux armées, commandées par *Korsakof* et par *Souwarof*, qui avait la réputation d'être invincible.

Mais Masséna prévint lui-même ses adversaires et les écrasa dans une série de combats qui s'étendirent à travers tout le massif des

Alpes, de Zurich au Saint-Gothard, et qui durèrent douze jours (sept.-oct. 1799). L'histoire a donné à cet ensemble d'opérations le nom d' « *immortelle* » victoire de Zurich. Souwarof, qui s'était solennellement engagé à ramener Louis XVIII à Paris, eut bien de la peine à échapper lui-même au milieu des glaciers et des précipices de la Suisse; mais il perdit toute son artillerie, tous ses bagages, presque toute son armée et son renom d'*Invincible*.

Brune fut aussi heureux en *Hollande* que Masséna en Suisse. Il battit à *Bergen* les Anglais et les Russes qui voulaient l'envelopper, et les força à se rembarquer.

En somme, à la fin de 1799, si la seconde coalition n'était pas encore dissoute, elle avait du moins subi d'irréparables défaites, et la France était à l'abri de l'invasion.

(5°) **Discrédit du Directoire.** — Mais ces grands succès ne relevaient pas le prestige du Directoire. Il s'était, en quelque sorte, ruiné de ses propres mains en laissant renaître le **désordre intérieur**; en multipliant, à partir de 1797, les mesures injustes et violentes ; en *transgressant perpétuellement la Constitution* même, sur laquelle reposait son existence.

Pour gouverner la France, il n'avait trouvé rien de mieux que de continuer dans cette voie fatale des coups d'État où il s'était engagé au 18 fructidor. Ces violations de la Constitution devenaient en quelque sorte une habitude annuelle : chaque année, avec une régularité désespérante, les élections qui renouvelaient un tiers des Conseils donnaient le signal d'un nouveau coup d'État. Au **22 floréal** (mai 1798), le Directoire cassa des élections jacobines; au **30 prairial** il fut *épuré* à son tour par les Conseils, qui prirent contre lui leur revanche. Il est bien évident qu'après trois ans d'un pareil régime, la Constitution avait perdu toute autorité morale.

Pour sortir des **difficultés financières**, que le désordre constitutionnel et la guerre étrangère avaient aggravées, le Directoire recourut à une vraie banqueroute : il remboursa les deux tiers de la dette publique avec des *Bons au porteur* qui n'avaient aucune valeur. C'est ce qu'on appela la *banqueroute des deux tiers*.

Le gouvernement directorial, si désastreux pour la prospérité nationale, ne savait même pas défendre la sécurité publique contre les bandes de brigands qui pullulaient, régulièrement organisées.

Dans le Midi, les *Compagnons de Jéhu* volaient et assassinaient au grand jour, se rendant à leurs expéditions sanglantes comme à des parties de plaisir. Les *Chauffeurs* et d'autres bandes opéraient dans l'Ouest, dans l'Est, aux environs mêmes de Paris; ils devaient leur nom à leur habitude de *chauffer* et de brûler les pieds de leurs victimes, pour les obliger à donner leur argent. Ils étaient si nombreux, que lorsqu'on voulut enfin s'en débarrasser, en 1800, il fallut envoyer contre eux de véritables corps d'armée. Jamais, en aucun pays, le règne de la loi n'avait été si longuement suspendu.

Au milieu de ces souffrances universelles, la France avait perdu toute confiance dans le Directoire et se demandait d'où lui viendrait le salut, quand on apprit tout à coup que Bonaparte, revenant d'Égypte, était débarqué à Fréjus (oct. 1799).

QUESTIONNAIRE. —(**1**) 1. Qu'a fait le Directoire de 1797 à 1799? — 2. Quelle était l'attitude de Bonaparte? — 3. Comment mourut Hoche? — 4. Qui proposa l'expédition d'Égypte? — 5. Pour quel motif les Directeurs l'acceptèrent-ils? — 6. Pourquoi Bonaparte la proposa-t-il? — 7. Comment fut-elle préparée? — (**2**) 8. Que prit-on en chemin?—9. Comment l'Égypte fut-elle conquise? — 10. Comment fut-elle organisée? — 11. Comment fut détruite la flotte française? — 12. Racontez l'expédition de Syrie. — 13. Le retour de Bonaparte. — (**3**) 14. Quelle avait été la politique du Directoire? — 15. Que fit-il en Suisse? — 16. A Rome? — 17. A Naples? — (**4**) 18. Comment fut formée la seconde coalition? — 19. Racontez les revers du début de la guerre. — 20. La victoire de Zurich. — 21. Les succès de Brune. — (**5**) 22. Causes du discrédit du Directoire. — 23. Quels coups d'État accomplit-il? — 24. Quelles mesures financières prit-il? — 25. Quel était alors l'état de la sécurité publique?

Leçon III. — **Le 18 brumaire. La Société sous la Révolution.**

Résumé. — 1. Le Directoire, discrédité, finit par un dernier coup d'État : Bonaparte le renversa au 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), et fonda le gouvernement consulaire.

2. A ce moment la Révolution, depuis dix ans qu'elle durait, avait exercé une grande influence sur la société et sur le mouvement intellectuel en France. Dès la Constituante, les principes de l'égalité modifièrent la vie sociale.

3. Tout s'assombrit sous la Terreur. Les Montagnards affectèrent de se distinguer par la rudesse de leurs manières et par l'austérité de leur existence.

4. L'époque directoriale se signala au contraire par un

grand relâchement moral. Les muscadins, les incroyables, les merveilleuses affichèrent un luxe ridicule.

5. Pendant la période de la Révolution, la littérature pure céda la place à la littérature politique : les journaux pullulèrent; le théâtre lui-même devint une sorte de tribune politique.

6. Les arts se régénérèrent par l'étude de l'antiquité, que remit en honneur le peintre David. Les nécessités de la défense nationale développèrent le mouvement des sciences.

RÉCIT. — (1°) **Le coup d'État du 18 brumaire.** — Le Directoire, qui pendant toute sa durée ne s'était maintenu que par une série de coups d'État, était destiné à périr aussi par un autre coup d'État exécuté par Bonaparte.

Quand Bonaparte revint d'Égypte, sa popularité était inouïe. Ses victoires lointaines, son retour, qu'on jugeait miraculeux, avaient achevé de prévenir les imaginations en sa faveur; on aurait pu répéter de lui ce qu'on disait deux siècles auparavant du duc de Guise : « La nation était folle de cet homme, car c'est trop peu dire amoureuse. » Il était vraiment le maître de la situation : qu'allait-il faire du pays?

Il aurait pu, comme naguère Washington aux États-Unis, rétablir l'ordre et habituer ses concitoyens à la pratique de la liberté. Il aima mieux recourir au **despotisme**, et profiter de la faveur populaire pour se rendre *le maître de sa patrie :* il y parvint par le coup d'État du 18 brumaire.

Il s'entendit secrètement avec trois directeurs : *Siéyès*, *Barras* et *Roger-Ducos*, et complota avec eux la ruine du gouvernement directorial; un grand nombre de mécontents ou d'ambitieux les appuyèrent. Quand tous les arrangements furent pris, les Anciens, gagnés par les conspirateurs, prononcèrent la translation des deux Conseils à **Saint-Cloud** : là, en dehors de Paris, les assemblées seraient à la merci des soldats de Bonaparte. Le projet s'exécuta : comme, à Saint-Cloud, les Cinq-Cents accablaient le général de reproches et de menaces, il les fit *disperser par ses grenadiers*. C'est ainsi que disparut la Constitution de l'An III. Le soir, un certain nombre d'Anciens et de Cinq-Cents nommèrent Bonaparte, Siéyès et Roger-Ducos *consuls provisoires*, avec la mission de préparer une nouvelle Constitution (18 et 19 brumaire, 9 et 10 nov. 1799).

On peut dire que depuis dix ans, il y avait eu en France trois changements complets de régime, **trois révolutions** : *la*

première en 1789, accomplie par la bourgeoisie, avait créé la monarchie constitutionnelle; *la seconde*, en 1792, faite par le peuple, avait établi la république; *la troisième*, exécutée en 1799 par l'armée, remettait les destinées du pays entre les mains d'un soldat. En réalité, elle mettait fin au gouvernement républicain.

(2°) **La société sous la Constituante.** — Pendant les dix années qu'avait duré la *période révolutionnaire* proprement dite, de 1789 à 1799, les grands événements qui s'étaient accomplis avaient exercé une influence considérable sur les habitudes et les idées de la société, sur toutes les manifestations de l'esprit français. Cette transformation sociale et intellectuelle a présenté *trois phases* successives, qui correspondent aux trois grandes périodes de l'histoire de la Révolution, la *Constituante*, la *Convention* et le *Directoire*.

Sous la Constituante, la passion patriotique qui saisit la nation entière s'échappa en manifestations *tumultueuses*, et cependant resta *modérée* dans ses exigences. Elle marqua profondément son empreinte sur la vie publique, sur les habitudes sociales, et même sur le costume et sur les distractions.

Avant 1789, chaque Français vivait renfermé chez lui, dans sa boutique ou son atelier, et *nul ne se préoccupait des affaires de la politique;* au contraire, après la convocation des États généraux, des **clubs** s'ouvrirent partout, et les citoyens y couraient pour discuter les événements; dans les *cafés*, on lisait tout haut les gazettes publiques.

Dans les *relations sociales* aussi, les sentiments civiques voulurent se manifester : on commença à remplacer l'appellation de *monsieur* par celle de *citoyen*, on donna aux domestiques le nom de *frères servants*, etc.

Les femmes renoncèrent aux toilettes compliquées de l'ancien régime; elles portèrent la *toilette Constitution*, les *bonnets à la Bastille*, se parant simplement d'une écharpe.

Les *distractions publiques* s'accommodèrent aussi aux idées nouvelles. Au lendemain de la prise de la Bastille, l'organisation de la garde nationale devint l'occupation favorite des citoyens : on s'habillait en soldat, on manœuvrait, on faisait des patrouilles. D'un bout à l'autre de la France, même enthousiasme : « Chaque village, écrit une Anglaise qui voyageait alors dans notre pays, vous salue du cri de *Vive la Nation!* Le cabaret vous invite à boire de la *bière à la Nation;* l'épicier vous sert du *tabac à priser à la Nation*, etc. »

(3°) **La société sous la Convention.** — Sous la Terreur, le costume, les mœurs, les relations sociales prirent un caractère plus sombre. La Convention donna le ton. Elle était beaucoup plus *démocratiquement composée* que la Constituante ; ses membres appartenaient presque tous à la très petite bourgeoisie, c'étaient des gens de lettres, des avocats, des artistes, des artisans ; aussi paraissaient-ils à l'Assemblée dans un certain négligé populaire, Marat même affectait une tenue débraillée. Robespierre continua de garder une tenue irréprochable, toujours coiffé et poudré, avec une chemise à jabot et un habit bleu ; mais il fut une exception parmi les Conventionnels.

A leur exemple, les *patriotes* se distinguèrent par le *sans-gêne de leur costume*, et la rudesse de leurs manières ; ils renoncèrent aux culottes courtes pour adopter le pantalon tombant jusqu'aux pieds : d'où le nom de *sans-culottes* qu'on leur donna. Dans toutes les classes de la société, on prodigua le *tutoiement*.

Plus de luxe naturellement, plus de carrosses, plus de bijoux ; aucune de ces dépenses *qui font aller le commerce*. Aussi l'industrie et le commerce tombèrent dans une stagnation absolue. Dans les théâtres, on ne jouait plus que des pièces « du plus pur sans-culottisme » ; les seules distractions consistaient à entendre au café la lecture des journaux montagnards, et à chanter la *Carmagnole* et le *Ça ira*, qui peu à peu supplantaient *la Marseillaise*.

Pour retrouver une apparence de société élégante, c'est *dans les prisons* qu'il aurait fallu aller. Là s'entassaient par milliers les anciens nobles, les anciens magistrats, mêlés aux députés et aux généraux de la Révolution, les duchesses et les marquises avec les femmes du peuple. Ils y montraient une insouciance de bon ton, des manières exquises, une indifférence devant la mort, qui, sauf de très rares exceptions, les suivaient jusque sur l'échafaud.

(4°) **La société sous le Directoire.** — Après le 9 thermidor, il se produisit un *changement à vue:* les plaisirs, les relations mondaines, la passion des élégances reprirent leur empire accoutumé, et le gardèrent pendant tout le Directoire. Au sortir de ces inquiétudes mortelles, on chercha à s'amuser avec une fougue désordonnée ; la corruption même s'étala au grand jour, comme au temps de la Régence. Cet

affaiblissement de la moralité publique ne fut pas un des moindres dangers du nouveau régime.

Parmi les *salons* qui se rouvrirent, les principaux furent ceux de *Mme de Staël*, la fille de Necker, chez qui se réunissaient les esprits les plus distingués de l'époque, et de *Mme Tallien*, qui recevait surtout les personnages politiques. Dans les réunions mondaines, l'austérité du temps de la Convention faisait place à des raffinements inouïs de costumes et de manières. Les bals, les festins, les distractions de tout genre se multipliaient : plus de 600 *bals publics* s'ouvrirent à Paris seulement.

Les élégants, qu'on appelait les *Muscadins*, les *Merveilleux*, les *Incroyables* portaient d'énormes lorgnons, un grand gourdin noueux, une cravate monumentale, un habit à grand collet. Les femmes, les *Merveilleuses*, revêtaient des costumes dont la coupe et l'agencement rappelaient en partie ceux des statues antiques.

En même temps, l'*agiotage* sur les denrées, la *spéculation* la plus honteuse sur les fournitures aux armées se poursuivaient jusque dans les salons et faisaient le fond de toutes les conversations. Les femmes elles-mêmes s'en mêlaient; les plus élégantes ne rougissaient pas d'accaparer le savon, le suif, la chandelle, les épices, toutes les denrées qui peuvent se vendre.

(**5°**) **La littérature.** — Pendant les orages de la Révolution, *la littérature se transforma*, comme il était naturel. Les genres frivoles, en honneur au dix-huitième siècle, furent abandonnés; mais par contre l'**éloquence politique** naquit et arriva à la perfection; la **presse politique** fut créée; le **théâtre** discuta les intérêts publics comme dans les républiques de l'antiquité; les *sciences morales et politiques*, les *arts* comme les *sciences*, reçurent une impulsion vigoureuse.

La Convention eut, comme Louis XIV, *le sentiment des besoins intellectuels* d'une grande nation. Elle décréta qu'une somme de 300000 francs « serait chaque année consacrée en encouragements aux gens de lettres, aux artistes et aux savants dont les talents sont utiles à la nation ».

C'est à la Constituante que naquit l'*éloquence politique :* elle produisit dès le début un orateur incomparable, **Mirabeau.** — A la Législative, elle subit déjà un déclin : les *Girondins* étaient des orateurs à la parole colorée, mais souvent déclamatoire. — A la Convention, on peut dire qu'elle disparut : les orateurs y affectaient dans leur langage une violence incompatible avec le talent oratoire.

Parmi les *journalistes*, au premier rang brilla *Camille Desmoulins*, rédacteur passionné et entraînant du *Vieux Cordelier*. — Le théâtre, après 1789, devint comme une succursale de la tribune politique : la *liberté théâtrale* ayant été accordée comme toutes les autres, plus de 45 scènes s'ouvrirent tout d'un coup, et, pour attirer les spectateurs, elles célébrèrent à l'envi les événements de la Révolution. Les pièces patriotiques abondèrent ; le *Départ des Volontaires villageois*, le *Naufrage du Vengeur* furent les plus courues.



Le serment des Horaces.
Tableau célèbre de David, qui représente un épisode de l'histoire ancienne de Rome (au Louvre). Il donne bien le caractère de la peinture à cette époque.

(6°) **Les arts et les sciences.** — Les arts ont brillé plus que les lettres à l'époque révolutionnaire. La *peinture* et la *sculpture*, subissant l'influence puissante de David, renoncèrent à produire les œuvres simplement jolies qui avaient enchanté le dix-huitième siècle, et se transformèrent par l'étude de l'antiquité grecque et romaine.

Le peintre **David** (1748-1825) s'attachait avant tout à la correction du dessin, à la sincérité du coloris. Il peignit des sujets antiques, ou de grandes scènes révolutionnaires, le *Serment du Jeu de paume* et l'*Assassinat de Marat*.

La fin du dix-huitième siècle fut une époque féconde pour les *sciences*. Les dangers mêmes de la France, au temps de la

Convention, suscitèrent l'esprit d'invention des savants, et provoquèrent d'admirables découvertes que nous avons déjà indiquées, en faisant l'histoire de la défense nationale en 1793 (voir p. 63).

Le *télégraphe aérien*, inventé en 1793 par les deux frères *Chappe*, permit de transmettre rapidement aux armées les ordres du gouvernement. L'*aérostation* militaire date de la bataille de Fleurus (1794), où les Français employèrent pour la première fois un ballon captif.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Comment finit le Directoire ? — 2. Quelle était la popularité de Bonaparte en 1799 ? — 3. Quel usage voulut-il en faire ? — 4. Quels directeurs s'entendirent avec lui ? — 5. Racontez les journées du 18 et du 19 brumaire. — 6. Quelles en furent les conséquences ? — (**2**) 7. Comment la Révolution a-t-elle influé sur la société ? — 8. Comment, sous la Constituante, les citoyens s'occupaient-ils de la politique ? — 9. Comment s'est modifiée la toilette ? — 10. Comment se sont changées les distractions populaires ? — (**3**) 11. Quelle a été l'influence de la Convention ? — 12. Qu'est devenu alors le costume ? — 13. Qu'est devenue la vie sociale ? — 14. Comment vivait-on dans les prisons ? — (**4**) 15. Renaissance de la vie mondaine sous le Directoire. — 16. Les salons sous le Directoire. — 17. Le costume au temps du Directoire. — 18. L'agiotage. — (**5**) 19. Quel a été le caractère de la littérature sous la Révolution ? — 20. L'éloquence politique. — 21. Le théâtre. — (**6**) 22. Les beaux-arts. — 23. L'influence de David. — 24. Comment les sciences ont-elles été favorisées ? — 25. Les principales découvertes.

Devoirs. — **1.** *La fin de la première coalition sous le Directoire.* — **2.** *Les débuts de Bonaparte et la campagne d'Italie.* — **3.** *Histoire intérieure de la France sous le Directoire.* — **4.** *L'expédition d'Égypte, ses causes, ses résultats.* — **5.** *Exposer les causes de la seconde coalition.* — **6.** *Histoire de la seconde coalition pendant l'année* 1799. — **7.** *Histoire de la société en France pendant la Révolution.* — **8.** *Le mouvement intellectuel de* 1789 *à* 1799.

Lectures. — *Histoire de Napoléon*, par LANFREY, t. I : on n'oubliera pas, en la lisant, que c'est l'œuvre d'un ennemi déclaré de Napoléon. — *Histoire contemporaine*, par GAFFAREL, 1re période, chap. II, 2e période, chap. I. — *Histoire de la Civilisation contemporaine en France*, par RAMBAUD, p. 28-30 (la Constitution de l'an III), p. 147-150 (l'armée sous le Directoire), p. 173-182 (les Lettres sous la Révolution). — *La fin du gouvernement révolutionnaire*, par TAINE (dans le Tome III de l'*Histoire de la Révolution;* c'est un livre de haute science et dont la lecture demande une sérieuse application d'esprit; mais c'est aussi une des œuvres les plus importantes de notre littérature historique contemporaine).

Le Directoire.

I. Difficultés de la situation à la fin de 1795.

- 1° A l'intérieur.
  - 1° Mauvaise organisation du pouvoir exécutif.
  - 2° Hostilité des Jacobins et des royalistes.
  - 3° Embarras financiers. Dépréciation des assignats.
  - 4° Corruption des mœurs, privées et publiques.
- 2° Au dehors, continuation de la lutte contre l'Angleterre et l'Autriche.

II. Première période (1795-1797). Succès.

- 1° A l'intérieur.
  - 1° Défaite des royalistes en Vendée. Pacification du pays par Hoche.
  - 2° Complot avorté de Gracchus Babeuf. Ruine des Jacobins.
  - 3° Mesures financières. Les mandats territoriaux.
  - 4° Coup d'État du 18 fructidor. Conséquences fâcheuses de l'intervention des généraux dans le gouvernement.
- 2° Au dehors..
  - 1° Campagne d'Allemagne, malheureuse en 1796 avec Jourdan et Moreau, victorieuse en 1797 avec Hoche.
  - 2° Campagne de Bonaparte en Italie.....
    - 1° Il occupe le bassin du Pô (Mondovi, Lodi).
    - 2° Il s'affermit en Lombardie (Castiglione, Bassano, Arcole, Rivoli, Mantoue) et soumet l'Italie.
    - 3° Il envahit l'Autriche. Préliminaires de Leoben, paix de Campo-Formio (1797).

III. Seconde période (1797-1799). Fautes et impopularité.

- 1° Rivalité de Bonaparte et du Directoire après Campo-Formio.
- 2° Au dehors..
  - 1° Expédition d'Égypte, victorieuse en Égypte (1798), mais malheureuse en Syrie (1799). Victoire d'Aboukir. Retour de Bonaparte.
  - 2° En Europe, politique violente du Directoire. Républiques helvétique, romaine, parthénopéenne. Occupation du Piémont.
  - 3° Seconde coalition en 1799..
    - 1° Victorieuse d'abord en Allemagne et en Italie.
    - 2° Vaincue ensuite en Suisse (Zurich), et en Hollande (Bergen).
- 3° Au dedans : continuation des coups d'État (22 floréal, 30 prairial). Banqueroute des deux tiers. Anarchie générale.
- 4° Coup d'État du 18 brumaire (les Conseils à Saint-Cloud). Constitution de l'an VIII.

IV. Influence de la Révolution.

- 1° Sur la société........
  - 1° Transformation civique des idées et des mœurs, modérée sous la Constituante.
  - 2° Sombre et ardente sous la Terreur (disparition de la vie sociale).
  - 3° Désordonnée et portée au plaisir sous le Directoire (les bals des victimes).
- 2° Sur le mouvement intellectuel.
  - 1° Transformation de la littérature. La presse, la tribune, le théâtre politique.
  - 2° Régénération des beaux-arts (David).
  - 3° Les sciences. Découvertes patriotiques.

CHAPITRE V

LE CONSULAT (1799-1804)

NOTIONS GÉNÉRALES

Le 18 brumaire a remis pour quinze ans les destinées de la France entre les mains du grand capitaine enfanté par la Révolution. Le Consulat, de 1799 à 1804, ne fut en effet qu'une transition pour arriver à l'Empire, qui dura de 1804 à 1814; en apparence, sous le Consulat, la forme républicaine du gouvernement subsiste encore ; en réalité, le gouvernement monarchique, c'est-à-dire le gouvernement du pays par un homme, est déjà rétabli : car, sous le Consulat, comme sous l'Empire, c'est Napoléon Bonaparte qui dirige à son gré les affaires de la France.

L'histoire du Consulat présente deux faces.

Au dedans, Bonaparte, devenu premier consul, a accompli une œuvre pacificatrice : grâce à lui, notre patrie, après les dissensions civiles qui l'avaient si profondément et si cruellement déchirée, a retrouvé la tranquillité, la sécurité de chaque jour, la paix des esprits, à l'abri d'institutions civiles et sociales fortement empreintes des idées de la Révolution et des principes de 1789. Malheureusement, ce résultat ne fut obtenu que moyennant le sacrifice des libertés politiques qui avaient été si péniblement conquises par la Constituante : la France se donna de nouveau un maître.

Il faut reconnaître qu'après le 18 brumaire, la France accepta presque unanimement la situation nouvelle dans laquelle elle était placée : heureuse d'être délivrée de l'anarchie, d'être débarrassée du souci de se conduire elle-même, voyant en Bonaparte l'homme nécessaire qui devait la sauver des maux intérieurs et des dangers du dehors, elle trouvait plus sûr et surtout plus commode de se confier aveuglément à lui.

Mais l'expérience devait vite lui apprendre qu'il est mauvais pour un peuple de se désintéresser de ses propres affaires, et de s'abandonner à un homme, quel que soit son génie.

Au dehors, le gouvernement consulaire a achevé de briser les résistances de l'Europe monarchique. Quand il s'établit, Masséna avait déjà sauvé la France par la belle victoire de Zurich; le premier consul, aidé de Moreau, acheva la défaite de la seconde coalition; il obligea même l'Angleterre à poser les armes et par le traité d'Amiens rétablit, pour la première fois depuis 1792, la paix universelle dans le monde.

Malheureusement, cette accalmie ne dura qu'un moment. Après quatorze mois de paix, la guerre se ralluma entre la France et l'Angleterre, pour ne se terminer qu'en 1814. Au moment même où recommençait ce duel terrible, qui devait rapidement ensanglanter l'Europe entière, s'achevait en France la transformation gouvernementale qui allait rétablir, même dans la forme, l'autorité monarchique : en 1804, le Consulat faisait place à l'Empire.

LEÇON I. — **Traits essentiels de la Constitution de l'an VIII. — Le Concordat.**

Résumé. — 1. La Constitution de l'an VIII, ou Constitution consulaire, que Bonaparte rédigea lui-même après le 18 brumaire, eut pour trait essentiel d'annuler la liberté : elle lui confia un pouvoir souverain, avec le titre de premier consul.

2. Maître du pouvoir exécutif, Bonaparte partageait le pouvoir législatif avec le Conseil d'État, le Tribunat, le Corps Législatif et le Sénat; mais ces quatre Assemblées n'avaient qu'une autorité illusoire.

3. Bonaparte se donna aussi une grande influence sur le pouvoir judiciaire. Il nomma lui-même les juges, réorganisa les tribunaux. Par la rédaction du Code civil, il fit compléter l'œuvre législative de la Révolution.

4. Enfin, il réorganisa toutes les parties de l'administration, en restaurant partout le principe d'autorité. Il mit les préfets à la tête des départements, et rétablit l'ordre dans le régime financier.

5. Le Concordat, en 1801, réconcilia la France nouvelle avec la papauté; il fut complété par les *Articles organiques*.

RÉCIT. — (1°) **Caractère despotique de la Constitution de l'an VIII.** — Un grand historien, qui n'est pas suspect de partialité pour le régime napoléonien, **Mignet**, a écrit que « le coup d'État du 18 brumaire eut une immense

popularité ». Cet engouement de la foule pour un général, qui venait de fouler aux pieds la Constitution du pays, prouvait avec une clarté saisissante que, dès ce moment, il pouvait disposer à son gré du pays tout entier. Les esprits réfléchis comprirent dès lors que *la liberté politique était supprimée* en fait, et purent répéter un mot célèbre arraché au dépit de Sieyès : « Messieurs, nous avons un maître ! »

Cependant, quelle que fût la popularité de Bonaparte, il s'aperçut qu'il lui faudrait déguiser son despotisme sous les formes de la liberté, tant le pays s'était attaché déjà à ce bien nouveau ! Au moment même où il se préparait à confisquer à son profit la République, il se croyait obligé de déclarer hautement qu'il agissait dans le but unique de la sauver et de la consolider. C'est une idée qu'il ne faut pas perdre de vue, si on veut comprendre les *traits essentiels de la Constitution* nouvelle qu'il a donnée à la France.

Ainsi, tout en rétablissant à son profit la réalité de l'ancienne puissance monarchique, il eut bien soin de ne faire revivre aucun des titres de fonctions publiques en usage au temps de la royauté. Tous les noms qu'il donna à ses fonctionnaires, quand il organisa le Consulat, étaient empruntés à l'antiquité républicaine : il les appela *consuls*, *tribuns*, *préfets*, *sénateurs*, etc. En 1804 même, quand il se décida à rendre son pouvoir franchement monarchique, il ne prit pas le titre de *roi*, mais celui d'*empereur* porté jadis par les généraux de la Rome républicaine ; et pendant plusieurs années il conserva cette équivoque : en 1808 encore, les monnaies qu'il faisait frapper portaient d'un côté **République française**, et de l'autre **Napoléon empereur**.

Sieyès, qui avait été avec Bonaparte le principal auteur du coup d'État du 18 brumaire, ne se doutait pas que cette journée fameuse aboutirait à un pareil résultat. Tout au contraire, il comptait faire adopter par ses deux collègues, les deux autres consuls provisoires, Bonaparte et Roger-Ducos, un *plan de Constitution* qu'il avait très minutieusement combiné pour mettre hors de toute atteinte le principe de la liberté ; en particulier, pour rendre inoffensive l'ambition du vainqueur de Rivoli, il comptait lui attribuer le titre de **grand-électeur** : le grand-électeur devait être très grassement rétribué et donner des fêtes, des bals, des dîners ; mais il ne possédait aucune autorité dans le gouvernement.

Bonaparte refusa très énergiquement de devenir *une sorte de roi-fainéant* : « Je ne veux pas, dit-il, être un porc à l'en-

grais, » et il bouleversa de fond en comble le projet de Sieyès, bien qu'il en ait conservé beaucoup de dispositions particulières. Aussi peut-on dire qu'il a été le véritable auteur de la Constitution de l'an VIII.

Tout d'abord, le *système électoral* fut très habilement combiné, pour que le suffrage universel parût respecté, tandis qu'en fait il était annulé.

Les électeurs ne nommaient plus eux-mêmes les députés; ils ne faisaient que présenter des candidats, parmi lesquels le gouvernement choisissait lui-même les élus. Le mécanisme très compliqué de ce bizarre système électoral fut plusieurs fois remanié; il aboutit à l'établissement des **listes de notabilités**, dressées par les électeurs, et sur lesquelles le gouvernement pouvait faire ses choix comme il l'entendait.

Ce système supprimait en fait toutes les élections; depuis 1800 jusqu'à la chute de l'Empire en 1814, il n'y eut plus en France d'assemblées nommées directement par la nation.

Le chef de l'État portait le titre de **premier consul**; il était d'abord investi de tout le *pouvoir exécutif.*

Il dirigeait les forces militaires, signait les traités, déclarait la guerre, faisait la paix, nommait à toutes les fonctions publiques; dans le gouvernement, il était aidé par des *ministres* qu'il choisissait lui-même, et qui n'étaient responsables que devant lui.

Il avait, à côté de lui, un *second* et un *troisième consul*, afin de masquer l'autorité monarchique dont il était revêtu. Mais ces consuls n'avaient que voix consultative : c'est-à-dire que Bonaparte pouvait les consulter s'il le jugeait à propos, et sans être d'ailleurs obligé de suivre leurs conseils. Sieyès ne voulant pas accepter ces fonctions purement honorifiques, elles furent données à *Cambacérès* et à *Lebrun.*

(2°) **Le pouvoir législatif.** — Maître officiellement de tout le pouvoir législatif, le premier consul possédait aussi en réalité, sinon en apparence, le *pouvoir législatif*, c'est-à-dire le droit de faire les lois. D'une part, il avait seul l'**initiative des lois**; en d'autres termes, il avait seul le droit de proposer des *projets de loi*, et aucune disposition législative ne pouvait être adoptée sans son assentiment; d'autre part, il était vraiment le maître des *quatre Assemblées* chargées d'examiner successivement les projets législatifs : c'étaient le *Conseil d'État*, le *Tribunat*, le *Corps législatif* et le *Sénat*.

En premier lieu, le **Conseil d'État** préparait et rédigeait les textes des projets de loi. — Il y avait soixante conseillers d'État, nommés directement par le premier consul.

Les projets de loi étaient en second lieu portés devant le **Tribunat** qui avait pour mission de les discuter et de rechercher les imperfections qui pouvaient s'y rencontrer. — Les tribuns étaient au nombre de cent.

Les projets de loi arrivaient ensuite devant le **Corps législatif**; ils étaient escortés de trois tribuns qui devaient en faire la critique, de trois conseillers d'État qui en présentaient la défense. Les membres du Corps législatif, au nombre de trois cents, ne pouvaient pas prendre eux-mêmes la parole : ils écoutaient en silence, puis passaient au vote; ils avaient à prononcer l'adoption ou le rejet de la loi. « C'était, dit Thibaudeau, une assemblée de muets, un corps sans langues, sans yeux, sans oreilles. »

Enfin, les lois adoptées par le Corps législatif comparaissaient encore devant le **Sénat conservateur**, qui était chargé du maintien de la Constitution et qui devait examiner si elles étaient constitutionnelles ou non. Après avoir subi toutes ces épreuves, elles devenaient exécutoires, quand elles avaient été toutefois promulguées encore par le premier consul. — Il y avait quatre-vingts sénateurs inamovibles. Leur autorité était très grande en apparence: outre leurs fonctions législatives, ils avaient à nommer les tribuns et les membres du Corps législatif. Mais ils étaient eux-mêmes plus ou moins directement nommés par le premier consul, leur volonté n'était qu'un reflet de la sienne.

Telle était, dans ses traits essentiels, la Constitution de l'an VIII. Elle fut soumise à la sanction du peuple, dans un *scrutin public*. Elle fut approuvée par 3 111 107 oui, contre 1 567 non. Promulguée le 24 décembre 1799, elle devait, avec quelques modifications, régir la France jusqu'en 1814.

En somme, cette Constitution conservait les *apparences de la liberté*, puisqu'il y avait encore des Assemblées délibérantes; elle établissait la *réalité du despotisme*, puisque ces Assemblées, au lieu de représenter la volonté des citoyens, ne représentaient que celle du premier consul. Et aussi, elle ne respectait pas le principe de la **séparation des pouvoirs** (le *législatif*, l'*exécutif* et le *judiciaire*) qui, comme Montesquieu l'a prouvé, est le fondement nécessaire de tout gouvernement libre.

(3°) **Le pouvoir judiciaire. Le Code.** — Bonaparte s'arrangea de façon à exercer aussi une influence souveraine

sur le *pouvoir judiciaire*, c'est-à-dire sur les juges et les tribunaux chargés d'appliquer la loi.

Ses innovations en matière de justice furent de deux sortes : il changea le *mode de nomination* des magistrats, et il créa une *hiérarchie de tribunaux*, dont la Constituante n'avait pas voulu.

Dorénavant, les juges ne furent plus *élus par les citoyens*, comme l'avait établi la Constituante, ils furent *nommés par le Premier Consul.* Les magistrats formant ce qu'on appelle la **magistrature debout** (procureurs-généraux, procureurs de la République, substituts), qui représentent dans les tribunaux la société et l'État, furent *révocables* au gré du gouvernement. Au contraire, les membres de la **magistrature assise** (juges et conseillers), qui appliquent la loi, furent *inamovibles.*

D'autre part, la hiérarchie des tribunaux fut régularisée : chaque canton eut sa *justice de paix*, chaque arrondissement son *tribunal civil* et son *tribunal correctionnel*, chaque département sa *cour d'assises.* Au-dessus des tribunaux civils et des tribunaux correctionnels, Bonaparte créa des *tribunaux d'appel*, qu'on appela sous l'Empire cours d'appel, et qui ont conservé ce dernier nom ; il y en eut 29. Les magistrats qui siégeaient dans ces cours d'appel, et qui portaient le titre de conseillers, avaient à examiner en appel les sentences rendues par les tribunaux placés au-dessous d'eux dans leur ressort. Au-dessus de toute cette hiérarchie judiciaire, le *tribunal de cassation* continua à maintenir l'unité de la jurisprudence.

Il fallait ensuite donner à ces tribunaux des lois précises et claires à appliquer. La Constituante et la Législative avaient voté un très grand nombre de lois conformes au nouveau régime : il restait à les coordonner, à *rédiger un Code.* Pour mener cette œuvre à bonne fin, Bonaparte réunit en une commission les plus grands jurisconsultes de l'époque ; leur travail était ensuite examiné par le Conseil d'État, que présidait souvent Bonaparte en personne.

Le **Code civil** fut la première œuvre sortie de ces délibérations, il fut promulgué de 1802 à 1804. Il fondait la société des hommes sur les principes de la liberté civile, de l'égalité des droits, du respect de la propriété. Thiers a dit que le Code civil est « le chef-d'œuvre de la législation ». Un grand nombre de nations étrangères ont rendu hommage à sa supériorité en l'imitant. — La législation française a été complétée sous l'Empire par la rédaction des autres Codes.

(4°) **Réorganisation de la France.** — Les premiers mois du Consulat furent employés à rétablir l'ordre, la paix publique, et à réorganiser toute l'administration. Le Premier Consul établit partout des fonctionnaires qui étaient *nommés par lui*, et qu'il pouvait *révoquer* à son gré, dès qu'ils avaient cessé de lui plaire. Il était ainsi certain que ses ordres seraient partout obéis.

A la tête des départements, il plaça des *préfets*, à la tête des arrondissements des *sous-préfets*, à la tête des communes des *maires*, tous nommés par le gouvernement central dont ils devaient faire exécuter les volontés.

La **réforme financière** était des plus urgentes; quand le Consulat s'installa, le Trésor public ne renfermait que 137.000 francs en numéraire : autant dire qu'il était vide. Le papier-monnaie émis par l'État était sans valeur, le crédit public anéanti : la rente 5 °/₀ française était à 11 fr. 30 !

Un habile ministre, *Gaudin*, aida le premier consul à sortir de cette pénurie désastreuse. La levée des impôts directs fut assurée par la création d'une administration financière simple et bien coordonnée : des receveurs-généraux dans les départements, des receveurs-particuliers dans les arrondissements, des percepteurs dans les cantons encaissèrent les sommes payées par les contribuables, et par un ingénieux mécanisme purent toujours mettre des fonds à la disposition de l'État. Aussi celui-ci put-il désormais faire face régulièrement à ses engagements. Le résultat, c'est qu'un mois après le 18 brumaire, le 5 °/₀ était déjà remonté à 22 fr.

Plus tard, en 1804, l'administration des *droits-réunis* fut créée, pour percevoir les contributions indirectes.

La réorganisation financière fut complétée par la création de la **Banque de France**, qui fut fondée en 1800 pour escompter les effets de commerce. Dès le début, elle a rendu de grands services aux particuliers et à l'État, en faisant baisser l'intérêt de l'argent; elle est devenue et elle reste aujourd'hui le plus grand établissement financier du monde entier.

(5°) **Le Concordat.** — De toutes les mesures que le premier consul a prises pour réconcilier le passé avec le régime nouveau, la plus importante est certainement la paix religieuse, qu'il conclut avec le pape Pie VII. Les rapports entre l'Église catholique et l'État français avaient été rompus depuis les premiers jours de la Révolution, depuis que la

Constituante avait voté la *Constitution civile* du clergé; le **Concordat** mit fin à cette situation.

Bonaparte savait quelle est la puissance de la religion sur les âmes: aussi se proposa-t-il de substituer à un clergé indépendant et hostile, un clergé dont il nommerait lui-même les dignitaires et qui serait lié à l'État.

Négocié par un frère de Bonaparte, *Joseph*, et par le cardinal *Consalvi*, le **Concordat** fut signé en 1801. Il reposait à peu près sur les mêmes bases que l'*ancien concordat de François Ier* : le chef de l'État nomme les évêques, mais ceux-ci doivent obtenir du pape l'investiture canonique; les prêtres reçoivent un traitement de l'État, mais l'Église reconnaît la vente des biens du clergé. Il y eut une nouvelle répartition des diocèses français.

Le Concordat entra en vigueur le 8 avril 1802, la veille de la fête de Pâques. Bonaparte voulut qu'il y eût une inauguration solennelle: le 9 avril, il fit célébrer en grande pompe par le cardinal-légat Caprara une *messe pontificale* dans la cathédrale de Paris; il y assista en personne, avec tous les grands fonctionnaires, le Sénat, le Corps législatif, le Tribunat. Le cortège officiel s'était rendu à Notre-Dame dans les carrosses de l'ancienne Cour, tandis que des salves d'artillerie étaient tirées à l'Esplanade des Invalides. Le soir, il y eut des illuminations et des concerts populaires, pour célébrer « cette réconciliation de Rome avec la Révolution ».

Vers la même époque, les **Articles organiques**, décrétés par le premier consul seul, réglèrent la *police des cultes*. — Le culte protestant reçut également une rétribution de l'État. — Les juifs avaient été assimilés par la Constituante à tous les autres citoyens; mais leur culte ne fut rétribué que sous Louis-Philippe.

En résumé, Bonaparte a doté la France de la plupart des *institutions civiles* qui la régissent aujourd'hui encore. Nous pouvons apprécier facilement les caractères essentiels de la Constitution de l'an VIII, et de ces créations diverses que nous venons d'exposer et qui en ont été le complément : elles faisaient dominer le *principe d'autorité* et réveillaient en France la tradition de l'**esprit monarchique.** Mais aussi elles rétablissaient l'**ordre public**, et l'on ne remarquait alors que cette heureuse conséquence des réformes administratives du premier consul. Aussi sa popularité croissait chaque jour. D'éclatantes victoires, remportées sur les ennemis du dehors, allaient encore l'augmenter.

QUESTIONNAIRE. — 1. Qu'a été le Consulat? — 2. Quelles sont les deux faces de son histoire? — (**1**) 3. Comment le peuple accueillit-il le 18 brumaire? — 4. Que voulait faire Sieyès? — 5. Comment Bonaparte renversa-t-il son plan? — 6. Quel fut le système électoral? — 7. Comment s'appela le chef de l'État? — 8. Quelles étaient ses attributions? — 9. Avait-il des collègues? — (**2**) 10. Comment influait-il sur le pouvoir législatif? — 11. Énumérez les Assemblées législatives. — 12. Qu'est-ce que le Conseil d'État? — 13. Le Tribunat? — 14. Le Corps Législatif? — 15. Le Sénat? — 16. Appréciez la Constitution de l'an VIII. — (**3**) 17. Comment fut modifié le système judiciaire? — 18. Comment furent nommés les magistrats? — 19. Comment fut établie la hiérarchie des tribunaux? — 20. Que savez-vous sur le Code civil? — (**4**) 21. Comment furent administrés les départements? — 22. Quelle était la détresse financière? — 23. Quelle administration financière fut établie? — 24. Création de la Banque de France. — (**5**) 25. Pourquoi fut signé le Concordat? — 26. Quelles en sont les clauses? — 27. Qu'est-ce que les *Articles organiques?*

LEÇON II. — **Fin de la seconde coalition Marengo et Hohenlinden. Traités de Lunéville et d'Amiens.**

Résumé. — 1. Le Consulat, au moment où il s'établit, trouvait la France encore en guerre contre la seconde coalition. Bonaparte, par la victoire de Marengo (1800), reconquit l'Italie.

2. Moreau ensuite par la victoire de Hohenlinden acheva la ruine de l'Autriche. L'empereur d'Allemagne fut contraint à signer la paix de Lunéville (1801).

3. L'Angleterre, pendant ce temps, avait remporté sur mer de grands avantages : elle avait pris Malte, chassé les Français de l'Égypte et dissous la Ligue des Neutres qui mettait en danger sa prépondérance maritime.

4. Mais, menacée d'une descente par Bonaparte, elle consentit à son tour à poser les armes. Elle signa, en mars 1802, le traité d'Amiens, par lequel elle reconnaissait à la France la possession de ses frontières naturelles.

RÉCIT. — (**1°**) **La seconde coalition en 1800. Marengo.** — Quand Bonaparte s'empara du pouvoir, au 18 brumaire, la seconde coalition était toujours en armes contre la France. Elle venait d'essuyer deux graves défaites, à Bergen et à Zurich, et elle avait perdu l'appui de la Russie : le tzar Paul Ier, dégoûté de la guerre par la destruction de son armée en Suisse, venait en effet d'abandonner la lutte. Mais l'Angleterre et l'Autriche étaient toujours ardentes pour la

guerre : la première voulait enlever aux Français *Malte* et l'*Égypte;* la seconde espérait bien garder l'*Italie*, qu'elle avait conquise l'année précédente.

Dans son plan de guerre, Bonaparte négligea pour le moment l'Angleterre, qu'il ne pouvait atteindre, et tourna tous ses efforts contre l'Autriche.

Les dispositions qu'il prit pour la combattre étaient des plus habiles. Deux armées autrichiennes étaient dirigées contre la France : l'une en Allemagne, sous M. de Kray, menaçait le Rhin vers Strasbourg; l'autre en Italie, sous M. de Mélas, assiégeait Gênes, restée aux Français, et attaquait le Var. Mais ces deux armées étaient séparées l'une de l'autre par le massif de la Suisse, que la victoire de Masséna à Zurich avait conservée à la France. Bonaparte résolut de profiter de cette circonstance pour tourner les positions des généraux ennemis : deux armées françaises pénétreraient en Suisse; l'une, traversant le Rhin vers Schaffhouse, s'établirait sur les derrières de M. de Kray; l'autre, traversant les Alpes par le Grand-Saint-Bernard, se posterait sur les derrières de M. de Mélas. Les Autrichiens seraient ainsi coupés de leurs communications et de leurs lignes de retraite.

Le plan de Bonaparte, simple et hardi, dont tous les détails avaient été réglés avec une précision merveilleuse, allait produire d'admirables résultats.

Il se chargea de conduire lui-même les *opérations en Italie*. Sa tâche fut facilitée par l'héroïsme de *Masséna*, qui, pendant plusieurs mois, retint les Autrichiens autour de **Gênes**, où il soutint un des plus mémorables sièges dont l'histoire fasse mention.

C'est au mois d'avril 1800 que l'armée autrichienne, forte de 120 000 hommes, commença l'attaque de Gênes; Masséna n'avait lui-même que 36 000 hommes démoralisés en partie par des échecs antérieurs et manquant de tout; la flotte anglaise, qui croisait dans le golfe, enlevait tout espoir de ravitaillement. Néanmoins l'indomptable Masséna résista deux mois, jusqu'en juin, livrant des combats quotidiens, et faisant perdre à l'ennemi plus de soldats qu'il n'en avait lui-même; malgré tant d'héroïsme, la *famine* finit par contraindre les Français à évacuer la place, mais quand on eut mangé toute substance alimentaire, le cuir même; le 3 juin, on n'avait donné à chaque soldat que trois onces de pain, ou plutôt « d'un mastic noir, amer, composé de son, de folle avoine, de graine de lin, d'amidon, et imprégné d'huile de cacao ».

Grâce à cette intelligente obstination, Bonaparte avait eu le temps de réunir une *armée de réserve*, de la concentrer dans

le Valais, et de lui faire franchir les Alpes par le défilé du **Grand-Saint-Bernard**, du 15 au 20 mai. La principale difficulté fut pour le transport des canons. Marmont, qui commandait l'artillerie, eut l'idée d'enlever les pièces de leurs affûts et de les empaqueter dans des troncs de sapins creusés auxquels les soldats s'attelèrent eux-mêmes.

Une fois en Italie, Bonaparte se hâta de courir à Milan, l'occupa, *se plaça ainsi entre l'armée autrichienne et l'Autriche;* puis il revint contre M. de Mélas, qui, épouvanté de la situation dans laquelle il se trouvait tout à coup, concentrait son armée au nord de Gênes pour tâcher de rétablir ses communications.

Après un premier succès remporté par *Lannes* à **Montebello**, le choc décisif entre les deux armées eut lieu à **Marengo**, le 14 juin 1800.

Il faut remarquer que, dans cette célèbre bataille, les Autrichiens *tournaient le dos à la France;* ils luttaient en désespérés pour se rouvrir la route de Milan, la route de l'Autriche. Bonaparte, qui voulait les réduire à capituler, et pour cela leur fermer tous les passages possibles, avait été obligé de disséminer ses forces. Aussi la victoire fut longtemps indécise.

En réalité, il y eut *trois batailles* le même jour; les deux premières furent perdues : les Français n'étaient que 10 000 contre 40 000 Autrichiens! Mais à trois heures, l'initiative intelligente de **Desaix**, qui, guidé par le son du canon, arriva sur le champ de bataille avec son corps d'armée, permit à Bonaparte de recommencer une troisième fois la lutte. Desaix fut tué d'une balle au cœur; mais M. de Mélas se vit arracher une victoire qu'il croyait déjà tenir. Le lendemain, il fut forcé de signer une capitulation, par laquelle il cédait aux Français toute l'Italie jusqu'au Mincio. Les Autrichiens avaient perdu en *un seul jour* tout le terrain qu'ils avaient mis *un an* à conquérir.

L'éclatante victoire de Marengo fut chèrement payée par la mort de Desaix. « Modeste, timide, l'aspect mélancolique avec une figure voilée de longs cheveux noirs, appliqué à l'étude et à tous ses devoirs, aimé de ses soldats pour sa bonté, généreux envers les vaincus, ce noble général pouvait être présenté comme un modèle de toutes les vertus guerrières et privées. » Il avait accompagné Bonaparte en Égypte, et n'en était revenu que le 11 juin, trois jours avant la bataille où il devait périr.

Pendant les derniers mois de l'année 1800, **Brune** fut chargé de compléter les résultats de la victoire de Marengo;

il conquit la Vénétie, et chassa entièrement les Autrichiens de l'Italie.

(2°) **Hohenlinden. Traité de Lunéville.** — L'Autriche avait été frappée de stupeur par la défaite inattendue que Bonaparte lui avait infligée en Italie; mais Marengo était trop loin de Vienne, pour que ce seul coup obligeât l'Empereur à déposer les armes. C'est **Moreau**, à la tête de l'*armée d'Allemagne*, qui devait obtenir ce grand résultat.

Dans une première série d'opérations (mai-juin 1800), pendant que Bonaparte tournait M. de Mélas, Moreau tourna M. de Kray, pénétra dans le bassin du Danube et entra à Munich.

C'est dans ces combats que fut tué l'immortel *La Tour-d'Auvergne*, « le premier grenadier des armées de la République », qui s'était engagé à 49 ans pour la défense de la patrie; lorsqu'on l'enterra au milieu de branches de laurier et de chêne, un grenadier plaça son corps « comme il était de son vivant, faisant toujours face à l'ennemi ».

L'hiver venu, Moreau reprit l'offensive, et partit de Munich pour s'ouvrir la route de Vienne. Au même moment, une armée autrichienne, sous l'archiduc Jean, se mettait en mouvement pour venir l'attaquer dans Munich. Les deux armées ennemies, marchant en sens inverse, se rencontrèrent au milieu même de la forêt de *Hohenlinden*, et une bataille terrible s'engagea sur un plateau boisé, entrecoupé de clairières, de défilés, traversé par des chemins creux, et que recouvrait une épaisse couche de neige (3 décembre 1800).

La bataille fut gagnée, grâce aux habiles dispositions de Moreau, grâce aussi à l'intrépidité inouïe du général **Richepanse**, qui s'enfonça comme un coin au centre même de l'armée autrichienne formée en longue colonne, tandis que *Ney* l'attaquait en tête. Bientôt les soldats de l'archiduc Jean, pris ainsi entre les deux moitiés de l'armée française, contenus en avant par les troupes de Ney, poussés en queue par celles de Richepanse, tourbillonnent, rompent leurs rangs, se précipitent et se sauvent par tous les sentiers de la forêt, tandis que les deux généraux français passent sur leurs débris pour se donner la main.

La victoire était éclatante; l'archiduc Jean avait perdu plus de 20 000 hommes, tués ou pris, et une grande partie de ses troupes s'était débandée. Mais il y avait eu chez les Français un moment de

terrible anxiété, lorsque s'accomplissait la manœuvre décisive. Et quand enfin Ney et Richepanse, s'avançant à la rencontre l'un de l'autre, purent se joindre et se reconnaître au milieu des fumées du champ de bataille, l'armée les vit avec une patriotique émotion se jeter dans les bras l'un de l'autre et s'embrasser ivres de joie.

Le vainqueur de Hohenlinden avait *la route de Vienne* ouverte devant lui; rien ne pouvait plus l'arrêter. Il franchit sans trouver de résistance sérieuse les rivières de l'Inn et de la Salza, prit la forteresse de Lintz et commença ainsi l'invasion de l'Autriche. Le cabinet de Vienne, épouvanté, consentit à traiter. La paix fut signée à **Lunéville**, sur les bases du traité de Campo-Formio : l'Autriche gardait la Vénétie, et la France la rive gauche du Rhin; elle continuait en outre à occuper le Piémont (février 1801).

(3°) **La guerre contre l'Angleterre. Perte de Malte et de l'Égypte.** — L'Angleterre restait seule en armes contre la France. Pendant que, sur le continent, son alliée, l'Autriche, éprouvait défaites sur défaites, elle avait pris l'offensive dans la Méditerranée et en Égypte. Sa flotte bloqua Malte, dont la garnison française se défendit bravement; mais elle ne pouvait être ravitaillée, et elle ne trouvait aucune ressource sur ce rocher inexpugnable, mais stérile : elle dut finir par capituler (septembre 1800).

L'Angleterre aida aussi la Turquie à reconquérir l'Égypte, car elle ne voulait à aucun prix laisser aux Français cette station importante sur la route de l'Inde.

Bonaparte, en partant en 1799, avait laissé à Kléber le commandement de l'Égypte. Son départ avait fait naître dans l'âme des soldats, qui se regardaient comme déportés, un grand découragement que Kléber partagea d'abord; il signa avec les Anglais la convention d'*El-Arish*, en vertu de laquelle son armée devait être ramenée en France. Mais les Anglais refusèrent ensuite de l'exécuter, et exigèrent que les Français se rendissent prisonniers de guerre. « Soldats, dit alors Kléber à son armée, on ne répond à de pareilles insolences que par des victoires, préparez-vous à combattre, » et il détruisit à **Héliopolis** une armée turque.

Aussi habile administrateur que grand général, Kléber aurait pu conserver l'Égypte à la France. Malheureusement, il commit quelques imprudences; il fit, par exemple, bâtonner un scheik du Caire, et exaspéra ainsi la haine des dévots musulmans : un fanatique l'assassina, le 14 juin 1800, le jour même où son ami Desaix tombait à

Marengo. **Menou** lui succéda : brave, mais incapable, il ne sut pas empêcher un débarquement des Anglais, et les débris de l'armée française durent *capituler dans Alexandrie* (septembre 1801). Ils furent du moins rapatriés sur des vaisseaux anglais.

Après la *reprise de Malte et de l'Égypte*, et la destruction presque totale de la *marine française*, l'Angleterre n'avait plus d'intérêt à continuer la lutte. D'autre part, elle commençait à craindre pour elle-même : Bonaparte, en s'alliant avec le Danemark et avec le tzar Paul Ier, était parvenu à former contre elle une **ligue armée des neutres** qui aurait pu compromettre sa suprématie maritime. L'Angleterre échappa à ce danger en faisant *bombarder Copenhague* par Nelson, avec une barbarie sauvage; à ce moment même, le tzar *Paul Ier était assassiné* à Saint-Pétersbourg, à la suite d'une conspiration à laquelle l'Angleterre ne resta sans doute pas étrangère. La ligue des neutres fut dissoute, et l'Angleterre respira plus librement.

(4°) **La Paix d'Amiens**. — Mais bientôt un autre sujet d'inquiétude vint l'assaillir. Bonaparte réunissait à **Boulogne** une armée et les chaloupes canonnières nécessaires pour la transporter en Angleterre; Nelson, chargé de brûler ces « *coquilles de noix* », comme disaient dédaigneusement les Anglais, fut deux fois repoussé. Les Anglais commencèrent à se demander s'il ne vaudrait pas mieux conclure un arrangement avec la France, puisque la guerre n'avait plus d'avantages sérieux à leur apporter, et que sa continuation pouvait les exposer à un danger réel.

Le ministre qui dirigeait la Grande-Bretagne depuis de longues années, et qui depuis 1793 avait noué et soutenu les deux coalitions contre la France, **William Pitt**, ne voulait pas « qu'il fût tiré un seul coup de canon sur les mers sans la permission des Anglais ». Aussi était-il l'ennemi irréconciliable de notre patrie; mais il fut renversé, et **Addington**, partisan de la paix, le remplaça.

Des négociations pour la conclusion de la paix s'ouvrirent à Amiens; elles furent conduites par *Joseph Bonaparte* et par lord Cornwallis, et aboutirent à un traité qui fut signé le 25 mars 1802. L'Angleterre reconnaissait les acquisitions de la France sur le continent, et s'engageait à rendre l'Égypte

au sultan, et Malte aux chevaliers de Saint-Jean. Pour la première fois depuis 1792, une paix universelle régna dans le monde.

L'aristocratie anglaise prit le deuil; mais ses regrets, le peuple anglais ne les partagea pas; la joie avec laquelle il accueillit cette paix tint du délire. Quand le colonel français Lauriston arriva à Londres pour l'échange des ratifications, il fut porté en triomphe par les habitants; les ouvriers anglais s'attelèrent à sa voiture, et, sur les bords de la Tamise comme sur ceux de la Seine, retentirent les cris de *Vive Bonaparte!*

QUESTIONNAIRE.—(**1**) 1. Quelle était la situation extérieure de la France au 18 brumaire? — 2. Quel fut le plan de guerre de Bonaparte? — 3. Qui l'exécuta en Italie? — 4. Racontez le siège de Gênes. — 5. Comment Bonaparte franchit-il les Alpes? — 6. Que fit-il en Italie? — 7. Racontez la bataille de Marengo. — 8. Quel était le caractère de Desaix? — (**2**) 9. Qui conduisit la guerre en Allemagne? — 10. Racontez les premières opérations de Moreau. — 11. Comment fut livrée la bataille de Hohenlinden? — 12. Quel fut le rôle de Richepanse? — 13. De Ney? — 14. Que fit Moreau après la victoire? — 15. Comment finit la guerre contre l'Autriche? — (**3**) 16. Quels succès avait remportés l'Angleterre? — 17. Que fit Kléber en Égypte? — 18. Que fit Menou? — 19. Qu'est-ce que la Ligue des Neutres? — 20. Comment fut-elle dissoute? — (**4**) 21. Pourquoi l'Angleterre traita-t-elle? — 22. Quel fut le traité de paix? — 23. Comment fut-il accueilli en Angleterre?

LEÇON III. — **Histoire intérieure du Consulat. Rupture de la paix d'Amiens.**

Résumé. — 1. Après la paix d'Amiens, la France jouit d'une paix complète, pour la première fois depuis 1792. Le premier consul voulut en profiter pour développer la prospérité du pays.

2. Déjà son gouvernement réparateur avait travaillé à pacifier les esprits. Il avait rappelé les émigrés, créé les lycées, institué la Légion d'honneur, entrepris de grands travaux publics.

3. Mais la paix dura à peine une année. Dès 1803, l'ambition de Bonaparte et la jalousie de l'Angleterre contre la marine renaissante de la France provoquèrent le renouvellement des hostilités.

4. Pendant les préparatifs de guerre, des conspirations contre la puissance ou contre la vie du premier consul lui donnèrent l'occasion de rendre son autorité franchement monarchique. L'Empire fut établi, le 18 mai 1804.

(1°) **La paix universelle.** — La **paix d'Amiens** marque un moment intéressant dans l'histoire du monde. Pour la première fois depuis le commencement de la Révolution, *la paix était complètement rétablie;* la France nouvelle était reconnue par toute l'Europe, dans la possession pacifique de tous les territoires que la nature a destinés à être français. Les relations régulières recommençaient entre elle et le reste du monde.

Après huit ans d'une guerre terrible, la France était donc rouverte à l'Europe. De toutes parts, les curieux accouraient pour visiter « le volcan au repos », avec un étonnement qui n'était pas exempt encore d'une certaine terreur. Ils passaient avec admiration auprès des riches cultures et des usines, sur ce sol que la Révolution et l'administration consulaire avaient renouvelé; ils se hâtaient vers Paris, « *la cité du bien et du mal*, » le repaire de la Terreur, le camp de la Convention, alors toute renaissante dans la sécurité retrouvée, dans le rajeunissement du luxe. Dans Paris même, ce qu'on recherchait avant tout, c'était le jeune homme, le jeune conquérant, *le jeune dictateur*, qui était resté invincible sur tous les champs de bataille de l'Europe, et vers lequel se dirigeaient toutes les espérances et tous les regards des Français.

La France, rassasiée de gloire militaire, se tournait avec passion vers les arts de la paix. Le premier consul lui-même la poussait dans cette voie: il voulait développer son commerce et son industrie, relever sa marine, lui rendre un empire colonial. Il reprenait *les traditions de la politique de Colbert.*

(2°) **Politique pacificatrice du premier consul.** — Déjà, avant même la conclusion de la paix d'Amiens, pendant les deux premières années de son gouvernement, le premier consul avait clairement montré qu'il aurait voulu *réconcilier tous les esprits* sous son autorité suprême. Il disait lui-même qu'il ne devait plus y avoir « ni jacobins, ni modérés, ni royalistes, mais seulement des Français », et il s'empressait de prendre les mesures propres à amener l'oubli du passé, la pacification générale.

C'est dans ce but qu'il accorda une **amnistie aux émigrés** qui, reconnaissant les faits accomplis, rentreraient en France dans le délai d'un an. La plupart acceptèrent avec empresse-

ment la fin de leur exil et l'occasion de renoncer enfin à la vie lamentable qu'ils menaient depuis dix ans.

L'émigration avait fini, en effet, par être une dure expiation pour ces hommes, coupables d'avoir porté les armes contre leur patrie. Plus de 30 000 personnes, appartenant à la noblesse la plus brillante de l'Europe, étaient tombées peu à peu à l'état de *mendiants* ou d'*intrigants faméliques*. Tous ces seigneurs avaient quitté la France, sans grandes ressources, mais persuadés que dans quelques semaines, quelques mois au plus, ils reviendraient reprendre leur rang et leur fortune. Peu à peu les illusions s'étaient évanouies : il leur avait fallu tendre la main aux princes coalisés, qui ne ménageaient pas les humiliations à leurs nobles clients. Beaumarchais raconte qu'à Hambourg « il n'était pas rare de voir d'anciens chevaliers de Saint-Louis, des seigneurs qui étaient montés dans les carrosses du roi, demander l'aumône au coin des rues ». L'Angleterre donnait à quelques-uns, par jour, un schelling (1 fr. 25) : et *c'étaient les privilégiés!* Las de tendre la main, beaucoup avaient voulu chercher des ressources dans le travail : mais ils ne savaient aucun métier. En Angleterre, en Suisse, à Hambourg, à Bamberg, etc., on avait vu des duchesses et des marquises tenir des cafés, des boutiques de parfumerie, de mercerie. Un comte de Vieuville se fit commissionnaire au coin d'une rue d'Erlangen, une comtesse de Virieu ravaudeuse en plein air, d'autres charbonniers, chapeliers, surtout professeurs de danse.

Aussi, quand, le 26 avril 1802, les portes de la France leur furent rouvertes, ils rentrèrent en foule. Bonaparte leur fit bon accueil, il en reçut beaucoup dans son entourage ; il lui plaisait de voir se presser auprès de lui les représentants des familles qui avaient brillé sous l'ancienne monarchie, et de rallier à sa fortune les anciens royalistes. Il recherchait en même temps le concours des hommes qui appartenaient à l'époque révolutionnaire. C'est ainsi que, dans son ministère, il fit entrer un ancien conventionnel, **Fouché**, et le duc de **Talleyrand** : « L'un garde ma gauche, disait-il à son frère Joseph ; l'autre garde ma droite. »

Bonaparte se préoccupa d'ailleurs de tout ce qui pouvait contribuer au *développement moral*, comme au *développement matériel* de la France.

Le beau système d'**Instruction publique**, dont la Convention avait voté la création avant de se séparer, n'avait pas pu être entièrement exécuté ; les ressources matérielles avaient fait défaut. Le Premier Consul reprit ces projets, mais *en les modifiant* et en les adaptant à

ses combinaisons politiques : il ne voulait pas négliger le soin de façonner les jeunes générations au régime qu'il prétendait établir. Aussi se préoccupa-t-il beaucoup de l'*enseignement secondaire* : 29 **lycées** furent créés dans les départements, pour remplacer les anciennes Écoles centrales de la Convention.

La **Légion d'honneur** fut instituée, en mai 1802, pour récompenser par une même distinction le mérite civil et le mérite militaire.

De grands travaux furent entrepris et ranimèrent la prospérité publique : le canal de l'Ourcq, le canal de Saint-Quentin, et un grand nombre de ports, de routes nouvelles, etc. Il fit commencer à travers le Valais la *route du Simplon*, et préparer trois autres passages qui devaient conduire de France en Italie par-dessus les Alpes, par le Mont Cenis, le Mont Genèvre et le col de Tende.

(3°) **Rupture de la paix d'Amiens.** — Mais cette paix féconde ne dura que quatorze mois. Dès le printemps de 1803, le premier consul trouva devant lui la *jalousie de l'Angleterre*, brusquement réveillée par l'essor inattendu de la prospérité française.

Il faut bien reconnaître, d'ailleurs, que l'*ambition de Bonaparte* continuait à se donner librement carrière en Europe, et qu'il ne prenait aucun soin pour ménager les susceptibilités de l'éternelle ennemie de la France.

Il l'inquiéta par de nouveaux agrandissements sur le continent, où il incorpora à la France le *Piémont*, où il se fit proclamer président de l'ancienne République Cisalpine devenue la *République italienne*, où il étendit son influence dans la *République batave* (la Hollande), dans la *République helvétique* (la Suisse), dans la *République ligurienne* (Gênes). Il devint l'arbitre de toute l'Europe centrale.

Mais ce qui offusqua le plus les Anglais, ce furent ses tentatives pour reconstituer un empire colonial, et notamment pour faire du golfe du Mexique une sorte de lac français.

Déjà, par le traité de Bâle de 1795, conclu sous la Convention, l'Espagne avait cédé à la France la *partie orientale de Saint-Domingue;* le premier consul se fit rendre encore par elle l'ancienne colonie française de la *Louisiane*, c'est-à-dire les territoires à l'embouchure du Mississipi, et il lui fit promettre qu'elle lui donnerait la *Floride* en échange des duchés italiens de Parme et de Plaisance. Enfin, il essaya de reconquérir la *partie occidentale de l'île de Saint-Domingue*, qui était avant 1789 une des plus florissantes possessions de la France, où les nègres brusquement émancipés par la Convention s'étaient révoltés contre leurs anciens maîtres et aussi contre la domination

française. Une expédition, conduite par le général *Leclerc*, son beau-frère, s'empara de *Toussaint-Louverture*, le chef des nègres de Saint-Domingue, qui se faisait appeler le Bonaparte des noirs.

Les Anglais, qui n'avaient signé la paix d'Amiens que pour arrêter les extensions de la puissance française, s'indignèrent de cette politique. Ils récriminèrent, reprochèrent à Bonaparte le développement de sa puissance continentale, refusèrent positivement d'*évacuer Malte*, malgré les stipulations formelles de la paix d'Amiens; enfin, par une perfidie inouïe, sans déclaration de guerre, ils mirent l'**embargo** sur 1 200 navires de commerce français, dont ils retinrent les équipages prisonniers.

La guerre recommençait entre la France et l'Angleterre (mai 1803). Elle devait durer sans interruption jusqu'en 1814.

(4°) **Le Camp de Boulogne. Établissement de l'Empire.** — Bonaparte répondit à la perfidie anglaise en faisant arrêter tous les Anglais qui voyageaient en France, et en faisant occuper par ses soldats le *Hanovre*, possession patrimoniale des rois d'Angleterre. Puis il se prépara à traverser le Pas de Calais et à aller conquérir la paix dans Londres même.

Cette fois, il fit des préparatifs grandioses : 160 000 hommes d'excellentes troupes se concentrèrent dans des camps autour de *Boulogne;* ils formèrent ce que Bonaparte appela lui-même la **Grande Armée**; 2 000 bateaux plats étaient réunis pour les transporter au delà du détroit. Ils n'attendaient plus qu'une occasion favorable pour la traversée.

Mais, avant que cette occasion se fût présentée, le **Consulat** avait fait place à l'**Empire**. Cette transformation fut préparée à la fois par les services que le premier consul rendait à la France et par les tentatives criminelles des royalistes pour se débarrasser de sa personne.

Après le 18 brumaire, les royalistes avaient cru d'abord que Bonaparte travaillait pour eux. Le prétendant au trône, le frère de Louis XVI, le comte de Provence, qui se faisait appeler **Louis XVIII**, avait écrit alors à Bonaparte, lui laissant offrir l'épée de connétable et un marquisat. Bonaparte l'avait vite détrompé, en l'engageant à renoncer à l'espérance

de rentrer comme roi en France : « Il vous faudrait, lui écrivait-il, marcher sur cent mille cadavres. »

Des royalistes, irrités par la consolidation du nouveau régime, voulurent par un crime supprimer le premier consul. Le 24 décembre 1800, comme il se rendait à l'Opéra, des conjurés firent éclater sur son passage, dans la rue Saint-Nicaise, une **machine infernale** : c'était un tonneau rempli de poudre et de mitraille. L'explosion fit 36 victimes, et ruina plus de 40 maisons; Bonaparte échappa comme par miracle.

Profitant de l'indignation populaire à la nouvelle de cet attentat, et aussi de la reconnaissance de la nation après la signature de la paix d'Amiens, Bonaparte se fit décerner le **Consulat à vie** (1802). La Constitution consulaire fut rendue plus monarchique encore.

Le dernier pas fut franchi à la suite d'une conspiration nouvelle, tramée par un royaliste, *Georges Cadoudal*, et par *Pichegru*, l'ancien conquérant de la Hollande; le cabinet britannique ne rougit pas de s'associer à cette odieuse machination, et *Moreau*, le vainqueur de Hohenlinden, ennemi du despotisme et de Bonaparte, consentit à avoir une entrevue avec les conjurés. Mais la police avait été mise en éveil; elle mit la main sur Pichegru et sur Cadoudal. Celui-ci, après avoir tué d'un coup de pistolet un agent chargé de l'arrêter, avoua hardiment son dessein; il ajouta « qu'il n'attendait pour agir que l'arrivée d'un prince du sang ».

Bonaparte, exaspéré, fit saisir en Allemagne, dans le duché de Bade, un jeune fils du prince de Condé, **le duc d'Enghien**, qu'il accusait sans preuves d'être l'âme de toutes les conspirations royalistes; il voulait, disait-il, « renvoyer la terreur aux Bourbons jusque dans Londres. » Le jeune homme, après un jugement inique, fut fusillé dans les fossés du château de *Vincennes*. Pichegru fut trouvé mort dans sa prison; Cadoudal monta sur l'échafaud, et Moreau, condamné à deux ans de prison, s'exila en Amérique (1804).

Cette tragédie produisit une émotion profonde, à la suite de laquelle le régime consulaire acheva de se transformer en un gouvernement franchement monarchique et héréditaire : le sénatus-consulte du 18 mai 1804 proclama le premier consul **empereur**, sous le nom de Napoléon Ier.

La nouvelle **Constitution de l'an XII** ne fut que l'adaptation de l'ancienne constitution consulaire au nouvel ordre de choses. Auprès de l'empereur héréditaire, six *grands-digni-*

taires, dix-huit *maréchaux*, les grands-officiers civils, etc., formèrent la **cour impériale**. Le Sénat vit augmenter encore ses attributions; mais aussi il fut mis plus complètement dans la main de Napoléon Ier.

Les pays soumis à l'hégémonie française firent subir à leurs institutions une transformation analogue : la République Cisalpine fut érigée en **royaume d'Italie**, et prit pour roi Napoléon. La **République ligurienne** fut incorporée à la France. La **Suisse** choisit Napoléon comme *médiateur*. L'empereur des Français était bien réellement le maître absolu de l'Occident : le pape Pie VII vint lui-même le **sacrer** à Paris (2 décembre 1804).

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Dans quelle situation se trouva la France après la paix d'Amiens ? — 2. Que pensaient d'elle les autres peuples ? — 3. Que se proposa alors le premier consul ? — (**2**) 4. Exposez les traits principaux de sa politique pacificatrice. — 5. Que fit-il pour les émigrés ? — 6. Comment avaient-ils vécu dans l'émigration ? — 7. Que fit Bonaparte pour l'instruction publique ? — 8. Pour la récompense du mérite ? — 9. Pour les travaux publics ? — (**3**) 10. Quelles furent les causes de la rupture de la paix d'Amiens ? — 11. Quelles acquisitions Bonaparte fit-il en Europe ? — 12. Qu'est-ce que l'Angleterre lui reprochait surtout ? — 13. Que fit-il dans le golfe du Mexique ? — 14. Racontez l'expédition de Saint-Domingue. — 15. Par quelle perfidie les Anglais recommencèrent-ils la guerre ? — (**4**) 16. Que fit Bonaparte contre les Anglais ? — 17. Qu'est-ce que le camp de Boulogne ? — 18. Quelles furent les causes de l'établissement de l'Empire ? — 19. Racontez la machine infernale. — 20. Le complot de Cadoudal. — 21. La mort du duc d'Enghien. — 22. Comment fut établi l'Empire ? — 23. Quelles transformations s'accomplirent dans les pays soumis à la France ?

Devoirs. — **1.** *Exposez les traits essentiels et expliquez l'esprit de la Constitution de l'an VIII.* — **2.** *La réorganisation générale de la France après le* 18 *brumaire.* — **3.** *Les batailles de Marengo et de Hohenlinden.* — **4.** *La politique pacifique du premier consul.* — **5.** *Exposez et appréciez les traités de Lunéville et d'Amiens.* — **6.** *Expliquez les causes de la rupture de la paix d'Amiens.*

Lectures. — *Histoire de Napoléon*, par Lanfrey, tome II (se rappeler l'observation faite aux **Lectures** du chapitre précédent). — *Histoire de la Civilisation contemporaine en France*, par Rambaud, p. 34-43 (les Constitutions napoléoniennes); p. 115-121 (le Concordat); p. 297-312 (les usages et les mœurs). — *Histoire générale*, par Lavisse et Rambaud, tome IX, chap. I et II. — *Histoire de la Révolution française*, par Mignet, t. II. — *Petite histoire du Consulat et de l'Empire*, par Guillon.

Le Consulat (1799-1804).

- **I. Institutions politiques et civiles sous le Consulat.**
  - 1° Constitution de l'an VIII.
    - 1° Caractère général : despotisme déguisé sous des formes libérales.
    - 2° Système électoral : listes de notabilités. Plus d'élections directes.
    - 3° Pouvoir exécutif : prépondérance du premier consul. — Son influence sur les pouvoirs législatif et judiciaire.
    - 4° Pouvoir législatif : Conseil d'État, Tribunat, Corps législatif, Sénat.
  - 2° Institutions civiles....
    - 1° Administration départementale : préfets, sous-préfets et maires nommés par l'Etat, ainsi que les Conseils généraux.
    - 2° Administration financière : receveurs-généraux, receveurs-particuliers, percepteurs. — Les droits-réunis. — La Banque.
    - 3° Réforme judiciaire.
      - 1° Juges inamovibles nommés par l'État; 29 tribunaux d'appel.
      - 2° Le Code civil (1802-1804).
  - 3° Mesures de pacification...
    - 1° Le Concordat (1801) et les Articles organiques. Les protestants et les juifs.
    - 2° Rentrée des émigrés.
    - 3° Instruction publique. La Légion d'honneur, Travaux publics.
- **II. Fin de la seconde coalition.**
  - 1° Contre l'Autriche.
    - 1° En Italie, Bonaparte vainqueur à Marengo (1800). L'Italie du nord est reconquise.
    - 2° En Allemagne, Moreau vainqueur à Hohenlinden. Vienne est découverte.
    - 3° Paix de Lunéville (1801).
  - 2° Contre l'Angleterre....
    - 1° Perte de Malte et de l'Égypte (1801).
    - 3° Ligue des Neutres. Camp de Boulogne. Paix d'Amiens (1802).
- **III. Rupture de la paix d'Amiens.**
  - 1° Bonaparte tout-puissant en Suisse, en Italie, en Hollande. Relèvement de la marine et des colonies.
  - 2° Second camp de Boulogne. La Grande Armée.
  - 3° Machine infernale et Consulat à vie. Cadoudal et le duc d'Enghien. — Proclamation de l'Empire (18 mai 1804.)

DEUXIÈME TRIMESTRE

II° L'EMPIRE (1804-1814)

CHAPITRE PREMIER

SUCCÈS DE L'EMPIRE DE 1804 A 1810

NOTIONS GÉNÉRALES

Quand l'Empire s'établit, en 1804, la France venait d'acquérir ses limites naturelles ; sa grandeur était incontestée : tous les souverains de l'Europe reconnaissaient le nouveau régime, et les peuples voyaient sans jalousie, et même avec satisfaction la puissance française, car ils espéraient qu'avec l'aide de la France ils pourraient un jour s'émanciper eux-mêmes.

Dix ans plus tard, en 1814, l'Empire s'effondra, bien qu'il eût été dirigé pendant toute sa durée par un des plus grands génies que le monde ait produits. Comment peut-on expliquer cette chute lamentable ?

Elle résulte uniquement de la mauvaise politique suivie par Napoléon Ier au dedans et au dehors.

A l'intérieur, il supprima la liberté : pendant toute la période impériale, la France fut courbée sous un despotisme plus lourd encore que celui qu'elle avait détruit en 1789 ; aussi l'autorité de l'empereur devint insupportable à la nation, et sa popularité disparut.

Dans la politique extérieure, l'Empire débuta par une période de grandeur éblouissante : il écrasa successivement la troisième et la quatrième coalitions; il courba sous sa loi toutes les nations de l'Europe, sauf l'Angleterre et la Russie; il obligea même, en 1807, la Russie vaincue à entrer dans son alliance. Mais Napoléon, enivré par sa propre grandeur, commit des fautes graves : il oublia les principes de la Révolution

qui avaient fait la grandeur française; il foula aux pieds l'indépendance des autres peuples. Ceux-ci alors, voyant dans la France, non plus une alliée, mais une ennemie nationale, se levèrent contre elle.

Pendant quelques années, de 1808 à 1811, l'Empire triompha encore de ces ennemis d'un nouveau genre : il vainquit les soulèvements populaires, comme il avait vaincu précédemment les armées des rois. Il sembla alors à l'apogée de sa puissance : jamais, depuis Charlemagne, le monde civilisé n'avait rien vu d'aussi grand.

Mais cette grandeur n'avait aucune solidité, puisqu'elle avait contre elle les sentiments les plus profonds des nations. Et bientôt la France allait expier chèrement ses prospérités éphémères : la période de gloire devait être suivie brusquement d'une période de déclin et de chute.

LEÇON I. — **Les grandes batailles et les grands traités de 1804 à 1807.**

Résumé. — 1. Napoléon, au début de l'Empire, se crut au moment de réaliser son projet de descente en Angleterre; les Anglais détournèrent le danger dont les menaçait le camp de Boulogne en détruisant la flotte française à Trafalgar.

2. Sur le continent, ils formèrent avec les Autrichiens et les Russes la troisième coalition ; mais elle fut vaincue par Napoléon à Ulm et à Austerlitz et terminée par le traité de Presbourg (1805).

3. Napoléon sacrifia trop ensuite à son ambition ; il s'entoura de royautés vassales et forma une Confédération allemande du Rhin d'où furent exclues la Prusse et l'Autriche.

4. Aussi la Prusse et la Russie entrèrent avec l'Angleterre dans une quatrième coalition. La Prusse fut écrasée la première à Iéna et à Auerstædt (octobre 1806).

5. La Russie fut vaincue à son tour à Eylau et à Friedland (1807). La guerre se termina par le traité de Tilsitt dont tous les avantages ne furent pas pour le vainqueur.

RÉCIT. — (1°) **L'Empire. Lutte contre l'Angleterre.** —Napoléon, devenu **empereur des Français**, en 1804, était maître non seulement *de la France*, mais *de l'Occident*. Le nouveau régime s'installa au milieu d'un enthousiasme universel, salué par les acclamations de la nation, qui voyait dans cet événement un gage assuré de prospérité, la garantie du rétablissement prochain de la paix. Les espérances populaires devaient être singulièrement déçues : le règne de Napo-

léon a été en effet une **période de guerres** continuelles. D'un côté, la *haine persévérante* de l'Angleterre contre la France et les *rancunes* des rois européens contre la Révolution, de l'autre côté aussi l'*ambition excessive* de Napoléon, ont contribué à déchaîner sur l'Europe ce fléau des grandes guerres, qui ne se sont terminées que par la chute définitive de l'Empire.

Au moment de l'avènement de Napoléon à l'empire, la paix d'Amiens était déjà rompue, la **guerre contre la Grande-Bretagne** venait de recommencer.

Depuis plus d'un an, Napoléon accumulait dans le *camp de Boulogne* des préparatifs gigantesques; ils étaient à peu près terminés vers le début de 1805 : 160000 excellents soldats, divisés en sept corps d'armée, exercés par **Soult**, le *premier manœuvrier de l'Europe* au jugement de Napoléon, étaient prêts à entrer en campagne; les 2000 bateaux plats, qui devaient les transporter en Angleterre, étaient réunis et abrités dans les ports de la *Côte de fer*. « Soyons maîtres du détroit pendant six heures, écrivait l'empereur à son ministre de la marine, et l'Angleterre aura vécu. »

Avec la brûlante activité de son génie, Napoléon combina un plan gigantesque, dont l'exécution devait lui donner momentanément la supériorité navale dans la Manche : il s'agissait d'y réunir à l'improviste toutes nos escadres, dispersées à Toulon, à Rochefort, à Brest et renforcées des flottes de l'Espagne notre alliée. Avant que l'Angleterre, surprise, eût pu rappeler dans la Manche les 120 vaisseaux de ligne et les 250 frégates avec lesquelles elle surveillait toutes nos côtes, Napoléon aurait le temps de passer, et le duel entre les deux grandes nations se serait décidé, sur le sol même de la Grande-Bretagne, dans une lutte corps à corps.

Napoléon avait trouvé dans sa marine un amiral de très grand talent, à la fois prudent et plein de décision, **Latouche-Tréville**, qui aurait peut-être été capable de le servir avec efficacité sur mer et de faire réussir ses combinaisons maritimes. Mais, très malheureusement, Latouche-Tréville mourut à Toulon à la fin de 1804, et il fallut le remplacer par **Villeneuve**.

Villeneuve, qui avait déjà joué un rôle peu brillant à la bataille navale d'Aboukir, était très brave marin; mais il manquait d'initiative, et n'avait confiance ni en ses équipages ni en lui-même : « Nous avons, écrivait-il, de mauvaises voiles, de mauvais mâts, de mauvais gréements, de mauvais matelots, de mauvais officiers »; il aurait pu ajouter aussi : « un mauvais amiral. »

Villeneuve cependant commença bien : il réussit à amener *dans l'Atlantique* la flotte de Toulon ; mais, après un combat heureux sur les côtes septentrionales de l'Espagne, au lieu de continuer sa route au nord vers la Manche, il tourna brusquement au sud, et alla se ravitailler à **Cadix** : **Nelson** accourut aussitôt pour l'y bloquer; le plan avait échoué.

La colère de Napoléon fut terrible, quand il apprit cet événement qui rendait inutiles tous ses efforts. Devant les éclats de cette colère, Villeneuve perdit la tête. Il *sortit de Cadix* quand sa sortie ne pouvait plus servir à rien, la guerre ayant recommencé sur le continent, et il alla chercher la flotte anglaise avec l'intention de lui livrer bataille.

Il la rencontra près du *cap Trafalgar*. Dans la bataille, nos marins firent des prodiges d'héroïsme; mais les Anglais avaient des vaisseaux beaucoup mieux équipés, une artillerie très supérieure, et surtout, à leur tête, un homme de guerre plein d'activité, d'audace et de génie. Nelson, au moment d'engager la lutte, dicta ce simple et patriotique ordre du jour : « L'Angleterre compte que chacun fera son devoir. » Lui-même, sur son vaisseau *le Victorieux*, se porta au premier rang; bientôt, il tomba mortellement frappé : « Les Français, s'écria-t-il, en ont fini avec moi! » Il expira quelques heures après, mais « il eut la suprême consolation d'emporter dans la tombe la certitude de son triomphe »; en mourant, il avait assuré à sa patrie la domination des mers. Villeneuve fut fait prisonnier; mais, remis en liberté par les Anglais, il se tua de désespoir.

Pendant les vingt années qui suivirent la bataille de Trafalgar, la France ne devait plus compter comme puissance maritime.

(2°) **Troisième coalition. Ulm et Austerlitz.** — Déjà l'Angleterre, pour détourner sur le continent l'orage qui la menaçait, avait suscité contre la France une **troisième coalition**, où entrèrent avec elle la Russie, l'Autriche, la Suède et Naples (août 1805). Quatre mois suffirent à Napoléon pour écraser cette ligue formidable : les opérations militaires se divisent en *deux séries*, la première dans l'Allemagne du Sud, la seconde dans une province autrichienne, la Moravie.

Dans l'Allemagne du Sud, une première armée autrichienne, une *avant-garde* forte de 80000 hommes, sous les ordres du maréchal **Mack**, avait occupé la Bavière, le Wurtemberg, et

menaçait le Rhin. Napoléon agit contre elle avec une rapidité déconcertante.

Après avoir levé le camp de Boulogne, l'empereur transporte la garde en poste sur le Rhin, et par la vallée du Mein pénètre en Bavière, sur les derrières des Autrichiens : « Il ne fait plus la guerre avec nos bras, disent ses soldats, mais avec nos jambes. »

Telle est la célérité inouïe de ses mouvements, que Mack le croit encore devant lui, à l'ouest, vers Strasbourg, quand il est déjà derrière lui, à l'est, vers Munich. Bientôt, le malheureux maréchal voit l'armée française occuper toutes les routes par lesquelles il pouvait communiquer avec Vienne ; les combats de *Wertingen*, d'*Elchingen*, où **Ney** accomplit des prodiges de valeur, le rejettent dans **Ulm** ; il y est réduit à *capituler* le 20 octobre 1805. La capitulation livrait à Napoléon 33000 hommes, 40 drapeaux et 60 canons attelés ; les jours précédents, Mack avait déjà perdu 23000 hommes et 130 canons. En trois semaines, la première armée autrichienne était anéantie, et les Français n'avaient pas 3000 hommes hors de combat. « Jamais la guerre n'avait été faite avec tant d'art et moins de sacrifices. »

Maître de tout le bassin supérieur du Danube, Napoléon ne donne pas à ses adversaires le temps de se reconnaître. Il descend le fleuve, pousse devant lui une avant-garde russe, entre à Vienne, laissée sans défense, et marche droit en Moravie : l'empereur François d'Allemagne et le tzar Alexandre Ier y ont concentré une armée de 90 000 hommes. La rencontre eut lieu près de Brunn, à **Austerlitz**, le jour anniversaire du sacre de Napoléon (2 décembre 1805). On l'a appelée la *Bataille des trois Empereurs*.

Elle se livra dans des circonstances singulières : le génie de Napoléon avait *prévu tous les mouvements* et toutes les fautes de l'armée coalisée ; quand il la vit arrivée sur le terrain même où il avait préparé pour elle la plus terrible des défaites, il ne put contenir sa joie : « Cette armée est à moi ! » s'écria-t-il ; et dans une belle proclamation, il divulgua à ses soldats tout son plan de bataille, « tant ce plan était simple, tant la victoire était certaine. » La veille au soir du combat, il voulut *visiter en secret ses bivouacs ;* mais il fut reconnu, acclamé ; tout le front de son armée s'illumina en un instant, et un vieux grenadier s'approchant de lui, au nom de ses camarades : « Je te promets, dit-il à l'empereur, que nous t'amènerons demain les canons et les drapeaux de l'armée russe pour fêter ton couronnement. »

Le lendemain, sur la plaine glacée, se leva un radieux soleil, soleil qui est resté légendaire : « le soleil d'Austerlitz ! » Les ennemis abandonnant, comme l'avait prévu Napoléon, le plateau de *Pratzen* qui



Le Rhin et le Danube au temps de Napoléon Ier.

était la clef de la position, les Français l'occupèrent par un élan irrésistible, et, en quatre heures, la déroute des ennemis fut complète. Les débris de leur armée essayèrent de s'échapper par des *étangs gelés* où beaucoup d'hommes se noyèrent sous la glace brisée par les boulets français.

Avec le bronze des canons pris aux coalisés, Napoléon décida qu'on érigerait à Paris sur la place Vendôme une colonne à la gloire de la Grande Armée.

La troisième coalition *fut dissoute* du coup. Le **tzar** se sauva avec les débris de son armée. Il rentra en Russie où il fut protégé par l'immensité même de son empire : l'empereur d'Allemagne dut signer la **paix de Presbourg** (26 décembre 1805). L'Autriche cédait la *Vénétie* à l'Italie, et elle était amoindrie en Allemagne au profit des alliés de Napoléon, l'électeur de *Bavière*, le grand-duc de *Wurtemberg* et le grand-duc de *Bade;* les deux premiers devinrent rois.



Pitt.

(**3°**) **Conséquences du traité de Presbourg.** — Jamais la France n'avait été si glorieuse. La nouvelle de la bataille d'Austerlitz frappa **Pitt** au cœur; il mourut en répétant tristement : « O mon pays! » L'Angleterre parut un instant découragée, et le nouveau ministre anglais entama des négociations pour la paix.

Mais bientôt, les fautes qu'une ambition excessive fit commettre à Napoléon relevèrent le courage des Anglais, car elles leur rendirent des alliés sur le continent. C'est alors en effet que Napoléon, ne se contentant plus d'être maître en France, commença à vouloir dominer aussi chez les autres nations ; il blessa ainsi *leurs sentiments légitimes d'indépendance*, et les tourna peu à peu contre nous.

Son idée dominante, à partir du traité de Presbourg, ce fut de rat-

tacher à l'Empire, par un **système fédératif**, tous les États qui l'avoisinaient; il voulait l'entourer de *principautés vassales;* ainsi il chassa les Bourbons qui régnaient dans l'Italie du Sud, et créa son frère *Joseph roi de Naples;* il créa son autre frère *Louis, roi de Hollande*. En Allemagne, il *supprima l'Empire*, et réduisit l'ancien empereur d'Allemagne au titre d'empereur d'Autriche : puis, avec les pays allemands en dehors de l'Autriche et de la Prusse, il fit une *Confédération du Rhin*, dont il fut le *Protecteur*, c'est-à-dire le maître (1806).

Au-dessous des rois vassaux, il établit dans les pays conquis une sorte de féodalité seigneuriale, constituant de véritables fiefs qu'il distribua à ses maréchaux, à ses sœurs : **Murat**, marié à Caroline, une sœur de l'empereur, reçut le *grand-duché de Berg*, créé en Allemagne.

(4°) **Quatrième coalition. Iéna.** — L'extension de la domination française dans l'Europe centrale indigna le *roi de Prusse*, car il rêvait de devenir lui-même maître de toute l'Allemagne, et il se voyait *supplanté par Napoléon*. Il écouta donc les propositions de l'Angleterre et de la Russie, et forma avec elles, au mois de septembre 1806, la **quatrième coalition.** Avec une jactance inouïe, il envoya le 1er octobre 1806 un *ultimatum* à Napoléon, le sommant d'évacuer sur le champ toute l'Allemagne.

En *deux campagnes*, Napoléon vint à bout de cette coalition nouvelle; la première fut dirigée *contre l'armée prussienne*, qui voulant avoir à elle seule la gloire d'abattre le vainqueur de l'Europe, n'avait pas attendu l'armée russe, et s'était mise aussitôt en route pour envahir la France.

L'exaltation des soldats prussiens était incroyable : ils marchaient tumultueusement à travers la Saxe, se faisant couvrir de fleurs, en insultant les bourgeois qu'ils appelaient des jacobins, persuadés que les frontières de France allaient tomber devant eux, et négligeant tout à fait Napoléon, qui avec sa **Grande Armée** se trouvait dans l'Allemagne du Sud.

Mais Napoléon leur ménageait un terrible réveil. Quand il les vit commencer cette marche si imprudente, il conçut *le dessein de les tourner*, comme il avait tourné les Autrichiens à Marengo et à Ulm. Saisissant habilement le moment, il occupa la vallée de la Saale, sur les derrières de l'armée ennemie, et la barra entièrement depuis **Iéna** au sud, où il commandait lui-même, jusqu'à **Auerstædt**, au nord, où commandait Davoust. Il avait coupé ses adversaires de leurs communications avec Berlin.

Alors les Prussiens, épouvantés, comprirent toute l'horreur de

leur situation. Faisant volte-face, tournant le dos à la France, ils se préparèrent à un suprême effort pour sortir de la souricière où ils se voyaient pris. Toutes leurs forces étaient divisées en deux armées : celle du sud, sous *Hohenlohe*, vint se heurter à Iéna contre Napoléon en personne ; celle du nord sous *Brunswick*, à Auerstædt contre Davoust : les deux batailles se livrèrent simultanément, le 14 octobre 1806.

Nulle part les Prussiens ne purent forcer le passage. L'armée de Hohenlohe dut battre la première en retraite, poursuivie l'épée dans les reins par les cavaliers de Murat ; bientôt elle se heurta aux débris de l'armée de Brunswick, venant en sens contraire. **Davoust** en effet avait été inébranlable à Auerstædt, n'ayant cependant que 27000 hommes contre 70000, et avait obligé ses adversaires à reculer à leur tour. Alors se produisit une inexprimable confusion : chevaux, artillerie, cavaliers, fantassins, tout se confond, tourbillonne, et s'enfuit pêle-mêle pendant la nuit à travers champs.

L'armée et la monarchie prussienne s'effondrèrent d'un seul coup. Les vaincus ne tinrent nulle part ; ils ne songeaient qu'à se sauver, sabrés par la cavalerie française qui enlevait à la course les bataillons prussiens, les régiments, les corps d'armée, les forteresses mêmes, comme *Magdebourg*. Treize jours après Iéna, Napoléon entrait à **Berlin** au milieu des acclamations de la bourgeoisie, qui accablait d'imprécations la noblesse allemande, instigatrice de cette guerre. *Onze jours* avaient suffi pour la destruction de la puissance prussienne ; le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, ne gardait plus que *Dantzig*, *Kœnigsberg* et ses provinces orientales.

(5°) **Campagne contre les Russes, Eylau, Friedland.** — Après ce premier triomphe, Napoléon entama une seconde campagne contre le *tzar Alexandre*. « Les Russes, dit-il à son armée, se vantent de venir à nous ; nous leur épargnerons la moitié du chemin : eux et nous, ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz ? » La lutte fut cependant plus difficile contre les Russes que contre les Prussiens : elle se prolongea jusque dans l'été de 1807.

A la fin de 1806, tandis que le maréchal *Lefebvre* allait assiéger **Dantzig**, Napoléon alla lui-même occuper **Varsovie** ; mais le temps était épouvantable dans les grandes plaines boueuses de la Pologne, et il fallut bientôt prendre des quartiers d'hiver. Au milieu de cette suspension d'armes imposée

par la rigueur de la température, le général russe *Benningsen* reprit tout à coup l'offensive pour surprendre les Français; mais Napoléon était sur ses gardes. La rencontre eut lieu à Eylau (février 1807).

La bataille d'Eylau fut acharnée et sanglante. Le froid était terrible, le sol si profondément gelé qu'on se battit toute la journée sur des



Entrevue de Tilsitt.

étangs sans en soupçonner l'existence. Les pertes furent terribles de part et d'autre : une compagnie française de 85 hommes, postée dans le cimetière d'Eylau, perdit 81 hommes de son effectif; elle était commandée par le capitaine Hugo, le père de notre grand poète. Le soir enfin, les Russes se retirèrent, abandonnant à Napoléon ce funèbre champ de bataille, où 40000 hommes restaient couchés sur la neige rougie de leur sang. « Quel massacre! et sans résultat! », s'écria Ney lui-même. Les deux armées reprirent leurs cantonnements d'hiver.

Aux premiers beaux jours, Napoléon recommença la campagne : elle fut cette fois *courte* et *décisive*. Benningsen, dans les premiers jours de juin, avait franchi imprudemment la rivière de l'*Alle*, pour secourir Kœnigsberg assiégée alors par les Français. Napoléon profita de cette faute.

Il lança Ney pour occuper derrière Benningsen les ponts de **Friedland** : « Cet homme est un lion! », s'écria l'empereur, en le voyant s'avancer intrépide sous une pluie de mitraille. La bataille fut un désastre pour les Russes (14 juin 1807).

Alexandre alors, renonçant à la lutte, demanda à Napoléon une entrevue. Elle eut lieu à **Tilsitt**, le 25 juin, sur un radeau amarré au milieu du Niémen. « Je hais les Anglais autant que vous, dit le tzar à l'empereur en l'abordant. — En ce cas, répondit celui-ci, la paix est faite. » Les deux souverains passèrent deux heures à en discuter les conditions; le roi de Prusse, qu'on n'avait pas admis à la conférence, restait à cheval sur la rive droite du Niémen, les yeux fixés sur ce radeau où se discutait sa destinée.

La paix définitive fut signée le 8 juillet 1807. La Prusse fut durement traitée : on forma à ses dépens un *royaume de Westphalie* pour Jérôme Bonaparte, et un *grand-duché de Varsovie* pour l'électeur de Saxe qui fut nommé roi. Le roi de Prusse était réduit à quatre provinces. La Russie au contraire, loin de rien perdre, fut autorisée secrètement à prendre la Finlande à la Suède, la Bessarabie à la Turquie; par contre, elle autorisait Napoléon à agir comme il l'entendrait en Italie et en Espagne.

Le traité de Tilsitt aboutissait en réalité à une alliance franco-russe et au partage de l'Europe entre les deux alliés : Napoléon cédait l'Orient à la Russie, et la Russie abandonnait l'Occident à la France.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quel était l'état de l'Europe en 1805? — 2. Pourquoi l'Empire n'a-t-il pas duré? — (**1**) 3. De quoi a été remplie la période impériale? — 4. Quel plan Napoléon avait-il formé contre l'Angleterre? — 5. A qui a-t-il confié l'exécution de son plan maritime? — 6. Comment Villeneuve l'a-t-il exécuté? — 7. Racontez la bataille de Trafalgar. — (**2**) 8. Comment s'est formée la troisième coalition? — 9. Racontez la capitulation d'Ulm? — 10. La bataille d'Austerlitz. — 11. Le traité de Presbourg. — (**3**) 12. Quels plans a formés alors Napoléon? — 13. Qu'est-ce que le système fédératif? — 14. Énumérez les principaux États vassaux. — (**4**) 15. Comment s'est formée la quatrième coalition? — 16. Racontez la bataille d'Iéna. — 17. La bataille d'Auerstædt. — 18. L'entrée à Berlin. — (**5**) 19. La bataille d'Eylau. — 20. La bataille de Friedland. — 21. L'entrevue de Tilsitt. — 22. Le traité de Tilsitt.

Leçon II. — **La France et l'Europe de 1807 à 1810.**

Résumé. — 1. Après la paix de Tilsitt, Napoléon n'avait plus d'autre ennemie que l'Angleterre. Ne pouvant l'atteindre directement, il organisa contre elle le blocus continental par les décrets de Berlin et de Milan (1806-1807).

2. Mais, pour rendre ce blocus universel, il fut contraint de rompre avec le pape et de déposséder les rois de Portugal et d'Espagne. Une insurrection formidable éclata contre les Français dans la péninsule ibérique (1808).

3. L'Autriche crut alors l'occasion favorable pour former avec l'Angleterre la cinquième coalition (1809). Vaincue à Eckmühl, à Essling, à Wagram, elle dut signer la paix de Vienne, qui l'amoindrissait encore.

4. En 1810, Napoléon épousa Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche. Un fils, le roi de Rome, lui naquit en 1811.

5. L'Empire français ne laissait alors en dehors de lui que deux États vraiment indépendants, l'Angleterre et la Russie. L'Europe présentait un ensemble géographique et politique qui ne pouvait pas durer.

Récit. — (1°) **Le blocus continental.** — Au traité de Tilsitt, Napoléon avait fait au tzar vaincu de graves concessions : il avait en réalité consenti à partager avec lui le continent européen. Ce qui avait décidé alors Napoléon à tenir une conduite si différente de celle qui lui était habituelle après ses grandes victoires, c'était surtout la nécessité d'obtenir l'adhésion de la Russie au *blocus continental*, qu'il avait décrété à Berlin en 1806, et par lequel il comptait ruiner l'Angleterre.

Napoléon avait conçu l'idée d'un blocus continental, par suite de l'impossibilité où il se trouvait, depuis la ruine de sa flotte à Trafalgar, d'atteindre directement les Anglais, insaisissables derrière le fossé de la Manche. Si ses ennemis dominaient sur les mers, il dominait sur le continent : il voulut le fermer entièrement au commerce britannique, *en empêchant tous les peuples continentaux de rien acheter ou de rien vendre aux Anglais.* Comme ceux-ci ne vivent que de leur commerce, ils seraient ruinés sans ressource, si le système de Napoléon réussissait.

Comme les Anglais s'arrogeaient le droit d'établir devant les côtes françaises des *blocus fictifs*, Napoléon décréta que les Iles-Britanniques elles-mêmes seraient *fictivement bloquées*, et que, par conséquent, toutes relations avec elles seraient interdites. Le *décret de Berlin*, qui en novembre 1806 établit le **blocus continental**, fut complété l'année suivante par le *décret de Milan.*

On a dit que le blocus continental était « une formidable machine de guerre, qui tuerait forcément l'Angleterre ou la France ». Il semble que, fatalement, *la France devait être la victime;* deux motifs principaux devaient, presque nécessairement, empêcher Napoléon de réussir dans cette entreprise.

1° Pour que le blocus fût efficace, il fallait qu'il fût *universel:* qu'un seul port continental fût ouvert aux Anglais, ce serait une issue par laquelle ils pourraient écouler leurs produits sur toute l'Europe. L'empereur allait donc être amené à contraindre tous les États à adhérer au blocus; mais il fallait pour obtenir ce résultat qu'il fût absolument obéi dans tous les États comme il l'était en France. Or ses forces, quelque grandes qu'elles fussent, ne devaient pas suffire à imposer partout cette obéissance complète.

2° D'autre part, le blocus infligerait aux peuples européens eux-mêmes *des privations très dures.* Tous les produits coloniaux comme le sucre, les étoffes de coton, un grand nombre d'autres objets utiles à la vie, et que l'Angleterre alors fournissait au reste du monde, allaient faire complètement défaut. La vie matérielle deviendrait partout très pénible. Les nations étrangères que la querelle des Français avec les Anglais n'intéressait en aucune façon, seraient évidemment exaspérées contre la France, quand elles seraient contraintes à subir pour elle tant d'ennuis.

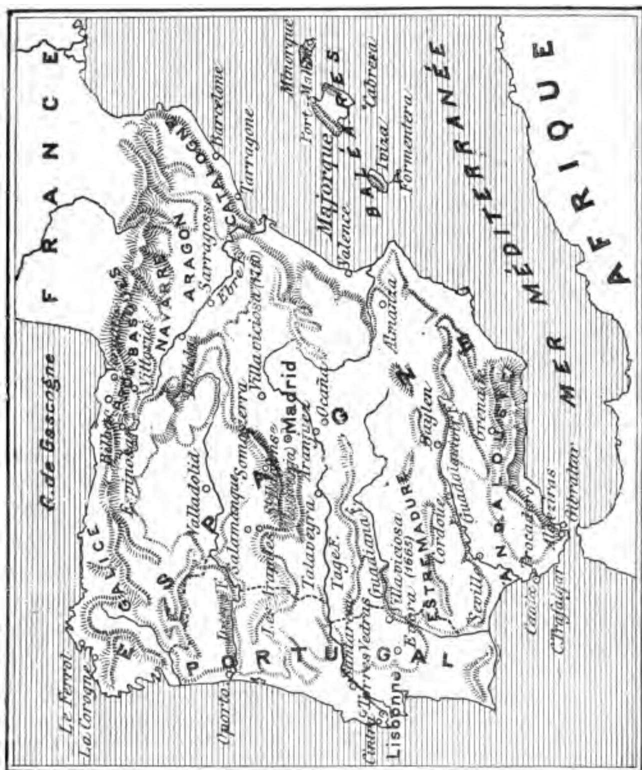
L'Angleterre la première, prévoyant la *guerre à mort* qui allait s'engager, voulut supprimer d'avance, même au prix des plus violentes iniquités, toutes les difficultés qui pourraient surgir un jour. Ainsi, craignant que le **Danemark** s'alliât avec Napoléon, elle envoya une escadre pour *détruire la flotte danoise*, bien qu'elle fût elle-même en paix avec ce petit peuple.

Les Danois furent stupéfaits quand, le 8 août 1807, ils virent une flotte anglaise paraître en ennemie devant leur capitale, **Copenhague**. Ils n'avaient pas un canon en batterie, pas un bataillon sur pied; néanmoins, par indignation et patriotisme, ils ne voulurent pas se soumettre : aussitôt le bombardement commença. Quand 2000 habitants furent tués, que la moitié de la ville fut brûlée, il fallut bien se résigner. Après avoir détruit les arsenaux et les chantiers, les Anglais se retirèrent, emmenant 18 vaisseaux danois, avec 2000 canons, les bois, les fers, les cordages, tout ce qu'il purent emporter.

(2°) **Conséquences du blocus continental.** — De son côté, Napoléon, obligé d'employer la force pour contraindre tous les peuples à respecter le blocus continental, exécuta une *série d'interventions* qui à la longue lui devinrent

fatales, car elles exaspérèrent toute l'Europe contre lui. Dès le début, il fut amené à agir contre le **pape**, contre le **Portugal**, contre l'**Espagne**.

Au commencement de 1808, il exigea du pape qu'il pratiquât le *blocus* contre les Anglais; sur son refus, il fit envahir aussitôt les États



Espagne et Portugal, 1808-13; 1823; 1830-40.

pontificaux. En 1809, il finit par réunir **Rome** à la France; le pape Pie VII fut arrêté, transféré à Grenoble, plus tard à Fontainebleau, et l'auteur du Concordat vit renaître contre lui l'agitation catholique.

Le roi de Portugal, Jean VI, était un allié des Anglais, il refusa aussi d'adhérer au blocus. **Junot** fut envoyé pour occuper Lisbonne; **Jean VI** s'enfuit et se réfugia au Brésil, colonie portugaise (1807).

Quant à l'Espagne, elle était depuis dix ans l'alliée fidèle de la France; mais son roi *Charles IV* était un prince faible, universellement méprisé, en lutte ouverte avec son propre fils, et tout à fait incapable de contraindre les Espagnols à pratiquer sincèrement le blocus. Or, Napoléon avait besoin d'une *obéissance absolue* aux exigences de son système, il se décida donc à renverser Charles IV, et à le remplacer par un autre roi sur lequel il pourrait compter.

C'est pour ce motif qu'il prépara l'**entrevue de Bayonne**, en 1808, dans laquelle, après avoir attiré le roi d'Espagne près de lui, il l'obligea à abdiquer entre ses mains. Il donna ensuite la couronne espagnole à son frère **Joseph Bonaparte**, tandis que son beau-frère **Murat** remplaçait Joseph lui-même comme roi de Naples.

Mais ces arrangements irritèrent les Espagnols, peuple fier, jaloux de son indépendance, ennemi de toute domination étrangère : à peine Joseph était-il arrivé à Madrid, qu'une *insurrection générale* éclata contre lui dans tout le pays. Le clergé donna l'élan : des moines, des prêtres, le crucifix à la main, guidaient au combat les paysans, les étudiants, les bourgeois. Ce n'était plus une de ces guerres régulières où Napoléon était habitué à vaincre: les Français avaient devant eux non pas une armée, mais une nation en armes. Sous ce ciel de feu, dans ces plaines arides, dans ces sierras impénétrables, dans les montagnes, dans les gorges, derrière les rochers, l'ennemi était partout, toujours attaquant et toujours insaisissable. Cette guerre de *guérillas* eut vite épuisé les troupes françaises.

Les Anglais saisirent avec empressement l'occasion inespérée qui s'offrait à eux : ils envoyèrent aux insurgés des armes, des munitions, de l'argent, des soldats, des généraux. Napoléon a avoué lui-même les tristes conséquences de sa politique : « Cette malheureuse guerre d'Espagne m'a perdu... elle a ouvert le continent aux Anglais. »

En Portugal, le général Wellesley, qui reçut bientôt le titre de *lord Wellington*, avec 26 000 hommes contre 10 000, obligea Junot à signer la capitulation de **Cintra** et à évacuer le Portugal. — En Espagne, le général *Dupont* se laissa cerner dans l'Andalousie par des nuées de paysans, et signa la honteuse capitulation de **Baylen**. Joseph se sauva de Madrid, et, à la fin d'août 1808, les Français étaient presque chassés de la Péninsule.

Napoléon sentit que, pour réparer ces échecs, sa présence

était indispensable. Mais, avant de s'enfoncer à l'extrémité méridionale de l'Europe, il voulut s'assurer le centre, où la nouvelle de la capitulation de Baylen avait produit une sensation profonde sur les peuples et sur les princes. Dans ce but, il proposa au tzar une **entrevue à Erfurt.**

A ces fameuses « assises européennes » assistèrent, outre les empereurs, quatre rois et trente-quatre princes souverains. Un spectacle grandiose fut alors offert au monde : pendant plusieurs jours se célébrèrent des fêtes inouïes, dîners d'apparat, bals, représentations des grandes pièces classiques du répertoire français jouées devant *un parterre de rois*, sans compter une chasse au sanglier donnée par Napoléon sur le terrain même de la bataille d'Iéna, où il avait vaincu ces Prussiens alors si orgueilleux, et rampants aujourd'hui à ses pieds. Au milieu de ce brillant décor, l'empereur méditait parmi d'immenses projets celui d'enchaîner définitivement la Russie à son système continental, de se servir d'elle pour lier tout à fait les mains à l'Autriche, et enfin de s'allier par mariage au tzar Alexandre *en épousant une de ses sœurs*, et de fonder une dynastie pour gouverner l'Europe...

Mais pendant ce temps, dans l'ombre, un traître, « avec l'âme d'un chambellan et non celle d'un prince, » M. de Talleyrand, livrait au tzar les secrets de la France et de l'Empire, et employait cyniquement sa mission pour amoindrir les résultats, qui auraient pu être gigantesques, de l'entrevue d'Erfurt. Prévenu par lui, Alexandre se tint sur ses gardes, se déroba habilement devant tout engagement précis; du traité définitif disparurent toutes les clauses qui auraient pu nuire à l'Autriche et à la Russie.

Napoléon cependant, croyant avoir assuré ses derrières, *partit pour l'Espagne*. La Grande Armée le suivait. Il marcha directement sur **Madrid**, et y entra après que les lanciers polonais eurent enlevé, dans une charge célèbre, les défilés de *Somo-Sierra*, tout garnis d'artillerie (décembre 1808). Joseph fut officiellement rétabli. Mais le pays entier restait soulevé, et une guerre de meurtrières escarmouches continua. Elle devait coûter chaque année à la France plus de 100000 braves soldats, qui moururent obscurément et inutilement.

(3°) Cinquième coalition. Eckmühl, Essling, Wagram. — Quand l'Autriche vit Napoléon enfoncé ainsi en Espagne, elle crut le moment venu de réparer toutes ses pertes, et elle forma avec l'Angleterre la *cinquième coalition*. Une armée autrichienne envahit tout à coup la Bavière. Mais,

cette fois encore, Napoléon déconcerta ses ennemis par la rapidité de ses coups.

Le plus habile des généraux autrichiens, l'archiduc **Charles**, avait pris l'offensive en Bavière pour surprendre les forces françaises dispersées en l'absence de Napoléon. Mais l'empereur accourut d'Espagne, opéra en toute hâte la concentration de ses troupes, et par la fameuse *Campagne des cinq jours*, reconquit toute la Bavière. En cinq jours il remporta cinq victoires, battit complètement à **Eckmühl** l'archiduc Charles, et le contraignit à chercher un refuge au delà du Danube, sur la rive septentrionale du fleuve.

Les Français, maîtres de la rive méridionale du Danube, avaient la *route de Vienne* ouverte devant eux. Napoléon y courut, et y entra le 13 mai. Mais il se trouvait encore en présence de l'archiduc Charles, qui avait réorganisé et reconstitué son armée: et derrière lui le *Tyrol* s'insurgeait. Il résolut donc de brusquer les opérations : le 21 et le 22 mai, il essaya, en s'appuyant sur l'*île Lobau*, de forcer le passage du Danube, mais il ne réussit pas.

L'opération avait bien commencé : 30000 hommes, avec *Masséna* et *Lannes*, avaient franchi le fleuve, et s'étaient emparés du village d'**Essling**; mais pendant la nuit, une formidable crue du Danube menaça les ponts établis par les Français; les Autrichiens lancèrent contre eux d'énormes madriers entraînés par un courant furieux, des bateaux chargés de pierres, des brûlots, un moulin enflammé. Enfin, les ponts furent emportés; les Français, luttant avec héroïsme un contre trois, ne pouvant plus recevoir ni renforts ni munitions, durent se résigner à rentrer dans l'île Lobau.

Un des derniers boulets autrichiens fracassa les deux jambes du maréchal Lannes, qui mourut dans les bras de l'empereur. Depuis le 13 vendémiaire, il était attaché à la fortune de Napoléon, qu'il n'avait jamais quitté. Au moment suprême : « Vous allez perdre, lui dit Lannes, celui qui fut votre meilleur ami et votre fidèle compagnon d'armes. Vivez et sauvez l'armée. »

A la nouvelle de cet insuccès, l'Allemagne laissa éclater sa joie; des *commencements d'émeutes* eurent lieu en Westphalie, en Saxe; un soulèvement général était à craindre. Napoléon voulut s'assurer une victoire décisive, et pendant six semaines il la prépara en accumulant ses ressources dans l'île Lobau. Puis, le moment venu, il recommença le passage. Cette fois, les Autrichiens furent complètement battus à **Wagram** (6 juillet 1809).

La bataille de Wagram est une de celles où le génie de Napoléon s'est le plus complètement montré. Avant l'opération, il était allé, déguisé en sergent, avec Masséna, reconnaître le terrain; puis, dans la nuit du 4 au 5 juillet, il opéra ce prodige, de *surprendre l'archiduc Charles*, un des plus grands généraux de l'époque, dans ce passage du Danube qui était prévu depuis six semaines. Les Français traversèrent le fleuve sans coup férir, sans brûler une amorce. Le surlendemain, l'archiduc prit l'offensive, le long du Danube, pour couper les Français de leurs communications avec Vienne; Napoléon le fit contenir par *Masséna*, lança *Davoust* contre le plateau de Wagram qui dominait le champ de bataille, et ordonna au centre une grande charge que conduisit *Macdonald*. Alors, sûr du succès, il se fit étendre à terre une peau d'ours et il s'y endormit quelques instants, au milieu même du fracas de la bataille. La victoire fut décisive.

Les Anglais tentèrent un débarquement dans l'île de *Walcheren*, en août, mais cette diversion échoua piteusement.

L'Autriche fut obligée de signer la paix de Vienne (oct. 1809), qui lui coûta ses provinces illyriennes le long de l'Adriatique.

(4°) **Mariage de Napoléon avec Marie-Louise.** — Les trois victoires d'Austerlitz, de Friedland et de Wagram avaient fait de Napoléon le **maître du continent.** Pour achever « le pompeux édifice de sa grandeur », il résolut décidément de s'introduire par un mariage dans la famille des souverains; il désirait aussi un héritier de son sang, à qui transmettre ses couronnes. *Joséphine*, qu'il avait épousée treize ans auparavant, *ne lui avait pas donné d'enfants :* il fit prononcer par le Sénat son **divorce.**

Il songea d'abord à épouser une princesse russe; mais Alexandre ne s'étant pas montré empressé d'accueillir sa demande, il se retourna alors du côté de l'Autriche. L'empereur François lui accorda la main de sa fille **Marie-Louise** (1810); l'année suivante, un fils naquit de ce mariage; il reçut à son berceau le titre de **roi de Rome.**

Malgré les fêtes brillantes qui marquèrent ce mariage et cette naissance, Marie-Louise ne devint pas populaire. Les Français sentaient confusément que l'alliance autrichienne, assurée à Napoléon tant qu'il serait fort, pourrait bien lui manquer le jour où il en aurait besoin. « La politique a fait ce mariage, dit un homme d'État de Vienne, M. de Bübna; la politique pourra le défaire. »

(5°) **La France et l'Europe vers 1810.** — C'est

vers 1810 que l'empire français arriva à sa plus grande extension. Napoléon fut obligé de réunir à ses États toutes les côtes de la mer du Nord, dont les habitants ne respectaient pas le blocus continental, et s'obstinaient à commercer avec les Anglais : le *royaume de Hollande*, dont le roi, Louis, dut abdiquer, les *Villes hanséatiques*, plus tard le *duché d'Oldenbourg*.

L'Empire s'étendait alors de *Lubeck*, sur la Baltique, à *Terracine*, au nord de Naples ; il comptait 130 départements. Tout autour se groupaient les **États fédératifs** : l'*Italie* dont Napoléon était roi, et à qui il avait donné comme vice-roi son beau-fils Eugène de Beauharnais ; l'*Espagne* où régnait Joseph Bonaparte ; *Naples* à Murat ; le *royaume de Westphalie* à Jérôme Bonaparte ; la *Suisse* dont Napoléon était le médiateur ; la *Confédération du Rhin* dont il était le protecteur ; le *grand-duché de Varsovie*.

En dehors des États fédératifs, l'Autriche et la Prusse exécutaient fidèlement les ordres de Napoléon ; le Danemark était son allié ; les Suédois étaient entrés dans le système français : ils avaient forcé leur roi **Gustave IV**, ennemi de la France, à abdiquer, et avaient pris pour prince régent un maréchal de Napoléon, **Bernadotte**.

Deux États seulement conservaient une indépendance véritable : la Russie, qui devenait formidable à l'est, où elle occupait la Finlande, la Moldavie, la Valachie, — et l'Angleterre qui, avec ses 400 vaisseaux, bloquait toutes les côtes, et avait pris dans le monde entier toutes les colonies importantes.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Pourquoi Napoléon avait-il accordé à la Russie les conditions de Tilsitt ? — 2. Pourquoi Napoléon a-t-il eu l'idée du blocus continental ? — 3. Quels décrets ont constitué le blocus ? — 4. Pourquoi le blocus n'a-t-il pas réussi ? — 5. Comment l'Angleterre traita-t-elle le Danemark ? — (**2**) 6. Quelles furent pour Napoléon les conséquences du blocus ? — 7. Que fit-il à Rome ? — 8. En Portugal ? — 9. En Espagne ? — 10. Racontez l'entrevue de Bayonne. — 11. Que devint Joseph ? — 12. Que devint Murat — 13. Que se passa-t-il en Espagne à l'avènement de Joseph ? — 14. Que firent les Anglais ? — 15. Quelles capitulations furent signées en 1808 ? — 16. Racontez l'entrevue d'Erfurt. — 17. Que fit Napoléon en Espagne ? — (**3**) 18. Comment se forma la cinquième coalition ? — 19. Que voulut faire l'archiduc Charles en Bavière ? — 20. Que fit Napoléon ? — 21. Racontez la bataille d'Eckmühl. — 22. La bataille d'Essling. — 23. La bataille de Wagram. — 24. Comment finit la coalition ? — (**4**) 25. Pourquoi Napoléon divorça-t-il avec Joséphine ? — 26. Qui épousa-t-il ? — 27. Quelles furent les suites de son mariage ? — (**5**) 28. Quelle était l'étendue de la France en 1810 ? — 29. Quels États lui obéissaient ? — 30. Quels États restaient indépendants en Europe ?

Leçon III. — Caractère du gouvernement impérial. — Histoire intérieure de la France sous Napoléon Ier.

Résumé. — 1. En établissant l'Empire, Napoléon a rétabli en même temps tout l'appareil de la monarchie. Pour l'administration générale, il a continué et achevé l'œuvre d'organisation commencée sous le Consulat.

2. Mais il a fatigué le pays en le soumettant aux excès du despotisme et du régime militaire. La conscription fit une effroyable consommation d'hommes.

3. Au temps du Consulat et de l'Empire, les mœurs de la société ont été caractérisées par l'imitation parfois servile de l'antiquité romaine; de là est né, pour le mobilier et le costume, le style Empire.

4. Dans l'ordre intellectuel, la littérature officielle ne produisit aucune œuvre remarquable; mais dans la littérature d'opposition se distinguèrent deux vigoureux génies, Chateaubriand et Mme de Staël.

5. Les sciences continuèrent à avoir sous l'Empire d'illustres représentants. L'influence de David ne cessa pas de présider au mouvement artistique.

Récit. — (1°) **Le gouvernement impérial**. — Quand Napoléon rétablit l'Empire, le 18 mai 1804, il conserva quelques années encore le nom de *République française;* mais, en réalité, le gouvernement nouveau qu'il établit fut dès le premier jour une *monarchie*, et il l'entoura d'institutions monarchiques. Entre le souverain et la nation, il créa une série de personnages intermédiaires, et à la *cour impériale* il maintint une *étiquette* aussi minutieuse que l'était celle de Versailles.

Pour soutenir l'éclat du trône, la *liste civile* de l'empereur fut fixée à 25 millions par an. Au-dessous du souverain étaient institués six *grands-dignitaires* inamovibles, un archichancelier, un architrésorier, un connétable, etc., seize *maréchaux d'Empire*, six *grands-officiers civils*. En 1807, un sénatus-consulte créa une *noblesse impériale:* des titres nobiliaires furent attachés aux fonctions, les sénateurs étaient *comtes*, les évêques *barons*, etc.

Pour apprendre à la cour nouvelle les manières de l'ancienne, Napoléon y appela en grand nombre les anciens émigrés, les anciens grands seigneurs qui se ralliaient à lui. Il institua dans son palais une *école des pages*, où l'élite de la vieille noblesse sollicita l'honneur de faire entrer ses enfants.

Dans le gouvernement, l'empereur porta jusqu'aux dernières limites la **centralisation**, car il voulait que tout lui passât par les mains. Peu à peu, il remania les institutions, de façon à faire disparaître les barrières, bien faibles cependant, qui limitaient sa toute-puissance : ainsi, le *Tribunat*, qui avait à critiquer les projets de loi, fut diminué, puis supprimé en 1807 ; les attributions du *Corps législatif* furent de même restreintes au profit du *Sénat*, qui dépendait uniquement de Napoléon, et se faisait l'instrument docile du despotisme impérial. Il est vrai qu'aux mauvais jours de 1814, le Sénat fut le premier à se tourner contre l'empereur.

Dans l'ordre administratif, l'Empire a continué l'œuvre féconde du Consulat. Les *Codes* furent achevés. — L'*Université* fut définitivement organisée par les lois de 1806 et de 1808; elle eut le monopole de l'enseignement public. — Les *travaux publics* furent continués : on construisit les routes du Simplon et du mont Cenis à travers les Alpes, les canaux de Nantes à Brest, du Rhône au Rhin, on améliora les ports de Dunkerque, de Cherbourg, d'Anvers, etc. — L'*industrie* fut encouragée, des pensions accordées à Jacquard, inventeur d'une machine à tisser la soie, aux industriels Richard-Lenoir, Oberkampf, etc.

(2°) **Le despotisme impérial**. — Mais l'Empire a eu le tort de rétablir partout et systématiquement le despotisme : les derniers vestiges de liberté politique ont été anéantis par la *suppression des élections;* la *liberté de la presse* a été supprimée ; la *liberté individuelle* même n'a pas été respectée.

Pendant toute la durée de l'Empire, il n'y a pas eu réellement d'élections : les membres du *Corps législatif*, qui étaient censés représenter le pays, étaient nommés, non par les électeurs, mais en fait par le ministre de l'Intérieur. Personne ne pouvait donc parler au nom du peuple. — De même, les *journaux* étaient réduits à un très petit nombre, un seul par département, et la *censure* fut rétablie pour surveiller les livres. — La *police* devint l'instrument le plus important du gouvernement; aussi les arrestations arbitraires se multiplièrent, et on rétablit huit prisons d'État, *huit Bastilles*, pour y retenir indéfiniment, sans jugement, les individus réputés dangereux.

Pour maintenir un pareil régime, Napoléon s'appuyait sur l'armée : le vrai nom du régime impérial, c'est **le despotisme militaire**. Afin de s'attacher les soldats, les officiers et les

généraux, l'empereur ne négligeait aucun des moyens propres à exciter leur émulation et leur dévouement, titres, honneurs, argent.

La *garde impériale* compta en 1813 jusqu'à 92000 hommes : c'était comme une armée d'élite, formée des soldats les plus braves, vêtus des plus splendides uniformes, touchant une haute paye, admirés et enviés par tous les autres soldats.

Mais aussi ce régime militaire pesa d'un poids singulièrement lourd sur la nation. Avec l'énorme consommation d'hommes des guerres impériales, il fallait demander au pays des contingents chaque jour plus nombreux. L'historien *Taine* a calculé que de 1804 à 1815, Napoléon a fait périr dans ses campagnes plus de 1700000 Français! Malgré les *colonnes mobiles* de gendarmerie qui parcouraient les campagnes, il y avait vers 1810 plus de 50000 réfractaires.

(3°) **La société sous l'Empire.** — Toutes les habitudes de la vie sociale subirent une transformation complète, lorsqu'aux agitations de la Révolution et à l'anarchie morale de l'époque directoriale succéda le régime autoritaire du Consulat et de l'Empire. La *passion politique* qui avait animé toute la nation fit place à l'*indifférence* la plus complète : plus de clubs, plus de discussions politiques dans les cafés, plus de journaux libres. Les plaisirs et les distractions du peuple étaient surveillés par la police avec autant de soin que ses lectures.

L'établissement d'une *cour* acheva de faire disparaître dans les relations sociales les habitudes révolutionnaires.

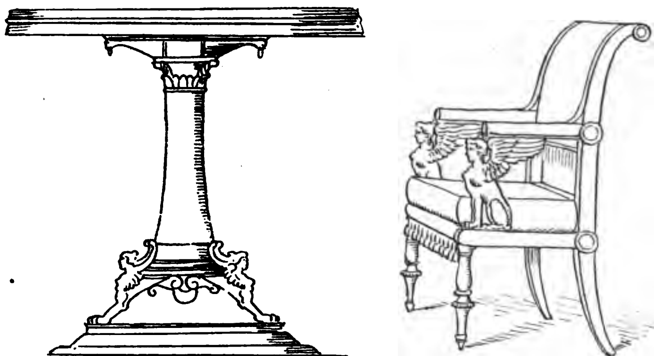
Les noms de *citoyen* et de *citoyenne* furent dès le Consulat remplacés par ceux de *monsieur* et de *madame;* on vit reparaître aussi l'habit à la française, la culotte courte, les souliers à boucle, etc.

Cependant la *manie d'imiter l'antiquité romaine*, qui datait de la Révolution, ne fit que grandir sous l'Empire. Les statuaires sculptèrent des *Napoléons en costume d'empereur romain*, les architectes bâtirent des églises, des Bourses, des Douanes, sur le modèle des *temples antiques*, etc.

C'est encore à l'imitation des modèles romains qu'on chercha à s'habiller et à se coiffer. L'imitation de l'antique fut sensible surtout dans le **mobilier**. Les meubles façonnés dans le *style Empire* affectèrent une raideur extrême, et copièrent servilement le dessin des meubles grecs ou romains.

(4°) **La littérature**. — Napoléon aurait voulu ajouter à la gloire militaire de son règne la *gloire littéraire;* mais il employa les moyens les moins propres à réaliser cette ambition : « *Il enrégimenta les auteurs comme les soldats*; il leur donna même de brillants uniformes.... La littérature fut disciplinée comme tout le reste. » Le malheur, c'est que des écrivains ainsi enrégimentés ne peuvent rien produire de vivant.

Il faut distinguer cependant entre la *littérature officielle*, celle qui recevait les faveurs du gouvernement et écrivait sous



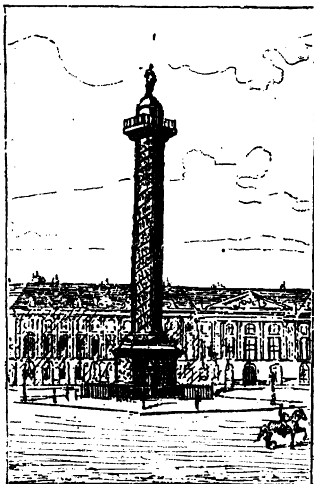
Meubles de style Empire.

son inspiration, et la *littérature opposante* qui ne s'inspirait que d'elle-même. La première n'a donné que des œuvres stériles, la seconde a préparé la grande rénovation intellectuelle du dix-neuvième siècle.

Les littérateurs officiels se sont bornés à imiter les écrivains classiques; leurs œuvres sont profondément oubliées aujourd'hui, leurs noms seuls ont survécu : l'abbé *Delille*, aimable versificateur, les poètes épiques *Luce de Lancival*, *Esménard*, etc. Cependant, *Collin d'Harleville* et *Picard* ont écrit de spirituelles comédies.

Dans l'opposition brillèrent des esprits de premier ordre, surtout **Chateaubriand** et **Mme de Staël**; ce furent des *initiateurs :* c'est-à-dire qu'au lieu d'imiter les écrivains de l'âge précédent, ils préparèrent le *renouvellement* de la littérature française, en cherchant des idées nouvelles et de nouvelles formes de style.

Chateaubriand (1768-1848) écrivit *Atala*, *René*, qui ont été les précurseurs du roman moderne, le *Génie du Christianisme*, qui devait apprendre à la génération nouvelle ce que le moyen âge avait fait de beau et de grand, les *Martyrs*, l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*. — Mme de Staël (1766-1817), dans son livre *De l'Allemagne*, initia les Français à la connaissance de la littérature allemande.



La colonne Vendôme.

(5°) **Les sciences et les arts.** — Napoléon a eu une influence plus heureuse sur les savants et les artistes que sur les littérateurs. Il s'enorgueillissait de compter lui-même parmi les savants, et il conserva sur le trône le titre de *Membre de l'Institut*, qui lui avait été décerné à l'époque de l'expédition d'Égypte.

Les savants aidèrent à la lutte contre l'Angleterre, pendant le blocus continental : on inventa le *sucre de raisin* pour remplacer le sucre de cannes des colonies, la soude artificielle, etc. En *chimie*, Guyton de Morveau et Berthollet continuèrent l'œuvre de Lavoisier; Cuvier fit faire de grands progrès à l'*histoire naturelle*, et créa la *paléontologie*, qui étudie les animaux antédiluviens.

Le « *dictateur des beaux-arts* », David, devint le peintre officiel de l'Empire, par ses tableaux du *Couronnement* et de la *Distribution des Aigles*. Son élève Gros a retracé l'épopée napoléonienne dans sa *Bataille d'Eylau*, sa *Bataille des Pyramides*, etc. — Les architectes Chalgrin, Percier, élevèrent l'*Arc de triomphe du Carrousel* et la *colonne Vendôme*, commencèrent la *Madeleine* et l'*Arc de l'Étoile*, etc.

QUESTIONNAIRE. — **(1)** 1. Comment fut organisée la cour impériale ? — 2. Comment furent modifiés les grands corps de l'État ? — 3. L'Université. — 4. Les travaux publics. — 5. L'industrie. — **(2)** 6. Comment était nommé le Corps législatif ? — 7. Que devint la liberté de la presse ? — 8. La liberté individuelle ? — 9. Que fit Napoléon pour l'armée ? — **(3)** 10. Comment fut transformée la société ? — 11. Qu'appelle-t-on le style Empire ? — **(4)** 12. Que fit Napoléon pour la littérature ? — 13. Que savez-vous sur la littéra-

ture officielle? — 14. Sur la littérature d'opposition? — (5) 15. Sur les sciences? — 16. Sur la peinture? — 17. Sur l'architecture?

Devoirs. — **1.** *Tableau d'ensemble des trois coalitions formées contre l'Empire de* 1805 *à* 1809. — **2.** *Guerres de Napoléon contre l'Autriche.* — **3.** *Racontez les grandes batailles de la quatrième coalition.* — **4.** *Racontez les grandes batailles de la cinquième coalition.* — 5. *Napoléon et l'Angleterre, de* 1804 *à* 1810. — **6.** *Le gouvernement impérial.* — **7.** *État social et intellectuel de la France sous l'Empire.*

Lectures. — *Histoire contemporaine*, par GAFFAREL : on trouvera dans ce volume, de la page 138 à la page 217, la reproduction d'un grand nombre de documents originaux, lettres de Napoléon, de ses ministres, de ses généraux, discours de Carnot, extraits de Mémoires contemporains, etc. — *Histoire de la Civilisation contemporaine*, par RAMBAUD, p. 150-192 (l'armée et la marine sous l'Empire), p. 219-273 (les arts et les sciences). — *Histoire générale*, par LAVISSE et RAMBAUD, t. IX, chap. III, IV, V, VI, VII et VIII.

CHAPITRE II

REVERS DE L'EMPIRE DE 1811 A 1814

NOTIONS GÉNÉRALES

Le traité de Tilsitt avait marqué réellement l'apogée de l'Empire français. A partir de ce moment, Napoléon, dans ses rêves de grandeur, avait oublié de plus en plus les idées que la France de 1789 avait introduites dans le monde. Au chapitre précédent nous avons vu, que, dans la direction de sa politique intérieure, il n'avait plus tenu aucun compte des principes de la Révolution française : au dedans, il avait imposé à la France le poids d'un despotisme de plus en plus lourd ; au dehors, il avait méconnu l'indépendance des autres peuples, aussi respectable cependant que celle de la France elle-même ; il l'avait sacrifiée pour étendre indéfiniment les bornes de son empire.

Que devait-il résulter nécessairement d'une pareille conduite ?

La ruine de Napoléon et de la France.

En effet, la politique extérieure de l'empereur provoqua contre lui une coalition nouvelle, celle des nations. L'ancienne coalition des rois avait été vaincue en 1793, et bien souvent encore depuis cette époque ; la nouvelle coalition devait être victorieuse, malgré tout le génie de Napoléon, parce qu'elle avait pour elle la vérité et la justice.

Et, précisément au moment où l'Empire voyait croître les dangers extérieurs avec une effrayante rapidité, sa force intérieure diminuait à vue d'œil. Blessés dans leurs idées de liberté politique, atteints dans leurs intérêts matériels par le blocus continental qui ruinait le commerce, fatigués par le poids croissant des impôts, par les excès de la conscription militaire, les Français avaient perdu cet enthousiasme qui aux beaux jours de 1804 les animait pour la personne de l'empereur et pour son gouvernement. Beaucoup parmi eux n'étaient plus disposés, même si le salut de la patrie l'exigeait, aux

sacrifices patriotiques qui sous la Convention avaient sauvé la France.

La chute de l'Empire devait s'accomplir en deux phases distinctes.

En 1812, enivré par son apparente grandeur, Napoléon engagea contre la Russie un duel à mort, dans lequel il eut le dessous.

Alors, dans une dernière période, tous les ennemis de l'Empire se levèrent à la fois contre lui ; vaincu par le nombre, en 1814 il s'écroula, entraînant la France dans sa ruine.

Une fois la catastrophe accomplie, nous pouvons nous demander comment Napoléon, c'est-à-dire un des plus grands génies militaires et politiques qui aient paru parmi les hommes, a pu être amené à commettre ces lourdes fautes, qui devaient infailliblement le perdre. — C'est certainement parce qu'il a été un despote, parce qu'il ne tolérait aucune indépendance chez ses conseillers et chez ses ministres. Personne ne pouvait donc l'avertir sur les conséquences de ses actes.

La leçon que nous donne l'histoire de l'Empire, c'est donc qu'un peuple ne doit jamais abdiquer sa liberté, pas même entre les mains d'un homme de génie.

Leçon I. — **L'Europe en 1811. — Campagne de Russie.**

Résumé. — 1. En 1811, l'Europe présentait un ensemble géographique et politique qui ne pouvait pas durer. Des symptômes de décadence apparaissaient; la lassitude de la France se montrait déjà.

2. En dehors des frontières, le réveil des nationalités devenait menaçant. En Allemagne, la formation d'une société secrète, le Tugendbund, répandait partout la haine de la France. Le gouvernement prussien se réformait, donnait satisfaction à ses sujets et préparait la guerre de revanche.

3. C'est dans la péninsule ibérique surtout que l'hostilité populaire eut pour Napoléon des conséquences fatales. A partir de 1811, les Français subirent de grands échecs en Portugal et en Espagne.

4. C'est alors que les nécessités du blocus continental obligèrent Napoléon à déclarer la guerre au tzar. La campagne de Russie commença en juin 1812.

5. La victoire de la Moskowa conduisit les Français à Moscou; mais l'arrivée de l'hiver les obligea à une retraite qui fut désastreuse, avant comme après le passage de la Bérézina.

Récit. — (1°) **La France en 1811.** — En l'année 1811, l'empire français atteignit à peu près sa plus grande extension ; mais son accroissement démesuré ne lui donnait *aucune force réelle ;* il l'affaiblissait plutôt, en faisant entrer dans son unité des peuples étrangers qui détestaient la domination française, et en portant ses frontières bien *au delà des limites naturelles* que lui avaient assignées les glorieux traités de Bâle et de Campo-Formio.

Un historien a dit que l'empire de Napoléon « n'était établi solidement ni en France, ni en Europe ». Tout montre la vérité de cette parole.

En France, quelques plaintes encore timides commençaient à s'élever contre le despotisme impérial ; le commerce et l'industrie languissaient, le poids des impôts s'aggravait ; le nombre des conscrits insoumis ou *réfractaires* augmentait considérablement. Aussi, malgré l'éblouissement de tant de gloire et de puissance, beaucoup d'esprits en arrivaient à soupçonner la fragilité du système napoléonien ; un des plus hauts dignitaires de l'empire, Cambacérès, avouait plus tard que bien des gens, dont il était, ne croyaient pas à la durée du régime impérial. D'autres, plus habiles encore, séparaient tout doucement leur fortune de celle de l'empereur, ou, comme **Talleyrand** et **Fouché**, ne craignaient pas de songer à le renverser ; dans l'entourage même de l'empereur, ils trouvaient des auxiliaires et des complices.

Talleyrand, qui fut longtemps le ministre des affaires étrangères de Napoléon, avait dès 1805 blâmé les conditions du traité de Presbourg. Depuis ce moment il n'avait pas hésité à entamer des négociations personnelles avec les puissances étrangères, il entretenait particulièrement une correspondance secrète avec le tzar Alexandre, l'avertissant des projets diplomatiques de l'empereur ; lors de l'entrevue d'Erfurt, il avait ainsi contribué à faire échouer les combinaisons politiques de Napoléon.

Pendant la guerre d'Espagne, à la fin de 1808, Talleyrand osa plus encore. Il s'entendit avec le ministre de la police, Fouché, « naturellement faux, perfide par tempérament, impudent dans le mensonge, effronté dans la défection, le plus astucieux et le plus redoutable des drôles de son temps. » Il s'agissait de chercher un successeur possible à Napoléon. Talleyrand et Fouché pensèrent à **Murat**, qui serait leur créature et resterait leur instrument. Murat, « ce coq empanaché, » comme l'appelait Lannes, et surtout sa femme Marie-Caroline, la

propre sœur de Napoléon, avaient déjà songé à ce projet à l'époque du grand péril d'Eylau. L'empereur, depuis lors, « les avait promus à la royauté ; » mais le trône de Naples ne leur suffisait déjà plus, et



L'Empire français en 1812.

ils entrèrent facilement dans les vues de Talleyrand. L'intrigue fut découverte, un message ayant été intercepté. Napoléon pardonna à sa sœur et à son mari ; mais Talleyrand en 1809 et Fouché un peu plus tard subirent une disgrâce retentissante.

(2°) L'Europe en 1811. État de l'Allemagne. — En dehors des frontières, les symptômes étaient plus

menaçants encore. Napoléon ne s'inquiétait guère de ces manifestations. Les résistances qui se produisaient, celle des *insurgés espagnols*, celle du *pape Pie VII*, lui semblaient plus désagréables que dangereuses : c'est qu'il ne comptait pour rien les forces morales. Cependant, dès la guerre d'Allemagne de 1809, il avait pu s'apercevoir que la force matérielle n'est pas tout : « Derrière les armées régulières et les vieux gouvernements que nous avions seuls combattus depuis 1792, on avait vu pour la première fois les peuples se lever contre nous. »

Il est certain que les armées napoléoniennes, en traversant l'Europe, apportaient avec elles aux peuples soumis de **grands bienfaits** : la liberté civile et religieuse, l'égalité des droits, la tolérance, l'équité dans la justice et dans l'administration, etc.

Les *Codes français*, empreints des idées de 1789, furent appliqués dans un grand nombre d'États allemands, en Italie, en Hollande, en Pologne dans le grand-duché de Varsovie, etc. ; ils firent disparaître le *servage* et un grand nombre d'*iniquités sociales* de l'ancien régime.

La domination française travaillait à assurer les communications par de magnifiques travaux. Le port d'**Anvers** fut approfondi, agrandi, et aujourd'hui encore cette grande ville commerciale fait dater de l'époque impériale l'ère de sa prospérité.

Les **intérêts moraux** n'étaient pas négligés ; partout l'*instruction publique* était organisée ; partout, les *servitudes féodales* disparaissaient. Dans les Provinces Illyriennes, que Marmont administra de 1808 à 1813, un franciscain de la Carniole, professeur au collège de Karlstadt, disait en confidence à ses élèves, après la chute de Napoléon : « Dans notre pays, les Français ont fait plus de bien en six ans que les Habsbourg en six siècles. »

Mais la France perdit tout le bénéfice de ses bienfaits, parce que Napoléon ne respecta nulle part **l'indépendance nationale**. Il traita trop ouvertement les peuples vaincus comme des troupeaux qu'il distribuait à son gré ; il les épuisait en outre par la *conscription* militaire, par les lourds *impôts* qu'il levait sur eux, par les exigences du *blocus continental*. Aussi, les nations, oublieuses des bienfaits reçus, ne songèrent à se servir des progrès dus à la France que pour se préparer à détruire le joug qui pesait sur elles.

C'est en Allemagne d'abord que cette tendance des sentiments populaires devint visible.

Depuis Austerlitz et depuis Iéna, l'Allemagne avait subi presque constamment l'*occupation militaire*, avec toutes les charges et toutes les humiliations que celle-ci entraînait. Le résultat, c'est que *la haine du nom français* y devint générale. Dès 1808, une vaste société secrète, le **Tugendbund** (c'est-à-dire l'*Association de la vertu*), se forma pour délivrer le pays ; née dans les Universités, encouragée par les professeurs, comme Arndt, le *Mangeur de Français*, par les poètes Kœrner, Schlegel, etc., elle se répandit bientôt dans tous les rangs de la nation, et engloba nobles, bourgeois, paysans, étudiants. Dissoute en 1810 par Napoléon, elle se continua comme société secrète, et n'en devint que plus redoutable.

En Prusse, d'habiles ministres, *Scharnhorst*, le baron de *Stein*, organisèrent silencieusement les forces pour une guerre de revanche. Dans le Tyrol, un aubergiste, André *Hofer*, provoqua contre les Français une insurrection générale ; on n'eut raison de lui qu'en le fusillant (1810). Les Allemands le célébrèrent comme un martyr.

(3°) **L'Espagne de 1808 à 1812.** — L'exemple était donné à tous les ennemis de la France par l'Espagne, qu'on avait crue morte sous un gouvernement déconsidéré. Elle s'était redressée tout à coup, et avait montré au monde étonné une nation fière, tenace, indomptable, enflammée par ses prêtres, exaltée dans son patriotisme, toujours prête, comme au temps des Maures, à continuer la guerre au couteau contre l'étranger, pénétrée jusqu'à ses dernières couches par l'ivresse de l'indépendance. Cette guerre formidable coûta à la France plus de 300 000 soldats : c'est dans ce gouffre que fut engloutie sans gloire et sans profit la Grande Armée.

Les Français, victorieux dans les batailles rangées, étaient détruits en détail par d'insaisissables ennemis, par les innombrables petites bandes, les **guérillas**, qui couvraient toute l'Espagne comme un réseau. Les troupes envoyées pour les combattre passaient souvent au milieu d'elles sans s'en douter : elles ne voyaient dans la campagne que de paisibles cultivateurs occupés aux travaux rustiques. Mais quelques Français isolés venaient-ils à se présenter, aussitôt les cultivateurs se transformaient en bandits, saisissaient les fusils cachés dans la terre et les massacraient sans pitié.

Depuis 1808, les Français avaient remporté maints succès dans la péninsule espagnole : ils avaient, en 1809, pris **Saragosse**, après un des sièges les plus mémorables dont l'histoire

fasse mention; il leur avait fallu emporter chaque maison comme une forteresse. Sébastiani, Victor, Soult, Masséna avaient été victorieux à Medelin, à Porto, à Ocaña, etc. Mais toutes ces victoires n'avançaient à rien, les armées françaises restaient comme submergées au milieu d'un pays tout entier insurgé, et les discordes de leurs généraux rendaient inutiles leurs plus brillants succès. En 1811, *Masséna* dut évacuer pour la dernière fois le Portugal; en 1812, *Marmont* fut vaincu par Wellington à la grande bataille des **Arapiles**.

(4°) **Les débuts de la campagne de Russie.** — La présence de Napoléon en Espagne aurait été nécessaire pour rétablir la situation; mais, à ce moment même, il était appelé à l'autre extrémité de l'Europe par la plus colossale entreprise qu'il ait tentée : la **campagne de Russie**.

Comment l'alliance franco-russe, rêvée à Tilsitt, aboutissait-elle, au bout de cinq ans, à cette guerre fatale entre les deux pays?

Le tzar n'avait pas été sincère dans son amitié pour Napoléon. Il avait adhéré au blocus continental et accepté l'alliance tant qu'elle pouvait lui être utile; mais en 1812, elle lui avait apporté tous les avantages qu'il pouvait en espérer, et elle ne lui imposait plus que des charges. Il songea donc à s'en dégager, et commença par *rompre en réalité le blocus continental*, en autorisant l'entrée des denrées coloniales dans les ports russes.

Alexandre hésitait cependant devant la rupture avec le puissant empereur : il fut poussé à cette rupture par un ancien maréchal de France, **Bernadotte**. Le Béarnais Bernadotte, engagé volontaire à l'âge de 17 ans, était, comme Murat, un soldat de fortune « qui trouva une couronne dans sa giberne », la couronne de Suède. Ambitieux aigri par la supériorité de Napoléon, il oublia ce qu'il devait à son ancienne patrie comme à sa nouvelle, et il fut un des agents les plus actifs des désastres qui fondirent sur nous de 1812 à 1814. Il commença par faire conclure, au début de 1812, une alliance entre la Suède, la Russie et l'Angleterre contre la France.

C'est en mai 1812 qu'eut lieu la rupture définitive et que la guerre fut déclarée. La campagne proprement dite commença trop tard, *à la fin de juin :* c'est que Napoléon, sentant bien lui-même la gravité de la partie qu'il engageait alors, avait voulu faire le plus complètement possible ses préparatifs.

A **Dresde**, où il s'arrêta quelques jours, il trôna au milieu d'une cour de rois : l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse, tous les princes de l'Europe centrale se pressèrent dans son

antichambre. Puis il partit pour se mettre à la tête de ses troupes, où figuraient des contingents de tous les pays vassaux, de la Prusse et de l'Autriche. Le 25 juin, le **Niémen** fut franchi, près de *Kowno*.

Ce fut une journée solennelle. L'empereur avait fait dresser sa tente sur un tertre, au bord du fleuve; autour de lui, toutes les collines, leurs pentes, les vallées, étaient couvertes par les 500 000 hommes, les 1 400 canons, l'innombrable cavalerie qu'il allait entraîner dans les plaines russes. Au signal donné, la multitude commença à s'écouler en trois colonnes vers les trois ponts qui avaient été construits, défilant en présence de Napoléon. L'invasion de la Russie était commencée : c'était bien « **l'armée des vingt nations** », comme l'appelle aujourd'hui encore le peuple russe, qui se précipitait à l'attaque de l'empire moscovite.

Pour résister à ce formidable assaut, **Alexandre Ier** pouvait compter sur le dévouement absolu de tout son peuple. La cause véritable qui fit échouer le gigantesque effort de Napoléon, ce fut l'indomptable résolution du tzar, de l'armée et de la nation russes, de ne pas signer la paix tant qu'un soldat français foulerait le sol de la *sainte Russie*.

(**5°**) **La Moskowa. Retraite de Russie.** — Les Russes se dérobèrent d'abord devant Napoléon, dévastant tout devant lui, et ne se défendant que par l'immensité même de leur territoire : ils voulaient attirer Napoléon au milieu de solitudes vastes et monotones, dans les silencieuses forêts de tilleuls, où les Français n'avançaient qu'avec une *secrète horreur*, et où ils l'envelopperaient ensuite. Mais, quand l'armée française approcha de **Moscou**, la cité sainte des Russes, le tzar essaya de la sauver, et son armée s'arrêta pour combattre sur les bords de la **Moskowa**.

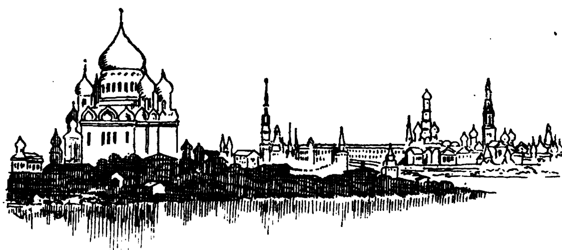
La bataille qui s'engagea alors, autour de la grande redoute de *Borodino*, fut la plus meurtrière des batailles livrées par Napoléon (7 septembre).

Kutusoff, qui commandait les Russes, avait pris position sur un plateau, couvert par une série d'ouvrages fortifiés, la « *grande redoute* », les « *flèches de Bagration* », etc. La bataille commença à six heures du matin, par une furieuse canonnade; le soleil se levait radieux derrière l'armée russe : « C'est le soleil d'Austerlitz, » s'écria l'empereur. La lutte décisive eut lieu à la grande redoute ; les fantassins du général *Lanabère* finirent par en escalader les parapets, tandis que trois régiments de cuirassiers conduits par *Caulaincourt*

y entraient par la gorge. Vers trois heures de l'après-midi, l'armée russe se décida à battre en retraite, mais *en bon ordre*. Napoléon n'osa pas faire charger par sa garde les masses russes entamées : il se contenta de les faire canonner à outrance par 400 pièces d'artillerie : « Puisqu'ils en veulent encore, donnez-leur-en », disait-il. La nuit seule sauva l'armée russe.

Quand la bataille se termina, 90 000 hommes étaient étendus sur le sol, dont 30 000 morts et 60 000 blessés ; les deux tiers des pertes avaient été subies par l'armée russe. 43 généraux français étaient tués ou blessés.

La route de Moscou était ouverte aux Français : le 15 septembre leur avant-garde, gravissant une dernière colline,



Vue du Kremlin.
Résidence des tzars à Moscou, à la fois palais et forteresse.

aperçut devant elle les innombrables coupoles des églises que le soleil faisait étinceler de mille couleurs; en un clin d'œil, l'armée entière, saisie d'un enthousiasme indescriptible, battant des mains, répétait avec transport : « *Moscou ! Moscou !* » Napoléon lui-même accourut et partagea l'émotion commune.

Mais la prise de Moscou ne décida rien : Alexandre ne s'avoua pas vaincu et amusa seulement Napoléon par de feintes négociations, en attendant l'arrivée de son meilleur allié, le « *général Hiver* » ; les Russes eux-mêmes *incendièrent leur capitale;* et les Français, dont les approvisionnements étaient épuisés ou détruits, ne pouvant d'ailleurs hiverner sur les ruines fumantes de Moscou, se décidèrent à abandonner leur conquête.

La retraite commença le 19 octobre; elle allait s'accomplir

au milieu d'un pays dévasté, où toutes les ressources faisaient défaut, sous d'incessantes rafales de neige.

Ce fut chez les Russes le signal d'un *soulèvement général.* Alors commença la guerre de partisans, la guerre des paysans, la *guerre des Cosaques;* des milliers de volontaires prirent les armes dans les campagnes, « afin de combattre pour la patrie et pour la Mère de Dieu contre un ennemi qui menaçait de brûler tous les villages et d'enlever la peau à tous leurs habitants. » Paysans et Cosaques tombaient sur les traînards isolés, sur les fourrageurs, sur les maraudeurs ; ils les tuaient à coups de fourches, les pendaient, les noyaient, parfois même les enterraient tout vifs.

Et ce fut alors une suite d'inoubliables scènes : « Au milieu de la population russe tout entière soulevée, les soldats français surpris de reculer et dès l'abord vaincus par cette pensée autant que par le froid, la faim et l'ennemi ; les fatigues, les souffrances inouïes, l'accablement de ce grand peuple muet se traînant à travers la neige ; les hommes tombant à chaque pas, aussitôt couverts par un linceul de flocons ; les charges meurtrières et les fuites brusques des cavaliers cosaques ; les combats désespérés livrés un contre dix ; les maréchaux à pied, le fusil en main au dernier peloton de l'arrière-garde ; le corps et l'âme invincibles de Ney ; et l'empereur seul, morne, silencieux, marchant péniblement appuyé sur un bâton, et regardant autour de lui mourir la Grande Armée. » Voilà ce que sut faire le patriotisme russe.

Le désastre des Français commença presque au moment même où ils quittèrent les ruines de Moscou. Plus d'une fois il leur fallut combattre pour *se frayer un passage.* Les débris de l'armée ne furent sauvés que grâce à l'héroïsme de **Ney**, couvrant l'arrière-garde ; à *Krasnoë* notamment, il fit des prodiges.

Quand on arriva sur les bords de la ***Bérézina***, charriant des glaçons, il n'y avait pas de ponts ! et il fallait passer au plus vite, car l'armée russe pouvait arriver d'un instant à l'autre. Alors, le général **Éblé** et ses *pontonniers*, se jetant dans l'eau glaciale jusqu'à la poitrine, établirent deux ponts de chevalets, un pour les piétons, un pour les voitures : pas un d'eux ne devait survivre à cet héroïque dévouement. Le passage s'opéra sous le feu des Russes ; les traînards ensuite, se précipitant sur les ponts, essuyèrent un véritable désastre.

Quand l'armée de Napoléon repassa le Niémen, le 30 décembre 1812, elle ne comptait plus que 24 000 combattants.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quelles fautes de Napoléon provoquèrent sa ruine ? — 2. Quelle leçon faut-il tirer de cet exemple ? — (1) 3. Quelle était la situation de la France en 1811 ? — 4. Quelle avait été la conduite de Talleyrand ? — 5. Celle de Murat ? — (2) 6. Quelle était la situation de l'Europe ? — 7. Quels bienfaits Napoléon avait-il apportés aux vaincus ? — 8. Pourquoi ne lui en savaient-ils pas gré ? — 9. Quel était l'état des peuples allemands ? — 10. Que savez-vous sur le Tugendbund ? — 11. Que faisait la Prusse ? — (3) 12. Quel était l'état de l'Espagne ? — 13. Comment les Espagnols faisaient-ils la guerre ? — 14. Quels furent les principaux combats en Espagne ? — (4) 15. Quelles furent les causes de la guerre de Russie ? — 16. Quel rôle joua Bernadotte ? — 17. Quand commença la guerre ? — 18. Comment commença l'invasion ? — (5) 19. Pourquoi se battit-on à la Moskowa ? — 20. Racontez cette bataille. — 21. L'entrée à Moscou. — 22. La retraite de Russie. — 23. Le passage de la Bérézina.

LEÇON II. — **Les grandes batailles de 1813 et de 1814.**

Résumé. — 1. La catastrophe qui termina la campagne de Russie rendit visible la fragilité de l'édifice impérial. A l'intérieur, les critiques et les défections l'affaiblirent, tandis que les nations européennes formaient contre la France la sixième coalition.

2. En 1813, Napoléon ne put la dissoudre, malgré ses victoires dans la première partie de la campagne d'Allemagne ; il battit les coalisés à Lutzen et à Bautzen.

3. Mais dans la seconde partie de la campagne, l'Autriche se joignit aux ennemis de la France, et Napoléon, vaincu à Leipzig (oct. 1813), dut repasser le Rhin.

4. La France fut alors envahie (1814). Malgré le génie que Napoléon déploya dans la campagne de France, malgré ses victoires à Brienne, à Montmirail, à Montereau, il fut écrasé par le nombre.

5. Paris fut pris, Napoléon fut relégué à l'île d'Elbe, et le traité de Paris enleva à la France toutes ses conquêtes.

RÉCIT. — (1°) **La France en 1813. La sixième coalition.** — Quand Talleyrand apprit le résultat de la campagne : « C'est le commencement de la fin », s'écria-t-il. L'empereur avait perdu, à la fois, sa force matérielle et son prestige. Ses *canons*, ses *chevaux*, ses *vétérans* étaient restés sous les neiges de la Russie, son ascendant moral était irrémédiablement détruit. Tous les sentiments de jalousie et de haine, contenus jusqu'alors par la crainte, éclatèrent à la fois.

En l'absence de Napoléon, une conspiration tramée par un républicain, le général *Malet*, avait failli réussir à Paris.

Malet était un général républicain, détenu à Paris. Un soir du mois d'octobre 1812, il s'était évadé de sa prison, avait revêtu un uniforme, et, muni de faux papiers annonçant que *Napoléon était mort*, et que le Sénat avait *proclamé la République*, il avait essayé de s'emparer du gouvernement. Déjà, il avait fait arrêter le ministre de la police. le ministre de la guerre, et n'avait échoué, dans son audacieuse tentative pour renverser le gouvernement impérial, que par un accident fortuit.

Cet événement singulier jette un jour nouveau sur l'état de la France à cette époque. L'Empire a toujours été à la merci d'une défaite, l'empereur à la merci d'une balle ou d'un coup de couteau. Parmi les ambitieux vulgaires qui s'étaient associés à sa fortune aux jours de triomphe, beaucoup ne songèrent plus qu'à leurs intérêts particuliers quand les jours de malheur arrivèrent; pour satisfaire leur égoïsme, ils ne craignirent pas de trahir le maître dont la confiance les avait élevés, et en même temps leur patrie.

A partir de 1813, les **défections** se multiplièrent dans le gouvernement et jusque dans l'entourage impérial. C'est ainsi que **Murat**, à qui Napoléon avait laissé le commandement de son armée quand il l'avait quittée le 5 décembre, prêta l'oreille aux propositions des coalisés : il consentit à abandonner la France et Napoléon, et se retira à Naples dont on lui garantissait la possession. Plus tard, en 1814, *il se joignit aux coalisés* et, avec eux, attaqua les Français dans le nord de l'Italie!

Aux yeux des nations étrangères, la lamentable expédition de Russie avait causé à Napoléon une perte plus irréparable encore que celle de son armée : elle lui avait enlevé la *magie* que son nom exerçait sur les peuples tant qu'ils le crurent invincible.

Quand les **Allemands** virent les misérables débris de la Grande Armée repasser le Niémen pour s'entasser dans les hôpitaux de Kœnigsberg et de Dantzig, ils se sentirent aussitôt le courage de lever le masque et de s'armer contre leurs oppresseurs; tous les sentiments d'hostilité contre la conquête napoléonienne, jusqu'alors comprimés par la crainte, firent explosion dans tous les cœurs. Ce fut la manifestation des **sentiments populaires** qui précéda et qui détermina les résolutions des princes allemands.

Un historien allemand, Weber, décrit ainsi l'aspect de l'Allemagne en 1813 : « L'enthousiasme gagna toutes les classes et tous les âges; jeunes gens et hommes faits s'arrachaient à leurs occupations

habituelles et à leurs affections, pour travailler à l'affranchissement de leur patrie. Les étudiants et les professeurs désertaient les écoles, dont les classes restaient vides, les fonctionnaires abandonnaient leurs emplois; les jeunes nobles quittaient leurs châteaux; tous prenaient le fusil et le havresac, et avec une abnégation grandiose se réunissaient, comme simples soldats, à l'ouvrier qui avait laissé son atelier, ou au paysan qui avait échangé la charrue contre l'épée. Celui qui ne pouvait pas payer de sa personne payait de ses biens; les pauvres mêmes apportaient leurs dons et leurs offrandes à la patrie. En peu de temps, non seulement une forte armée, composée en grande partie de volontaires, se trouva sous les armes; mais une **landwehr**, organisée dans les villes et les villages et équipée à ses propres frais, se trouva prête à marcher. »

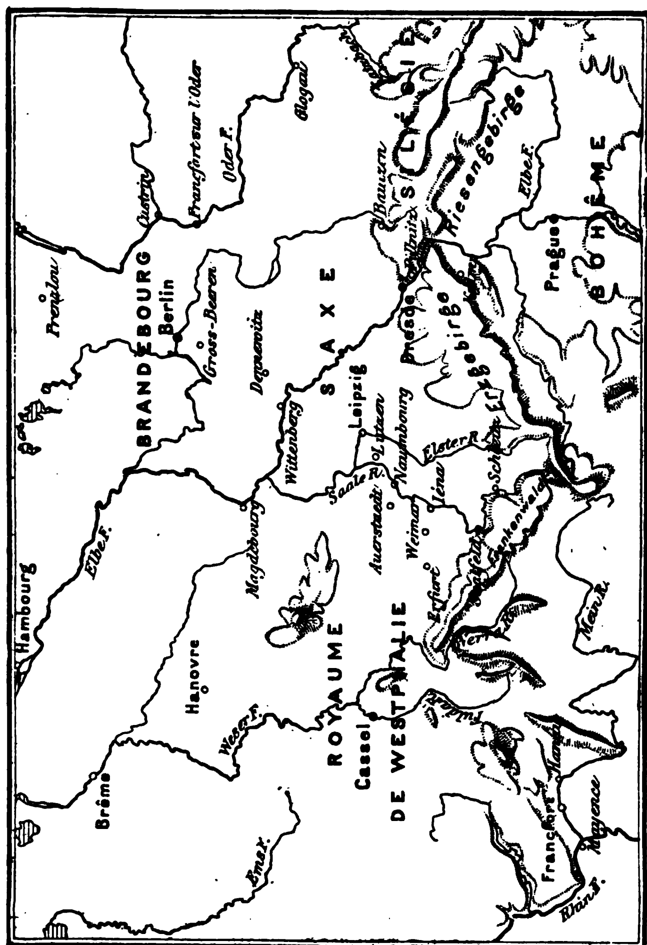
Encouragé par l'ardeur de ses sujets, le **roi de Prusse**, le premier, fit défection; *Bernadotte* s'entremit activement pour rapprocher les ennemis de la France, pour nouer le faisceau des forces qui allaient lutter contre Napoléon. En mars 1813 se forma la **sixième coalition**, qui comprit la *Russie*, la *Prusse*, la *Suède* et l'*Angleterre*. D'innombrables soldats se mirent en marche contre nous; ils étaient conduits par deux généraux français, par **Bernadotte** et par **Moreau**, le vainqueur de Hohenlinden, revenu tout exprès d'Amérique pour diriger les coups des coalisés contre sa patrie.

(2°) **Première partie de la campagne d'Allemagne.** — Dans cette situation critique, Napoléon déploya une activité merveilleuse. Dès le 5 décembre 1812, prévoyant quelle allait être l'**attitude de l'Europe**, il *avait quitté son armée* et avait couru à Paris pour reconstituer de nouvelles forces. Il avait 150 000 hommes dans les dépôts; il fit subir un nouvel appel aux dernières classes; il appela toute la conscription de 1814, tout le premier ban de la garde nationale, et, au printemps, il se trouva prêt avant les coalisés.

Malheureusement, il n'avait plus sous ses ordres que de *jeunes recrues*, admirablement braves, mais physiquement incapables de résister aux fatigues de la campagne; et la *cavalerie* faisait presque entièrement défaut.

Cependant, il sembla d'abord reprendre toute sa supériorité militaire; et, dans une *première campagne d'Allemagne*, au printemps de 1813, il remporta sur les Prussiens et les Russes les belles victoires de **Lutzen** et de **Bautzen**.

La bataille de Lutzen se livra non loin de Leipzig, dans ces plaines saxonnes qui semblent prédestinées par la géographie à servir de



Bassin du Weser, de l'Elbe, de l'Oder. Guerres de 1806 à 1813.

champ de bataille entre les nations, et qui, si souvent, ont été arrosées de sang humain. Pendant les trois premiers mois de 1813, les

lamentables débris de l'armée française avaient dû reculer du Niémen sur le Mein et évacuer les deux tiers de l'Allemagne, quand Napoléon vint les rejoindre avec des renforts, et aussitôt *reprit l'offensive.*

La victoire de Lutzen fut décidée par l'héroïque constance de *Ney* et par l'extraordinaire élan de la *jeune garde*, qui y reçut le baptême du feu, et se couvrit de gloire en renouvelant cinq fois l'attaque de la position ennemie : « Ces enfants sont des héros, s'écria Ney; avec eux, dit-il à l'Empereur, je pourrai faire tout ce que vous voudrez. » L'ennemi perdit 20000 hommes; Napoléon *reconquit la Saxe*, et rentra à **Dresde** où il rétablit le roi de Saxe son vieil allié.

Les vaincus de Lutzen s'étaient arrêtés à l'est de Dresde, à *Bautzen*, dans une position formidable couverte par des montagnes et des marais. La bataille dura deux jours; le général prussien Blücher haranguait ses soldats sur « la nécessité de vaincre ou de mourir dans ces Thermopyles de l'Allemagne », quand Ney parut sur ses derrières; il n'eut que le temps de sauter à cheval et de s'enfuir.

Dans ces combats, les **jeunes recrues** s'étaient battues comme de vieux soldats : « Depuis vingt ans que je commande les armées françaises, leur dit Napoléon, je n'ai jamais vu plus de bravoure et de dévouement. » Malheureusement, faute de cavalerie pour poursuivre l'ennemi, lui enlever des prisonniers et changer ses défaites en déroutes, ces belles victoires restaient presque stériles : elles ne donnaient pour ainsi dire au vainqueur que la possession du champ de bataille. « Comment! s'était écrié douloureusement Napoléon le soir de la bataille de Bautzen, après une pareille boucherie, pas de résultat! pas un prisonnier! Ces gens-là ne me laissent pas un clou! » Pour comble de malheur, les jeunes vainqueurs, admirables au feu, mais sans endurance physique, après deux mois de campagne encombraient les hôpitaux.

Aussi Napoléon consentit à signer l'*armistice de Pleiswitz*, le 4 juin 1813. Des négociations s'ouvrirent sous la médiation de l'Autriche : celle-ci proposait la paix à des conditions parfaitement acceptables, puisqu'elles laissaient à la France la plus grande partie de ses conquêtes. Mais Napoléon voulait rétablir son prestige par une victoire complète; il refusa, accusant l'Autriche de ne pas être sincère, et les hostilités recommencèrent (août 1813).

(3°) Deuxième partie de la campagne d'Allemagne. — Dans la campagne d'automne, les difficultés allaient être beaucoup plus grandes que dans la campagne de printemps, car l'*Autriche s'était jointe à la coalition*, et avait

envoyé une excellente armée de 200 000 hommes, l'**armée de Bohême**, sous Schwarzenberg, attaquer la droite de Napoléon. Napoléon remporta cependant encore une grande victoire à **Dresde** (27 août 1813).

L'armée autrichienne, renforcée par plusieurs corps russes, s'était crue assez forte pour emporter la ville de Dresde, qui formait *le centre des positions françaises*. Napoléon poussa les Autrichiens dans un précipice formé par le ruisseau de Plauen, tandis que Ney mettait les Russes en déroute. La bataille fut surtout une terrible canonnade. Les coalisés, forcés de rentrer en Bohême, laissèrent entre les mains de Napoléon 40 pièces de canon et 15 000 prisonniers.

Vers la fin de la bataille, un boulet français, tombant au milieu de l'état-major du tzar Alexandre, fracassa les deux genoux du traître *Moreau;* on dut lui couper les deux jambes, et il mourut cinq jours plus tard des suites de l'opération. La bataille s'était livrée malgré lui; avant de mourir, il dit au tzar accouru près de lui : « Sire, attaquez l'empereur partout où il n'est pas. » Ce qu'il voulait dire par ces paroles, c'est qu'il fallait *refuser la bataille à Napoléon* en personne et s'attaquer seulement *à ses lieutenants*, en les accablant les uns après les autres sous des forces supérieures.

Le conseil fut adopté par les alliés.

A partir de la bataille de Dresde, les souverains coalisés suivirent une *tactique nouvelle :* se dérobant devant Napoléon, mais formant autour de lui, avec leurs innombrables armées, un immense demi-cercle qui menaçait de se refermer derrière lui, ils le contraignirent à *diviser ses forces*, et à envoyer ses lieutenants loin de lui, au sud, à l'est, au nord, pour refouler les Autrichiens, les Russes, les Prussiens. Ces lieutenants furent partout malheureux : *Vandamme* fut battu par les Autrichiens à **Kulm** en Bohême, *Macdonald* par Blücher sur la **Katzbach** en Silésie, *Oudinot* et *Ney* par Bernadotte sur la route de Berlin, à **Gross-Beeren** et à **Dennewitz**.

Forcé de reculer à la suite de ces échecs, Napoléon fut vaincu dans la solennelle bataille de **Leipzig**, la *bataille des nations*, qui dura trois jours, du 16 au 19 octobre 1813.

Enfermé dans un demi-cercle de fer et de feu par trois grandes armées ennemies, Napoléon dut se décider, malgré l'énorme infériorité de ses forces, à livrer cette *bataille suprême* où allaient se décider ses destinées, celles de la France et de l'Europe. Il avait sous ses ordres 155 000 hommes. Le 16 octobre, les Français résistèrent sans désavantage à 200 000 coalisés; mais ceux-ci reçurent le 17 un

renfort de 110000 hommes, l'*armée de Bernadotte*. Néanmoins, le 18 octobre, l'armée française, grâce à des prodiges de valeur, ne se laissait pas entamer, quand tout à coup l'**armée saxonne**, restée jusqu'alors fidèle à Napoléon et combattant dans nos rangs, fit tout à coup défection : elle passa à l'ennemi au milieu de la bataille, et tira sur nos troupes ses canons encore chargés de *boulets français*. Cette fois, il fallut décidément battre en retraite. Le 19, la *rupture prématurée d'un pont* sur l'Elster changea la retraite en désastre ; l'héroïque Poniatowski, qui venait d'être créé maréchal, se noya dans les eaux de la rivière plutôt que de se rendre à l'ennemi.

Napoléon dut repasser le Rhin et rentrer en France. En Espagne, l'armée française avait été également battue à **Vittoria**, et l'armée anglaise de Wellington touchait aux Pyrénées.

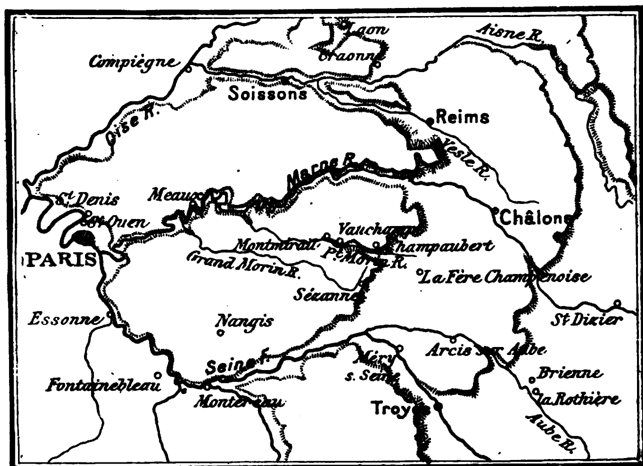
(4°) **Campagne de France.** — Alors, dans les premières semaines de 1814, tout s'écroula à la fois. Cependant, *au moment d'entrer en France*, les souverains coalisés s'arrêtèrent un instant, comme saisis d'une vague inquiétude, sur le point de mettre le pied sur le territoire de cette nation devant laquelle ils étaient depuis vingt ans accoutumés à trembler. Dans les conférences de **Francfort**, ils offrirent encore à Napoléon de lui laisser les frontières naturelles de la France. L'empereur refusa.

Et cependant, il n'avait que 60000 soldats, pour la plupart des adolescents, à opposer à 300000 Autrichiens, Prussiens et Russes qui franchissaient le Rhin. De leur côté, les Anglais envahissaient le bassin de la Garonne, où ils arrivaient malgré **Soult** à Bordeaux et à Toulouse. Une seconde armée autrichienne franchissait les Alpes et arrivait jusqu'à *Lyon*, où **Augereau** ne sut pas l'arrêter.

Dans cette situation désespérée, le génie de Napoléon parut plus éclatant que jamais. Il s'était chargé, dans les plaines de la **Champagne**, d'arrêter le généralissime autrichien *Schwarzenberg* et le généralissime prussien *Blücher* qui se proposaient d'arriver jusqu'à la capitale.

Pendant deux mois, avec une admirable énergie, il manœuvra entre la Seine et la Marne, entre l'Oise et l'Yonne, livrant des combats de chaque jour pour prévenir la jonction de ses deux adversaires et leur fermer la route de Paris : il

remporta de belles victoires ; à **Brienne**, près de l'école où il avait fait ses premières études militaires, à **Montmirail** où il fit perdre aux Prussiens 40 000 hommes et 100 canons, à **Montereau** où il culbuta les Autrichiens.



La campagne de France en 1814.

La nation française aussi *éleva son courage à la hauteur des circonstances :* pour défendre le sol de la patrie, elle donna jusqu'à ses derniers enfants, de pauvres paysans très jeunes arrachés à l'improviste à leur maison, aux travaux des champs. On les appelait par ironie des *Maries-Louises :* les Maries-Louises furent sublimes. Ils ne savaient pas monter à cheval, et le général Delort disait d'eux : « Je crois qu'on perd la tête, de me faire charger avec de la cavalerie pareille. » Pourtant, à la bataille de **Montereau,** ils traversèrent comme une trombe les rues de la ville, culbutant les bataillons autrichiens massés devant eux. Ils savaient à peine charger un fusil ; mais à *Bar-sur-Aube* ils repoussèrent l'ennemi à la baïonnette, un contre quatre. Sans capotes, par 10 degrés de froid, ils marchaient dans la neige avec de mauvais souliers, manquaient de pain, combattaient chaque jour, et remportaient de surprenantes victoires, à Champaubert, à Montmirail, à Arcis-sur-Aube, etc. — Le patriotisme français accomplit alors des prodiges.

(5°) **La chute de Napoléon.** — L'arrivée d'une nouvelle armée ennemie, l'**armée du Nord**, conduite par *Berna-*

dotte, jaloux de prendre part en personne à la curée de la France, fit perdre à Napoléon tout le fruit des belles victoires qu'il avait remportées. Il ne put triompher du nombre ; débordant de toutes parts, la masse des troupes coalisées arriva devant la capitale le 29 mars.

Paris n'était pas fortifié, et Marie-Louise et Joseph, qui auraient dû organiser la défense, l'avaient abandonné. Cependant **Marmont**, **Moncey** avec des gardes nationaux, des recrues, des élèves de l'école polytechnique, des ouvriers, des paysans, résistèrent énergiquement; mais il fallut capituler le 30 mars au soir.

Napoléon, accouru trop tard pour sauver la capitale, ne put dépasser Fontainebleau : il fut arrêté par la nouvelle de la *capitulation de Paris*. Il se résigna alors à abdiquer, dans le palais de Fontainebleau, témoin des splendeurs de son règne (6 avril 1814). Après des *adieux* touchants à sa garde, il gagna l'île d'**Elbe**, dont la souveraineté lui était laissée par les vainqueurs.

Restait à terminer officiellement les hostilités. Après des négociations qui durèrent près de deux mois, le traité de Paris fut signé le 30 mai entre les coalisés et le nouveau roi de France, **Louis XVIII**. La France perdait tout ce qu'avaient conquis la République et l'Empire, et était modestement ramenée à ses limites de 1792; elle conservait cependant Avignon, Mulhouse, Montbéliard et une partie de la Savoie.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Quel fut l'effet de la retraite de Russie ? — 2. Racontez la conspiration du général Malet ? — 3. Que fit Murat ? — 4. Comment se manifesta le patriotisme allemand ? — 5. Comment se forma la sixième coalition ? — (**2**) 6. Quelles ressources Napoléon avait-il réunies ? — 7. Comment fut remplie la première campagne de 1813 ? — 8. Racontez la bataille de Lutzen. — 9. Ses conséquences. — 10. La bataille de Bautzen. — 11. Comment s'étaient conduits les jeunes soldats de Napoléon ? — 12. Que produisit la médiation de l'Autriche ? — (**3**) 13. Racontez la bataille de Dresde. — 14. Quel fut le plan nouveau des alliés ? — 15. Où furent battus les lieutenants de Napoléon ? — 16. Racontez la bataille de Leipzig. — (**4**) 17. Les conférences de Francfort. — 18. Quel était l'état de la France ? — 19. Comment agit Napoléon ? — 20. Comment se conduisit la nation ? — 21. Quelles victoires remporta Napoléon ? — (**5**) 22. Quelle cause rendit ces victoires inutiles ? — 23. Quel fut le sort de Paris ? — 24. Que devint Napoléon ? — 25. Comment la paix fut-elle rétablie ?

La France napoléonienne (1804-1814).

I — Troisième coalition.
- 1° Contre l'Angleterre : opérations de Villeneuve, Trafalgar (octobre 1805).
- 2° Contre l'Autriche et la Russie : Ulm, Austerlitz. Paix de Presbourg (décembre 1805).
- 3° Ambition excessive de Napoléon. Le système fédératif. Joseph à Naples, Louis en Hollande. Confédération du Rhin (1806).

II — Quatrième coalition.
- 1° Contre la Prusse : Iéna et Auerstædt. Napoléon à Berlin (octobre 1806).
- 2° Contre la Russie......
  - 1° Campagne d'hiver. Eylau.
  - 2° Campagne d'été. Friedland (juin 1807).
- 3° Traité de Tilsitt. Amoindrissement de la Prusse. Alliance franco-russe : Napoléon maître en Occident, Alexandre en Orient.

III — Le blocus continental.
- 1° Ses origines (décrets de Berlin, 1806, et de Milan, 1807). Sa nature.
- 2° Ses conséquences.....
  - 1° Bombardement de Copenhague par les Anglais.
  - 2° Rupture de Napoléon avec le pape. — Invasion du Portugal. — Joseph, roi d'Espagne. — Cintra et Baylen. — Napoléon à Madrid (décembre 1808).

IV — Cinquième coalition.
- 1° Opérations : en Bavière, Eckmühl. — En Autriche, Essling et Wagram. — Désastre des Anglais à Flessingue (1809).
- 2° Paix de Vienne : l'Autriche perd les provinces illyriennes. — Bernadotte en Suède.

V — La France en 1811.
- 1° Agrandissements territoriaux (Hollande, villes hanséatiques, Oldenbourg, Toscane, Rome). — Mariage avec Marie-Louise.
- 2° Causes de décadence...
  - 1° Lassitude matérielle et morale de la France.
  - 2° Réveil des nationalités. Le Tugendbund allemand. L'Espagne.

VI — La chute de l'Empire.
- 1° Campagne de Russie......
  - 1° Invasion : passage du Niémen (juin 1812). La Moskowa. Entrée à Moscou.
  - 2° Retraite : départ de Moscou, la Bérézina, retour sur le Niémen (oct.-déc.).
- 2° Campagne d'Allemagne.
  - 1° Sixième coalition. 1re campagne, victoires de Lutzen et de Bautzen.
  - 2° 2e campagne. Hostilité de l'Autriche. Dresde et Leipzig. — Défaite de Vittoria en Espagne.
- 3° Campagne de France......
  - 1° Toutes les frontières envahies. Victoires de Brienne, de Montmirail, de Montereau. Capitulation de Paris (30 mars 1814).
  - 2° Abdication de Napoléon. Le traité de Paris.

VII — Histoire intérieure.
- 1° Caractères monarchiques du gouvernement. Les grands dignitaires, les maréchaux, la cour, l'étiquette.
- 2° Centralisation et despotisme.....
  - 1° Diminution et suppression du Tribunat (1807).
  - 2° Amoindrissement du Corps législatif.
  - 3° Asservissement du Sénat.
- 3° Réformes administratives.
  - Les Codes. Création de l'Université. La Cour des comptes. Administration économe. Les grands travaux publics.
- 4° Les vices du régime......
  - 1° Excès du militarisme. La conscription.
  - 2° Poids des impôts. Les droits-réunis.
  - 3° Suppression des libertés (la liberté politique, la presse, la liberté individuelle).

Devoirs. — **1.** — *Le patriotisme allemand et ses manifestations de* 1810 *à* 1814. — **2.** *Relations de Napoléon avec le tzar Alexandre de* 1810 *à* 1814. — **3.** *Le rôle de l'Autriche de* 1810 *à* 1814. — **4.** *Racontez les deux retraites conduites par Napoléon (retraite de Russie et retraite d'Allemagne).* — **5.** *Les dernières victoires de Napoléon en* 1813 *et en* 1814. — **6.** *Le patriotisme français en* 1814.

Lectures. — On pourra continuer les principales lectures indiquées pour le chapitre précédent. — *Histoire de Napoléon et de la Grande Armée de 1812*, par M. de Ségur; c'est un récit très attachant, d'une étendue raisonnable; écrit par un témoin oculaire, faisant admirablement connaître ce qu'a été cette grande catastrophe. — *Histoire générale*, par Lavisse et Rambaud, tome IX, chap. xxiv (la Campagne de Russie), chap. xxv (la Campagne d'Allemagne), chap. xxvi (la Campagne de France). — *La Campagne de 1813*, par G. Bertin; c'est une collection d'extraits curieux de Mémoires du temps.

III° L'EUROPE AU TEMPS DE LA RESTAURATION ET DE LOUIS-PHILIPPE (1814-1848)

CHAPITRE III

LA RESTAURATION (1814-1830)

NOTIONS GÉNÉRALES

Après l'écroulement de l'Empire, il fallait au dehors rétablir les relations de la France avec l'Europe, au dedans reconstituer un gouvernement.

D'une part, les traités de 1815 furent la conclusion lamentable des guerres impériales. Après tant de gloire, tant de services rendus, la France, tributaire de l'Europe, se trouva replacée à un rang bien modeste dans le nouveau concert européen.

D'autre part, la dynastie des Bourbons remonta sur le trône de France ; elle devait gouverner le royaume pendant quinze ans, jusqu'en 1830. C'est l'époque de la Restauration. Cette époque fut remplie par une lutte décisive entre l'ancien et le nouveau régime.

Les Bourbons, quand ils revinrent en 1814, étaient presque des inconnus pour la nation : on les avait oubliés depuis un quart de siècle. Ils avaient cependant des chances favorables, puisqu'ils succédaient à un régime devenu impopulaire par son despotisme et par la continuité des guerres. Si les Bourbons avaient accepté franchement les idées nouvelles dont le peuple français était maintenant imprégné, si en assurant la paix à la France ils lui avaient assuré aussi la liberté, il est probable qu'ils auraient reconquis leur ancienne popularité et assuré à leurs descendants pour une longue durée la possession paisible du trône.

Mais cette idée ne leur vint même pas à l'esprit en 1814. Obligés de donner au pays une Charte, c'est-à-dire une

Constitution qui consacrait les principales conquêtes de 1789, ils voulurent persuader aux Français qu'ils rétablissaient en réalité l'ancien régime. On les crut sur parole, et l'immense majorité du peuple les détesta de confiance. Aussi, au bout de dix mois, le retour seul en France de Napoléon suffit pour les faire tomber.

Après Waterloo, ils furent de nouveau rétablis par les alliés. Le roi Louis XVIII sembla avoir profité de la leçon ; à force de prudence, de sagesse et de modération, il parvint à régner paisiblement jusqu'à sa mort, en 1824. Mais après lui, son frère Charles X, par ses imprudences répétées, en moins de six ans renversa son trône.

La Révolution de 1830, qui termina la Restauration, a été la défaite définitive de l'ancien régime.

Leçon I. — **La première Restauration. Waterloo. — Les traités de 1815. La Sainte-Alliance.**

Résumé. — 1. A la chute de Napoléon, Louis XVIII, frère et héritier de Louis XVI, fut rétabli sur le trône par les alliés. Il dut donner à la France une Charte constitutionnelle, et établir la royauté parlementaire.

2. Mais les fautes de son gouvernement provoquèrent un mécontentement général ; elles firent triompher l'audacieuse tentative de Napoléon qui quitta l'île d'Elbe, et rentra à Paris le 20 mars 1815.

3. Redevenu le maître de la France pendant les Cent-Jours, Napoléon établit, lui aussi, le régime parlementaire par l'Acte additionnel. Mais vaincu à Waterloo (18 juin), il dut abdiquer de nouveau, et la seconde Restauration commença.

4. Les deux traités de Paris et les traités de Vienne réglèrent l'état territorial de l'Europe après ces longs bouleversements. La France perdit tout ce qu'elle avait acquis depuis 1789, et dut payer une énorme contribution de guerre.

5. Les rois, vainqueurs de la France, formèrent entre eux une Sainte-Alliance, pour assurer aussi leur victoire contre les revendications populaires. Inspirée par le ministre autrichien Metternich, elle s'efforça de maintenir l'absolutisme dans tous les pays.

Récit. — (1°) **La première Restauration et la Charte.** — Napoléon avait abdiqué à Fontainebleau en faveur de son fils, *le roi de Rome*, mais les souverains alliés ne reconnurent pas cette abdication, ils imposèrent à la France la *restauration* de la dynastie des Bourbons; l'ancien *comte de*

Provence, frère et héritier de Louis XVI, devint roi sous le nom de **Louis XVIII**. Les coalisés signèrent avec le nouveau gouvernement le *traité de Paris* (30 mai 1814), qui enlevait à la France tout ce qu'avaient conquis la République et l'Empire, et la ramenait à ses limites de 1792 ; ils décidèrent qu'ils régleraient la répartition de tous les territoires repris à la France dans un Congrès qui se réunirait à Vienne ; après quoi, les armées étrangères commencèrent l'*évacuation du territoire*.

Mais avant de s'en aller, le tzar Alexandre obligea le roi Louis XVIII à signer la *Déclaration de Saint-Ouen*, par laquelle celui-ci promettait d'accorder à ses nouveaux sujets une **Charte** constitutionnelle : le tzar comprenait bien en effet qu'il était impossible de rétablir en France l'ancien régime. La Charte fut promulguée le 4 juin 1814, elle consacrait en fait les principales conquêtes de 1789, et fondait la monarchie parlementaire.

La Charte reposait sur le principe de la séparation des pouvoirs. Le roi possédait le *pouvoir exécutif ;* il était lui-même irresponsable, mais il ne pouvait gouverner qu'à l'aide de ministres responsables. Il partageait le *pouvoir législatif* avec deux Chambres, la Chambre des pairs qui était héréditaire, et la Chambre des députés, élue par la nation. Enfin, il confiait le *pouvoir judiciaire* à des juges inamovibles.

De plus, la Charte garantissait aux Français le maintien de l'égalité civile, politique et religieuse, la liberté individuelle, l'inviolabilité des propriétés, même celle des *biens nationaux* qui avaient été achetés par des particuliers.


Louis XVIII.

Cette *Charte de* 1814 était bien supérieure à la Constitution impériale. Par malheur, Louis XVIII la fit précéder d'un *Préambule*, où il détruisait d'avance, comme à plaisir, l'effet de ses concessions : il affirmait qu'il « renouait la chaîne des temps », quand, en réalité, il rompait avec les temps anciens ; il déclarait qu'il « *octroyait* » la Charte, par un effet de « *son bon plaisir* », et laissait ainsi supposer qu'il la supprimerait le jour où il le voudrait. La nation n'eut donc pas confiance.

(2°) **Les fautes de la Restauration.** — Le grand malheur de la Restauration, c'est que la Charte fut appliquée par des hommes, qui, selon l'expression de Napoléon, « n'avaient rien appris ni rien oublié depuis 1789. » Le roi et les émigrés dont il était entouré choquèrent l'opinion publique par leur hostilité contre tout ce qu'aimait la France nouvelle.

Par ses fautes, le nouveau gouvernement mécontenta rapidement tout le monde : l'*armée*, en remplaçant le glorieux drapeau tricolore par le drapeau blanc, et en nommant 387 officiers-généraux parmi les émigrés ; — la *magistrature*, en destituant plusieurs magistrats libéraux ; — la *bourgeoisie*, en éveillant les craintes des acquéreurs de biens nationaux, c'est-à-dire de 2 millions peut-être d'individus ; — les *classes ouvrières*, en décrétant l'observation obligatoire du dimanche, etc. On laissa même les anciens émigrés parler du rétablissement des dîmes, des corvées, des droits féodaux, etc.

Le mécontentement au bout de quelques mois fut si général, que Napoléon résolut d'en profiter : quittant l'île d'Elbe avec les 900 hommes qui l'y avaient suivi, il débarqua le 1er mars 1815 au *Golfe Jouan*, sur la côte de Provence, pour essayer de reconquérir le trône.

Il se dirigea vers Paris à travers les Alpes dauphinoises, dont les montagnards l'accueillaient aux cris de « Vive l'Empereur ! ». Son retour fut triomphal ; les soldats envoyés contre lui se rangeaient sous ses ordres. A Grenoble, le colonel *La Bédoyère* lui amena son régiment ; il entra à Lyon sans coup férir. *Ney*, qui avait accepté de Louis XVIII la mission « d'arrêter l'usurpateur », fut entraîné par l'enthousiasme de ses soldats, et vint rejoindre Napoléon à Auxerre. Louis XVIII, abandonné de tous, *s'enfuit à Gand*, en Belgique, et le 20 mars l'empereur se réinstalla aux Tuileries.

(3°) **Les Cent-Jours.** — C'est ainsi que commencèrent les Cent-Jours : on a donné ce nom à la période de trois mois environ pendant laquelle Napoléon reprit le gouvernement de la France.

Sa tentative était fatalement destinée à échouer; il n'en déploya pas moins dans ces circonstances désespérées une activité étonnante. A l'intérieur, il comprit que, pour se soutenir, il lui fallait s'appuyer sur la Révolution, sur la bourgeoisie libérale, sur la démocratie.

Aussi, il se déclara prêt à renoncer à son ancien despotisme, à gouverner avec la liberté. Il appela auprès de lui *La Fayette*, *Benja-*

min Constant, un des chefs de l'école libérale; il confia un ministère au républicain *Carnot*. Enfin, il promulgua un *Acte additionnel aux Constitutions de l'empire*, qui était en réalité une Constitution nouvelle, libérale et parlementaire, partageant le pouvoir entre l'empereur, une Chambre des pairs héréditaire, et une Chambre des représentants élue par le peuple.

En même temps, Napoléon déployait un génie extraordinaire d'organisation pour *reconstituer une armée*, tout en assurant les puissances européennes de ses sentiments pacifiques. Mais les souverains ne le crurent pas, et une coalition nouvelle, la **septième**, se trouva immédiatement formée contre lui; elle comprit presque toutes les puissances de l'Europe.



Statue du maréchal Ney.

Les coalisés mirent sur pied plus d'un million de soldats; une *avant-garde*, formée de 100000 Anglo-Hollandais et de 130 000 Prussiens, s'avança par la Belgique. Napoléon prit hardiment l'offensive avec 124 000 combattants.

C'est le 15 juin que Napoléon franchit la frontière ; il se proposait de *séparer* l'une de l'autre l'armée anglaise commandée par Wellington et l'armée prussienne sous les ordres de Blücher, et de *les écraser séparément*. Tout alla bien d'abord : Napoléon battit les Prussiens à *Ligny*, le 16 juin, tandis que Ney arrêtait les Anglais aux *Quatre-Bras*, au sud de Bruxelles. Mais les Prussiens, battus, n'avaient pas été mis en déroute : ils avaient été prévenus de l'attaque par le traître *Bourmont*, un général français qui avait passé à l'ennemi le 15 juin. Napoléon dut donc laisser **Grouchy** pour les contenir, et avec le reste de ses forces il marcha aux Anglais.

Le 17 au soir, il se trouva devant Wellington, campé sur le *Mont-Saint-Jean*, adossé au village de **Waterloo**. Il voulait l'attaquer et le battre avant qu'il ne fût rejoint par les Prussiens ; mais pendant la nuit, éclata un si épouvantable orage qu'au matin le sol détrempé était impraticable : la bataille ne put s'engager qu'à midi (18 juin).

Dans cette rencontre solennelle, les Français avaient 68 000 hom-

mes contre 75 000. La bataille présenta trois phases successives : d'abord la droite des Anglais fut enfoncée au *château d'Hougoumont*, et leur centre à la ferme de la *Haie-Sainte ;* mais Ney, malgré des charges héroïques de cavalerie, ne put culbuter les carrés anglais sur le *plateau du Mont-Saint-Jean*. A cinq heures il commençait à réussir, quand à ce moment arriva **Bulow** avec 30 000 Prussiens.

Napoléon, qui croyait tenir la victoire, dut recommencer la bataille ; à sept heures du soir, elle était de nouveau sur le point d'être gagnée.

Alors arriva Blücher avec 60 000 soldats ; il avait échappé à Grouchy, dont l'armée resta inutile. Cette fois, tout était perdu. Les derniers *carrés de la vieille garde*, commandés par **Cambronne**, prolongèrent la résistance jusqu'à neuf heures du soir. La retraite fut une déroute. Napoléon, pâle, égaré, sans chapeau, sans épée, se laissa entraîner par ses fidèles hors du champ de bataille.

Il n'était plus possible de résister. L'empereur, contraint une seconde fois d'*abdiquer*, se réfugia sur un vaisseau anglais. Mais l'Angleterre le traita en prisonnier, et le déporta dans l'*île de Sainte-Hélène*, où il mourut en 1821. Louis XVIII remonta sur le trône de France.



Blücher.

(4°) **Les traités de 1815.** — Cependant la chute de Napoléon n'arrêta pas l'invasion : les armées ennemies, ne trouvant plus nulle résistance, pénétrèrent jusqu'à la Loire, jusqu'au fond de la Bretagne, vivant à discrétion sur le pays. Enfin, le 20 novembre 1815, les alliés signèrent avec Louis XVIII le *second traité de Paris*, beaucoup plus désastreux que le premier.

En effet, ce traité enlevait à la France *la Savoie*, et les meilleures forteresses de sa frontière du Nord : *Philippeville*, *Marienbourg*, *Sarrelouis*, *Landau ;* il lui imposait une *contribution de guerre* de 700 millions ; et, jusqu'au paiement total qui devait être complété en

cinq ans, les places fortes françaises du Nord et de l'Est seraient occupées par 150000 étrangers, soldés et nourris aux frais de la France.

La France s'engageait en outre à reconnaître toutes les modifications territoriales opérées en Europe par les *traités de Vienne*, que le **Congrès de Vienne** avait conclus sans sa participation, et contre elle, le 9 juin 1815, quelques jours avant Waterloo. L'Angleterre obtenait enfin la *souveraineté des mers*, conservant Malte, Héligoland, le Cap de Bonne-Espérance, Ceylan, l'Ile-de-France qu'elle appela l'île Maurice, etc. L'Autriche *dominait en Italie*, où elle acquérait le royaume Lombard-Vénitien. La Prusse obtenait *la moitié de la Saxe* avec la *Prusse rhénane* sur la frontière même de la France. L'Allemagne était organisée en une *Confédération germanique*, dont la Prusse et l'Autriche faisaient partie, et dont les forteresses étaient tournées contre les Français. On réunit la Hollande et la Belgique en un *royaume des Pays-Bas*, pour servir de barrière contre la France. La Russie acquit la plus grande partie du grand-duché de Varsovie. — Murat fut chassé de Naples et fusillé quand il essaya d'y rentrer.

Ces traités de 1815 fondaient en Europe un *équilibre nouveau*, qui a duré un demi-siècle; ils détruisaient entièrement l'ancien équilibre européen, *au détriment de la France.*

(5°) **La Sainte-Alliance.** — Grâce au *concours des peuples* surexcités par les idées de liberté et d'indépendance, les *rois* avaient vaincu Napoléon: ils s'imaginèrent qu'ils avaient du même coup vaincu les **principes de 1789**, les idées libérales. Aussi, oubliant les promesses solennelles qu'ils avaient faites à leurs sujets, quand ils avaient besoin d'eux pour les entraîner dans la lutte contre la France, ils se hâtèrent après leur victoire de détruire partout les institutions nouvelles, de rétablir partout le despotisme et l'**ancien régime**. Pour défendre leur œuvre et se protéger mutuellement contre les revendications populaires, les souverains formèrent entre eux une coalition permanente qu'ils déguisèrent sous des formes religieuses. C'est la **Sainte-Alliance**, qui fut signée le 26 septembre 1815 à Paris.

Le tzar **Alexandre** en eut la première idée. C'était un souverain d'esprit bizarre, rêveur, à la fois égoïste et généreux ; il était alors sous l'influence d'une femme mystique, *Mme de Krudener*, veuve d'un diplomate russe, amie de la reine Louise de Prusse. Mme de Krudener s'était abandonnée dans sa vieillesse à une piété exaltée ; presque visionnaire, elle saluait le tzar comme « l'ange blanc destiné à renou-

veler la nouvelle Jérusalem », et elle lui avait prédit des événements qui s'accomplirent en 1815.

Ces circonstances expliquent la forme singulière du traité : les souverains de Russie, de Prusse et d'Autriche, « se regardant *comme frères en Jésus-Christ*, et déclarant que la nation chrétienne n'a d'autre monarque que Dieu, notre divin Sauveur, déclarent solennellement leur résolution inébranlable de ne prendre pour règle de leur conduite que les préceptes de la religion sainte. Les trois monarques contractants se prêteront, en toute occasion et en tout lieu, *assistance, aide et secours ;* ils promettent de gouverner leurs sujets en pères de famille et de maintenir *la religion, la paix et la justice...* »

C'était une étrange alliance, formée sur le terrain religieux entre trois princes, dont l'un était *schismatique*, un autre *hérétique*, et le troisième *catholique romain*. Mais la religion n'était qu'un masque qui voilait la politique.

Le ministre autrichien, **Metternich**, prit bientôt la direction de la Sainte-Alliance et lui donna son véritable caractère réactionnaire, qui la fit détester des peuples. C'était un ennemi déclaré de toute réforme, de toute concession ; il s'appelait lui-même *la rocher de l'ordre ;* pendant trente-neuf ans il dirigea la politique autrichienne, de 1809 à 1848, et fut le champion inébranlable de l'**absolutisme.**

La France et tous les autres gouvernements adhérèrent successivement à la Sainte-Alliance ; le gouvernement anglais, entravé par la constitution britannique, ne put lui donner sa signature, mais il lui donna son appui moral le plus complet. L'Europe se trouva donc entièrement placée, pendant les années qui suivirent 1815, sous la direction de cette coalition des rois.

QUESTIONNAIRE. — 1. Qu'est-ce que la Restauration ? — 2. Pourquoi a-t-elle échoué ? — (**1**) 3. Qu'est-ce que le traité de Paris? — 4. La déclaration de Saint-Ouen ? — 5. La Charte ? — 6. Appréciez la Charte. — (**2**) 7. Quelles fautes commit la Restauration ? — 8. Racontez le retour de l'île d'Elbe. — (**3**) 9. Comment gouverna Napoléon ? — 10. Qu'est-ce que l'Acte additionnel ? — 11. Quel fut le plan de campagne de Napoléon ? — 12. Comment fut-il exécuté ? — 13. Comment finirent les Cent-Jours ? — (**4**) 14. Clauses du second traité de Paris. — 15. Les traités de Vienne. — 16. Quelles précautions furent prises contre la France ? — (**5**) 17. Pourquoi fut créée la Sainte-Alliance ? — 18. Qui en eut l'idée ? — 19. Comment fut-elle rédigée ? — 20. Quel ministre en fut le directeur ? — 21. Quels pays entrèrent dans la Sainte-Alliance ?

LEÇON II. — **Deuxième Restauration. — Louis XVIII. La Charte. — Les grands orateurs parlementaires.**

Résumé. — 1. La seconde Restauration, accomplie dans de difficiles circonstances, débuta par une violente réaction royaliste, de 1815 à 1816 ; c'est l'époque de la Terreur blanche et de la Chambre introuvable.

2. Par ses violences, cette réaction provoqua le réveil de l'opinion libérale. Dans les discussions parlementaires, les différents partis politiques se dessinèrent ; à leur tête parurent de remarquables orateurs et hommes d'État.

3. De 1816 à 1820, l'opinion personnelle de Louis XVIII assura la prépondérance à l'opinion modérée : c'est l'époque la plus brillante de la Restauration, sous les ministères de Richelieu et de Decazes.

4. En février 1820, à la suite de l'assassinat du duc de Berry, le parti ultra-royaliste revint au pouvoir, et le garda jusqu'à la fin du règne. Il s'appuya sur la Congrégation, et eut à combattre le carbonarisme.

5. Ce fut lui aussi qui fit décider une expédition en Espagne, où l'armée française alla renverser un gouvernement libéral et rétablir l'absolutisme (1823). Louis XVIII mourut l'année suivante.

RÉCIT. — (1°) **La Terreur blanche.** — La seconde Restauration s'accomplit dans des circonstances plus difficiles que la première, car elle se produisit au milieu de désastres plus grands encore ; et une grande partie de la nation rendait les *Bourbons responsables* des malheurs de la patrie : c'était, pensait-on, pour les rétablir que les rois coalisés avaient déclaré la guerre à la France, après le retour de l'île d'Elbe. Louis XVIII paraissait donc *le roi imposé* par la coalition victorieuse ; ou, comme on disait alors, « il revenait dans les bagages des alliés. »

La nation française se trouva donc divisée en deux grands partis irréconciliables : d'une part, les **libéraux**, qui étaient *partisans de la liberté*, et qui par conséquent détestaient les Bourbons en qui ils voyaient ses ennemis déterminés ; d'autre part, les **ultra-royalistes**, littéralement affolés par le désir de la vengeance contre les ennemis de l'ancien régime. Le renversement si facile de leur roi, en mars 1815, les avait stupéfiés : ils ne voulaient pas comprendre que la Restauration *avait été à elle-même sa plus cruelle ennemie*, ils voyaient partout des traîtres, et ils étaient résolus à les châtier.

Ce furent les ultra-royalistes qui d'abord l'emportèrent. Après les Cent-Jours, les passions royalistes se déchaînèrent avec fureur; la Chambre des députés, élue au lendemain de Waterloo, fut composée presque exclusivement d'ennemis ardents de Napoléon Ier, et Louis XVIII, dans sa satisfaction, la surnomma la *Chambre introuvable :* ce terme d'éloge fut tourné par le peuple en amère ironie.

Dans le Midi, il y eut d'odieuses violences, des massacres que la nation flétrit sous le nom de *Terreur blanche:* à Marseille, la populace se jeta sur quelques pauvres *Mameluks* ramenés d'Égypte en 1799, et les égorgea; le *maréchal Brune* fut assassiné à Avignon avec des raffinements inouïs de cruauté, le général *Ramel* à Toulouse ; des bandes de brigands, les *verdets*, pillaient les maisons des bonapartistes et en égorgeaient les propriétaires.

Loin de réprimer ces horreurs, la Chambre introuvable faisait adopter les mesures de rigueur les plus graves contre les libéraux et les bonapartistes: elle institua des *cours prévôtales*, où siégeait un prévôt militaire à côté de juges civils, chargées de juger sommairement, sans appel, et de frapper impitoyablement les accusés politiques. *La Bédoyère*, *Ney*, l'honneur de l'armée, furent fusillés à Paris pour s'être ralliés à Napoléon aux Cent-Jours. L'administration et la magistrature furent renouvelées, l'Institut mutilé, etc.

(2°) **Les partis politiques. Les orateurs parlementaires.** — La Chambre introuvable alla si loin que Louis XVIII s'inquiéta de son impopularité : c'était un prince intelligent, perspicace, moins aveugle et moins violent que la plupart de ses partisans.

A voir ce qui se passait dans les Chambres et dans le pays, il finit par comprendre que l'ancien régime, tel qu'il se pratiquait avant 1789, était *bien décidément fini*, qu'on ne pouvait pas raisonnablement songer à le ressusciter. Le seul parti à prendre, pour la royauté, c'était de s'accommoder aux *nécessités du temps présent*, de louvoyer entre les **partis politiques** que l'ancienne France ne connaissait pas, mais qui étaient nés de l'organisation de la France nouvelle, et qui, chaque jour, prenaient plus d'importance et de cohésion dans les *discussions parlementaires*.

Quatre grands partis se formèrent ; les luttes qu'ils engagèrent les uns contre les autres remplirent toute l'histoire parlementaire de la Restauration.

De ces quatre partis, deux soutenaient la dynastie bour-

bonienne : c'étaient les **ultra-royalistes** et les **royalistes modérés** : mais les premiers voulaient rétablir entièrement l'ancien régime, ils désiraient *la royauté sans la Charte;* les seconds, au contraire, se proposaient de maintenir *la Charte avec la royauté*, ils aspiraient à concilier les principes de la légitimité avec ceux de la Révolution.

Deux autres partis, les **libéraux** et les **bonapartistes**, étaient les ennemis des Bourbons. Les bonapartistes les combattaient au nom de leurs regrets et par attachement pour la personne même de l'empereur. Les libéraux étaient partisans du régime parlementaire et des principes de gouvernement consacrés par la Charte; mais ils ne pensaient pas que les Bourbons pussent devenir sincèrement des *souverains constitutionnels;* leur ambition, c'était de maintenir la Charte tout en se débarrassant de la royauté légitime.

Ces divers partis furent représentés dans les Chambres de la Restauration par d'éloquents orateurs. Ceux qui brillèrent au premier rang parmi **les ultra-royalistes** furent : *La Bourdonnaye*, un des membres les plus fougueux de la Chambre introuvable ; *Courvoisier*, ancien émigré, doué d'un talent de parole qui lui valut parmi ses partisans le surnom de « Cicéron du ministère », mais enfoncé dans des idées mystiques qui devaient aboutir à la folie ; *de Villèle*, qui fut longtemps ministre, etc.

Parmi les **royalistes modérés** les plus distingués, il faut nommer : *Royer-Collard*, dont l'éloquence, faisant appel aux considérations philosophiques, donnait aux débats une rare élévation; *de Serre*, un des maîtres de l'éloquence politique ; *Decazes*, le ministre et le favori de Louis XVIII; *Martignac*, dont la parole avait une telle puissance de séduction, qu'un de ses adversaires un jour, l'entendant parler, et dépité de se sentir persuadé, lui cria : « Tais-toi, sirène ! »

Parmi les orateurs libéraux, les plus grands noms à citer sont ceux de *Benjamin Constant*, le principal rédacteur de l'Acte additionnel aux Cent-Jours, logicien redoutable ; du général *Foy*, soutenu par la connaissance intime des grands orateurs de l'antiquité et par le prestige de la Grande Armée dont il avait été un des principaux chefs; il produisit un jour une émotion profonde dans la Chambre entière, en dénonçant une mesure prise contre ses anciens compagnons d'armes, comme « un coup de canon échappé de Waterloo ». *Manuel* aussi défendait les idées libérales avec une telle chaleur de passion, avec une opiniâtreté si puissante, que ses adversaires voulurent se débarrasser de lui : dans un débat engagé à propos d'une intervention française en Espagne, en 1823, ils l'accusèrent à tort d'avoir fait l'éloge du régicide; ils prononcèrent illégalement son

exclusion de la Chambre et ne craignirent pas de le faire « empoigner » par les gendarmes en pleine séance.

(3°) **Essai de gouvernement libéral.** — La première période du règne de Louis XVIII se termina dès 1816, par l'*initiative même du souverain.* Le roi écoutait de plus en plus les conseils d'un de ses ministres, *Decazes*, qui s'effrayait des dangers que l'ultra-royalisme faisait courir au trône, et prétendait qu'il fallait « royaliser la nation en nationalisant le royalisme ». Sur ses avis, le roi signa l'*ordonnance du* 5 *septembre* 1816, qui dissolvait la Chambre introuvable et en convoquait une nouvelle.

Ce fut la fin de la réaction ultra-royaliste. Dans la nouvelle Chambre, les élections donnèrent une forte majorité aux *royalistes modérés* : c'est à ce parti que les violences de la Terreur blanche avaient donné le plus d'adhérents.

Dans la seconde période du règne, qui commença en 1816, l'influence prépondérante appartint aux ministres *Richelieu* et *Decazes*. Le duc de Richelieu réussit à payer en trois ans aux alliés l'énorme contribution de guerre qu'ils avaient imposée à la France, et il obtint ainsi par anticipation, en 1818, l'**évacuation du territoire national.** En même temps, à l'intérieur, de sages mesures étaient prises pour apaiser les esprits.

Dès 1818, les *cours prévôtales furent supprimées*, et elles cessèrent leur sanglante mission.

Alors furent votées les lois les plus importantes du règne : une *loi électorale* assura la liberté des électeurs chargés de nommer les députés ; seulement, ces électeurs étaient infiniment peu nombreux, il n'y en avait guère que 91000 pour la France entière : c'est qu'il fallait payer chaque année 300 francs de contributions directes pour être électeur, et 1000 francs pour être éligible. — Une *loi sur le recrutement*, proposée par le maréchal Gouvion Saint-Cyr, décida que chaque année le contingent serait fixé par la Chambre, et formé à la suite d'un tirage au sort entre tous les jeunes gens de 20 ans révolus. — Une *loi sur la presse* (1819) donna la liberté aux journaux, et décida que les délits de presse seraient jugés par le jury, qui représente l'opinion publique.

(4°) **Nouvelle réaction ultra-royaliste.** — Les ultra-royalistes étaient exaspérés de la marche du gouvernement, et essayaient de tous les moyens pour faire renoncer le

roi à la pratique du gouvernement libéral. Une catastrophe leur fournit l'occasion qu'ils désiraient: le *duc de Berry*, fils du comte d'Artois qui était le dernier frère de Louis XVI et de Louis XVIII, fut assassiné par un fanatique, *Louvel*, à la sortie de l'Opéra, le 13 février 1820. Decazes fut alors forcé de se retirer du ministère, devant les clameurs des ultra-royalistes, qui l'accusaient de « *complicité morale* » avec l'assassin.

Louvel avait été poussé au crime par l'exaltation de ses idées libérales; il voulait *éteindre la descendance mâle des Bourbons*, car le duc de Berry, marié à une princesse napolitaine, était le seul prince qui pût donner un héritier à cette race. Mais le calcul de l'assassin fut trompé: car la duchesse de Berry, peu après la mort de son mari, mit au monde un fils posthume, le *duc de Bordeaux*.

Louis XVIII fut alors obligé par le comte d'Artois et par les courtisans de rappeler les ultra-royalistes au pouvoir. *Il se défiait d'eux*, parce qu'il comprenait parfaitement que la réaction allait achever de rendre impopulaire sa dynastie, et qu'elle lui ferait courir un très grand danger; mais, affaibli par l'âge, il n'avait plus la force d'imposer sa volonté à son entourage.

La réaction présenta alors un caractère particulier : *elle fut religieuse autant que politique;* elle s'unit étroitement au catholicisme, et se proposa, comme on disait alors, « de consolider le trône en l'appuyant sur l'autel. »

Une association se forma, la **Congrégation**, pour mettre en œuvre ces maximes; ses adhérents se recrutèrent en grand nombre à la Cour, dans les Chambres, dans les grandes administrations; à eux seuls étaient réservées les fonctions publiques et les faveurs de l'État. Le chef de cette association était le comte d'Artois; son homme d'État, *M. de Villèle*, arriva au ministère en 1821. Beaucoup de mesures de répression furent prises; entre autres, une loi sévère sur la presse enleva au jury le jugement des journaux traduits en justice.

Pour combattre la Congrégation, les libéraux organisèrent une société secrète, le **carbonarisme**, qui eut à sa tête Lafayette. Les *carbonari* se proposaient de faire éclater des séditions dans l'armée, pour renverser le gouvernement; mais les *complots militaires* qu'ils formèrent, à Belfort, à Saumur, furent tous découverts. Les « *quatre sergents de la Rochelle* » furent guillotinés pour s'être affiliés au carbonarisme; leur mort blessa profondément le sentiment populaire.

(5°) **Fin du règne de Louis XVIII.** — Des élections nouvelles eurent lieu en 1823; elles se firent en vertu

d'une *nouvelle loi électorale*, très favorable aux royalistes, que Villèle avait fait adopter. On l'appelle la **loi du double vote,** parce qu'elle accordait aux électeurs les plus riches le droit de voter deux fois. Aussi, les ultra-royalistes eurent dans la Chambre nouvelle une majorité écrasante: 430 voix contre 17 opposants! Villèle se crut dès lors tout permis; il envoya même *une armée en Espagne* pour y renverser une constitution parlementaire que les Espagnols avaient imposée à leur roi.

Après l'expulsion de Joseph Bonaparte en 1813, le fils de l'ancien roi d'Espagne, *Ferdinand VII*, était revenu régner à Madrid. Il gouverna en despote cruel; aussi un *soulèvement militaire* éclata contre lui en 1820, et ses sujets lui firent jurer une Constitution libérale. Mais les rois de l'Europe, après leur victoire de 1815, avaient formé entre eux la **Sainte-Alliance** pour maintenir partout l'absolutisme, et pour empêcher les révoltes des peuples; ils décidèrent, dans le *congrès de Vérone*, de rendre à Ferdinand VII son pouvoir absolu, et la France se chargea d'exécuter leur décision (1823). Une armée française entra donc en Espagne sous les ordres du duc d'Angoulême; bien accueillie par les moines, par le petit peuple, elle n'éprouva de difficultés qu'au *siège de Cadix*, qui se rendit après la prise du fort du *Trocadéro*.

Ferdinand VII redevint roi absolu; son triomphe fut marqué par d'odieuses vengeances contre les libéraux espagnols.

L'année suivante, Louis XVIII mourut (septembre 1824) au milieu de *tristes pressentiments* sur l'avenir de sa dynastie, qu'il voyait compromise par les excès de l'ultra-royalisme.

QUESTIONNAIRE. — (1) 1. Quel était l'état de la nation en 1815? — 2. Qu'est-ce que la Chambre introuvable? — 3. La Terreur blanche? — 4. Les cours prévôtales? — (2) 5. Que pensait Louis XVIII de ce qui se passait? — 6. Quels partis politiques se formèrent sous la Restauration? — 7. Que voulaient les ultra-royalistes? — 8. Les royalistes modérés? — 9. Les bonapartistes? — 10. Les libéraux? — 11. Quels furent les principaux orateurs ultra-royalistes? — 12. Les orateurs royalistes modérés? — 13. Les orateurs libéraux? — 14. Que savez-vous sur le général Foy? — 15. Sur Manuel? — (3) 16. Comment finit la Terreur blanche? — 17. Quelles étaient les idées de Decazes? — 18. Que fit le duc de Richelieu? — 19. Que savez-vous sur la loi électorale de 1818? — 20. Sur la loi sur le recrutement? — 21. Sur la loi sur la presse? — (4) 22. Comment fut assassiné le duc de Berry? — 23. Pourquoi fut-il assassiné? — 24. Quelles conséquences sa mort entraîna-t-elle? — 25. Qu'est-ce que la Congrégation? — 26. Le carbonarisme? — 27. Racontez les complots militaires. — (5) 28. Qu'est-ce que la loi du double vote? — 29. Racontez l'expédition d'Espagne. — 30. Quand mourut Louis XVIII?

LEÇON III. — **Deuxième Restauration** (suite). **Charles X. — Indépendance de la Grèce.**

Résumé. — 1. L'avènement de Charles X, qui succéda en 1824 à son frère Louis XVIII, ne changea rien à la marche du gouvernement. Le parti ultra-royaliste, avec Villèle, resta au ministère.

2. En 1827, la France s'unit à la Russie et à l'Angleterre pour venir en aide à l'héroïsme des Grecs, soulevés depuis plusieurs années contre le joug ottoman. Les Turcs furent battus à Navarin, la Grèce conquit son indépendance.

3. Villèle garda longtemps la majorité dans la Chambre; mais il fut renversé en 1828 par des élections libérales. Charles X essaya alors, avec le ministère Martignac, de gouverner en faisant des concessions à l'opinion publique.

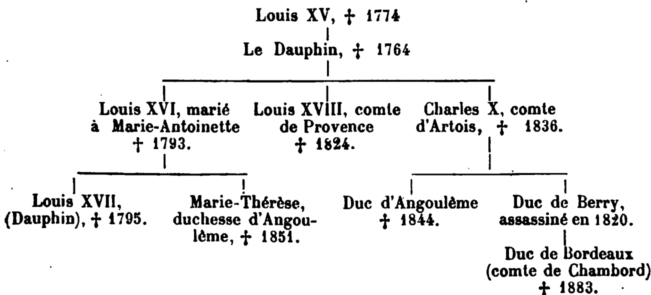
4. Mais, dès 1829, il revint à la politique ultra-royaliste, et appela Polignac au ministère.

5. Polignac travailla à renverser les libertés publiques. Il entreprit l'expédition d'Alger pour se rendre populaire; mais, après les ordonnances illégales de juillet 1830, une insurrection éclata à Paris et renversa en trois jours de lutte le trône de Charles X.

RÉCIT. — (1°) **Avènement de Charles X.** — La mort de Louis XVIII, en 1824, fit monter sur le trône son frère *Charles, comte d'Artois*, qui prit le nom de Charles X. C'était le dernier des petits-fils de Louis XV[1].

---

1. **Tableau généalogique de la famille des descendants de Louis XV.**



Charles X avait un fils, *le duc d'Angoulême*, qui prit le titre de Dauphin, et un petit-fils, *le duc de Bordeaux*, fils du duc de Berry. La succession au trône était donc assurée.

Le nouveau roi était un vieillard de soixante-sept ans, d'un accueil affable, d'un visage gracieux, avec ces qualités extérieures qui séduisent les foules, d'une belle prestance à cheval et *aimant à se faire voir*, tandis que son prédécesseur, goutteux et impotent, se dérobait aux regards. De plus, il inaugura son règne en supprimant la censure et en promettant de *respecter la Charte :* aussi devint-il vite populaire.

Mais ces beaux jours devaient passer vite. Charles X était un homme d'une grande bonté de cœur, mais aussi d'une grande *étroitesse d'esprit*, incapable de comprendre et de satisfaire les besoins de son époque. Il se vantait lui-même d'être, avec M. de Lafayette, « les seuls hommes qui n'eussent pas changé depuis 1789. » Adversaire des réformes au temps de Louis XVI, chef de l'émigration, après s'être uni aux efforts des étrangers contre la France, il était rentré en 1815 *tel qu'il était parti* vingt-cinq ans auparavant. — Devenu, avec l'âge, d'une dévotion mystique, **chef de la Congrégation**, il s'était entièrement asservi aux idées de l'ultra-royalisme.



Charles X.

La cause de tous les malheurs de Charles X, c'est qu'il n'eut pas assez d'intelligence politique pour comprendre que, du moment qu'il devint roi de France, il devait devenir aussi *le chef de tous les Français;* il resta *le chef d'un parti.*

L'année qui suivit son avènement, en 1825, il imagina de se faire **sacrer à Reims**, avec tout le cérémonial usité au temps de l'ancienne monarchie.

L'opinion libérale se montra violemment hostile à cette cérémonie, qui semblait faire de l'autorité royale une émanation de Dieu, comme

aux jours de la royauté de droit divin ; on se moqua de la visite traditionnelle faite par le roi à l'hôpital Saint-Marcoul, pour guérir par attouchement les malades d'écrouelles ; le poète populaire, **Béranger**,



Guerre de l'indépendance de la Grèce, 1821-1829.

chanta en vers ironiques le *Sacre de Charles le Simple*, et ses couplets furent longtemps répétés dans les magasins et les ateliers.

L'avènement de Charles X ne changea rien à la marche du gouvernement : *Villèle*, chef des ultra-royalistes, resta à la tête du ministère. Soutenu par le roi et par la Chambre des députés, il continua le même *système de réaction*. Deux cent cinquante généraux, coupables d'avoir servi la France pendant la Révolution et l'Empire, furent mis d'un seul coup à la retraite.

Cependant, dans sa *politique extérieure*, Villèle soutint une cause qui était très populaire en France, celle de l'**indépendance de la Grèce.**

(2°) **Indépendance de la Grèce.** — Depuis quatre siècles environ, la Grèce avait été conquise par les **Turcs Ottomans**; mais, après un si long temps, aucune fusion ne s'était opérée entre les vainqueurs et les vaincus, les *haines de race* et de *religion* persistaient aussi violentes qu'au premier jour. La diffusion des *idées françaises* pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire acheva de réveiller chez les Grecs les désirs d'indépendance nationale.

Les habitants chrétiens des plaines, flétris par leurs maîtres du nom de *raïas* ou de *giaours*, subissaient sans résistance d'odieuses persécutions ; mais les montagnards, qu'on appelait les *Klephtes* et les *Palikares,* avaient un caractère plus énergique, par suite de la vie qu'ils menaient, conduisant toujours leurs troupeaux sur les sommets rocheux, le fusil à la main, et livrant sans cesse aux Turcs des escarmouches où ils s'aguerrissaient. La Grèce, en outre, était entourée de nombreuses petites îles, où vivaient des milliers de marins habiles et audacieux qui comptaient parmi les meilleurs de la Méditerranée ; au jour de la lutte, avec leurs six cents navires légers, faciles à transformer en corsaires, insaisissables au milieu des passes étroites de l'Archipel. ils devaient être pour les Turcs de redoutables adversaires.

C'est en 1820 qu'éclata l'insurrection générale de la Grèce. Les Grecs prirent les armes, à la fois, **dans le nord,** où Ypsilanti avec sa « *sainte phalange* » envahit les Principautés danubiennes, et **dans le sud**, dans la Grèce proprement dite, où l'évêque patriote Germanos planta l'étendard de la révolte. A cette nouvelle, les Turcs, pris de rage, se vengèrent par d'*épouvantables cruautés*, à Constantinople même et dans les provinces.

A Constantinople, le jour de Pâques, la foule se précipita sur la cathédrale grecque, se saisit du patriarche, et le pendit dans ses habits sacerdotaux au portail de l'église, avec les membres de son clergé. Ensuite eut lieu un massacre général des Grecs habitant Constantinople.

En 1822, dans la grande île de **Chio**, des cruautés plus épouvantables encore furent commises. Une flotte turque ayant débarqué dans l'île, toute la population alla désarmée au-devant des Ottomans ; ses prêtres

la conduisaient, elle s'offrit en chantant des hymnes aux coups des soldats, qui l'égorgèrent sans distinction d'âge ni de sexe ; des pyramides de têtes coupées furent dressées sur le rivage. Un grand peintre français, *Delacroix*, a représenté ces scènes dans un émouvant tableau, et *Victor Hugo* les a flétries dans ses poésies *les Orientales*, qui éveillèrent partout un enthousiasme inexprimable pour la cause hellénique.

Les Grecs se vengèrent par des succès, surtout **sur mer**, où leurs hardis corsaires avaient beau jeu contre les lourds vaisseaux turcs; l'amiral *Canaris*, ses émules *Miaoulis*, *Botzaris*, courant avec une infatigable ardeur sur tout le littoral grec, devinrent la terreur des Musulmans. Sur le continent, les Grecs s'emparèrent de plusieurs villes, *Athènes*, *Missolonghi*, *Tripolitza*, et de plusieurs provinces. Ils purent enfin se donner un **gouvernement provisoire**.

D'autre part, en France, en Italie, dans toute l'Europe, de nombreux volontaires, qu'on appelait des *philhellènes*, s'armaient et couraient porter le secours de leur bras à ce vaillant petit peuple. Malheureusement, les *gouvernements chrétiens* abandonnaient les Grecs; Metternich avait déclaré « qu'ils n'étaient que des révolutionnaires, des *carbonari* », et la Sainte-Alliance condamna leur cause dans deux congrès successifs.

Au contraire, le sultan Mahmoud obtint l'appui du *pacha d'Égypte*, Méhémet-Ali, qui envoya à son secours, en Morée, une excellente armée égyptienne, instruite à l'européenne, conduite par son fils *Ibrahim-Pacha*. Les Turcs reprirent dès lors l'avantage ; ils infligèrent aux Grecs un véritable désastre, en leur reprenant **Missolonghi**, où était mort le grand poète anglais *Byron*, venu pour la défendre.

Mais cette catastrophe devint, contre toute attente, la cause du salut de la Grèce, *elle décida enfin la France, la Russie et l'Angleterre à intervenir*.

En Russie, **Nicolas Ier** venait de succéder en 1825 à Alexandre; le *nouveau tzar*, sourd à la voix de Metternich, voyait dans la révolte des Grecs une occasion de satisfaire les ambitions russes aux dépens de la Turquie ; l'*Angleterre*, qui voulait au contraire prévenir un démembrement de l'empire ottoman, se joignit au tzar dans l'espérance de le modérer ; en *France*, enfin, la cause des Grecs, par un

singulier privilège, excitait les sympathies des *ultras* comme celles des *libéraux :* les seconds la défendaient parce que c'était le soulèvement d'un peuple en faveur de son indépendance nationale ; et les autres voyaient dans cette guerre comme une apparence de *croisade :* c'était encore, comme au temps de saint Louis, la lutte de la croix contre le croissant.

Le ministre ultra-royaliste de Charles X, Villèle, fit décider que la France enverrait sa flotte au secours des Grecs ; les flottes de la Russie et de l'Angleterre agirent de concert. La rencontre des escadres alliées avec la flotte ottomane eut lieu dans la baie de **Navarin,** à l'est de la Grèce (1827).

On espérait d'abord qu'une démonstration pacifique suffirait ; mais un coup de fusil tiré à l'improviste par un brûlot turc sur une chaloupe chrétienne qui allait chercher de l'eau douce, entraîna peu à peu un engagement général, et la journée se termina par l'anéantissement de la flotte turco-égyptienne. Le sultan s'exaspéra de cette défaite, au lieu de se résigner ; en 1828, le général *Maison* vint avec une armée française délivrer la Morée, tandis qu'une armée russe franchissait le Danube et les Balkans et menaçait Constantinople.

Mahmoud consentit alors à signer le **traité d'Andrinople** (1829) qui reconnaissait l'*indépendance de la Grèce.* Le pays émancipé fut érigé en royaume et reçut pour premier roi le prince **Othon** de Bavière (1832).

(3°) **Chute de Villèle. Martignac.** — Villèle était déjà renversé du ministère quand se termina la guerre de la liberté de la Grèce. Depuis l'avènement de Charles X, il avait montré pour l'ultra-royalisme un zèle plus ardent encore, car il était sûr dorénavant de *l'approbation complète du roi :* il continua d'*épurer* les administrations publiques et l'armée, et il proposa aux Chambres les lois les plus réactionnaires.

Une *loi sur le sacrilège* punit de mort les profanations commises dans les églises, mais le gouvernement lui-même n'osa jamais l'appliquer. — La *loi du milliard d'indemnité aux émigrés* décida qu'on donnerait un milliard aux anciens émigrés dont les biens avaient été confisqués pendant la Révolution.

Villèle fut moins heureux dans des projets de loi sur le rétablissement du *droit d'aînesse* et *sur la presse.* Ce dernier projet était tellement rigoureux, qu'il aurait rendu impossible, en fait, d'exercer le métier d'imprimeur ; il excita les craintes de tout le public lettré, et les colères de la foule qui l'appela ironiquement *loi de justice et*

d'amour. La Chambre des pairs, effrayée elle-même par les tendances du ministre, rejeta ces deux projets.

La situation se tendait de plus en plus. *Paris illuminait* quand les propositions ministérielles échouaient à la Chambre des pairs. En 1827, la garde nationale parisienne, passée en revue par Charles X, cria « *Vive la Charte!* » et aussi « *A bas Villèle!* » Le ministre voulut recourir à un coup de force, pour triompher de l'opposition : il créa une *fournée* de 76 nouveaux pairs ultra-royalistes, pour changer la majorité de la Chambre des pairs; et il prononça la dissolution de la Chambre des députés, espérant que les *élections nouvelles* lui donneraient une Chambre encore plus docile. Mais il fut cruellement déçu : la Chambre nouvelle, sur 428 membres, ne comprit que 125 ministériels. Villèle dut *donner sa démission* (janv. 1828).

Charles X se décida alors à faire une *tentative libérale*, et il appela au ministère *M. de Martignac;* il le chargea d'essayer de réconcilier l'ancien et le nouveau régime.

Mais cette tentative était condamnée d'avance. Charles X, en effet, très différent en cela de Louis XVIII, était convaincu qu'il était impossible d'appliquer sincèrement la Charte, et que le *libéralisme* devait conduire forcément à l'*anarchie*. Il ne se prêtait donc qu'à contre-cœur à l'expérience de Martignac, et il était d'avance résolu à saisir la première occasion pour se débarrasser de lui.

(4°) **Chute de Martignac.** — Martignac sembla d'abord réussir; les libéraux applaudirent à ses efforts pour fermer les collèges des jésuites et ruiner leur influence; mais ensuite ils l'accusèrent de n'accorder que des réformes insuffisantes. Ils prétendirent obtenir *tout ou rien*, et s'unirent avec les ultra-royalistes pour voter contre le ministre qui voulait faire triompher les maximes du royalisme modéré.

Charles X vit avec une secrète joie cette opposition que les libéraux faisaient à Martignac; au lieu de soutenir ses ministres, il conspirait sourdement contre eux, et leur préparait dans l'ombre des successeurs. Martignac, justement froissé, donna alors sa démission (août 1829); *il emportait avec lui les dernières chances* de durée de la royauté légitime.

Le roi profita de l'occasion pour revenir à la politique ultra-royaliste. Il appela au ministère *M. de Polignac*, son ami

personnel, compromis jadis dans une conspiration contre le Premier Consul, et connu pour avoir dit que « *la Charte était une sottise* » ; il lui adjoignit comme collègues *Bourmont*, général détesté de la nation parce qu'il avait passé à l'ennemi l'avant-veille de Waterloo et préparé ainsi la défaite, *La Bourdonnaye*, *Courvoisier*, etc., qui s'étaient fait remarquer par l'excès de leur ultra-royalisme. C'étaient des choix significatifs : un pareil ministère ne pouvait qu'*aboutir à un coup d'État*.

(5°) **La Révolution de juillet.** — Aussitôt, les libéraux se préparèrent à la lutte, que tous jugeaient imminente. Elle éclata dès que la Chambre se réunit.

Au début de la session de 1830, 221 députés, qui formaient la majorité libérale de la Chambre, votèrent une *adresse au roi*, déclarant que le ministère n'avait pas la confiance du pays : elle est connue sous le nom d'**Adresse des 221**. Charles X s'indigna, et, au lieu de renvoyer son ministère, il aima mieux renvoyer la Chambre, et faire procéder à des élections nouvelles.

Pour agir sur l'esprit des électeurs en assurant à son gouvernement le prestige de la victoire, Polignac entreprit alors l'expédition qui donna *Alger* à la France (voir plus loin, p. 211). Mais les élections nouvelles n'en furent pas moins très hostiles au ministère : *les 221 furent réélus*, et avec eux plusieurs autres députés d'opposition furent nommés.

Charles X s'obstina, et plutôt que de céder, se résolut à un *coup d'État :* le 25 juillet 1830, il signa les quatre **Ordonnances** célèbres qui déterminèrent la *Révolution de juillet*.

Ces Ordonnances *violaient manifestement la Charte :* en effet, elles cassaient les élections ; — elles changeaient la loi électorale, en excluant de la liste des électeurs les commerçants et les industriels, suspects de libéralisme ; — elles enlevaient aux Chambres une grande partie de leurs pouvoirs ; — enfin, elle supprimaient la liberté de la presse.

Aussi, dès le 26 juillet, des *barricades* s'élevèrent dans Paris ; le 27, le drapeau tricolore reparut, arboré aux tours Notre-Dame ; le 28, un *gouvernement provisoire* s'installa à l'Hôtel de ville, avec **Lafayette**, et, le 29, les dernières troupes royales durent évacuer le Louvre, les Tuileries : l'insurrection était victorieuse.

Charles X fit trop tard des *concessions inutiles*. Il eut beau abdiquer en faveur du duc de Bordeaux, *Henri V*, sa dynastie

était condamnée, et il lui fallut reprendre le chemin de l'exil. Il s'embarqua le 16 août à Cherbourg pour l'Angleterre; il devait mourir en 1836 à Goritz, en Autriche.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Qui succéda à Louis XVIII ? — 2. Charles X avait-il des héritiers ? — 3. Quel était son caractère ? — 4. Racontez son sacre. — 5. Comment gouverna Villèle ? — (**2**) 6. Quelles furent les causes du soulèvement de la Grèce ? — 7. Quels furent les combattants grecs ? — 8. Comment éclata l'insurrection ? — 9. Quelles cruautés commirent les Turcs à Constantinople ? — 10. A Chio ? — 11. Quel effet produisirent ces cruautés ? — 12. Quels succès les Grecs remportèrent-ils ? — 13. Pourquoi les Turcs reprirent-ils l'avantage ? — 14. Pourquoi les gouvernements chrétiens finirent-ils par intervenir ? — 15. Racontez la bataille de Navarin. — 16. Quelles furent les suites de cette bataille ? — (**3**) 17. Quelles lois fit voter Villèle ? — 18. Quels projets de loi proposa-t-il ? — 19. Comment fut-il renversé ? — 20. Qui le remplaça ? — (**4**) 21. Que fit Martignac ? — 22. Comment fut-il renversé ? — 23. Quels ministres le remplacèrent ? — (**5**) 24. Qu'est-ce que l'Adresse des 221 ? — 25. Quelles en furent les conséquences ? — 26. Qu'est-ce que les Ordonnances ? — 27. Racontez la Révolution de Juillet.

Devoirs. — **1**. *La première Restauration.* — **2**. *Les traités de* 1815 *et la France.* — **3**. *Le règne de Louis XVIII.* — **4**. *Le règne de Charles X.* — **5**. *La politique extérieure de la Restauration.* — **6**. *Histoire de l'ultra-royalisme de* 1815 *à* 1830.

Lectures. — *Histoire contemporaine*, par GAFFAREL, p. 220-234 (la première Restauration et les Cent-Jours), p. 239-276 (règnes de Louis XVIII et de Charles X). — *Histoire générale*, par LAVISSE et RAMBAUD, t. IX, chap. XXVII et XXVIII, et t. X, chap. III et VII). — *Histoire de la Civilisation contemporaine en France*, par RAMBAUD, p. 321-324 (la Charte de 1814 et l'Acte additionnel), p. 355-360 (la politique étrangère et l'armée sous la Restauration). — *Histoire des Français*, par LAVALLÉE, continuée par LOCK, Vᵉ vol.

La Restauration.

I — La première Restauration (1814-1815).

- 1° La Charte, ses qualités et ses défauts. — Maladresses du gouvernement royal, mécontentement de l'armée, de la bourgeoisie, des ouvriers.
- 2° Le retour de l'île d'Elbe (mars 1815). Rôle de Ney. — L'Acte additionnel. Campagne de Belgique : Ligny et Waterloo (18 juin 1815). — Seconde abdication, Napoléon à Sainte-Hélène, sa mort (1821).
- 3° Pacification : le premier traité de Paris (1814) ; les traités de Vienne (1815) ; le second traité de Paris (nov. 1815).

II — Le gouvernement de Louis XVIII (1815-1824).

- 1° Réaction après le retour de Louis XVIII. La Terreur blanche. Mort de Ney. Massacres dans le Midi. La Chambre introuvable. Ordonnance du 5 septembre 1816.
- 2° Gouvernement libéral (1816-1820)..
    - 1° Les ministres. Richelieu et Decazes. Mesures d'apaisement. Loi électorale, loi sur la presse. Évacuation du territoire (1818).
    - 2° Les partis politiques : ultra-royalistes, royalistes modérés, bonapartistes, libéraux.
    - 3° Les orateurs : La Bourdonnaye, Royer-Collard, Manuel, Foy, etc.
- 3° Réaction nouvelle. Assassinat du duc de Berry. Ministère Villèle. La Congrégation et le Carbonarisme.

III — Le gouvernement de Charles X (1824-1830).

- 1° Réaction : continuation du ministère Villèle. Le sacre de Charles X. Loi du sacrilège. Le milliard d'indemnité. Opposition de la Chambre des pairs (loi d'aînesse et loi sur la presse). Élections libérales de 1827. Démission de Villèle (janvier 1828).
- 2° Tentative libérale : ministère de Martignac (1828-1829). Mesures populaires. Impatience des libéraux. Attitude hostile du roi. — Avènement du ministère Polignac : tentative de réaction.

IV — Politique extérieure de la Restauration.

- 1° Situation difficile de la France en 1815. Influence de la Sainte-Alliance. Congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), évacuation du territoire.
- 2° Guerre d'Espagne.......
    - 1° Insurrection de Cadix (1820), établissement d'un gouvernement parlementaire en Espagne. — Congrès de Vérone (1822).
    - 2° Expédition française (1823). Prise du Trocadéro.
- 3° Guerre de Grèce.......
    - 1° Soulèvement de la Grèce (1820). Cruautés des Turcs.
    - 2° Intervention de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Navarin (1827). Expédition de Morée, traité d'Andrinople.
- 4° Expédition d'Alger (1830). Combat de Staouëli, prise d'Alger.

V — Révolution de juillet.

- 1° Adresse des 221. Élections nouvelles (juin-juillet 1830).
- 2° Les Ordonnances. Bataille dans Paris (27-29 juillet). Exil de Charles X.

CHAPITRE IV

LE RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE (1830-1848)

NOTIONS GÉNÉRALES

La Révolution de juillet a mis sur le trône de France le duc d'Orléans, Louis-Philippe, qui déclara que « la Charte serait désormais une vérité ». Cette parole montre à la fois les causes de la prospérité de son règne et les causes de sa chute.

D'abord elle fait comprendre le progrès considérable accompli par la cause des libertés publiques, après la Révolution de juillet. La Charte sous Louis-Philippe est restée à peu près telle qu'elle était sous Charles X; seulement, le gouvernement royal, dorénavant, loin de méditer la destruction de la Charte, ne songea qu'à la maintenir et à l'appliquer dans son esprit. Le nouveau roi ne régna pas par la grâce de Dieu et le droit divin, il régna surtout par la volonté nationale.

De là une stabilité gouvernementale propre à assurer le développement régulier des ressources publiques. Et, en effet, la période qui s'étend de 1830 à 1848 fut matériellement une des plus heureuses de l'histoire de notre pays.

Mais, d'autre part, si Louis-Philippe n'a jamais songé à supprimer la Charte, il n'a jamais voulu la perfectionner, ni augmenter les libertés qu'elle établissait, ni, en particulier, accroître le nombre des électeurs. La Charte confiait en réalité le contrôle et la direction des affaires publiques, non pas au peuple, mais à une bourgeoisie étroite, comprenant à peine 240 000 électeurs légaux : jamais Louis-Philippe ne s'est préoccupé de ce que désirait ou de ce que condamnait la masse énorme des Français, restant en dehors du « pays légal ». Ce fut la cause directe de sa chute. La Révolution de février 1848, qui le renversa, fut faite pour rendre la parole à la nation française entière.

On peut donc résumer toute l'histoire du gouvernement de Louis-Philippe en disant que, s'il fut institué « pour que la Charte devînt une vérité », il fut détruit pour avoir systématiquement repoussé toutes les demandes de réformes politiques et de réformes sociales qui n'étaient pas inscrites dans la Charte.

LEÇON I. — **La Révolution de 1830. Louis-Philippe. — Principaux ministres et orateurs parlementaires.**

Résumé. — 1. La Révolution de Juillet, qui n'aboutit pas à un appel au peuple, mit sur le trône Louis-Philippe, avec le titre de roi constitutionnel des Français.

2. La revision de la Charte donna le pouvoir à la bourgeoisie, représentée par les Chambres. Un nouveau classement des partis s'opéra; l'opinion républicaine recruta de nombreux adhérents et acquit une force nouvelle.

3. Louis-Philippe fut d'abord entouré par les auteurs de la Révolution, Laffite, Lafayette et Dupont de l'Eure. Les hommes d'État, qui jouèrent le plus grand rôle sous son règne, furent Casimir-Périer, Thiers, Guizot. Jusqu'en 1840, l'instabilité ministérielle fut excessive.

4. La fréquence des crises ministérielles encouragea le désordre matériel, les insurrections, les attentats contre la personne du roi.

5. La dernière période du règne, de 1840 à 1848, fut remplie en entier par le long ministère de Guizot, qui rejeta toutes les demandes de réformes. Par cette politique imprudente, il devait rendre une catastrophe inévitable.

RÉCIT. — (1°) **La Révolution de Juillet, Louis-Philippe.** — La Révolution de 1830 s'opéra avec une facilité relative, qui s'explique par l'*aveuglement de Charles X :* quand, le 26 juillet, il fit publier les fameuses **Ordonnances**, il n'admettait pas même la possibilité d'un échec : dans son aveugle confiance, il n'avait pris aucune des mesures qui pouvaient assurer le succès de sa tentative; Paris était dégarni de troupes ; il était allé lui-même passer sa journée à la chasse à Rambouillet.

Aussi quand le lendemain 27 la lutte s'engagea sérieusement, **Marmont**, qui commandait la garnison de Paris, dut se replier sur le Louvre pour ne pas se laisser envelopper par le peuple tout entier soulevé. Un immense **drapeau tricolore** avait été arboré aux tours Notre-Dame, et ces couleurs chéries, reparaissant après quinze ans de proscription, avaient provoqué un enthousiasme général.

Le 28, un gouvernement provisoire s'installa à l'Hôtel de ville, avec **Lafayette**; deux régiments de ligne passèrent du côté du peuple, et Marmont, découvert par cette défection, dut le 29 quitter le Louvre, les Tuileries, Paris. L'insurrection était victorieuse, et Charles X n'avait plus qu'à reprendre le chemin de l'exil.

La Révolution de 1830 renversa donc Charles X et *la branche aînée des Bourbons :* quel gouvernement allait-on installer à sa place ? Parmi les vainqueurs, beaucoup auraient voulu qu'on consultât la nation elle-même, et qu'on lui demandât comment elle désirait être gouvernée ; mais la majorité de la Chambre des députés et de la Chambre des pairs aima mieux décider elle-même la question gouvernementale. Elle se borna à *reviser la Charte*, et elle donna ensuite la couronne au duc d'Orléans, qu'elle proclama **roi des Français** sous le nom de *Louis-Philippe Ier*, quand il eut juré d'observer la Charte (9 août 1830).

Le nouveau roi de France avait 57 ans. Dans le cours de sa vie accidentée et qui avait connu tant de fortunes diverses, il avait acquis une grande expérience politique. Son goût pour les institutions anglaises, ses manières simples et même un peu bourgeoises, devaient faire de lui en apparence *le type du roi constitutionnel.* En réalité, doué d'une très grande intelligence, et ayant conscience de sa propre valeur, il tendit souvent à sortir du rôle effacé de monarque parlementaire, et à agir directement sur les députés en passant par-dessus la tête de ses ministres.

Chef de la *branche cadette* des Bourbons, Louis-Philippe descendait du second fils de Louis XIII, du frère cadet de Louis XIV ; son père, **Philippe-Égalité**, avait été un des membres les plus fougueux de la Convention, et avait même voté la mort de Louis XVI ; il est vrai qu'il n'avait pas pu, cependant, désarmer les défiances populaires, et qu'il était mort, lui aussi, sur l'échafaud. Son fils, âgé alors de vingt ans, servait dans les rangs des volontaires, et avait pris une part glorieuse aux batailles de *Valmy*, de *Jemmapes* et de *Neerwinden.* Lors de l'emprisonnement de Philippe-Égalité, le jeune prince avait jugé prudent d'abandonner l'armée et de chercher un asile à l'étranger, en 1793. Sa situation fut loin d'être heureuse à cette époque : proscrit en France, il voyait les émigrés et la famille royale se détourner de lui avec horreur, à cause de la conduite politique de son père. Il connut alors le dénuement, la misère même, et fut obligé, pour vivre, de *donner des leçons* à Reichenau, en Suisse ; il parcourut ensuite l'Europe septentrionale, la Laponie et alla jusqu'en Amérique. Rentré plus tard en Europe, il parvint à se réconcilier avec la famille des Bourbons, et épousa une fille du roi Ferdinand de Sicile. Il rentra en France lors de la Restauration.

Pendant les quinze années que dura ce gouvernement, sa conduite

fut singulièrement circonspecte. Tout en vivant dans les meilleurs termes avec la cour, avec Charles X, et en se faisant rendre les immenses biens de sa maison, il réunissait autour de lui, dans le Palais-Royal qu'il habitait, les chefs les plus influents de l'opposition libérale, Laffite, Dupont de l'Eure; il flattait les instincts démocratiques de la bourgeoisie parisienne en faisant élever ses fils au lycée Henri IV, au milieu des petits bourgeois de leur âge. Il était déjà le **prince-citoyen**, en attendant qu'on l'appelât le **roi-citoyen.**



Louis-Philippe.

(2°) La revision de la Charte. Ses conséquences.— La revision de la Charte, qui compléta les résultats de la Révolution de 1830, laissa subsister dans ses lignes essentielles l'œuvre de Louis XVIII. On *supprima* d'abord le **Préambule**, avec toutes ses maladresses, et en particulier avec cette déclaration fameuse, que les libertés publiques étaient un pur don, un *octroi du bon plaisir royal.*

On supprima la *censure ;* on décida que les Ordonnances royales ne pourraient jamais détruire les lois, et que les Chambres partageraient avec le roi le *droit d'initiative*, c'est-à-dire le droit de proposer des projets de loi. Un peu plus tard, on supprima *l'hérédité de la pairie* en décidant que les pairs seraient nommés à vie par le roi, et on *abaissa le cens électoral :* il suffit dorénavant de payer 200 francs de contributions directes pour être électeur, et 500 francs pour être éligible. Mais cette réforme fut très insuffisante : le **pays légal**, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens jouissant des droits politiques, ne se composait encore que de 200 000 Français.

En résumé, la charte revisée de 1830 donnait sincèrement à la France la **liberté politique** : le gouvernement du pays devait être dorénavant contrôlé et dirigé par ses représentants. Mais elle ne lui donnait en aucune façon l'**égalité politique** : si elle enlevait l'influence à l'aristocratie, c'était pour la remettre tout entière entre les mains de la riche bourgeoisie.

La Révolution de Juillet détermina, comme il était naturel, un nouveau groupement des partis. La royauté nouvelle fut soutenue par les **orléanistes**, qui comprenaient surtout les anciens *libéraux*. Malheureusement pour Louis-Philippe, ses défenseurs ne s'enten-

daient pas entre eux : les uns voulaient *étendre* les libertés accordées par la Charte ; les autres étaient décidés à les *maintenir* strictement telles qu'elles étaient.

Défendu par les orléanistes, le gouvernement de Juillet fut attaqué sans relâche par les **légitimistes** et les **républicains.** Les légitimistes soutenaient les droits du duc de Bordeaux, qui était, disaient-ils, l'héritier *légitime* du trône ; relativement peu nombreux, ils étaient influents par la fortune, par les traditions, par l'éclat des grands noms historiques.

Les républicains prétendaient que la monarchie orléaniste n'avait pas de fondement légal, parce qu'elle n'avait pas été *acceptée par la nation elle-même ;* ils soutenaient que le peuple, s'il avait été consulté, aurait sans doute proclamé la République. Peu nombreux sous la Restauration, ils virent après 1830 grossir leurs rangs. Ils trouvèrent des auxiliaires parmi les **socialistes**, qui réclamaient des réformes sociales et économiques.

Un certain nombre de **bonapartistes** restèrent également les ennemis de la monarchie de Juillet et aspirèrent au rétablissement de la dynastie napoléonienne.

Au dehors, les rois étaient pleins de défiance envers Louis-Philippe. En effet, la Révolution de Juillet avait éveillé les espérances des divers peuples qui avaient été opprimés par la Sainte-Alliance, et plusieurs s'étaient soulevés pour recouvrer leur liberté : ainsi, les *Belges* s'étaient armés pour secouer le joug de la Hollande, les *Italiens* pour secouer celui de l'Autriche, les *Polonais* pour secouer celui du tzar. Les rois rendaient le nouveau gouvernement français responsable de ces révoltes, et ne lui dissimulaient pas leur hostilité.

(3°) Première partie du règne de Louis-Philippe. Hommes d'État et orateurs. — Pour faire face à une situation si troublée, Louis-Philippe prit d'abord comme ministres les libéraux les plus avancés, tels que **Dupont de l'Eure** et **Laffite. Lafayette** exerçait aussi une grande influence, et on commençait à l'appeler « le maire du palais ». Mais, dans une émeute provoquée par l'attitude des légitimistes, la foule ayant envahi et *saccagé l'archevêché* de Paris, le roi changea de conduite : il appela à la tête du ministère **Casimir-Périer**, le chef le plus illustre et le plus habile du *parti libéral conservateur* (mars 1831).

Casimir-Périer mit au service du nouveau régime la hardiesse, l'énergie, la netteté de vues qui jusqu'alors lui avaient

fait défaut. Son programme était simple : *maintenir l'ordre, faire exécuter les lois ;* il ne voulait pas restreindre les libertés existantes, mais il était résolu à ne pas les étendre.

Il eut le mérite d'aider la nouvelle royauté à sortir des difficultés qui l'assiégeaient, au dedans et au dehors. A l'intérieur du royaume, il vainquit *les légitimistes* à Nîmes et à Marseille, *les républicains* à Lyon et à Paris.

Au dehors, il proclama le *principe de non-intervention*, c'est-à-dire qu'il déclara que chaque peuple devait être laissé libre de régler ses affaires intérieures à sa guise. Et il ne craignit pas d'intervenir au besoin, pour faire respecter par les autres le principe de non-intervention. Ainsi, en Italie, il fit *occuper Ancône* dans les États pontificaux, pour arrêter une armée autrichienne qui venait combattre une révolte des sujets du pape; aux Pays-Bas, il envoya une armée défendre contre les Hollandais l'*indépendance de la Belgique*. Mais la *Pologne* était trop éloignée pour qu'il pût intervenir contre les armées russes, et elle retomba sous le joug du tzar.

Le ministère de Casimir-Périer se termina au milieu d'un désastre national, la *première invasion* du **choléra** en France et en Europe. Le ministre mourut, emporté peut-être par le fléau, en mai 1832.

Cette terrible maladie venue de l'Inde, jusqu'alors inconnue en Europe, pénétra à Paris à la *mi-carême* de l'année 1832; dès le lendemain, les victimes tombaient en grand nombre. La violence du mal inconnu, sa soudaineté, la nature de ses symptômes surexcitaient la crédulité publique : on croyait à un empoisonnement, on accusait même le gouvernement de recourir à cet atroce moyen pour détourner les esprits de la politique. A Paris même, la foule affolée *massacra plusieurs personnes* qu'elle croyait coupables d'avoir jeté du poison dans les fontaines. Le mal emporta à Paris 20000 victimes, et plus de 100000 dans les 26 départements qu'il envahit. 800 Parisiens avaient succombé dans la seule journée du 9 avril.

Quand Casimir-Périer fut mort, le roi ne nomma pas un nouveau ministère ; ses collègues gardèrent le pouvoir et continuèrent son œuvre. La *duchesse de Berry* essaya de soulever la Vendée, mais échoua piteusement, et le parti légitimiste fut dès lors désarmé. D'autre part, les républicains essuyèrent à Paris une sanglante défaite au *cloître Saint-Merry*. Enfin à ce moment mourait à Vienne le fils de Napoléon Ier, le *duc de Reichstadt*, l'ancien roi de Rome, qui était l'espoir secret des bonapartistes. Tous les partis hostiles

au nouveau régime étaient donc désarmés. A partir de 1832, la royauté de Juillet était enfin établie. Mais, au lieu de s'affermir, elle *s'affaiblit par la fréquence des crises ministérielles*, qui se succédèrent sans interruption jusqu'en 1840.

Parmi les ministres, qui ne faisaient qu'apparaître au pouvoir et en disparaissaient aussitôt, les principaux furent Guizot, Thiers, Molé, de Broglie.

Guizot était un protestant rigide, ancien professeur à la Sorbonne, qui s'était rendu célèbre par ses travaux historiques et par son éloquence solide et noble, mais sévère. Son titre de gloire, c'est d'avoir fait voter en 1833 une loi qui créa réellement l'**instruction primaire en France**.

Thiers était un Marseillais, à la parole facile et d'une clarté merveilleuse, brillant historien du *Consulat et de l'Empire*, connu d'abord comme journaliste, et pour son opposition aux Ordonnances de Charles X. Il se montra beaucoup plus favorable que Guizot à l'extension des libertés publiques. Deux fois chef du cabinet, en 1836 et en 1840, il fut renversé chaque fois, au bout de quelques mois, par l'action personnelle du roi, à propos de la politique étrangère : il montrait, pour défendre les intérêts de la France, une ardeur qui ne convenait pas à l'esprit pacifique de Louis-Philippe.



Lamartine.

Le comte **Molé**, après avoir montré sous Napoléon de remarquables qualités d'administrateur dans la direction générale des ponts et chaussées, était devenu sous la Restauration un ami personnel du duc d'Orléans. Ses adversaires l'accusaient d'être trop dévoué à « *la politique du château* ».

Le duc de **Broglie**, membre de la Chambre des pairs en 1815, s'était illustré par ses généreux efforts pour empêcher la condamnation de Ney; sous Charles X, il avait défendu les libertés publiques avec une éloquence grave, mais souvent ironique et mordante, qui l'avait mis au premier rang des orateurs parlementaires.

La palme de l'éloquence, dans les Chambres du règne de Louis-Philippe, appartient sans conteste à un orateur de l'opposition, le député légitimiste **Berryer**. Au début de sa carrière, en 1815, il s'était honoré par la défense de Ney et d'autres généraux de Napoléon, déclarant « qu'il est honteux pour les vainqueurs de *ramasser les blessés des champs de bataille pour les porter à l'échafaud* ». — Un grand poète, **Lamartine**, se montra aussi grand orateur politique dans les rangs de l'opposition.

(4°) **Désordres matériels.** — La fréquence des crises ministérielles encouragea naturellement l'audace des adversaires du régime orléaniste. Les partis vaincus relevèrent la tête ; de nouveau, il y eut des *émeutes ;* des *attentats* mirent la vie du roi en danger.

Les **républicains** firent en 1834 une émeute terrible à Paris, *rue Transnonain*, et en 1839, deux de leurs chefs, Blanqui et Barbès, tentèrent un coup de main pour faire triompher leurs doctrines. Ils voulaient, non seulement fonder le gouvernement républicain, mais améliorer la condition des pauvres en *réformant la société:* c'est l'origine des *doctrines socialistes* qui se répandirent parmi les ouvriers.

Les **bonapartistes** de leur côté trouvèrent un chef persévérant dans la personne de *Louis-Napoléon*, neveu de l'empereur, fils du roi Louis de Hollande; il tenta *deux conspirations militaires*, à Strasbourg en 1836, à Boulogne en 1840; elles échouèrent toutes deux, et il fut condamné à une détention perpétuelle; mais il s'évada en 1846 du fort de Ham.

Enfin, *dix-huit assassins* essayèrent tour à tour de tuer le roi. De ces attentats, le plus célèbre et le plus tragique fut celui de **Fieschi**, le 28 juillet 1835 : comme Louis-Philippe passait une revue de la garde nationale sur un boulevard de Paris, tout à coup une explosion formidable retentit, et une grêle de balles joncha le pavé tout autour de lui de morts et de mourants : il y eut quarante victimes, le roi ne fut pas touché. C'était une machine infernale, composée de 25 canons de fusil, qui avait été disposée derrière les persiennes d'une fenêtre, et qui venait de faire explosion. Fieschi et ses deux complices furent pris, condamnés et exécutés.

(5°) **Ministère Guizot.** — Avec l'année 1840 se terminèrent les attaques violentes contre le régime orléaniste. La dernière période du règne, de 1840 à 1848, fut remplie en entier par un seul ministère, que présida nominalement le maréchal Soult, mais dont **Guizot** fut l'inspirateur le plus convaincu et l'orateur le plus éloquent. Il défendit avec obstination la *politique de résistance*, c'est-à-dire qu'il résista obstinément à toutes les demandes de réformes libérales.

Deux ans après la formation de ce ministère, en 1842, la monarchie de Juillet reçut un coup terrible par la mort imprévue du **duc d'Orléans**, le fils aîné de Louis-Philippe, l'héritier de la couronne.

Le duc d'Orléans avait épousé une princesse protestante, *Hélène de Mecklembourg ;* c'était un prince adoré de l'armée, dont il avait par-

tagé les périls en Algérie, et non moins populaire dans la nation à cause de ses idées libérales. Il périt tragiquement, dans un accident de voiture, près de Paris: comme il allait partir pour prendre le commandement d'un camp d'instruction, il voulut aller faire ses adieux à la famille royale, au château de Neuilly; ses chevaux s'emportèrent, il sauta de voiture, mais si malheureusement, que sa tête se brisa sur le pavé; il mourut sans avoir repris connaissance. — La succession au trône semblait compromise, car son fils aîné, le *comte de Paris*, était encore enfant; la *loi de régence* confia la régence éventuelle au duc de Nemours, frère du duc d'Orléans.

En 1843, les légitimistes attirèrent l'attention sur eux en allant manifester en l'honneur du comte de Chambord, qui résidait alors à Belgrave-Square, à Londres. Dans une *Adresse au roi*, les députés ministériels voulurent « flétrir » cette conduite ; ce fut, à la Chambre, l'occasion d'un débat fameux. Guizot resta plus d'une heure à la tribune, calme en apparence, au milieu des huées des légitimistes et des apostrophes violentes de la gauche. Quand enfin il put parler, il acheva sa justification par ces mots demeurés célèbres : « Quant aux injures et aux calomnies, on peut les multiplier, on peut les entasser tant qu'on voudra, on ne les élèvera jamais à la hauteur de mon dédain. »

L'éloquence de Guizot ne suffisait pas pour faire disparaître les difficultés intérieures. Les plus graves provenaient de l'antagonisme chaque jour plus marqué entre le **pays légal**, c'est-à-dire les 200,000 Français qui étaient *électeurs* parce qu'ils payaient au moins 200 francs de contributions directes, et le **pays réel**, formé par la totalité des citoyens. La petite oligarchie de riches bourgeois entre les mains de qui Guizot maintenait avec obstination le gouvernement du pays, étaient enchantés de sa politique, et lui envoyaient par les élections une *majorité ministérielle* de plus en plus forte ; mais, par contre, l'immense majorité des Français, qui ne pouvaient pas faire entendre légalement leur voix ni exprimer leurs désirs, finissait par perdre patience. C'était une situation dangereuse : elle aboutit à la **Révolution de 1848**, qui brisa le trône de Louis-Philippe.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quel progrès politique fut accompli par l'avènement de Louis-Philippe? — 2. Pourquoi tomba-t-il? — (**1**) 3. Comment s'opéra la Révolution de 1830? — 4. A quoi aboutit-elle? — 5. Qu'avait fait Louis-Philippe en 1789? — 6. Comment vécut-il en exil? — 7. Comment vécut-il de 1815 à 1830? — (**2**) 8. Comment fut révisée la Charte? — 9. Qu'était-ce que le

pays légal? — 10. Quels furent les défenseurs de la royauté nouvelle? — 11. Ses adversaires? — (**3**) 12. Quels furent les premiers ministres de Louis-Philippe? — 13. Pourquoi choisit-il Casimir-Périer? — 14. Racontez le ministère de Casimir-Périer. — 15. L'invasion du choléra. — 16. Quels furent les principaux ministres de 1832 à 1840? — 17. Que savez-vous sur Thiers? — 18. Sur Guizot? — 19. Sur Molé? — 20. Sur de Broglie? — 21. Sur les principaux orateurs de l'opposition? — (**4**) 22. Racontez les émeutes républicaines. — 23. Les tentatives bonapartistes. — 24. L'attentat de Fieschi. — (**5**) 25. Quel ministre gouverna de 1840 à 1848? — 26. Comment mourut le duc d'Orléans? — 27. Quelle fut la politique de Guizot?

Leçon II. — Histoire extérieure du règne de Louis-Philippe. — Indépendance de la Belgique. — Question d'Orient.

Résumé. — 1. Les monarchies européennes avaient été inquiétées en 1830 par la Révolution de Juillet. Le gouvernement pacifique de Louis-Philippe s'est efforcé de les rassurer.

2. Cependant, il a aidé à détruire aux Pays-Bas l'œuvre du Congrès de Vienne. La Belgique se souleva en 1830 contre le joug de la Hollande.

3. Grâce à l'appui de la France, elle réussit à conquérir définitivement son indépendance, et devint un royaume constitutionnel indépendant sous le sceptre de Léopold Ier.

4. Mais dans la question d'Orient, en 1840, la France n'a pas pu défendre son protégé, Méhémet-Ali, pacha d'Égypte; le manque de loyauté de l'Angleterre lui a infligé un échec grave.

5. Dans la dernière partie du règne, Guizot s'appuya sur l'entente cordiale avec l'Angleterre, mais il la vit compromise par les affaires du droit de visite, de Taïti et des mariages espagnols.

Récit. — (**1°**) **Caractère pacifique de Louis-Philippe.** — Au lendemain de la Révolution de 1830, la royauté nouvelle rencontrait devant elle autant de difficultés au dehors qu'au dedans. Elle avait, il est vrai, les sympathies des peuples; mais elle avait contre elle le mauvais vouloir de la plupart des gouvernements, qui se demandaient, non sans inquiétude, si la France révolutionnaire n'allait pas reprendre *les traditions de* 1793, et faire à travers l'Europe une guerre de propagande.

Mais bien au contraire, Louis-Philippe se proposa de **maintenir la paix** en Europe. Il fut poussé à cette détermination, et par *calcul politique*, et par *goût personnel.*

La France en 1830 n'avait que 190 000 hommes sous les drapeaux; ses magasins et ses arsenaux avaient été vidés pour les préparatifs de l'expédition d'Alger. Elle ne semblait donc pas en état d'affronter une coalition des rois.

D'autre part Louis-Philippe, malgré la bravoure qu'il avait montrée à Valmy et à Jemmapes, était pacifique par raison. Quelque temps avant sa mort, il répétait encore : « J'ai détesté toute ma vie cette profonde iniquité qu'on nomme la guerre; iniquité dont le résultat est d'envoyer à la mort des milliers d'hommes, qui pour la plupart sont indifférents aux questions pour lesquelles on leur demande leur vie. »

Résolu à respecter les traités de 1815, et désireux de maintenir la paix, Louis-Philippe comprit qu'il lui fallait avant tout obtenir l'*adhésion de l'Angleterre* à la royauté nouvelle. Talleyrand fut envoyé à Londres dans ce but. Quand l'Angleterre eut reconnu Louis-Philippe comme **roi des Français**, tous les autres États européens suivirent cet exemple, avec plus ou moins de bonne grâce; en somme, la paix générale ne fut pas troublée par le renversement de la branche aînée des Bourbons, que les rois avaient restaurée en France quinze ans auparavant.

Il y eut cependant un souverain, le tzar de Russie **Nicolas Ier**, le partisan acharné de l'ancien régime, qui hésita longtemps avant de reconnaître *la royauté issue des barricades :* il attendit près de trois mois; et, quand il se décida enfin, il écrivit au nouveau roi en l'appelant *Votre Majesté*, au lieu d'employer la formule usitée entre les souverains : *Monsieur mon frère*. C'était un moyen de déclarer qu'il ne l'admettait pas dans la famille légitime des rois. Cette malveillance de Nicolas persista jusqu'en 1848 et fut un des plus graves embarras de la politique extérieure du règne.

(2°) **Soulèvement de la Belgique.** — Les sentiments pacifiques du nouveau roi des Français ne purent cependant pas empêcher que le spectacle de la révolution triomphant en France ne fît tressaillir en Europe tous les cœurs qui battaient pour l'amour de la liberté et de l'indépendance. Sur beaucoup de points, des *soulèvements populaires* éclatèrent contre les despotes, en Italie, en Pologne, etc. La France n'intervint nulle part militairement en leur faveur; du moins, la *diplomatie française* s'efforça de leur donner parfois un appui moral. Dans les pays occidentaux, où elle fut soutenue sou-

vent par la *diplomatie anglaise*, elle réussit à faire triompher le **libéralisme.**

C'est en **Belgique** que se fit sentir le premier contre-coup de la Révolution de 1830.

Le *Congrès de Vienne* en 1815, par défiance contre la France, avait réuni la Belgique à la Hollande, pour former le royaume des Pays-Bas. Mais cette union blessait les Belges dans leurs **sentiments nationaux et religieux** : *catholiques*, ils étaient gouvernés par des fonctionnaires hollandais qui étaient protestants; *parlant français*, ils devaient employer la langue hollandaise devant les tribunaux; *de race française*, ils étaient subordonnés aux Hollandais de race germanique, etc. D'autre part, l'union blessait les Hollandais eux-mêmes dans leurs **intérêts matériels** : en effet, le roi Guillaume, pour essayer de satisfaire les Belges qui étaient *agriculteurs* et *industriels*, avait mis dans son royaume des droits de douanes très élevés pour empêcher l'introduction du blé et des produits manufacturés de l'étranger; mais les Hollandais, qui étaient surtout des *commerçants*, se plaignaient de voir leur commerce paralysé par ces mesures. Aussi cette réunion était-elle à charge aux deux peuples, et il n'y avait guère que le roi Guillaume pour en désirer le maintien, par ambition personnelle.

Une insurrection éclata à Bruxelles, le 25 août 1830, à la suite d'une représentation de la *Muette de Portici* au Grand-Théâtre. Après le finale de cet opéra, qui est une invocation à l'amour de la liberté, la foule électrisée se précipita hors du théâtre en criant : « A bas les Hollandais! Vive la France! » Les boutiques d'armuriers furent envahies.

Après une nuit terrible de pillage et d'anarchie, l'insurrection s'organisa plus régulièrement le 26 août : on détruisit les armoiries de la maison royale, on arbora la vieille bannière nationale du Brabant sur la haute tour de l'Hôtel de Ville, on organisa une *Commission gouvernementale* qui demanda à l'unanimité la séparation de la Belgique et de la Hollande.

(3°) Création du royaume indépendant de Belgique. — Le 23 septembre, l'armée hollandaise essaya de rentrer dans Bruxelles : accueillie par un déluge de cendres brûlantes, d'huile bouillante, de chaux vive, de pierres, et par une fusillade meurtrière, elle dut se retirer. Le roi Guillaume, pour se venger, fit *bombarder Anvers* par ses troupes qui occupaient la citadelle de cette ville : pendant sept heures, trois cents bouches à feu vomirent la mitraille et l'incendie

sur la malheureuse cité ; des millions de marchandises furent brûlés dans les entrepôts. Après cette horrible exécution, toute réconciliation était désormais impossible entre Guillaume et les Belges.

Une intervention désintéressée de la France prépara la solution. Les Belges manifestaient de grandes sympathies françaises ; mais Louis-Philippe déclara qu'il ne rechercherait pour la France aucun agrandissement territorial, et il put, par suite, envoyer à deux reprises des troupes au secours des Belges sans éveiller les inquiétudes de l'Angleterre. La seconde expédition française, en 1832, fut décisive : le *maréchal Gérard* prit **Anvers** après un siège mémorable, et il acheva ainsi la délivrance de la Belgique.

Une *Conférence européenne*, réunie à Londres, reconnut le fait accompli, malgré les protestations du roi Guillaume, et déclara que la Belgique, érigée en royaume indépendant, serait *perpétuellement neutre*. La couronne du nouveau royaume fut offerte par les Belges à un prince français, le duc de Nemours ; Louis-Philippe la refusa loyalement : « Les exemples de Louis XIV et de Napoléon, répondit-il, suffiraient pour me préserver de la funeste tentation d'ériger des trônes pour mes fils, et pour me faire préférer le bonheur de maintenir la paix à tout l'éclat des victoires ! »

Ce fut alors **Léopold Ier** de Saxe-Cobourg qui fut choisi pour régner à Bruxelles. Guillaume ne se résigna à sa défaite que beaucoup plus tard, en 1839.

(4°) **La question d'Orient.** — L'entente de la France et de l'Angleterre venait de donner d'heureux résultats en Belgique ; il en fut de même *en Espagne*, où les deux États occidentaux s'associèrent pour maintenir sur le trône la jeune reine **Isabelle II** et pour fonder la *monarchie parlementaire.* Mais cette entente fut bientôt rompue par la jalousie de l'Angleterre contre la France dans la **question d'Orient.**

Cette fameuse *question,* qui trouble périodiquement l'Europe, résulte de la profonde *décadence de l'empire ottoman.* Les Turcs possédaient alors, dans la péninsule des Balkans, un grand empire de 25 millions d'habitants ; mais ils n'étaient eux-mêmes qu'au nombre de 4 millions : ils formaient donc une *petite minorité de conquérants* et d'oppresseurs, au milieu de 21 millions de sujets et de tributaires, et ils se montraient de plus en plus impuissants à les maintenir sous le joug. Or, parmi les territoires soumis à la domination du sultan se trouvaient des positions de première importance : **Constantinople** qui est *la clef de la Méditerranée orientale*, la **Syrie** et l'**Égypte** par où passent *les routes les plus courtes entre l'Europe et l'Inde.* Si l'empire

ottoman vient à s'écrouler, que fera-t-on de ces territoires ? Les convoitises de plusieurs grandes puissances seraient facilement allumées par la perspective d'un si riche butin ; mais, par une jalousie facile à comprendre, aucune d'elles ne voudrait permettre à une de ses rivales de s'en emparer.

On put croire, en 1829, que l'empire turc était à la veille de sa ruine définitive : un vassal du sultan, **Méhémet-Ali**, pacha d'Égypte, s'étant révolté contre lui, remporta de grands succès, et son fils Ibrahim conquit la Syrie et l'Asie Mineure et menaça Constantinople.

La France avait pour lui de vives sympathies, parce qu'il s'entourait de savants et d'officiers français et livrait l'Égypte à notre influence. L'Angleterre, pour ce même motif, lui était hostile, et voulait le dépouiller de ses conquêtes; en particulier, elle ne voulait pas admettre que ce « *protégé français* » conservât, avec l'Égypte, la Syrie, c'est-à-dire les deux routes directes de l'Inde. Au contraire, Thiers, devenu ministre en 1840, prétendait hardiment conserver la possession de la Syrie à Méhémet-Ali.

La France, loyalement, consentit à remettre au jugement des grandes puissances européennes la solution de cette question. L'Angleterre parut entrer dans ses vues; puis, mettant habilement à profit la haine du tzar Nicolas contre Louis-Philippe, elle mit la France *en dehors du concert européen :* par le **traité de Londres**, elle s'unit avec l'Autriche, la Prusse et la Russie pour réduire Méhémet-Ali à l'Égypte. C'était une insulte à laquelle Thiers voulait répondre par des préparatifs militaires : il fit alors commencer les **fortifications de Paris** ; mais le roi et les chambres refusèrent de le suivre dans cette voie, et il fut remplacé au ministère par Guizot (octobre 1840).

Guizot se rapprocha de l'Angleterre ; en 1841, il consentit à adhérer à la **Convention des Détroits** qui interdisait le passage des flottes de guerre par les détroits qui avoisinent Constantinople ; et la France *rentra ainsi dans le concert européen.* Mais elle n'en était pas moins humiliée, car son allié, Méhémet-Ali, avait été privé de la Syrie. Les Français conservèrent de cet événement une vive irritation, qui ne fut pas étrangère, huit ans plus tard, à la chute de Louis-Philippe.

(5°) **La politique extérieure sous le ministère Guizot.** — Pendant la dernière période du règne de Louis-Philippe, la politique extérieure de Guizot, malgré la leçon

donnée par la conduite des Anglais dans la question d'Orient, s'appuya sur l'**entente cordiale** avec l'Angleterre. Ses adversaires l'accusèrent de sacrifier au maintien de *la paix à tout prix* les intérêts et l'amour-propre de la France. Il est certain que le cabinet britannique ne songea qu'à exploiter cette alliance en vue de ses propres avantages, et au détriment de son alliée : « Prenez-y garde, disait spirituellement le ministre autrichien, M. de Metternich, à un ambassadeur français, rien n'est plus utile que l'alliance de l'homme et du cheval, mais il faut être l'homme et non le cheval. »

L'alliance anglo-française fut compromise par l'affaire du **droit de visite** et par l'**affaire de Taïti**, et définitivement rompue par l'affaire des **mariages espagnols**.

Le *droit de visite* tendait à la suppression de la traite des nègres : on avait autorisé les navires de guerre anglais à visiter les navires de commerce français, pour les empêcher de se livrer à cet abominable trafic. Mais cette surveillance choquait l'amour-propre français et, après de violents débats, le droit de visite fut aboli (1845).

L'*affaire de Taïti* fut plus grave. Dans l'île de Taïti, placée sous le protectorat français, le missionnaire anglican Pritchard, qui était en même temps pharmacien, avait ameuté les indigènes contre la France : il fut expulsé de l'île. Guizot eut le triste courage de désavouer cette mesure et de demander à la Chambre une indemnité de 25 000 francs pour Pritchard. Cette affaire eut un long et douloureux retentissement (1844).

Guizot voulut montrer plus de dignité en Espagne, en 1846 : il fit épouser à la reine Isabelle II son cousin don François d'Assise, et à la sœur de la reine un fils de Louis-Philippe, le duc de Montpensier. Il irrita par là l'Angleterre dont il déjouait les menées tournées contre la France, et l'*entente cordiale* fut rompue.

Guizot conclut alors une alliance avec l'Autriche, qui était en Europe la plus énergique représentante de l'*absolutisme;* cette alliance fut odieuse aux libéraux français.

En somme, la politique extérieure de Guizot, presque toujours en désaccord avec les sentiments les plus vifs de la nation, irritait l'opinion publique, et aggravait encore contre lui les griefs résultant de sa politique intérieure.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Quel fut le caractère général de la politique extérieure de Louis-Philippe? — 2. Pourquoi fut-il pacifique en 1830? — 3. Fut-il reconnu par les rois ? — (**2**) 4. Quels soulèvements éclatèrent en Europe? — 5. Dans quel état était la Belgique

en 1830 ? — 6. Quand et comment éclata l'insurrection belge ? — (3) 7. Comment se conduisit Guillaume des Pays-Bas ? — 8. Comment la France intervint-elle? — 9. Quels étaient pour elle les sentiments des Belges ? — 10. Quelle déclaration Louis-Philippe fit-il ? — 11. Comment fut organisée la Belgique ? — (4) 12. Quelles furent en Espagne les conséquences de l'entente anglo-française ? — 13. Expliquez ce qu'est la question d'Orient. — 14. Que se passa-t-il en 1839 ? — 15. Quels étaient les sentiments de la France pour le pacha d'Égypte ? — 16. Quels étaient ceux de l'Angleterre? — 17. Comment se conduisit-elle ? — 18. Que fit Guizot ? — (5) 19. Qu'est-ce que l'entente cordiale ? — 20. Quelles affaires la brisèrent ? — 21. Racontez l'affaire du droit de visite. — 22. L'affaire de Taïti. — 23. L'affaire des mariages espagnols. — 24. Quelle alliance nouvelle Guizot conclut-il ?

LEÇON III. — Conquête de l'Algérie.

Résumé. **— 1. Malgré les inquiétudes de l'Angleterre, le gouvernement de Louis-Philippe a travaillé heureusement à reconstituer l'empire colonial de la France. Alger avait été prise à la fin du règne de Charles X.**

2. Louis-Philippe décida de garder cette conquête, et de l'étendre. Trois populations habitaient l'Algérie, des Turcs, des Arabes et des Kabyles. La soumission des Turcs fut achevée après la prise de Constantine en 1837.

3. La soumission des Arabes, beaucoup plus difficile, ne fût assurée qu'après la défaite des Marocains et la prise d'Abd-el-Kader, en 1847.

4. Le second Empire a conquis la Kabylie, de 1851 à 1857.

5. Enfin la troisième République, après 1870, a comprimé des révoltes dangereuses, assuré la sécurité de l'Algérie par la soumission de la Tunisie, étendu la conquête dans le Sahara et développé la colonisation.

RÉCIT. — (1°) **Politique coloniale. Prise d'Alger.** — Le gouvernement de Louis-Philippe essaya de rendre à la France un *empire colonial* pour remplacer celui que l'Angleterre lui avait pris, et par ses efforts il a provoqué plus d'une fois les jalousies britanniques.

C'est alors que la France acquit : *en Afrique*, le Gabon par où elle pénètre aujourd'hui au centre du continent noir, les postes de Grand-Bassam et d'Assinie, et plusieurs petites îles voisines de Madagascar ; *en Océanie*, les archipels de Taïti, des Marquises et de Pomotou. Mais la grande gloire militaire et coloniale du gouvernement de Juillet, c'est la *conquête de l'Algérie*.

Charles X avait commencé cette conquête aux derniers jours de son règne, pour punir une insulte faite par le dey d'Alger, *Hussein Pacha*, au consul de France : en réponse à des réclamations que le consul lui adressait, le dey l'avait frappé d'un coup d'éventail au visage. Il s'agissait aussi de réprimer les pirateries des *corsaires barbaresques*, qui infestaient encore la Méditerranée en plein dix-neuvième siècle.

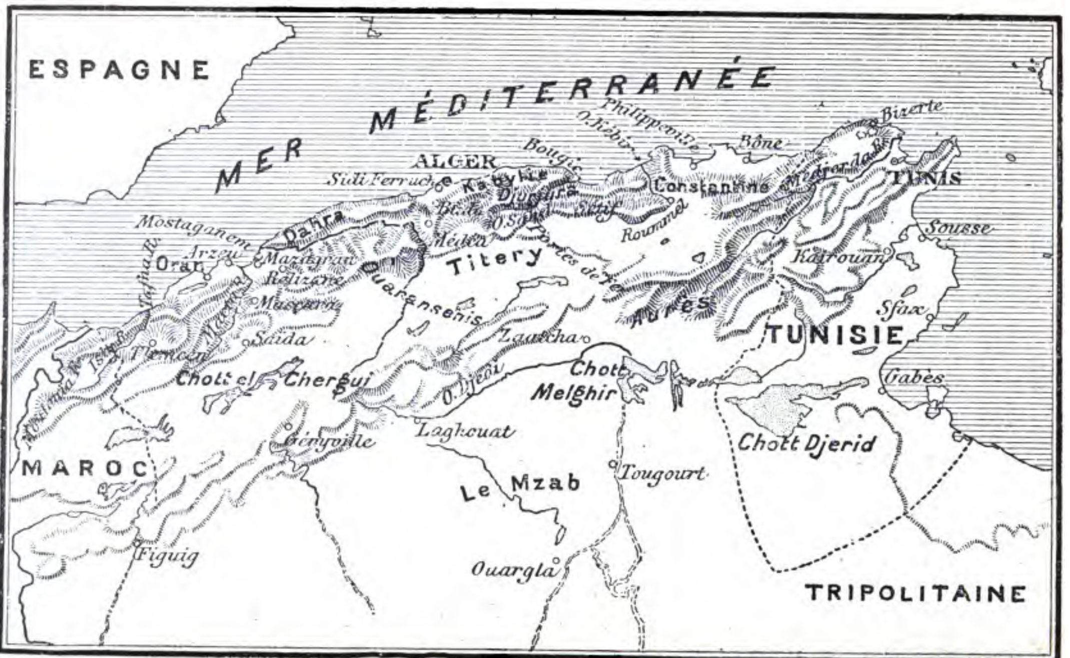
On a peine à s'expliquer aujourd'hui que l'Europe civilisée ait pu tolérer aussi longtemps les vexations de ces pirates musulmans. Il y a trois quarts de siècle encore, les voyageurs qui s'embarquaient sur les quais de Marseille, de Gênes, de Barcelone, n'étaient jamais assurés de ne pas finir leur voyage en figurant, comme marchandise à vendre, dans les *marchés d'esclaves* d'Alger. En vain les puissances chrétiennes avaient à différentes reprises, *depuis Charles-Quint*, envoyé des expéditions pour faire cesser un pareil état de choses : les châtiments infligés aux pirates ne produisaient jamais qu'une amélioration passagère. Déjà **Colbert**, au temps de Louis XIV, avait pensé que pour en finir il faudrait s'emparer de ce nid de corsaires. La Restauration eut la gloire de réaliser cette pensée.

L'Angleterre, faisant bon marché des *intérêts de la civilisation*, songeant seulement à *empêcher l'extension de l'influence française* dans le bassin méditerranéen, adressa au gouvernement de Charles X des représentations et même des menaces, pour le détourner d'entreprendre cette expédition. Mais la France ne tint aucun compte de cette opposition. Une armée de 40 000 hommes commandée par *Bourmont*, et une flotte conduite par le vice-amiral *Duperré* quittèrent Toulon le 25 mai 1830 avec l'intention de conquérir Alger.

C'est seulement le 13 juin, au soir, que la flotte française arriva, un peu à l'ouest de la ville d'Alger, en vue d'une petite plage fermée par la *presqu'île de Sidi-Ferruch*, que l'on avait choisie comme lieu du débarquement. Le lendemain, on débarqua heureusement.

Quand les Français se mirent en marche vers Alger, en suivant le littoral, ils se heurtèrent aux escarpements rocheux du plateau de **Staouëli** qui leur barraient le chemin, et sur lequel s'étaient retranchées les troupes du dey. Ils s'en emparèrent après deux combats heureux, et parurent enfin en vue d'Alger.

Le siège fut vivement mené. Du côté du sud, la ville d'Alger était dominée par le *Fort l'Empereur*, dont le nom était un souvenir de l'ancienne expédition de Charles-Quint ; c'est sur cette citadelle que l'armée française dirigea sa grande attaque. Bientôt le dey, ne pou-



L'Algérie et la Tunisie.

vant plus la défendre, la fit sauter; mais les Français s'établirent intrépidement sur ses ruines fumantes, au milieu de la crainte de nouvelles explosions, et ils rendirent ainsi toute résistance impossible. Le 5 juillet, le drapeau français fut arboré sur Alger, tandis qu'*Hussein Pacha*, en vertu d'une capitulation, s'embarquait pour Livourne avec sa famille et ses trésors.

Pendant les jours qui suivirent la prise d'Alger, on s'empara encore de *Bône* et d'*Oran*. La France avait délivré l'Europe de la piraterie barbaresque, et jeté les fondements d'un empire colonial au sud de la Méditerranée.

(2°) **Prise de Constantine.** — Quelques jours plus tard, la Révolution de Juillet renversait Charles X et le remplaçait par Louis-Philippe. Après quelques hésitations, le nouveau roi se décida à garder la conquête de son prédécesseur; *il fallait donc l'étendre*, car l'armée française ne pouvait rester bloquée dans Alger, comme elle l'était en fait.

Malheureusement, pendant les premières années, on ne suivit aucun plan méthodique, les succès furent donc très lents. Les troupes françaises étaient aidées par des indigènes qu'on avait enrôlés : les *zouaves* ou infanterie, les *spahis* ou cavalerie.

Dans la conquête, la France eut affaire à **trois races différentes** qui peuplaient le pays, et qu'il fallut combattre tour à tour : des *Turcs*, nombreux dans les villes du littoral et dans la région orientale; des *Arabes*, conquérants nomades arrivés au huitième siècle de notre ère, très puissants à l'intérieur et dans la région occidentale; enfin, des *Kabyles* ou *Berbères*, habitants primitifs du pays, peuplant les massifs montagneux du Djurjura. — A l'est, la résistance des Turcs se concentra dans *Constantine*.

La ville de Constantine est bâtie sur un rocher inaccessible, qu'entoure presque entièrement un profond ravin creusé par le torrent du *Rummel*. En 1836, une *première tentative* contre cette ville échoua complètement; elle avait été entreprise en plein hiver, au milieu de tourmentes de neige; et des 9 000 soldats qui avaient été dirigés contre cette forteresse, les **deux tiers** périrent. Peu s'en fallut même que la retraite ne se changeât en un désastre complet; le chef de bataillon *Changarnier*, qui commandait l'arrière-garde, sauva les débris de l'armée par sa bravoure, son sang-froid, son entrain : « Regardez ces gens-là en face, s'écria-t-il dans un moment critique, à sa petite troupe qu'il avait formée en carré contre la masse des

cavaliers ennemis; ils sont six mille et vous êtes trois cents. Vous voyez bien que la partie est égale. »

On ne pouvait rester sous le coup de cet échec. L'année suivante, le nouveau gouverneur, *Damrémont*, conduisit lui-même une armée de 15 000 hommes contre Constantine, et mena vivement les opérations; mais, la veille de l'assaut, il fut emporté par un boulet. Sa mort ne fit qu'animer le courage de ses soldats. Son lieutenant, *Valée*, lui succéda dans le commandement; les Français se précipitèrent dans un furieux assaut, escaladant les rochers à pic qui forment les rives du Rummel, faisant tomber du haut en bas des grappes d'Arabes; enfin, ils restèrent vainqueurs, maîtres de cette imprenable citadelle (oct. 1837).

L'occupation de la *province de Constantine* fut complétée deux ans après, en 1839, par une expédition victorieuse que le maréchal Valée et le **duc d'Orléans**, le fils aîné de Louis-Philippe, menèrent dans les Bibans; ils forcèrent le défilé célèbre des *Portes de fer*, et soumirent toute cette région montagneuse. Pour rendre cette soumission durable, Valée fit construire le port de *Philippeville*, et une route de Constantine à Sétif.

(3°) **Soumission d'Abd-el-Kader.** — A l'autre extrémité du pays, les *Arabes* établis au sud de Mostaganem et d'Oran trouvèrent pour résister aux Français un chef d'une habileté rare, **Abd-el-Kader**, émir de Mascara; c'était un chef à la fois religieux et militaire, à l'esprit rusé et entreprenant, qui opposa une résistance longtemps victorieuse avec ses *Bédouins* ou nomades.



Abd-el-Kader.

C'est en 1832 qu'il commença la *guerre sainte* contre les Français; il remporta plusieurs succès, et infligea même un sanglant échec à ses adversaires sur les bords de la *Macta* (1835). En 1837, on crut le rattacher à la France en signant avec lui le *traité de la Tafna*, par lequel il reconnaissait aux Français la possession des villes qu'ils occupaient sur le littoral, tandis que la France lui reconnaissait la domination entière de tous les Hauts-Plateaux.

Mais Abd-el-Kader n'avait pas l'intention d'exécuter réellement ce traité. Il profita seulement de la paix pour tirer du traité tous les avantages qu'il lui assurait, pour consolider sa

puissance et organiser son armée. Puis, en 1839, quand ses préparatifs furent terminés, il leva de nouveau, à l'improviste, l'étendard de la *guerre sainte*, et parut avec 40 000 soldats réguliers dans la plaine de la *Metidja* qui entoure Alger ; il poussa ses avant-postes jusqu'aux portes mêmes de la ville.

Après dix ans de combats et d'efforts, on ne semblait pas plus avancé qu'en 1830.

Parmi les innombrables petits faits d'armes qui marquèrent ce renouvellement de la lutte, deux sont restés légendaires, la défense de **Mazagran**, et le combat où s'est immortalisé le sergent **Blandan**.

Mazagran était un petit village où le capitaine *Lelièvre* tenait garnison avec 123 hommes ; tout d'un coup, en 1840, ils se virent entourés et attaqués par une nuée d'Arabes dont le nombre allait sans cesse croissant, et qui finirent par être 12000 ! Pendant quatre jours, les assiégés résistèrent héroïquement, décimant par leur feu les assaillants, et ils ne purent être forcés.

Quant à Blandan, c'était un jeune sergent de 23 ans, qui, en 1842, avait été chargé, avec vingt et un soldats, dont seize conscrits, d'escorter la correspondance envoyée de *Boufarik* à *Beni-Mered;* en rase campagne, la petite troupe fut subitement enveloppée par plusieurs centaines de cavaliers d'Abd-el-Kader qui se précipitaient sur elle avec des hurlements féroces. Blandan, sans s'émouvoir, rangea ses jeunes conscrits en cercle, et tint les assaillants à distance par un feu habilement dirigé ; mais bientôt les vingt cartouches que portait chaque soldat s'épuisèrent, six d'entre eux tombèrent à terre, mortellement frappés, parmi eux Blandan lui-même qui, jusqu'au dernier moment, anima ses compagnons : « Jusqu'à la mort, mes amis ! s'écriait le jeune héros ; défendez-vous jusqu'à la mort ! » Cinq seulement restaient sans blessures, quand enfin un renfort vint les dégager. Un monument célèbre aujourd'hui l'héroïsme de ces jeunes braves à l'endroit même qui en a été le témoin.

A partir de 1840, profitant de l'expérience chèrement acquise, le maréchal **Bugeaud** entreprit contre Abd-el-Kader une *lutte méthodique ;* en sept ans, elle amena la soumission des Arabes.

La méthode de Bugeaud était ingénieuse : avec une armée régulière, il enlevait les unes après les autres les forteresses de l'émir, tandis que des troupes légères exécutaient des *razzias :* des colonnes mobiles traversaient audacieusement, à l'improviste, tout le territoire ennemi, et détruisaient toutes ses ressources. Le chef d'une de ces colonnes, le duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe, enleva en 1843 la *smala* ou famille d'Abd-el-Kader.

Le **sultan du Maroc** essaya un instant de soutenir Abd-el-Kader, en 1844, mais il fut aussitôt châtié sur terre et sur mer :

la flotte française avec le *prince de Joinville* bombarda les ports marocains de Tanger et de Mogador, tandis que sur terre les troupes marocaines étaient écrasées par Bugeaud à la bataille de l'**Isly**. Le sultan du Maroc fut obligé de signer le *traité de Tanger*, par lequel il s'engageait à ne plus donner aucune aide à Abd-el-Kader.

La bataille de l'Isly est la plus célèbre des victoires remportées par Bugeaud, elle a suffi à rendre son nom populaire. Les Marocains avaient une cavalerie formidable de 45 000 hommes, qui comptait submerger la petite armée française de 8 400 fantassins et de 1 800 cavaliers; mais Bugeaud disait très justement : « Moi, j'ai une *armée*, le sultan n'a qu'une *cohue*. » Il disposa ses troupes « en tête de porc », c'est-à-dire en triangle, prêtes à s'enfoncer dans la masse de la cavalerie marocaine; c'est cette disposition si simple qui assura la victoire. Elle fut aussi complète que possible : après cinq heures de bataille, l'armée marocaine était évanouie, les Français n'avaient eu que 27 tués et une centaine de blessés.

Obligé de rentrer en Algérie, et réduit à ses seules forces, Abd-el-Kader fit encore une opiniâtre résistance. Mais Bugeaud et ses lieutenants, *Lamoricière*, *Changarnier*, *Cavaignac*, le traquaient sans relâche. Un épisode de cette lutte est resté tristement fameux : le colonel *Pélissier* fit enfumer quelques centaines d'Arabes réfugiés dans des grottes inaccessibles d'où il ne pouvait les déloger; ils y périrent tous, et les Français, pénétrant ensuite dans ce lieu d'horreur, reculèrent devant les cadavres amoncelés.

Enfin l'émir tomba lui-même en 1847 entre les mains du général *Lamoricière*. Envoyé en France, il y resta prisonnier jusqu'en 1852, et il alla ensuite vivre en Syrie d'une pension que lui fit la France; il est mort en 1883. — On peut dire qu'au moment de la chute de Louis-Philippe, l'Algérie appartenait à la France.

(4°) **Conquête de la Kabylie.** — Pour achever la conquête, il ne restait plus à soumettre que la *population kabyle* ou *berbère*; elle habitait la Grande et la Petite-Kabylie dans le voisinage de la Méditerranée, et aussi les oasis sahariennes au sud de l'Atlas. La seconde République (1848-1852) et le second Empire (1852-1870) l'attaquèrent sur ces deux points.

Dès 1849, le *Sahara algérien* fut entamé; le général *Canrobert* s'empara de Zaatcha; en 1852, on occupa l'oasis de *Ouargla*, très

loin au sud, commandant les routes du désert. La Kabylie elle-même, énorme massif montagneux resté toujours indépendant, fut soumise par six années de combats, de 1851 à 1857; *Mac-Mahon*, vainqueur à *Icheriden*, bâtit le Fort-Impérial (aujourd'hui *Fort-National*) pour surveiller tout le pays.

(5°) **L'Algérie depuis 1870.** — La troisième République a su conserver, malgré les circonstances tragiques de son avènement, l'empire africain de la France, et elle l'a de plus merveilleusement agrandi. Elle a réprimé d'abord, au début de 1871, une formidable *insurrection*, qui faillit compromettre l'œuvre de la colonisation française.

C'était au lendemain de la guerre franco-allemande. L'Algérie étant toute dégarnie de troupes, les Arabes et les Kabyles prirent les armes (mars 1871), devinrent presque maîtres des provinces d'Oran et de Constantine, détruisirent *Palestro*, et parurent au petit village de *l'Alma* à 37 kilomètres d'Alger. Il fallut quatre mois de rudes combats pour les abattre.

Puis, pour assurer la frontière orientale de l'Algérie, et prévenir les Italiens qui méditaient de s'installer à Tunis, la France résolut de s'étendre en **Tunisie.**

Pour réprimer les brigandages des *Kroumirs* tunisiens (1881), trois colonnes françaises s'avancèrent sur Tunis, et imposèrent au bey le *traité du Bardo*, qui établissait le protectorat français. La prise de *Sfax* et de *Kairouan* acheva d'établir la domination française dans la Tunisie entière.

La troisième République a doté la **France africaine** du *régime civil;* après l'insurrection de 1871, sur les terres enlevées aux tribus rebelles s'élevèrent de nombreux villages pour abriter les *Alsaciens-Lorrains* fuyant le joug allemand. Aussi la colonisation fit-elle de rapides progrès.

QUESTIONNAIRE. — (1) 1. Quelles colonies furent acquises sous Louis-Philippe? — 2. Causes de l'expédition d'Alger. — 3. Que savez-vous sur les corsaires barbaresques? — 4. Quelle fut l'attitude de l'Angleterre? — 5. Où débarquèrent les Français? — 6. Racontez la marche sur Alger. — 7. La prise d'Alger. — (2) 8. Quelles étaient les populations de l'Algérie? — 9. Racontez la première expédition de Constantine. — 10. La prise de Constantine. — 11. La soumission de la province de Constantine. — (3) 12. Quel fut le principal chef des Arabes? — 13. Racontez la lutte contre Abd-el-Kader jusqu'en 1840. — 14. La défense de Mazagran. — 15. L'héroïsme du sergent Blandan. — 16. Exposez le plan de Bugeaud contre l'émir. — 17. Racontez la guerre du Maroc. — 18. La bataille de l'Isly. — 19. La ruine d'Abd-el-Kader. — (4) 20. Où vivaient les Berbères? — 21. Comment fut entamé

le Sahara ? — 22. Soumission de la Kabylie. — (5) 23. Racontez l'insurrection de 1871. — 24. La conquête de la Tunisie. — 25. Comment l'Algérie a-t-elle été organisée ?

Devoirs. — **1.** *Établissement de la royauté de Juillet.* — **2.** *Le ministère Guizot.* — **3.** *Histoire des partis sous le règne de Louis-Philippe.* — **4.** *Conquête de l'Algérie.* — **5.** *La politique extérieure sous Louis-Philippe.* — **6.** *Comment la Belgique a-t-elle conquis son indépendance?* — **7.** *La question d'Orient au temps de Louis-Philippe.*

Lectures. — *Histoire contemporaine*, par Gaffarel, p. 331 (Louis-Philippe et ses ministres en 1830), p. 338 (loi de 1833 sur l'instruction primaire), p. 361-391 (conquête de l'Algérie), p. 399-404 (la Révolution de 1848). — *Histoire de la Civilisation contemporaine en France*, par Rambaud. — *Petite histoire de Louis-Philippe*, par Zévort. — *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, par Guizot. — *L'Algérie, histoire, conquête, colonisation*, par Gaffarel.

Tableau généalogique des Bourbons.

LOUIS IX ou saint Louis.

- Philippe III le Hardi et ses successeurs (1270 à 1589).
- *Robert de Clermont* (xiiie siècle).
  - *Antoine de Bourbon* (xvie siècle).
    - Henri IV (1589-1610).
      - Louis XIII (1610-1643).
        - Louis XIV (1643-1715).
          - *Le Grand Dauphin* (✝ 1711).
            - *Le duc de Bourgogne* (✝ 1712).
              - Louis XV (1715-1774).
                - *Le Dauphin* (✝ 1765).
                  - Louis XVI (1774-1792).
                    - *Le Dauphin* (✝ 1795).
                  - Louis XVIII (1814-1824).
                  - Charles X (1824-1830).
                    - *Le duc de Berry.*
                      - *Le comte de Chambord* (✝ 1883).
      - *Gaston d'Orléans.*
        - *Louis d'Orléans.*
          - *Le Régent* (1715-1723).
            - Louis-Philippe Ier (1830-1848).
              - *Le duc d'Orléans* (✝ 1842).
                - *Le comte de Paris* (✝ 1894).
                  - *Le duc d'Orléans.*

La France sous le règne de Louis-Philippe.

I. Histoire intérieure.

- 1° Établissement du nouveau régime......
  - 1° Avènement de Louis-Philippe (9 août 1830); ses antécédents libéraux (Valmy). — Revision de la Charte, pas d'appel au peuple.
  - 2° Les partis en 1830 : les orléanistes (parti de la résistance et parti du mouvement), les légitimistes, les républicains, les bonapartistes.
  - 3° Désordre matériel permanent jusqu'en 1832.
- 2° Premiers ministères : Dupont de l'Eure. — Laffite (procès des ministres de Charles X, sac de l'archevêché). — Casimir-Périer (1831-1832), répression des mouvements légitimistes et républicains. Le choléra.
- 3° Lutte des partis.......
  - 1° Changements fréquents de ministères de 1832 à 1840 : Thiers, de Broglie, Molé, Guizot, etc.
  - 2° Désordre matériel. Tentatives républicaines (1834-1839). Attentats de Louis Napoléon (1836-1840). Attentats contre le roi (Fieschi).
  - 3° Long ministère Guizot (1840-1848). Mort du duc d'Orléans (1842). Résistance aux réformes électorales.

II. La politique extérieure.

- 1° Défiances de l'Europe monarchique en 1830. Attitude de la Russie. Conférences de Münchengrœtz (1833). Expédition d'Ancône (1832-1839).
- 2° Succès des idées constitutionnelles en Occident....
  - 1° Indépendance de la Belgique. Siège d'Anvers.
  - 2° Dans la péninsule Ibérique, triomphe d'Isabelle II, et du régime parlementaire.
- 3° Question d'Orient.....
  - 1° Victoire de Méhémet-Ali en Syrie. La France exclue du concert européen. Thiers ministre (1840).
  - 2° Ministère Guizot. Convention des Détroits (1841).
- 4° Conquête de l'Algérie. ...
  - 1° Sans plan d'ensemble (1830-1840). A l'est, prise de Constantine (1836-1837). A l'ouest, lutte contre Abd-el-Kader.
  - 2° Méthode de Bugeaud : défaites d'Abd-el-Kader, razzias. Bataille de l'Isly (le Maroc). Prise d'Abd-el-Kader.
- 5° Alliance anglaise : affaires du droit de visite, de Taïti, des mariages espagnols.

III. Conclusion.

- Causes d'une révolution nouvelle.....
  - A l'intérieur, résistance aveugle aux désirs de réformes.
  - A l'extérieur, humiliation de l'amour-propre national. Alliances impopulaires avec l'Angleterre, puis avec l'Autriche.

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT INTELLECTUEL

NOTIONS GÉNÉRALES

Les idées nouvelles que la Révolution française a apportées dans le monde ont profondément transformé l'organisation politique de l'Europe et des divers États européens, pendant la première moitié du XIXe siècle. Par leur lente infiltration, elles ont déterminé une transformation non moins considérable dans la vie particulière des nations, — dans les conceptions littéraires ou artistiques qui ont inspiré les écrivains, les sculpteurs, les peintres, — et enfin dans les conditions économiques des sociétés humaines.

En France, le régime constitutionnel, sérieusement pratiqué depuis 1815, pour la première fois, a introduit de nouvelles habitudes sociales, a permis le développement de l'agriculture, de l'industrie, du commerce; l'aisance est devenue plus grande dans les diverses classes de la nation, et elle a favorisé à son tour le développement de l'instruction générale.

D'autre part, il est impossible de ne pas reconnaître que le domaine de l'intelligence a été lui-même envahi par « les influences du siècle ».

Quand on y réfléchit, rien n'est plus naturel que ce phénomène. Les littérateurs, comme les artistes, comme les savants, qu'ils en aient ou non conscience, obéissent dans une certaine mesure aux préoccupations universelles du monde qui les entoure. Et certes, il serait impossible qu'il en fût autrement; ce qui s'est passé au XIXe siècle s'est passé de tout temps, au siècle de Louis XIV comme au siècle de Périclès. Il y a une harmonie inévitable entre les conditions politiques d'une époque, et ses conditions économiques et sociales, et les œuvres intellectuelles qu'elle produit.

Comment s'est établie, au XIXe siècle, cette harmonie entre les transformations politiques d'une part, les transformations littéraires, artistiques et scientifiques d'autre part? Par quels caractères principaux s'est-elle manifestée ?

Dans le domaine de la littérature proprement dite, les

barrières qui séparaient les différentes nations sont tombées ; la France a pris connaissance des chefs-d'œuvre littéraires de l'Angleterre et de l'Allemagne; elle y a trouvé de nouvelles sources d'inspiration. Depuis le XVIIe siècle, la raison avait souverainement dominé toutes les productions de l'esprit français ; au XIXe siècle, elle a dû faire une place de plus en plus grande à la sensibilité et à l'imagination dans les œuvres littéraires proprement dites. Quant à l'histoire et aux autres sciences morales, elles ont été de plus en plus guidées par l'esprit d'observation, par le besoin de l'exactitude, et elles se sont surtout occupées de mieux faire connaître les conditions les plus propres à favoriser le développement des sociétés humaines.

Les arts ont obéi à la même tendance : peintres et sculpteurs se sont efforcés de produire des œuvres plus naturelles, plus humaines; ils ont voulu découvrir « la vraie nature », et la substituer à la nature conventionnelle et académique qui charmait nos pères.

Enfin, les découvertes des sciences contemporaines, se combinant avec l'influence chaque jour croissante des idées démocratiques, ont bouleversé toutes les conditions matérielles de la vie humaine. Tous les métiers ont été renouvelés par les grandes inventions des savants, et par leurs applications à l'industrie. La vapeur, et avec elle l'électricité, dont le rôle commence à peine et qui déjà envahit tout, ont fait du XIXe siècle le siècle des machines. Jusqu'alors, le régime de « l'industrie domestique » avait été partout pratiqué ; il fait place maintenant au régime de « la grande industrie ». C'est un changement dont les conséquences, quelque graves qu'elles fussent au moment de la chute de Louis-Philippe, étaient cependant loin de s'être déjà toutes manifestées.

LEÇON I. — **La société. — Les grands écrivains. Gœthe, Schiller, Byron, Chateaubriand, Lamartine, Victor Hugo, Michelet.**

Résumé. — 1. De 1815 à 1848, sous la monarchie parlementaire, la France a été gouvernée par le « suffrage restreint », et a joui de la paix. De là résultent les caractères particuliers de la civilisation de cette époque.

2. Sous la Restauration, la prospérité financière, agricole, industrielle et commerciale eut pour conséquence l'apogée de la bourgeoisie française.

3. Sous Louis-Philippe, les grandes institutions publiques ont été perfectionnées, l'instruction, l'armée, etc. ; la grande industrie s'est développée.

4. Dans le domaine intellectuel, les écrivains se prirent d'admiration pour le moyen âge, et aussi pour les littératures étrangères, notamment pour la littérature allemande, où brillaient Gœthe et Schiller.

5. La littérature anglaise, représentée par Shakespeare et Byron, ne conquit pas moins d'admirateurs.

6. De là naquit la grande querelle des classiques et des romantiques. L'école romantique, dont Chateaubriand avait été l'initiateur, trouva un chef de génie dans Victor Hugo.

7. Lamartine se mêla moins à la grande querelle littéraire. La Restauration vit commencer aussi le grand mouvement de réforme historique, dont Michelet a été un des plus brillants promoteurs.

RÉCIT. — (1°) **Le régime du suffrage restreint.** — Deux gouvernements ont régi la France de 1815 à 1848, la « royauté légitime » de Louis XVIII et de Charles X, et la « royauté consentie » de Louis-Philippe. Ces deux régimes, différents à plusieurs égards, ont eu aussi quelques caractères communs : le premier, et le plus important de tous, c'est que tous deux reposaient sur le *suffrage restreint;* les députés, chargés de contrôler le gouvernement, étaient choisis par un très petit nombre d'électeurs. — En second lieu, ces deux gouvernements, bien qu'ils aient fait quelquefois la guerre, *ont été en somme pacifiques*, et ont assuré à la France les bienfaits de la paix.

Le *règne du suffrage restreint* s'est ainsi profondément distingué du régime napoléonien qui l'avait précédé, et qui avait été une période de dictature militaire à l'intérieur, de guerres incessantes au dehors. Le pays a repris d'une façon régulière la pratique des **libertés parlementaires** : les Chambres ont *discuté publiquement les projets de lois*, au milieu de l'attention passionnée de la nation; le *droit de pétition* s'est exercé librement; la *presse*, bâillonnée par le régime impérial, a retrouvé la parole, etc. Bref, le pays reprit alors l'habitude d'examiner lui-même toutes les questions qui l'intéressent.

(2°) **Prospérité matérielle sous la Restauration.** — Sous la Restauration, la nation se remit avec persévérance au travail, *grâce à la paix* qui lui était rendue; son agriculture, son industrie, son commerce purent alors profiter largement des grandes **conquêtes économiques** de la Révolution : le *morcellement des terres* et la *liberté du travail.*

L'**agriculture** défricha plus de 500000 hectares de terre de 1815 à 1830, et le rendement du blé, qui n'était que de 5 hectolitres à l'hectare, s'éleva à 10; l'*École forestière* fut instituée à Nancy en 1824. — Trois **industries** prirent un essor inattendu: la *métallurgie*, l'*extraction des charbons de terre*, importante surtout dans les mines d'Anzin, et la *fabrication du sucre de betteraves*, qui, en 1830, utilisait déjà plus de 600 usines. — Pour le **commerce** enfin, la Restauration acheva beaucoup de *routes* et plusieurs des *canaux* commencés par l'Empire, et elle conclut plusieurs *traités de commerce* avec les pays étrangers. Cependant, le *service postal* était encore dans l'enfance: en 1829, il n'y avait que 1800 bureaux de poste pour toute la France, et les lettres n'étaient distribuées à domicile que dans les villes de plus de 4000 âmes.

La Restauration était hostile à la *bourgeoisie*, imbue des principes de 1789; cependant *elle l'enrichit* involontairement par la sagesse de son administration; et par suite elle augmenta son influence. Cette richesse à son tour fut éminemment favorable au développement des relations sociales. Une *nouvelle société* naquit, dans laquelle les principales places furent occupées par des classes jadis déshéritées: la Révolution les avait appelées à l'aisance, et même à l'opulence.

Dans cette société, la *cour royale* n'exerça plus l'influence prépondérante qui lui appartenait sous l'ancien régime. Cette influence appartint à un grand nombre de *salons particuliers*, aussi bien royalistes que libéraux; la société y était élégante sans faste, et aimait la vieille conversation française. — C'est sous la Restauration que le piano commença à faire partie du mobilier de tous les salons, aristocratiques ou bourgeois.

(3°) La civilisation sous Louis-Philippe. — L'époque de Louis-Philippe a vu *le triomphe complet de la bourgeoisie;* nous avons déjà dit que le grand inconvénient de ce système gouvernemental, c'est qu'il ne tenait compte que de la richesse. Les « gros patentés » du commerce, les chefs des grandes maisons industrielles, les officiers de la *garde nationale* représentaient seuls la nation. La toute-puissance de la classe bourgeoise n'était troublée que par la **presse**, qui seule parlait au nom de l'immense multitude des citoyens exclus du pays légal. L'influence des *journaux* et le nombre de leurs lecteurs s'accrurent beaucoup quand leur prix diminua:

ce fut en 1836 que pour la première fois parut un journal, *La Presse*, vendu 15 centimes.

L'action des journaux ne fut pas inutile à l'amélioration des grandes institutions de la France sous le règne de Louis-Philippe.

L'**armée** fut accrue, portée à 500000 hommes, et pourvue du *fusil à capsule* qui remplaça en 1840 le fusil à pierre. — Une loi en 1833 obligea chaque commune à entretenir une *École primaire*, et chaque département une *École normale primaire:* aussi, tandis qu'en 1830 il n'y avait pas un million d'élèves dans les écoles, il y en eut plus de 4 millions en 1848. — L'agriculture fut favorisée par l'amélioration des *chemins vicinaux*. — Les *Caisses d'épargne* se multiplièrent considérablement.

(4°) **Origine du romantisme. Gœthe et Schiller.** — La liberté dont jouirent les esprits sous le régime parlementaire fit renaître la **vie littéraire.** Sous l'Empire, la littérature officielle s'était renfermée dans l'imitation servile de l'antiquité : aussi s'était-elle engourdie dans une véritable torpeur intellectuelle; sous la Restauration, la lutte féconde des **classiques** et des **romantiques** prépara une véritable Renaissance.

D'audacieux novateurs, les romantiques, voulurent arracher la littérature à l'imitation stérile des classiques, et la vivifier en lui ouvrant trois nouvelles sources d'inspiration : d'abord, l'*amour de la nature*, déjà remis en honneur par J.-J. Rousseau ; puis l'*enthousiasme pour le moyen âge*, trop dédaigné depuis Boileau ; enfin l'*admiration pour les littératures étrangères*, qui jusqu'à cette époque étaient restées à peu près inconnues du grand public français.

La **littérature allemande** tint une place importante dans les préoccupations de la nouvelle École. Les écrivains allemands avaient conservé ou rajeuni le goût du moyen âge, si aimé des romantiques; depuis le règne de Louis XIV, jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, ils avaient été tout à fait fascinés par l'esprit français, et avaient borné leur gloire à produire de pâles copies de nos chefs-d'œuvre; mais, depuis un demi-siècle, ils avaient reconquis leur originalité. A leur tête brillaient deux génies de premier ordre, **Gœthe** et **Schiller.**

Gœthe a été vraiment un *génie universel;* dans sa longue existence de quatre-vingt-trois années, il n'a cessé de s'inté-

resser à toutes les manifestations de la pensée humaine : tour à tour poète dramatique, poète lyrique, historien, critique littéraire, critique d'art, etc., il a partout brillé au premier rang.

Il naquit en 1749, à Francfort-sur-le-Mein, d'une famille de la riche bourgeoisie ; la maison où il a passé la plus grande partie de sa vie existe encore, telle qu'il l'a laissée à sa mort, conservée comme un musée par la pieuse admiration de ses concitoyens. Deux œuvres, un drame héroïque, *Gœtz de Berlichingen*, et un roman sentimental, *Werther*, le rendirent célèbre de bonne heure. Il avait vingt-six ans quand il fut appelé à Weimar par le grand-duc comme ami et comme conseiller, et il passa de longues années dans cette « Athènes germanique », entouré des hommages universels. Une œuvre immense, à laquelle il a travaillé la plus grande partie de sa vie, *Faust*, est une sorte d'épopée philosophique que les Allemands regardent comme le chef-d'œuvre de leur littérature.

Quelques épisodes de sa vie sont restés célèbres. En 1792, il suivait en « touriste » l'armée prussienne qui envahissait la France, et, le soir de la bataille de Valmy, prédit la naissance des temps nouveaux. — En 1808, pendant l'entrevue d'Erfurt, il fut reçu par Napoléon qui causa longuement avec lui, et prit congé de lui en lui disant : « Vous êtes un homme ! » — En 1813, quand l'Allemagne se souleva pour la guerre d'indépendance, il resta neutre et ne voulut pas se prononcer contre la France. — Rien ne troubla d'ailleurs la « *sérénité olympienne* » de sa vie ; il mourut en 1832 ; ses dernières paroles furent : « De la lumière, encore plus de lumière ! »

Schiller eut une existence plus courte et plus tourmentée. Né à Marbach, dans le Wurtemberg, en 1759, il composa au sortir du collège son premier drame, *les Brigands*, dont la représentation excita une émotion extraordinaire en Allemagne. Esprit moins pondéré que Gœthe, inégal, souvent excessif, plus lyrique aussi, la générosité et la fougue de sa pensée le rendaient plus accessible, et il a exercé une action plus profonde sur les écrivains français.

Schiller a composé des drames dont le succès a été retentissant, *Don Carlos*, *Wallenstein*, *Marie Stuart*, *Guillaume Tell*, des œuvres historiques de premier ordre, la *Révolte des Pays-Bas*, et la *Guerre de Trente ans*, des poésies lyriques dont la plus célèbre est le *Chant de la Cloche*, etc. Sa vie a été traversée par mille embarras, jusqu'au jour où il trouva le repos et l'aisance à Weimar, près de Gœthe, dont il devint vite l'ami. Ses dernières années furent attristées par les souffrances d'une maladie de poitrine, qui l'emporta prématurément en 1805 : « Je me sens toujours mieux, toujours plus tranquille, »

dit-il au moment d'expirer. Admirateur des principes de la Révolution française, il avait reçu de la Convention le brevet de *citoyen français*.

(5°) **Les influences anglaises. Byron.** — Avec l'Allemagne, l'**Angleterre** fut la plus puissante inspiratrice du romantisme français. Après une période d'engourdissement, l'Angleterre avait eu au début du dix-neuvième siècle une sorte de résurrection intellectuelle, elle s'était remise à lire et à aimer ses vieilles ballades du siècle passé ; elle avait remis en honneur son glorieux poète dramatique *Shakespeare*, que Voltaire au dix-huitième siècle avait déjà essayé de faire connaître aux Français. De jeunes poètes, pleins d'enthousiasme pour la nature, les **lakistes**, ainsi nommés pour l'admiration que leur inspiraient les lacs du Cumberland, *Coleridge*, *Southey*, *Wordsworth*, animèrent dans leurs chants « la cataracte retentissante, le rocher élevé, la forêt sombre et profonde... » Un prosateur, *Walter Scott*, renouvela le roman en lui donnant la forme historique ; dans *Waverley*, son premier chef-d'œuvre, dans l'*Antiquaire*, *Ivanhoë*, *Quentin Durward*, etc., il fit revivre les événements et les mœurs du passé pour encadrer la peinture des passions qui agitent les sociétés humaines.

Mais de tous les écrivains anglais, celui qui excita le plus vivement l'admiration des romantiques, ce fut lord **Byron**.

Byron (1788-1824) fut un des hommes à la fois les mieux doués et les plus malheureux de son temps. Né dans une des plus grandes familles de l'Angleterre, membre à vingt ans de la Chambre des Lords, maître de toutes les satisfactions que peuvent donner la fortune et le génie, il se jeta « dans toutes les aventures et dans tous les excès », sans pouvoir échapper jamais à l'ennui qui le rongeait. Dans tous ses poèmes, il s'est peint lui-même : sous les noms de *Childe-Harold*, de *Lara*, de *Manfred*, et du *Corsaire*, c'est toujours sa propre personne, ses ennuis, ses souffrances qu'il a présentés au monde. Il mourut prématurément, emporté par une fièvre maligne, à Missolonghi, où il s'était rendu au temps de la guerre hellénique, pour défendre cette ville contre les attaques des Turcs.

(6°) **Les romantiques. Chateaubriand. Victor Hugo.** — L'école nouvelle qui voulait ouvrir à la littérature française une voie inaccoutumée, l'**école romantique**, forma

sous la Restauration une sorte de *Cénacle*, où les seuls initiés étaient admis : un recueil périodique, la *Muse française*, publiait leurs œuvres et répandait leurs idées. Leur grand inspirateur était **Chateaubriand**, bien qu'il ne figurât pas dans le Cénacle, et qu'il se tînt à l'écart dans la grande lutte que les romantiques engagèrent contre les *classiques*, contre les écrivains restés fidèles aux admirations et aux règles de l'ancienne école. C'est lui qui a réellement donné l'impulsion première à tout le mouvement littéraire du dix-neuvième siècle. On a vu précédemment (p. 147-148) quelle avait été son attitude sous le régime impérial.

René de Chateaubriand était né en 1768, à Saint-Malo, d'une famille noble de Bretagne; ses études avaient été irrégulières et incomplètes, il fut formé surtout par ses longues rêveries au milieu de la rude nature de son pays natal, par les tendresses de sa mère, par l'influence attristée de sa sœur. Pendant la Révolution, il alla promener ses mélancoliques rêveries au milieu des sauvages, à travers les terres vierges de l'Amérique du Nord. Revenu en Angleterre, il commença à écrire; mais son véritable début littéraire fut, en 1800, la publication d'*Atala*, après que la double mort de sa mère et de sa sœur l'eut ramené aux sentiments religieux dont il s'était éloigné, et qu'il fut revenu se fixer à Paris. Pendant quelques années il appuya la politique du premier consul, notamment par son *Génie du christianisme*, publié en 1802; mais la mort du duc d'Enghien le jeta dans l'opposition. Les années qui suivirent furent les plus fécondes de sa vie littéraire : il écrivit coup sur coup *René*, les *Martyrs*, l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*. A partir de 1814, sa vie appartint à la politique: partisan des Bourbons dont il fut un instant le ministre, adversaire de Louis-Philippe après 1830, il mourut en 1848. Il avait composé ses *Mémoires d'Outre-tombe* dans la retraite de ses dernières années.

Chateaubriand avait baptisé du nom d' « *enfant sublime* » le jeune auteur d'un livre d'*Odes*, publié en 1822. Ce nouveau poète était **Victor Hugo** qui allait bientôt devenir l'illustre chef de l'école romantique, et, on peut le dire, la personnification la plus complète de tout le mouvement littéraire du dix-neuvième siècle.

Victor Hugo naquit à *Besançon*, en 1802; son père, officier de Napoléon, et qui devint plus tard général, y tenait alors garnison. Son enfance se passa en Italie, en Espagne et à Paris, dans le grand jardin d'un ancien couvent de Feuillantines que sa mère habitait, et qu'il a immortalisé dans ses vers. Il avait vingt ans quand la publication

de son premier ouvrage, les *Odes et Ballades*, le rendit célèbre du jour au lendemain; protégé par Chateaubriand, par Fontanes, membre de l'Académie française en 1841, membre de la Chambre des pairs sous Louis-Philippe, il se mêla activement à la politique depuis la Révolution de 1848. Les événements de 1851 l'obligèrent à quitter la France, et il passa dans l'exil, à *Jersey* surtout, les dix-huit années de l'Empire. Il revint à Paris en 1870, au moment où la capitale allait être assiégée par les Prussiens, et dès lors ne quitta plus la France. Il y mourut le 22 mai 1885, à l'âge de quatre-vingt-trois ans; après des funérailles solennelles qui ressemblèrent à une apothéose, ses restes furent déposés au Panthéon.

Victor Hugo a été surtout un *poète lyrique* de premier ordre: les *Orientales*, les *Feuilles d'automne*, les *Rayons et les Ombres*, les *Contemplations*, etc., sont d'immortels chefs-d'œuvre. Il a donné au théâtre des drames composés selon les formules nouvelles du romantisme, *Hernani*, *Ruy Blas*, les *Burgraves*, etc. Parmi ses romans en prose, deux surtout ont eu une grande vogue, *Notre-Dame de Paris* et les *Misérables*. Tout ce qu'il a écrit se distingue par une exubérance pleine de chaleur et de lumière; son âme



Victor Hugo.

« Mise au centre de tout comme un écho sonore »

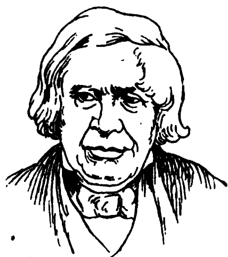
a vibré à toutes les passions de son temps, en a exprimé tous les sentiments, l'amour de la liberté, l'admiration pour les victoires de Napoléon, la pitié pour toutes les infortunes.

(7°) **Lamartine. L'histoire. Michelet.** — Autour de Victor Hugo, plusieurs autres poètes de génie ou de talent ont illustré le milieu du dix-neuvième siècle, *Alfred de Vigny*, *Alfred de Musset*, *Casimir Delavigne*, etc. Il en est un qu'on a souvent égalé à Victor Hugo lui-même, **Lamartine.**

Alphonse de Lamartine a été le premier en date des grands poètes du XIXe siècle, et c'est lui qui a donné le signal du grand mouvement littéraire. Il naquit à Mâcon, en 1790, d'une famille royaliste, entra un instant dans la diplomatie sous la Restauration, et publia en 1820 ses *Premières Méditations*, échos d'une impression personnelle et vraie, œuvre d'une nouveauté saisissante, à laquelle rien ne

ressemblait dans la littérature du temps. Il écrivit successivement les *Nouvelles Méditations*, les *Harmonies*, *Jocelyn*, etc. Mais vers le milieu du règne de Louis-Philippe, il abandonna la poésie pour la prose et la politique; dans son *Histoire des Girondins*, en 1847, il sut donner à l'histoire le prestige d'une épopée, l'intérêt d'un roman. Chef du gouvernement provisoire dans la République de 1848, il rentra dans la vie privée sous le second Empire, et sa vieillesse fut condamnée par des difficultées financières à un labeur forcené. Il mourut en 1869.

Sous le régime orléaniste, la querelle des romantiques et des classiques continua d'abord à agiter violemment le monde des lettres. Puis, peu à peu, ses ardeurs se calmèrent, on oublia les exagérations réciproques nées de la violence de la bataille; on retint surtout ce qu'il y avait eu de bon sens dans les deux camps. Puis, aux préoccupations purement littéraires, s'ajouta insensiblement le souci des transformations et des améliorations sociales, qui saisit un grand nombre d'écrivains. Enfin, la **science historique** se fit une place de plus en plus grande dans le domaine de la littérature.


Michelet.

La supériorité du dix-neuvième siècle se manifesta particulièrement dans le mouvement historique. Augustin Thierry (*Récits des temps Mérovingiens*) affirma le premier que l'histoire doit être puisée aux sources. Michelet a défini l'histoire « une résurrection ». Guizot et Thiers se sont préparés à leur rôle d'hommes d'État par des études historiques.

De tous ces historiens, c'est incontestablement **Michelet** qui a exercé la plus profonde influence; il faut lui faire une place à part parmi les écrivains de génie du siècle passé. Né à Paris en 1798, fils d'un imprimeur, il connut dans son enfance l'extrême pauvreté, et grandit « comme une herbe sans soleil entre deux pavés de la ville ». Puis, brillant élève d'un collège de Paris, professeur à l'École normale en 1827, à la Sorbonne en 1834, au Collège de France en 1837, il put se livrer à sa passion pour les études historiques. Dans ses livres, l'*Histoire romaine*, l'*Histoire de France*, l'*Histoire de la Révolution française*, il sut par la magie de son style et par la puissance de son imagination ressusciter les époques disparues; autour de sa

chaire professorale, il attirait une foule ardente d'auditeurs, la jeunesse enthousiaste des idées de liberté et d'émancipation. Destitué à l'avènement du second Empire, en 1851, il vécut désormais dans la retraite et bientôt « il se détourna, comme il le dit lui-même, de la dure, de la sauvage histoire de l'homme », pour consacrer ses dernières études à la nature. *L'Oiseau*, la *Mer*, l'*Insecte*, la *Montagne*, et d'autres livres semblables qu'il publia alors, lui conquirent un nouveau public. Il mourut en 1874.

On peut dire que Michelet fut poète, autant qu'historien. Toutes les idées, chez lui, viennent d'un sentiment. Comme historien, il croit profondément au progrès, à la Providence, au règne futur de la justice.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quelles ont été les influences intellectuelles et sociales de la Révolution française? — 2. Quels furent les caractères nouveaux de la littérature? — 3. Comment les sciences ont-elles transformé le monde? — (**1**) 4. Quels sont les caractères communs des gouvernements de la Restauration et de Louis-Philippe? — 5. Quel progrès a fait l'esprit public? — (**2**) 6. Progrès de l'agriculture sous la Restauration. — 7. Progrès de l'industrie. — 8. Progrès du commerce. — 9. Progrès de la bourgeoisie. — 10. La société sous la Restauration. — (**3**) 11. Rôle de la presse sous Louis-Philippe. — 12. Progrès de l'armée. — 13. Progrès de l'Instruction. — (**4**) 14. Quelle querelle littéraire éclata sous la Restauration? — 15. Quelles furent les sources du romantisme? — 16. Quel était le caractère de la littérature allemande? — 17. Que savez-vous sur la vie de Gœthe? — 18. Sur ses œuvres? — 19. Sur Schiller? — (**5**) 20. Quel était le caractère de la littérature anglaise? — 21. Que savez-vous sur les lakistes? — 22. Sur Walter Scott? — 23. Sur Byron? — (**6**) 24. Qu'est-ce que le Cénacle? — 25. Racontez la vie de Chateaubriand. — 26. Quelles furent ses œuvres? — 27. Que savez-vous sur la vie de Victor Hugo? — 28. Sur ses œuvres? — (**7**) 29. Vie de Lamartine. — 30. Que firent les historiens au XIXᵉ siècle? — 31. Vie et œuvres de Michelet.

LEÇON II. — **Les grands artistes. David, Ingres, Delacroix, Beethoven.**

Résumé. — 1. L'influence des idées libérales s'est fait sentir aussi au XIXᵉ siècle sur les œuvres artistiques comme sur les œuvres littéraires. Les beaux-arts se sont plus préoccupés de la réalité.

2. Au temps de la Révolution et de l'Empire, le peintre David avait représenté avec une puissance irrésistible la tradition classique.

3. L'école classique se continua après lui, et produisit encore des chefs-d'œuvre. Son chef incontesté, Ingres, fut un des plus habiles peintres du siècle.

4. Mais, dès la Restauration, le romantisme envahit les beaux-arts, comme la littérature, et détermina une réaction très vive contre l'école de David. Eugène Delacroix fut son plus célèbre représentant.

5. La musique fut renouvelée par l'influence de l'Allemand Beethoven, le créateur véritable de la symphonie musicale. Il fut un des plus grands génies de son époque.

RÉCIT. — (1°) **Caractère nouveau du mouvement artistique.** — Les beaux-arts au XIX° siècle ont subi, comme toutes les autres manifestations de l'intelligence humaine, l'influence féconde de la Révolution française. Pendant cette époque où l'homme s'affranchit de toutes les antiques dominations qui pesaient sur lui, il ne pouvait pas se faire que les artistes seuls continuassent à obéir, sans examen, aux anciennes conventions ; l'observation de la nature, le *sentiment de la vie* et du mouvement, l'intelligence et la *recherche du vrai*, du réel, se sont donc fait, pendant le cours du XIX° siècle, une place de plus en plus grande dans le domaine des beaux-arts.

L'**architecture**, tout en s'efforçant de combiner les plus belles formes pour le plaisir des yeux, a construit les types définitifs des grands établissements industriels ou scientifiques que réclamaient les besoins des sociétés contemporaines; en substituant le fer à la pierre, elle a pu élever les vastes constructions nécessaires pour abriter les foules démocratiques.

La **sculpture** et la **peinture** se sont moins préoccupées de la noblesse du style, des lignes amples et majestueuses qui parfois conduisent à la raideur et à la lourdeur; les épisodes de la vie domestique, les scènes de genre et de fantaisie, ou encore les grands événements de l'histoire contemporaine sont devenus les sources préférées où les artistes du XIX° siècle sont allés puiser l'inspiration.

(2°) **Le peintre David et son influence.** — A l'origine, à l'époque de la Révolution française et de l'Empire, tous les arts étaient dominés par l'**esprit classique**, c'est-à-dire par le souci de respecter les règles conventionnelles qu'enseignaient les écoles artistiques. Mais après les fadeurs et les mièvreries du XVIII° siècle, un grand artiste, le peintre **David**, s'était violemment détourné des scènes fantaisistes que reproduisait l'art en décadence vers les dernières années du règne de Louis XV; il s'était reporté vers l'antiquité, et avait

redemandé à l'étude sévère des modèles grecs et romains le secret de la véritable beauté.

David naquit à Paris, en 1748; son père, un modeste négociant, fut tué en duel quand il n'avait encore que neuf ans ; il fut adopté alors par un de ses oncles qui lui fit donner une bonne instruction. Un goût très vif l'entraîna de bonne heure vers la peinture, et, quand il eut remporté le grand prix de Rome, il put aller compléter ses études dans la Ville éternelle. Le succès éclatant d'un de ses tableaux, le *Serment des Horaces*, en 1785, fit de lui le chef incontesté de l'école française.

On peut dire qu'à partir de ce moment l'ancien *style académique* avait vécu. David proscrivit le *fouillis* de nombreuses figures et de draperies étoffées qu'on aimait avant lui à multiplier sur la toile. Il ne mit dans ses tableaux que des personnages peu nombreux, sobrement dessinés, et s'attacha surtout à reproduire les formes naturelles. Les costumes, les meubles, tous les accessoires, employés avec une extrême sobriété, ne furent plus que des reproductions exactes de modèles antiques, et n'empruntèrent plus rien à l'imagination de l'artiste.

Le mouvement de 1789 entraîna David vers la politique. La Constituante le chargea de reproduire le *Serment du Jeu de paume;* député à la Convention, partisan fougueux de Robespierre, il peignit la *Mort de Marat*, et fut l'ordonnateur des fêtes révolutionnaires. Séduit ensuite par la gloire de Bonaparte, il devint le peintre attitré des splendeurs napoléoniennes, le *Couronnement*, la *Distribution des Aigles*, etc.; mais à la Restauration, il fut banni comme régicide, et mourut à Bruxelles en 1825.

L'influence de David a été immense. Il exerça sur tous les artistes de son temps une *véritable dictature;* bien plus, sur les modes mêmes et les costumes, son influence se fit sentir avec une étonnante puissance. Ce fut l'apparition de ses tableaux inspirés de l'antiquité qui détermina les hommes et les femmes à porter la chevelure flottante, et à abandonner la poudre pour les cheveux; les femmes renoncèrent aux corsets, aux souliers à hauts talons; aux anciennes robes dites de cour, elles substituèrent des vêtements légers, simples, plus élégants que somptueux. Pour le mobilier, pour l'ornementation des appartements, on cessa d'employer les contours arrondis qui étaient à la mode depuis la Régence; on ne vit plus que des meubles aux formes carrées, sévères, rappelant ceux des anciens.

(3°) **L'École classique. Ingres.** — David est resté le

chef de l'*École classique ;* ses élèves, nourris de sa doctrine, et la développant par leurs qualités propres, illustrèrent longtemps la peinture française : **Gros**, le peintre des *Pestiférés de Jaffa*, du *Champ de bataille d'Eylau ;* **Prudhon**, remarqué pour son tableau de la *Justice et la Vengeance divines poursuivant le crime ;* **Girodet**, qui dut sa réputation à une *Scène du déluge*, etc.

Le dernier et le plus illustre des représentants de l'École classique fut **Ingres**, dont la vie remplit la plus grande partie du XIXe siècle : né en 1780, il vécut et peignit jusqu'en 1867.

Ingres, né à Montauban, vint à Paris en 1796, et entra aussitôt dans l'atelier de David. Ses débuts furent difficiles. En 1806, il partit pour Rome, il y resta jusqu'en 1820, consacrant de longues années à la contemplation et à l'étude assidue des chefs-d'œuvre de Raphaël, qui achevèrent de perfectionner son génie. Mais il était réduit pour vivre à « *faire du commerce* », comme il disait : il exécutait à la mine de plomb un grand nombre de portraits et de dessins qu'il vendait à un prix minime, et qui ont aujourd'hui une valeur considérable.

La première œuvre qui le mit hors de pair et révéla son nom au grand public, ce fut le *Vœu de Louis XIII* qui, exposé au Salon de 1824, fit une sensation profonde. Deux ans après, il peignit pour un plafond du Louvre son chef-d'œuvre, l'*Apothéose d'Homère*, « qui resplendit à la fois de la beauté plastique de l'art grec, et de la beauté idéale de l'art moderne. » Quand il se fixa définitivement à Paris, en 1841, une manifestation éclatante s'organisa : la plupart des artistes présents dans la capitale se réunirent pour donner une fête à celui qu'ils regardaient comme leur maître à tous.

Les principaux chefs-d'œuvre d'Ingres sont *Stratonice*, *Françoise de Rimini*, *Henri IV et ses enfants*, le portrait de *M. Bertin*, *Œdipe*, etc., et enfin *la Source*, un de ses derniers et de ses plus parfaits tableaux : « Quoique sa vie ait été prolongée au delà des termes ordinaires, a dit Th. Gautier, il semble qu'il soit mort jeune, tant sa verte vieillesse n'a connu ni la langueur morale, ni l'affaiblissement physique. »

Ingres a résumé ses théories artistiques dans la formule célèbre : « *Le dessin est la probité de l'art.* » Fidèle toute sa vie à ses convictions classiques, et à son amour ardent de l'antiquité, il n'avait nulle étroitesse d'esprit : il a été un des créateurs de la *couleur locale ;* il avait un tel souci de l'exactitude, que son *Apothéose d'Homère*, par exemple, pourrait servir à illustrer une histoire du costume à travers les âges.

(4°) **L'École romantique. Delacroix.**—Mais la plupart des autres peintres appartenant à l'École classique n'eurent pas la même largeur de vues et tombèrent dans les pires

excès, dans une mortelle froideur; les jeunes générations commençaient à être excédées « des Grecs et des Romains » qu'on imposait partout à leurs regards; on voulait échapper à la discipline étroite, on avait soif de libre inspiration, on se passionnait pour la couleur locale, pour l'éclat du coloris, pour le mouvement et la fougue de la vie. Aussi, dans le domaine artistique comme dans le domaine littéraire, l'**École romantique** s'opposa bientôt à l'école classique.



Le Radeau de la Méduse.

La nouvelle école se manifesta avec éclat au Salon de 1819 par le *Radeau de la Méduse*, l'œuvre célèbre de **Géricault**, connu déjà par son *Cuirassier blessé*. **Paul Delaroche**, « romantique atténué », peignit le *Baptême de Clovis*, l'*Assassinat du duc de Guise*. **Ary Scheffer** montra une grâce rêveuse dans sa *Marguerite*, sa *Mignon*, etc. Le chef le plus fougeux du mouvement révolutionnaire fut **Delacroix**.

Eugène Delacroix (1799-1863) était fils d'un homme politique, qui fut ministre des affaires étrangères sous le Directoire, puis préfet de

Marseille sous l'Empire. Son enfance fut remplie d'accidents auxquels il échappa avec peine : le feu prit à son berceau et il fut grièvement brûlé, il faillit s'empoisonner avec du vert-de-gris, il tomba dans le port de Marseille, et ne dut la vie qu'au dévouement d'un matelot, etc. Il avait douze ans, quand la vue des trésors d'art, enlevés à l'Italie et réunis à Paris dans le *Musée Napoléon*, lui révéla sa vocation. Son premier grand tableau, *Dante et Virgile aux enfers*, exposé en 1822, contenait déjà en germe toutes ses grandes qualités et ses défauts : coloris puissant, exécution véhémente rendant avec énergie la passion et la terreur du drame, mais aussi certaine négligence du dessin. Un peintre célèbre du temps, Gérard, tout en rendant justice aux mérites de l'auteur, ajoutait : « Il court sur les toits! » Bientôt il scandalisa les classiques par la fougue violente du dessin, par l'éclat de la couleur, par la verve fiévreuse, parfois déréglée, des *Massacres de Scio*, de la *Mort de Sardanapale*, de l'*Entrée des croisés à Constantinople*, qui « fit sensation comme une admirable page d'histoire ».

L'Académie des beaux-arts, qui avait longtemps traité Delacroix avec mépris et où son nom seul suscitait des tempêtes, fut enfin vaincue par l'opinion publique, et l'admit dans son sein en 1857.

Ingres et Delacroix, avec des mérites contraires, se sont partagé l'admiration de leurs contemporains. Puis, comme il était arrivé dans le domaine de la littérature, les écoles classique et romantique ont fini par *se concilier* dans le domaine des beaux-arts : on a laissé de côté les exagérations réciproques, on n'a retenu que les qualités; et c'est de cette conciliation qu'est sortie toute la peinture contemporaine.

(5°) **La musique. Beethoven.** — Dans le domaine musical, c'est sous l'influence de l'Allemagne que s'est opérée la rénovation artistique du XIXe siècle.

Au siècle précédent, la France avait été la patrie véritable de la **musique dramatique** : Piccini, Gluck surtout, l'auteur des opéras d'*Alceste*, d'*Orphée*, d'*Iphigénie en Tauride*, l'y avaient portée à sa perfection, et avaient passionné la cour de Louis XVI. Puis le **divin Mozart** avait fait applaudir à Paris les *Noces de Figaro* et *don Juan*. Mais la **musique symphonique** restait encore à un rang inférieur, même après les *Symphonies* de Haydn et de Mozart; ce fut **Beethoven** (1770-1827) qui en fit la plus haute expression de l'art musical.

Louis van Beethoven, né à Bonn sur les bords du Rhin, mort dans un faubourg de Vienne en Autriche, fut un des plus grands génies et

un des hommes les plus malheureux de son temps. Tout enfant, souffrant de la brutalité et de l'ivrognerie de son père, il n'avait d'autre confident, d'autre ami que son clavecin, à qui il confiait dans ses improvisations tous les sentiments de tristesse dont son âme débordait. L'*improvisation* fut un des côtés les plus étonnants de son talent, et en plusieurs circonstances il en donna les plus merveilleuses preuves. D'abord organiste dans sa ville natale, il la quitta pour aller à Vienne perfectionner ses études, et il eut la bonne fortune d'y trouver de puissants protecteurs; mais, vers l'âge de 28 ans, il *devint sourd*, malheur terrible pour un musicien! C'est dans cet état qu'il composa ses plus belles œuvres, et il ne pouvait même plus les entendre! De là, la mauvaise humeur, la misanthropie qui assombrirent ses dernières années; il fut aussi la proie de terribles difficultés financières, obligé, « pour avoir du pain », à vendre pour un prix dérisoire ses œuvres sublimes. La mort en 1827 mit un terme à ses souffrances.

Beethoven a composé neuf *Sonates*, qui reçurent de l'admiration universelle le nom des neuf Muses; il a écrit des *Symphonies* dont l'une, la *Symphonie héroïque* (1804), avait été destinée d'abord à célébrer la gloire de Bonaparte premier consul, et dont une autre, la *Symphonie pastorale*, est souvent regardée comme son chef-d'œuvre; nous avons encore de lui une *Messe* et un opéra, *Fidelio*. Nul n'a su, comme lui, donner la vie et la passion aux voix de l'orchestre, exprimer avec une pénétrante émotion la sérénité ou les orages de la nature, les douleurs de l'âme ou la gloire des héros. Quand il mourut, il était universellement considéré comme le premier musicien de son époque.

Schubert, *Mendelssohn*, *Schumann*, *Chopin* furent les héritiers de Beethoven; puis, dans le milieu du XIXe siècle, la France reprit le premier rang pour la musique dramatique, grâce surtout à l'Allemand *Meyerbeer* et à l'Italien *Rossini*, qui l'adoptèrent comme leur vraie patrie, et y composèrent leurs plus beaux opéras.

QUESTIONNAIRE. — (1) 1. Que se sont proposé les arts au XIXe siècle? — 2. Quelles innovations furent faites en architecture? — 3. En peinture et sculpture? — (2) 4. Quelle révolution David a-t-il opérée? — 5. Racontez sa vie. — 6. Énumérez ses principaux tableaux. — 7. Quelle influence a-t-il exercée? — (3) 8. Qu'est-ce que l'École classique? — 9. Racontez la vie d'Ingres. — 10. Quels sont ses principaux tableaux? — 11. Quelles sont ses qualités? — (4) 12. Qu'est-ce que l'École romantique? — 13. Comment a-t-elle

débuté ? — 14. Racontez la vie de Delacroix. — 15. Quelles sont ses principales œuvres ? — 16. Caractérisez son talent. — (5) 17. État de la musique à la fin du XVIIIe siècle. — 18. Nommez les principaux musiciens avant Beethoven. — 19. Racontez la vie de Beethoven. — 20. Quelles sont ses œuvres ? — 21. Caractérisez son talent. — 22. Quels musiciens lui ont succédé ?

LEÇON III. — **Les grands savants et les grandes inventions du XVIIIe et du XIXe siècle.**

Résumé. — 1. Pendant la Révolution, les sciences se mirent au service de la patrie. En particulier, le télégraphe aérien des frères Chappe et le ballon captif rendirent de grands services à la défense nationale.

2. Sous l'Empire, les savants aidèrent encore à la lutte contre l'Angleterre, pendant le blocus continental.

3. Sous la Restauration, les sciences travaillèrent, par des applications pratiques, à améliorer les conditions de la vie humaine. Trois grandes inventions, les phares, l'éclairage au gaz, la navigation à vapeur, appartiennent en propre à cette époque.

4. Sous Louis-Philippe, on appliqua la vapeur aux chemins de fer; la photographie fut inventée; le télégraphe électrique commença à être employé.

5. C'est à partir de cette époque que la transformation de l'industrie et l'introduction de la machine à vapeur dans les ateliers modifièrent profondément les conditions d'existence des classes ouvrières.

RÉCIT. — (1°) **Les sciences à la fin du XVIIIe siècle.** — Les sciences avaient fait, au XVIIIe siècle, de merveilleuses découvertes et préludé à la *transformation complète des conditions matérielles* de l'existence humaine qu'elles devaient accomplir de nos jours. Au début du règne de Louis XVI, **Lavoisier** avait *décomposé l'eau*, et par ce seul fait il avait créé réellement la chimie, et, avec elle, toute l'industrie moderne.

Avant Lavoisier, la *chimie* ne se distinguait guère de l'*alchimie;* on expliquait par les hypothèses les plus saugrenues tous les phénomènes chimiques, tels que la combustion des corps; d'ailleurs on croyait encore, comme l'avaient cru les anciens, qu'il y a dans le monde quatre corps simples, quatre *éléments* : l'air, l'eau, la terre et le feu. Toute science véritable était donc impossible. Lavoisier introduisit la balance dans le mobilier des laboratoires ; il s'en servit pour peser les corps sur lesquels il faisait des expériences; et il démontra ainsi, à la grande stupéfaction des prétendus savants, que

des substances peuvent augmenter de poids en se consumant. — Plus tard, en 1787, il créa la *nomenclature chimique*, et donna ainsi à la chimie une langue claire, précise comme l'algèbre, grâce à laquelle cette science put commencer ses progrès indéfinis.

Malgré ses titres à l'admiration de tous, Lavoisier périt sur l'échafaud : c'est, parmi les victimes innocentes de la Révolution, une des plus regrettables. Il était *fermier-général,* et fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, en mai 1794, avec les vingt-sept autres fermiers-généraux. Il périt le quatrième; son beau-père l'avait précédé immédiatement sous le fatal couteau.

Les progrès de la chimie, que Lavoisier avait rendus possibles, rendirent d'admirables services au temps de la Convention, quand la France républicaine eut à lutter contre toute l'Europe monarchique. Le salpêtre manquant pour la fabrication de la poudre, on trouva le moyen d'en produire en France même; nos parcs d'artillerie étant vides, on découvrit un procédé chimique pour décomposer le bronze des cloches et en retirer l'étain, de façon à le rendre propre à la fonte des canons; *Séguin* apprit à tanner en un mois le cuir qu'on ne tannait auparavant qu'en un an, et la Convention put donner des chaussures aux 1 400 000 soldats qu'elle envoya aux frontières; le **télégraphe aérien**, inventé en 1793 par les deux frères *Chappe*, permit de transmettre rapidement aux armées les ordres du gouvernement; l'**aérostation militaire** date de la bataille de Fleurus (1794) où les Français employèrent pour la première fois un ballon captif.

Le système Chappe transmettait des signaux au moyen d'une série de postes, établis sur des lieux élevés, distants l'un de l'autre de 12 ou 15 kilomètres; dans chaque poste, un gardien surveillait les signaux que pouvait lui faire le poste précédent, et les transmettait immédiatement au poste suivant; chaque signal correspondait à un mot d'un langage de convention. La première ligne de ces postes fut construite entre Paris et Lille; elle fut inaugurée le 1er septembre 1794 par l'annonce d'un succès remporté sur les Autrichiens.

Quant à l'aérostation militaire, elle utilisa l'invention des frères *Montgolfier*, qui avait eu tant de célébrité sous le règne de Louis XVI, en 1782. Depuis longtemps, on avait substitué aux ballons gonflés d'air chaud, ou *Montgolfières*, des ballons gonflés de gaz, plus léger que l'air, et hermétiquement fermés. L'aérostat militaire était retenu captif à une certaine hauteur, au moyen de cordes que des conducteurs dirigeaient à terre; dans la nacelle, un capitaine observait au loin les mouvements de l'ennemi, et avertissait de son approche. Cette

étrange machine, alors inconnue, déconcertait les Autrichiens et ébranlait leurs courages par son seul aspect.

(2°) **Les sciences sous l'Empire**. — Sous l'Empire aussi, les sciences continuèrent à remplir leur rôle patriotique; elles collaborèrent à la lutte contre l'Angleterre, quand la marine anglaise interrompit tout trafic entre la France et le monde colonial : elles inventèrent, pour remplacer le sucre de cannes, le *sucre de raisin*, supplanté bientôt lui-même par le *sucre de betteraves;* elles fabriquèrent artificiellement la soude, les matières tinctoriales, etc.

Napoléon a protégé efficacement les sciences; nous avons vu précédemment que, même après son avènement, il avait tenu à honneur de conserver son titre de *membre de l'Institut ;* il ne donna sa démission que pendant les Cent-Jours.

Les sciences pures eurent sous son règne d'illustres représentants : dans les **mathématiques**, Monge, auteur d'une *Géométrie descriptive*, Lagrange, Laplace, etc. ; — dans la **chimie**, Guyton de Morveau et Berthollet, continuateurs de l'illustre Lavoisier; — dans la **physique**, Gay-Lussac, etc.

Cuvier (1769-1832) fit faire de grands progrès à l'**histoire naturelle**, et créa une science nouvelle, la *paléontologie*, qui étudie les animaux antédiluviens. Au moyen de quelques débris d'ossements fossiles, isolés, brisés, épars, ou au contraire confondus pêle-mêle de la façon la plus embarrassante, il parvint à reconstituer méthodiquement, avec une certitude merveilleuse, le corps entier de quadrupèdes ou de reptiles qui depuis de longues suites de siècles ont disparu de la surface de la terre. L'infaillibilité de sa méthode était telle qu'on le vit souvent reconnaître, sans jamais se tromper, un animal en examinant une seule facette d'un des os les plus insignifiants de son squelette.

(3°) **Les sciences sous la Restauration**. — Après la chute de l'Empire, le beau mouvement scientifique continua; les sciences prirent tout à coup un merveilleux essor. — Les sciences pures ne furent pas négligées; les hautes théories mathématiques furent cultivées par des savants désintéressés. Des astronomes cataloguèrent les comètes et calculèrent leur périodicité; ils préparèrent les travaux de **Leverrier** qui, un peu plus tard, en 1846, par la seule force du calcul, découvrit l'existence de la planète Neptune, indiqua la position qu'elle devait occuper dans l'espace et détermina même ses dimensions.

Mais c'est surtout en s'appliquant aux besoins de l'industrie et du commerce, *en travaillant au bien-être général*, que les sciences firent leurs plus belles découvertes. **Balard** créa l'industrie des *produits chimiques;* **Chevreul**, qui devait pousser ses travaux, continuer sa vie au delà des limites ordinaires et mourir centenaire, s'occupa surtout des *couleurs* et des *corps gras;* c'est lui qui a appris à fabriquer les bougies qui nous servent aujourd'hui à éclairer nos appartements.

Trois grandes découvertes appartiennent à l'époque de la Restauration : les **phares**, l'**éclairage au gaz** et la **navigation à vapeur**.

Les phares furent pour ainsi dire créés par les recherches du physicien **Fresnel** sur la lumière. En 1819, il opéra deux innovations considérables : 1° il munit les lampes des phares de plusieurs mèches concentriques, ce qui augmenta prodigieusement leur éclat; 2° pour réfléchir leur lumière, il les munit de *lentilles à échelons*, dont le diamètre est beaucoup plus considérable que celui des lentilles ordinaires. La portée des phares était auparavant presque insignifiante; ils purent dorénavant éclairer les côtes jusqu'à 60 kilomètres en mer.

L'éclairage au gaz fut inventé sous la Révolution par un ingénieur français, **Lebon**. C'était un très habile chimiste, qui eut l'idée de distiller des combustibles pour en tirer un gaz propre à l'éclairage. « Mes amis, disait-il aux habitants du village de Brachay qu'il habitait, dans la Haute-Marne, je vous chaufferai et je vous éclairerai de Brachay à Paris. » Malheureusement, une mort mystérieuse l'empêcha de mettre la dernière main à ses recherches : venu à Paris pour le couronnement de Napoléon, il y périt assassiné, le 2 décembre 1804; on retrouva son cadavre dans les Champs-Élysées. Son invention fut perfectionnée par un Anglais et par un Allemand, qui s'approprièrent sa brochure où il exposait ses travaux.

La navigation à vapeur fut originairement due aussi à un Français, au marquis **de Jouffroy**. Il y avait longtemps qu'on avait eu l'idée de se servir de la force de la vapeur pour faire mouvoir les bateaux, pour « *ramer contre le vent* », comme écrivait Papin dès 1690; mais on ne pouvait l'appliquer avant que l'anglais James Watt eût inventé la *machine à vapeur à double effet* qui l'a illustré. Le marquis de Jouffroy expérimenta sur la Saône, à Lyon, en 1783, devant plus de dix mille personnes, un bateau mû par des roues à palettes, et qui remontait le courant; mais, faute de ressources financières, il ne put continuer ses expériences. — Quelques années plus tard, en 1803, l'Américain **Fulton** fit naviguer sur la Seine, à Paris, en présence de plusieurs membres de l'Institut, un bateau à vapeur qui faisait 5 700 mètres à l'heure. Mais l'invention n'était pas encore pratique. C'est seulement en 1807 que Fulton construisit en Amérique, à New-

York, le premier bateau à vapeur qui ait réellement navigué et fait un service pratique sur une rivière. En 1816, le vapeur français l'*Élise* vint de Londres à Paris ; en 1819, le *Savannah* fit pour la première fois la traversée de l'Atlantique; il lui fallut 25 jours. Les paquebots à vapeur allaient rapidement remplacer les navires à voiles, et permettre aux hommes de parcourir plus sûrement et plus rapidement toutes les mers.

(4°) **Les sciences sous Louis-Philippe.** — Le mouvement scientifique, si brillant depuis la Révolution, ne se ralentit pas sous le règne de Louis-Philippe. Des perfectionnements considérables furent apportés aux *machines à vapeur*, et rendirent leur emploi de plus en plus fréquent : d'un côté, elles furent utilisées par l'industrie; dans d'immenses usines, elles donnèrent le mouvement à de nombreuses machines et abaissèrent considérablement le *prix de revient*. D'un autre côté, elles furent adaptées au service des transports, traînèrent de longs convois de marchandises et de voyageurs, et *multiplièrent les échanges* au delà de toutes les proportions qu'on aurait pu rêver auparavant.

Les *machines à vapeur industrielles* sont d'origine anglaise. A dire vrai, c'est un Français, *Denis Papin*, qui à la fin du XVIIe siècle a trouvé le principe et fait comprendre la puissance de la vapeur ; mais ce sont des Anglais qui au XVIIIe siècle en ont trouvé les applications pratiques. Un petit constructeur d'instruments de mathémathiques, **James Watt**, de Glasgow, commença en 1763 à perfectionner les travaux qui avaient été faits jusqu'alors : il avait vingt-sept ans. Vingt ans plus tard, il avait achevé ses grandes inventions, et trouvé la *machine à double effet*. A partir de ce moment, on n'a plus rien changé aux principes fondamentaux de la machine à vapeur ; mais on l'a modifiée de mille façons pour l'adapter aux besoins si divers de l'industrie, et elle est employée aujourd'hui dans tous les ateliers. C'est elle qui meut les ingénieux *métiers* pour le tissage mécanique, qui sert au *battage* des moissons, qui anime les étonnantes *machines-outils*, les *marteaux à vapeur*, etc.

De bonne heure aussi on a songé à construire des *voitures à vapeur*. Ce fut un ingénieur français, **Cugnot**, qui le premier approcha de la solution du problème : il construisit un *fardier à vapeur* qui en 1770 fit 5 kilomètres en une heure, en traînant un poids considérable ; son instrument est conservé à Paris, au Conservatoire des arts et métiers.

Le second pas fut franchi par un autre ingénieur français, **Marc Séguin**, qui inventa en 1828 la *chaudière tubulaire ;* l'année suivante, la première *locomotive* pratique, employant la chaudière de Séguin,

fut construite par **Stephenson**, devenu de simple ouvrier mineur un des plus habiles ingénieurs de l'Angleterre; sa machine s'appelait *la Fusée*, en anglais *the Rocket*. Dès lors, la question était définitivement résolue. La locomotive, attelée à une longue série de wagons, et circulant sur des *chemins à ornières* ou *chemins de fer*, usités d'abord dans les mines, put marcher dès le début à une vitesse moyenne de 16 kilomètres à l'heure. Ce résultat paraissait alors tenir du prodige.

A côté de ces grandes inventions, beaucoup d'autres découvertes augmentèrent les commodités ou l'agrément de la vie : la *télégraphie électrique*, à la suite des beaux travaux du Danois **Œrsted** et du Français **Ampère**, fut perfectionnée et commença à entrer dans la pratique; la plus ancienne ligne télégraphique française, celle de Paris à Rouen, fut établie en 1844. — La *photographie* fut inventée par Niepce et Daguerre. — La *galvanoplastie* fut, en 1841, appliquée aux métaux par Ruolz, etc.

(5°) **Conséquences sociales des progrès scientifiques**. — Les découvertes des savants avaient, vers le milieu du XIXe siècle, changé complètement les conditions économiques des sociétés humaines : elles devaient donc entraîner forcément une modification analogue dans les **conditions sociales**.

D'abord, on assista à la naissance et à la diffusion dans le peuple de la richesse mobilière. Les Compagnies de chemins de fer et les autres grandes sociétés industrielles émirent des **actions** ou parts de propriété, et des **obligations** ou titres d'emprunt, dont un grand nombre furent achetées par la très petite bourgeoisie, ou même par de petits artisans économes. Les bénéfices de la grande industrie arrivèrent ainsi, sous forme de *dividendes* ou d'*intérêts*, jusque dans les mains du peuple.

Il faut remarquer aussi que *les rapports des ouvriers et des patrons* furent complètement modifiés par l'invention des machines à vapeur, par la multiplication des machines industrielles, et par le principe de la *division du travail*, qui en a été une conséquence nécessaire.

Ce principe de la division du travail, en vertu duquel un ouvrier ne produit plus jamais une œuvre complète, mais seulement une petite fraction, toujours la même, d'une œuvre à laquelle concourent

beaucoup d'autres ouvriers, a amené la création d'immenses **usines**, dans lesquelles vivent de véritables armées de travailleurs. Jadis, il y avait en France d'innombrables petits ateliers, où le patron et les trois ou quatre ouvriers qu'il employait vivaient d'une vie commune et presque en famille. On eut maintenant de gigantesques manufactures, où l'individu est comme submergé, où il n'y a plus de rapports constants, directs, étroits, entre l'*employeur* et les *employés*. L'entente par suite devint beaucoup plus difficile entre les capitalistes et les travailleurs.

En même temps, la *liberté de la concurrence*, résultant de la suppression des corporations de l'ancien régime, et l'*accroissement de la production* résultant de l'introduction des machines, déterminaient la baisse du prix des produits, par suite la diminution des salaires ou même de longs et terribles chômages. Les ouvriers éprouvèrent des souffrances matérielles qu'ils ne connaissaient pas jadis : c'était une forme nouvelle du **paupérisme**.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Qu'a fait Lavoisier ? — 2. Que savez-vous sur sa vie ? — 3. Comment mourut-il ? — 4. Quelles furent les découvertes scientifiques sous la Révolution ? — 5. Que savez-vous sur le système Chappe ? — 6. Sur l'aérostation militaire ? — (**2**) 7. Quel fut le mouvement scientifique sous l'Empire ? — 8. Quels furent alors les principaux savants ? — 9. Que savez-vous sur Cuvier ? — (**3**) 10. Quels furent les grands savants de la Restauration ? — 11. Que fit Chevreul ? — 12. Racontez le perfectionnement des phares. — 13. L'invention de l'éclairage au gaz. — 14. Que fit le marquis de Jouffroy ? — 15. Que fit Fulton ? — (**4**) 16. Quel fut le caractère du mouvement scientifique sous Louis-Philippe ? — 17. Comment fut inventée la machine à vapeur ? — 18. Quelles ont été ses applications ? — 19. Qui a fait la première voiture à vapeur ? — 20. Qu'a inventé Séguin ? — 21. Qu'a fait Stephenson ? — 22. Énumérez les autres inventions de l'époque. — (**5**) 23. Comment fut créée la richesse mobilière ? — 24. Comment furent changées les relations des ouvriers et des patrons ? — 25. Quelles furent les causes nouvelles du paupérisme ?

Devoirs. — **1.** *La découverte de la vapeur et ses applications.* — **2.** *La lutte de l'école romantique et de l'école classique en peinture.* — **3.** *Les origines étrangères du romantisme en littérature.* — **4.** *David, son école et son influence.* — **5.** *Le mouvement scientifique au temps de la Révolution et de l'Empire.* — **6.** *Exposez les grandes découvertes scientifiques du temps de la Restauration et de Louis-Philippe, et montrez quelles ont été leurs conséquences économiques et sociales.*

Lectures. — *Histoire de la Littérature française sous l'Empire*, par MERLET. — Il faudrait lire des *Morceaux choisis* de nos grands écrivains, Chateaubriand, Lamartine, Victor Hugo, Michelet. — *Histoire de la Civilisation contemporaine en France*,

par RAMBAUD (l. I, chap. XI; l. II, chap. XIX, XXII, XXIII). — *Mélanges historiques et littéraires*, par VILLEMAIN. — *Précis d'histoire de l'Art*, par BAYET, livre IV, chap. III (ouvrage orné de gravures). — *Histoire générale des Beaux-Arts*, par PEYRE, livre III, chap. I (p. 693-709), chap. IV (p. 729-750); c'est un ouvrage à la fois savant et facile à lire, avec des gravures qui expliquent le texte. — *Histoire de l'Industrie*, par MAIGNE, livre d'une lecture agréable, et précieux par les gravures explicatives dont le texte est accompagné.

TROISIÈME TRIMESTRE

IVᵒ LA FRANCE CONTEMPORAINE

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE DE 1848 A 1870

NOTIONS GÉNÉRALES

La Révolution de 1848 a secoué la France beaucoup plus profondément que ne l'avait fait la Révolution de 1830. Dans l'ordre politique, elle a fait disparaître la royauté en même temps que le roi, et abouti à l'établissement de la République. Elle a fait disparaître aussi pour toujours le suffrage restreint et établi le suffrage universel.

Le progrès ainsi accompli était énorme; mais il ne suffit pas à un certain nombre de républicains : les réformateurs les plus ardents voulurent transformer la société en même temps que le gouvernement, et mettre en pratique leurs théories sociales les plus audacieuses.

Mais ils effrayèrent la majorité de la nation. Comme le Président élu de la République, le prince Louis-Napoléon Bonaparte, était un ambitieux, il profita de ces circonstances pour se rendre maître de la France par le coup d'État du 2 décembre 1851; l'année suivante, il remplaça ouvertement la République par le second Empire. De nouveau, la France fut soumise au pouvoir personnel.

Le second Empire a ressemblé beaucoup au premier : ils sont tous deux sortis d'un coup d'État militaire (le 2 décembre rappelle le 18 brumaire); ils ont tous deux donné à un seul homme le gouvernement absolu du pays; ils ont tous deux assuré à la France quelques années d'une prospérité trop vite

écoulée; enfin, ils se sont tous deux terminés par d'effroyables défaites, par l'invasion, par le démembrement de la patrie, par le paiement d'une énorme rançon.

Que conclure de ce rapprochement? C'est qu'une nation qui renonce à sa liberté s'expose à de terribles réveils. Régler ses affaires soi-même, c'est encore ce qu'il y a de plus sûr, pour les nations comme pour les individus.

Leçon I. — **La Révolution de 1848.**

Résumé. — 1. Le gouvernement de Louis-Philippe avait eu le tort de repousser obstinément toutes les demandes de réforme électorale. C'est ainsi qu'il provoqua contre lui la Révolution de février 1848.

2. La Révolution du 24 février fut suivie de la proclamation de la République, et de l'installation d'un Gouvernement provisoire. Le suffrage universel fut institué.

3. Une Assemblée constituante, réunie en mai 1848, eut à maintenir l'ordre; elle vainquit la terrible insurrection de juin 1848.

4. Le général Cavaignac devint alors le chef du pouvoir exécutif. C'est sous son gouvernement que la Constituante donna à la France une Constitution républicaine (novembre 1848).

5. Mais le Président de la République, le prince Louis-Napoléon, entraîné par son ambition, se mit en opposition avec la Constituante.

6. Lorsqu'une Assemblée législative remplaça la Constituante, en mai 1849, le Président ne s'entendit pas mieux avec elle; le conflit entre le Président et la Législative éclata ouvertement en janvier 1851, et remplit toute l'année.

Récit. — (1°) **Révolution de février 1848.** — Louis-Philippe régnait depuis dix-huit ans ; son gouvernement avait toujours eu le souci des *intérêts matériels* du pays, et pratiqué consciencieusement la Charte ; mais jamais il n'avait consenti à étendre les libertés qu'elle accordait au pays. Il ne songeait qu'à satisfaire le **pays légal**, c'est-à-dire les 200,000 Français qui seuls étaient électeurs, parce que seuls ils étaient riches ; et il ne se préoccupait pas de ce que pensait ou de ce que désirait l'immense majorité des citoyens auxquels la médiocrité de leur fortune ou leur pauvreté enlevait le droit de suffrage.

Aussi, les **classes populaires** étaient-elles très mécontentes.

Elles souffraient de *crises industrielles* très fréquentes, et elles étaient travaillées par la propagande active des *doctrines socialistes*, qui prêchaient le renversement de la société telle qu'elle était organisée. Ce malaise universel se traduisait par une demande de **réforme électorale**; mais le ministre Guizot, qui était au pouvoir depuis 1840, refusait de rien accorder.

Les demandes du peuple étaient cependant modestes : on voulait que le cens fût abaissé, et le nombre des électeurs par suite augmenté; on demandait aussi l'*adjonction des capacités*, c'est-à-dire l'admission au droit électoral des citoyens qui avaient reçu une assez bonne instruction pour comprendre les intérêts du pays. Déjà même beaucoup d'ouvriers, inspirés par l'avocat Ledru-Rollin, réclamaient le **suffrage universel**.

Toujours battue à la Chambre, l'opposition commença à s'adresser au pays. Dans beaucoup de villes, on célébra des *banquets réformistes*, dans lesquels, au dessert, on demandait la réforme électorale en attaquant la politique ministérielle.

Après avoir longtemps toléré cette *campagne de banquets*, Guizot voulut l'empêcher, et il interdit un banquet qui devait avoir lieu le 22 février, dans le XII[e] arrondissement de Paris. Ce fut le point de départ de la Révolution de 1848.

Le 22 février, à la nouvelle de l'interdiction du banquet, une certaine agitation se produisit dans les rues; elle ne fut pas réprimée par la garde nationale, qui n'était pas fâchée de « donner une leçon au pouvoir », comme on disait alors, et qui cria même : « A bas Guizot ! » Aussi, le lendemain 23, quelques barricades furent construites. Louis-Philippe, consterné par la défection de la garde nationale, se résigna à céder. Guizot donna sa démission, et un nouveau ministre, **Molé**, annonça des réformes. Instantanément, Paris illumina ; tout semblait fini.

Mais tout à coup, un incident lugubre remit tout en question. Sur le boulevard des Capucines, un inconnu tira un coup de feu sur un bataillon; les soldats, spontanément, répondirent par une décharge sur la foule, il y eut des morts et des blessés, et pour venger les victimes la révolte reprit avec une gravité toute nouvelle.

Cette fois, aucune concession ne put l'apaiser. L'opposition constitutionnelle, qui avait provoqué cette agitation, se trouvait maintenant débordée, et laissait au parti républicain la direction du mouvement. La garde nationale abandonnait le gouvernement, l'armée le défendait à peine; *Louis-Philippe abdiqua* en faveur de son petit-fils, le comte de Paris (24 février).

Mais cette abdication ne suffisait plus maintenant aux exigences de la foule. Aux cris de « Vive la République ! » le vieux roi dut se sauver à Dreux pour gagner de là le Havre et l'Angleterre.

Le gouvernement de la *bourgeoisie* et du *suffrage restreint* avait cessé d'exister.

(2°) La seconde République. Le gouvernement provisoire. — Après le départ de Louis-Philippe, la *duchesse d'Orléans*, accompagnée de ses deux jeunes enfants, le *comte de Paris* et le duc de Chartres, se rendit à la Chambre des députés pour tâcher de conserver la couronne à son fils aîné. Mais la salle fut envahie par la multitude armée, la duchesse et les princes se tirèrent avec peine de la bagarre, et on proclama un **gouvernement provisoire**, formé de Dupont de l'Eure, Arago, Lamartine, Ledru-Rollin, Crémieux, Garnier-Pagès et Marie.

Tandis que la foule saccageait les Tuileries et le Palais-Royal et brûlait en grande cérémonie le trône sur la place de la Bastille, au pied de la colonne élevée en l'honneur de la Révolution de 1830, les membres du gouvernement provisoire se rendirent à l'Hôtel de ville pour y prendre possession du pouvoir. Mais là, une autre liste de quatre noms, Louis Blanc, Flocon, Marrast et l'ouvrier Albert, avait été acclamée par le peuple, qui remplissait les salles de cet édifice. Les deux groupes se rencontrèrent, s'associèrent et par leur union formèrent le gouvernement provisoire qui devait régir le pays en attendant la réunion d'une Assemblée constituante, chargée de donner à la France un gouvernement légal et régulier.

Le gouvernement provisoire commença par **proclamer la République**, sauf ratification par le peuple. Il établit ensuite le **suffrage universel** : il convoqua une *Assemblée nationale constituante*, qui devait être élue par tous les citoyens français, quelle que fût leur fortune, et se réunir au commencement de mai.

Le gouvernement provisoire devait gouverner la France en attendant la réunion de l'Assemblée nationale ; il eut à surmonter les difficultés les plus graves. En effet, parmi les vainqueurs de février, beaucoup demandaient qu'au *changement politique* on ajoutât une *réforme sociale :* ils voulaient que l'État réglât les salaires des ouvriers, ou même qu'on partageât toutes les propriétés entre tous les citoyens. Ces demandes effrayèrent bientôt les propriétaires ; les

ateliers se fermèrent, et une effroyable *crise industrielle* réduisit les ouvriers à la misère.

Dans cette inquiétante situation, les membres du gouvernement déployèrent une énergie admirable pour modérer les passions populaires ; Lamartine surtout conquit justement par sa généreuse éloquence une immense popularité. Assailli par une foule exaltée qui lui présentait un *drapeau rouge*, il la contint par la seule force de sa parole : « Ce drapeau rouge, dit-il, n'a jamais fait que le tour du Champ-de-Mars, traîné dans la boue et dans le sang du peuple, en 1791, et le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie. Je repousserai jusqu'à la mort ce drapeau de sang... » Et la foule, applaudissant à ce magnifique langage, fit disparaître elle-même le drapeau rouge.

Pour assurer l'ordre jusqu'à la réunion de la Constituante, on créa à Paris 24 bataillons de *garde mobile ;* on créa aussi des **ateliers nationaux** où tout ouvrier sans travail pouvait se présenter : il était employé à des travaux de terrassement, et recevrait 2 francs par jour.

(3°) **La Constituante. L'insurrection de juin.** — Enfin, l'Assemblée nationale constituante se réunit le 4 mai 1848 : *c'est la première Assemblée qui ait été élue au suffrage universel ;* ses 900 membres appartenaient en grande majorité à l'opinion républicaine modérée. Sa tâche était de rédiger une Constitution; pendant les premiers mois, ses travaux furent troublés par les violences des agitateurs.

Une première fois, **le 15 mai**, elle fut envahie par les socialistes révolutionnaires, Blanqui, Barbès, etc. Mais la garde nationale réussit à les expulser et à rétablir l'ordre.

Un mois plus tard, l'attaque fut renouvelée et se produisit cette fois avec infiniment plus de gravité : ce fut la terrible **insurrection de juin.**

La Constituante avait décidé la fermeture des *ateliers nationaux* de Paris, qui coûtaient près de 200000 francs par jour à l'État et réunissaient plus de 100000 ouvriers ne se livrant qu'à des travaux illusoires ; on avait résolu d'envoyer ces ouvriers dans les départements où de grands travaux publics avaient été décrétés. Mais ceux-ci refusèrent cet arrangement, et aussitôt, *le* 23 *juin*, une insurrection formidable éclata dans toute la classe ouvrière : la misère, les illusions déçues, le désespoir, tout se réunit pour déchaîner les passions les plus sauvages.

La bataille dura dans les rues de Paris, avec un acharnement inouï, pendant quatre jours, du 23 juin au matin jusqu'au 26 au soir. Le 25,

la résistance des insurgés se concentra dans les quartiers du Panthéon et du faubourg Saint-Antoine. Au Panthéon, le général de **Bréa**, après avoir enlevé la plupart des barricades, espéra terminer la lutte sans nouvelle effusion de sang et s'avança sans défense au milieu des insurgés pour parlementer : il fut pris par eux, abreuvé d'outrages et fusillé avec son aide de camp.

Le *faubourg Saint-Antoine*, entouré d'énormes barricades de pavés qui montaient plus haut que le premier étage des maisons, restait comme la dernière citadelle de l'insurrection. Plusieurs généraux, Duvivier, Négrier, etc., avaient été mortellement blessés ou tués en l'attaquant. Pour prévenir un massacre, l'archevêque de Paris, **Affre**, voulut s'avancer entre les combattants, apportant des paroles de paix ; il fut tué, et le faubourg fut emporté le lendemain matin. Plus de 3000 victimes avaient succombé.

La Commission exécutive, impuissante dans ces terribles conjonctures, avait donné sa démission. L'Assemblée confia la dictature au général **Cavaignac**, qui eut, pour écraser l'insurrection, 41000 hommes de troupes et des gardes nationales venues des départements voisins. Après la victoire, l'Assemblée décida « qu'il avait bien mérité de la patrie ».

(4°) **Gouvernement de Cavaignac. Constitution de 1848.** — Ces *journées de juin* furent mortelles à l'avenir de la seconde République. Un très grand nombre de citoyens, qui hésitaient encore entre la forme monarchique et la forme républicaine, furent persuadés que la République était inconciliable avec la tranquillité publique, et ils attendirent dorénavant « *un sauveur* », un homme entre les mains duquel ils renonceraient à leur liberté, dans l'espérance qu'il leur assurerait en échange la sécurité.

L'Assemblée constituante maintint à la tête du gouvernement le général Cavaignac : c'était un esprit modéré, mais un républicain sincère. Elle supprima beaucoup de journaux, fit transporter en Algérie 4000 prisonniers faits pendant les journées de juin, et, pour mettre un terme à l'état révolutionnaire, se hâta de terminer et de mettre en vigueur la Constitution. C'est le 4 novembre que la Constitution fut publiée.

La **Constitution de 1848** proclamait d'abord les principes généraux de 1789 ; elle garantissait à nouveau le droit de propriété, abolissait la peine de mort en matière politique, établissait expressément le **suffrage universel** : tout Français était électeur à 21 ans, éligible à 25.

Le *pouvoir législatif* était confié à une Assemblée unique de 750 membres, élue pour trois ans, et ne pouvant pas être dissoute ; elle élisait elle-même un conseil d'État chargé de préparer les projets de loi.

Le *pouvoir exécutif* devait être exercé par un Président de la République élu pour quatre ans par le suffrage universel, et non rééligible. Un représentant du peuple, *Jules Grévy*, craignant que ce Président de la République ne voulût opprimer l'Assemblée législative, avait proposé de le remplacer par un simple président du conseil des ministres, nommé par l'Assemblée, et toujours révocable par elle. Mais cet *amendement Grévy* ne fut pas adopté.

(5°) **Louis-Napoléon président de la République.** — L'élection présidentielle était fixée au 10 décembre de la même année. Dès ce moment, elle devint l'unique préoccupation de l'opinion publique.

Il n'y eut que deux candidats sérieusement en présence : *Cavaignac*, appartenant sincèrement à l'opinion républicaine modérée, et le prince *Louis-Napoléon*, connu pour ses tentatives bonapartistes avortées. Il s'était évadé en 1846 de sa prison de Ham, et la Révolution de 1848 lui avait rouvert les portes de la France ; il se donnait pour un républicain, et même pour un réformateur presque socialiste.

Cavaignac n'eut que 1448000 suffrages ; Louis-Napoléon fut élu par 5434000 voix. Le nouveau Président jura solennellement « *de rester fidèle à la République et de défendre la Constitution* ». Cependant ses vues d'ambition personnelle le mirent bientôt en opposition avec l'Assemblée constituante, qui était sincèrement républicaine.

Le dissentiment entre le Président et l'Assemblée éclata à propos de la *question romaine:* les Romains avaient chassé le pape Pie IX, et établi chez eux la République. Le Président envoya en Italie une armée pour rétablir le pape ; et la Constituante ne put l'empêcher, bien qu'elle fût favorable à la République romaine.

(6°) **Le Président et la Législative.** — La Constituante se sépara le 27 mai 1849 ; elle fut aussitôt remplacée par l'*Assemblée législative*, qui était animée d'un esprit tout autre. En effet, les républicains n'y étaient plus qu'une minorité de 200 membres ; la majorité était formée de plus de 500 monarchistes ; elle comprenait, il est vrai, des *légitimistes*, des *orléanistes* et des *bonapartistes* qui se détestaient les uns

les autres : ils s'accordèrent du moins tout d'abord pour adopter une série de mesures propres à ébranler la République.

Ainsi, l'Assemblée diminua la *liberté de la presse;* elle vota la *loi Falloux* (mars 1850) qui enlevait à l'État le monopole de l'enseignement secondaire et primaire et permettait ainsi aux congrégations religieuses d'ouvrir des écoles; surtout, par la *loi du* 31 *mai* 1850, elle mutila le suffrage universel et raya des listes électorales près de 3 millions d'ouvriers et d'artisans.

La Législative s'étant ainsi rendue très impopulaire, le Président jugea le moment venu d'*exploiter à son profit cette impopularité :* il se sépara donc de l'Assemblée, avec laquelle il avait été jusqu'alors en harmonie. Tous deux, ils étaient ennemis de la République : mais, tandis que la Législative travaillait au *rétablissement de la royauté*, Louis-Napoléon au contraire voulait se maintenir au pouvoir et travaillait pour lui-même.

Il répandait de son mieux dans le pays ce qu'il appelait les *idées napoléoniennes;* il entreprenait à travers les départements des voyages où il suscitait l'enthousiasme populaire, et réveillait les souvenirs de son glorieux oncle, l'empereur Napoléon. — Enfin, en janvier 1851, *il destitua le général Changarnier*, qui commandait en chef l'armée de Paris, et qui était royaliste comme la majorité de la Chambre.

Cet acte provoqua une rupture ouverte entre la Législative, qui regardait Changarnier comme son homme, et le Président de la République. Ce dernier médita dès lors *un coup de force contre l'Assemblée*, et il passa toute l'année 1851 à le préparer.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quel progrès fut accompli en 1848 ? — 2. Pourquoi la République de 1848 n'a-t-elle pas duré ? — (1) 3. Pourquoi le gouvernement de Louis-Philippe n'a-t-il pas duré ? — 4. Que demandait le peuple avant 1848 ? — 5. Qu'appelle-t-on la campagne des banquets ? — 6. Que se passa-t-il le 22 février ? — 7. Comment s'acheva la Révolution ? — (2) 8. Comment fut formé le gouvernement provisoire ? — 9. Quels furent ses premiers actes ? — 10. Quels étaient ses embarras ? — 11. Que fit Lamartine ? — 12. Qu'est-ce que les ateliers nationaux ? — (3) 13. Comment était composée la Constituante ? — 14. Quelles attaques furent dirigées contre elle ? — 15. Quelle fut la cause des journées de Juin ? — 16. Racontez cette insurrection. — (4) 17. Quelles furent ses consé-

quences ? — 18. Comment gouverna Cavaignac ? — 19. Exposez la Constitution de 1848. — 20. Qu'est-ce que l'amendement Grévy ? — (5) 21. Racontez l'élection présidentielle. — 22. Comment Louis-Napoléon gouverna-t-il d'abord ? — (6) 23. Comment était composée la Législative ? — 24. Que fit-elle ? — 25. Comment le Président rompit-il avec elle ? — 26. Quelles devaient être les suites de cette rupture ?

LEÇON II. — **Le Deux-Décembre.** **Le second Empire (histoire intérieure).**

Résumé. — 1. Par le coup d'État du 2 décembre 1851, le Président de la République, Louis-Napoléon, se débarrassa de l'Assemblée législative élue par le peuple, et s'empara d'une véritable dictature présidentielle.

2. Cette période de dictature, déguisée sous le nom de Présidence décennale, remplit l'année 1852. A la fin de l'année, un plébiscite restaura la monarchie impériale en faveur de Napoléon III (2 décembre 1852).

3. La Constitution de 1852 donnait à Napoléon III un pouvoir aussi absolu qu'avait été celui de Napoléon Ier. Ce despotisme a subsisté sans modifications jusqu'en 1860.

4. Napoléon III donna au peuple des satisfactions matérielles, l'encouragea au luxe, ouvrit beaucoup de chantiers aux ouvriers.

5. En 1860 se termina la première période de l'Empire. Napoléon III se décida alors à faire quelques concessions libérales.

6. Diverses réformes se succédèrent ensuite de 1860 à 1869 ; elles ne désarmèrent pas l'opinion publique parce qu'elles étaient insuffisantes.

RÉCIT. — (1°) **Le Deux-Décembre.** — La destitution du général Changarnier par le prince Louis-Napoléon, Président de la République, en janvier 1851, avait été l'équivalent d'une *déclaration de guerre* entre lui et l'Assemblée nationale législative. Tout le monde dorénavant s'attendit à une rupture, à un coup de force, et l'année 1851 se passa tout entière dans l'attente de ce grand événement. Mais tandis que l'Assemblée commettait maladresses sur maladresses, et exaspérait contre elle-même l'opinion de la foule démocratique, le Président au contraire la ménageait, la flattait, et avec une habileté consommée et patiente mettait toutes les chances de son côté.

Il continua ses voyages dans les départements, pour réveiller dans les foules les *sympathies napoléoniennes ;* il travailla l'esprit de l'armée, dont il s'assura la fidélité. Il remania le ministère jusqu'à ce qu'il en eût fait sortir tous ceux sur lesquels il ne pouvait compter, et les remplaça par des ministres dévoués à sa personne : en particulier, il appela au ministère de la guerre *le général de Saint-Arnaud*, qu'il avait fait venir tout exprès d'Algérie. Parmi ses conseillers civils, les principaux étaient MM. *de Morny* et *de Maupas*.

Pendant que l'orage se préparait, la Législative ne faisait que des fautes. Elle rejeta la *proposition des questeurs*, qui voulaient mettre à sa disposition une force militaire pour qu'elle pût au besoin se défendre. Elle rejeta surtout une proposition d'abrogation de la *loi du* 31 *mai*, par laquelle elle avait mutilé le suffrage universel, et ainsi elle laissa au président le rôle de défenseur de la souveraineté nationale.

Le Président engagea l'action décisive contre l'Assemblée dans la nuit du 1 au 2 *décembre* 1851, date anniversaire de la bataille d'Austerlitz. Le matin du 2 décembre, en se réveillant, les Parisiens virent avec étonnement la capitale occupée militairement : des troupes étaient campées sur les grandes places, où elles avaient allumé des feux de bivouac ; des colonnes sillonnaient les rues, des postes étaient placés aux carrefours. Au coin des rues, des affiches apprenaient à la foule les grands événements qui venaient de s'accomplir : *seize représentants du peuple* avaient été arrêtés chez eux, par des commissaires de police qui étaient venus les saisir dans leur lit, et parmi eux Changarnier, Lamoricière, Cavaignac, Thiers, etc. L'*Assemblée nationale* était dissoute, la loi du 31 mai abrogée, les électeurs convoqués pour donner leur avis sur les bases d'une constitution analogue à celle de l'an VIII.

Deux cent vingt membres de l'Assemblée nationale se réunirent pour protester contre cette audacieuse violation de la Constitution : ils furent arrêtés par la troupe et conduits prisonniers à la caserne du quai d'Orsay entre deux haies de soldats. Quelques résistances se produisirent ensuite en faveur de la légalité, à Paris et dans les départements ; elles furent partout écrasées. A Paris, le député **Baudin** et quelques-uns de ses collègues tentèrent le 3 décembre de provoquer le peuple à la lutte armée ; mais les ouvriers étaient excités contre la bourgeoisie libérale par le souvenir des Journées de Juin, et se défiaient des tendances monarchistes de la Législative : « Nous n'avons pas envie de nous sacrifier pour vos 25 francs, » dit l'un d'eux, faisant allusion à l'indemnité quotidienne que touchaient les députés. « Vous

allez voir comme on meurt pour 25 francs, » lui répondit Baudin indigné, et il monta sur une barricade où il s'exposa aux balles, les bras croisés ; il fut tué. Le 4 décembre, les boulevards de Paris furent ensanglantés par une fusillade meurtrière ; plus de 2000 arrestations furent opérées et suivies de déportations. Dans la soirée du 4, la victoire restait à la force armée. Les résultats furent les mêmes dans les départements, dans la Nièvre, l'Allier, la Drôme, le Var, l'Hérault, le Gard, etc.

Le plébiscite du 20-21 décembre, voté au milieu de ces circonstances, décernait au prince Louis-Napoléon la **Présidence décennale** de la République et il lui déléguait les pouvoirs nécessaires pour rédiger lui-même une constitution nouvelle. En réalité, la France, dans son désir de la stabilité, renonçait une fois encore à ses libertés politiques pour sauver l'ordre social qu'elle croyait en danger.

(2°) **La dictature présidentielle du prince Napoléon.** — C'est ainsi que finit en réalité la seconde République. Pendant un an encore elle survécut de nom ; mais ce n'était qu'une vaine apparence qui ne trompait personne. Louis-Napoléon exerçait dès lors le pouvoir souverain, le titre seul d'empereur lui manquait.

Il garda pendant quatre mois (2 décembre 1851-28 mars 1852) le pouvoir dictatorial qu'il s'était fait conférer après le coup d'État, et il en profita pour organiser à lui seul le régime nouveau. Le 14 janvier 1852, il donna à la France une constitution nouvelle, qui devait devenir quelques mois plus tard la *Constitution impériale ;* elle lui conférait un pouvoir absolu, tout en maintenant les formes du gouvernement parlementaire.

Cette période de dictature fut utilisée aussi par le Président pour la consolidation du nouvel ordre des choses, et pour la *suppression de ses adversaires*. Le 9 janvier, 66 représentants du peuple furent expulsés indéfiniment du territoire français, entre autres **Victor Hugo**, Laboulaye, Raspail, Esquiros, etc. ; quelques autres furent désignés pour être transportés à *Cayenne ;* le général *Cavaignac* resta quelque temps prisonnier au fort de Ham. Des **commissions mixtes**, composées de juges civils et d'officiers, avaient été instituées pour condamner les défenseurs de l'ancienne légalité ; en février 1852, on mit en route un premier convoi de 480 condamnés politiques à la déportation ; beaucoup d'autres suivirent. Dix mille prisonniers furent déportés en Algérie, plusieurs centaines d'autres à la Guyane, et les privations, le climat, la fièvre jaune en firent périr un grand nombre. Les défen-

seurs du coup d'État avouent que plus de 25 000 citoyens furent emprisonnés ; ses adversaires prétendent qu'il faudrait porter ce chiffre à 100 000.

Un grand nombre de journaux furent supprimés ; ceux qui continuèrent à paraître furent étroitement surveillés, et on les obligea à garder sur beaucoup de choses un silence absolu.

La Présidence décennale n'était qu'une transition pour arriver au rétablissement de l'Empire. Louis-Napoléon prépara l'opinion publique par des voyages dans les départements, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, où il prononça la phrase fameuse : « *L'Empire, c'est la paix.* » A la suite d'un nouveau plébiscite qui eut lieu le 21 et le 22 novembre, le 2 décembre 1852, juste un an après le coup d'État, Louis Bonaparte fut proclamé empereur sous le nom de Napoléon III. Il avait une liste civile de 25 millions, une maison impériale, une *cour* où reparurent les grands dignitaires de l'Empire, etc.

(3°) **Établissement du second Empire.** — Le second Empire a gouverné la France de 1852 à 1870 : son histoire se divise en deux grandes périodes : de 1852 à 1860, Napoléon III a gouverné *en despote;* à partir de 1860, il a fait à l'opinion publique quelques *concessions libérales.*

La **Constitution de 1852**, rédigée par le prince Louis-Napoléon après le coup d'État, était *calquée sur la Constitution de l'an VIII*, donnée par Bonaparte après le 18 brumaire : comme elle, elle maintenait les formes parlementaires ; mais elle établissait en réalité le despotisme.

Trois Assemblées participaient au pouvoir législatif : le *Conseil d'État* qui préparait les projets de loi, le *Corps législatif* qui les discutait et les votait, le *Sénat* qui les examinait en dernier ressort. Mais en réalité l'empereur seul possédait le pouvoir législatif, car seul il pouvait *proposer des projets de loi ;* en outre, il nommait lui-même les conseillers d'État et les sénateurs, et il faisait nommer les députés au moyen de la *candidature officielle.* Il avait maintenu en effet le suffrage universel ; seulement, quand on devait renouveler le Corps législatif, il désignait des *candidats officiels* qu'il faisait énergiquement soutenir par les préfets, et auxquels les électeurs, intimidés ou séduits, donnaient leurs suffrages. Napoléon III, choisissant ainsi lui-même ceux qui devaient le contrôler, possédait en fait la plénitude du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif.

La famille du nouvel empereur se composait en 1852 de son

oncle le *roi Jérôme*, le dernier frère survivant de Napoléon Ier, père du prince Napoléon et de la princesse Mathilde. Quelques semaines après son avènement, Napoléon III épousa une jeune Espagnole de condition privée, **Eugénie de Montijo**, comtesse de Téba (janvier 1853). De ce mariage naquit au mois de mars 1856 un fils, le *Prince impérial*, dont la destinée devait être une des plus tragiques dont l'histoire offre le spectacle. Cet enfant, qui paraissait à sa naissance promis au premier trône du monde, jeté dans l'exil par la catastrophe de 1870, après avoir revêtu l'uniforme anglais, est allé périr à 23 ans, en 1879, dans une expédition dans l'Afrique australe, tué par d'obscurs sauvages zoulous.

Mais dans les premières années de l'Empire, personne ne prévoyait encore ces lamentables aventures. Le mariage de l'empereur et la naissance d'un héritier direct du trône semblaient consolider le régime nouveau.

(4°) **Première période du règne (1852-1860)**. — Pendant les premières années de l'Empire, la vie publique parut tout à fait suspendue en France. Il n'y avait *plus de tribune politique*, car on ne publiait pas les discours des députés ou des sénateurs; il n'y avait *plus de journaux* discutant librement les affaires publiques, car ils étaient soumis à une surveillance très étroite, et étaient supprimés sans jugement quand ils déplaisaient au gouvernement. — D'ailleurs, pour faire oublier aux Français la liberté, Napoléon leur cherchait des dédommagements dans le développement des intérêts matériels.

Le développement considérable des **travaux publics** assura du travail aux ouvriers : *Paris fut agrandi* et presque reconstruit par M. Haussmann, préfet de la Seine ; de 1852 à 1857, les six grandes Compagnies de chemins de fer achevèrent leur *premier réseau ;* de grands monuments furent reconstruits ou élevés ; une *Exposition universelle,* la première en France, fut organisée en 1855 avec un grand succès. Malheureusement, le goût des *spéculations à la Bourse* se développa dans la nation; ce fut l'âge d'or des Sociétés financières, le *Crédit Mobilier*, le *Crédit Foncier*, le *Crédit agricole*, etc.

Rien ne peut mieux donner une idée générale des transformations qui alors s'accomplirent dans la France entière, que le tableau des transformations opérées dans Paris.

En 1848, Paris n'avait encore que des rues étroites : les rues Saint-Denis et Saint-Martin, et surtout la rue Rambuteau, percée sous Louis-Philippe, étaient citées comme les plus belles et les plus larges. Les quartiers du centre étaient des dédales de ruelles humides, obscures, enchevêtrées ; bien peu avaient des trottoirs : le ruisseau coulait au milieu ; et pour se garantir des voitures, les passants n'avaient que la ressource de se réfugier contre les murailles des maisons, dans l'encoignure des bornes. Très peu d'égouts : 78 kilomètres seulement pour toute la capitale. Pas d'eau, si ce n'est l'*eau de Seine* apportée à domicile par les porteurs d'eau. L'*éclairage au gaz* avait fait des progrès : on comptait 8 600 lanternes à gaz ; mais il y avait encore 2 600 réverbères à l'huile. On comprend que le choléra de 1832 ait fait tant de victimes.

M. Haussmann, préfet de la Seine de 1853 à 1869. rebâtit en quelque sorte Paris, et y accomplit un progrès immense pour l'œuvre de l'aération et de l'assainissement. De larges boulevards coururent en droite ligne à travers les vieux quartiers éventrés, mais en même temps pénétrés à profusion d'air et de lumière. Des squares, des places, des promenades (*bois de Boulogne*, jardin des *Thermes*, parc des *Buttes-Chaumont*, etc.) se sont ouverts à la population. Des ponts nombreux ont mis en communication les deux rives de la Seine. Les ingénieurs, MM. Belgrand et Alphand, ont amené dans la capitale les eaux pures, fraîches et abondantes de la *Vanne* et de la *Dhuys;* plus de 800 kilomètres d'égouts ont été construits. En 1860, Paris a été étendu jusqu'à la ligne des fortifications, et des quartiers nouveaux créés. La population, de 500 000 âmes en 1848, atteignait 2 millions en 1870, et la mortalité générale avait diminué.

Toutes les grandes villes de province imitaient plus ou moins l'exemple de Paris. Elles ont ainsi obéré leurs finances : « mais elles ont gagné en beauté et en salubrité, au grand avantage des classes populaires encore plus que des classes aisées. »

(5°) **Réformes de 1860.** — Ce n'est pas seulement en rendant meilleures les conditions de la *vie matérielle* que Napoléon III voulut conquérir l'esprit des Français; il se proposa aussi de leur restituer la *gloire militaire* dont ils avaient été sevrés sous le règne de Louis-Philippe. Aussi, dans cette première période de son règne, il entreprit deux grandes guerres, la *Guerre d'Orient* en 1855, et la *Guerre d'Italie* en 1859; on en trouvera le récit dans la Leçon suivante.

La guerre d'Italie avait été très populaire en France; elle y eut un contre-coup inattendu : faite pour assurer la liberté à un peuple étranger, elle fit renaître parmi les Français aussi

le désir de la liberté, et contribua à provoquer le réveil de l'*opinion libérale*.

Les élections de 1857 avaient fait entrer pour la première fois au Corps législatif quelques *députés opposants :* il y en eut **cinq**, Jules Favre, Émile Ollivier, etc., dont l'opposition devint vite populaire. D'autre part, plusieurs complots contre l'empereur inquiétaient le pouvoir ; le plus célèbre fut celui d'*Orsini* (1858).

Orsini était un patriote italien qui voulait d'un seul coup rendre la liberté à l'Italie et à la France, en tuant l'auteur de l'expédition de Rome : il jeta trois bombes sur la voiture de l'empereur au moment où elle arrivait devant l'Opéra. Cet attentat, comme jadis celui de Fieschi, fit de nombreuses victimes, 140, dans la foule des curieux ; mais il n'atteignit pas celui qu'il visait.

La répression fut terrible : un militaire, le général *Espinasse*, fut appelé au ministère de l'intérieur, et la **loi de sûreté générale** punit de châtiments extrêmes les menées contre le gouvernement impérial. Elle autorisa la déportation contre les individus condamnés pour affaires politiques depuis 1848.

En 1860, l'empereur jugea le moment venu de faire des *concessions libérales;* c'est le *décret du 24 novembre* 1860 qui inaugura cette période nouvelle du règne.

Ce décret autorisa les députés et les sénateurs à dire leur avis sur la politique générale dans une *Adresse* annuelle; des *ministres sans portefeuille*, dont le plus habile fut Rouher, furent chargés de défendre devant eux le gouvernement.

La même année, un *traité de commerce* conclu avec l'Angleterre fut le point de départ d'une véritable **révolution économique** : l'ancien *système protecteur*, qui s'inspirait des idées de Colbert, fut remplacé par le *libre-échange*, reposant sur cette théorie, que les diverses nations ont intérêt à échanger librement entre elles leurs produits.

(6°) **Seconde période du règne.** — Par malheur, quand Napoléon III accorda des concessions libérales, il ne le fit pas avec assez de sincérité; il désirait donner à son gouvernement l'*apparence du libéralisme;* mais il ne voulait pas renoncer en réalité au pouvoir absolu. Aussi, ces réformes insuffisantes ne désarmèrent pas l'opposition, elles lui permirent seulement d'attaquer plus fortement le despotisme impérial.

Le résultat des attaques de l'opposition se montra quand, en 1863, des élections générales renouvelèrent le Corps législatif : cette fois,

35 *députés non-officiels* furent élus et parmi eux **Thiers**, qui réclama avec un bon sens éloquent ce qu'il appelait « *les libertés nécessaires* ». Bientôt, dans la majorité même, se forma un *tiers-parti*, composé de députés impérialistes qui réclamaient le rétablissement véritable du régime parlementaire. M. Ollivier, *un des cinq*, se rallia à eux.

L'empereur ne put rétablir son prestige par le succès éclatant d'une nouvelle *Exposition universelle* en 1867 ; il chercha donc à désarmer l'opinion en faisant de nouvelles concessions : il rendit aux Chambres en 1867 le *droit d'interpellation* (c'est-à-dire le droit de demander au gouvernement des explications sur ses actes), et il donna plus de liberté aux journaux.

Mais ces *libertés partielles*, accordées par bribes, ne contentaient pas l'opposition, dont l'audace grandissait chaque jour; des *pamphlets* lus avidement, comme la *Lanterne*, s'attaquaient à la personne même de l'empereur. On imagina d'ouvrir une souscription pour élever un monument *au député Baudin*, victime du 2 décembre : dans le procès fait aux souscripteurs se révéla un jeune orateur, **Léon Gambetta**, qui allait devenir l'adversaire le plus redoutable de l'Empire. Il fut élu député aux *élections de* 1869, qui montrèrent le progrès énorme de l'opposition : elle obtint près de 3 millions de suffrages. Avec Gambetta, un certain nombre d'**irréconciliables** entrèrent au Corps législatif.

Cette fois, Napoléon III se décida à opérer une réforme sérieuse, et à inaugurer l'*empire libéral;* M. Ollivier, décidément rallié à l'Empire, accepta de diriger comme ministre cette tentative (janv. 1870). Un *plébiscite* ratifia les réformes constitutionnelles. Mais au bout de six mois, la *guerre de Prusse* mit un terme au ministère Ollivier.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Comment fut remplie l'année 1851 ? — 2. Que fit le Président ? — 3. Quelles fautes commit l'Assemblée ? — 4. Quand et comment s'opéra le coup d'État ? — 5. Que firent les représentants du peuple ? — 6. Comment finit la résistance à Paris ? — 7. Quel gouvernement établit le plébiscite du 21 décembre ? — (**2**) 8. Comment fut remplie la dictature présidentielle ? — 9. Que devinrent les adversaires du nouveau régime ? — 10. Que devinrent les journaux ? — 11. Comment le Président prépara-t-il le rétablissement de l'Empire ? — (**3**) 12. Comment se divise l'histoire du second Empire ? — 13. Exposez la Constitution de 1852. — 14. Comment se maria Napoléon III ? — 15. Que devint son fils ? — (**4**) 16. Que devint la vie publique en France en 1852 ? — 17. Quel fut le développement économique ? — 18. Quel était l'état de Paris avant 1852 ? — 19. Comment fut-il transformé sous l'Empire ? — (**5**) 20. Pourquoi Napoléon III fit-il des guerres ? — 21. Quel effet produisit en France la guerre d'Italie ? — 22. Racontez

l'attentat d'Orsini ? — 23. Comment fut-il réprimé ? — 24. Quelles réformes politiques furent opérées en 1860 ? — 25. Quelles réformes économiques ? — (6) 26. Pourquoi ces réformes ne réussirent-elles pas ? — 27. Quel fut le résultat des élections de 1863 ? — 28. Quelles concessions nouvelles furent accordées ? — 29. Quel fut le résultat des élections de 1869 ? — 30. Qu'appelle-t-on l'Empire libéral ?

Leçon III. — **Grandes batailles des guerres de Crimée et d'Italie (histoire extérieure de l'Empire).**

Résumé. — 1. Le second Empire a été, comme le premier, une période de guerres continuelles. Au début, il se rapprocha de l'Angleterre.

2. L'entente anglo-française aboutit à la guerre d'Orient, entreprise contre les Russes pour la défense de l'empire ottoman. La victoire de l'Alma (1854) permit aux Anglo-Français de prendre pied en Crimée.

3. Après le long siège de Sébastopol, marqué par plusieurs batailles, le Congrès de Paris termina, en 1856, la guerre d'Orient.

4. La guerre d'Italie, en 1859, eut pour objet la défense du Piémont contre l'Autriche ; elle donna Nice et la Savoie à la France, et aboutit à la création de l'unité italienne.

5. Mais ensuite, des expéditions lointaines, en Syrie, en Chine, en Cochinchine, inquiétèrent la France. La guerre du Mexique (1861-1867), la plus grande faute du règne, coûta inutilement beaucoup de sang et d'argent.

Récit. — (1°) **La politique extérieure de Napoléon III.** — « L'Empire, c'est la paix ! » avait dit à Bordeaux Napoléon, quand il n'était encore que le prince-président. Jamais parole n'a été plus complètement démentie par les faits : à peine l'Empire était-il rétabli que l'on vit aussi recommencer *les grandes guerres européennes,* interrompues depuis 1815. De 1852 à 1870, la France a eu presque constamment des hostilités à soutenir ; le second Empire, qui rappelait si complètement le premier par son organisation intérieure, lui a ressemblé aussi par son histoire extérieure.

Quelles ont été les causes de ces guerres perpétuelles ?

D'abord, assurément, dans une certaine mesure, *la personne même du souverain.* « Quand on porte le nom de Napoléon et qu'on se déclare l'héritier de son système politique, il faut imiter Napoléon. »

Le neveu du grand empereur était naturellement porté à réveiller dans le peuple français les désirs de gloire militaire, à réagir contre la politique pacifique de Louis-Philippe qu'il avait accusé de manquer de dignité nationale.

En second lieu, Napoléon III, esprit nuageux, chimérique, s'imaginait qu'il pouvait refaire l'Europe à l'aide de l'*entente cordiale* avec l'Angleterre : c'était la haine persistante du gouvernement britannique qui avait fini par détruire la puissance de Napoléon Ier; Napoléon III fut donc persuadé que, pour garder la sienne, il devait avant tout rechercher l'alliance anglaise. L'Angleterre *se servit de lui* pour arrêter en Orient le progrès de la Russie; puis *elle l'abandonna* quand elle n'eut plus de services à en obtenir.

Une grave affaire préoccupait en 1852 les divers cabinets : c'était la **question d'Orient**, réveillée par l'ambition russe. Le tzar Nicolas Ier rêvait d'aller à Constantinople. L'occasion lui semblait propice, et en janvier 1853, il offrit à l'Angleterre de partager avec elle l'héritage de l'*homme malade :* c'est le sultan qu'il désignait ainsi. Mais l'Angleterre était obstinément attachée au maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman; elle déclina donc ses offres et chercha au contraire, sur le continent, un allié pour lui barrer la route. Napoléon III accepta avec empressement ses offres d'alliance : c'était le meilleur moyen de consolider sa dynastie en s'unissant étroitement à une des plus vieilles monarchies de l'Europe.

(2°) **La Guerre d'Orient. Bataille de l'Alma.** — L'alliance anglo-française eut pour conséquence la guerre d'Orient. A la fin de 1853, l'armée russe envahit la Turquie ; aussitôt la France et l'Angleterre déclarèrent la guerre au tzar, et les hostilités commencèrent. Elles se firent sur *deux théâtres*.

Dans la Baltique, une armée française emporta la forteresse russe de **Bomarsund**, dans les îles d'Aland (1854).

Dans la mer Noire, une armée anglo-française fut envoyée contre la **Crimée**. Les Anglais avaient à leur tête lord *Raglan*, un général de soixante-six ans, vétéran des guerres contre Napoléon, et qui avait perdu un bras à Waterloo; les Français étaient commandés par *Saint-Arnaud*, jeune encore, brillant soldat des guerres d'Afrique, connu par son rôle décisif au Deux-Décembre.

Les alliés débarquèrent en Crimée le 14 septembre, sur la large plage de sable d'*Eupatoria ;* puis ils se mirent en marche pour aller, plus au sud, attaquer **Sébastopol**, grand arsenal

militaire. Les Russes, commandés par ***Menschikoff***, essayèrent de leur barrer la route par la bataille de l'**Alma.**

Menschikoff établit son armée, forte de 42000 hommes, sur une terrasse rocheuse qui, à gauche, tombait à pic dans la mer par des escarpements d'apparence inaccessible, et dont le front était protégé par un ravin profond, au fond duquel coulait la petite rivière de l'Alma; des ouvrages fortifiés et des redoutes couvraient la position russe. Menschikoff se jugeait *inexpugnable :* à tel point, qu'il avait invité des dames à venir de Sébastopol, en voiture ou à cheval, pour assister à sa victoire comme à une fête; après la bataille sa propre voiture avec cinq dames et des papiers importants vint se faire prendre par les Français.

Saint-Arnaud se chargea d'attaquer la position russe par le point où elle semblait la plus forte, par la falaise de gauche. A 5 heures et demie du matin, le signal de l'attaque fut donné : les *zouaves* du général *Bosquet*, intrépides sous un feu terrible, escaladèrent les rochers à pic en s'accrochant aux arbustes, et parvinrent à hisser avec eux 12 pièces de canon; c'était tellement invraisemblable, que Menschikoff se mit en colère contre son aide de camp qui lui apporta cette nouvelle : il croyait à une mauvaise plaisanterie. Dès 9 heures du matin, la bataille aurait été complètement et brillamment gagnée, si les Anglais avaient attaqué à l'heure dite, à l'aile opposée; mais ils marchèrent si lentement, qu'ils n'apparurent qu'au milieu du jour. Les Russes n'en furent pas moins battus; mais le retard des Anglais leur permit de se retirer en bon ordre (20 sept. 1854).

(3°) **Siège de Sébastopol.** — Les vainqueurs profitèrent de leur victoire pour aller assiéger Sébastopol.

La ville était défendue par un officier russe de grand talent, *Todleben*, ancien élève de l'École polytechnique de France. Ce siège est remarquable par diverses circonstances : d'abord, il se continua pendant tout l'hiver, sous la neige et dans la boue, au milieu de souffrances inouïes que les assiégeants supportèrent avec héroïsme.

Puis, il mit en relief l'estime et la courtoisie sympathique que les Français et les Russes se témoignaient réciproquement. A travers la canonnade formidable et la fusillade perpétuelle du siège, après les sorties inopinées qui en un instant remplissaient de morts les tranchées et le mobile réseau des travaux souterrains, quand de courtes trêves étaient conclues, les soldats des deux armées s'entretenaient amicalement et se comblaient de prévenances.

Enfin, les armées alliées, renforcées vers la fin par une

petite *armée piémontaise*, étaient trop peu nombreuses pour investir la place; elles se trouvaient en quelque sorte placées elles-mêmes entre deux armées russes, celle qui était renfermée dans Sébastopol et l'armée de secours qui tenait la campagne. Les alliés eurent à livrer à cette dernière de formidables batailles, et la vainquirent successivement à *Balaklava*, à *Inkermann*, à *Traktir*.



La Crimée.

Balaklava était un petit port où les Anglais avaient établi leurs magasins; les Russes essayèrent de les enlever le 25 oct. 1854. Leur tentative échoua; mais elle coûta aux Anglais la plus grande partie de leur *cavalerie légère*, que lord Raglan sacrifia dans une charge « impossible à comprendre », et qui est restée célèbre. Lord Cardigan la commandait; en recevant l'ordre insensé de charger sur les batteries russes, il hésita un instant, puis lança son cheval au galop, en s'écriant : « En avant, le dernier des Cardigan! » Les débris de la cavalerie anglaise furent sauvés par une brigade française arrivée à leur secours.

La bataille d'Inkermann, le 5 novembre suivant, fut beaucoup plus importante. Menschikoff avait reçu des renforts qui portaient son armée à 100000 hommes; les alliés n'en avaient que 65000. La nuit du 4 au 5 avait été remplie par une pluie torrentielle; quand elle cessa, un brouillard des plus épais couvrit toute la contrée; tout à

coup, à 6 heures du matin, les Anglais furent attaqués sur le plateau d'Inkermann par des forces nombreuses qu'ils n'avaient pas vu venir. Ils résistèrent vaillamment; mais, après trois heures de lutte, ramenés à vingt pas de leurs tentes, ayant perdu le quart de leur effectif, ils allaient être écrasés, quand le général français *Bourbaki*, arrivant à 9 heures au pas de course avec deux bataillons, arrêta les Russes; d'autres renforts survinrent, et enfin, vers midi, les Russes, refoulés,



Prise de Malakoff, par Yvon.

étaient jetés par-dessus les crêtes du plateau dans le ravin qui en longe la base.

Les deux batailles de Balaklava et d'Inkermann avaient suivi les débuts du siège; celle de Traktir en précéda la fin de quelques jours. Sentant que la chute de Sébastopol était proche, les Russes tentèrent une diversion suprême en attaquant au *pont de Traktir*, sur la Tchernaïa, trois divisions françaises et une division piémontaise; ils furent repoussés avec une perte de 8000 hommes (16 août 1855).

Saint-Arnaud avait été emporté par le choléra quelques jours après la bataille de l'Alma; il avait eu pour successeur **Canrobert**, très brave, très aimé des soldats dont il ménageait le sang, mais n'ayant pas le caractère assez ferme. Aussi fut-il remplacé par **Pélissier** (mai 1855), qui eut l'honneur de terminer le siège.

Après un premier assaut infructueux, les Français s'emparèrent, le 8 septembre 1855, de la *tour Malakoff*, clef des

défenses de Sébastopol, et la ville tomba entre leurs mains. Les généraux *Bosquet* et *de Mac-Mahon* avaient été les héros de l'attaque suprême.

Ce fut la fin de la lutte armée. Nicolas était mort six mois auparavant; son fils Alexandre II, qui lui succéda, consentit à traiter. Un congrès européen s'ouvrit à Paris; la paix y fut signée le 30 mars 1856 : la Russie abandonnait une partie de la Bessarabie et consentait à ne pas relever les fortifications de Sébastopol et à n'avoir plus de vaisseaux de guerre sur la mer Noire.

La guerre d'Orient avait coûté à la France 75 000 de ses enfants et 1 500 millions.

(4°) **La guerre d'Italie.** — Trois ans plus tard, Napoléon III entreprit une nouvelle guerre *contre l'Autriche*, pour assurer aux Italiens leur indépendance nationale.

L'Italie était toujours dans l'état où l'avait mise le Congrès de Vienne en 1815 : deux provinces, la *Lombardie* et la *Vénétie*, appartenaient à l'Autriche, et le reste de la péninsule était morcelé en une demi-douzaine de principautés soumises à l'influence autrichienne et au despotisme de leurs souverains. Un seul État faisait exception, le **Piémont**, ayant un roi constitutionnel, *Victor-Emmanuel II;* le très habile ministre piémontais, *M. de Cavour*, avait réussi à gagner l'alliance de Napoléon III pour une guerre d'émancipation de la péninsule.

L'Autriche provoqua elle-même imprudemment la déclaration de guerre *en envahissant le Piémont* (avril 1859); Napoléon vint aussitôt au secours de son allié.

Dans la première partie de la campagne, en quelques jours, les Français remportèrent les victoires de **Montebello** et de **Palestro**, et réussirent à délivrer le Piémont de l'invasion autrichienne.

Ensuite, l'Autriche fut attaquée dans ses domaines. La glorieuse victoire de **Magenta**, le 4 juin, ouvrit à l'armée française l'entrée de la Lombardie.

La victoire de Magenta fut due surtout à l'obstination héroïque de **Mac-Mahon**, qui fut récompensé par le titre de *duc de Magenta* et par le bâton de maréchal.

Napoléon III, croyant avoir trompé les Autrichiens sur ses mouvements, avait *franchi le Tessin* sur un point où il ne pensait pas avoir

d'ennemi devant lui ; il n'avait avec lui qu'une partie de la garde impériale. Tout à coup, près du village de Magenta, il se trouva en présence de forces dix fois supérieures aux siennes. Pendant quelque temps, il courut un très sérieux danger. La garde résista héroïquement pendant quatre heures. Enfin Mac-Mahon, qui avait passé le Tessin un peu plus au nord, accourut au son du canon, força tous les obstacles, et vers le soir vint se jeter dans le flanc droit des Autrichiens ; son attaque fougueuse réussit, et changea la défaite imminente des Français en une éclatante victoire.



L'Italie du Nord.

Quatre jours après la bataille, Napoléon III et Victor-Emmanuel entraient à *Milan*, la capitale de la Lombardie, sous une pluie de fleurs que leur jetaient les habitants; en quelques jours, la conquête de la province fut achevée *jusqu'au Mincio*, et les Autrichiens se retirèrent d'abord à l'est de cette rivière. Mais bientôt, ayant reçu de nouveaux renforts et animés par l'arrivée de leur empereur *François-Joseph*, ils repassèrent le Mincio pour rentrer en Lombardie : ils en furent de nouveau chassés, et définitivement, par une seconde défaite, celle de **Solférino** (24 juin).

Ce fut une terrible bataille ; 350000 hommes y combattirent toute une journée, depuis cinq heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, sur une ligne de 20 kilomètres d'étendue. Les deux armées, marchant en sens inverse, et ayant commencé chacune leur marche aux dernières heures de la nuit pour éviter l'excessive chaleur du jour, sous le ciel d'été de l'Italie, s'étaient heurtées l'une contre l'autre à

l'improviste, presque sans s'en douter. Les Autrichiens avaient pour eux la supériorité numérique ; mais l'armée française se servait d'un nouveau canon, le *canon rayé*, récemment inventé, et qui portait plus loin et plus juste que le canon ordinaire.

Au centre de la ligne ennemie se trouvait le petit village de Solférino, situé sur une hauteur abrupte, précédé d'un cimetière dont les murs avaient été crénelés, et dominé par une vieille tour féodale. On y lutta avec un effroyable acharnement. Enfin, vers 5 heures, les Français emportèrent la position, le centre de l'armée autrichienne se trouvait ainsi enfoncé ; mais alors éclata un épouvantable orage, qui arrêta un temps la marche des vainqueurs, et permit aux vaincus de se retirer. Les Français et les Piémontais, victorieux, avaient perdu 10000 hommes !

La bataille de Solférino fut la dernière de la guerre : Napoléon, menacé par la Prusse et par l'Allemagne qui voulaient défendre l'Autriche, signa quelques jours plus tard, le 11 juillet, la *paix de Villafranca :* le Piémont gardait la Lombardie, mais la Vénétie restait à l'Autriche. L'Italie n'était pas délivrée « des Alpes à l'Adriatique », comme Napoléon, dans une proclamation célèbre, avait promis qu'elle le serait.



Victor-Emmanuel.

Mais les Italiens ne s'en tinrent pas là ; les différents États chassèrent leurs princes autrichiens et se donnèrent à Victor-Emmanuel. Dès 1861, l'*Italie se trouva unifiée en un royaume*, la Vénétie toutefois restant à l'Autriche, et Rome au pape. Le nouveau royaume céda à la France deux provinces habitées par une population française, la **Savoie** et **Nice** (1860).

(**5°**) **Les expéditions lointaines.** — Dans la seconde partie de son règne, de 1859 à 1870, Napoléon III n'entreprit plus de grandes guerres européennes ; mais il engagea la

France dans plusieurs expéditions au delà des mers ; il dispersa ainsi les forces du pays, et augmenta le nombre des ennemis du régime impérial : car ces guerres lointaines furent en général impopulaires.

Cependant, toutes ces expéditions ne furent pas également condamnables : quelques-unes eurent pour objet de défendre l'*honneur* ou les *intérêts de la France*.

Ainsi, **en Syrie**, les musulmans massacrant les *Maronites* chrétiens, protégés de la France, une armée française vint rétablir l'ordre. — Non loin de là, un Français, *M. de Lesseps*, commençait alors le percement du *canal de Suez* pour établir une route directe entre l'Europe et l'Extrême-Orient.

En Chine, la France et l'Angleterre, pour punir une perfidie des Chinois, dirigèrent une expédition contre Pékin ; les Anglo-Français battirent à *Palikao* une innombrable armée chinoise, entrèrent dans la capitale, et par le traité de *Tien-Tsin* ouvrirent cet immense empire à l'activité des Européens (1861).

En Cochinchine, les Français intervinrent seuls pour protéger leurs missionnaires ; après trois années de combats, l'empereur d'Annam dut leur céder six provinces de la Basse-Cochinchine, colonie fertile, d'un grand avenir (1862-1867).

La France avait déjà pris possession en 1853 de la *Nouvelle-Calédonie.*

Mais la fatale *expédition du Mexique* a été à la fois inutile et injuste, et elle a été ruineuse pour le gouvernement impérial qui l'avait entreprise.

En 1861, la France, l'Angleterre et l'Espagne avaient obligé par les armes *Juarez*, président de la *République mexicaine*, à réparer des dommages causés à leurs nationaux. Napoléon conçut ensuite la pensée de continuer seul l'expédition, pour renverser Juarez et installer au Mexique un *empire latin* au profit de l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche. Les Mexicains se défendirent bravement. Les Français prirent *Puebla* et *Mexico* (1863); mais ensuite, sous les ordres de Bazaine, ils s'épuisèrent contre un ennemi insaisissable, et, après quatre ans de pénibles combats, ils durent évacuer le pays. Le malheureux Maximilien, qui refusa de les suivre, *fut fusillé* par les Mexicains à Queretaro (1867).

Cette guerre, qui se termina par une humiliation, eut pour la France d'irréparables conséquences : elle vida les arsenaux, et lia les mains au gouvernement, au moment où la politique prussienne produisait en Europe des transformations redoutables pour notre pays.

QUESTIONNAIRE. — (1) 1. Quel a été le caractère de la politique extérieure du second Empire ? — 2. Quelles ont été les causes de ses guerres ? — 3. Qui ranima la question d'Orient en 1852 ? — (2) 4. Sur quels théâtres se fit la guerre d'Orient ? — 5. Qui commandait les alliés ? — 6. Comment débarqua-t-on en Crimée ? — 7. Racontez la bataille de l'Alma. — (3) 8. Qui défendit Sébastopol ? — 9. Racontez le siège de Sébastopol. — 10. La bataille de Balaklava. 11. La bataille d'Inkermann. — 12. La bataille de Traktir. — 13. Comment finit la guerre d'Orient ? — (4) 14. Quelle fut la cause de la guerre d'Italie ? — 15. Comment débuta la campagne ? — 16. Racontez la bataille de Magenta. — 17. Ses résultats. — 18. La bataille de Solférino. — 19. Comment finit la guerre d'Italie ? — (5) 20. Racontez l'expédition de Syrie. — 21. De Chine. — 22. De Cochinchine. — 23. Du Mexique.

Devoirs. — **1.** *Les Constitutions de* 1848 *et de* 1852. — **2.** *Histoire de la Constituante de* 1848. — **3.** *Comment a succombé la seconde République ?* — **4.** *La guerre d'Orient ou de Crimée.* — **5.** *Les expéditions lointaines sous le second Empire.* — **6.** *La guerre d'Italie de* 1859.

Lectures. — *Histoire de la Civilisation contemporaine en France*, par RAMBAUD. — *Histoire contemporaine*, par GAFFAREL ; on y trouvera plusieurs documents authentiques et intéressants sur la République de 1848 (p. 413-429), l'histoire extérieure du second Empire (p. 444-468), l'histoire intérieure du second Empire (p. 470-481), enfin sur la guerre de 1870 (p. 521-532). — *La France sous le régime du suffrage universel*, par ZÉVORT. — *Essais d'histoire et de critique*, par SOREL.

Tableau généalogique de la famille Bonaparte.

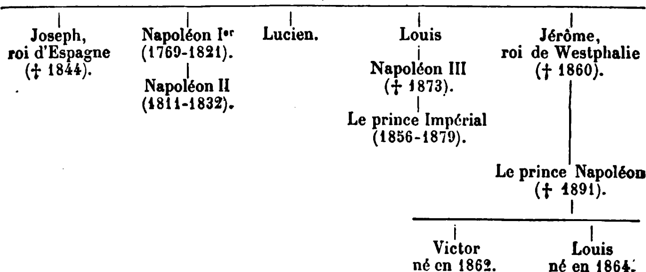


Tableau récapitulatif de 1848 à 1869.

La seconde République.	**Gouvernement provisoire.**	Proclamation de la République, le 24 février 1848. Le gouvernement provisoire s'installe à l'Hôtel de ville, établissement du suffrage universel. La Constituante se réunit en mai, triomphe de l'insurrection de juin avec Cavaignac et vote la Constitution en novembre. — Louis-Napoléon est nommé président en décembre.
	Présidence de Louis-Napoléon.	Le Président entre en lutte avec la Constituante; expédition de Rome (1849). Il lutte avec la Législative. Loi Falloux; loi du 31 mai 1850. Destitution de Changarnier (janv. 1851). Coup d'État du 2 Décembre, période dictatoriale, Constitution de 1852. — Rétablissement de l'Empire (décembre 1852).
Le second Empire.	**Période franchement absolutiste** (1852-1860).	Suppression de la liberté, de la vie politique, mais développement des intérêts matériels. — Exposition universelle de 1855. — Transformation de Paris. Les grandes guerres : guerre d'Orient (1854-1856); prise de Bomarsund; siège de Sébastopol; la paix de Paris. — Guerre d'Italie (1859); batailles de Magenta et de Solférino, paix de Villafranca. Création du royaume d'Italie (1860), cession de Nice et de la Savoie à la France. Attentat d'Orsini (1858). — Décret du 24 nov. 1860. — Le libre-échange.
	Réformes libérales (1860-1870).	Essais de réformes libérales de 1860 à 1870; élections de 1863, Thiers député. — Le droit d'interpellation; le tiers-parti; souscription Baudin, débuts de Gambetta. — Élections de 1869, les irréconciliables. L'empire libéral (1870), Ollivier ministre. Les expéditions lointaines: en Syrie (1860); — en Chine, bataille de Palikao (1860-1861); — en Cochinchine (1862-1867); — au Mexique (1861-1867), prise de Puebla et de Mexico; Maximilien empereur. Échecs de Bazaine, Maximilien fusillé à Queretaro.

CHAPITRE II

LA FRANCE DEPUIS 1870

NOTIONS GÉNÉRALES

Le second Empire, affaibli par les fautes qu'il avait commises au dedans comme au dehors, est tombé dès le début de la guerre de 1870, où il avait imprudemment lancé la France mal armée et mal préparée. Le gouvernement de la Défense nationale, auquel il a laissé une situation désespérée, a pu sauver l'honneur de la patrie, mais n'a pu conserver l'intégrité du sol national.

La troisième République, née après les désastres de l'invasion provoquée par le second Empire, gouverne la France depuis cette époque. C'est donc dès maintenant, parmi tous les gouvernements qui se sont succédé chez nous depuis 1789, celui qui a eu, et de beaucoup, la plus longue durée.

En outre, l'histoire intérieure de la troisième République nous montre qu'elle a suivi, dans son développement, une marche toute différente de celle qui avait marqué la vie des gouvernements antérieurs.

Tous les autres gouvernements, en effet, ont eu à l'origine une grande prospérité, et il semblait que l'immense majorité de la nation leur donnait son adhésion; puis, les difficultés survenaient, la popularité du régime s'ébranlait, le peuple se désaffectionnait, et, après un délai dont le plus long n'a jamais dépassé dix-huit ans, un bouleversement survenait et le régime s'effondrait. Telle a été l'histoire du premier Empire, de la Restauration, de la Royauté parlementaire de Louis-Philippe, du second Empire.

Au contraire, dans l'histoire de la troisième République, les événements ont suivi la marche inverse. Elle a été très contestée à ses débuts, et elle n'a même pas eu la majorité dans la première Assemblée nationale élue après la chute de l'Empire, parce que beaucoup la rendaient responsable des malheurs qu'elle avait à réparer. Puis, peu à peu, l'opinion publique lui est revenue; elle a recruté des adhérents chaque jour plus nombreux; par un progrès lent, mais ininterrompu,

elle a conquis des majorités de plus en plus grandes ; aujourd'hui, les partis hostiles qui combattent encore le principe républicain ne forment plus dans nos assemblées nationales que de très petites minorités. Loin de s'affaiblir avec le temps, la solidité de la République s'est affermie.

Ce n'est pas un élan subit, irréfléchi, sujet à des retours, qui a porté la nation vers elle ; c'est une adhésion raisonnée, mûrie, et d'autant plus sérieuse que la nation prenait le temps de réfléchir à ce qu'elle faisait.

Les bons Français peuvent donc maintenant espérer qu'ils voient disparaître la cause principale, on peut même dire la cause unique des revers essuyés par notre patrie, c'est-à-dire le manque de stabilité dans les institutions et de fixité dans la politique extérieure.

LEÇON I. — **La chute du second Empire. Les grandes batailles de la guerre de 1870. Révolution du 4 septembre.**

Résumé. — 1. La chute du second Empire fut déterminée par les fautes de sa politique. Napoléon III espéra, en 1870, relever par des victoires son prestige ébranlé.

2. Il avait été impuissant à empêcher les agrandissements de la Prusse, qui, servie par M. de Bismarck, créait en Allemagne une situation pleine de périls pour la France.

3. En 1870, Bismarck eut le talent de se faire déclarer par Napoléon III une guerre dont il avait besoin pour compléter son œuvre. Elle fut désastreuse pour la France : l'Alsace et la Lorraine furent envahies après la défaite de Reichshoffen.

4. Puis, l'armée régulière fut tout entière détruite à Sedan ou immobilisée dans Metz.

5. Devant ces désastres, l'Empire s'écroula; il fut renversé par la Révolution du 4 septembre, qui éclata à Paris.

RÉCIT. — (1°) **Situation difficile de l'Empire vers 1870.** — Le second Empire a été renversé par ses propres fautes. Dans le courant de l'année 1869, sa situation commençait réellement à devenir difficile : il fléchissait visiblement sous le poids :

1° Des conséquences désastreuses de l'*expédition du Mexique ;*

2° Du *désordre croissant des finances* dénoncé à la tribune par les discours de Thiers;

3° Des *fautes diplomatiques* qui avaient laissé croître en Allemagne la puissance menaçante de la Prusse.

Aussi l'**opposition** grandissait-elle avec une rapidité inouïe, malgré les tentatives de réformes libérales essayées par l'empereur. Les adversaires les plus audacieux du régime impérial, les *irréconciliables*, comme ils s'appelaient eux-mêmes, ne se bornaient pas à réclamer des améliorations : c'était l'Empire lui-même qu'ils attaquaient, et qu'ils cherchaient à détruire ; ils poursuivaient de leurs sarcasmes et de leurs pamphlets la personne même de Napoléon III.

L'établissement de l'*Empire libéral*, en janvier 1870, ne ralentit pas ce mouvement de désaffection. Un cousin de l'empereur, le prince Pierre Bonaparte, ayant tué d'un coup de revolver un jeune journaliste républicain, *Victor Noir*, une foule immense et menaçante se pressa aux funérailles de la victime ; on put croire qu'une émeute allait éclater.

Dans une situation aussi inquiétante, certains impérialistes en vinrent à se demander si une guerre extérieure ne serait pas une diversion utile : des victoires, dont on ne doutait pas, relèveraient sans doute le prestige bien compromis de l'Empire.

(2°) **L'Empire et la Prusse.** — Malheureusement, la situation extérieure était aussi peu rassurante que la situation intérieure. L'*Empire n'avait pas d'alliés* en Europe. Napoléon III avait été abandonné par l'Angleterre dès qu'il n'avait plus voulu se borner à être son instrument ; il avait mécontenté l'Italie en refusant de travailler jusqu'au bout à son unification ; il était en relations amicales avec l'Autriche, mais sans qu'une entente formelle eût été conclue avec elle. Quant à la Russie, elle était unie à la Prusse par une étroite alliance.

Dans cette *Europe indifférente* ou *hostile*, une puissance jeune, formidablement armée, toute triomphante de victoires récentes, se posait en ennemie ouverte de la France : c'était la **Prusse**.

Les traités de 1815 avaient fait de l'Allemagne une *Confédération germanique*, dont la Prusse et l'Autriche faisaient partie pour leurs provinces allemandes. La Prusse n'y occupait qu'une place secondaire, mais elle avait la volonté de monter au premier rang; en 1866, à la suite d'une guerre heureuse contre l'Autriche. elle avait réalisé son ambition ; le roi de Prusse, **Guillaume Ier**, aidé par un homme d'État de premier ordre, son ministre, **M. de Bismarck**, servi par *la plus nombreuse armée* qui fût en Europe, avait attaqué l'Autriche et les autres Allemands. Victorieux à *Sadowa*, il avait *exclu*

l'Autriche de l'Allemagne, et celle-ci était restée abandonnée à sa discrétion.

Bismarck avait maintenant besoin d'une guerre contre la France, que tous les Allemands détestaient comme leur « *ennemie héréditaire* » ; en effet, le moyen indispensable de les réconcilier avec les Prussiens qui venaient de les battre, c'était de les lancer tous ensemble contre l'ennemi commun. Il imagina donc de provoquer de toutes façons les susceptibilités françaises. Napoléon tomba maladroitement dans le piège qui lui était tendu.

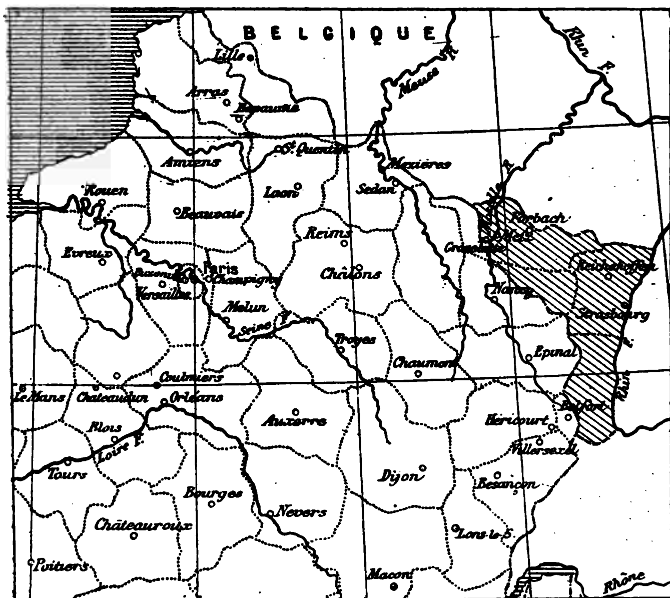
La Prusse, grâce au *service militaire obligatoire* pour tous qu'elle avait introduit la première chez elle, avait au milieu du XIXe siècle la plus grande puissance militaire du continent. A cette armée si nombreuse, elle avait donné le *fusil à aiguille*, très supérieur au fusil à percussion en usage dans les autres pays, et des *canons se chargeant par la culasse*, au tir beaucoup plus rapide et plus juste que celui des canons se chargeant par la gueule, encore employés dans l'armée française. Toutes ces circonstances auraient dû rendre Napoléon plus prudent.

(3°) **La guerre de 1870. Les premières défaites.** — L'occasion de la rupture, ce fut la candidature d'un prince de Hohenzollern, parent du roi de Prusse, au *trône d'Espagne* qui était vacant depuis 1868.

La France protesta contre cette possibilité de voir un prince prussien devenir roi d'Espagne : elle se serait alors trouvée comme bloquée entre les États des Hohenzollern. Devant ses légitimes réclamations, le roi de Prusse renonça à la candidature pour son cousin, et envoya une *Note* aux cabinets européens pour leur annoncer sa décision. Mais M. de Bismarck, qui comptait qu'une guerre sortirait de cet incident et qui avait achevé tous ses préparatifs, s'interposa : il *falsifia* littéralement le texte de la note prussienne, l'arrangea de telle façon qu'elle constituât une insulte à la dignité de la France, et il l'envoya ainsi à toute l'Europe. Napoléon, aveugle jusqu'au bout, s'indigna au lieu de rectifier, ce qui aurait tourné tout le monde contre M. de Bismarck, et il déclara la guerre à la Prusse (juillet 1870).

C'était une faute inouïe. L'**Allemagne** entière se serra autour de la Prusse et put mettre en ligne un million de bons soldats, parfaitement armés et organisés. La France avait ses arsenaux vides depuis l'aventure du Mexique, ses forteresses n'étaient pas armées, et elle ne comptait pas 300 000 hommes sous ses drapeaux. Un habile homme de guerre, le maréchal

Niel, sentant venir le danger, avait voulu en 1868 réorganiser l'armée; mais il était mort, et ses plans avaient été abandonnés. Aussi les défaites succédèrent aux défaites. Dès le début, deux armées allemandes furent victorieuses de **Mac-Mahon**, à **Wissembourg** et à **Reichshoffen**, en Alsace, et l'invasion commença.



La guerre de 1870.

Ces premiers succès de l'armée allemande étaient dus à la rapidité avec laquelle elle avait opéré sa concentration ; elle surprit l'armée française « en flagrant délit de formation ». Le 4 août, de grand matin, elle franchit la frontière d'Alsace, et, à Wissembourg, une faible division française de 4600 hommes fut « submergée » par 45000 Allemands ; le général Douay qui la commandait périt bravement à la tête de ses troupes. Dès la première rencontre, « les Prussiens avaient pris un canon, fait mille prisonniers, et ils entraient sur le sol alsacien pour n'en plus sortir. »

Le surlendemain, 6 août, à Reichshoffen, une armée de 90000 Allemands attaqua de grand matin Mac-Mahon, qui n'avait que

45 000 hommes sous ses ordres ; la lutte commença aux villages de *Frœschwiller* et de *Wœrth*, dont on donne quelquefois les noms à cette bataille. Les Français résistèrent admirablement, et à 2 heures de l'après-midi toutes les chances étaient encore de leur côté ; mais les assaillants recevaient incessamment des renforts, alors que le faible effectif français fondait à vue d'œil sous un feu effroyable : ils finirent par réunir 140 000 hommes contre ce qui nous restait de 45 000. Ils étaient trop !

Les Français déployèrent dans cette journée une admirable ténacité : ils se firent littéralement hacher sur place. Le soir venu, il fallut cependant se retirer ; les **cuirassiers**, par d'héroïques charges, ten-



Charge des cuirassiers à Reichshoffen, d'après Morot.

tèrent de sauver les débris de l'armée ; mais, après de si énergiques efforts, si infructueux, la retraite se changea en déroute. Mac-Mahon avait été arraché du champ de bataille où il s'obstinait à chercher la mort ; on l'entraîna, pâle et inerte, sur son cheval, jusqu'à l'entrée du bourg de Reichshoffen. Là, il s'évanouit, et, quand on l'eut ranimé, il fondit en larmes. « Monsieur le maréchal, lui dit un soldat qui se trouvait là, pourquoi pleurez-vous ? Avons-nous donc refusé de mourir ? » Cette vaillante armée se rendait ainsi justice par la bouche d'un soldat obscur ; son jugement est celui que portera avec fierté tout Français sur cette journée, éternellement funeste, mais éternellement glorieuse.

Ce désastre fut le prélude de beaucoup d'autres. En quelques jours, les vainqueurs de Reichshoffen occupèrent toute l'*Alsace septentrionale*, et ils allèrent mettre le siège devant **Strasbourg**.

(4°) **Metz et Sedan.** — Le jour même où l'Alsace était envahie, une troisième armée prussienne franchissait la frontière de la Lorraine; plusieurs corps d'armée français garnissaient cette frontière ; mais ils étaient disséminés, sans cohésion. L'un d'eux, commandé par le général *Frossard*, se trouva

aux prises à **Forbach** et sur le plateau de **Spicheren** avec des forces ennemies très supérieures; laissé sans secours, il fut obligé de céder au nombre, et cette nouvelle défaite coûta aux Français 8 000 hommes (6 août).

Cette bataille de Forbach n'avait pas été préméditée par le grand état-major prussien : ce fut la soudaine détermination prise par le général Kameke, commandant une avant-garde allemande, qui entraîna la lutte générale : il se jeta de lui-même sur l'armée française, qu'il croyait en retraite. Mais, en entendant le bruit du canon, les autres généraux, ses collègues, accoururent le rejoindre successivement, les uns après les autres, et ils finirent par mettre en ligne, l'après-midi, des forces numériquement très supérieures à celles des Français.

Au contraire, Frossard ne fut pas soutenu par les autres corps français. Le maréchal **Bazaine** se trouvait à quelques kilomètres en arrière, à *Saint-Avold;* il aurait pu facilement dégager Frossard, il aima mieux « le laisser se dépêtrer tout seul », et il ne fit aucun mouvement. Cette inaction coupable fut la principale cause de la défaite des Français.

La bataille de Forbach eut des conséquences aussi désastreuses que celle de Reichshoffen. Les différents corps de l'armée française furent rejetés dans **Metz**; on les y réunit sous le commandement en chef de Bazaine, en qui l'opinion publique croyait trouver un sauveur. Mais Bazaine ne fit aucun effort sérieux pour se dégager, malgré la généreuse ardeur de ses officiers et de ses soldats; après les combats de *Borny*, de *Rezonville*, de *Mars-la-Tour*, de *Gravelotte*, du 14 au 18 août, il se renferma dans ses lignes sous Metz, et n'en sortit plus, pas même pour se ravitailler.

A Rezonville, la plus sanglante bataille de toute la guerre, et une des plus meurtrières du siècle, l'avantage était resté aux Français; mais le soir, Bazaine leur ordonna d'abandonner le champ de bataille si glorieusement et si chèrement conquis, et de se replier sous Metz ! Grâce à cet étrange mouvement, les Prussiens atteignirent le but stratégique qu'ils se proposaient : les 120 000 hommes de l'armée de Bazaine, les meilleures troupes que la France possédât, allaient demeurer immobiles et inutiles derrière les forts de Metz.

Une troisième armée française s'organisait au camp de Châlons, en réunissant les dernières ressources du pays; Mac-Mahon la commandait. C'était la suprême espérance. Au lieu

de la ramener sur Paris, où elle aurait pu résister en s'appuyant sur cette forteresse, mais où sa présence aurait pu déterminer un mouvement populaire et la chute de l'Empire, on préféra la diriger sur « l'entonnoir de Sedan ». Elle y fut enveloppée, le 1er septembre, par des forces écrasantes, et obligée de capituler.

Pour aller de Châlons à Metz, en passant par Sedan, l'armée de Mac-Mahon devait exécuter une immense marche de flanc, le long de la frontière belge : ce mouvement était d'une *souveraine imprudence*. En tout cas, il fallait qu'elle fît une extrême diligence pour échapper aux Prussiens lancés à sa poursuite : et elle traînait au milieu d'elle Napoléon III, malade, presque impotent, irrésolu, n'ayant pas osé rentrer à Paris, et contribuant encore à entraver la marche des troupes ! Aussi, quand elle arriva à Sedan, elle s'y trouva complètement cernée.

La position n'était pas tenable : la petite ville de Sedan, entourée encore par ses murailles du XVIIe siècle, impuissantes contre l'artillerie contemporaine, est dominée de tous côtés par des hauteurs boisées que garnissaient des batteries prussiennes. Les Français cependant déployèrent leur bravoure accoutumée ; à *Bazeilles*, l'infanterie de marine arrêta plusieurs heures une armée de Bavarois qui, exaspérés, brûlèrent le village et commirent d'horribles cruautés. Mac-Mahon avait été blessé grièvement dès le début de la bataille ; après lui, le général *Wimpffen* exerça le commandement.

La *capitulation de Sedan* livra aux Allemands 85 000 hommes, 10 000 chevaux et 650 canons. Jamais la France n'avait subi pareil désastre. Napoléon III fut fait prisonnier avec l'armée.

(5°) **Révolution du 4 septembre.** — La capitulation de Sedan entraîna l'effondrement de l'Empire. La Chambre s'était réunie le 4 septembre pour constituer un gouvernement intérimaire pendant la captivité de Napoléon ; mais le peuple, soulevé à la nouvelle du désastre, envahit le palais du Corps législatif, et, du haut de la tribune, Gambetta proclama, au nom du peuple français, la **déchéance** de Napoléon III.

L'Empire croulait sans que personne le défendît. Les troupes en garnison à Paris s'étaient prononcées contre lui ; l'impératrice, qui était restée aux Tuileries comme régente, quitta le palais et gagna l'Angleterre ; les ministres, les sénateurs, les députés bonapartistes s'étaient dispersés sans essayer de défendre le régime qu'ils avaient servi. Toutes les grandes villes de France avaient proclamé la République le même jour.

QUESTIONNAIRE. — 1. Comment est née la troisième République ? — 2. En quoi son histoire diffère-t-elle de celle des gouvernements précédents ? — (**1**) 3. Énumérez les causes de la chute de l'Empire. — 4. Quelle était l'attitude de l'opposition ? — (**2**) 5. L'Empire avait-il des alliés ? — 6. Quel était l'état de la Prusse ? — 7. Pourquoi voulait-elle la guerre ? — (**3**) 8. Quelle fut l'occasion de la déclaration de guerre ? — 9. Quelle fut la cause des succès de la Prusse ? — 10. Racontez la bataille de Wissembourg. — 11. De Reichshoffen. — (**4**) 12. De Forbach. — 13. Quelles furent les suites de cette bataille ? — 14. Quelles batailles furent livrées sous Metz ? — 15. Quelle fut la conduite de Bazaine ? — 16. Qu'est-ce que l'armée de Châlons ? — 17. Pourquoi fut-elle conduite à Sedan ? — 18. Racontez la bataille de Sedan. — (**5**) 19. Que se passa-t-il à Paris à la nouvelle de Sedan ? — 20. Comment l'Empire tomba-t-il ?

Leçon II. — **La Défense nationale. Le traité de Francfort.**

Résumé. — 1. Quand l'Empire se fut écroulé, la Révolution du 4 septembre établit à Paris le gouvernement de la Défense nationale, que la France entière reconnut.

2. Mais il n'y avait plus d'armée régulière : la France ne pouvait plus que sauver son honneur. Cependant ses armées improvisées arrêtèrent d'abord les Prussiens, à Paris, dans l'ouest, dans le nord, dans le sud.

3. Mais la trahison de Bazaine à Metz consomma la ruine de la France (octobre 1870). Les Prussiens eurent dès lors une supériorité écrasante. La famine obligea Paris à capituler, le 29 janvier 1871.

4. Le traité de Francfort (10 mai 1871) rétablit la paix extérieure. Il nous coûta l'Alsace, la moitié de la Lorraine et 5 milliards.

Récit. — (**1°**) **Le gouvernement de la Défense nationale.** — L'Empire, en s'effondrant le 4 septembre, laissait la France dans une situation désastreuse. Une préoccupation dominait toutes les autres : il fallait *unir tous les Français* dans un effort suprême pour chasser l'envahisseur, pour défendre le sol national. Aussi, sous la pression de la foule parisienne qui avait envahi la salle des séances de la Chambre des députés, tandis que l'impératrice-régente partait pour rejoindre son fils en Angleterre, **Gambetta** proclama de sa voix puissante *l'établissement d'un gouvernement de la Défense nationale.* Les membres qui le composaient allè-

rent aussitôt s'installer à l'Hôtel de ville et prendre possession de la direction des services publics.

Le gouvernement nouveau avait à sa tête, comme président, le général **Trochu**, alors fort populaire, parce qu'avant la catastrophe il avait essayé, quoique inutilement, d'ouvrir les yeux au gouvernement impérial sur les dangers de la situation. Il se composait de onze députés de Paris, qui appartenaient tous au parti républicain, *Jules Favre*, *Gambetta*, *Glais-Bizoin*, *Pelletan*, *Rochefort*, *Jules Simon*, *Crémieux*, etc., il s'adjoignit enfin le général *Leflô* chargé de la guerre, et l'amiral *Fourichon*, mis à la tête de la marine.

Une délégation de trois membres, Fourichon, Crémieux et Glais-Bizoin, fut envoyée en province pour y organiser la défense, car on prévoyait que Paris allait être prochainement investi. Elle s'installa à **Tours**.

La France n'avait pour ainsi dire plus de *forces organisées* à opposer aux Allemands. En un mois, l'Empire avait vu se briser entre ses mains toute la puissance militaire de la France : l'**armée régulière** était presque tout entière, ou *prisonnière de guerre* en Allemagne, ou *immobilisée* à Metz. Mais la Prusse exigeait le démembrement de la France, et la France ne pouvait sans se déshonorer céder sans résistance à ses prétentions brutales.

Au début de la guerre, le roi de Prusse avait, il est vrai, dans une proclamation solennelle, déclaré qu'il faisait la guerre, non *au peuple français*, mais *à l'empereur* et à la dynastie impériale. Le nouveau ministre des affaires étrangères, Jules Favre, lui écrivit pour lui rappeler ses paroles : « Nous ne céderons, disait-il, ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses. » Mais le roi de Prusse avait changé de langage depuis le renversement de l'Empire; il demanda, pour poser les armes, qu'on lui cédât deux provinces françaises, l'**Alsace** et la **Lorraine**. C'étaient des conditions évidemment inacceptables.

La guerre continua donc.

(2°) **Les débuts du gouvernement de la Défense nationale.** — Paris fut mis rapidement en état de défense ; d'énormes approvisionnements purent être emmagasinés avant l'arrivée des Allemands, qui s'établirent le 18 septembre autour de la capitale. Dans les départements, la confusion fut d'abord extrême ; mais Gambetta s'échappa de Paris en ballon, et alla s'installer à Tours pour donner un vigoureux élan

à la Défense nationale. Plus tard, il se transféra à **Bordeaux.**

Aussi, dans une nouvelle période de guerre qui commença alors, les Prussiens, malgré leurs succès foudroyants du début, se trouvèrent partout arrêtés : *au centre*, autour de Paris, *au nord*, *au sud*, *à l'ouest.*

La capitale de la France était défendue seulement par quelques milliers de soldats de l'armée régulière, par la garde nationale parisienne, par les *mobiles* de 20 départements et par des marins. Mais, pendant que Trochu *organisait* ces éléments disparates de façon à en faire une armée, les Prussiens eurent le temps d'élever tout autour de Paris, pour se couvrir eux-mêmes, une *ligne ininterrompue de fortifications* qui enserrait la capitale. Les forts parisiens, trop voisins de l'enceinte, étaient impuissants contre l'artillerie à longue portée des Allemands. Bientôt, la misère fut atroce dans la ville où était enfermée une population de plus de deux millions d'hommes ; les aliments, même un horrible pain noir de paille et de son, étaient rationnés.

Les souffrances des Parisiens étaient exaspérées par l'*isolement* absolu dans lequel ils vécurent pendant plus de quatre mois. Toute communication était rompue entre eux et le reste du monde. Quelques hommes dévoués, risquant leur vie, s'échappaient de temps en temps en ballon, emportés dans la nuit noire par-dessus les lignes des assiégeants ; de quelques-uns, on n'eut jamais de nouvelles : où et comment périrent-ils ? On ne le saura jamais. Quelques pigeons voyageurs, partis dans la nacelle de ces ballons, revenaient ensuite, rapportant sous leurs ailes, aux assiégés, de brèves dépêches, écrites en caractères microscopiques sur du papier très mince.

En paraissant sous les murs de Paris, les Prussiens étaient persuadés qu'ils emporteraient en quelques heures cette place immense, qui n'avait pas de troupes régulières pour sa défense ; ils se virent à leur grand étonnement immobilisés plusieurs mois devant ses remparts.

En province, ils prirent à l'est **Strasbourg** qu'ils écrasèrent sous une pluie de fer et de feu, dont ils brûlèrent la bibliothèque, les maisons, dont ils tuèrent beaucoup d'habitants dans un bombardement sauvage. Au sud ils occupèrent **Orléans.** A l'ouest ils s'emparèrent de **Châteaudun**, une petite ville ouverte que ses habitants et quelques soldats défendirent tout un jour, et que les vainqueurs ensuite brûlèrent impitoyablement pour terrifier les populations.

Mais, sous l'énergique impulsion de Gambetta, des **armées**

improvisées se levaient partout, et dès le mois d'octobre réussissaient à les arrêter sur plusieurs points.

Gambetta parvint à lever dans les départements 600 000 hommes ; les mobiles et les volontaires, encadrés dans les débris des anciens régiments, recevaient dans des camps une instruction sommaire, et couraient au feu. Dans le Nord, les Prussiens ne purent dépasser la *Somme*, où le général **Faidherbe** organisa habilement la défense ; dans l'Ouest, ils furent arrêtés sur l'*Eure;* dans le Sud enfin, sur la *Loire*, **d'Aurelles de Paladines** remporta sur eux une véritable victoire, à *Coulmiers*, et leur reprit Orléans (9 novembre).

(3°) **Dernière période de la guerre.** — Malheureusement, à ce moment, **Bazaine** accomplit une *trahison* qu'il préparait depuis qu'il avait été mis à la tête de l'armée de Metz. Dévoré d'ambition, il avait vu surtout, dans les malheurs qui accablaient la France, l'occasion de jouer un rôle politique prépondérant, d'exercer peut-être un jour la régence au nom de Napoléon IV; et alors, au lieu de combattre, il avait entrepris de négocier avec l'ennemi, il s'était engagé dans un dédale d'intrigues. Mais, là, il avait affaire à un politique autrement habile que lui : Bismarck l'amusa par de feintes propositions, traîna la négociation en longueur, lui laissant insensiblement épuiser ses vivres, si bien qu'il l'accula enfin à la *nécessité de capituler*.

Absorbé par les calculs de son criminel égoïsme, Bazaine avait négligé de faire ramasser les vivres et les fourrages qui se trouvaient dans les villages des environs; il fallut, dès le 18 septembre, commencer à abattre les chevaux pour nourrir les hommes; on en tuait 250 par jour. Rapidement, toute la cavalerie se trouva démontée, et l'artillerie sans attelages : la lutte n'était donc plus même possible.

Gambetta annonça à la France, dans une proclamation enfiévrée, l'effroyable nouvelle de la capitulation : « Français, élevez vos âmes à la hauteur des immenses périls qui fondent sur la patrie. Un général sur qui la France comptait a trahi; il a livré, sans même essayer un suprême effort, 120 000 combattants, 20 000 blessés, ses canons, ses fusils, ses drapeaux, et la plus forte citadelle de France, Metz, vierge jusqu'à lui des souillures de l'étranger. Un tel crime est au-dessus même des châtiments de la justice. »

La trahison de Bazaine ruina les dernières espérances de la France : ce fut le coup suprême! Grâce à l'armée d'investissement que la capitulation rendait disponible, les

Allemands eurent dorénavant une supériorité écrasante. Aussi remportèrent-ils, dans la dernière partie de la lutte, des succès décisifs.

Dans le Nord, Faidherbe les battit encore à *Bapaume;* mais ils restèrent victorieux dans une nouvelle bataille à *Saint-Quentin*, et Faidherbe, au lieu de marcher vers Paris comme il se le proposait, dut se replier vers Lille.



Le lion de Belfort.

Ce monument a été taillé dans le roc qui domine la ville de Belfort, en souvenir de la résistance de cette ville.

Dans le Sud, la *marche vers Paris*, entreprise par le vainqueur de Coulmiers, d'Aurelles de Paladines, fut arrêtée par le gros de l'armée allemande venue de Metz ; les Prussiens *reprirent Orléans*. Le général **Chanzy**, commandant la seconde armée de la Loire, ne put que s'illustrer par une belle retraite où il déploya des talents militaires de premier ordre : il recula lentement, disputant le terrain pied à pied, livrant chaque jour un nouveau combat. Mais à la fin il fut vaincu au *Mans*, par suite d'une panique de quelques-uns de ses régiments, braves mais novices.

Dans l'Est, les Prussiens occupèrent toute l'*Alsace*. Ils assiégèrent la forteresse de *Belfort* que défendit admirablement **Denfert-Rochereau**, et ne purent s'en emparer. En décembre, **Bourbaki**, un des plus braves généraux de l'Empire, fut chargé de débloquer la place et de couper les communications de l'ennemi : il commença bien, fut victorieux à *Villersexel;* mais ensuite, il se heurta contre les hauteurs escarpées d'*Héricourt* qu'il ne put forcer, et, après une bataille de trois jours, dut reculer. Désespéré, il essaya de se donner la mort ; son armée dut se retirer en Suisse.

Enfin sonna le dernier jour de la résistance de Paris. Après de courageuses sorties, au *Bourget*, à *Champigny* (décembre 1870), à *Buzenval* et à *Montretout* (janvier 1871), après *vingt et un jours de bombardement* pendant lesquels les obus prussiens, cruellement inutiles, promenèrent la mort et l'incendie dans

les rues, la capitale, inexpugnable encore mais affamée, n'ayant plus que pour quelques heures de vivres, ouvrit ses portes, le 29 janvier 1871. Cette fois, tout était bien fini.

(4°) **Traité de Francfort.** — Les Prussiens accordèrent aux vaincus un armistice, pendant lequel on élut à la hâte une **Assemblée nationale.** Celle-ci confia à **Thiers** le pouvoir exécutif, avec la tâche de négocier avec un vainqueur impitoyable.

La tâche fut rendue plus difficile encore par une lamentable guerre civile. La population parisienne, énervée par les souffrances du siège, par la famine, par l'inaction, désespérée de voir son héroïsme aboutir à une capitulation, inquiète des tendances de l'Assemblée nationale où la majorité était royaliste, et qui s'était, par défiance de Paris, installée à Versailles, se laissa entraîner à une guerre ouverte contre l'autorité légale (18 mars). Une *Commune* fut élue par les insurgés, et pendant deux mois les Français se déchirèrent dans une effroyable guerre civile, sous les yeux des Prussiens ravis. A la fin de mai seulement, le gouvernement de Versailles se rendit maître de Paris ensanglanté et incendié, et la vie régulière de la nation recommença.



Gambetta.

Pendant ce second siège de Paris, les négociations s'étaient continuées avec l'Allemagne. Elles aboutirent, le 10 mai 1871, à la signature du *traité de Francfort*, qui cédait aux Prussiens l'**Alsace** moins *Belfort*, la moitié de la **Lorraine** avec Metz, c'est-à-dire un territoire de 1 500 000 hectares, peuplé par 1 630 000 habitants, « une région d'ardent patriotisme français. » La France payait en outre 5 milliards, et subissait l'occupation étrangère jusqu'au paiement de cette énorme rançon. Le roi de Prusse était reconnu comme **Empereur allemand.**

QUESTIONNAIRE. — (1) 1. Que voulut-on faire après la chute de l'Empire ? — 2. Comment fut établi le gouvernement de la Défense nationale ? — 3. Quels membres le composèrent ? — 4. Quel était

l'état des forces de la France ? — 5. Pourquoi la guerre continua-t-elle ? — (2) 6. Quand commença le siège de Paris ? — 7. Que fit Gambetta en province ? — 8. Comment s'organisa la défense de Paris ? — 9. Quelles relations subsistèrent entre Paris et la France ? — 10. Quels succès remportèrent les Prussiens à l'est ? — 11. Au sud ? — 12. A l'ouest ? — 13. Comment s'arrêtèrent leurs succès sur ces différents points ? — (3) 14. Que faisait Bazaine à Metz ? — 15 Comment fut-il amené à capituler ? — 16. Comment Gambetta annonça-t-il la capitulation ? — 17. Quelles furent les conséquences de la capitulation ? — 18. Racontez les opérations de Faidherbe. — 19. De Chanzy. — 20. De Bourbaki. — 21. Pourquoi Paris dut-il capituler ? — (4) 22. Que se passa-t-il après la capitulation ? — 23. Racontez l'histoire de la Commune de Paris. — 24. Quelles furent les conditions du traité de Francfort ?

LEÇON III. — **La troisième République. Constitution de 1875. — La société française depuis 1848.**

Résumé. — 1. L'Assemblée nationale, élue en février 1871, confia à Thiers le pouvoir exécutif, et organisa une République provisoire. Après la défaite de la Commune, tous les partis s'unirent pour l'adoption des mesures nécessaires au relèvement du pays.

2. L'armée fut ensuite réorganisée. La loi de 1872 institua le service militaire obligatoire et universel.

3. Mais les partis se divisèrent quand il fallut établir un gouvernement définitif. Thiers, partisan de la République, fut renversé par les monarchistes de l'Assemblée, en 1873.

4. Enfin, l'Assemblée nationale vota, le 25 février 1875, une Constitution républicaine définitive ; elle se sépara quelques mois plus tard.

5. Depuis 1876, cette Constitution a régulièrement fonctionné. La France a réparé ses forces, rétabli sa prospérité matérielle, donné un grand essor à l'instruction publique, reconstitué son système colonial.

6. La société française a reçu de plus en plus l'empreinte de l'esprit démocratique. C'est cet esprit qui a inspiré le mouvement intellectuel et littéraire pendant le demi-siècle qui vient de s'écouler.

7. L'art aussi a montré des préoccupations démocratiques. Les sciences ont continué la merveilleuse série de leurs découvertes et de leurs applications pratiques.

RÉCIT. — (1°) **Réorganisation de la France après 1871.** — L'Assemblée nationale, élue le 8 février 1871 pour conclure la paix avec les Prussiens, se réunit le 12 février,

non pas à Paris, parce que les Allemands occupaient tout le pays au nord de la Loire, mais à *Bordeaux*. En même temps qu'elle entamait des négociations avec l'Allemagne, elle eut à constituer en France un **gouvernement régulier**.

Les élections, faites à la hâte, avaient envoyé à l'Assemblée une majorité de *députés royalistes;* mais ceux-ci se décomposaient en deux groupes qui se détestaient, les *légitimistes* et les *orléanistes*. Ils s'entendaient pour faire échec aux *députés républicains*, formant le troisième tiers de l'Assemblée; mais ils étaient impuissants à rétablir la royauté, parce qu'ils voulaient comme roi, les uns *le comte de Chambord*, petit-fils de Charles X; les autres *le comte de Paris*, petit-fils de Louis-Philippe.

Dans l'impossibilité de relever pour le moment le trône, l'Assemblée se résigna à organiser *provisoirement* un gouvernement républicain; elle mit à sa tête **Thiers**, qui était l'homme le plus populaire de France parce qu'il avait fait de grands efforts pour empêcher la déclaration de guerre en 1870 : il avait été élu dans 22 départements. L'Assemblée décida aussi, *par défiance de Paris*, que *Versailles* serait le siège du gouvernement.

Ce gouvernement provisoire, sans armée, au milieu du pays désorganisé par l'invasion, eut aussitôt à combattre la terrible insurrection de la *Commune de Paris*.

Quand l'ordre légal eut été rétabli, l'Assemblée, sans se préoccuper du gouvernement définitif qu'il faudrait plus tard constituer, borna d'abord sa tâche à la **réorganisation du pays.** Pour cette œuvre du relèvement national, *tous les partis s'accordèrent* avec un louable empressement; à leur tête, Thiers déploya une sagesse, une habileté, une activité incroyables, qui augmentèrent chaque jour la popularité de l'héroïque vieillard. Avant tout, il travailla à la **libération du territoire.**

Un certain nombre de départements du Nord et de l'Est continuaient en effet à être occupés par des troupes allemandes, jusqu'au paiement intégral de l'indemnité de guerre de 5 milliards. Pour payer l'Allemagne, Thiers émit deux *emprunts nationaux*, dont le succès éclatant prouva, à la stupéfaction des Prussiens, que la France avait conservé des ressources qu'ils ne soupçonnaient pas. Le 16 septembre 1873, le dernier soldat allemand repassa la nouvelle frontière, et l'Assemblée nationale décréta que «*M. Thiers avait bien mérité de la patrie* ».

Le *système financier* fut ensuite remanié ; on augmenta d'anciens impôts, on en créa de nouveaux pour suffire aux dépenses annuelles, énormément accrues par les suites de la guerre : le seul intérêt de la dette publique allait exiger dorénavant 1200 millions par an !

(2°) **Réformes militaires**. — Plus la France se relevait, plus il importait de lui rendre *une armée* et de reconstituer ses forces militaires, afin de la mettre à l'abri d'un retour offensif des Allemands. A ce besoin pourvut la **loi militaire** de 1872.

Cette loi établit, pour la première fois en France, *le service obligatoire pour tous*, qui fonctionnait depuis longtemps en Allemagne. Tout Français fut dorénavant astreint au service militaire de 21 à 41 ans : on dut rester d'abord 5 ans dans l'*armée active* de 21 à 25 ans (plus tard, ces 5 ans furent réduits à 3); — puis 4 ans dans la *réserve de l'armée active* jusqu'à 29 ans ; — puis 5 ans dans l'*armée territoriale* jusqu'à 34 ans ; — enfin les dernières années dans la *réserve de l'armée territoriale.*

On donna aussi à nos soldats des *fusils* et des *canons de nouveau modèle*, au moins aussi bons que ceux des Allemands ; on éleva de nouveaux forts autour de Paris ; et dans la région de l'Est on construisit une *frontière de fer*, barrant toutes les routes possibles d'invasion, pour remplacer l'ancienne frontière détruite.

C'étaient des *précautions nécessaires*, on le vit dès 1875 : cette année-là, le parti militaire prussien songea à se jeter de nouveau sur la France, pour la punir de sa résurrection trop rapide ; mais les politiques jugèrent que le succès serait douteux, et, le tzar Alexandre II ayant fait des représentations à Berlin, une nouvelle guerre fut évitée.

(3°) **Réorganisation politique**. — L'Assemblée nationale, *unanime* sur toutes les mesures relatives au relèvement du pays, *se divisa* quand il s'agit ensuite de **constituer** un gouvernement définitif. Thiers, jadis royaliste, était devenu républicain, en voyant que les *légitimistes* et les *orléanistes* se faisaient mutuellement échec, et que d'ailleurs l'*opinion républicaine* pénétrait de plus en plus la nation. Il fut renversé par l'Assemblée dans la mémorable **séance du 24 mai 1874,** et remplacé par le *maréchal de Mac-Mahon.*

Les royalistes se crurent alors assurés du succès, d'autant plus que les chefs des deux partis, *le comte de Chambord* héritier de Charles X, et *le comte de Paris* héritier de Louis-Philippe, se réconcilièrent alors. Mais à ce moment les **bonapartistes** commençaient à relever la tête ; Napoléon III étant mort près de Londres, où il s'était réfugié après la guerre, ils soutenaient la candidature de son fils, le *Prince Impérial.* Puis, le comte de Chambord lui-même refusa d'accepter le drapeau tricolore, et exigea que la France reprît le *drapeau blanc* des Bourbons. Il mit ainsi l'Assemblée dans l'impossibilité de rétablir la royauté ; pour se tirer d'affaire, elle établit **le Septennat** : elle confia pour sept ans le pouvoir à Mac-Mahon, ajournant ainsi la solution de la question gouvernementale.

Mais on ne pouvait condamner un grand pays à vivre ainsi dans l'incertitude du lendemain : une petite majorité finit par se former, pour tirer la France d'*un provisoire qui l'énervait.*

Un député, **M. Wallon**, réussit à faire adopter un *amendement* qui conduisit au vote d'une **Constitution républicaine** définitive, le 25 février 1875.

(4°) **La Constitution de 1875.** — Les lois constitutionnelles de 1875, qui nous régissent aujourd'hui, sont l'application des principes de liberté proclamés en 1789. Elles reposent sur *la séparation des pouvoirs*, et règlent l'exercice de la souveraineté nationale.

Le **pouvoir législatif** était partagé entre deux Assemblées, la *Chambre des députés* et le *Sénat ;* la première était élue pour quatre ans par le suffrage universel direct ; la seconde se composait de 300 sénateurs, dont 225 étaient élus pour neuf ans par les députés, les conseillers généraux, les conseillers d'arrondissement, et des délégués de tous les conseils municipaux de chaque département, tandis que les 75 autres, *inamovibles*, étaient nommés à vie par le Sénat lui-même. — Les deux Chambres délibéraient séparément ; cependant, elles devaient se réunir en *Assemblée nationale* ou *Congrès*, soit pour reviser la Constitution, soit pour élire le Président de la République.

Le **pouvoir exécutif** était confié à un *Président de la République* élu pour sept ans par le Congrès, rééligible, irresponsable, gouvernant par l'intermédiaire des ministres qu'il choisit lui-même et qui sont responsables. Il peut, en cas de conflit

entre les pouvoirs publics, et avec l'autorisation du Sénat, dissoudre la Chambre des députés.

L'Assemblée nationale, en majorité royaliste, avait donc été obligée *par la force des choses* à fonder la République. Elle siégea quelques mois encore pour voter les *lois organiques* nécessaires au fonctionnement régulier du nouveau régime; puis elle se sépara en janvier 1876.

(5°) **La République depuis 1876.** — Quand l'Assemblée nationale se sépara, la France avait enfin un **gouvernement régulier**; les Chambres qui devaient la remplacer, par application de la Constitution nouvelle, furent élues, l'une, le **Sénat**, le 30 janvier 1876, et l'autre, la **Chambre des députés**, le 20 février de la même année. A partir de ce moment, le régime républicain a régulièrement fonctionné, sous la présidence successive de MM. de Mac-Mahon, Grévy, Carnot, Casimir Périer, Félix Faure et Loubet.

Sous ces divers Présidents, le gouvernement républicain a successivement opéré les réformes nécessaires ou utiles. *Dans l'ordre politique*, le siège du gouvernement a été rétabli en 1879 à Paris; en 1884, il a été décidé que le Sénat ne nommerait plus d'inamovibles, et que les 300 sénateurs seraient tous élus par les départements, etc.

Dans l'ordre intellectuel, plusieurs lois ont donné une très vive impulsion à l'instruction publique.

Dans l'ordre économique, trois Expositions universelles qui ont eu lieu à Paris, en 1878, en 1889, en 1900, ont réussi avec un éclat inouï. M. de Freycinet a fait voter en 1878 un vaste plan d'ensemble pour l'achèvement des chemins de fer et des canaux, etc.

La politique extérieure de la République a été caractérisée par deux grands faits : la conclusion d'une *alliance avec la Russie*, et la reconstitution d'un *empire colonial.*

L'**alliance franco-russe** a été la contre-partie d'une *Triple-Alliance* que l'Allemagne avait conclue en 1887 avec l'Autriche et avec l'Italie pour isoler la France en Europe et prévenir une revanche possible des Français. Elle repose sur la communauté d'intérêts et d'idées qui existe entre les deux États, car la Russie a, comme la France, à redouter la trop grande puissance de l'Allemagne sur le continent, de l'Angleterre sur mer et aux colonies. Elle a suffi à rétablir l'**équilibre européen**, rompu depuis la guerre de 1870.

La République a su aussi, malgré la *jalousie de l'Angleterre*, donner une extension suffisante à nos **établissements coloniaux**, qui sont d'une importance vitale pour l'avenir de notre pays.

En **Asie**, de hardis explorateurs et marins, *Francis Garnier*, le commandant *Rivière*, ont ouvert un champ immense à l'activité de la France, dans le bassin du fleuve Rouge; ils périrent dans des guet-apens. Pour venger leur mort, la France commença une guerre où s'illustra l'amiral *Courbet*, et qui se termina en 1885 par la conquête du **Tonkin**. De la Cochinchine au Tonkin, la France possède aujourd'hui un empire asiatique peuplé par 25 millions d'hommes industrieux.

Dans l'**Afrique** du Nord, la France a augmenté de plus d'un tiers le territoire algérien conquis par Charles X, Louis-Philippe et Napoléon III. Elle a soumis à son protectorat la *Tunisie*. Elle a occupé une grande partie du bassin du Niger ou *Soudan* occidental, et le pays de *Dahomey;* Tombouctou, la mystérieuse capitale nègre, est devenue française en 1894. Le *Congo français*, fondé de 1876 à 1885 par Savorgnan de Brazza, s'est étendu vers le Nord jusqu'au lac Tchad et a rejoint le Soudan. Enfin ***Madagascar***, île grande et riche, aussi vaste que l'Angleterre et l'Écosse réunies, est devenue colonie française en 1895.

(6°) La société française depuis 1848. Les lettres. — Enfin, en France même, la troisième République a vu se continuer et s'accélérer le mouvement général du progrès; l'*opinion publique* étant devenue la souveraine maîtresse du pays, il est naturel que les intérêts matériels et moraux du peuple reçoivent une satisfaction chaque jour plus complète.

Toutes les conditions matérielles de la vie se sont améliorées. L'*industrie* a multiplié ses produits et fabrique aujourd'hui une valeur de plus de 15 milliards par an. Le *commerce* a pris un essor étonnant : la France en 1847 vendait annuellement aux nations étrangères 750 millions, et leur achetait 1 milliard; aujourd'hui, elle leur vend près de 4 milliards, et leur achète environ 5 milliards.

Il est vrai que depuis 1848, d'immenses travaux publics ont été exécutés : on a construit plus de 80000 kilomètres de *routes* et de chemins, augmenté d'un tiers le réseau des *canaux*, et décuplé le réseau des *chemins de fer :* de 4000 kilomètres en 1848, il va atteindre 40000 kilomètres.

L'*extension du service postal* a été étonnante. La République de

1848 a créé les *timbres-poste*, et a réduit considérablement le prix d'affranchissement des lettres; le second Empire a multiplié les *facteurs ruraux* et porté leur nombre à 16000; la troisième République a créé les *colis postaux* et fait entrer la France dans l'*Union postale universelle*.

L'influence des idées démocratiques du dix-neuvième siècle s'est fait sentir aussi dans le domaine de la littérature. Nos



Le Palais du Trocadéro, élevé à Paris pour l'Exposition universelle de 1878.

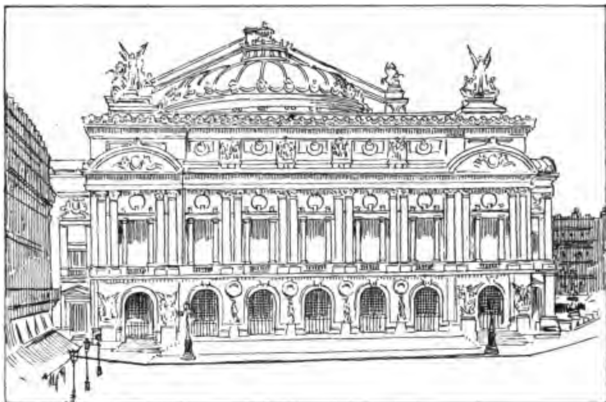
écrivains aiment à reproduire des « choses vécues », à s'occuper des questions sociales, à étudier le rôle de la femme dans la société, etc.

Ces préoccupations nouvelles se sont montrées chez quelques anciens romantiques : ainsi **Victor Hugo**, auteur des *Châtiments* qui sont une vive satire contre Napoléon III, des *Contemplations*, de la *Légende des siècles*, du roman des *Misérables* (etc.). Au théâtre, elles ont brillé avec *Émile Augier* qui a écrit les *Effrontés*, le *Fils de Giboyer*, l'*Aventurière*, etc., et *Alexandre Dumas fils* à qui on doit la *Dame aux Camélias*, le *Demi-Monde*, le *Père Prodigue*, etc.

Leur domaine propre est le roman. **Balzac** avait fait du roman une peinture de la vie sociale; **George Sand** et **Octave Feuillet** ont continué à étudier dans leurs œuvres surtout les passions humaines; **Flaubert**, l'auteur de *Madame Bovary*, a créé le roman naturaliste, continué après lui par les frères **de Goncourt** et par **Émile Zola**.

Sainte-Beuve et **Taine** ont renouvelé la critique littéraire en l'appuyant sur de fortes études historiques. L'histoire, avec **Fustel de Coulanges** et ses élèves, ne va plus sans une érudition consommée.

(7°) **Les beaux-arts. Les sciences.** — Les artistes, eux aussi, ont été sensibles aux préoccupations universelles du monde qui les entoure; ils ont *étudié de près la nature*, et recherchent le détail précis. En même temps, ils ont *subi l'influence des goûts nouveaux d'une société démocratique :* ils ont étudié la vie de l'ouvrier, au milieu même de ses plus rudes travaux.



Opéra de Paris, chef-d'œuvre de l'architecte Charles Garnier, construit de 1861 à 1875.

En peinture, la précision du dessin et de la couleur caractérise **Meissonier** et ses imitateurs ; **Baudry** a reproduit la perfection de la beauté classique dans les grands tableaux du *Foyer de l'Opéra ;* les paysagistes **Corot**, **Millet**, etc., ont peint la vraie nature au lieu de la nature conventionnelle qui charmait nos pères.

La sculpture, avec **Falguière**, **Chapu**, **Mercié**, etc., a observé avec précision le corps de l'homme et le corps des animaux; aussi a-t-elle produit des chefs-d'œuvre.

L'architecture a reconstitué surtout, avec **Viollet-le-Duc**, les monuments du moyen âge; avec **Charles Garnier**, l'illustre auteur de l'*Opéra de Paris*, elle a combiné les plus belles formes en les adaptant aux besoins modernes.

Les **sciences** ont continué leurs découvertes, et leurs *applications pratiques* sont devenues prodigieuses.

On a inventé le *téléphone*, le *phonographe ;* la *lumière électrique* éclaire nos villes; la *traction électrique* est appliquée aux voitures;

des *moteurs à gaz*, des *moteurs à pétrole* sont employés pour les usages les plus divers, etc. L'illustre **Pasteur** a découvert les *microbes* et les *ferments* qui sont la cause d'un grand nombre de maladies; grâce à lui, des maladies jadis mortelles, la *rage*, la *diphtérie*, peuvent être prévenues ou guéries. La durée de la vie moyenne n'était que de 33 ans en 1848 : aujourd'hui, elle dépasse 37 ans.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Quelle était la tâche de l'Assemblée nationale ? — 2. Quels étaient les partis dans l'Assemblée ? — 3. Pourquoi organisa-t-elle un gouvernement provisoire ? — 4. Comment l'organisa-t-elle ? — 5. Sur quels points fut-elle unanime ? — 6. Comment fut libéré le territoire ? — 7. Comment réorganisa-t-on les finances ? — (**2**) 8. L'armée ? — 9. L'armement ? — 10. Les forteresses ? — (**3**) 11. Pourquoi Thiers fut-il renversé ? — 12. Pourquoi la royauté ne fut-elle pas rétablie ? — 13. Qu'est-ce que le septennat ? — 14. L'amendement Wallon ? (**4**) 15. Comment la Constitution de 1875 organisa-t-elle le pouvoir législatif ? — 16. Le pouvoir exécutif ? — (**5**) 17. Comment fonctionna ensuite le gouvernement régulier ? — 18. Quelles réformes furent accomplies à l'intérieur ? — 19. Quelle grande alliance fut conclue ? — 20. Racontez l'extension coloniale en Asie. — 21. Dans l'Afrique du Nord. — 22. Dans le reste de l'Afrique. — (**6**) 23. Quels ont été depuis 1848 les progrès de l'industrie ? — 24. Des chemins de fer ? — 25. Du service postal ? — 26. Quels ont été les principaux écrivains ? — (**7**) 27. Les principaux artistes ? — 28. Les principaux savants ?

Devoirs. — **1.** *Comment s'est fondée la République ?* — **2.** *La Constitution de* 1875. — **3.** *L'expansion coloniale de la France depuis* 1871. — **4.** *La civilisation française depuis* 1871. — **5.** *L'Afrique française.* — **6.** *Histoire de l'Assemblée nationale de* 1871 *à* 1876.

Lectures. — *Histoire de la Civilisation contemporaine*, par Rambaud. — *Histoire contemporaine*, par Gaffarel, p. 535-556 (la troisième République), p. 573-585 (les affaires coloniales).
Nous ne pouvons indiquer d'autres lectures, parce que pour cette période si récente, actuelle même, les livres d'histoire font encore défaut.

La France, de 1870 à nos jours.

I. La chute de l'Empire.

1° A l'intérieur. vaine tentative d'empire libéral. Le ministère Ollivier (1870).

2° Guerre contre la Prusse....
- 1° Sous l'Empire : Wissembourg, Reichshoffen, Sedan. — Révolution du 4 septembre.
- 2° Sous la Défense nationale (Gambetta) : siège de Paris. Victoire de Coulmiers. Capitulation de Bazaine à Metz. Capitulation de Paris.
- 3° Traité de Francfort (mai 1871). Répression de la Commune.

II. Travail de réorganisation 1871-1875.

1° Organisation d'une République provisoire, Thiers chef du pouvoir exécutif. Installation à Versailles (février-mars 1871).

2° Accord des partis pour relever le pays.
- 1° Libération du territoire, emprunts nationaux, évacuation définitive des Prussiens (septembre 1873).
- 2° Reconstitution des finances, impôts nouveaux.
- 3° Reconstitution de l'armée, loi militaire de 1872. Reconstitution des frontières.
- 4° Extension coloniale. Insurrection algérienne de 1871. Introduction du régime civil en Algérie.

3° Lutte des partis pour reconstituer le gouvernement........
- 1° Efforts de Thiers pour constituer une république conservatrice. Sa chute au 24 mai 1873.
- 2° La fusion monarchique, son échec. Le Septennat (nov. 1873).
- 3° Vote de l'amendement Wallon, constitution républicaine de février 1875.

III. Constitution de 1875.

1° Le pouvoir législatif....
- 1° Chambre des députés, élue au suffrage universel et direct; scrutin de liste et scrutin d'arrondissement.
- 2° Sénat, élu au suffrage à plusieurs degrés. Le corps électoral pour les élections sénatoriales.
- 3° Le Congrès (revisions constitutionnelles et élection du Président de la République).

2° Le pouvoir exécutif.....
- 1° Le Président de la République, élu pour 7 ans par les Chambres, et rééligible.
- 2° Le Conseil des ministres et le président du Conseil. La responsabilité ministérielle.

IV. La troisième République.

1° Les Présidents de la République : Mac-Mahon, Grévy, Carnot, Casimir Périer, Félix Faure, Loubet.

2° Politique extérieure : en regard de la Triple-Alliance, formation de l'Alliance franco-russe.

3° Extension coloniale : en Asie, conquête du Tonkin, l'Indo-Chine française. — En Afrique, le protectorat tunisien; conquête du Soudan, du Dahomey, du Congo, de Madagascar.

V° LES GRANDES PUISSANCES EUROPÉENNES DEPUIS 1815

CHAPITRE III

L'EUROPE ORIENTALE

NOTIONS GÉNÉRALES

L'Europe orientale est occupée par deux grands empires, la Russie et la Turquie, entre lesquels le contraste historique est absolu.

Le peuple russe s'est constitué dans les vastes plaines qui s'étendent de la Baltique à la mer Noire, dès les premiers siècles du moyen âge ; ses débuts ont été obscurs, sa croissance a été lente et pénible, c'est à la fin du XVII[e] siècle seulement qu'il a pris rang parmi les grandes nations européennes. Mais ses progrès ne se sont jamais arrêtés, et aujourd'hui il est devenu un des facteurs les plus puissants de la politique générale du monde.

Le peuple turc ne s'est établi définitivement dans la péninsule des Balkans qu'au milieu du XV[e] siècle ; il est apparu en Europe avec une soudaineté et une puissance qui semblaient irrésistibles ; tout d'abord il a jeté l'effroi parmi les nations chrétiennes, puis il s'est affaibli régulièrement, par une décadence ininterrompue. Aujourd'hui, il a perdu la plus grande partie de ses possessions européennes ; et, s'il conserve le reste, c'est parce qu'il est devenu le protégé des grandes puissances, qui ne pourraient se mettre d'accord sur le partage de ses dépouilles.

Le rôle historique de ces deux empires dans l'avenir semble devoir être aussi dissemblable qu'il l'a été dans le passé.

La Russie, avec l'énorme puissance matérielle que lui donnent ses cent vingt millions d'habitants et ses ressources de toute nature, a pris à tâche de rétablir en Europe l'équilibre détruit par les victoires de la Prusse en 1870 ; par l'entente cordiale qu'elle a nouée avec la France en 1891, elle contribue à maintenir la stabilité et la paix du monde.

La Turquie, au contraire, peut sembler prédestinée à compromettre la paix de l'Europe. Incapable de maintenir son empire dans la péninsule des Balkans, elle autorise presque les convoitises les plus dangereuses à s'y donner carrière ; les petits peuples chrétiens, ses anciens sujets, qu'elle n'a su ni gouverner, ni préparer à se gouverner eux-mêmes, peuvent par leurs actions indiscrètes provoquer des interventions dont les suites seraient incalculables. Les États balkaniques sont donc, suivant l'expression d'un diplomate, comme « un paquet d'allumettes » qui peut à tout instant mettre le feu à l'Europe.

Leçon I. — La Russie en Europe et en Asie. Émancipation des serfs.

Résumé. — 1. Depuis 1815, la Russie a poursuivi par une politique persévérante son mouvement d'expansion. En Europe, elle s'est affermie sur la Baltique, s'est avancée au centre du continent entre la Prusse et l'Autriche, et s'est étendue jusqu'au Danube.

2. En Asie, elle s'est avancée jusqu'à l'océan Pacifique par l'agrandissement et la colonisation de la Sibérie, et ses progrès au sud du Caucase et dans le Turkestan l'ont conduite aux portes de l'Inde britannique.

3. A l'intérieur, le progrès accompli a été tout aussi considérable. Le gouvernement était d'abord despotique, et le tzar Nicolas Ier, de 1825 à 1855, a maintenu avec énergie l'absolutisme le plus complet.

4. Son successeur, Alexandre II (1855-1881), s'est au contraire distingué par son esprit réformateur; en 1861, il a émancipé les serfs : aussi a-t-il été surnommé le « tzar libérateur ».

5. Mais le mouvement des réformes a été enrayé ensuite, à cause des attentats des anarchistes, qui ont assassiné Alexandre II. Ses successeurs, Alexandre III (1881-1894) et Nicolas II, se sont rapprochés de la France pour contre-balancer la Triple-Alliance.

Récit. — (1°) **La politique russe. Extension en Europe.** — La Russie forme un contraste parfait avec tout le reste de l'Europe : au lieu de territoires accidentés par des vallées et des montagnes, elle présente une *plaine immense*, uniforme, horizontale, qui s'étend à l'infini vers des mers fermées; aux États occidentaux, pratiquant le régime parlementaire, elle oppose l'*unité* d'un immense empire, soumis au *gouvernement despotique*.

Ce **régime autocratique** est conforme aux traditions et au tempérament du peuple moscovite ; il a assuré au gouvernement de cet empire la *continuité de vues politiques* qui a fait sa grandeur. Les anciens tzars avaient été surnommés « les rassembleurs de la terre russe » ; les tzars du XIX[e] siècle ont continué à mériter le même surnom. Avec une persévérance infatigable, au milieu des mille transformations des événements, ils ont poursuivi toujours le même but : l'extension territoriale de leur empire, **à l'ouest** en Europe, **à l'est** en Asie.

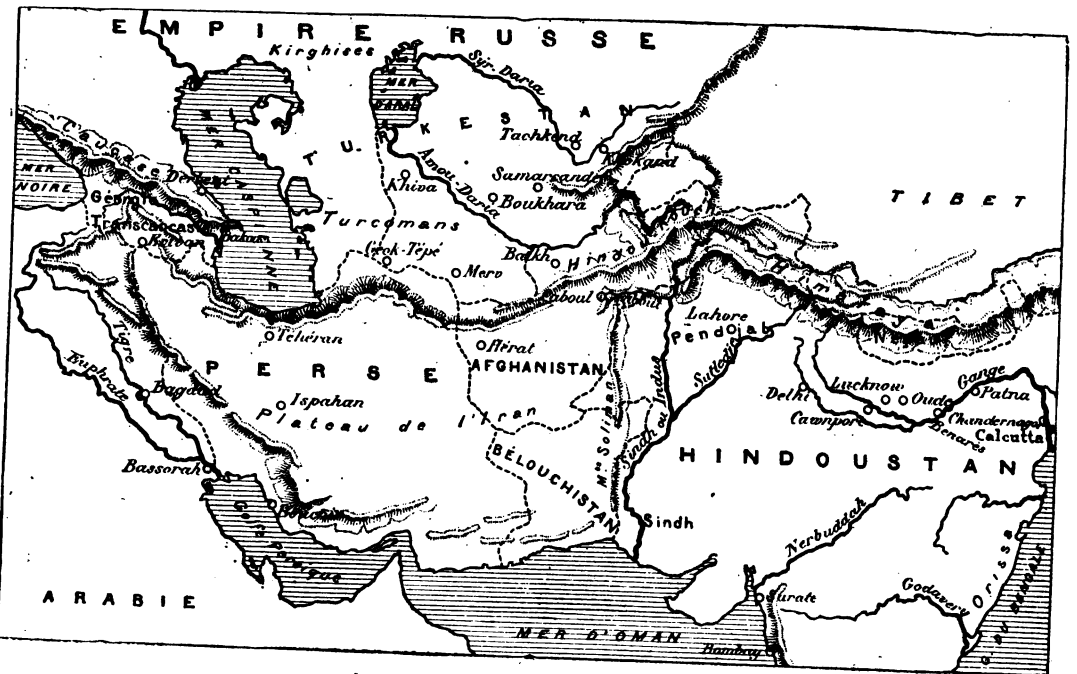
En Europe, l'empire russe s'est avancé méthodiquement : au nord *sur la Baltique*, au sud *sur la mer Noire*, au centre *entre la Prusse et l'Autriche.*

Déjà, au début du siècle, Alexandre I[er], l'*adversaire de Napoléon*, avait su, au milieu même de ses défaites, conquérir la **Finlande** sur la Suède, la **Bessarabie** sur les Turcs. Sa victoire définitive en 1815 lui valut aux traités de Vienne la meilleure partie du grand-duché de Varsovie, dont il fit le **Royaume constitutionnel de Pologne**. La Russie plongeait maintenant au cœur de l'Europe, entre l'Autriche et la Prusse.

Le frère d'Alexandre I[er], **Nicolas I[er]** (1825-1855) fut vaincu dans la guerre de Crimée par la France et l'Angleterre, et son successeur Alexandre II, son fils, dut par le traité de Paris en 1856 abandonner la Bessarabie ; mais il la recouvra en 1877 après une guerre victorieuse contre les Turcs (voir plus loin, p. 308), et de nouveau l'empire russe toucha au Danube.

(2°) **Extension en Asie.** — Ses progrès ont été plus considérables encore vers l'Orient. Depuis Pierre le Grand, avec une ténacité patiente, il s'avance progressivement, en Asie, dans deux directions : à l'est par la Sibérie, *vers la Chine* qu'il veut ouvrir à ses négociants et à son influence, et au sud par le Caucase et le Turkestan *vers l'Hindoustan*, qu'il compte peut-être disputer plus tard à l'Angleterre. Sans doute un jour viendra où l'Asie centrale sera le théâtre d'une lutte terrible entre « l'éléphant et la baleine », c'est à-dire entre la Russie et l'Angleterre : ce duel gigantesque aurait son retentissement dans le monde entier.

Au XVIII[e] siècle, les Russes ont commencé à coloniser leur grande possession asiatique, la **Sibérie** : ils l'ont peuplée en y déportant les criminels, et aussi les patriotes polonais ; ils l'ont enrichie par l'exploitation des mines et par le commerce avec la Chine ; dans



Les Russes et les Anglais dans l'Asie centrale.

le sud, où le climat est doux et la terre fertile, ils ont fondé de grandes villes. En 1858, ils ont obligé la Chine à leur céder l'immense *territoire du fleuve Amour*, et à la fin du XIXe siècle ils ont établi leur influence prépondérante dans la *Mandchourie*, ce qui les conduit dans le voisinage de Pékin. Ils ont pris possession du grand océan Pacifique en fondant sur le rivage sibérien le grand arsenal de Petropaulowsk et la grande forteresse de Nicolaïewsk. Enfin, de 1890 à 1902, ils ont construit le **Transsibérien**, un chemin de fer gigantesque de 9000 kilomètres de longueur, qui traverse la Sibérie de part en part et mène directement de Moscou à Pékin.

Dans la *direction de l'Hindoustan*, les Russes ont conquis le Caucase, la Transcaucasie, et enfin, au delà de la mer Caspienne, le Turkestan. Une première tentative sur ce pays, en 1841, n'avait pas été heureuse : une armée russe avait péri tout entière dans les sables du désert. Mais la tâche fut reprise ensuite, et, en 1884, *Skobéleff*, un des héros légendaires de la Russie contemporaine, a achevé à peu près la conquête du **Turkestan** : il a ainsi donné au tzar la clef stratégique de la route qui, à travers l'Afghanistan, pourrait un jour conduire les armées russes dans l'Inde.

Le pays soumis, les Russes y ont aussitôt construit le *chemin de fer Transcaspien*. En cas de guerre avec l'Angleterre, le Transcaspien aurait une importance énorme. Sa construction a été un vrai tour de force, car il traverse un désert où tout manquait, où il fallait apporter les vivres, l'eau, le combustible. Les troupes de chemin de fer qui y travaillaient étaient logées dans des wagons spéciaux, aménagés en casernes, en cuisines, en hôpitaux. C'était un étrange campement roulant, qui avançait à mesure que la ligne se construisait.

(3°) **Histoire intérieure. Nicolas Ier.** — Le développement intérieur de la Russie au XIXe siècle n'a pas été moins remarquable que son extension au dehors.

D'abord, le **despotisme** traditionnel, qui depuis des siècles était le fond du gouvernement russe, a été maintenu sous le tzar Alexandre Ier, et surtout sous son frère **Nicolas Ier**, le « *tzar de fer* », comme il a été surnommé. « Avec son extérieur imposant, sa stature colossale, son orgueil mystique, sa passion pour les choses militaires, toujours sanglé dans son uniforme, Nicolas Ier était une redoutable incarnation de l'autocratie. »

Il avait commencé son règne, en 1825, au milieu d'une terrible *insurrection militaire;* mais les conjurés ne surent qu'assassiner lâchement le général Miloradovitch, un des héros de la « guerre d'indépendance de 1812 ». Ils furent vaincus par les troupes restées fidèles; cinq de leurs chefs seulement périrent sur l'échafaud; mais les autres, au nombre de plusieurs milliers, allèrent peupler la Sibérie.

Ce début du règne fit une impression ineffaçable sur l'esprit de Nicolas : il resta toute sa vie l'ennemi des révolutionnaires, le défenseur opiniâtre de l'absolutisme.

Aussi gouverna-t-il surtout avec l'aide du chef de sa haute police; par sa police, par la censure, par la douane, il se proposa d'établir comme un cordon sanitaire autour de la Russie, et de l'*isoler des nations étrangères*, pour la préserver de la contagion des idées libérales.



Nicolas Ier.

Il voulut aussi mettre la religion au service de son despotisme. A la tête du *Saint-Synode*, qui gouverne l'Église russe, il plaça un de ses aides de camp, un général de hussards, qui pendant vingt ans mena militairement le clergé, et au besoin « dragonna » les dissidents.

Nicolas Ier mourut en 1855, au milieu de la guerre d'Orient, quand déjà la *prise de Sébastopol* par les Français et les Anglais paraissait inévitable.

(4°) **Les réformes d'Alexandre II.** — Son fils Alexandre II, qui lui succéda, avait un caractère tout différent. Il arrivait au pouvoir dans des circonstances difficiles, au moment où l'opinion publique, longtemps comprimée, commençait à se réveiller. « *Le fardeau te sera lourd,* » lui avait dit son père en mourant. Pour l'alléger, le nouveau tzar se proposa d'opérer franchement des réformes, de corriger les abus de l'administration et de la justice, d'habituer même peu à peu le peuple russe à diriger lui-même ses propres affaires : les *juges de paix* furent élus par les propriétaires fonciers ; on établit le *jury* en matière criminelle ; on accorda aux districts des conseils, ou *zemstvos*, qui étaient élus par les nobles, les

prêtres et les bourgeois, et qui avaient à régler les affaires locales ; la *presse* fut plus libre, etc.

De toutes les réformes d'Alexandre II, la plus importante fut l'**émancipation des serfs**, qui opéra une véritable révolution sociale.

Le *servage* existait encore en Russie au milieu du XIXe siècle : 47 millions de paysans n'avaient pas la liberté de leur personne, et appartenaient aux propriétaires nobles ; ils ne pouvaient pas aller et venir comme bon leur semblait, ils étaient attachés à la terre qu'ils cultivaient, vendus et achetés avec elle. Alexandre décida que tous les paysans seraient affranchis ; et, pour que la liberté ne les conduisît pas à mourir de faim, on leur accorda à chacun une concession d'environ 5 hectares de terre, dont ils pouvaient par le *rachat* acquérir la possession définitive (3 mars 1861).

«... Le 3 mars de l'année 1861 se leva dans un ciel serein. Les premières lueurs du jour éclairèrent sur toutes les murailles des affiches blanches, devant lesquelles se pressaient tous ceux qui savaient lire : c'était le décret qui d'un troupeau d'esclaves faisait une nation d'hommes... Dans les églises, une foule innombrable de fidèles restait, au milieu de la messe, les têtes tendues, les yeux fixés vers le centre : au milieu de la vapeur bleue de l'encens qui montait lentement vers les grandes coupoles, une voix s'éleva, lut quelques lignes, et se tut, tandis qu'un frémissement inouï, comme un vent d'orage, inclinait toutes les têtes. Ces quelques lignes étaient l'acte d'émancipation des serfs. Nombre de paysans, en cafetan de drap gris, qui n'avaient pu trouver place dans les temples, restaient agenouillés dans la neige, devant les portes... A Saint-Pétersbourg, devant le palais impérial, l'énorme place était noire de peuple ; toutes les têtes étaient tournées vers le grand balcon. Enfin la fenêtre s'ouvrit, le tzar parut : celui qui a entendu le formidable cri d'acclamation qui sortit alors de toutes ces poitrines, ne pourra jamais l'oublier. »

Ainsi s'opéra la révolution sociale la plus prodigieuse qui se soit accomplie en Europe depuis la Révolution française. La reconnaissance de tout un peuple donna à Alexandre le surnom de « **tzar libérateur** ».

(5°) **Les révolutionnaires. Alexandre III et Nicolas II.** — Et cependant ce tzar bienfaisant, l'esprit le plus libéral qui eût encore gouverné la Russie, devait succomber quelques années plus tard sous les coups des assassins. Une secte de révolutionnaires sauvages, les **nihilistes**, qui prétendait anéantir toute l'organisation gouvernementale et sociale, inaugura vers 1874 une série d'effroyables attentats, à

l'aide desquels elle comptait opérer la régénération et le bonheur de la société.

Beaucoup de fonctionnaires tombèrent sous le poignard des nihilistes; plusieurs fois, les assassins s'attaquèrent à Alexandre lui-même: un nihiliste tira sur lui quatre coups de revolver sans l'atteindre, un autre essaya de faire sauter le train impérial sur un chemin de fer, un autre détruisit à la dynamite la salle à manger du palais impérial à Saint-Pétersbourg, quelques minutes avant que l'empereur y entrât. Enfin, le 13 mars 1881, dans une rue de la capitale, un étudiant jeta dans la voiture du tzar deux bombes qui le mutilèrent atrocement: ainsi périt Alexandre II.

Cet attentat imbécile eut pour premier résultat d'empêcher l'établissement en Russie du régime parlementaire. Alexandre II, quand il mourut, s'occupait à rédiger une **Constitution** pour ses peuples; son fils **Alexandre III** qui lui succéda dans ces circonstances émouvantes et tragiques, quand toute la nation russe était littéralement affolée, dut renoncer à opérer une pareille révolution politique. Le nouveau tzar, plein de bon sens, de droiture et de volonté, s'appliqua avant tout à ramener le calme dans les esprits; *à l'intérieur*, par des mesures aussi prudentes qu'énergiques, il réussit à mettre un terme aux attentats sinistres des nihilistes; par sa *politique extérieure*, il se proposa de soustraire la Russie à l'influence allemande qui y était prédominante, et de se rapprocher de la France pour élever un contre poids utile à la Triple-Alliance.

Il comprenait que c'était le meilleur moyen d'assurer la paix européenne. Quand sa décision fut prise, il l'exécuta franchement: recevant à **Cronstadt** une flotte française (1891), il écouta debout et tête nue l'hymne français, la *Marseillaise*, et notifia ainsi clairement à l'Europe l'accord moral de la France et de la Russie; deux ans plus tard, la visite des marins russes à **Toulon** et à Paris scella l'entente cordiale, non seulement des deux gouvernements, mais des deux peuples. L'Allemagne n'était plus la dominatrice de l'Europe.

Quand Alexandre III mourut prématurément en 1894, son fils **Nicolas II**, qui lui succéda à l'âge de 26 ans, se promit de continuer l'intelligente politique de son père. C'est lui qui a achevé de proclamer l'**Alliance franco-russe**, dans un voyage triomphal à Paris en octobre 1896, et dans la réception solennelle qu'il a voulu faire, en Russie même, au président de la République française, en août 1897.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quelles grandes puissances occupent l'Europe orientale ? — 2. Qu'ont-elles fait avant le XIXe siècle ? — 3. Qu'ont-elles fait depuis ? — (1) 4. Comment est gouvernée la Russie ? — 5. De quels côtés s'est-elle étendue ? — 6. Quels territoires a-t-elle acquis en Europe ? — (2) 7. Quelles sont ses ambitions en Asie ? — 8. Comment s'est-elle agrandie du côté de la Chine ? — 9. Qu'est-ce que le Transsibérien ? — 10. Comment la Russie s'est-elle agrandie vers l'Hindoustan ? — 11. Qu'est-ce que le Transcaspien ? — (3) 12. Quel était le caractère de Nicolas Ier ? — 13. Comment a débuté son règne ? — 14. Comment a-t-il gouverné ? — (4) 15. Quel était le caractère d'Alexandre II ? — 16. Quelles sont ses réformes ? — 17. Comment a-t-il émancipé les serfs ? — (5) 18. Comment est-il mort ? — 19. Quel était le caractère de son successeur ? — 20. Qu'est-ce qu'Alexandre a fait à l'intérieur ? — 21. Qu'a-t-il fait au dehors ? — 22. Quelle a été la politique de son successeur ?

LEÇON II. — La Turquie. Ses démembrements. Le traité de Berlin.

Résumé. — 1. L'empire ottoman possédait encore au XIXe siècle toute la péninsule des Balkans et le bassin inférieur du Danube. Mais le manque d'unité nationale et l'antagonisme entre les chrétiens et les musulmans l'affaiblirent progressivement.

2. Cette situation était dangereuse, parce qu'elle fournissait un prétexte aux interventions étrangères, surtout à celle de la Russie, protectrice des chrétiens grecs. Les Turcs avaient gardé leurs vertus militaires, mais leur incapacité politique et leur administration déplorable les mettaient hors d'état de résister.

3. Aussi l'histoire de la Turquie au XIXe siècle est remplie par une série de démembrements. La guerre d'Orient en 1856 lui fit perdre presque entièrement le bassin inférieur du Danube.

4. Une nouvelle guerre d'Orient, terminée par le traité de Berlin en 1878, accorda une indépendance plus ou moins complète aux provinces des Balkans, et établit les Autrichiens en Bosnie et en Herzégovine.

5. Mais dans la péninsule des Balkans presque émancipée subsistent la rivalité des nations européennes et la lutte des influences russe et autrichienne.

RÉCIT. — (1°) **La Turquie au début du XIXe siècle.** — Au début du dix-neuvième siècle, l'empire ottoman, bien qu'affaibli par la perte de plusieurs provinces pendant le dix-huitième siècle, conservait encore un vaste territoire : il

possédait encore la péninsule des Balkans tout entière; et, au nord, les trois principautés de *Serbie*, de *Moldavie* et de *Valachie*, bien que jouissant d'une certaine autonomie, étaient soumises à une étroite sujétion, et leurs gouverneurs chrétiens étaient à la discrétion du sultan.

Mais déjà la puissance des Turcs ottomans était beaucoup plus apparente que réelle, parce qu'elle ne reposait pas sur la seule base qui puisse assurer la stabilité des empires, sur **l'unité nationale.**

Quand les Turcs musulmans s'étaient établis en conquérants dans la péninsule des Balkans, au XVe siècle, ils avaient permis aux chrétiens vaincus de conserver, non seulement *leur religion*, mais aussi, jusqu'à un certain point, leur *organisation nationale.* Il n'y avait donc eu aucune fusion entre les vainqueurs et les vaincus ; et, au début du XIXe siècle, la Turquie d'Europe contenait en réalité six races diverses juxtaposées :

D'abord, les **Turcs ottomans**, la race victorieuse, qui n'atteignait pas le chiffre de 4 millions d'individus ; — puis les **Grecs**, les plus intelligents des vaincus, qui peuplaient l'extrémité méridionale de la péninsule, et avaient des colonies éparses dans tout le reste de l'empire ; — les **Albanais**, cantonnés dans le chaos inextricable des montagnes de l'ouest, « que le diable a créé, disent-ils, en vidant sa hotte » ; — les **Roumains** fixés sur toute la rive septentrionale du Danube inférieur ; — les **Slaves** (*Serbes*, *Monténégrins*, *Bosniaques*, *Herzégoviniens*), dans le bassin de la Morava et les montagnes au nord de l'Albanie ; — enfin, les **Bulgares** à cheval sur les Balkans, dans la Bulgarie proprement dite au nord de cette chaîne, et dans la Roumélie au sud.

Tous les peuples vaincus différaient de leurs maîtres, les Ottomans, plus encore par la **religion** que par la race : ils étaient chrétiens, et professaient la même religion que les Russes, la *religion grecque orthodoxe.*

Il faut remarquer que la question religieuse a en Orient une extrême importance politique : en France, tous les citoyens, quel que soit leur culte, sont égaux et confondus au point de vue de la nationalité, l'État ne s'inquiète pas de savoir s'ils sont protestants ou catholiques. Dans les pays orientaux, au contraire, c'est *la religion qui détermine la nationalité;* un individu est considéré comme appartenant au peuple dont il suit le culte national.

(2°) Causes de la décadence de la Turquie. — Les causes qui au dix-neuvième siècle ont produit la déca-

dence et les démembrements de la Turquie sont de *deux espèces :* les unes se rattachent à la question religieuse, les autres tiennent aux défauts particuliers du peuple turc.

Les premières ont déterminé fréquemment l'**intervention des peuples étrangers** dans les affaires intérieures de la Turquie.

Comme les Russes appartenaient à la même religion que les 20 millions de sujets chrétiens du sultan, les tzars ont eu beau jeu pour se mêler de ce qui se passait dans la péninsule des Balkans : ils prétextaient qu'ils voulaient défendre leurs coreligionnaires contre les vexations des musulmans. C'est ainsi que Nicolas Ier, au début de son règne, a aidé les Grecs à conquérir leur liberté ; et si la guerre d'Orient a éclaté vers la fin de son règne, c'est parce qu'il avait voulu contraindre le sultan à lui accorder officiellement le *Protectorat* de tous ses sujets chrétiens.

Mais ces interventions de la Russie provoquaient l'intervention de l'**Angleterre** et de l'**Autriche**, dont elles éveillaient la jalousie. En effet l'Angleterre, ennemie naturelle de la Russie, ne voulait pas permettre à cette puissance de s'emparer des routes de l'Inde, ni de Constantinople qui est la clef de la Méditerranée orientale. Quant à l'Autriche, établie dans la vallée moyenne du Danube, elle a un intérêt vital à maintenir la liberté de *la route du Bas-Danube*, qui va de Vienne à la mer Noire et à l'Asie Mineure, et de la *route de Salonique*, qui conduit de Vienne à la Syrie, à l'Égypte, au canal de Suez. Si la Russie s'établissait en maîtresse dans la péninsule des Balkans, elle couperait ces deux routes au commerce autrichien.

Devant ces convoitises allumées de toutes parts, la situation de la Turquie était bien précaire. Le *soldat turc* a des qualités incontestables : une grande sobriété, une grande bravoure. Il est incomparable dans les sièges ; jamais il ne recule quand il a un bout de muraille pour se couvrir. Mais les vices de l'organisation politique et civile de l'empire turc énervent toute sa force de résistance.

La Turquie est soumise à un gouvernement *despotique* et *théocratique :* le sultan (celui qui règne aujourd'hui s'appelle Abdul-Hamid) est à la fois le pape et l'empereur des musulmans, c'est-à-dire qu'il est leur chef politique et religieux.

Beaucoup de réformes administratives ont été essayées dans le cours du XIXe siècle ; elles n'ont pas été faites sérieusement, et n'ont changé que l'extérieur des Turcs : ils ont adopté les redingotes des peuples occidentaux, ainsi que leur habitude de donner des concerts et des soirées, ils ont rédigé un *Code de lois*, comme ils ont acheté

des bateaux à vapeur cuirassés ; mais les machines se rouillent et les bâtiments ne peuvent plus naviguer au bout de quelques années, faute d'entretien; de même, les lois inspirées de l'esprit occidental ne sont pas appliquées, et les vieilles coutumes musulmanes subsistent toujours.

La vénalité des fonctionnaires est restée la plaie de l'administration; les juges des tribunaux ne sont rétribués que par l'argent des plaideurs ; les fonctionnaires de tout ordre et de tout rang n'agissent que quand on leur paie un bakschich (pourboire) et se livrent à des exactions effrénées, etc.

(3°) Premiers démembrements de la Turquie. — Aussi le démembrement de l'empire turc, commencé au dix-huitième siècle, s'est continué et accéléré dans le dix-neuvième, mais avec un caractère bien différent : au XVIIIe siècle, il s'est produit *au bénéfice des grands États*, l'Autriche et la Russie, qui ont porté les premiers coups à la puissance ottomane et lui ont enlevé de vastes provinces. Dans le XIXe, il s'est effectué surtout par *la reconstitution des petites nations chrétiennes* englobées dans les conquêtes turques du quinzième siècle, et qui de nos jours recouvrent successivement leur existence nationale.

Dans la première moitié du XIXe siècle, la Grèce, la Serbie, le Monténégro, la Moldavie, la Valachie ont été délivrés du joug turc ; dans la seconde moitié du même siècle, ce fut le tour de la Bulgarie, de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Nous avons déjà vu précédemment comment la guerre de l'indépendance hellénique aboutit, après le traité d'Andrinople en 1829, à la création d'un royaume de **Grèce**.

Avant même le soulèvement de la Grèce, dès 1806, la **Serbie** et le **Monténégro** s'étaient déjà insurgés contre les Turcs. Les Serbes furent dirigés d'abord par un chef intrépide, Georges le Noir, *Kara-Georges*, puis par un gardeur de porcs, *Miloch Obrenovitch*, qui par ses exploits fabuleux assura le triomphe de ses concitoyens : en 1830, la Serbie obtint son indépendance administrative, sous la suzeraineté nominale du sultan. C'est la dynastie des Obrenovitch qui est aujourd'hui encore à la tête de la Serbie.

Deux autres principautés danubiennes habitées par des Roumains, la **Moldavie** et la **Valachie**, durent aussi, vers la même époque, aux interventions de la Russie en leur faveur, le commencement de leur indépendance : au traité d'Andrinople (1829), elles obtinrent le droit d'élire leurs chefs nationaux, ou *hospodars*, sous la suzeraineté du sultan. En 1861, elles réussirent, grâce à l'appui diplomatique de la

France, à se réunir en une seule principauté de **Roumanie**. Enfin, en 1866, elles se donnèrent comme prince héréditaire *Charles de Hohenzollern*, de la famille royale de Prusse.

Ainsi se termina la première période du démembrement de la Turquie au dix-neuvième siècle.

(4°) **Le traité de Berlin**. — Une nouvelle période de démembrement commença quelques années plus tard, à la suite d'une **nouvelle guerre d'Orient** entreprise par la Russie contre la Turquie. L'occasion de cette guerre, ce fut une révolte de la *Bosnie* et de l'*Herzégovine*, qui éclata en 1874, et qui se propagea ensuite en *Bulgarie;* le sultan, furieux, lâcha sur la Bulgarie des hordes de fanatiques musulmans qui commirent d'horribles ravages, et noyèrent dans le sang cette malheureuse province. Les Serbes ayant pris les armes pour punir les bourreaux furent vaincus à leur tour : c'est alors que le tzar Alexandre II déclara la guerre à la Turquie, pour prévenir de nouveaux massacres de ses coreligionnaires (1877).

La guerre fut difficile. L'armée russe, traversant la Roumanie et entraînant l'armée roumaine à sa suite, franchit le Danube et atteignit les Balkans; mais elle se crut trop tôt victorieuse : un habile général turc, Osman-Pacha, lui infligea une défaite inattendue devant **Plewna**. Il fallut faire le siège régulier de cette bicoque : une armée de 100 000 hommes, commandée par *Todleben*, l'illustre défenseur de Sébastopol, réussit à l'emporter au bout de trois mois, tandis qu'une autre armée russe sous les ordres de *Gourko*, en plein hiver, malgré les neiges et les glaces, par un froid de 30 degrés, franchissait les Balkans, refoulait devant elle par une marche irrésistible toute l'armée ottomane et atteignait la mer de Marmara. Elle parut enfin en vue de Constantinople (janv. 1878).

Le sultan, épouvanté devant cette série de désastres, signa avec les Russes le *traité de San-Stefano* (mars 1878), qui accordait au tzar tout ce qu'il demandait, et plaçait en réalité la péninsule des Balkans tout entière sous son protectorat.

Mais l'Autriche s'alarma de cette victoire trop complète de la Russie, qui allait lui barrer la route de l'Orient; l'Angleterre aussi ne voulait pas consentir à ce démembrement complet de l'empire ottoman. Ces deux puissances reçurent l'appui de la *diplomatie allemande*, qu'alarmait l'extension de la puissance russe, et qui oublia les services rendus en 1870 par

Alexandre II à l'Allemagne : elle réclama pour l'Europe le droit de contrôler le traité de San-Stefano; au congrès de Berlin (1878), elle eut l'adresse de le faire si bien modifier qu'elle le *retourna tout à fait contre les Russes*, et établit au contraire dans la péninsule l'influence prépondérante de son alliée l'Autriche. En somme, et grâce à l'Allemagne, on peut dire que, dans la terrible guerre de 1877, la Russie « a tiré les marrons du feu, et l'Austro-Hongrie les a croqués ».

Le traité de Berlin a : 1° restitué à la Russie la partie de la Bessarabie qu'elle avait perdue en 1856 et a dédommagé la Roumanie par la cession de la Dobroutcha ;

2° Agrandi la Serbie, et lui a accordé, ainsi qu'à la Roumanie et au Monténégro, une indépendance pleine et entière (la Serbie et la Roumanie ont été plus tard érigées en royaumes, le Monténégro obtint le port d'*Antivari*, « débouché longtemps réclamé ; » la Grèce aussi devait recevoir un agrandissement territorial, la province de Thessalie) ;

3° Concédé à l'Autriche l'occupation militaire de la Bosnie et de l'Herzégovine, qui ont été annexées en fait à la monarchie austro-hongroise ;

4. Érigé enfin toute la *Bulgarie du Nord* en une principauté héréditaire et autonome, dont le prince devait simplement rendre hommage et payer un faible tribut à la Porte; les Bulgares habitant au sud des Balkans devaient constituer aussi une province autonome, la *Roumélie orientale*, sous l'autorité nominale du sultan.

(5°) **Les conséquences du traité de Berlin.** — Il s'en faut de beaucoup que le traité de Berlin ait établi une tranquillité parfaite et durable dans la péninsule balkanique. Les causes de graves conflits, qui pourraient à chaque instant y éclater, sont de deux natures.

D'un côté, il y a *la rivalité des petites nations chrétiennes* émancipées, qui sont jalouses les unes des autres : ainsi, la Serbie a en 1886 attaqué la Bulgarie qu'elle voulait empêcher de s'agrandir. Puis, une province turque, la Macédoine, est un brandon de discordes entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce, parce que c'est une proie convoitée par chacun de ces États.

De l'autre côté, *la rivalité de la Russie et de l'Autriche* subsiste plus ardente que jamais. Évincée moralement de la péninsule des Balkans par le traité de Berlin, la Russie y avait conservé des partisans, et, à la grande inquiétude de l'Autriche, elle a réussi à rétablir son influence prépondérante dans la Bulgarie et dans la Serbie.

Jamais l'équilibre n'a été plus instable dans la péninsule balkanique. Peu s'en fallut en 1897 qu'une nouvelle guerre d'Orient n'éclatât : la **Crète** s'était soulevée contre le joug ottoman; la Grèce, qui prit parti pour elle, fut vaincue par les Turcs. Mais le sultan céda et accorda l'*autonomie* de la Crète. Pour cette fois, la paix générale fut sauvegardée par l'entente des grandes puissances.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Que possédait la Turquie vers 1800 ? — 2. Quelle a été la cause de sa décadence ? — 3. Quelles races habitaient la Turquie ? — 4. Quelle était sa situation religieuse ? — (**2**) 5. Pourquoi l'intervention russe s'est-elle produite ? — 6. Pourquoi l'intervention autrichienne ? — 7. Pourquoi l'intervention anglaise ? — 8. Que vaut l'armée turque ? — 9. Quels sont les vices de l'administration turque ? — (**3**) 10. Comment a été émancipée la Grèce ? — 11. La Serbie ? — 12. La Moldavie ? — (**4**) 13. Comment est née la guerre russo-turque de 1877 ? — 14. Racontez cette guerre. — 15. Comment finit-elle ? — 16. Quelles puissances protestèrent contre le traité de San-Stephano ? — 17. Que fit l'Allemagne ? — 18. Quelles furent les clauses du traité de Berlin ? — (**5**) 19. Quelles causes entretiennent la rivalité des petits États chrétiens ? — 20. La rivalité de l'Autriche et de la Russie ? — 21. Quels événements se produisirent en 1897 ?

Devoirs. — **1.** *Tableau des progrès accomplis par la Russie au XIX[e] siècle.* — **2.** *Racontez les acquisitions territoriales faites par la Russie de* 1800 *à* 1900. — **3.** *Exposez les réformes accomplies sous Alexandre II.* — **4.** *Exposez les causes générales de la décadence de la Turquie au XIX[e] siècle.* — **5.** *Tableau des démembrements subis par la Turquie de* 1800 *à* 1870. — **6.** *Racontez la guerre turco-russe de* 1877-1878, *et montrez quelles ont été les conséquences du traité qui l'a terminée.*

Lectures. — *Histoire de la Russie*, par Rambaud, chap. xxxvi (p. 635-670) et chap. xxxvii (p. 671-710); excellent ouvrage pour lequel l'auteur a consulté un grand nombre de documents russes qui n'ont jamais été traduits en français. — *Histoire de la Turquie*, par M. de Lamartine, ouvrage d'une lecture facile, mais souvent superficiel. — *Histoire de la Turquie*, par Lavallée, chap. ii et iii du livre cinquième (tome II, p. 304-379). — *L'Empire des Tzars et les Russes*, par Anatole Leroy-Beaulieu, tome I. — *La Rénovation de l'Asie*, par Pierre Leroy-Beaulieu.

L'Europe orientale.

I Généralités.

- 1° Contraste géographique entre l'Europe et la monotonie de la plaine russe.
- 2° Contraste gouvernemental entre l'Europe parlementaire et l'autocratie russe.
- 3° Contraste historique entre le progrès constant de la Russie et la décadence régulière de la Turquie.

II L'Empire russe.

- 1° Continuité de la politique russe sous les tzars Nicolas Ier (1825-1855), Alexandre II (1855-1881), Alexandre III (1881-1894).
- 2° Extension territoriale.....
  - 1° En Europe : occupation de la Finlande, de la Bessarabie, du grand-duché de Varsovie (1815). Temps d'arrêt après la guerre de Crimée (1856). Nouveaux progrès en 1878.
  - 2° En Asie : vers la Chine, colonisation de la Sibérie, occupation de l'Amour ; le Transsibérien ; — vers l'Inde, occupation du Caucase, du Turkestan ; le Transcaspien.
- 3° Développement intérieur.
  - 1° Despotisme de Nicolas Ier. Complot de 1825. La police.
  - 2° Réformes libérales d'Alexandre II. Émancipation des serfs (1861). Insurrection polonaise de 1863. Les attentats des nihilistes ; assassinat d'Alexandre II (1881).
  - 3° Pacification des esprits sous Alexandre III. Réaction contre le germanisme : au dehors, entente franco-russe (1891-1893).
  - 4° Avènement de Nicolas II (1894).

III L'Empire ottoman.

- 1° Causes de démembrement..
  - 1° Multiplicité des races : Ottomans, Albanais, Grecs, Roumains, Slaves (Serbes), Bulgares.
  - 2° Opposition des religions : l'islamisme, la religion grecque orthodoxe.
  - 3° Interventions étrangères : ambitions rivales de la Russie et de l'Autriche. La Russie et le protectorat des chrétiens d'Orient. L'Autriche et les routes commerciales du Bas-Danube et de Salonique.
  - 4° État de la Turquie. Qualités militaires du soldat turc ; faiblesse administrative et politique, et vénalité des Ottomans.
- 2° Démembrements au XIXe siècle....
  - 1re série.
    - Soulèvement de la Serbie (1806). Son autonomie administrative (1830).
    - Agitation roumaine : réunion de la Moldavie et de la Valachie (1859).
  - 2e série.
    - 1° Guerre russo-turque (1877). Congrès de Berlin (1878).
    - 2° Indépendance de la Serbie agrandie et de la Roumanie.
    - 3° Création de la Bulgarie et de la Roumélie orientale.
    - 4° La Bosnie et l'Herzégovine données à l'Autriche.
- 3° État actuel......
  - 1° Rivalité des petits États chrétiens émancipés (Serbie, Bulgarie unie, Grèce ; — question macédonienne).
  - 2° Rivalité de l'influence russe et de l'influence autrichienne.

CHAPITRE IV

L'EUROPE CENTRALE

NOTIONS GÉNÉRALES

Les vastes territoires de l'Europe centrale, depuis la mer du Nord jusqu'au golfe de Tarente, depuis le Rhin et les Alpes jusqu'à la Vistule, ont subi au XIXe siècle un bouleversement complet dans leur organisation politique.

Les traités de 1815 avaient maintenu dans l'Europe centrale, au nord comme au sud des Alpes, le morcellement politique : au sud des Alpes, la péninsule italienne était divisée en un certain nombre de petits États, isolés les uns des autres ; au nord des Alpes, était instituée la Confédération germanique, qui n'établissait qu'un lien illusoire entre les différents peuples de race allemande. Elle comprenait plus d'une trentaine de petits États souverains, et deux puissances de premier ordre, l'empire d'Autriche et le royaume de Prusse.

Dans le cours du XIXe siècle, toute cette organisation a été bouleversée de fond en comble. Aujourd'hui, l'ancien domaine germanique est occupé par deux grands Empires fédératifs, qui n'ont plus entre eux de lien national : d'un côté, l'Empire d'Allemagne, dans lequel la Prusse a fortement concentré sous son autorité tous les peuples germaniques ; de l'autre, l'Empire austro-hongrois, dans lequel l'Autriche a dû partager avec la Hongrie l'antique suprématie qu'elle possédait seule autrefois. — De même, au sud des Alpes, la péninsule italienne a cessé d'être uniquement « une expression géographique » ; son unité politique s'est faite au milieu du XIXe siècle, à peu près au même moment où se constituait l'unité germanique.

Deux États ont considérablement grandi dans cette transformation de l'Europe centrale, la Prusse et le Piémont. Un troisième État, l'Autriche, a vu au contraire s'écrouler définitivement ses ambitions plusieurs fois séculaires : c'est à son détriment que s'est réalisée l'unité de l'Allemagne ; elle a été expulsée par la Prusse, jadis sa vassale, de cet empire germanique dont la couronne resplendissait aux siècles derniers sur

la tête des souverains autrichiens. — De même, c'est aux dépens de l'Autriche que s'est créée l'unité de l'Italie: le Piémont, directement aidé par une intervention militaire de la France, a commencé par détruire la domination autrichienne établie dans la vallée du Pô, et l'influence autrichienne qui était maîtresse dans toute la péninsule ; ensuite, il a pu facilement absorber les différents États italiens, dont les princes étaient en général détestés de leurs sujets.

Un homme d'État prussien, M. de Bismarck, avait été le principal auteur de ces grandes révolutions territoriales. Pour consolider l'œuvre qu'il avait achevée en 1871, il conçut l'idée audacieuse de réunir en quelque sorte, sous la même direction politique, non seulement les deux États qui venaient simultanément d'achever l'édifice de leur grandeur, mais encore le troisième État aux dépens duquel cette grandeur avait été construite. Cette tâche pouvait paraître d'une difficulté insurmontable ; son génie l'a cependant accomplie : en 1882, il a fait conclure la Triple-Alliance, c'est-à-dire l'union étroite de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie, s'engageant à mettre en commun toutes leurs forces pour défendre, au besoin, l'organisation nouvelle de l'Europe centrale.

L'alliance de ces trois États, acceptant en réalité la direction supérieure du gouvernement allemand, a élevé dans le centre de l'Europe une puissance militaire formidable, dont le prestige a longtemps dominé toute la politique européenne.

Leçon I. — **La formation de l'empire d'Allemagne.**

Résumé. — 1. La réorganisation civile et militaire de la Prusse après le désastre d'Iéna a été le point de départ de sa grandeur au XIXe siècle. Les traités de 1815 lui ont donné une situation prépondérante dans l'Allemagne du Nord.

2. Guillaume Ier, devenu roi en 1861, tout dévoué à l'œuvre de l'unité allemande, s'aida de MM. de Bismarck et de Moltke pour préparer les forces militaires de la Prusse.

3. Puis il essaya son armée dans la guerre des duchés contre le Danemark (1864). La paix de Vienne enleva aux Danois le Schleswig et le Holstein.

4. Deux ans plus tard, il se retourna contre l'Autriche qui, vaincue à Sadowa, fut expulsée de l'Allemagne (1866). La Prusse établit alors sa prépondérance sur tous les États allemands.

5. Enfin, en 1871, les fautes de Napoléon III permirent à M. de Bismarck de susciter contre la France une guerre dont il avait besoin pour compléter son œuvre. L'Empire allemand fut rétabli au profit de la Prusse (janvier 1871).

RÉCIT. — (1°) **Réorganisation de la Prusse après 1807.** — Toute l'histoire de la Prusse, à la suite des désastres qu'elle avait essuyés en 1806 et en 1807, peut se résumer en un mot : *c'est la préparation d'une revanche.*

Après le traité de Tilsitt, Frédéric-Guillaume III eut la bonne fortune de trouver deux ministres patriotes, qui relevèrent le pays : le baron de **Stein** opéra des réformes civiles, abolit les abus féodaux, donna aux villes des institutions libérales, régularisa les finances, développa l'enseignement. — **Scharnhorst,** qui devait être blessé mortellement à la bataille de Lutzen, en 1813, régénéra l'armée, rendit les grades d'officiers accessibles même aux roturiers, introduisit en réalité le principe du **service militaire obligatoire** pour tous, et institua la *Landwehr* et le *Landsturm*, c'est-à-dire des armées de réserve.

Grâce à cette habile politique et aux ressources qu'elle lui avait ménagées, la Prusse put prendre en 1813, à la **guerre d'indépendance** contre Napoléon, une part glorieuse et profitable. Les traités de Vienne, en 1815, non seulement lui rendirent ce qu'elle avait perdu dans ses guerres contre Napoléon, mais encore lui donnèrent en Allemagne de vastes et importants territoires qui ne lui avaient jamais appartenu, la *moitié de la Saxe*, une grande partie de la *Westphalie* et de la rive gauche du Rhin. Territorialement, elle apparut comme la puissance allemande par excellence.

A partir de ce moment, la Prusse fut en état d'aborder une *entreprise nouvelle*, qui devait donner à son ambition une satisfaction plus complète encore : elle se proposa de ruiner l'influence autrichienne dans le monde germanique, et d'**expulser l'Autriche de l'Allemagne**.

Nous avons vu, à la page 177, que les traités de Vienne n'avaient pas rétabli l'ancien Empire germanique, dont la couronne impériale était portée avant 1789 par le chef de la maison d'Autriche : le roi de Prusse, vainqueur de Napoléon, n'aurait pas voulu redevenir dans l'intérieur de l'Allemagne le simple vassal d'un suzerain autrichien. On avait donc créé seulement une *Confédération germanique*, dont la Prusse et l'Autriche faisaient toutes deux également partie pour les provinces allemandes, et où elles étaient placées sur un pied d'*égalité parfaite*. — Mais, depuis 1815, la Prusse travailla assidûment à se donner aux yeux des Allemands comme la représentante vraie de la nationalité germanique, de la patrie allemande, et à peu près tous les patriotes tournèrent vers elle leurs espérances. La Prusse ima-

gina aussi de créer, entre elle et les petits États allemands, un **Zollverein**, une *Union douanière*, dont l'Autriche était exclue : elle plaça ainsi sous son hégémonie économique la plus grande partie du territoire allemand.

Une grande tourmente révolutionnaire, qui en 1848 bouleversa toute l'Europe centrale à la suite de la Révolution française de 1848, faillit réaliser les ambitions de la Prusse. Tandis que tous les peuples soumis à l'empereur d'Autriche se révoltaient contre lui, le roi de Prusse apaisait la révolte de ses propres sujets en leur accordant une Constitution; et bientôt après, le **Parlement de Francfort**, élu par les Allemands, lui offrit la couronne de l'empire d'Allemagne, après en avoir voté le rétablissement. Mais à ce moment même l'empereur d'Autriche domptait toutes les révoltes dans ses États, et il était soutenu par la Russie : le roi de Prusse n'osa pas accepter la couronne qui lui était offerte. — Mais la Prusse éprouva un mortel dépit de cette déception, et ne songea qu'à se venger.

(2°) **Avènement de Guillaume Ier.** — Elle y réussit sous le règne de Guillaume Ier, monté sur le trône en 1861. Le nouveau roi de Prusse se dévoua tout entier à l'œuvre de l'**unité allemande** ; pour la préparer, il encouragea de tout son pouvoir une vaste association, le *National-verein*, qui se fonda en 1860 pour la réaliser. Deux hommes qu'il appela au ministère, MM. de Bismarck et de Moltke, furent ses auxiliaires.

M. de Bismarck fut chargé de diriger la politique extérieure de la Prusse. Au début, il fut *très impopulaire*, car il était hostile aux idées libérales : « Ce n'est pas par des discours parlementaires, déclara-t-il, mais par le fer et par le feu que se résoudront les grandes questions du temps, » c'est-à-dire que se créera l'unité allemande au profit de la Prusse, car telle était sa politique bien arrêtée. Sans aucun ménagement pour les idées de liberté, il ne demandait qu'à la force l'exécution de sa volonté.

Aussi débuta-t-il par se mettre en opposition absolue avec le Landtag : il réclama à la Chambre prussienne des subsides considérables pour le développement de l'armée; deux ans de suite celle-ci les refusa, mais M. de Bismarck fit les dépenses sans tenir compte de ces refus. C'est l'**ère des conflits** (1863-1864).

Pendant ce temps, **M. de Moltke** donnait à la Prusse une puissance militaire formidable. On créa un *grand état-major-général* qui prit la direction de toutes les réformes, et à la tête duquel fut placé M. de Moltke, remarquable par son génie organisateur; c'était un ancien

officier danois passé au service prussien. Le service militaire obligatoire fut porté de deux à trois ans, ce qui augmenta d'un tiers l'effectif de l'armée de ligne; au-dessous furent organisés les deux bans de la *landwehr*, enfin le *landsturm*.

La puissance militaire de la Prusse fut accrue par une *réforme de l'armement*, qui lui donna les armes les plus perfectionnées qui fussent alors au monde. Ses soldats furent pourvus du *fusil à aiguille*, très supérieur à tous les autres fusils alors en usage par la rapidité de son chargement et sa très longue portée; une artillerie à longue portée et à tir rapide fut également créée.

Ces réformes étaient achevées en 1864. La Prusse avait alors la plus formidable armée qui fût sur terre.

(3°) **Guerre des duchés.** — Il n'y avait plus qu'à s'en servir. Cependant, comme M. de Bismarck était aussi prudent qu'audacieux, avant d'entreprendre l'œuvre capitale, il commença par un « *remue-ménage* » en Danemark, pour voir si l'Europe, jusqu'alors indifférente à ses actes, se réveillerait. Si l'Europe ne bougeait pas, il pensait qu'il pourrait ensuite tout se permettre.

Or, l'Europe ne bougea pas. Cherchant aux Danois « une querelle d'Allemand », comme il osa le dire lui-même plus tard, M. de Bismarck fit revivre un vieux différend que l'Europe avait réglé en 1852 : il réclama au Danemark *les duchés de Schleswig et de Holstein*. L'Autriche comprit qu'il avait le dessein de garder les conquêtes qu'il ferait; et, comme elle voulait empêcher la Prusse de se donner un si grand accroissement territorial, elle crut habile de joindre son armée à l'armée prussienne : elle pensait que de cette façon, elle serait en état de refréner les convoitises de son alliée. La Prusse et l'Autriche s'unirent donc pour déclarer la guerre au petit Danemark.

Les Danois, sans se laisser épouvanter par les colosses qui se jetaient sur eux, résistèrent héroïquement. Mais que pouvait leur patriotique courage contre la supériorité écrasante de leurs adversaires? Obligés de reculer à la bataille de *Flensbourg* devant les armées prussienne et autrichienne, ils se retirèrent dans les lignes de **Duppel**, qu'ils avaient soigneusement fortifiées, à l'est de la péninsule danoise. Ils y repoussèrent victorieusement une première attaque des Prussiens; mais, après un siège et un bombardement qui

durèrent près de deux mois, ils furent finalement obligés de céder.

Les Prussiens et les Autrichiens occupèrent ensuite le Jutland tout entier. Le roi de Danemark n'avait plus que 28000 soldats; toutes les puissances européennes l'abandonnaient : il n'avait plus qu'à s'incliner devant les volontés des vainqueurs.

Le *traité de Vienne* termina en octobre 1864 la guerre des duchés : il coûta aux Danois le **Schleswig**, belle province à cheval sur la Baltique et la mer du Nord, avec la magnifique rade de Kiel, le **Holstein**, et le petit duché de **Lauenbourg**.

Cette guerre danoise fut le point de départ du bouleversement de l'Europe médité par M. de Bismarck ; elle a été comme le premier acte du drame qui s'est terminé par l'apothéose de la Prusse : la guerre austro-prussienne de 1866 devait en être le second acte, et la guerre franco-allemande de 1870 le troisième.



Bismarck.

(4°) **Guerre austro-prussienne.** — Une guerre entre la Prusse et l'Autriche devait sortir de la guerre que ces deux puissances avaient faite conjointement au Danemark.

Elle fut préparée par une longue série de négociations que M. de Bismarck conduisit pendant près de deux ans avec tous les grands États européens, et dans laquelle il trompa effrontément, mais habilement, tout le monde : « C'est la campagne diplomatique dont je suis le plus fier, » a-t-il dit lui-même en 1877, dans un accès de franchise inattendu. Son idée bien arrêtée, c'était non seulement de garder pour la Prusse les duchés arrachés au Danemark, mais encore d'opérer en Allemagne même de grandes annexions territoriales, de façon à réunir les provinces prussiennes jusqu'alors dispersées, et de constituer enfin une **Allemagne nouvelle** dont l'Autriche ne ferait plus partie.

Pour exécuter ce plan gigantesque, il lui fallait faire la guerre à la fois à l'*Autriche* et à la *Confédération germanique;* mais il pensait

que « les États germaniques ressemblaient à des armures vides campées sur des chevaux empaillés qui tomberaient au premier coup de canon ». Quant à l'Autriche, il jugeait le moment favorable pour l'attaquer, parce que son armée était désorganisée.

Le roi Guillaume de Prusse trouva l'occasion de se brouiller avec son allié l'empereur François-Joseph d'Autriche, quand il s'agit de régler le sort des duchés conquis.

Pour mettre toutes les chances de son côté, M. de Bismarck s'assura avant tout de la *neutralité de la Russie* et de *celle de la France;* la France surtout l'inquiétait : si elle se déclarait en faveur de l'Autriche, la guerre ne pourrait se faire. Il alla donc lui-même à **Biarritz** trouver Napoléon III, et le trompa en lui promettant de lui céder une portion de territoire dans la vallée du Rhin. D'autre part, il s'assura l'**alliance de l'Italie**, désireuse de conquérir la *Vénétie* qui alors appartenait encore à l'Autriche. Enfin, ses préparatifs terminés, la Prusse déclara la guerre à l'Autriche et aux petits États allemands qui la soutenaient (juin 1866).

La guerre se fit à la fois au nord et au sud des Alpes : l'Autriche se trouva *attaquée de deux côtés*, par les Prussiens en Bohême, par les Italiens en Vénétie. Les Italiens furent, il est vrai, battus par les Autrichiens à **Custozza** ; mais ils immobilisèrent une armée autrichienne dans la vallée du Pô, et facilitèrent ainsi la victoire aux Prussiens.

En Allemagne, les armées prussiennes, munies de leur redoutable *fusil à aiguille*, exécutèrent avec une prodigieuse sûreté de mouvements un plan conçu par le général de Moltke : en quelques jours elles battirent les *Hanovriens* et les *Bavarois*, et écrasèrent à **Sadowa** (Bohême) la force militaire de l'Autriche (3 juillet 1866).

La défaite de Sadowa fut due en grande partie à l'impéritie du généralissime autrichien, *Bénédek*. Timoré, irrésolu, il était persuadé d'avance qu'il serait battu, et envoyait à François-Joseph des télégrammes éplorés : « Je supplie Votre Majesté, lui disait-il avant le combat, de conclure la paix à tout prix ; une catastrophe pour l'armée est inévitable. » La bataille dura de huit heures du matin à sept heures du soir. Jusqu'à midi, les Prussiens eurent le dessous ; ils étaient arrêtés par le feu effroyable de l'artillerie autrichienne établie en batteries étagées sur les hauteurs, et sans doute que si, à ce moment, Bénédek avait pris vigoureusement l'offensive, il leur aurait infligé une défaite sérieuse. Il finit par y songer à deux heures et demie, mais trop tard : à ce moment, le canon prussien retentit sur ses derrières. Les deux ailes prussiennes, profitant de son inaction, l'avaient tourné et menaçaient sa ligne de communication. La retraite fut désastreuse.

Après le désastre de Sadowa, l'Autriche dut traiter. Par le *traité de Prague* (août 1866), elle céda la Vénétie à l'Italie, et fut exclue de l'Allemagne; elle ne perdit aucun territoire au nord des Alpes.

L'Allemagne restait à la discrétion de la Prusse, qui acquérait les *duchés danois*, le *Hanovre*, la *Hesse-Cassel*, *Nassau*, *Francfort-sur-le-Mein*, et obligeait tous les autres États allemands à s'unir ouvertement ou secrètement à elle par une alliance offensive et défensive : le roi de Prusse devenait le *général en chef* de toutes les armées allemandes. On peut dire que l'unité germanique était déjà réalisée de fait.

(5°) **Rétablissement de l'Empire allemand.** — Cette *unité de l'Allemagne* fut officiellement établie à la suite d'une troisième guerre voulue par M. de Bismarck, une **guerre contre la France.**

Napoléon fut complètement trompé par lui en 1866 ; après Sadowa, la Prusse victorieuse refusa à l'empereur les compensations territoriales qu'elle lui avait fait entrevoir avant la guerre ; et, non contente de la situation dangereuse où elle mettait la France en créant sur sa frontière orientale une formidable puissance militaire de 40 millions d'habitants, elle chercha par tous les moyens à irriter et à exaspérer l'opinion publique française.

C'est que M. de Bismarck avait maintenant besoin d'une guerre contre la France. La Prusse, depuis Sadowa, était *maîtresse de l'Allemagne*, mais elle y était *détestée;* les rancunes des vaincus rendaient sa domination précaire. Pour la consolider, il fallait spéculer sur le patriotisme des Allemands, leur montrer que la Prusse les défendait seule contre les convoitises de celui qu'ils appelaient l'*ennemi héréditaire*, effacer en eux la haine du nom prussien par la haine plus forte du nom français.

Napoléon III ne comprit pas le piège qui lui était tendu ; il réveilla les défiances germaniques par des réclamations intempestives qu'il était hors d'état de soutenir, notamment lorsqu'il voulut en 1867 acheter le Luxembourg au roi de Hollande : M. de Bismarck s'interposa et empêcha la négociation de réussir.

Enfin, la *candidature d'un prince de Hohenzollern*, parent de Guillaume Ier, au trône d'Espagne vacant depuis 1868 (voir plus haut, p. 275) porta à son comble l'exaspération de Napoléon III :

il commit la faute inouïe de déclarer la guerre à la Prusse (juillet 1870).

Nous avons raconté précédemment les désastres subis par la France pendant cette guerre, et les conditions du *traité de Francfort* qui l'a terminée, le 10 mai 1871. La politique tortueuse de M. de Bismarck était pleinement satisfaite; les victoires prussiennes n'avaient pas seulement abattu la France, leur éclat avait aussi subjugué les Allemands : l'**Empire allemand** avait été rétabli, non plus *électif* comme il était avant 1806, mais *héréditaire* dans la maison de Hohenzollern. C'est le 18 janvier 1871, le jour anniversaire de l'établissement de la royauté prussienne en 1701, que fut proclamé l'avènement du nouveau César germanique, au palais de Versailles, dans la grande galerie des Glaces, encore pleine des gloires de Louis XIV.

La **Constitution** du nouvel Empire allemand fut établie en mars 1871. En vertu de cette Constitution, l'Allemagne forme un **Empire fédératif**, dans lequel les divers États confédérés, au nombre de vingt-six, conservent chacun une certaine autonomie, leurs princes particuliers, leurs Parlements locaux ; mais les affaires d'intérêt général, les relations avec les puissances étrangères, l'armée, la marine, les postes, etc., sont régies par le gouvernement central ou impérial.

Le chef suprême de l'État allemand réunit en sa personne deux dignités héréditaires, désormais inséparables : il est *roi de Prusse*, en même temps qu'*empereur*. En sa qualité de roi, il administre les provinces prussiennes, avec l'aide d'un *ministère prussien* et d'un *Parlement prussien* ou Landtag. En sa qualité d'empereur, il dirige la Confédération, aidé par le *Chancelier d'empire*, par le *Reichstag* ou Parlement élu par les Allemands, et par le *Bundesrath*, Conseil formé par les délégués des princes confédérés.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quel était l'état de l'Europe centrale en 1815 ? — 2. Quel est-il aujourd'hui ? — 3. Quels États se sont accrus ? — 4. Quel État a décliné ? — (**1**) 5. Qu'a fait la Prusse après 1807 ? — 6. Qu'a-t-elle entrepris de faire après 1815 ? — 7. Qu'a-t-elle fait en 1848 ? — (**2**) 8. Quels étaient les projets de Guillaume I[er] ? — 9. Comment a commencé M. de Bismarck ? — 10. Quelle réforme militaire fut opérée ? — (**3**) 11. Quelle a été la cause de la guerre des duchés ? — 12. Quelle a été la politique de l'Autriche ? — 13. Racontez cette guerre. — 14. Comment a-t-elle fini ? — (**4**) 15. Pourquoi la guerre austro-prussienne a-t-elle éclaté ? — 16. Comment Bismarck a-t-il préparé cette guerre ? — 17. Racontez les opérations en Italie. — 18. En Allemagne. — 19. La bataille de Sadowa. — 20. Comment a fini la guerre ? — (**5**) 21. Pourquoi

Bismarck a-t-il voulu une guerre contre la France? — 22. Comment l'a-t-il provoquée? — 23. Comment a été rétabli l'Empire allemand? — 24. Exposez la Constitution de l'Empire allemand.

Leçon II. — **L'Autriche-Hongrie. Le dualisme.**

Résumé. — 1. Nul pays en Europe n'offre un mélange de races aussi complexe que l'empire d'Autriche, gouverné par les Habsbourg. Ses populations très diverses ont conservé leurs caractères nationaux et leur antagonisme de races.

2. Aussi, les révolutions nationales de 1848 faillirent-elles dissoudre l'Autriche; la nationalité hongroise et les nationalités slaves s'émancipèrent un instant.

3. Mais ces triomphes furent éphémères. Avec l'aide de la Russie, l'empereur François-Joseph parvint à remettre sous le joug tous ses sujets révoltés.

4. Il essaya ensuite d'établir la centralisation dans les pays qu'il gouvernait. Mais cette politique aboutit à des désastres; en 1866, l'Autriche fut expulsée de l'Italie et de l'Allemagne.

5. François-Joseph, conseillé par un habile ministre, M. de Beust, chercha alors à donner satisfaction à ses sujets. La Constitution de 1867 établit le dualisme austro-hongrois: elle partagea la monarchie en deux parties, la Cisleithanie et la Transleithanie. Ce système de dualisme satisfit pleinement les Hongrois.

6. Mais il ne donnait encore aucune satisfaction aux populations slaves de l'empire.

Récit. — (1°) **L'Autriche au milieu du XIXe siècle.** — L'Autriche a éprouvé en 1866, dans une guerre contre la Prusse, à Sadowa, un terrible désastre. Pendant cette bataille où la vieille monarchie des Habsbourg faillit périr, les concerts continuaient à résonner dans la capitale de l'Autriche, à Vienne, et la bière coulait à flots dans les jardins publics.

Il fallut l'aspect des blessés arrivant dans la ville, et la vue des feux des bivouacs prussiens, pour émouvoir l'opinion: encore ne s'émut-elle qu'à demi. L'empereur et la cour partirent pour Pesth avec les trésors de la couronne, et le peuple attendit.

Une pareille attitude nous paraît incompréhensible, à nous autres Français. C'est que nous avons peine à concevoir l'état réel de l'Autriche, cette *monarchie composite*, avec les nom-

breuses nationalités qu'elle renferme dans son sein, avec leurs intérêts différents et souvent contradictoires.

A vrai dire, il n'y a pas de **nationalité autrichienne**, ni par conséquent de **patriotisme autrichien.** Il ne faut pas nous représenter l'empire des Habsbourg comme un pays semblable à la France, dont les habitants formeraient une nation unie, parlant tous la même langue, et animés tous de sentiments autrichiens : rien n'est plus contraire à la réalité. Tandis qu'en France, les différentes races qui ont été amenées dans le pays, depuis l'antiquité, par le mouvement des grandes invasions, se sont toutes fondues les unes dans les autres, au contraire celles qui se sont fixées dans les territoires qui forment aujourd'hui l'Autriche se sont toutes conservées distinctes, avec leurs caractères, leurs langues, leurs traditions historiques, enfin avec tout ce qui constitue leur **individualité nationale**.

En un mot, l'Autriche n'est pas une grande nation, mais une agglomération de petites nations juxtaposées, occupant chacune une portion distincte du territoire.

Dans les limites de l'empire d'Autriche, tel qu'il avait été constitué par les traités de 1815, on comptait : 1° les **Allemands**, la race maîtresse, formant environ un quart de la population totale, près de 10 millions, concentrés dans l'archiduché d'Autriche et dans les provinces voisines ; — 2° les **Hongrois** ou **Madgyars**, descendants des farouches cavaliers qui au cinquième siècle avec Attila, puis au neuvième siècle, sont venus ravager l'Europe, fixés au nombre de 7 millions dans la partie orientale de la monarchie ; — 3° les **Slaves**, la race de beaucoup la plus nombreuse, au nombre de près de 20 millions, mais subdivisés en *Slaves du Nord* (Tchèques de Bohême, Polonais, Ruthènes), et en *Slaves du Sud* (Serbes, Croates, Dalmates, Slovènes) ; — 4° les **Roumains**, de race latine, fixés au nombre de plus de 2 millions en Transylvanie ; — 5° les **Italiens** enfin, dans le Tyrol du Sud, l'Istrie, la Vénétie, la Lombardie.

(2°) Soulèvements nationaux en 1848. — Aussi, dans le cours du dix-neuvième siècle, de ce siècle qu'on a pu appeler *le siècle des nationalités*, l'Autriche a-t-elle subi de rudes épreuves.

C'est d'abord la grande **Révolution de 1848** qui la mit à deux doigts de sa perte. A la suite de la révolution de février qui en France renversa le trône de Louis-Philippe, un grand mou-

vement populaire agita toute l'Europe centrale; partout les peuples s'insurgèrent, pour obtenir soit *la liberté*, soit l'*indépendance nationale*. Nulle part ce mouvement ne fut plus violent que dans l'empire d'Autriche, dont le gouvernement était resté absolument despotique, et qui blessait tous les sentiments nationaux des races diverses qui l'habitaient. Les Allemands se soulevèrent, et en même temps les Hongrois, les Slaves, les Italiens.

Les Allemands de Vienne s'insurgèrent le 13 mars 1848 pour obtenir une Constitution; devant les menaces des bourgeois et des ouvriers, le vieux ministre **Metternich**, qui s'appelait lui-même « *le rocher de l'ordre* », s'enfuit jusqu'à Londres; l'empereur Ferdinand Ier, qui régnait alors, se sauva à Olmutz, et abdiqua en faveur de son jeune neveu **François-Joseph.**

D'autre part, les Slaves s'agitaient; les Tchèques de Bohême faisaient des barricades à Prague.

La Hongrie de son côté avait obtenu dès le 15 mars 1848 un gouvernement distinct: voyant ensuite que l'empereur voulait revenir sur cette concession, elle se déclara déliée de toute obéissance envers lui, chassa les troupes autrichiennes, et s'organisa en *République hongroise*, avec **Kossuth** comme dictateur.

Au sud des Alpes, les Italiens de *Milan* et de *Venise* s'étaient également insurgés; on trouvera dans le chapitre suivant l'histoire de leur insurrection.

(3°) **Répression des soulèvements.** — On put croire à ce moment que les derniers jours de la monarchie autrichienne étaient arrivés, et que l'empire des Habsbourg allait se dissoudre. Mais François-Joseph sut très habilement *opposer les uns aux autres les différents peuples* qui s'étaient soulevés contre lui, et qui se détestaient mutuellement entre eux. Les Allemands méprisaient les Tchèques de Bohême ; les Hongrois, si jaloux de leur propre indépendance, prétendaient rester eux-mêmes les maîtres des Slaves, des Croates, et les retenir sous leur joug. En exploitant ces rivalités nationales, en armant même les unes contre les autres les diverses nationalités rebelles, le gouvernement autrichien réussit assez rapidement à les remettre sous le joug.

Dès le mois de juin 1848, le général Windischgrætz, en *bombardant Prague* avec cruauté, étouffa dans son germe la rébellion des Tchèques.

L'insurrection allemande de Vienne fut comprimée quatre mois plus tard, en octobre. *Vienne fut bombardée*, pillée, couverte de cadavres, soumise au régime du sabre ; les journalistes et les révolutionnaires furent traqués, exécutés en grand nombre.

Le mouvement hongrois fut beaucoup plus difficile à soumettre. Les Hongrois se défendirent avec une énergie admirable, n'hésitant même pas à détruire les provisions et les fruits de la terre partout où l'ennemi avançait. Mais enfin, ils se trouvèrent pris entre trois feux, entre l'*armée autrichienne* de Haynau à l'ouest, l'*armée croate* au sud, et à l'est une *armée russe* envoyée par le tzar. Nicolas, en effet, craignant que la contagion des idées libérales et nationales ne gagnât la Pologne, viola la neutralité et s'allia à l'Autriche contre la nationalité hongroise. Les Hongrois, accablés par le nombre, durent subir de nouveau le joug (août 1849) ; leurs plus nobles patriotes périrent en grand nombre sur les échafauds autrichiens.

La Lombardie et la Vénétie étaient de même retombées sous la domination de l'Autriche.

(4°) **L'Autriche expulsée de l'Italie et de l'Allemagne.** — Cette grande crise de 1848 fut pour le gouvernement autrichien un avertissement : elle lui fit comprendre les dangers que le *morcellement des races* faisait courir à l'existence même de l'empire. Il travailla donc à les conjurer. Mais pendant dix ans, de 1849 à 1859, il fit fausse route : c'est dans le **despotisme** et la **centralisation** qu'il chercha le salut.

Voyant que le péril venait de ce que l'Autriche était morcelée, les ministres de l'empereur François-Joseph voulurent la transformer violemment et subitement en un **État unitaire**, confondant sous un joug commun tous les pays et toutes les races. *La bureaucratie allemande* fut partout installée en maîtresse ; la langue allemande fut imposée partout; la Hongrie et les États slaves furent rudement frappés; pour consolider l'unité politique, on tenta même d'établir l'unité religieuse : un *Concordat*, en 1855, fit au catholicisme une place privilégiée et prépondérante dans l'empire.

Mais cette tentative de centralisation était condamnée d'avance : elle était en trop complète contradiction avec les sentiments intimes de tous les peuples autrichiens.

Comprimées un instant, les nationalités diverses n'attendaient qu'une occasion pour se relever : elles la trouvèrent dans les désastres que l'Autriche essuya dans de grandes guerres européennes. La guerre de 1859, après les défaites de *Magenta* et de *Solférino*, lui coûta la Lombardie; celle de 1866 lui enleva sa dernière province italienne, la Vénétie, en même

temps qu'au nord des Alpes elle causa son expulsion de la Confédération germanique. L'Autriche fut ainsi totalement exclue des deux pays, dont la domination avait été depuis des siècles l'objet constant de toute sa politique.

(5°) **La Constitution dualiste.** — La défaite de Sadowa, en 1866, ouvrit définitivement les yeux à François-Joseph : il comprit enfin qu'il lui fallait changer de système de gouvernement. Pour exécuter cette réorganisation complète de l'Autriche, il nomma chancelier un habile diplomate, **M. de Beust**, ancien ministre du roi de Saxe, et grand ennemi de M. de Bismarck. Le nouveau ministre autrichien pensa que l'Autriche ne pourrait retrouver ses forces qu'en se réconciliant avec ceux de ses sujets qui avaient déployé le plus d'énergie pour reconquérir leurs droits nationaux, les Hongrois, et il imagina le **Dualisme**, qu'il réalisa en signant le *Compromis* de février 1867.

Depuis ce moment, la Hongrie est devenue tout à fait *indépendante du gouvernement autrichien*. La monarchie des Habsbourg se compose de deux royaumes égaux en droits, séparés l'un de l'autre, ayant chacun sa capitale, son Parlement, son gouvernement, son administration, mais confiant chacun leur couronne au même souverain : l'empereur devint ainsi roi de Hongrie, et se fit couronner en cette qualité à **Buda-Pesth**, dans la capitale du nouveau royaume. La monarchie cessa même de s'appeler officiellement l'*Autriche*, elle prit le nom d' « **Austro-Hongrie** ». En même temps que la Hongrie recouvrait son *existence nationale*, elle recevait comme l'Autriche une *Constitution libre*.

La Leitha sépara les pays de domination autrichienne (*Cisleithanie*), et les pays de domination hongroise (*Transleithanie*).

Le gouvernement austro-hongrois est naturellement assez compliqué. Il y a d'abord, en Autriche et en Hongrie, deux gouvernements absolument distincts : à Vienne, un ministère autrichien qui est assisté du *Reichsrath*, ou Parlement autrichien ; à Buda-Pesth, un ministère hongrois, qui gouverne sous le contrôle de deux Chambres hongroises. Au-dessus, il y a un gouvernement central pour la direction des affaires communes (affaires militaires, affaires financières, et affaires étrangères) ; il a à sa tête le *Chancelier*, aidé par les *Délégations*, assemblée mi-partie autrichienne, mi-partie hongroise.

Ce système du *Dualisme* a eu de bons résultats pour la Hongrie : il a coupé court aux éternelles revendications des Hongrois et à leurs menaces de séparation.

(6°) Mécontentement des Slaves. — Mais il a sacrifié les intérêts des autres nationalités de la monarchie, *Roumains*, *Tchèques*, *Polonais*, *Slaves du Sud*, *Italiens*. Depuis cette époque, les Slaves demandent à être émancipés comme l'ont été les Hongrois, et à avoir un Parlement distinct.

Parmi ces peuples slaves qui luttent pour reconquérir leur indépendance, celui qui déploie le plus d'énergie et qui a remporté le plus de succès, c'est le **peuple tchèque** qui habite la Bohême. Les efforts de cette noble et généreuse nation doivent nous intéresser particulièrement: l'ennemi qu'elle combat, c'est le vieil ennemi héréditaire de la race slave, c'est l'**Allemand**... Et c'est pourquoi les Tchèques recherchent avidement toutes les occasions d'affirmer leurs sympathies pour la France. Ils les manifestent surtout dans les fêtes de gymnastique, qui, chez eux, sont des fêtes nationales.

Pour le moment, le programme politique des Tchèques est très net; ils demandent qu'on leur accorde la même situation qui a été faite aux Hongrois; ils voudraient que François-Joseph se fît couronner à Prague comme roi de Bohême, et qu'il y eût dans l'armée des régiments tchèques, commandés en langue tchèque. — Si leurs vœux se réalisaient, toutes les autres races de l'Austro-Hongrie réclameraient évidemment à leur tour le même traitement.

L'empire des Habsbourg a passé depuis un demi-siècle par deux phases successives : le **centralisme** qui s'est efforcé de réunir toutes les races sous un gouvernement unitaire siégeant à Vienne ; — puis, le **dualisme**, qui a accordé à la Hongrie sa constitution spéciale, et a groupé toutes les autres nationalités soit sous le gouvernement hongrois, soit sous le gouvernement autrichien.

Maintenant, les races non encore émancipées réclament l'établissement d'une troisième forme politique, le **fédéralisme**, qui satisferait à la fois les sentiments nationaux et les traditions historiques de tous les peuples volontairement réunis sous le sceptre des Habsbourg.

QUESTIONNAIRE. — **(1)** 1. Quelle différence y a-t-il entre la nation autrichienne et la nation française ? — 2. De quels peuples se compose l'Autriche ? — 3. Que savez-vous sur les Allemands d'Autriche ? — 4. Sur les Hongrois ? — 5. Sur les Slaves ? — 6. Sur les Roumains ? — 7. Sur les Italiens ? — **(2)** 8. Pourquoi y eut-il des soulèvements en 1848 ? — 9. Racontez le soulèvement de Vienne. — 10. Celui de la Hongrie. — **(3)** 11. Comment fut réprimé le soulèvement de Prague ? — 12. Celui de Vienne ? — 13. Celui de la Hongrie ? — **(4)** 14. Comment fut gouvernée l'Autriche

de 1849 à 1859? — 15. Quels désastres frappèrent alors l'Autriche ? — (5) 16. Quel changement se produisit après Sadowa ? — 17. Comment fut institué le Dualisme ? — 18. Comment est gouvernée l'Autriche ? — 19. Comment est gouvernée la Hongrie ? — 20. Quel est le gouvernement commun aux deux parties de la monarchie ? — (6) 21. Quels peuples n'ont pas été satisfaits par le dualisme ? — 22. Que demandent les Tchèques ? — 23. Résumez l'histoire intérieure de l'Autriche depuis 50 ans ?

LEÇON III. — **Établissement du royaume d'Italie.**

Résumé. — 1. Les traités de 1815 n'avaient donné à l'Italie ni l'unité nationale, ni l'indépendance. La péninsule resta morcelée en plusieurs petits États, et l'Autriche réprima durement des mouvements révolutionnaires en 1821 et en 1832.

2. Une nouvelle révolte, en 1848, fut beaucoup plus sérieuse : les divers souverains de la péninsule durent accorder des Constitutions à leurs sujets, et les Autrichiens furent presque chassés de la Lombardie et de la Vénétie.

3. Mais ce triomphe fut éphémère, malgré l'appui donné à la Révolution par Charles-Albert, roi de Piémont. La révolution italienne fut vaincue, par l'Autriche dans le Nord, par la France à Rome (1849).

4. Mais tout changea dix ans plus tard. Victor-Emmanuel II, successeur de Charles-Albert, et son ministre habile, M. de Cavour, obtinrent en 1859 l'alliance de Napoléon III qui battit l'Autriche et lui enleva la Lombardie. Victor-Emmanuel devint, en 1861, roi d'Italie.

5. La Vénétie et Rome lui manquaient encore. Pour obtenir la Vénétie, il se tourna du côté de la Prusse, et s'allia avec elle dans la guerre de 1866.

6. Enfin l'Italie profita des désastres de la France pour occuper Rome (20 sept. 1870). Mais le pape, dépouillé de sa souveraineté temporelle, est resté depuis cette époque l'ennemi du nouveau royaume.

RÉCIT. — (1°) **L'Italie de 1815 à 1848.** — La péninsule italienne forme aujourd'hui *un royaume*, et est gouvernée tout entière par *un seul roi*. Les traités de 1815 lui avaient imposé une organisation différente, ils l'avaient morcelée en un certain nombre de petits États. A la chute de l'empire napoléonien, les rois coalisés avaient rétabli en Italie les anciens souverains dépossédés par la Révolution française, et ils les avaient placés sous l'influence de l'Autriche : l'Italie n'avait donc ni **unité**, ni **liberté**, ni **indépendance.**

L'Autriche acquit d'abord le *royaume lombard-vénitien*, formé de la Lombardie et de la Vénétie, et constituant dans le nord de la péninsule comme une grande forteresse d'où elle dominait le reste du pays. Le roi de Sardaigne fut rétabli dans ses anciennes possessions du *Piémont* et de la *Savoie*, agrandies de *Gênes*. La *Toscane* et *Modène* furent rendues à deux archiducs autrichiens, *Parme* donnée à une archiduchesse autrichienne, Marie-Louise, la femme de Napoléon. Le pape recouvra ses *États pontificaux*. Dans le Sud enfin, après l'expulsion de Murat (mai 1815), Ferdinand IV réunit de nouveau *Naples* à la *Sicile*.

Depuis 1815, les patriotes italiens cherchèrent à maintes reprises à conquérir la *liberté politique* en obligeant les princes italiens à accorder des Constitutions à leurs sujets, et l'*indépendance nationale* en renversant la domination autrichienne; quant à l'*unité*, ils n'y songeaient pas encore sérieusement. Dans la période qui s'étend de 1815 à 1848, ils firent deux grandes tentatives pour obtenir la réalisation de leurs désirs, l'une en 1820, l'autre en 1831.

La prise d'armes de 1820 fut provoquée par le *carbonarisme*, qui était organisé en Italie comme en France. Un soulèvement militaire, qui éclata d'abord à Nole, dans le royaume de Naples, obligea le roi Ferdinand, le successeur de Murat, à jurer une *constitution* libérale; le mouvement s'étendit ensuite dans le nord de l'Italie, dans le Piémont. — Mais l'Autriche veillait au maintien de l'absolutisme dans la péninsule : une armée autrichienne alla à Naples rendre à Ferdinand son *pouvoir absolu*, et revint ensuite écraser les insurgés du Nord (1821). Alors fut emprisonné Silvio Pellico, que le récit de sa captivité, ses *Prisons*, a rendu célèbre.

Quelques années plus tard, le succès de la révolution française de 1830 rendit l'espoir aux patriotes italiens; des mouvements révolutionnaires éclatèrent à deux reprises, en 1831 et en 1832, dans les *États pontificaux* soumis au despotisme sacerdotal de Grégoire XVI; mais chaque fois les soldats autrichiens accoururent au secours du pape. C'est pour limiter cette intervention de l'Autriche que Casimir Périer fit occuper Ancône.

Ces échecs successifs ne firent qu'accroître l'ardeur des patriotes. Le plus exalté, Joseph **Mazzini**, fonda en 1832 la société de la *Jeune Italie*, qui rêvait d'établir dans la péninsule une **République unitaire**. Le parti républicain, à peine né, provoqua sur plusieurs points des émeutes et des complots qui furent énergiquement réprimés : beaucoup de conspirateurs périrent sur les échafauds, les prisons s'em-

plirent des hommes les plus honorables, le sang des libéraux coula dans les provinces. Mais ces épreuves ne firent que surexciter le patriotisme italien, l'amour de la liberté, la haine de la domination et de l'influence étrangères ; après quelques années de ce régime, l'Italie était mûre pour une révolution.

(2°) **Succès de la Révolution en 1848.** — Aussi, en 1848, le réveil national se produisit-il dans la péninsule italienne avant même que la Révolution de février n'eût éclaté en France : il coïncida avec l'élévation au trône pontifical d'un pape qui semblait devoir réaliser les espérances nationales et libérales, **Pie IX** (1846). Peu après son avènement, Pie IX ouvrit les portes des prisons aux patriotes, et promit des réformes.

Le soir même, à Rome, une illumination spontanée remercia et encouragea le pontife, et, par une magnifique nuit d'été, Pie IX, attiré au balcon du Vatican par la joie reconnaissante de tout le peuple romain, fut obligé de lui donner, aux flambeaux, sa bénédiction. Pendant quelque temps, les Italiens crurent qu'ils allaient revenir aux jours du moyen âge, quand les papes se faisaient les défenseurs de l'indépendance italienne contre le joug des Allemands.

Les divers souverains italiens furent obligés de suivre le mouvement inauguré par Pie IX : de janvier à mars 1848, le royaume de Naples, la Toscane, le Piémont, les États pontificaux devinrent des **États constitutionnels**, régis chacun par une *Constitution* et par un *Parlement*. Un premier résultat semblait atteint, la *liberté politique* fondée.

Restait à conquérir l'*indépendance nationale*, en expulsant les Autrichiens de leurs possessions de Lombardie et de Vénétie. Peu s'en fallut qu'un mouvement populaire n'obtînt ce résultat complètement ; s'il ne réussit pas à chasser les troupes autrichiennes des forteresses, il rendit du moins la liberté au reste du territoire.

C'est le 18 mars 1848 qu'une insurrection populaire éclata à **Milan**. Pendant la nuit, tandis que la pluie tombait à torrents, le peuple milanais s'arma, éleva silencieusement des barricades, et entassa des projectiles sur les toits des maisons. Le lever du jour fut le signal des hostilités ; après cent vingt heures d'un combat ininterrompu, la garnison autrichienne, commandée par Radetzki, dut évacuer la ville. **Venise** suivit l'exemple de Milan et proclama le rétablissement de la *République vénitienne*.

Pour flatter les sentiments de leurs sujets, les souverains italiens feignirent de s'associer au mouvement national qui poussait l'Italie contre l'Autriche; ils envoyèrent des troupes dans la vallée du Pô. Mais le roi de Sardaigne, **Charles-Albert**, était *seul sincère.*

(3°) **Défaites de la Révolution en 1848-1849.** — Au moment décisif, Charles-Albert fut abandonné par les autres princes italiens qui rappelèrent leurs soldats : il resta seul pour lutter contre l'Autriche. Il refusa cependant l'aide de la France, que le gouvernement républicain français de 1848 lui offrait : « *Italia fara da se*, l'Italie agira par elle-même », répondit-il superbement. Mais l'événement ne devait pas tarder à dissiper ce bel enthousiasme : il fut *complètement battu* à **Custozza**, près du Mincio (juillet 1848), et tout heureux d'obtenir la paix.

Alors, les *souverains* ayant échoué, les *républicains* reprirent leur œuvre ; des émeutes républicaines éclatèrent sur divers points. Leurs principaux chefs étaient **Mazzini**, et un général démocrate, **Garibaldi**, qui, après avoir couru les aventures en Amérique, était revenu pour combattre les Autrichiens.

A Rome, le ministre constitutionnel du pape, **Rossi**, fut poignardé comme il montait l'escalier de la Chambre. Pie IX s'enfuit à Gaëte, dans le royaume de Naples, et la **République romaine** fut proclamée (déc. 1848). A Florence, le grand-duc se sauva de même, et une **République toscane** s'installa. Les républicains entraînèrent une seconde fois Charles-Albert dans la lutte contre l'Autriche. Mais cette fois encore l'Autriche remporta une victoire complète, à **Novare**, dans le Piémont (mars 1849).

C'est une expédition française qui, sur l'ordre du prince Louis-Napoléon, alors Président de la République, alla rétablir le pape à Rome, après avoir renversé par les armes la République romaine (juillet 1849). Les soldats de la France devaient ensuite continuer à occuper Rome pendant longtemps.

La défaite de Charles-Albert à Novare fut le signal de la Restauration des anciens souverains, de l'ancien despotisme, et de la suprématie autrichienne dans toute la péninsule; les idées libérales et le sentiment national furent en même temps comprimés. Il y eut cependant *une exception*, dans le Piémont, où **Victor-Emmanuel II**, fils et successeur de Charles-Albert,

maintint habilement, malgré l'Autriche, le régime constitutionnel.

(4°) **Création du royaume d'Italie (1861).** — A partir de ce moment, Victor-Emmanuel devint l'espérance de tous les patriotes italiens; les républicains eux-mêmes, sacrifiant leur *idéal politique* à leur amour de la *patrie italienne*, se rallièrent à ce roi qui aimait la liberté; ils acceptèrent la royauté parlementaire, dans l'espérance qu'elle leur donnerait l'indépendance et l'unité nationale.

Victor-Emmanuel avait justement les qualités nécessaires pour faciliter au Piémont, et par suite à l'Italie son œuvre de rénovation. D'un tempérament robuste, chasseur déterminé, « *il re galantuomo*, le roi galant homme », comme ses sujets le surnommèrent, avait une rondeur toute militaire, qui s'alliait avec beaucoup de bon sens et de finesse. Dès 1850, il sut choisir le ministre, plein d'habileté, de ténacité, qui allait être le principal créateur de l'unité italienne, **M. de Cavour.**

M. de Cavour, soutenu par Victor-Emmanuel, commença son œuvre en réparant courageusement les maux de la guerre précédente. Il restaura les *finances* du Piémont au prix d'une lourde augmentation d'impôts. — Il reconstitua la petite *armée* piémontaise en lui donnant une solide organisation, et il répara les forteresses du royaume. L'enthousiasme de ses concitoyens l'aidait dans cette tâche patriotique : ainsi, la grande forteresse d'*Alexandrie*, devenue le centre de toute la défense militaire du Piémont, fut armée, en 1857, à l'aide de souscriptions volontaires.

Dirigé par M. de Cavour, le gouvernement piémontais pratiqua une *politique étrangère* bien éloignée de son orgueilleux isolement de 1848; il comprenait à merveille que le petit Piémont n'était pas en état de vaincre l'Autriche à lui seul, et il chercha une alliance. Pour obtenir *celle de la France*, il s'unit à elle dans la guerre de Crimée en 1855, et une armée piémontaise alla rejoindre l'armée anglo-française devant Sébastopol.

C'était un coup de maître. Au Congrès de Paris, en 1856, il noua avec Napoléon III des relations qu'il entretint soigneusement : pour en finir, sous prétexte de faire une cure pour sa santé, il se rendit à *Plombières* où l'empereur prenait lui-même des bains; et là, dans des entrevues répétées, il conclut

secrètement une **alliance formelle** entre la France et le Piémont contre l'Autriche (septembre 1858).

On a vu (chap. I, leç. III) quelles ont été les suites de cette alliance : quand, en 1859, l'Autriche, poussée à bout par la conduite de M. de Cavour, envahit le Piémont, l'armée française accourut à son secours. Les victoires de *Magenta* et de *Solférino* rejetèrent les Autrichiens au delà du Mincio, et la paix de **Villafranca** donna la Lombardie à Victor-Emmanuel ; l'Autriche ne gardait plus que la Vénétie.

Tous les autres petits souverains italiens devaient garder leurs domaines; la péninsule tout entière devait former une *Confédération italienne*, dont le pape serait le président.

Mais, par les victoires françaises dans la guerre de 1859, l'Italie avait été trop profondément ébranlée pour que la situation actuelle pût se maintenir. Les *Toscans*, les *Parmesans*, les *Modénais* avaient, pendant la guerre, chassé leurs ducs autrichiens; ils refusèrent de les reprendre et se donnèrent à Victor-Emmanuel, ainsi que les habitants de *Bologne* et de *Ferrare*, anciennes possessions pontificales : c'est alors qu'en compensation le Piémont céda à la France Nice et la Savoie.

Victor-Emmanuel était maintenant maître de l'Italie du Nord; **Garibaldi**, s'entendant avec M. de Cavour, entreprit de lui donner le sud et le centre.

Garibaldi partit de Gènes avec *les Mille :* c'était un millier de volontaires, qu'on appelait encore les *Chemises rouges*, à cause du costume rouge qu'il leur faisait porter. Il débarqua en **Sicile**, souleva l'île, passa ensuite dans les provinces napolitaines, et enfin fit à **Naples** une entrée triomphale, tandis que *François II*, roi des Deux-Siciles, se retirait dans la forteresse de Gaëte.

Alors, sous prétexte de contenir cette révolution populaire, une armée piémontaise entra dans les **États du pape**, détruisit à *Castelfidardo*, près d'Ancône, la petite armée pontificale commandée par le Français *Lamoricière*, pénétra ensuite dans les provinces napolitaines, et par la prise de Gaëte (1861) acheva la conquête du sud de la Péninsule.

Les députés élus par toute l'Italie émancipée se réunirent pour la première fois à Turin, et, *le 14 mars* 1861, leur vote unanime conféra à Victor-Emmanuel le titre de **roi d'Italie.**

(5°) Conquête de la Vénétie. — Au nouveau royaume il ne manquait plus que la **Vénétie** restée autrichienne, et la ville de **Rome** avec son territoire, où des troupes françaises

maintenaient encore le pouvoir temporel de la Papauté.

Pour opérer ces dernières annexions, l'Italie se retourna d'un autre côté, et les ministres qui succédèrent à M. de Cavour, mort en 1861, se mirent en quête d'une *nouvelle alliance* qui leur donnerait satisfaction complète. Ils la trouvèrent en 1866, en s'unissant contre l'Autriche à la Prusse, dont les ambitions et la situation offraient une analogie frappante avec celles de l'ancien Piémont.

Dans la grande guerre provoquée en 1866 par M. de Bismarck, les Italiens n'essuyèrent que des défaites : leur armée fut battue à **Custozza**, et leur flotte fut presque anéantie à **Lissa**.

La bataille de Custozza se livra sur l'emplacement même où Charles-Albert avait été vaincu en 1848. Le général autrichien, l'*archiduc Albert*, n'avait que 90000 hommes à opposer à 180000 Italiens, divisés en deux armées ; mais il saisit habilement le moment où une des deux armées italiennes était arrêtée par une crue du Pô pour tomber sur l'autre, isolée, et l'obliger à se retirer (juin 1866).

La bataille de **Lissa** fut plus fâcheuse pour l'amour-propre italien. L'amiral Persano, qui commandait une flotte de beaux vaisseaux cuirassés, fut complètement battu par l'Autrichien Tegethof, qui n'avait que des vaisseaux en bois ; traduit après la bataille devant un conseil de guerre, il fut condamné à la dégradation.

Mais la victoire complète des Prussiens à *Sadowa* contraignit l'Autriche à abandonner la Vénétie, qui fut réunie au royaume italien.

Exaltés par cet avantage, les Italiens les plus ardents, ceux qu'on appelait les *italianissimes*, voulurent, avec Garibaldi à leur tête, enlever Rome de vive force. Mais les Français les arrêtèrent au combat de Mentana (novembre 1867).

(**6°**) **Les Italiens à Rome.** — Trois ans plus tard éclatait la guerre franco-allemande. Dès le début des hostilités, les Français, vaincus à Reichshoffen, durent rappeler pour la défense du sol de la patrie leurs troupes qui tenaient garnison à Rome. Aussitôt les Italiens profitèrent de l'occasion et marchèrent sur la Ville Éternelle, où leur armée entra après un petit combat contre les troupes pontificales (20 sept. 1870).

Rome fut déclarée alors capitale de l'Italie, *capitale intangible* comme disent les Italiens, affirmant ainsi qu'ils ne permettront à aucun prix qu'on y touche. Victor-Emmanuel proclama que « l'occu-

pation de Rome couronnait l'entreprise commencée vingt-trois ans auparavant par son magnanime père ».

Pie IX se décida à rester à Rome, après s'être demandé un instant s'il ne chercherait pas un refuge à Malte ; il *s'enferma dans le Vatican*, et désormais se refusa à en sortir. Les Italiens, au moment de l'occupation, avaient déclaré solennellement qu'ils lui assureraient toute l'indépendance dont il avait besoin pour exercer son pouvoir spirituel. Pour exécuter cet engagement, on vota en mai 1871 **la loi des garanties**, qui attribua au Souverain Pontife l'inviolabilité, les honneurs souverains, la propriété du palais du Vatican, et une rente annuelle de trois millions.

Pie IX refusa de reconnaître le fait accompli et d'accepter les conditions que lui fit le gouvernement italien; il persista à se considérer comme prisonnier dans le Vatican.

Il mourut en 1878, presque en même temps que Victor-Emmanuel; le pape **Léon XIII**, qui l'a remplacé, a conservé la même attitude sous **Humbert Ier**, fils de Victor-Emmanuel (1878-1900) et sous **Victor-Emmanuel III**, successeur de Humbert.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Quel était l'état de l'Italie en 1815 ? — 2. Que désiraient les patriotes ? — 3. Racontez le soulèvement de 1820. — 4. Celui de 1831. — 5. Que se passa-t-il de 1832 à 1848 ? — (**2**) 6. Que se passa-t-il à l'avènement de Pie IX ? — 7. Que firent les princes italiens en 1848 ? — 8. Racontez l'insurrection de Milan. — 9. Que fit Charles-Albert ? — (**3**) 10. Eut-il des alliés contre l'Autriche ? — 11. Comment se termina sa première prise d'armes ? — 12. Que firent alors les républicains ? — 13. Comment fut vaincue la révolution en 1849 ? — 14. Quel fut alors l'état de l'Italie ? — (**4**) 15. Faites connaître Victor-Emmanuel. — 16. Que fit son ministre Cavour ? — 17. Quelle fut sa politique extérieure ? — 18. Quels furent les résultats de la guerre de 1859 ? — 19. Racontez l'expédition de Garibaldi en Sicile. — 20. Comment se termina-t-elle ? — 21. Quand fut créé le royaume d'Italie ? — (**5**) 22. Que lui manquait-il encore ? — 23. Pourquoi l'Italie s'allia-t-elle à la Prusse ? — 24. Racontez la bataille de Custozza. — 25. La bataille de Lissa. — 26. Comment se termina la guerre de 1866 ? — (**6**) 27. Quand et comment les Italiens entrèrent-ils à Rome ? — 28. Qu'est-ce que la loi des garanties ? — 29. Quelle a été la conduite de la Papauté ?

Devoirs. — **1**. *Racontez les principaux faits de la vie de M. de Bismarck.* — **2**. *Racontez l'histoire de M. de Cavour.* — **3**. *Racontez le règne de François-Joseph.* — **4**. *Racontez la Révolution de* 1848 *au nord et au sud des Alpes.* — **5**. *Exposez les relations de la Prusse et de l'Autriche de* 1850 *à* 1900. — **6**. *Racontez la vie de Victor-Emmanuel II.* — **7**. *Quelle est la constitution actuelle de l'Allemagne et de l'Autriche ?*

Lectures. — *Histoire d'Italie,* par J. ZELLER, chap. XX (opposition libérale et insurrections révolutionnaires de 1815 à 1846, p. 530-567), et chap. XXI (Révolution contemporaine, p. 568-631). — *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie,* par B. AUERBACH. — *L'Unité italienne*, par J. DE CROZALS. — *L'Allemagne de 1810 à 1852*, par E. DENIS. Ces deux derniers volumes, qui font partie de la Bibliothèque d'histoire illustrée, sont précieux, intéressants par leurs nombreuses images authentiques autant que par leur texte.

Les puissances de l'Europe centrale.

I. Transformation territoriale de l'Europe centrale.

- 1° La Prusse de 1807 à 1848..
  - 1° Réorganisation civile et militaire avant 1813 (Stein et Scharnhorst). — Agrandissement territorial en 1815.
  - 2° Développement de l'influence prussienne. En 1848, la Prusse a une Constitution.
- 2° Antagonisme de la Prusse et de l'Autriche.......
  - 1° Le Zollverein prussien.
  - 2° Rivalité pacifique. La diète de Francfort. Idées de M. de Bismarck.
  - 3° Avènement de Guillaume Ier (1861). Bismarck ministre.
- 3° Le plan de M. de Bismarck.
  - 1° Guerre des duchés (1864). Résistance des Danois. Traité de Vienne.
  - 2° Guerre austro-prussienne...
    - 1° Campagne diplomatique (1864-1866). Négociations avec la France.
    - 2° Hostilités. Victoire des Prussiens à Sadowa, paix de Prague (1866). L'Autriche exclue de l'Allemagne. Annexions prussiennes.
  - 3° Guerre franco-prussienne...
    - Les désastres de la France. Rétablissement de l'empire allemand (janvier 1871).

II. L'Autriche.

- 1° Les races autrichiennes (Allemands, Madgyars, Slaves, Latins). Leurs caractères, leurs traditions historiques.
- 2° Transformation.........
  - 1° De 1848 à 1859, tentative de centralisation despotique.
  - 2° Désastres de 1859-1866. Essais de politique nouvelle.
  - 3° M. de Beust : le dualisme austro-hongrois. Compromis de 1867.
- 3° Réclamations des Slaves. Réveil de la nationalité tchèque. — Aspirations vers le fédéralisme.

III. L'Italie avant 1859.

- 1° Désirs des patriotes (liberté, indépendance, unité). Action parallèle des républicains et de la maison de Savoie.
- 2° Influence réactionnaire de l'Autriche après 1849 ; réaction à Parme, à Modène, en Toscane, à Rome, à Naples.
- 3° Maintien de la Constitution dans le Piémont : son prestige sur les patriotes italiens. Rôle et caractère de Victor-Emmanuel. Cavour ministre.

IV

Formation du royaume d'Italie.

- 1° Alliance du Piémont et de la France. Ruine du joug autrichien...
  - 1° Cavour se rapproche de la France. — Intervention en Crimée, Congrès de Paris (1856). Entrevue de Plombières (1858).
  - 2° Guerre d'Italie (1859).......
    - 1° Délivrance du Piémont (Montebello).
    - 2° Conquête de la Lombardie (Magenta, Solférino).
- 2° Alliance du Piémont avec le parti révolutionnaire...
  - 1° Dans le Nord : Parme, Modène, la Toscane, la Romagne s'unissent au Piémont (1860). La Savoie et Nice cédées à la France.
  - 2° Dans le Sud : Garibaldi et les Mille en Sicile et à Naples (1860).
  - 3° Dans le Centre : Invasion des États pontificaux par les Piémontais ; Castelfidardo. — Prise de Gaëte (1861). Victor-Emmanuel roi d'Italie.
- 3° Alliance de l'Italie et de la Prusse....
  - 1° Guerre de 1866. L'Italie, vaincue à Custozza et à Lissa, acquiert la Vénétie.
  - 2° Tentative infructueuse sur Rome. Mentana (1867).
  - 3° Entrée des Italiens à Rome (sept. 1870).

CHAPITRE V

LES ÉTATS ANGLO-SAXONS

NOTIONS GÉNÉRALES

La race anglo-saxonne peuple deux grands États contemporains, l'Angleterre et les États-Unis de l'Amérique du Nord. Dans le cours du XIX[e] siècle, ces deux États ont fait des progrès étonnants, grâce en partie à leur situation géographique : en effet, tandis que les nations continentales étaient le théâtre d'une lutte incessante entre l'ancien et le nouveau régime, l'Angleterre isolée derrière la Manche, et les États-Unis isolés au delà de l'Atlantique, ont pu rester à l'écart des grandes agitations et des grands bouleversements qui partout ailleurs ont entravé et retardé le progrès de l'humanité.

En 1815, l'Angleterre sortait victorieuse et puissante d'une lutte de vingt années contre la France. Mais, dans l'éclat même de son triomphe, elle était en proie à de graves souffrances intérieures : ses institutions parlementaires reposaient sur un système électoral vicieux, qui assurait l'influence exclusive aux nobles et aux riches ; — une terrible crise industrielle et commerciale rendait intolérable la condition des ouvriers et des paysans ; — des lois oppressives pesaient toujours sur les catholiques et sur les Irlandais.

Pendant la période qui s'est écoulée de 1815 à nos jours, tous ces problèmes politiques, économiques et moraux ont été examinés. Et, grâce à quelques hommes d'État qui resteront l'éternel honneur du peuple anglais, sur beaucoup de points des solutions équitables ont été apportées.

Au delà de l'Atlantique, les États-Unis, ces treize colonies anglaises émancipées en 1776, ont par leur glorieux exemple appelé à l'émancipation tout le continent américain ; partout, les anciennes colonies de l'Espagne et du Portugal sont devenues, à leur exemple, des États indépendants.

C'est que, depuis un siècle, la prospérité de l'Amérique anglo-saxonne a été inouïe, et bien faite pour exciter l'émulation de l'Amérique latine. La première est de beaucoup la plus peuplée, la plus industrieuse, la plus commerçante, la mieux ordonnée, la plus riche.

Les États-Unis ne se sont pas contentés de cette grandeur matérielle : ils ont voulu y joindre la grandeur morale. Au prix des souffrances apportées par la terrible guerre de Sécession, ils ont fait disparaître la plaie honteuse de l'esclavage qui les déshonorait. L'émancipation des nègres dans l'Amérique du Nord, suivie plus tard de l'émancipation des nègres du Brésil, a marqué une des plus grandes étapes de l'histoire de l'humanité.

Leçon I. — **L'Angleterre.**
Quelques grands hommes d'État du XIXe siècle.

Résumé. — 1. L'Angleterre était en 1815 le seul pays qui fût habitué à la pratique du régime parlementaire. Mais le système électoral était suranné, et le pays souffrait d'une terrible crise économique, suite de la guerre contre Napoléon.

2. Sous le règne de Georges IV (1820-1830), les ministres Canning et Huskisson firent les premiers pas dans la voie de la liberté commerciale. En 1829, une loi émancipa les catholiques.

3. Sous Guillaume IV (1830-1837), le ministère Grey-Russell corrigea par une première réforme électorale les abus les plus criants de l'ancien système.

4. Les grandes réformes s'accomplirent sous le règne de Victoria (1837-1901). Le grand ministre Robert Peel, de 1842 à 1846, opéra une véritable révolution économique, par l'établissement du libre-échange.

5. Plus tard, l'illustre ministre Gladstone améliora le sort des ouvriers, développa l'instruction, étendit beaucoup le droit de suffrage.

6. Mais il est mort sans avoir réussi à soulager la misère de l'Irlande, et à faire triompher les Irlandais dans leurs légitimes revendications. La situation de cette île est aujourd'hui encore un danger et une honte pour l'Angleterre.

Récit. — (1°) **L'Angleterre après la guerre contre Napoléon.** — L'Angleterre en 1815 arrivait au faîte de la gloire et de la puissance ; sortie victorieuse du duel gigantesque qu'elle avait soutenu contre Napoléon, elle dominait *sans rivale sur les mers et aux colonies;* et, dans son île, le peuple anglais, possédant pleinement le **régime parlementaire**, pouvait obtenir pacifiquement toutes les réformes dont il avait besoin.

Cependant, il y avait deux taches dans ce brillant tableau ;

sur deux points pouvaient surgir de graves dangers. Et d'abord, dans l'*ordre politique*, il y avait urgence à réformer le *système électoral*, base de tout le gouvernement.

Le Parlement anglais se composait de la *Chambre haute*, ou *Chambre des Lords*, où siègent les chefs héréditaires de l'aristocratie, et de la *Chambre basse* ou *Chambre des Communes*, dont les membres sont élus par les habitants. Seulement, ils étaient élus d'après un système qui n'avait pas été modifié depuis 1673 : aussi présentait-il d'étranges anomalies. Tout comté, quelle que fût sa population, envoyait deux députés ; de même, toute ville qui avait reçu en 1673 le privilège de nommer deux députés, les nommait encore en 1815, même si elle était devenue un simple village, même si elle avait perdu tous ses habitants. Ainsi, *Old-Sarum*, ville considérable au XVIIe siècle, ne comptait plus en 1815 que 12 habitants ; une autre ville, au nord de Londres, avait complètement disparu, et n'était plus représentée, à un croisement de routes, que par une hôtellerie pour les relais des chevaux de poste : ces villes n'en continuaient pas moins à nommer deux députés à chaque convocation du Parlement.

Ces villes, d'où les électeurs avaient presque disparu, s'appelaient des **bourgs-pourris** ; les quelques électeurs qui y restaient considéraient leur droit électoral comme une propriété productive, et vendaient sans vergogne leur suffrage. D'autre part, des villes, comme **Manchester** habitée par 300000 âmes, n'élisaient pas de députés parce qu'elles n'étaient que des villages en 1673.

Ce système électoral n'assurait donc en aucune façon la vraie *représentation du peuple anglais*.

D'autre part, l'Angleterre, malgré sa gloire, éprouvait de terribles **souffrances économiques**. Elle était écrasée par les *charges financières* qu'elle avait dû s'imposer pour susciter à prix d'argent tant de coalitions contre la France : le budget, qui était de 225 millions en 1792, était monté en 1816 à 1 milliard 900 millions ; les impôts avaient été énormément accrus pour subvenir à ces dépenses. L'*industrie anglaise* n'avait plus de débouchés sur le continent, parce que, à la suite du blocus continental, les divers pays avaient élevé autour d'eux des barrières douanières pour défendre leurs industries nationales. Enfin, l'*agriculture anglaise* souffrant de l'invasion des blés du continent, on avait établi des taxes considérables sur l'importation des blés : le résultat, c'est que le pain se vendit beaucoup plus cher, et les pauvres gens furent réduits à une misère atroce.

Les souffrances populaires devenant intolérables, il y eut en beaucoup d'endroits des émeutes, à *Manchester* une vraie bataille où 400 personnes furent tuées ou blessées (1819).

(2°) **Réformes sous Georges IV (1820-1830).** — En 1820 mourut le *roi fou*, Georges III, qui régnait pendant les guerres contre Napoléon ; son successeur, Georges IV, qui régna dix ans, était joueur, débauché, universellement méprisé de ses sujets. C'est cependant sous le règne de ce triste monarque que les réformes commencèrent. Le ministre **Canning**, sorti des rangs du peuple, habile et éloquent, âme haute, commença à améliorer la condition matérielle des pauvres gens.

Canning comprit que le meilleur moyen de calmer les révoltes, d'alléger les misères, c'était d'assurer du travail aux pauvres, en développant le commerce et l'industrie. Un de ses collègues, *Huskisson*, travailla particulièrement à faciliter les relations commerciales avec le continent. Depuis l'*Acte de Navigation* établi par Cromwell, au XVII[e] siècle, l'Angleterre avait été le pays du monde qui pratiquait le plus complètement le *système protectionniste ;* mais maintenant que la marine et l'industrie britanniques s'étaient développées à l'abri de la prohibition complète des produits étrangers, on pouvait sans danger renoncer aux lois prohibitives. Huskisson fit donc abolir l'Acte de Navigation et autorisa l'introduction des marchandises étrangères, moyennant des taxes modérées. L'œuvre d'Huskisson devait être féconde, mais il n'en vit pas les résultats : il mourut en 1829, écrasé par une locomotive à l'inauguration du chemin de fer de Liverpool à Manchester.

Canning mourut prématurément, tué par l'excès du travail, par les luttes qu'il devait soutenir même contre plusieurs de ses collègues, effrayés de sa hardiesse. Mais le mouvement réformateur était commencé, sa mort ne l'arrêta pas : une grande réforme morale fut accomplie en 1829, l'**émancipation des catholiques**.

Dans l'Angleterre, où existe une église officielle, l'*Église anglicane*, dont le roi est le chef, les catholiques étaient extrêmement maltraités depuis la Réforme : ils ne possédaient *aucun droit politique*. Les catholiques d'Irlande étaient particulièrement malheureux ; ils ne pouvaient ni porter des armes, ni avoir de bons chevaux, ni posséder un champ, ni exercer des professions libérales, ni se livrer au commerce et à l'industrie.

Cette situation était intolérable. En Irlande se forma une *Association*

religieuse, dirigée par **O'Connell**, « le grand agitateur », qui voulait obtenir légalement l'émancipation des catholiques et la liberté administrative de l'île. Son éloquence, tantôt fougueuse comme celle d'un tribun, tantôt pleine de la bonhomie d'un père de famille, servie par beaucoup d'habileté, lui donnait sur ses compatriotes un ascendant extraordinaire, et lui permit, après plusieurs années d'efforts, de triompher, au moins sur le premier point.

Le successeur de Canning, **Wellington**, quoique tory et partisan du maintien du despotisme religieux, fut contraint par l'opinion publique de laisser voter la loi émancipatrice (avril 1829). A partir de ce moment, les catholiques purent devenir électeurs, élus et fonctionnaires.

(3°) **Première réforme électorale.** — Un frère de Georges IV, **Guillaume IV**, lui succéda en 1830; le *roi-matelot*, comme on le surnomma, était populaire et favorable aux whigs ou libéraux. La réforme électorale et parlementaire fut la grande affaire du nouveau règne.

Elle fut accomplie en 1832, sous le ministère de lord Grey, grâce aux efforts d'un jeune homme encore inconnu, lord **John Russell**, qui fit alors sa première apparition sur la scène politique : il devait plus tard y occuper longtemps le premier rang, et être un des plus illustres ministres de l'Angleterre pendant le XIXe siècle.

Quand John Russell proposa le premier *Bill de Réforme électorale*, il provoqua dans le pays « un enthousiasme tel, dit un historien anglais, que les générations futures auront de la peine à le concevoir ». Mais le Parlement le rejeta. Alors éclata partout une agitation menaçante. A Londres, on cassa les vitres du duc de Wellington et de plusieurs autres pairs torys; à Bristol, on brûla le palais épiscopal, et le calme ne se rétablit qu'après une lutte sanglante où il y eut plus de cent personnes tuées ou blessées. Partout les affaires étaient en suspens; sur les routes, on voyait courir des gens à la recherche des nouvelles; dans beaucoup de villes on sonnait le tocsin; ailleurs on couvrait d'un crêpe le buste du roi. Les Lords comprirent alors qu'il leur fallait se résigner, s'ils voulaient éviter une *révolution violente* et radicale : « le grand Wellington, le vainqueur de Napoléon, se vit sans force en face de ce peuple, armé seulement de sa colère et de sa volonté. » Le 4 juin 1832, la Chambre haute adopta enfin le Bill de Réforme électorale.

La loi réformatrice de 1832 ne faisait pas table rase de ce qui existait précédemment ; elle fut un **compromis** entre l'ancien système et la réforme totale que la logique aurait pu réclamer : elle supprima les *bourgs-pourris* qui n'avaient pas

2000 habitants, et distribua les sièges devenus ainsi vacants aux *villes considérables* qui n'étaient pas représentées, ou qui n'avaient qu'une représentation insuffisante. Le nombre des sièges au Parlement resta le même ; seulement, ils furent plus équitablement répartis.

D'autre part, on décida que, pour être électeur, il suffirait de payer annuellement 250 *francs de loyer*. A la même époque, en France, les droits électoraux n'étaient accordés qu'à ceux qui payaient 200 *francs de contributions directes*. L'Angleterre était donc bien en avance sur la France.

(4°) **La reine Victoria. Ministère de Peel.** — Guillaume IV étant mort sans enfants en 1837, sa nièce *Victoria*, née en 1819, lui succéda sur le trône d'Angleterre qu'elle devait occuper jusqu'en 1901. Elle épousa en 1840 son cousin, le *prince Albert* de Saxe-Cobourg.



Victoria.

Sous son règne s'opéra une véritable **révolution économique** : l'Angleterre mit décidément en pratique la théorie du *libre-échange ;* elle fut la première nation dans le monde à entrer dans cette voie.

Les *protectionnistes* soutenaient qu'il faut protéger les industries nationales en empêchant la concurrence des produits venant du dehors, et qu'un peuple a intérêt à ne rien acheter à ses voisins. Les *libre-échangistes* au contraire disaient : « Si les Anglais achètent aux Français les produits que ceux-ci fabriquent à meilleur compte, ils dépenseront moins d'argent et seront par conséquent plus riches ; ils pourront se procurer plus d'objets utiles. Les Français, de leur côté, auront avantage à faire de même, à acheter en Angleterre les marchandises anglaises qui leur font défaut chez eux. Tout le monde gagnera donc à cette combinaison. »

L'aristocratie anglaise était traditionnellement attachée au système protecteur. Ce fut cependant un de ses chefs, le ministre conservateur **Robert Peel**, un des plus grands hommes

d'État de l'Angleterre, qui, instruit par l'expérience, assez résolu pour sacrifier ses idées personnelles à l'intérêt de son pays, opéra les premières réformes libre-échangistes. Par une série de lois, qu'il fit voter de 1842 à 1846, il opéra entièrement la révolution économique.

Les *lois sur les céréales*, qui empêchaient l'introduction en Angleterre des blés étrangers, furent des plus difficiles à modifier; or, c'étaient précisément celles dont les ouvriers se plaignaient le plus. La haute aristocratie, qui possédait presque seule les terres, voyait augmenter ses revenus par la *cherté du blé;* mais le petit peuple souffrait horriblement du haut prix du pain; les malheureux en étaient réduits, dans beaucoup d'endroits, à se nourrir d'oseille et autres ingrédients analogues; plusieurs fois déjà on les avait vus, affolés par la faim et le désespoir, incendier les granges et dévaster les récoltes.

C'est par une *agitation légale*, restée célèbre dans l'histoire constitutionnelle, que les Anglais triomphèrent de la résistance des lords. En 1838 s'était fondée à Manchester une *ligue contre la loi sur les céréales* qui en multipliant les réunions dans tout le pays, par une propagande incessante, par les journaux, par des souscriptions, s'efforça de persuader à l'Angleterre entière combien il était injuste d'élever artificiellement le prix du blé, et de faire ainsi payer par les classes ouvrières, qui consomment le pain, une véritable rente aux propriétaires fonciers qui le produisent. Un homme incarna pour ainsi dire ce mouvement, et fit triompher le libre-échange, parce qu'il mit à son service une conviction ardente et une éloquence persuasive : c'était **Richard Cobden**, fils d'un petit fermier du Sussex, manufacturier à Manchester; son principal lieutenant fut un quaker, *John Bright* , dont le nom est resté inséparable du sien.

Enfin, en 1846, Robert Peel, ému des progrès de la redoutable Ligue, fit supprimer les droits sur l'importation des blés étrangers.

« Il est indubitable, a dit un grand historien, que, si l'Angleterre a pu échapper à la subversion générale de l'Europe en 1848, elle l'a dû aux audacieuses réformes accomplies par Robert Peel. » Ce grand homme d'État disparut prématurément en 1850 : comme il faisait une promenade à cheval, il fut jeté à terre; relevé sans connaissance, il mourut trois jours plus tard.

(5°) Nouvelles réformes. Gladstone. — Robert Peel avait illustré les débuts du règne de Victoria ; un autre grand ministre, **Gladstone**, en a honoré les dernières années.

Gladstone était le chef du parti libéral, en opposition avec

le parti tory ou conservateur, qui suivait la direction de **Disraëli**; pendant trente ans, de 1865 à 1895, il fut tour à tour au pouvoir ou dans l'opposition, suivant le hasard des majorités parlementaires. Mais toujours il se distingua par son intelligence des besoins populaires, par ses efforts pour les satisfaire, par son honnêteté et sa loyauté. Il a attaché surtout son nom à une nouvelle et décisive **réforme électorale**, à la diffusion de l'**instruction**, à des lois propres à améliorer le **sort des ouvriers**.

La réforme électorale de 1884 a mis fin en Angleterre au règne de l'aristocratie et de la bourgeoisie, et préparé l'*avènement* de la démocratie. Elle n'a pas établi le suffrage universel, mais elle a accordé le droit de vote à quiconque habite seul une maison quelconque, ou est logé dans un appartement d'un loyer annuel de 250 francs au minimum; seuls les fils de famille vivant avec leurs parents, les gens logés en garni, les domestiques et une partie des ouvriers agricoles, ne sont pas électeurs.

L'enseignement public a été considérablement développé; une loi en 1870 a établi l'**obligation** de l'instruction primaire pour l'Angleterre et l'Écosse.

La condition des classes ouvrières a été améliorée surtout par le développement des *Unions de métiers* ou **Trades-Unions**. Ce sont, pour chaque métier, des sortes de « Chambres syndicales », qui sont en même temps des « Sociétés de secours mutuels »; elle aident les ouvriers dans toutes les circonstances où ils ont besoin d'appui. Elles ont été légalement autorisées par une loi de 1871.

(6°) La question d'Irlande. — Gladstone n'a malheureusement pas réussi à résoudre la dernière des grandes questions qui ont passionné l'opinion anglaise au XIX° siècle, la *question irlandaise.*

L'état des Irlandais, après l'émancipation des catholiques, resta intolérable, parce qu'on n'avait pas réparé les injustices criantes commises par Cromwell à l'égard de leurs ancêtres : toutes les terres de l'île avaient été données à des propriétaires anglais, résidant en Angleterre, ce qui réduisit les insulaires à la misère.

Les misères de l'Irlande ont fourni aux patriotes irlandais des arguments terriblement forts. D'épouvantables **famines** ont décimé en ce siècle la population : celle de 1842, celle de 1846-1847 qui fit mourir par la faim plus de 500 000 Irlandais, celle de 1851 qui enleva 400 000 personnes; beaucoup de familles, manquant de tout, émi-

grèrent. En trente ans, de 1830 à 1860, la population irlandaise diminua de 2400000 âmes.

La race irlandaise n'a cessé de protester contre le système qui la ruine progressivement; son opiniâtre résistance s'est produite sous deux formes parallèles : les plus ardents recouraient aux moyens violents et révolutionnaires, tandis que les plus modérés essayaient les moyens légaux.

Pour en finir, Gladstone proposa en 1886 d'accorder à l'Irlande un *Parlement séparé :* il fut aussitôt renversé du ministère; revenu au pouvoir en 1893, il ne réussit pas mieux, et renonça alors définitivement à la vie publique.

La question n'est donc pas encore résolue aujourd'hui. Aussi est-il à craindre que la situation de « l'Ile-sœur » ne fasse naître encore de terribles embarras : l'Angleterre expie ainsi les cruautés et les injustices que, pendant deux siècles, elle a accumulées en Irlande.

QUESTIONNAIRE. — 1. Quelles sont les nations anglo-saxonnes? — 2. Quel a été depuis 1815 le caractère de l'histoire de l'Angleterre ? — 3. Quel a été celui de l'histoire des États-Unis ? — (**1**) 4. Quel était l'état de l'Angleterre en 1815 ? — 5. Quel était le système électoral ? — 6. Quelles étaient les souffrances économiques ? — (**2**) 7. Quelles réformes économiques opéra Canning? — 8. Dans quel état vivaient les catholiques ? — 9. Racontez le rôle d'O'Connell. — (**3**) 10. Par qui et comment fut opérée la réforme électorale de 1832? — 11. En quoi a-t-elle consisté? — (**4**) 12. Que savez-vous sur la reine Victoria? —13. Qu'est-ce que le libre-échange? — 14. Quel ministre le fit triompher? — 15. Quel fut le rôle de Cobden? — 16. Comment mourut Peel? — (**5**) 17. Que savez-vous sur Gladstone? — 18. Quelle réforme électorale accomplit-il? — 19. Que fit-il pour l'instruction? — 20. Pour les ouvriers? — (**6**) 21. Qu'est-ce que la question d'Irlande? — 22. Quelles ont été les souffrances de l'Irlande? — 23. Comment Gladstone a-t-il tenté de les soulager ?

LEÇON II. — **L'empire britannique.**

Résumé. — 1. Le développement extraordinaire de l'industrie anglaise, au XIXe siècle, a obligé l'Angleterre à étendre indéfiniment son empire colonial, et à se créer partout de nouveaux débouchés.

2. Dans l'Amérique du Nord, elle a transformé l'ancien Canada français et les terres voisines en une vaste Confédération appelée le Dominion, et qui occupe tout le nord du continent américain.

3. En Afrique, elle a entamé la conquête de cette partie du monde par les quatre points cardinaux, à l'ouest par le bassin

du Niger, au sud par le Cap, à l'est par Zanzibar, au nord par l'Égypte.

4. En Asie, les Anglais ont achevé au XIXe siècle la conquête de l'Hindoustan commencée au siècle précédent ; ils ont de plus occupé sur toutes les routes qui mènent aux Indes d'importantes positions.

5. Enfin, ils se sont établis aussi dans l'Océanie ; ils ont fondé en Australie, en Tasmanie, dans la Nouvelle-Zélande, de florissantes colonies qui viennent de s'unir en Confédération. L'empire britannique s'étend aujourd'hui sur toute la circonférence du globe terrestre.

RÉCIT. — (1°) **L'extension de l'empire britannique.** — L'Angleterre a marché au XIXe siècle à pas de géants dans la voie des conquêtes maritimes et coloniales qui lui avait été ouverte par la politique de Cromwell et de Guillaume d'Orange, et où elle ne rencontrait plus dorénavant de concurrents : en effet, après une lutte acharnée, commencée au XVIIIe siècle au temps de Louis XV, elle venait, en triomphant de Napoléon, de se débarrasser de la *rivalité de la France*. C'est cette énorme **extension de son empire colonial** qui constitue même le caractère dominant de l'histoire de l'Angleterre pendant le siècle qui vient de finir.

Cette politique a été *imposée au gouvernement anglais* par les circonstances.

Il faut en effet se rendre compte de l'étonnante prospérité matérielle que la Grande-Bretagne a atteinte pendant ce siècle de paix : la *population anglaise*, qui était de 19 millions d'habitants en 1815, atteint aujourd'hui le chiffre de 38 millions ; elle a donc exactement doublé. La richesse du pays s'est encore plus considérablement accrue : l'impôt sur le revenu des particuliers, l'*income-tax*, était prélevé en 1843 sur des revenus atteignant au total 5 milliards 675 millions ; en 1875, ces revenus montaient à plus de 14 milliards ! Et, depuis dix ans, le produit de cet impôt a encore doublé, rien que dans la seule Cité de Londres ; il est vrai que la progression a été beaucoup moindre pour le reste de l'Angleterre.

Pour maintenir sa prospérité, l'Angleterre est obligée d'ouvrir sans cesse de nouveaux débouchés, où son commerce puisse répandre indéfiniment les produits de son industrie : de là l'énorme développement pris par le système colonial de l'Angleterre. Ses colonies occupent aujourd'hui une super-

ficie de 23 millions de kilomètres carrés : c'est la plus gigantesque domination politique qui existe dans le monde entier, ou qui ait jamais existé dans tout le cours de l'histoire universelle ; cet **empire britannique** est habité par plus de 300 millions d'hommes : la Chine seule est encore plus peuplée.

L'Angleterre surveille l'Europe par les arsenaux formidables qu'elle occupe tout le long de ses rivages, à *Aurigny* dans les îles anglo-normandes, à *Gibraltar*, à *Malte*, à *Chypre*. Elle a étendu ses colonies dans les quatre autres parties du monde, en Amérique, en Afrique, en Asie, en Océanie.

(2°) **L'Amérique anglaise.** — L'Angleterre a perdu en 1783 les treize colonies américaines qui ont formé les États-Unis; mais elle conservait en Amérique des territoires importants : *dans le Nord*, les vastes domaines enlevés à la France pendant le XVIIIe siècle (Terre-Neuve, l'Acadie, le territoire de la baie d'Hudson, le Canada) et *dans le voisinage de l'Équateur*, les Indes de l'Ouest (la Jamaïque et un certain nombre de petites Antilles, la Trinité, le Honduras britannique, la Guyane anglaise).

De ces deux groupes de possessions, le dernier ne diffère pas beaucoup aujourd'hui de ce qu'il était au siècle dernier ; mais le premier s'est extraordinairement accru pendant le XIXe siècle.

Les possessions actuelles de l'Angleterre dans l'Amérique du Nord ont une superficie égale, à peu de chose près, à celle de l'Europe entière (8800000 kilomètres carrés). Pour mettre ces terrains en valeur, les Anglais ont tâché d'y attirer une partie de l'*émigration européenne* qui enrichit les États-Unis; les **Irlandais** surtout sont venus en grand nombre, un million environ, pour fuir la misère qui les accablait dans leur patrie.

Mais la population d'*origine française* est plus considérable encore. Quand les Anglais devinrent maîtres du Canada en 1763, ils s'y trouvaient en présence de 65000 colons français, catholiques, attachés à leur ancienne patrie, à leur langue, à leur religion. Ils les ont soumis à une dure oppression, et ils ont essayé de les noyer dans la multitude des émigrants anglais, irlandais, allemands. Et cependant, par un phénomène inexplicable — *le meilleur argument à opposer à ceux qui refusent à la France le génie colonisateur*, — la population française n'a cessé de croître dans une proportion extraordinaire : les 65000 colons de 1763 sont aujourd'hui 1500000; **Québec** est une ville toute française; à **Montréal**, où les Anglais ont eu la majorité

jusqu'en 1871, ils sont aujourd'hui en minorité. Les Français peuplent tout le Bas-Canada ; ils gagnent sans cesse du terrain dans le Haut-Canada.

Devant ce développement continu de l'élément français, les Anglais ont cru politique de lui faire enfin des concessions : la Constitution de 1867 a permis l'emploi du français comme langue officielle, et devant les tribunaux.

Craignant que ses colonies de l'Amérique du Nord, devenues prospères surtout par l'agriculture, ne fussent absorbées par leur puissante voisine la République des États-Unis, l'Angleterre s'est décidée en 1867 à leur appliquer le régime de l'**autonomie** : elle espérait que ces provinces, confédérées entre elles et s'administrant elles-mêmes, se décideraient à défendre par leurs propres ressources cette sorte d'indépendance.

La Confédération du **Dominion** comprend actuellement le *Canada*, la *Nouvelle-Écosse*, le *Nouveau-Brunswick*, le *Manitoba*, la *Colombie anglaise*, *l'île du Prince Édouard ;* il jouit de la plus large autonomie. L'Angleterre y est représentée par un *gouverneur-général* nommé par le roi, qui exerce le pouvoir exécutif; mais il est contrôlé par un Parlement canadien, qui doit approuver les actes des ministres.

(**3°**) **L'Afrique anglaise.** — C'est seulement au XIXe siècle que les Anglais ont conquis la plus grande partie des territoires qu'ils possèdent aujourd'hui en Afrique.

Ils n'avaient d'abord songé à l'Afrique que pour s'emparer des points du littoral africain qui commandaient la *vieille route de l'Inde :* c'est ainsi qu'au temps des guerres contre Napoléon, ils ont pris le *cap de Bonne-Espérance*, l'île *Maurice*, les îles de *Sainte-Hélène* et de l'*Ascension ;* les traités de 1815 leur ont laissé ces acquisitions. Plus tard, en 1857, ils ont mis la main sur l'îlot rocheux de **Périm**, qui domine au milieu du Bab-el-Mandeb la route de l'Inde par la mer Rouge.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, ils ont reconnu que l'Afrique pouvait être importante aussi comme *territoire de colonisation*, à cause de sa richesse agricole, et ils se sont efforcés d'en acquérir la plus grande partie.

C'est en partant du cap de Bonne-Espérance que les Anglais ont commencé à s'avancer dans l'intérieur de l'Afrique; ils étaient

attirés par les profits de l'élevage des troupeaux, et surtout de l'exploitation des mines de diamants et des mines d'or. Mais ils ont trouvé devant eux un vaillant petit peuple, d'origine hollandaise, les **Boërs**, qui en 1882, en 1896, et une troisième fois depuis 1899, ont



Afrique.

vaillamment défendu l'indépendance de leurs Républiques du *Transvaal* et du *fleuve Orange*.

Dans l'Afrique orientale, l'Angleterre a soumis à son protectorat l'île de *Zanzibar*, et l'*Ouganda*, le pays au nord des Grands Lacs.

Dans l'Afrique occidentale, elle a établi sa domination sur le *Niger* et sur la *Guinée*.

Parmi les nombreuses occupations de territoires accomplies par l'Angleterre en Afrique, celle qui attire le plus l'attention des puissances européennes, c'est celle qu'elle essaie d'effectuer d'une façon durable en **Égypte.**

C'est le percement de l'*isthme de Suez*, de 1858 à 1869, qui a donné à l'Égypte, dont le territoire est traversé par le canal, une importance de premier ordre aux yeux des Anglais. Dès lors, ils ont songé à soumettre à leur autorité le vice-roi ou khédive d'Égypte, « *le portier de Suez*, » c'est-à-dire le maître de la route la plus courte qui conduit d'Europe dans l'Inde et en Chine. D'abord, l'Angleterre a cherché à *évincer la France* qui avait auparavant une influence prépondérante dans la vallée du Nil; puis en 1882, profitant de ce qu'une émeute militaire troublait l'Égypte, elle y a envoyé une armée d'occupation, en promettant solennellement qu'elle *évacuerait le pays* après y avoir rétabli l'ordre.

Mais elle n'a pas tenu sa promesse; malgré l'engagement qu'elle avait pris, elle continue jusqu'à ce jour à occuper l'Égypte. Elle a même conquis au Sud *toute la vallée du Nil*, et elle a obligé les Français à se retirer de *Fachoda* où ils s'étaient établis sur le Nil supérieur. Son rêve, ce serait d'étendre sa domination, d'une façon ininterrompue, depuis Alexandrie jusqu'au Cap, d'un bout à l'autre de l'Afrique.

(4°) **L'Asie anglaise.** — En Asie, la grande ambition de l'Angleterre depuis le XVIII[e] siècle, c'était de conquérir l'Inde tout entière, et ensuite de s'y rendre inexpugnable. L'Inde est environ sept fois grande comme la France, elle a 250 millions d'habitants, et sa richesse est prodigieuse : ces causes expliquent suffisamment la politique des Anglais.

A l'origine, ce n'est pas directement le gouvernement anglais, mais une compagnie privilégiée de marchands, la **Compagnie anglaise des Indes**, qui s'est chargée de conquérir le pays.

A la fin du XVIII[e] siècle, après avoir ruiné la domination française dans l'Inde, les Anglais ont commencé méthodiquement l'asservissement de cette immense péninsule. Ils ont vaincu tour à tour les deux grandes populations indigènes, les **Hindous** de 1769 à 1799, les **Mahrattes** de 1800 à 1818.

Maîtres de l'Hindoustan, ils ont voulu s'y rendre inattaquables. Du côté du Nord, ils ont conquis pour leur grande colonie sa « **frontière**

scientifique », c'est-à-dire l'*Himalaya*, la plus énorme chaîne de montagnes qui soit au monde, tout à fait impraticable à une armée; mais au nord-est, au delà de l'*Afghanistan*, ils voient avec une inquiétude croissante l'extension du *Turkestan russe :* les Russes s'avancent pas à pas vers l'Hindoustan.

Par la voie de mer, l'Inde anglaise peut être abordée de deux côtés, par l'ouest ou par l'est. — Vers l'ouest, les Anglais ont occupé les deux routes qui viennent d'Europe, par Suez et par le cap de Bonne-Espérance. Vers l'est, ils se sont emparés du *détroit de Malacca* et de toute la *Birmanie*. Mais, de ce côté, leur quiétude a été très troublée en ces dernières années par l'établissement des Français dans l'Indo-Chine, et aussi par l'occupation française de Madagascar, au milieu de cet océan Indien, dont ils croyaient bien avoir fait une mer anglaise.

Dans l'Inde même, leur domination n'a été mise en péril qu'une fois depuis un siècle, en 1857, par un soulèvement terrible des indigènes; un descendant de leurs anciens souverains, *Nana-Sahib*, était à sa tête. Les Anglais achevèrent de réprimer la révolte en 1858 ; d'horribles cruautés furent commises de part et d'autre.

Cette insurrection a montré la nécessité de modifier le gouvernement de la colonie, si les Anglais voulaient la conserver. En 1858, on a aboli l'antique Compagnie des Indes, et mis à sa place le « **Gouvernement impérial** ». C'est maintenant le gouvernement anglais qui administre directement l'Hindoustan, au moyen d'un **vice-roi** résidant à Calcutta; la reine Victoria a reçu plus tard le titre d'**Impératrice des Indes**.

Les Anglais possèdent encore en Asie l'importante île de *Hong-Kong* sur les côtes de Chine, d'où ils dominent une grande partie de l'empire chinois.

(**5°**) **L'Océanie anglaise**. — L'Angleterre ne possédait rien en Océanie à la veille de 1789; elle y a acquis aujourd'hui un empire.

C'est en 1788 qu'a été fondé le premier établissement anglais en **Australie**, à *Botany-Bay*.

L'Australie est quinze fois plus grande que la France. Une grande partie de ce vaste continent souffre de la sécheresse; mais la région orientale et une grande partie de la région méridionale sont propres à la culture et à l'élevage des bestiaux. Le climat est très salubre, et la fertilité naturelle très grande dans les vastes îles voisines, la **Tasmanie**, la **Nouvelle-Zélande**, et dans les îles **Fiji**, où les Anglais se

sont également établis. Ils ont refoulé devant eux, ou même anéanti les races indigènes, les nègres australiens, les habitants de la Tasmanie, les Maoris de la Nouvelle-Zélande.

A l'origine, les Anglais ont colonisé l'Australie en y transportant leurs « **convicts** », c'est-à-dire les malfaiteurs condamnés dans la Grande-Bretagne. On a bâti pour les recevoir, dans la *Nouvelle-*



Australie.

Galles du Sud, la première des colonies australiennes, la ville de *Sydney* qui est restée jusqu'à ce jour la métropole de tout le pays. — A partir de 1849, les **colons libres** se sont refusés à admettre de nouveaux convois de convicts, et ils constituent seuls aujourd'hui la population australienne. Ils sont maintenant près de 4 millions.

La richesse de ce monde nouveau a deux sources principales : l'une, qui semble devoir être éphémère, l'exploitation des *mines d'or* qui a été commencée en Australie vers 1851; l'autre, plus ancienne et plus durable, l'*élevage des moutons* et

l'exploitation de la laine. La rapidité du développement de ces colonies tient du prodige : elle est attestée par l'extraordinaire croissance de leurs principales villes. *Sydney* compte aujourd'hui 400 000 habitants, et *Melbourne* 500 000 ; aussi les Anglais les surnomment des « villes-champignons ».

A mesure que les colons européens ont étendu leur occupation, l'Australie s'est divisée en *plusieurs colonies*, ayant toutes leur Parlement, et auxquelles la Grande-Bretagne laissait la plus large autonomie. Pour augmenter encore leur force et leur indépendance, ces colonies tendaient à se confédérer entre elles et avec les colonies voisines de la Nouvelle-Zélande et des îles Fiji ; après plusieurs tentatives, elles ont fini par réussir dans leurs efforts.

L'Océanie anglaise forme aujourd'hui un grand **État fédératif**, dans lequel chacune des colonies conserve son gouvernement particulier, mais contribue à former un **Parlement fédéral** qui contrôle les actes du ministère ; les ministres ne peuvent rester au pouvoir que s'ils ont la majorité dans le Parlement. Une **Cour suprême** d'Australie exerce le pouvoir judiciaire. Un **gouverneur-général**, nommé par la Couronne, est le seul représentant du pouvoir métropolitain.

Tel est aujourd'hui, dans son ensemble, l'**empire britannique**.

L'énorme empire colonial conquis par l'Angleterre lui est devenu indispensable pour la conservation, non seulement de sa prospérité, mais même de son existence comme grande puissance : aussi s'efforce-t-elle de maintenir parmi ses colonies, dont les *intérêts particuliers* pourraient être opposés à ceux de la mère-patrie, les sentiments d'attachement patriotique au grand empire, les *sentiments impériaux*. C'est ainsi qu'elle les a déterminées à lui fournir des troupes auxiliaires pour la guerre inique qu'elle a engagée en 1899 contre les Boërs : la communauté des périls, et le sang versé en commun sur les champs de bataille de l'Afrique du Sud, peuvent cimenter l'union des colons anglais avec leur métropole.

D'autre part, on peut remarquer que cette diffusion de l'empire britannique sur toute la terre impose à l'Angleterre une *politique essentiellement pacifique*. Il est impossible de

calculer les conséquences que pourrait avoir une guerre maritime coupant, même pour quelques semaines, ce réseau que le commerce britannique a étendu sur le globe.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Quel est le caractère de l'histoire coloniale anglaise depuis 1815? — 2. Pourquoi l'Angleterre a-t-elle dû étendre ses colonies ? — 3. Où a-t-elle des colonies ? — (**2**) 4. Que possède-t-elle en Amérique? — 5. Comment est peuplé le Canada ? — 6. Quelle place y occupe l'élément français ? — 7. Comment est-il gouverné? — (**3**) 8. Qu'est-ce que l'Angleterre possède en Afrique ? — 9. Comment s'est-elle étendue au Cap ? — 10. Dans l'Afrique orientale ? — 11. Dans l'Afrique occidentale ? — 12. Pourquoi a-t-elle convoité l'Égypte ? — 13. Comment s'y est-elle établie? — (**4**) 14. Comment a été conquise l'Inde ? — 15. Comment les Anglais s'y sont-ils fortifiés du côté du nord ? — 16. Du côté de la mer ? — 17. Quelle révolte y a éclaté ? — 18. Comment est-elle gouvernée ? — (**5**) 19. Quand les Anglais se sont-ils établis en Océanie ? — 20. Qu'y ont-ils acquis ? — 21. Comment a été colonisée l'Australie ? — 22. D'où vient sa richesse ? — 23. Comment est-elle organisée aujourd'hui ? — 24. L'Angleterre tient-elle à son empire colonial ?

LEÇON III. — **Les États-Unis. — Abolition de l'esclavage.**

Résumé. — 1. Les États-Unis se sont complétés, au XIXe siècle, par quatre masses de territoires successivement acquises : la Louisiane, la Floride, les provinces mexicaines, le pays désert du Mississipi au Pacifique.

2. Le prodigieux développement des États-Unis est dû à trois causes : à leur Constitution libérale; à l'immigration constante d'Européens; à la mise en valeur de leur immense territoire.

3. Vers le milieu du XIXe siècle, en 1861, leur prospérité a été mise en péril par la guerre de Sécession : les États du Sud, qui voulaient conserver l'esclavage, se sont retirés de l'Union.

4. Mais les États du Nord, favorables à l'émancipation des esclaves, ont voulu maintenir l'Union par la force. Après quatre années de combats terribles, ils sont restés victorieux (1865), et l'esclavage a été aboli.

5. Cette guerre n'a eu que des effets momentanés. Depuis, toutes les sources de la richesse publique se sont accrues, l'immigration européenne a recommencé; et, malgré la disparition presque complète des indigènes, les États-Unis ont aujourd'hui 76 millions d'habitants.

RÉCIT. — (**1°**) **Extension territoriale au XIXe siècle.** — La jeune République des États-Unis, affranchie de

la domination anglaise par le traité de Versailles en 1783, a accompli depuis le commencement du XIXe siècle des progrès véritablement grandioses. *Territorialement*, son étendue a été *décuplée*, par une série d'acquisitions successives, que l'on peut classer en quatre groupes principaux.

En 1800, les États-Unis restaient encore enfermés dans les limites que leur avait données le traité de 1783 : le Mississipi à l'ouest, le golfe du Mexique et la Floride espagnole au sud, les Grands Lacs et le Canada anglais au nord. En 1803, ils firent leur première acquisition : au moment de la rupture de la paix d'Amiens, Bonaparte leur vendit la possession française de la **Louisiane**, c'est-à-dire l'embouchure du Mississipi, qu'il désespérait de pouvoir défendre contre les flottes anglaises.

En 1819, à la suite encore d'un achat, les États-Unis s'agrandirent, au sud, de la **Floride** cédée par l'Espagne.

Puis, ils profitèrent de difficultés avec le Mexique pour s'agrandir à ses dépens par la force des armes. En 1845, ils lui enlevèrent le **Texas**, plus grand que la France; trois ans plus tard, après une nouvelle guerre, ils lui ont encore pris le **Nouveau-Mexique** et la **Californie**, où les premiers colons qui défrichèrent le sol découvrirent des gisements d'or d'une richesse inouïe; la production du métal précieux, qui monta jusqu'à 500 millions par an, attira aussitôt dans cette région d'innombrables pionniers.

En même temps, la colonisation américaine s'étendait progressivement à l'ouest du Mississipi, dans le **Far-West**, aux dépens des indigènes dépossédés peu à peu des territoires où ils avaient été d'abord relégués. De 1859 à 1889, ces immenses territoires ont été successivement érigés en États. — Dans la même direction, mais *par-delà le territoire anglais*, les États-Unis ont acquis l'**Alaska**, cédée par la Russie en 1867.

En somme, les États-Unis comptaient, en 1800, 15 États et 4 millions d'habitants; en 1900, ils ont 45 États et 4 territoires, peuplés par 76 millions d'âmes.

(2°) **Causes de prospérité des États-Unis.** — Au premier abord, ce développement de la grande République américaine paraît fantastique. Quand on cherche à se l'expliquer, on s'aperçoit qu'il est le résultat naturel de trois causes principales : une *Constitution* parfaitement appropriée au caractère des Américains, — les progrès incessants de l'*immigration* européenne, — et enfin, l'étendue des *ressources naturelles* de toute espèce, que le territoire de la grande République offre à tous les travailleurs.

La **Constitution** a été éprouvée par une longue expérience, car elle fonctionne depuis 1789. Les différents **États** sont tout à fait *indépendants* pour leur gouvernement intérieur : chacun d'eux a son Parlement, son administration, ses lois, son budget, qu'il règle comme bon lui semble. — Au-dessus d'eux, le *gouvernement fédéral* exerce les pouvoirs généraux concernant la paix et la guerre, les affaires étrangères, l'armée et la marine, le commerce. Il est exercé par un *Président des États-Unis* nommé pour quatre ans par les citoyens, et par un *Congrès* ou Parlement composé d'un Sénat et d'une Chambre des représentants.

L'**immigration** européenne fournit sans cesse à l'Amérique de l'*argent*, et des *ouvriers* dont l'entretien et l'apprentissage ne lui ont rien coûté : c'est la vieille Europe qui en fait tous les frais. Chaque année les États-Unis reçoivent d'Europe 200 000 à 400 000 émigrants qui sont des travailleurs énergiques, dans la force de l'âge, et qui presque tous apportent un petit pécule : la République américaine ne laisse pas entrer sur son territoire les mendiants, les déclassés, ni même les prolétaires qui n'ont pas un travail assuré.

Quant aux **ressources naturelles**, elles sont innombrables. La vaste plaine du Mississipi offre aux *agriculteurs* un sol d'une fécondité merveilleuse; les *richesses minérales*, houille, fer, pétrole, se rencontrent en gisements inépuisables; l'*industrie* a fondé les établissements les plus vastes du monde.

(3°) **Les origines de la guerre de Sécession. L'esclavage.** — Peu s'en fallut cependant que toute cette prospérité ne s'écroulât, quand éclata en 1861 la terrible guerre de Sécession.

Cette guerre, qui a mis aux prises pendant quatre années les États du Nord et les États du Sud, a eu des causes multiples. Le Nord, qui était un pays de petite culture habité par de petits propriétaires, et aussi un pays d'industrie naissante, voulait être *protégé* par des tarifs de douanes contre l'introduction des produits agricoles et industriels de l'étranger ; au contraire, le Sud, pays de grands domaines produisant le coton et la canne à sucre, sans industrie ni commerce, était *libre-échangiste*. Mais la cause principale de la rupture, ce fut la **question de l'esclavage.**

Les grandes plantations du Sud étaient cultivées par des nègres esclaves, que la *traite* amenait clandestinement d'Afrique, et qui, une fois introduits en Amérique, étaient publiquement mis en vente sur les marchés. En effet, la législation des États du Sud admettait l'esclavage.

Dans le Nord, au contraire, où la législation locale n'admettait pas qu'il y eût des esclaves, un *parti abolitionniste* s'était formé, et recrutait chaque jour de nouveaux adhérents; un livre émouvant, la *Case de l'oncle Tom*, dans lequel Mme Beecher Stowe retraçait avec un saisissant relief tous les maux qu'entraîne fatalement cette plaie hideuse, avait considérablement accru le nombre des ennemis de l'esclavage. Un abolitionniste, *John Brown*, ayant en 1859 tenté de provoquer un soulèvement d'esclaves, fut condamné à mort, et pendu; son supplice eut un lugubre retentissement dans les États du Nord, et en Europe.

Pendant longtemps, les esclavagistes du Sud avaient réussi à garder la majorité dans les Chambres et à faire nommer un Président de leur parti; mais, en 1861, le nouveau Président élu, Abraham **Lincoln**, « l'honnête Abraham » comme on l'appelait, était un abolitionniste : d'une bonté de cœur excessive, mais d'une opiniâtre volonté, il semblait résolu à faire triompher sa doctrine. Son élection fut le signal de **la guerre civile** : les États du Sud, *Louisiane*, *Texas*, *Floride*, *Carolines*, etc., déclarèrent qu'ils se retiraient de l'Union, et qu'ils allaient former entre eux une Confédération séparée ; les États du Nord soutinrent que cette retraite, cette « *Sécession* », était illégale, et ils s'armèrent pour l'empêcher.



Lincoln.

(4°) **La guerre de Sécession.** — Le Nord avait alors 26 millions d'habitants ; le Sud n'en avait que 5, dont 2 millions et demi d'esclaves nègres; mais les *Sudistes* étaient belliqueux, aguerris, et avaient d'excellents officiers : aussi la lutte fut-elle acharnée, et longtemps indécise.

Les hostilités eurent dès le premier jour, et gardèrent jusqu'au bout, un caractère d'obstination passionnée. L'indomptable persévérance du Nord lui assura la victoire finale, malgré les succès que remportèrent d'abord les habiles généraux sudistes, ***Beauregard*** et ***Lee***. Mais ensuite, les généraux du



Guerre de Sécession aux États-Unis.

Nord, *Grant* et *Sherman*, obtinrent des avantages décisifs dans la vallée du Mississipi et sur les bords du Potomac.

Dans la vallée du Mississipi, l'armée du Nord se proposait d'occuper le cours du grand fleuve, pour couper en deux la Confédération rebelle, et l'empêcher de recevoir des renforts venant de l'ouest; elle

y réussit après deux années de rudes combats, et la prise de la grande forteresse de Vicksbourg.

Dans la vallée du Potomac, les Sudistes eurent d'abord le dessus, et menacèrent la capitale du Nord, *Washington;* puis les Nordistes reprirent l'avantage, et menacèrent à leur tour la capitale du Sud, *Richmond.* Pendant quatre ans, les succès se balancèrent. Enfin, en 1865, Grant s'empara de Richmond : la cause du Sud et de l'esclavage était définitivement vaincue.

Parmi les incidents de cette longue lutte, il en est un qui est resté célèbre, c'est le premier combat qui se soit livré entre deux navires cuirassés de fer, *le Monitor* et *le Merrimac.* Il prouva que désormais les vieilles flottes composées de navires en bois n'avaient plus aucune valeur militaire, qu'elles étaient incapables de résister à un seul vaisseau cuirassé : et les grandes nations du monde se mirent à l'envi à construire des flottes nouvelles à coups de millions.

La guerre de Sécession avait accumulé bien des ruines sur le sol de l'Union : mais un progrès immense se trouvait accompli, la suppression de l'esclavage. En juillet 1862, le président Lincoln déclara que, si dans un délai de soixante jours, le Sud n'avait pas déposé les armes, tous les esclaves seraient émancipés. Cette déclaration fut exécutée à la lettre, et les nègres eurent désormais les mêmes droits que les blancs. Des *régiments de nègres* furent formés pendant la guerre, et ils se battirent courageusement pour assurer la victoire du Nord.

(5°) **Les États-Unis depuis l'abolition de l'esclavage.** — Lincoln ne survécut pas à sa victoire : un acteur, Wilkes Booth, partisan fanatique de l'esclavage, le tua dans sa loge, au théâtre de Washington, au moment même de la chute irrémédiable du Sud ; mais ce crime ne changea rien à la situation ; le Congrès renouvela l'ancien décret abolitionniste du Président assassiné.

Les États-Unis sortaient de cette longue guerre très affaiblis ; mais les Américains ont aussitôt entrepris avec ardeur la *reconstitution de l'Union*, et peu d'années leur ont suffi pour panser toutes leurs blessures. Bientôt le mouvement ascensionnel de la population a recommencé, les chemins de fer se sont multipliés, l'agriculture et l'industrie ont pris un essor inattendu.

Le *recensement*, qui se fait tous les dix ans, montre la régularité étonnante du progrès de la population : en 1880, les habitants étaient 50 millions; en 1890, 62 millions; en 1900, 76 millions. L'immigration étrangère, arrêtée un instant par la guerre de Sécession, a repris de plus belle : 594000 Européens en 1880, et 720000 en 1881 sont venus se fixer aux États-Unis!

Le seul fait affligeant au milieu de cette prospérité, c'est la décroissance rapide et continue de la race des indigènes, des Indiens, des *Peaux-Rouges*, comme on les a appelés à cause de leur teint cuivré. Au XVIe siècle, le territoire actuel des États-Unis en nourrissait environ 4 millions, nomades, vivant surtout de la chasse et de la pêche; l'arrivée des Anglo-Saxons les refoula. Puis, survint une dépossession en règle. Une loi de 1830 les parqua dans 90 réserves où il était interdit aux blancs de coloniser; mais bien souvent la loi a cédé devant les impatiences des colons désireux de s'établir sur ces terres réservées. C'est ainsi qu'en 1889 l'*Oklahoma*, une des dernières réserves indiennes, a été entièrement livrée aux blancs.

De temps en temps les Indiens, réduits à la famine, exaspérés par ces dénis de justice, se soulèvent; mais ces *guerres indiennes* se terminent par des massacres, et accélèrent l'œuvre de la misère. En 1880, il restait 332000 Indiens; ils n'étaient plus que 250000 en 1890; vraisemblablement, les premières années du XXe siècle verront la disparition de cette race.

QUESTIONNAIRE. — **(1)** 1. Quelle était l'étendue des États-Unis en 1800? — 2. Quelles acquisitions ont-ils faites au sud? — 3. Sur le Mexique? — 4. Dans l'ouest? — **(2)** 5. Quelles sont les trois causes principales de leur progrès? — 6. Quelle est leur Constitution? — 7. Comment se fait l'immigration étrangère? — 8. Quelles sont les ressources naturelles des États-Unis? — **(3)** 9. Quelles furent les causes de la guerre de Sécession? — 10. Comment l'esclavage existait-il dans le Sud? — 11. Quelle était l'opinion du Nord? — 12. Quel fut le signal de la guerre civile? — **(4)** 13. Quelles étaient les ressources des deux partis? — 14. Quels généraux se distinguèrent? — 15. Racontez la guerre sur le Mississipi. — 16. Sur le Potomac. — 17. Le combat du Monitor et du Merrimac. — 18. Comment fut aboli l'esclavage? — **(5)** 19. Comment mourut Lincoln? — 20. Que se passa-t-il après la guerre? — 21. Quel a été le mouvement de la population? — 22. Que deviennent les indigènes?

Devoirs. — **1.** *Quels ont été les grands hommes d'État de l'Angleterre de* 1815 *à* 1837, *et quelles réformes ont-ils opérées?* — **2.** *Quelles grandes réformes ont été accomplies sous le règne de Victoria?* — **3.** *Racontez l'établissement des Anglais en Afrique au* XIXe *siècle.* — **4.** *Tableau historique de l'Asie anglaise au* XIXe *siècle.* — **5.** *Comment les Anglais se sont-ils établis en Océanie?* — **6.** *Racontez l'abolition de l'esclavage aux États-Unis.* — **7.** *Montrez le développement des États-Unis au* XIXe *siècle.*

Les États Anglo-Saxons.

I. Réformes en Angleterre.

- L Angleterre en 1815........
  - 1° Vices du système électoral : les bourgs-pourris.
  - 2° Souffrances populaires résultant du poids énorme des impôts et d'une violente crise industrielle.
  - 3° Oppression des catholiques et des Irlandais.
- Georges IV (1820-1830)..
  - 1° Canning et Huskisson : premier pas vers le libre-échange.
  - 2° Wellington : émancipation des catholiques (1829).
- Guillaume IV (1830-1837)..
  - John Russell : réforme électorale de 1832; son caractère de compromis politique.
- Victoria (1837-1901).......
  - Robert Peel. — La théorie libre-échangiste. La ligue de Manchester (Cobden et Bright); abolition des lois sur les céréales (1846).
  - Gladstone... — Existence légale accordée aux Trades-Unions (1871). — Instruction primaire obligatoire. — Nouvelle réforme électorale (1884). — Inutiles tentatives pour régler le sort de l'Irlande (1886-1893).

II. L'empire britannique.

Prospérité de l'Angleterre, étroitement liée à son extension coloniale.

- 1. En Amérique. — Conservation des « Indes de l'Ouest »; extension dans le nord de l'Amérique. Le Dominion du Canada (1867).
- 2. En Afrique. — Occupation et extension du Cap; résistance des Boërs. — Occupation de l'Afrique occidentale et de l'Afrique orientale. — Occupation de l'Égypte (1882), le canal de Suez.
- 3. En Asie.... — Conquête de l'Hindoustan (1760-1818). Conquête des frontières scientifiques. — Insurrection de 1857. — L'Empire des Indes.
- 4. En Océanie.. — Occupation de l'Australie, croissance rapide, Sydney et Melbourne. — Occupation de la Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande. — Confédération australienne.

III. Les États-Unis.

- 1. Progrès énorme au XIXe siècle. Extension territoriale. — Causes du progrès : Constitution fédérative; immigration européenne; abondance des ressources naturelles.
- 1. Émancipation des esclaves.
  - 1° Causes de la guerre de Sécession : opposition entre le Nord et le Sud; l'esclavage. — Élection de Lincoln en 1861.
  - 2° Hostilités de 1861 à 1865; victoires du Nord dans la vallée du Mississipi et dans la vallée du Potomac.
  - 3° Résultats : abolition de l'esclavage.
- 3. Depuis la guerre : accroissement énorme de la population; rôle de l'immigration européenne. — Disparition progressive de la race indigène.

Lectures. — *Histoire générale*, par LAVISSE et RAMBAUD, tome X, chap. XIV (l'Angleterre de 1815 à 1846), chap. XXV (Colonies de l'Angleterre); tome XI, chap. X (l'Angleterre de 1846 à 1870), chap. XVIII (la guerre de Sécession aux États-Unis; tome XII, chap. II et III (l'Angleterre et ses colonies depuis 1870). — *L'expansion de l'Angleterre*, par SEELEY; ouvrage d'autant plus intéressant qu'il a été écrit par un Anglais; a été traduit en français.

CHAPITRE VI

VUE GÉNÉRALE SUR L'HISTOIRE DE L'EUROPE DEPUIS LE MILIEU DU XVe SIÈCLE
ROLE DE LA FRANCE DANS L'HISTOIRE GÉNÉRALE

NOTIONS GÉNÉRALES

C'est pendant le XVe siècle que s'est terminée cette période de l'Histoire générale à laquelle on a donné le nom de Moyen âge : « Alors, tout ce que le moyen âge a aimé ou respecté, l'Empire, la Féodalité, la Chevalerie, est honni et moqué. » Une époque nouvelle, celle des Temps modernes, a commencé, quand des principes nouveaux ont réglé la vie générale des nations, quand une modification profonde s'est opérée dans l'ordre politique, dans l'ordre religieux, dans l'ordre économique, et enfin dans l'ordre intellectuel.

C'est par la main du gouvernement central, de la royauté devenue souveraine maîtresse, que cette transformation a été accomplie, dans les différentes nations enfin constituées, et ayant pris conscience de leur existence nationale. Aussi, pendant toute la durée des Temps modernes, les peuples européens vivent sous le régime des monarchies absolues; ils acceptent volontiers le despotisme des rois qui les ont soustraits aux tyrannies féodales.

Mais un jour vint où les peuples se lassèrent de cette sujétion; ils sentirent qu'ils n'avaient plus besoin de la tutelle monarchique, ils demandèrent à être émancipés : et le XIXe siècle tout entier a été rempli par les luttes qu'ils ont soutenues pour conquérir la liberté politique. Alors a commencé une époque nouvelle dans l'histoire du monde, l'Époque contemporaine.

Par conséquent, quand on s'élève au-dessus du détail des faits particuliers pour embrasser dans son ensemble la marche de l'humanité civilisée, on s'aperçoit que, depuis la fin du Moyen âge, elle a franchi deux grandes étapes, elle a subi deux grandes « Révolutions », pour donner à ce mot son sens étymologique.

Dans la Révolution du XVᵉ siècle, qui a donné naissance aux Temps modernes, la France a précédé tous les autres peuples et leur a montré la voie; quant à la Révolution d'où est sortie l'Époque contemporaine, c'est en 1789 et en France qu'elle a commencé; c'est la France qui a trouvé les principes nouveaux auxquels toutes les sociétés civilisées obéissent plus au moins complètement aujourd'hui.

La France a donc été, depuis plus de quatre siècles, « la directrice du genre humain. »

LEÇON I. — La fin du Moyen âge et les Temps modernes

Résumé. — 1. A la fin du XVᵉ siècle, le despotisme monarchique s'établit dans tout l'Occident.

2. Alors, les guerres d'Italie empêchèrent l'asservissement de l'Europe à la maison de Habsbourg. Les découvertes maritimes étendirent l'horizon des hommes. La Renaissance et la Réforme changèrent les conditions intellectuelles de l'humanité.

3. De 1589 à 1661, les Bourbons achevèrent en France l'établissement solide du despotisme monarchique, tandis que l'Allemagne était déchirée par la guerre de Trente ans, et l'Angleterre par une révolution.

4. Mais Louis XIV ensuite épuisa la France par son despotisme; quand il mourut, en 1715, l'Angleterre, la Russie et la Prusse avaient grandi.

5. Aussi, au XVIIIᵉ siècle, la puissance matérielle de la France déclina; mais elle conserva une influence prépondérante par les écrits de ses philosophes.

RÉCIT. — (1°) **Fin du Moyen âge.** — Le Moyen âge avait commencé à la suite des invasions germaniques qui détruisirent l'empire romain; il se termina au milieu

du xv[e] siècle, quand la *dernière invasion* subie par l'Europe, celle des **Turcs ottomans**, ruina l'empire grec de Constantinople (1453).

Dans l'occident de l'Europe, la fin du Moyen âge fut marquée par l'établissement du despotisme royal. En France, cette révolution monarchique fut préparée par les réformes administratives de Charles VII, opérée par les défaites définitives de la féodalité et de son chef Charles le Téméraire sous le règne de Louis XI (1461-1483), complétée enfin par la sagesse d'Anne de Beaujeu sous la minorité de Charles VIII.

En Angleterre, c'est la guerre civile des Deux-Roses, entre les maisons d'York et de Lancastre, qui conduisit la royauté au despotisme, sous Henri VII, fondateur de la dynastie des Tudors (1485). Au sud des Pyrénées, Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille, après avoir uni par leur mariage les États chrétiens de la péninsule, achevèrent la croisade contre les Maures, conquirent Grenade, et se rendirent tout-puissants. Ainsi, partout, le despotisme royal faisait disparaître l'organisation féodale.

(2°) **Révolution du XVI[e] siècle. Les Temps modernes.** — Le début des Temps modernes fut marqué par les premières guerres politiques, *les guerres d'Italie*, par les *découvertes maritimes*, par la *Renaissance*, et par la *Réforme*. — Les **guerres d'Italie** résultèrent des prétentions des rois de France Charles VIII et Louis XII sur Naples et le Milanais. Naples fut conquise et reperdue, mais la victoire de François I[er] à Marignan (1515) lui assura le Milanais.

Dans la seconde période des guerres d'Italie, depuis 1520, la France défendit *son indépendance* et *celle de l'Europe* contre l'ambition de Charles-Quint, roi d'Espagne et empereur d'Allemagne. Malgré sa défaite à Pavie, François I[er] résista jusqu'à sa mort (1547); après

lui, son fils Henri II, adversaire heureux de Charles-Quint et de Philippe II, conquit Calais et les Trois-Évêchés. Le traité de Cateau-Cambrésis termina les guerres d'Italie (1559).

Si l'Espagne ne put asservir l'Europe, elle domina dans le **Nouveau Monde** que Christophe Colomb découvrit en 1492, et qui fut conquis par Fernand Cortez et Pizarre; Vasco de Gama au même moment doublait l'Afrique, et conduisait les Portugais dans l'Inde. Ces *découvertes bouleversèrent toutes les relations politiques et économiques* de l'Ancien Monde.

Elles furent contemporaines d'un vaste mouvement intellectuel qui, en Italie, produisit la **Renaissance** littéraire et, en Allemagne, la **Réforme** religieuse. — La *Réforme*, prêchée par Luther (1517), par Zwingle et Calvin, triompha dans le nord de l'Allemagne, dans les États scandinaves, en Écosse, en Angleterre, à Genève, aux Pays-Bas; le *catholicisme* fut soutenu surtout par le sombre et impitoyable Philippe II d'Espagne (1556-1598).

C'est en France surtout que le protestantisme et le catholicisme se livrèrent bataille sous les règnes de François II, de Charles IX et d'Henri III, fils d'Henri II (1559-1589); on y compte huit guerres de religion. Après la Saint-Barthélemy, la Ligue *raviva* la passion religieuse en y mêlant la passion politique, mais ne put empêcher l'*avènement d'Henri IV* (1589).

(3°) **Installation des Bourbons.** — Henri IV de Bourbon termina après ses victoires et son abjuration les guerres de religion par l'**Édit de Nantes** (1598). Aidé de Sully, il réorganisa ensuite le royaume, et se préparait à ruiner définitivement l'Espagne quand il fut assassiné (1610).

Pendant la minorité et l'enfance de son fils Louis XIII,

la France fut livrée à d'indignes ministres, Concini et de Luynes, de 1610 à 1624; la *noblesse* et les *protestants* relevèrent la tête. Mais **Richelieu** reprit ensuite la tâche d'Henri IV; au dedans, il ruina la puissance politique des nobles et des protestants, et au dehors il porta à l'Espagne un coup terrible pendant la guerre de Trente ans (1624-1642).

Son œuvre fut achevée par **Mazarin**, pendant la jeunesse de Louis XIV, de 1643 à 1661. L'Autriche s'avoua vaincue aux *traités de Westphalie* (1648), l'Espagne à la *paix des Pyrénées* (1659), et après la *Fronde* le Parlement et les nobles durent renoncer définitivement à leur indépendance.

Pendant que la France devenait la première puissance de l'Europe, **l'Allemagne** était déchirée par une nouvelle guerre religieuse et politique, la *guerre de Trente ans*, de 1618 à 1648 : l'électeur palatin, le Danemark, la Suède, luttèrent successivement en faveur de la liberté religieuse et politique des princes allemands, qui triompha enfin, grâce à l'intervention française, et fut assurée aux *traités de Westphalie.*

L'Angleterre était troublée aussi par une guerre civile, provoquée par le despotisme de *Jacques Ier*, *Stuart* et de *Charles Ier*. Charles mourut sur l'échafaud en 1649, et **Cromwell** gouverna ensuite despotiquement, mais glorieusement; après sa mort, les Stuarts furent rétablis sur le trône en 1660 : *Charles II* devint roi d'Angleterre.

(4°) **La prépondérance des Bourbons.** — Le règne personnel de Louis XIV marque l'*apogée de la dynastie bourbonienne.* A la mort de Mazarin, en 1661, le jeune roi déclara qu'il voulait gouverner par lui-même; dans les premières années, il fut secondé par des ministres de génie, **Colbert** qui releva les finances et

développa les arts de la paix, **Louvois** qui donna à la France une magnifique armée, et de **Lionne**, excellent diplomate.

Au dehors, Louis XIV conquit sur l'Espagne une partie de la Flandre par la *guerre de Dévolution;* la *guerre de Hollande* se termina ensuite, au traité de Nimègue (1678), par la conquête de la Franche-Comté. Mais les injustes acquisitions des Chambres de réunion effrayèrent l'Europe, la *révocation de l'Édit de Nantes* affaiblit la France, et la *révolution d'Angleterre* (1688), qui renversa les Stuarts, fit régner à Londres Guillaume III de Hollande, implacable ennemi de Louis XIV.

Aussi la seconde partie du règne de Louis XIV ressemble peu à la première. Ses fautes avaient amené la formation d'une coalition européenne, la *Ligue d'Augsbourg*, dont il triompha péniblement par la paix de Ryswick (1697). Mais quand il voulut donner comme roi à l'Espagne son petit-fils Philippe V, *la Ligue se reforma à la Haye*, et les désastres se succédèrent, à Hochstett, à Turin, à Ramillies; enfin, grâce à la victoire de Denain et aux *traités d'Utrecht* (1713), la France fut sauvée et Louis XIV put mourir en paix (1715).

Son despotisme avait épuisé la France, elle ne brillait plus que par les productions de l'esprit. Le dix-septième siècle, qu'on appelle *le Siècle de Louis XIV*, a été illustré par les premiers écrivains de notre pays, par des savants éminents et de grands artistes.

Cette époque a été signalée, dans le Nord et l'Orient, par une transformation politique considérable : les anciennes puissances, la Suède, la Pologne et la Turquie, alliées de la France, s'affaiblirent, tandis que la *Prusse* et la *Russie* grandissaient. L'électeur de Brandebourg se fit roi de Prusse en 1700; en Russie, le tzar **Pierre Ier** vainquit à Pultava Charles XII de Suède

(1709), fonda Saint-Pétersbourg, et civilisa ses États.

(5°) **La France et l'Europe au XVIII[e] siècle.** — Quand Louis XIV eut laissé le trône à un roi de cinq ans, **Louis XV**, la France fut profondément troublée sous *la Régence;* puis, sous le ministère Fleury (1726-1743), elle sortit heureusement de complications extérieures et finit par retrouver sa prospérité matérielle.

Mais elle se laissa ensuite entraîner dans une série de guerres : la guerre de la *Succession de Pologne* (1733-1738) prépara du moins la réunion de la Lorraine ; mais dans la guerre de la *Succession d'Autriche* (1740-1748) elle ne gagna rien, tandis que Frédéric II de Prusse acquérait la Silésie.

Bientôt l'égoïsme de Louis XV allait être plus funeste encore : après avoir sacrifié les belles acquisitions de Dupleix dans l'Inde, il soutint contre la Prusse et l'Angleterre la *guerre de Sept ans* (1757-1763) qui ruina notre marine et nos colonies. Il disgracia ensuite Choiseul qui travaillait au relèvement de la France et termina enfin en 1774 son règne désastreux.

Pendant que la France déclinait, *ses rivales s'élevaient.* L'Angleterre devint la dominatrice des mers et conquit l'Inde; Frédéric II de Prusse s'entendit avec Catherine II de Russie pour opérer le *partage de la Pologne* (1772-1793-1795); Catherine II enleva aussi aux Turcs la Crimée : la Russie et la Prusse devinrent formidables sur le continent.

Mais la France, vaincue sur les champs de bataille, *retrouva de l'influence* par la plume de ses **philosophes**, qui se firent dans l'Europe entière les apôtres des réformes; leur action se fit partout sentir. En France, **Louis XVI**, qui succéda à Louis XV en 1774, s'entoura d'abord de ministres réformateurs, *Turgot* et *Necker;* mais il ne sut pas les soutenir et s'abandonna ensuite à

des ministres courtisans, de Calonne et Brienne. Bientôt les difficultés devinrent telles, que, pour en sortir, il fallut convoquer les **États généraux** (5 mai 1789).

Les idées françaises rayonnèrent dans toute l'Europe ; elles inspirèrent Pombal en Portugal, Charles III en Espagne, les Bourbons de Naples, Joseph II en Autriche ; au delà de l'Atlantique elles animèrent les *colonies anglaises* révoltées contre leur métropole. La France intervint dans la **guerre d'indépendance** des États-Unis (1773-1783) ; elle affaiblit ainsi l'Angleterre et doubla le prestige des idées de liberté.

QUESTIONNAIRE. — 1. Combien y a-t-il eu de grandes révolutions depuis le xve siècle ? — 2. Quel rôle y a joué la France ? — (1) 3. Quand finit le Moyen âge ? — 4. Comment s'établit le despotisme en Occident ? — (2) 5. Quel fut le résultat des guerres d'Italie ? — 6. Des découvertes maritimes ? — 7. Où triompha la Réforme ? — 8. Quelles guerres suscita-t-elle ? — (3) 9. Qui finit les guerres de religion ? — 10. Quelle fut l'œuvre de Richelieu ? — 11. Quels troubles éclatèrent en Allemagne ? — 12. En Angleterre ? — (4) 13. Comment débuta Louis XIV ? — 14. Que fit-il dans la seconde partie de son règne ? — 15. Que se passa-t-il alors dans le Nord ? — (5) 16. Comment débuta le règne de Louis XV ? — 17. Quelles furent les suites de son égoïsme ? — 18. Quelle influence la France garda-t-elle alors ? — 19. Que se passa-t-il sous le règne de Louis XVI ?

LEÇON II. — **Le XIXe siècle.**

Résumé. — 1. La Révolution française de 1789 ouvrit réellement le **XIXe** siècle. La Constituante renversa l'ancien régime; la Convention fonda la République; ses victoires et celles de Bonaparte sous le Directoire ruinèrent la coalition des rois contre la France.

2. Napoléon, premier consul et empereur, réorganisa le pays, mais rétablit le despotisme; ses guerres, après tant de victoires, se terminèrent par deux invasions.

3. Sa chute fut suivie de longs troubles intérieurs dans tous les Etats européens. La Révolution française de 1830 et celle de 1848 eurent leur retentissement dans toute l'Europe; puis une réaction universelle s'opéra de 1849 à 1852.

4. Le second Empire français (1852-1870) se termina

par une troisième invasion, dont la République eut ensuite à panser les plaies. L'Allemagne, victorieuse de la France, obtint pour longtemps la prépondérance en Europe.

RÉCIT. — (1°) **La Révolution française.** — La Révolution française est l'événement capital qui domine toute l'histoire contemporaine dans l'Europe entière. La **Constituante** la commença en 1789; inspirée par Mirabeau, elle ruina le despotisme royal (*prise de la Bastille*), fit disparaître les iniquités sociales (*nuit du 4 août*) et donna à la France une *Constitution* que Louis XVI, après la fuite de Varennes, se résigna à accepter (1789-1791).

Ensuite l'**Assemblée législative** (octobre 1791 - septembre 1792) prépara la République. A l'intérieur, les *journées du* 20 *juin* et *du* 10 *août* ruinèrent la royauté; au dehors, la victoire de *Valmy* arrêta une invasion prussienne.

La **Convention nationale** (septembre 1792 - octobre 1795) commença par proclamer la République. Elle fut dominée tour à tour par les *Girondins* qui, après Jemmapes, virent la première conquête de la Belgique, mais laissèrent condamner Louis XVI et furent renversés au 2 juin 1793; — par les *Montagnards*, qui, en face d'insurrections multiples et de l'Europe coalisée, établirent le gouvernement de la Terreur, rétablirent l'unité nationale et délivrèrent les frontières; — enfin, après le 9 thermidor, par les modérés de la *Plaine* qui, par la paix de Bâle, donnèrent à la France ses limites naturelles et votèrent la Constitution directoriale.

Dans une première période, le **Directoire** à l'intérieur rétablit l'ordre, et au dehors, après les victoires de Hoche en Allemagne, de Bonaparte en Italie, il imposa à l'Autriche, notre seul ennemi continental, la *paix de Campo-Formio* (1797).

Mais dans une seconde période il se déconsidéra par une série de *coups d'État;* tandis que Bonaparte faisait l'*expédition d'Égypte*, il provoqua la formation de la **seconde coalition** que Masséna arrêta à Zurich. Enfin Bonaparte le renversa audacieusement au **18 brumaire** (9 novembre 1799).

(**2°**) **Le Consulat, l'Empire, les Cent-Jours.** — Le coup d'État du 18 brumaire rétablit en France le *despotisme*, qui devait subsister pendant la période du Consulat et de l'Empire. Bonaparte, premier consul, rétablit l'ordre et *régularisa les institutions* de la France, et termina la seconde coalition : l'Autriche, vaincue à Marengo, traita à *Lunéville* (1801), et l'Angleterre à *Amiens* (1802).

La France se montra reconnaissante de ces grands résultats, et Bonaparte profita de sa popularité pour se faire nommer *Empereur*, sous le nom de **Napoléon Iᵉʳ** (18 mai 1804). Mais à ce moment la paix d'Amiens était déjà rompue, et Napoléon, dans le *camp de Boulogne*, se préparait à envahir l'Angleterre.

Pour détourner le danger, l'Angleterre forma la **troisième coalition** avec l'Autriche, qui fut vaincue à *Austerlitz* (1805), puis la **quatrième** avec la Prusse et la Russie, qui furent écrasées à *Iéna* (1806), à *Eylau* et à *Friedland* (1807) : le traité de Tilsitt rétablit la paix sur le continent.

Mais l'ambition excessive de Napoléon le perdit : il blessa les peuples étrangers dans leurs sentiments d'indépendance en leur imposant comme rois ses frères, et dans leurs intérêts matériels en les soumettant au **blocus continental** dirigé contre l'Angleterre. Aussi il ne put venir à bout de l'Espagne insurgée, et eut peine à triompher de l'Autriche dans la **cinquième coalition** (1809).

Marié à Marie-Louise d'Autriche, il se crut alors tout permis. Mais en 1812, la **campagne de Russie**, terminée par une lamentable retraite, fut le commencement de désastres qui ne devaient plus s'arrêter, ni pendant la *campagne d'Allemagne* (1813), ni pendant la *campagne de France* (1814). Napoléon **abdiqua** et fut relégué à l'île d'Elbe.

Louis XVIII fut alors rétabli sur le trône, et pendant la **première Restauration** octroya une *Charte* constitutionnelle. Mais aux **Cent-Jours**, la tentative de Napoléon pour rétablir son autorité amena après Waterloo (18 juin 1815) de nouveaux désastres pour la France : mutilée par le second traité de Paris, tributaire de l'Europe, elle dut consentir aux accroissements énormes que les *traités de Vienne* (1815) donnèrent à l'Angleterre, à la Prusse, à la Russie, à l'Autriche.

(3°) **La France et l'Europe de 1815 à 1852.** — De 1815 à 1852, l'histoire générale de la France et de l'Europe présente trois périodes successives. C'est d'abord, de 1815 à 1830, une période de **réaction despotique** : en France, malgré la Charte, malgré les tentatives libérales de Decazes sous Louis XVIII, et de Martignac sous Charles X, la seconde Restauration provoque par ses tendances ultra-royalistes la *Révolution de juillet* 1830.

En Europe, pendant ce temps, la **Sainte-Alliance** des rois réprime les agitations révolutionnaires en Allemagne, en Italie et en Espagne. Mais les secours de la France aident les *Grecs* à secouer le joug des Turcs (1829), et les *colonies espagnoles* d'Amérique s'émancipent.

Dans une seconde période, de 1830 à 1848, **Louis-Philippe** essaye de fonder en France la *monarchie parlementaire*, qui est en butte aux attaques des légitimistes,

des bonapartistes et des républicains; il est renversé par la *Révolution de février* 1848, provoquée par la résistance de son ministre Guizot aux demandes de réforme électorale. La *conquête de l'Algérie*, commencée sous Charles X, a été complétée sous ce règne.

En Europe, cette seconde période est marquée par le **triomphe du libéralisme** dans l'Occident (en Belgique, en Espagne, en Portugal); mais le despotisme domine dans le Centre et l'Orient, une *insurrection polonaise* est durement réprimée par le tzar Nicolas (1831). La *question d'Orient*, en 1840, a failli compromettre la paix européenne.

Enfin la troisième période, de 1848 à 1852, est une époque d'**agitations révolutionnaires** universelles. La Révolution triomphe d'abord partout : en France, la République est établie; les États italiens, la Hongrie, la Bohême proclament leur indépendance, Vienne se soulève, l'Allemagne s'agite pour conquérir la liberté et l'unité (1848).

Puis la réaction finit par rester partout victorieuse. En France, le président Louis-Bonaparte entre en lutte avec l'Assemblée nationale et détruit la République par le **coup d'État du 2 décembre 1851**; au même moment l'ancien régime était rétabli en Italie, en Autriche, en Allemagne.

(4°) **La France et l'Europe après 1852.** — Le second Empire a gouverné la France de 1852 à 1870. Le nouvel empereur, **Napoléon III**, exerça jusqu'en 1860 à l'intérieur une autorité franchement *despotique;* au dehors, il soutint contre les Russes la *guerre d'Orient* ou de Crimée (1854-1856) pour les arrêter sur la route de Constantinople, et contre les Autrichiens la *guerre d'Italie* (1859) pour défendre contre eux le Piémont.

La guerre d'Italie eut pour conséquence l'*union de*

toute la péninsule italienne. En France, elle hâta le révei de l'opinion libérale ; de 1860 à 1869 Napoléon III lui fit quelques timides concessions, plus apparentes que réelles ; mais en même temps il l'inquiétait par des *expéditions lointaines*, en Syrie, en Chine, en Cochinchine, et surtout au *Mexique*. Malgré la guerre de Sécession qui troublait les États-Unis, l'expédition mexicaine échoua complètement (1867).

Dans une dernière période (1869-1870), l'empire essaya alors de se faire **libéral** ; mais cette tentative fut écourtée par les fautes de sa politique extérieure. En Allemagne, la Prusse, victorieuse du Danemark en 1864 et de l'Autriche en 1866, n'attendait plus qu'une guerre contre la France pour rétablir à son profit l'*empire allemand*.

Cette guerre éclata en 1870. Napoléon III fut vaincu et pris à **Sedan**, et l'empire renversé par la *Révolution du 4 septembre*. La République, malgré des merveilles de courage, ne put sauver la France ; Paris capitula, et au milieu des tristesses d'une épouvantable guerre civile qui ensanglanta la capitale, il fallut subir le *traité de Francfort* qui nous coûta l'Alsace moins Belfort, la moitié de la Lorraine et 5 milliards (mai 1871).

L'Allemagne exerça dès lors en Europe une influence prépondérante ; la Russie fit de nouveaux progrès vers Constantinople ; l'Angleterre occupa l'Égypte (1882). Pendant ce temps, la France guérissait ses blessures, se donnait une **Constitution républicaine** définitive (février 1875), et montrait une vitalité étonnante. Elle a soumis à son protectorat la *Tunisie*, l'*Annam*, étendu son influence au *Soudan* et au *Congo*, et réuni *Madagascar* à ses colonies.

QUESTIONNAIRE. — (1) 1. Que fit la Constituante ? — 2. Que fit l'Assemblée législative ? — 3. Que fit la Convention ? — 4. Que fit le Directoire dans la première période ? — 5. Que fit-il dans la se-

conde? — **(2)** 6. Quelles furent les suites du 18 brumaire? — 7. Que savez-vous sur le Consulat? — 8. Sur les guerres de l'Empire? — 9. Quels événements causèrent la chute de l'Empire? — 10. Que se passa-t-il en 1814? — 11. Pendant les Cent-Jours? — **(3)** 12. Quel est le caractère de l'histoire européenne après 1815? — 13. Que fit la seconde Restauration? — 14. Que fit la Sainte-Alliance? — 15. Qu'est-ce que Louis-Philippe essaya de faire? — 16. Que se passa-t-il en Europe de 1830 à 1848? — 17. Racontez la Révolution française de 1848. — 18. Les révolutions européennes? — **(4)** 19. Que fit Napoléon III de 1852 à 1860? — 20. Que fit-il de 1860 à 1869? — 21. Comment tomba-t-il? — 22. Quelles furent les conséquences de la guerre de 1870? — 23. Quel a été ensuite l'état de l'Europe?

LEÇON III. — **Rôle actuel de la France dans le monde.**

Résumé. — 1. Le rôle de la France dans le monde au XIXᵉ siècle a été souvent héroïque, et plus souvent encore généreux. Elle a combattu pour des idées, bien plus que pour des intérêts.

2. En Europe, malgré sa petitesse relative, elle s'est fait une des premières places par son industrie, sa solide unité politique, sa force militaire et navale, sa production intellectuelle.

3. Depuis qu'elle n'est plus isolée en face de la Triple-Alliance, formée contre elle, et qu'elle s'est entendue avec la Russie pour maintenir la paix du monde, elle est assez forte pour dédaigner tous les mauvais vouloirs.

4. Il y a dans le monde des États beaucoup plus étendus et plus peuplés que la France.

5. Mais son influence morale est très supérieure à sa situation matérielle. C'est elle qui a fait connaître aux hommes le principe de la souveraineté nationale, le principe du progrès démocratique, le principe des nationalités, c'est-à-dire toutes les idées dont vit le monde moderne.

RÉCIT. — **(1°) Caractère général du rôle actuel de la France dans le monde.** — Dans ce tableau à grands traits de l'Histoire générale de l'humanité depuis quatre siècles, nous venons de voir quel a été **la part de la France** dans le labeur commun des sociétés humaines. Certes, le rôle qu'elle a joué doit redoubler *notre estime et notre amour pour elle.* Certains États ont

pu, pendant le dernier quart de siècle écoulé, conquérir une puissance matérielle plus grande, ou briller d'un éclat plus vif : l'Angleterre a noué tout autour du globe terrestre le réseau de ses relations commerciales ; l'Allemagne a remporté des victoires qui lui ont donné pour un temps la prépondérance matérielle parmi les peuples européens.

Mais le pays dont nous sommes les fils l'emporte sans conteste par la *générosité de ses sentiments*. Sans imiter la ridicule forfanterie de certains livres classiques étrangers, il est bon de rappeler à la jeunesse des écoles françaises que le rôle de la France dans le monde a été souvent héroïque, presque toujours *désintéressé* et *utile* pour le bien commun des hommes. Il y a des nations égoïstes, qui n'aiment qu'elles-mêmes et ne pensent qu'à elles. Le progrès de l'humanité, le triomple de la justice, voilà au contraire l'idéal magnifique de la France. Dans ses révolutions et dans ses conquêtes, elle n'a jamais songé à elle seule ; elle n'a jamais séparé sa cause de celle de la justice et de la vérité ; elle a combattu **pour ses idées** bien plus encore que **pour ses intérêts**. Voilà pourquoi elle a, au XIXe siècle surtout, bien mérité du monde civilisé.

Et ce ne sont pas seulement les Français qui parlent ainsi, par entraînement de patriotisme : les étrangers, quand ils veulent être de bonne foi, ne tiennent pas un autre langage. Il y a quelques années, des fêtes internationales avaient été célébrées à Bruxelles ; une médaille commémorative devait être frappée ; on décida qu'on y graverait les noms de tous les pays qui avaient pris part à ces solennités. Ces noms furent rangés par ordre alphabétique ; les Belges ne firent qu'une exception, en faveur de la France, « qui devait être nommée la première, à cause *des services éminents qu'elle a rendus à l'humanité*. »

(2°) **La France et l'Europe**. — Matériellement, la

France est, parmi les grands États européens, **un des plus petits** : elle n'occupe que la dix-neuvième partie de la surface de l'Europe. L'Angleterre seule, parmi les grandes puissances, est encore moins étendue qu'elle. Mais elle compense cette infériorité par d'autres avantages, dont les uns sont *naturels*, et les autres dus *au caractère de ses habitants*.

D'une part, elle est placée au *centre véritable de l'Europe*, à l'endroit où se croisent les grandes routes naturelles; elle jouit d'un climat d'une douceur remarquable, qui ne connaît guère les excès du froid ni du chaud; elle ne présente relativement que peu de surfaces improductives, son sol est fertile, sa richesse en minéraux très suffisante, son agriculture extrêmement variée.

D'autre part, elle est de tous les pays du monde celui dont l'**unité politique** est la plus solide. Sa puissance militaire vaut à peu près celle de l'Allemagne; sa puissance navale ne le cède qu'à celle de l'Angleterre. Son *industrie* dans son ensemble vaut celle de tout autre pays; si elle est inférieure à l'Angleterre et à l'Allemagne pour les travaux métallurgiques, si elle ne vient qu'au second rang pour le travail de la laine et du coton, elle occupe incontestablement le premier pour celui de la soie et pour tous les produits qui exigent du goût. La fortune accumulée par le travail et par l'épargne de ses concitoyens est évaluée à un capital de plus de 200 milliards; elle dépasse de beaucoup celle de tous les autres États européens, sauf l'Angleterre.

Enfin, elle égale l'Allemagne par sa *production scientifique;* elle dépasse de beaucoup toutes les autres nations par sa *production littéraire* et *artistique.* Les livres français ont des lecteurs dans le monde entier, et ses pièces de théâtre sont traduites dans toutes les langues et jouées sur toutes les scènes.

Dans ce bilan général de la France actuelle, un seul point doit nous attrister : la **population** française *ne s'accroît que très lentement*, beaucoup moins vite que celle des pays rivaux qui nous entourent; et, par suite, pour le moment, notre infériorité numérique proportionnelle s'accentue chaque jour.

(3°) **Situation politique de la France en Europe.** — Un de nos hommes d'État disait récemment : « Nous sommes, depuis 1870, assez semblables à des hommes embarqués sur une rivière aux mille détours. A chaque pas, un horizon nouveau, mais aussi de nouveaux périls apparaissent à nos yeux. Cependant, nos pilotes doivent sentir maintenant que les eaux sont plus profondes, les vents plus doux, les périls plus espacés... » Nous avons le sentiment de notre *force croissante;* il nous reste des rivaux, mais nous n'avons plus de supérieur dans le monde entier. Nos amis et nos ennemis, avec des sentiments bien différents, reconnaissent la rapidité de notre résurrection.

Cette résurrection a présenté **trois phases** : la France, au lendemain de sa défaite, ne vécut que par la protection de l'Europe, qui ne l'aimait pas (on n'aime guère les vaincus et les malheureux), mais qui aimait encore moins la domination allemande. — Puis, la France, avec son armée refaite, vers 1879, fut en mesure de lutter en champ clos contre l'Allemagne, seule à seule. L'Allemagne s'en aperçut, et aussitôt forma un faisceau de forces contre lesquelles notre isolement nous rendait impuissants, elle s'asservit moralement l'*Austro-Hongrie* et l'*Italie*. La **Triple-Alliance** disait bien haut qu'elle voulait la paix ; mais c'était une paix imposée par elle, subie par la France; le sort de la France était réglé par la volonté de ses ennemis, en dehors d'elle. — Alors eut lieu le rapprochement franco-russe, contre-partie de la

Triple-Alliance. Quand, en 1891, nos vaisseaux arrivèrent à *Cronstadt*, et que le tzar et le peuple russe, l'un et l'autre, s'avancèrent vers nous dans un magnifique mouvement d'enthousiasme, il fut manifeste à tous les yeux que la scène du monde était changée. La paix était assurée mieux qu'auparavant, mais elle l'était par la volonté réfléchie de la France, elle ne dépendait plus du caprice de ses adversaires.

Qui pourrait s'étonner que la conscience de ce changement ait fait tressaillir la France d'allégresse jusqu'au fond de ses campagnes les plus reculées?

(4°) **Situation de la France dans le monde.** — Si l'on ne tenait compte que des statistiques matérielles, la France n'aurait parmi les nations qu'une place modeste: sa superficie avec celle des pays qui dépendent d'elle dans le monde est de 3 millions de kilomètres carrés (*le tiers de l'Europe*) avec 70 millions d'hommes.

L'**empire anglais**, deux fois grand comme l'Europe, a 300 millions d'habitants ; l'**empire russe**, aussi grand que l'Europe, en a 130 millions ; l'empire chinois, presque aussi étendu, en compte 400 millions.

(5°) **Influence morale de la France.** — Mais la situation de la France dans le monde est singulièrement relevée par son *influence morale*, car c'est à elle que les sociétés modernes doivent toutes les idées dont elles vivent, tous les principes qui président à leur progrès.

Embrassons en effet dans leur ensemble tous les événements qui nous ont frappés pendant cette course rapide que nous venons d'accomplir à travers le monde contemporain, essayons de les résumer et de les caractériser par leurs traits généraux. Nous verrons qu'ils se ramènent tous à **deux grands faits** :

Dans l'histoire intérieure des États, dans la constitution intime des nations, il est impossible de ne pas

remarquer que, d'un bout à l'autre du monde, la *démocratie* est en progrès marqué ; les gouvernements civilisés se préoccupent tous d'assurer le mieux possible la liberté et le bonheur du plus grand nombre.

Et, d'autre part, dans les rapports internationaux, dans la constitution générale de l'Europe, le *principe des nationalités* est de plus en plus prépondérant.

Mais ces deux faits eux-mêmes sont étroitement liés l'un à l'autre, ils ne sont que deux applications diverses d'un seul et même principe, qui est le **principe de la souveraineté nationale**. Ils procèdent donc tous les deux de la Révolution française, qui, la première, a proclamé dans le monde que les nations sont des *êtres moraux*, *qu'elles peuvent se gouverner comme elles l'entendent*, et qui a fait prévaloir plus ou moins pleinement cette maxime.

QUESTIONNAIRE. — (**1**) 1. Pourquoi devons-nous aimer la France ? — 2. En quoi l'emporte-t-elle sur les autres pays ? — 3. Qu'est-ce que les autres pays pensent d'elle ? — (**2**) 4. Quel rang occupe-t-elle territorialement ? — 5. Quels sont ses avantages naturels ? — 6. Que doit-elle à son industrie ? — 7. Que doit-elle à sa littérature ? — (**3**) 8. Quelles ont été les phases de son relèvement depuis 1870 ? — 9. Dans quelle situation l'a mise la Triple-Alliance ? — 10. Quel a été le résultat de l'alliance franco-russe ? — (**4**) 11. Quelle est la superficie des pays français ? — 12. De l'empire anglais ? — 13. De l'empire russe ? — (**5**) 14. Quelle est l'influence morale de la France ? — 15. Quelle est la tendance actuelle de la politique des divers États ? — 16. Quelle est celle de la politique internationale ? — 17. Comment la France a-t-elle influé sur ces tendances ?

Devoirs — **1**. *Exposez les caractères de la grande révolution qui s'est accomplie au XVe siècle.* — **2**. *Exposez le rôle international de la France au XVe et au XVIe siècle.* — **3**. *Le rôle de la France au XVIIe siècle*, de 1624 *à* 1715. — **4**. *Le rôle de la France au XVIIIe siècle*, de 1715 *à* 1789. — **5**. *Le rôle de la France de* 1789 *à* 1815. — **6**. *Le rôle de la France de* 1815 *à* 1870. — **7**. *Quelle est la place actuelle de la France au milieu des nations ? Montrez sur quels motifs s'appuient ses espérances.*

Lectures. — *Revision de l'Histoire de France et de l'Histoire générale*, par R. Jaliffier, de la page 34 à la page 109 ; excellent petit livre, muni de cartes et de tableaux synoptiques, très facile à consulter, et d'une lecture très profitable. — *Vue générale de l'Histoire politique de l'Europe*, par Ernest Lavisse, de la page 109 à la page 239 ; exposé magistral de tout le mouvement de l'humanité depuis les temps modernes.

TABLE DES MATIÈRES

IIIe L'Europe au temps de la Restauration et de Louis-Philippe (1814-1848).

TROISIÈME TRIMESTRE

IVe La France contemporaine.

V° Les grandes puissances européennes depuis 1815.

CARTES

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et Cie, rue de Seine, 57.

57, 66, 67, 81,
88, 91-2, 111, 115-7, 120-21,
127-8, 136-7, 139, 151, 155 (more
160, 162, 172, 175
227-54, 262-4

